

REVUE ARCHÉOLOGIQUE DE BORDEAUX

TOME CI, ANNÉE 2010

REVUE ARCHÉOLOGIQUE DE BORDEAUX



TOME CI
ANNÉE 2010

Revue publiée par la Société Archéologique de Bordeaux

cours de la Municipalité de Bordeaux,
général de la Gironde

ection régionale des Affaires culturelles d'Aquitaine





Revue archéologique de Bordeaux

*tome CI
année 2010*

*Revue publiée avec le concours de la Municipalité de Bordeaux
du Conseil général de la Gironde
et de la Direction régionale des Affaires culturelles, Service régional de l'Archéologie*

*Société Archéologique de Bordeaux
1 place Bardineau
33000 Bordeaux*

*Société fondée en 1873
reconnue d'utilité publique
par décret du 11 mars 1915*

Membre de l'association  *"Archéologie d'Aquitaine"*

Revue archéologique de Bordeaux

tome C1, année 2010

Sommaire

*Conformément à la tradition,
la Société Archéologique de Bordeaux
ne prend sous sa responsabilité
ni les opinions émises
ni les analyses développées par les auteurs.*

*Elle interdit
toute reproduction totale ou partielle de documents
sans son autorisation écrite.*

Photographie de couverture :

Le pont de pierre. «Vue de la fête donnée le 25 Août 1821, jour de Saint Louis, pour la pose de la dernière pierre du pont de Bordeaux».
Lithographie C. Motte (A.M.Bx., IX R 226, rec. 259).

Ezéchiél Jean-Courret

p. 11-44

*Le quartier et la maison noble de Puy-Paulin à Bordeaux
(XIIe – XVIIIe siècles)*

Jusqu'à présent peu exploitées, les sources textuelles et planimétriques du chartier de Puy-Paulin (XIIe-XVIIIe siècles), éclairent la stratégie d'implantation de la maison des Bordeaux/Puy-Paulin au centre de la courtine nord de l'enceinte antique de Bordeaux, contrôlant une porte probable de la fortification. Confrontée aux autres données morphologiques et planimétriques, la documentation permet d'appréhender les transformations de la maison forte, devenue hôtel de l'Intendance au début du XVIIIe siècle, mais aussi la topographie et les paysages urbains médiévaux du quartier. La documentation permet également de mieux cerner le devenir singulier de la seigneurie vendue au roi de France en 1707, tant en ce qui concerne les procédures de vente dont elle fait l'objet, mais aussi, *a posteriori*, en documentant les fiefs et les prérogatives essentielles dont le lignage aristocratique est dépositaire depuis le Moyen Âge central, et qui place cette lignée en tête des seigneurs laïcs après le roi-duc.

Ezéchiél Jean-Courret

*The district and noble house of Puy-Paulin in Bordeaux
(12th- 18th centuries)*

Plans and texts from the Puy-Paulin collection, hardly exploited so far, go to explain why the house of the Bordeaux/Puy-Paulins was built at the centre of the north curtain wall of the ancient surrounding wall of Bordeaux, controlling one of the likely doors of the fortification. Alongside other material, these documents make it possible not only to visualise the transformations that ended up with the fortified house becoming the Hotel de l'Intendance at the beginning of the 18th century, but also the topography and the medieval urban landscapes of the district. Besides, the documents make it easier to grasp the peculiar story of the estate, which was sold to the King of France in 1707, not only concerning the selling procedures but also by bringing empirical new information about the fiefs and basic prerogatives held by the line since the middle of the medieval period and which places it at the head of the lay lords behind King-Duke.

Marion Provost

p. 45-58

L'église Notre-Dame de Mouchac d'Aillas

Cette église, successivement remaniée à l'époque moderne, aux XIXe et XXe, offre l'exemple d'un édifice de la première moitié du XIIe siècle, très nettement distinct au sein de son contexte monumental. Ses dimensions sont supérieures à celles des églises rurales environnantes, généralement très modestes, le tracé de certaines d'entre elles datant en partie de la fin du XIe siècle. Son plan à transept ouvre sur une abside flanquée de deux absidioles. Les formes architecturales, de même que le décor sculpté, mettent en exergue la place de cette église au sein d'un champ d'influences croisées, venant du nord de l'Aquitaine ou des régions landaise, toulousaine ou agenaise. Cela témoigne du rayonnement de ces courants

Marion Provost

The Church of Notre Dame in Mouchac d'Aillas

This church, which underwent several alterations in the 19th and 20th centuries, is a typical edifice from the first half of the 12th century that is clearly different from the other monuments of this period. It is larger than the surrounding rural churches that are usually very small the design of some of which dates from the end of the 11th century. The nave crossed by a transept opens onto an apse flanked by two apse chapels. The architectural forms and the sculpted decoration highlight the situation of this church at the heart of many mixed influences from the north of Aquitaine or the regions of the Landes, Toulouse or Agen. It shows the influence of those architectural trends

architecturaux, qui pénétrèrent assez largement le territoire girondin. En outre, des formes et des motifs parfois dits « archaïques » y coexistent de manière assez harmonieuse avec des réalisations plus novatrices, témoignages de l'art roman du début du XII^e siècle, illustrant sa complexité souvent nourrie de jeux de contrastes.

Vincent Joineau

Les moulins à nef des basses vallées de la Garonne et de la Dordogne : des moulins « à la marge » (XVI^e siècle -début XIX^e)

Le choix du lieu d'implantation des moulins à nef (moulins sur bateaux) dans les basses vallées de la Garonne et de la Dordogne dépendait de l'impact de la marée montante et des potentialités énergétiques offertes par les chenaux de navigation. Situés au-delà de la zone d'influence de la marée afin d'empêcher leur déplacement vers l'amont sous l'effet de la marée montante, ces usines étaient en revanche positionnées au plus fort du courant descendant, quitte à profiter des infrastructures associées aux pêcheries.

Le second point sur lequel revient la contribution porte sur les raisons expliquant le maintien des moulins à nef, pourtant dangereux pour la navigation. Insuffisamment équipé en capacités de mouture, le secteur allant de La Réole à Saint-Macaire s'appuyait sur les moulins à nef pour compenser la faiblesse de la production de farines. Néanmoins, les meuniers de ces moulins « flottants » n'étaient pas seulement animés de motivations philanthropes : la hausse des prix du blé justifia la réapparition des moulins à nef au cours des années 1750-1770, et fait d'eux, l'incarnation du commerce spéculatif du Bordelais de la fin du XVIII^e siècle.

Jacques Besson

La Motte Saint-André, noble et forte maison en Cubzaguès du XIII^e au XVIII^e siècle

Au XIII^e siècle cette ancienne maison forte appartenait au chevalier Aimon de Mota. Depuis lors jusqu'à la fin de la guerre de Cent Ans, les La Motte puis les Chézeau participèrent à la vie locale de la châtellenie du Cubzaguès. Les Montferrand vendent en 1524 cette châtellenie à Clinet de Lannes, nouveau seigneur du Bouilh. Au XVI^e siècle, La Motte passe dans la famille des Ségur de Francs. François de Ségur, seigneur de La Motte et de Fourens, épouse damoiselle Anne de La Mothe de Cambes qui devient ainsi dame de La Motte Saint-André.

which are quite widespread in the Gironde area. Besides, certain designs and patterns which are sometimes qualified as "archaic" coexist with more innovative constructions in a rather harmonious way, bringing out its complexity often through a mix of contrasts.

p. 59-69

Vincent Joineau

The ship mills in the low-lying valleys of the Garonne and the Dordogne: «fringe» mills (16th century- beginning of the 19th century)

Choosing where to implement the mills in the low-lying valleys of the Garonne and the Dordogne depended on the impact of the rising tide and the potential energies offered by the navigation channels. Placed beyond the tidal zone to avoid their being moved upstream on the flow, these factories were yet located where the downstream current is the strongest and sometimes benefited from the facilities used by the fisheries.

The article also deals with the reasons why the mills were maintained although they were dangerous for the navigation. The area going from La Réole to Saint-Macaire which didn't have the necessary equipment for the grinding process, relied on those mills to make up for the poor production of flour. Yet, the millers of those "floating" mills were not only driven by philanthropist motivations. The mills were used again in the 1750s-1770s because of the rising prices of the wheat and thus they became the symbol of speculative trade in and around Bordeaux at the end of the 18th century.

Jacques Besson

La Motte Saint-André, a noble fortified house in Cubzaguès from the 13th to the 18th century.*

In the 13th century this former fortified house belonged to the Knight Aimon de Mota. Since then and until the end of the Hundred Years' War, the La Mottes and then the Chézeaus took part in the local life of the manor of Cubzaguès. In 1524, the Montferrands sold the manor to Clinet de Lannes, the new lord of Brouilh. In the 16th century La Motte was handed on to the Ségur de Francs family. François de Ségur, the lord of La Motte and Fourens, married the young lady Anne de la Mothe de Cambes who thus became Lady de La Motte Saint-André.

Leur fille mourut jeune sans descendance, ce fut le début de nombreux procès. Après les Ségur, Mérignac et Pontac, La Motte est l'objet d'une transaction et, au milieu du XVII^e siècle, passe à une famille de parlementaires, les Lecomte de La Tresne, puis, par alliance, aux Duhamel. Au XVIII^e, Jeanne Thérèse Duhamel se marie avec Armand de Montferrand. Ils vendent et démembrement la seigneurie de La Motte en 1742. Elle était encore maison entourée de murailles et de fossés et avait toujours sa chapelle. Transformée en la demeure actuelle, elle est revendue à la fin du XVIII^e siècle.

Their daughter died at an early age without descendants and there followed much litigation. After the Segurs, the Mérignacs and Pontacs the house was sold and in the mid-17th century it was handed on to a family of Parliamentarians, the Lecomtes de La Tresne and then to the Duhamels by marriage. In the 18th century, Jeanne Thérèse Duhamel married Armand de Montferrand. They sold and divided up the La Motte estate in 1742. It was still surrounded with fortified walls and moats and still had its chapel. It was transformed into what it is now before being sold again at the end of the 18th century.

*the region around Saint André de Cubzac

Hélène Mousset

Les Calvimont à l'Herm : le château périgourdin de parlementaires bordelais

Dans le cadre des opérations archéologiques menées depuis plusieurs années sur le château de l'Herm en Dordogne, l'analyse du bâti et sa confrontation aux archives ont permis de dater la construction, qui commence en 1500 et s'achève au début des années 1520, et de retrouver les commanditaires, Jean de Calvimont, père et fils, respectivement conseiller et second président au Parlement de Bordeaux. Site castral, tours, créneaux, mâchicoulis, décor flamboyant construisent pourtant une image plus tournée vers la chevalerie que vers la magistrature, confirmant le rôle particulier du château dans la société de l'époque.

p. 91-104

Hélène Mousset

The Calvimonts at l'Herm : the Perigord Château of Bordeaux Parliamentarians

Thanks to the archaeological research carried out for many years at the Château de l'Herm in the Dordogne, the analysis of the walls and its comparison to the archives have enabled us to date the construction, which started in 1500 and ended at the beginning of the 1520s, and to find who commissioned it, namely the Jeans de Calvimont, father and son, the former a magistrate and the latter the second President of the Parliament of Bordeaux. However, the castral site, the towers, the crenellations, the machicolation, and the flamboyant decoration convey an image more chivalrous than judicial, which confirms the special role of the château in the society of the period.

Sylvain Schoonbaert

Le port de la Lune et l'imaginaire des ponts à Bordeaux (1586-2010...)

Avant d'être une ville, Bordeaux est un port. Le « port de la Lune » est inséparable de la « mer » de Garonne, comme la désignaient les anciens pour dire sa grande largeur et surtout ses liens avec l'estuaire et l'océan Atlantique. Franchir la Garonne a toujours été un défi, voire une gageure. Depuis les premiers projets de ponts, au XVI^e siècle, jusqu'aux débats contemporains, concernant l'impact du pont Bacalan-Bastide sur le site classé au patrimoine mondial, on examine ici comment la nécessité de conserver au port de la Lune un accès à l'océan, au fleuve, et donc son passé et son avenir maritime, semble bien constituer un impératif pour un aménagement urbain durable de l'agglomération.

p. 105-132

Sylvain Schoonbaert

The Port of the Moon and the significance of bridges in Bordeaux (1586-2010...)

Before being a city, Bordeaux is a port. One cannot separate the «Port of the Moon» from the «sea» of the Garonne as the old ones called it, because of its great width and above all its links with the estuary and the Atlantic Ocean. Crossing the river Garonne has always been a challenge, and an almost unachievable one at that. From the first projects for bridges in the 16th century up to current debates concerning the impact of the bridge Bacalan-Bastide on the UNESCO World Heritage site, we shall examine in this article how the need to maintain an access from the Port of the Moon to the ocean, the river and thus to its maritime past and future seems to be an imperative for a sustainable urban development of the city and its suburbs.

Jean-Paul Casse

L'emploi monétaire du « carne »

Dans des actes notariés bordelais et macariens de 1601 à 1607, apparaissent, associés aux paiements en espèces, les termes *carne*, *guarnée* et *caderne*. Un examen des différents dictionnaires, tant généraux que spécialisés, n'a révélé aucune définition en relation avec la monnaie, mais offre une quatrième graphie : *quaderne*.

L'étude de ce maigre corpus permet de dégager une première définition du *carne*, dans son emploi monétaire : ensemble de quatre espèces identiques. Des recherches supplémentaires ont enrichi le corpus, le portant à seize mentions s'étendant de 1552 à 1609 et sur une bonne partie de la France, majoritairement le Sud-Ouest. La définition du *carne*, dans son emploi monétaire, s'en trouve confirmée et précisée : ensemble ou groupe de quatre pièces de certaines espèces en argent.

L'on s'interroge ensuite sur les raisons psychologiques d'un compte par unité de quatre et sur le choix des espèces d'argent ainsi considérées : teston, quart d'écu, pièce de 16 sols. Au final, plusieurs points demeurent à éclaircir : expansion géographique, plage temporelle, existence d'équivalent dans le reste de la *Romania*, etc.

p. 133-144

Jean-Paul Casse

The monetary use of the "carne"

The words *carne*, *guarnée* and *caderne* appear in the notarial acts from Bordeaux and Saint Macaire from 1601 to 1607 in connection with payments in cash. A close look at a variety of general as well as specialized dictionaries has revealed no definition linked to money but offers a fourth spelling: *quaderne*.

Studying this small corpus allows us to reach a basic definition of the *carne* in its monetary use, that is, a group of four identical units. Further research has enhanced this corpus with sixteen references from 1552 to 1609 and on a large part of France mainly in the South West. It confirms and specifies the definition of the *carne* in its monetary use: a group of four sorts of coins in silver.

This begs the question of why it was decided to count in units of four and why these silver coins – the teston, the quarter écu and the 16-sol – were chosen. In the end, several points still need clarification: which areas were concerned, how long it was used and if something similar existed in the rest of *Romania*.

Laurent Coste

Art et spiritualité

chez les Dominicains bordelais du Grand Siècle

Même si l'accent a été mis sur les ordres nouveaux, les vieilles familles religieuses ont participé à l'œuvre de la Réforme catholique dans le diocèse de Bordeaux. Après une réforme interne imposée de l'extérieur, le couvent des Dominicains de Bordeaux joua un rôle spirituel important autour de ses dévotions traditionnelles comme le Rosaire. En 1634, la confrérie du même nom fit édifier dans sa chapelle un nouveau retable qui disparut avec la destruction du couvent médiéval lors des travaux d'extension du château Trompette au cours des années 1680.

p. 145-150

Laurent Coste

The art and spirituality

of the Bordeaux Dominicans in the Grand Siècle (17th c.)

Even though the emphasis was put on the new religious orders, the old orders also took part in the Catholic Reformation in the diocese of Bordeaux. After an internal reform imposed from outside the convent of the Dominicans in Bordeaux played an important spiritual role around its traditional devotions such as the Rosary. In 1634, the brotherhood of the Dominicans had a new altarpiece built in its chapel, which disappeared when the medieval convent was destroyed during the construction work to extend the Château Trompette in the 1680s.

Xavier Roborel de Climens

L'hôtel de Paty de Rayet

L'immeuble, situé au numéro 7 de la rue Leyteire, a été construit sur l'emplacement d'un chai, entre 1742 et 1746, par Jean de Paty de Rayet, conseiller au parlement de Bordeaux. C'est un bâtiment sévère, dont la façade rue Leyteire se développe sur quatre travées et quatre niveaux, dont seul le premier est décoré de balconnets en fer forgé.

p. 151-160

Xavier Roborel de Climens

The Hotel Paty de Rayet

The building located at number 7 rue Leyteire was built on the site of a wine storehouse between 1742 and 1746 by Jean de Paty de Rayet who was a magistrate at the parliament of Bordeaux. It is an austere-looking building whose façade on Leyteire Street covers a full four window bay over four storeys, the first of which is the only one decorated with small wrought iron balconies.

En 1770, cet hôtel appartient à Marie de Monsec veuve de Pierre de Mondenard qui y meurt en 1812. Devenu résidence bourgeoise au XIX^e siècle, il est transformé par la suite en immeuble de rapport. Son aspect extérieur n'a pas souffert de ses différentes occupations et il se présente aujourd'hui comme un bon exemple des demeures de l'aristocratie bordelaise du XVIII^e siècle.

Marguerite Stahl

A propos de la captivité de la Duchesse de Berry à Blaye (1832-1833)

La captivité de Marie-Caroline duchesse de Berry à Blaye de novembre 1832 à juin 1833 est un épisode connu et documenté depuis le XIX^e siècle. La presse légitimiste de l'époque s'acharnera à transmettre l'image d'une princesse malheureuse, vouée à un destin tragique, enfermée dans la lugubre citadelle de Blaye. Deux aquarelles d'Eugène Forel (1858-1938) appartenant aux collections de la Société Archéologique de Bordeaux viennent opportunément illustrer ce séjour. *Un kiosque* - note l'artiste – *situé sur la crête du rempart du nord d'où l'on découvre toute l'étendue de la Gironde en aval. Au fond la rive du Médoc. La duchesse de Berry s'y tenait durant les belles journées avec ses dames de compagnie.*

Un inventaire conservé aux Archives Nationales intitulé *Pour l'établissement de Madame la Duchesse de Berry au Château de Blaye*, fait état de l'aménagement du Pavillon de la Place où fut enfermée Marie-Caroline ; il se révèle aujourd'hui un heureux et précieux complément aux aquarelles d'Eugène Forel pour tenter d'évoquer le cadre dans lequel a vécu la prisonnière. L'étude de son quotidien à travers son mobilier éclairent différemment ces dix mois de captivité de la duchesse de Berry.

p. 161-170

Marguerite Stahl

About the imprisonment of the duchess of Berry in Blaye (1832-1833)

The imprisonment of Marie-Caroline the duchess of Berry in Blaye from November 1832 to June 1833 has been well-known and documented since the 19th century. At the time the legitimist press kept on pushing the image of a miserable princess doomed to a tragic fate and locked away in the gloomy citadel of Blaye. Two watercolours by Eugène Forel (1858-1938) from the collections of the *Société Archéologique de Bordeaux* happily illustrate this stay. As the artist notes, *a kiosk on the crest of the northern ramparts from where the full stretch of the Gironde downstream can be seen. At the end the bank of the Médoc. The duchess of Berry would stay there in the fine days with her live-in companions.*

An inventory kept at the National Archives and entitled *About Madam the duchess of Berry moving into the Castle of Blaye* details how the Pavillon de la Place was adapted to Marie-Caroline's confinement. It can be seen now as a precious complementary document to Eugène Forel's watercolours in conjuring up the setting in which the prisoner lived. Studying her daily life through her furniture sheds a different light on those ten months of imprisonment.

Alain Beschi

L'architecte et le modèle :

Ernest Minvielle et l'architecture viticole

Parmi les nombreux architectes bordelais de la seconde moitié du XIX^e siècle, Ernest Minvielle est un des plus méconnus. Pourtant, sa notabilité et ses réalisations, tant à Bordeaux qu'en Gironde et au-delà, firent de lui une personnalité de premier plan. Il s'illustra tout particulièrement dans le domaine des constructions viticoles, dont il se fit une spécialité, en Médoc notamment, pour une riche clientèle de propriétaires terriens. Il contribua ainsi à inscrire le prestige du vignoble dans la pierre et fut l'un des principaux promoteurs de la diffusion du modèle architectural du « château viticole » bordelais.

p. 171-185

Alain Beschi

The architect and the model:

Ernest Minvielle and vineyard architecture

Among the many architects from the second half of the 19th century in Bordeaux, Ernest Minvielle is one of the least famous. Yet his significance and work, in Bordeaux as well as in the Gironde and beyond, made him a leading personality. He became particularly famous with the vineyard constructions which became his specialty in the Médoc and for wealthy landowners. Thus he played a part in translating the prestige of vineyards into stone and was one of the prime movers in spreading the architectural model of the Bordeaux "wine chateau".

Christelle Lozère

Bordeaux et la culture coloniale 1850-1940

p. 187-202

Avec la constitution de l'empire colonial, à la fin du XIX^e siècle, Bordeaux, dont la tradition commerçante était déjà bien établie, rêve de devenir la « capitale coloniale de la France » en concurrence avec les villes de Paris, Marseille et Lyon.

Face à la méconnaissance des Français sur ces pays et ces peuples aux « mœurs curieuses et sauvages », les élites bordelaises cherchèrent à promouvoir les produits en provenance des colonies et, en même temps, à diffuser l'idée et le goût des cultures coloniales.

Les expositions commerciales, industrielles et artistiques se révélèrent comme un moyen festif, théâtral et didactique de vulgarisation populaire. Bordeaux, ville pionnière, organisera plus d'une quarantaine d'expositions et de foires coloniales sur les Quinconces entre 1850 et 1940. Les plus prestigieuses seront celles organisées par la *Société Philomathique de Bordeaux*, en 1895 et 1907. Mis en scènes dans de véritables palais coloniaux, Bordeaux vend du « rêve colonial ». Avec ses pavillons coloniaux particuliers, Bordeaux sera consacré, en 1923, première « foire coloniale de France ». Dans ce même esprit pédagogique et paternaliste, Bordeaux ouvrira cinq salles de musées aux colonies françaises.

Pendant plusieurs décennies, Bordeaux affirmera fièrement son identité coloniale à travers ses manifestations culturelles et le dynamisme de ses activités portuaires. L'élan colonisateur ne s'est pas arrêté à une simple propagande politique et mercantile : ce fut avant tout la mobilisation d'énergies humaines qui, dans la passion de l'histoire en marche, ont mis en scène leurs convictions à travers d'ambitieuses démonstrations. Aujourd'hui, les fonds artistiques et ethnographiques des musées bordelais et l'abondance des collections privées témoignent aussi d'un véritable goût pour l'ailleurs et pour la différence. Pour le meilleur comme pour le pire, la richesse incontestable des faits historiques révèle que l'histoire des outre-mers a toujours été liée à la ville de Bordeaux.

Christelle Lozère

Bordeaux and colonial culture 1850-1940

With the constitution of the colonial empire at the end of the 19th century, Bordeaux, whose commercial tradition was well established, dreamt of becoming « France's colonial capital » in competition with Paris, Marseille and Lyon.

Because the French knew very little about these countries and peoples with « strange and primitive customs », the Bordeaux elite attempted to promote produce from the colonies and at the same time to cultivate the idea of and taste for colonial culture.

Commercial, industrial and artistic exhibitions turned out to be a festive, theatrical and didactic means of popularization. Bordeaux, a pioneer city, organized over forty colonial exhibitions and fairs on the Quinconces between 1850 and 1940. The most prestigious ones were organized by the *Philomatic Society of Bordeaux* in 1895 and 1907. The city of Bordeaux staged those exhibitions and fairs in real colonial palaces and sold the “colonial dream”. With its special colonial pavilions Bordeaux was acclaimed as the principal “colonial fair of France” in 1923. In a similar educational and paternalistic vein, the city dedicated five rooms of its museums to the colonies.

For many decades Bordeaux proudly asserted its colonial identity through its cultural events and dynamic port activities. The colonizing momentum was not mere political and mercantile propaganda; it was above all the rallying of human dynamism whose convictions were ambitiously put on display. Today the artistic and ethnographic collections in the museums and the abundant private collections show a real taste for the elsewhere and for the different. The unquestionable wealth of historical facts reveals that the history of overseas territories has always been linked to the city of Bordeaux for better or for worse.

Notes et documents

Jean-François Fournier

p. 205-209

Une gravure flamande du XVIII^e siècle

Jean-François Fournier

p. 211-212

Une peinture du XIX^e siècle représentant un épisode de la vie de Germaine Cousin, dite sainte Germaine de Pibrac

A 19th-century Painting showing an episode from the life of Germaine Cousin known as sainte Germaine de Pibrac

L'archéologie girondine en 2009

p. 213-256

Activités et manifestations

Activités et manifestations

p. 259-260

de la Société Archéologique de Bordeaux en 2010

*Activities and events
of the Société Archéologique de Bordeaux in 2010*

Cercle numismatique Bertrand-Andrieu

p. 261-266

Procès-verbaux des séances de l'année 2010

*Bertrand-Andrieu Numismatic Circle
The minutes of the 2010 meetings*

In memoriam Pierre Pujo

p. 267

In memoriam Pierre Pujo

Notes and documents

Jean-François Fournier

A Flemish Engraving of the 18th century

Jean-François Fournier

A 19th-century Painting showing an episode from the life of Germaine Cousin known as sainte Germaine de Pibrac

The archeology of the Gironde in 2009

Activities and events

Activities and events

of the Société Archéologique de Bordeaux in 2010

*Bertrand-Andrieu Numismatic Circle
The minutes of the 2010 meetings*

In memoriam Pierre Pujo



Le quartier et la maison noble de Puy-Paulin à Bordeaux (XIIe-XVIIIe siècles)

Ezéchiél Jean-Courret *

Le relief dominant du *podium Paulini*¹, désigne le secteur aujourd'hui compris entre l'actuel cours de l'Intendance, les rues Porte-Dijeaux, Louis-Combes et Guillaume-Brochon, celles-ci étant distribuées par la place éponyme. Comme son étymologie l'indique, le quartier se trouve sur une hauteur² appartenant au mont Judaïque, terrasse alluviale structurant la partie nord du site urbain et au pied de laquelle coule la Devèze. Mais l'on use au Moyen Âge et à l'Époque moderne du nom de Puy-Paulin pour désigner, plus que le modelé de terrain, la maison qui assimile la lignée familiale des Bordeaux puis des Puy-Paulin à sa résidence principale. Cette dernière est une *domus* qui pourrait remonter au moins à la fin du XIe siècle ; greffée au centre de la courtine nord de l'enceinte édifiée à la fin du IIIe siècle on peut dire qu'il s'agit d'une maison forte. Après les successions de lignage qui marquent la période 1307-1587, la seigneurie échoit aux Foix de Candale et ducs d'Épernon qui procèdent à sa vente en faveur du roi de France, le 30 novembre 1707³. La maison devient alors hôtel de l'Intendance qui fait lui-même l'objet de profonds remaniements au XVIIIe siècle, jusqu'à son démantèlement partiel en 1792.

L'intense activité des recherches archéologiques et historiques des vingt dernières années a profondément renouvelé les problématiques sur la naissance et les développements de Bordeaux⁴. Ces travaux permettent d'éclairer le contexte des principales structures découvertes durant l'été 2008, lors de la restructuration des immeubles sis à l'angle nord-ouest du carrefour des rues de Castillon et Porte-Dijeaux avec la place

Puy-Paulin. Les fouilles préventives menées sous la responsabilité de Simon Girond (Hades) attestent de l'occupation continue du site depuis l'époque augustéenne, avec présence de matériel des IVe-IIe siècles avant notre ère dans des couches fortement remaniées⁵. Ce dernier fait localise probablement ce

* . Docteur en histoire médiévale, membre de l'institut Ausonius (UMR 5607), chargé d'études à la Communauté de communes de la juridiction de Saint-Émilion ; lors cette mission, chargé d'études documentaires pour le bureau d'investigations archéologiques Hades. Sauf mention contraire, les figures sont de l'auteur.

1 . Brutails éd. 1907, p. 85-88, n°113 à 116 et p.164-166, n°136, vers 1159-1181.

2 . 15 m NgF sur la place Puy-Paulin.

3 . On trouve la date du 3 novembre 1707 dans plusieurs publications (Desgraves 1960 (1989), p. 57 ; Antoine 1991 ; Demont & Favreau 2003, vol. 1, p. 72 ; Lavaud *et al.* 2009, t. 3, p. 221) ce qui contredit la date du 30 novembre inscrite au minutier central des Archives nationales (désormais A.N., *Minutier central*, CV n° 1084, 30 novembre 1707) et signalé dans Dillay 1958, p. 169-170, note 5. L'inventaire des archives dressé par F. Daguesseau en 1707 corrobore la datation (A.N., JJ 316, fol. 36v°).

4 . Lavaud *et al.* 2009. On renverra à cet ouvrage pour consulter une bibliographie détaillée et une synthèse proposée sur chaque site évoqué dans cette contribution.

5 . Girond 2011. La présente contribution est en grande partie issue du rapport que j'ai remis à Simon Girond pour éclairer les dynamiques spatiales et paysagères qui organisent le quartier depuis l'Antiquité. Je remercie sincèrement ce chercheur ainsi que Jean-Luc Piat, directeur d'Hades, Pierre Régaldo-Saint Blancard, ingénieur de recherche en charge du département de la Gironde au SRA et Dany Barraud, conservateur général du patrimoine et directeur du SRA, pour m'avoir offert l'opportunité de participer aux fouilles et de présenter cette étude.

site en marge de l'habitat aggloméré protohistorique - attesté sur les sites proches de La France⁶ et du Grand-Hôtel⁷. Comme le reste de la ville, le Puy-Paulin est structuré par une trame viaire mise en place durant la première décennie de notre ère. La voirie, pour partie orthonormée, et la construction de l'enceinte à la fin du III^e siècle⁸ sont des opérations d'urbanisme morphogènes qui expliquent pour une bonne part la mémoire de l'orientation du parcellaire et du bâti du quartier jusqu'à nos jours. Par ailleurs, la découverte d'une série de plans de la fin du XVII^e siècle permet de préciser les modalités d'implantation de la *domus* médiévale sur l'enceinte antique. Les problématiques liées à cette structure (courtine, tours, portes, voirie) et à l'urbanisme antique de *Burdigala* ont fait l'objet d'une contribution spécifique et ne seront évoquées ici que de façon synthétique⁹.

En revanche, après le long étiage documentaire du haut Moyen Age, les textes abordent les aspects fonciers et banaux des seigneuries laïques des Bordeaux et des Puy-Paulin associées au site de la *domus*. Du point de vue topographique, le recoupement des sources médiévales et modernes, en partie collectées lors d'études antérieures¹⁰, avec les plans qui viennent d'être évoqués éclaire de façon assez précise le parcellaire et le paysage urbain du quartier durant la première moitié du XV^e siècle. L'enquête réalisée sur le chartrier de Puy-Paulin documente également la constitution de la seigneurie - l'une des plus considérables du Bordelais -, les liens qui unissent la famille à la puissance publique et le devenir singulier de la maison de Puy-Paulin. Le sort particulier de la seigneurie, vendue au domaine royal en 1707 et les sinistres qui ont touché le dépôt des archives expliquent l'éclatement du fonds documentaire et la difficulté à comprendre les origines de ce lignage aristocratique tout en livrant des informations qui justifient la position de premier plan de la lignée, tant en matière de seigneurie foncière que pour les prérogatives qu'elle a exercées.

Topographie et paysages urbains du Puy-Paulin

Avec le quartier canonial de Saint-André¹¹, le Puy-Paulin se distingue nettement dans le paysage urbain, à partir du Moyen Age central, comme un quartier pétrifié et monumental. Distantes d'une centaine de mètres, la commanderie du Temple et la maison de Puy-Paulin qui se greffent sur l'enceinte du Bas-Empire sont des ensembles fortifiés médiévaux qui expliquent en grande partie ce constat. Le développement septentrional de la ville du XII^e au XV^e siècle, l'aliénation des fossés de Campaure à la fin du XV^e siècle, le morcellement du parcellaire et la densification du bâti accentuent considérablement le

phénomène jusqu'à l'époque moderne. L'implantation de la maison dans ce secteur urbain s'explique probablement par la position stratégique qu'offre la section médiane de la courtine nord de l'enceinte, peut-être distribuée par une porte (cf. *infra*). Pour approcher les paysages de ce quartier, on présentera d'abord les données de façon thématique en explorant chaque composante urbaine avant d'esquisser une restitution du paysage urbain du Puy-Paulin dans le courant de la première moitié du XV^e siècle.

Le réseau viaire

Contrairement au rempart et à la Devèze qui structurent durablement la topographie de la cité, le réseau viaire qui distribue le quartier du Puy-Paulin a fait l'objet d'aménagements au gré des transformations du pôle de pouvoir laïc qui occupe son cœur. Tel qu'il se présente sur le plan cadastral de 1850-1855 (fig. 1b), et plus encore sur celui de 1811-1821 (fig. 1a), le réseau viaire du quartier combine deux systèmes de voirie.

Le premier est constitué d'axes de voirie primaires relevant de la trame urbaine mise en place à l'époque augustéenne¹². À l'échelle de l'ensemble de la ville, les axes Intendance/Chapeau-Rouge et Porte-Dijaux/Saint-Rémi constituent deux des quatre *decumani* attestés lors des fouilles des années 1970-1980¹³. L'écart approximatif de 120 m qui sépare les *decumani*, dans le sens nord-sud, permet de compléter les données encore lacunaires collectées sur les *cardines*. Seuls deux axes nord-sud sont effectivement attestés par les fouilles ; il s'agit du *cardo* Sainte-Catherine observé lors des fouilles des allées de Tourny¹⁴ et du tramway¹⁵, et du *cardo* Palais-Gallien, relevé

6. Fouilles Dany Barraud, 1983.

7. Fouilles Christophe Sireix, 2004.

8. Garmy & Maurin 1996.

9. Jean-Courret 2011.

10. Casse 1988 et Le Proux de la Rivière 1998, respectivement sur le lignage des Bordeaux (XI^e siècle - 1327) et sur l'occupation du sol et le peuplement de la paroisse Notre-Dame-de-Puy-Paulin (XIV^e-XV^e siècles).

11. Lavaud 2006 ; Jean-Courret 2010.

12. Jean-Courret 2006a, p. 256-268 pour la réflexion menée sur la trame viaire antique ; Gauthiez 2003, p. 146 : « voirie : (...) La voirie peut être décomposée en voirie primaire : voies principales entre agglomérations ou entre quartiers, voirie secondaire : rues à l'intérieur d'un quartier, voirie tertiaire : voies de desserte des bâtiments ou de groupes de bâtiments ».

13. Barraud dir. 1988, p. 58 : « Ainsi, quatre *decumani* sont assurés avec certitude : rue Porte-Dijaux, cours de l'Intendance, l'axe Tourny-Grands-Hommes et enfin l'axe Thiac-allées de Tourny ».

14. Marc Gauthier, 1971-1972.

15. Wandel Migeon, Inrap, 2002.

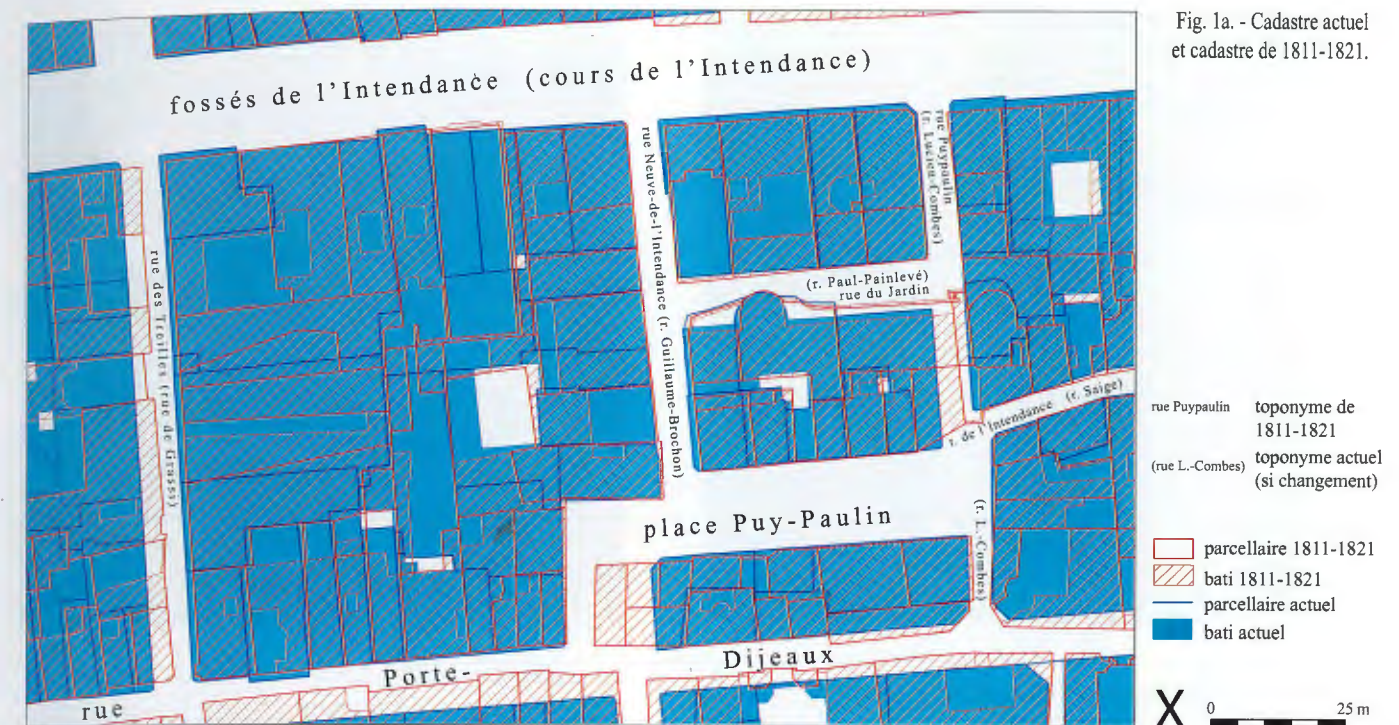


Fig. 1a. - Cadastre actuel et cadastre de 1811-1821.

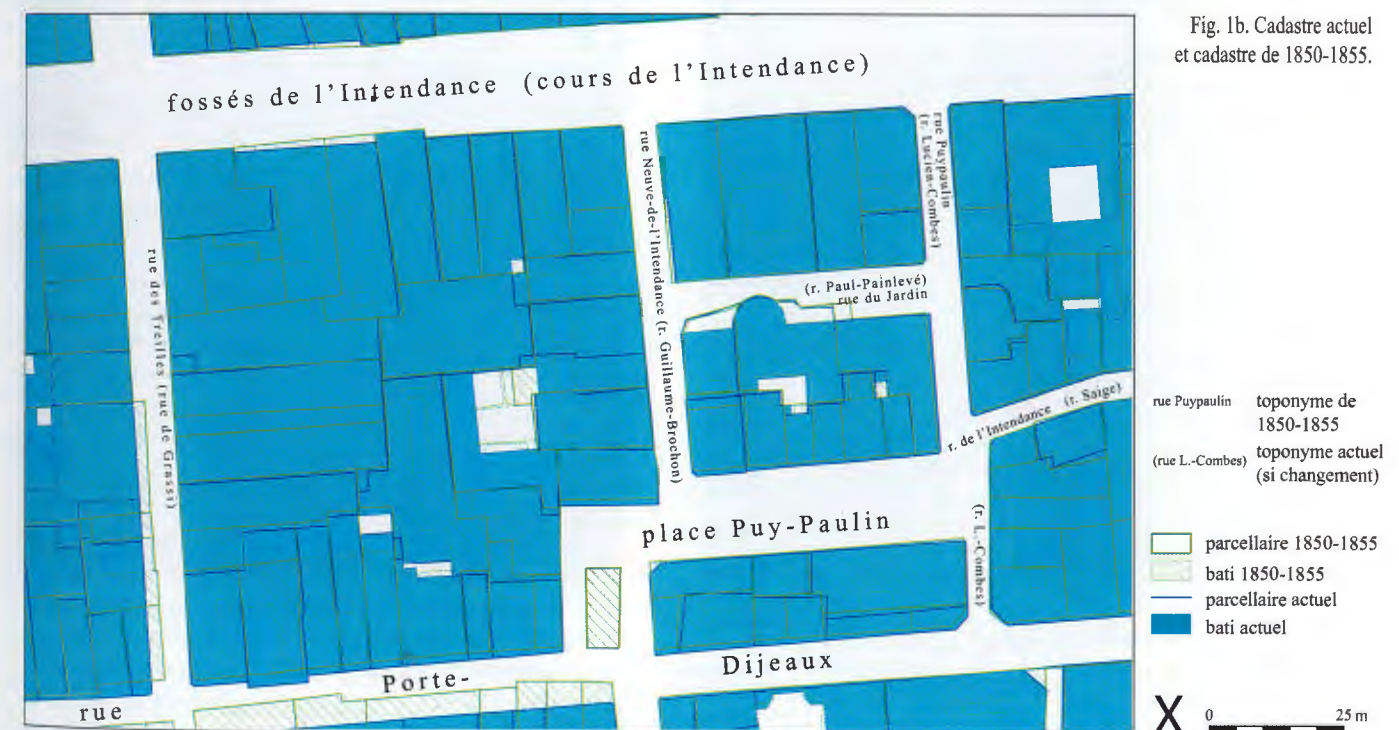
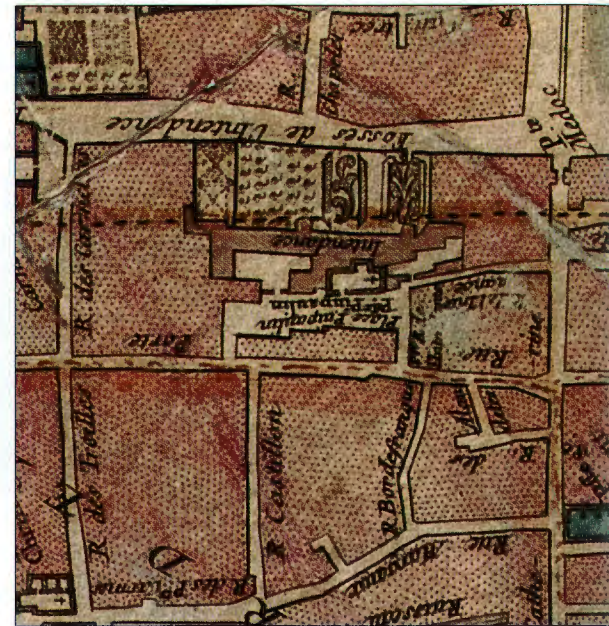


Fig. 1b. Cadastre actuel et cadastre de 1850-1855.

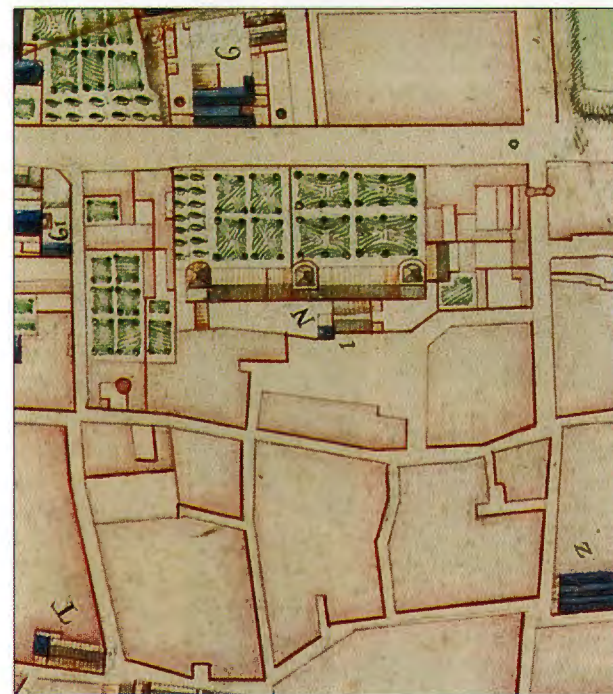
Fig. 1. - Bordeaux, quartier Puy-Paulin : plans compilés géoréférencés.



a



b



c



d

Fig. 2. - Bordeaux, le quartier Puy-Paulin (v. 1670-1755) :

- a. 1755 (extrait, plan de Lattré, 1755) AMBx, f40 A 0044, cliché B. Rakotomanga ;
 b. 1733 (extrait, plan restitué de 1733, réalisé en 1759) AMBx, f40 A 0031 34PP23, cliché B. Rakotomanga ;
 c. 1705 (extrait, plan anonyme, 1705) AN, NII Gironde2, cliché AN (NUMH001 1483-1485) ;
 d. Vers 1670 (extrait, plan att. à J. de Rochefort, v. 1670) AMBx, f40 A 0027, cliché B. Rakotomanga ;



0 50 100 m
 échelle approchée des extraits de plans modernes

en position de carrefour avec le *decumanus* Thiac-allées de Tourny lors des fouilles de la rue Huguerie¹⁶. Si l'on considère que les voiries cadastrées décomposent des *insulae* modulaires de 120 m de côté, il est possible de restituer la position des trois *cardines* qui scandent le tissu entre les axes Sainte-Catherine et Palais-Gallien, soient les axes Lafaurie-Monbadon, Temple-Grassi et Castillon-Cheverus¹⁷. Il semblerait que le *cardo* Castillon-Cheverus, qui a pour fonction de relier le secteur du Puy-Paulin au quartier de la cathédrale, dans l'axe de la porte Basse, pourrait relever de l'opération d'époque augustéenne¹⁸.

Le second ensemble de voiries est composé d'axes de rang inférieur, secondaire voire tertiaire, relevant d'opérations postérieures, en prise avec l'évolution du pôle seigneurial, sa connexion aux autres pôles de pouvoirs politiques et économiques et son démantèlement. Les plans d'ensemble de la ville dressés à l'époque moderne permettent de restituer avec précision les états de voirie du quartier depuis le XVII^e siècle (fig. 2). Dans le prolongement de la rue de Castillon, la placette et la rue Guillaume-Brochon (ancienne rue Neuve-de-l'Intendance), d'une part, et, d'autre part, la rue Paul-Painlevé (ancienne rue du Jardin) qui longe l'extérieur de la courtine nord de l'enceinte ont été percées lors du démantèlement de l'hôtel de l'Intendance en 1792¹⁹. C'est de cette année que date également le percement du tronçon nord de la rue Louis-Combes (ancienne rue Puy-Paulin), qui joint le cours de l'Intendance et forme une équerre avec la rue Paul-Painlevé. Le tronçon central de la rue Louis-Combes qui rejoint la place Puy-Paulin a été percée en 1848 ; lors de ces travaux la plus orientale des tours romaines intégrées à la maison de Puy-Paulin puis à l'hôtel de l'Intendance a été détruite²⁰.

Nœud névralgique du dispositif viaire du quartier, la *plassa* de Puch Paulin est plus délicate à dater. Attestée tardivement au milieu du XIV^e siècle²¹, elle est sûrement nettement antérieure. D'un point de vue strictement morphologique, sa disposition par rapport à l'enceinte du Bas-Empire implique une réalisation synchrone ou postérieure. Il semble raisonnable de l'associer à la mise en place de la maison de Puy-Paulin, elle-même attestée dès la fin du XIII^e siècle sous le nom d'*hostau* de Puch Paulin, et probablement assimilable à la *domus* de Pierre de Bordeaux signalée au début du XII^e siècle²². La place accueille le cimetière paroissial, tardivement attesté en 1519²³, associé à l'église Notre-Dame de Puy-Paulin qui apparaît pour la première fois dans la bulle de 1173²⁴. Dès le début du XVII^e siècle, l'îlot barlong qui clôt la place au sud est occupé par les écuries. Aux XIV^e et XV^e siècles, cet ensemble ne relève pas - du moins pas intégralement - de la réserve seigneuriale mais de censives dont l'accès se fait par la rue Porte-Dijéaux²⁵. L'îlot détermine donc deux courtes voies d'accès à la place qui n'ont

pas de toponyme propre et qui sont assimilées à elle²⁶. Une autre voie d'accès à la place est l'actuelle rue Saige, qui rejoint la rue Sainte-Catherine. Elle est attestée à partir 1339, indifféremment sous les noms de *Pes Belh*, littéralement Poids Vieux, et *Puyade de Puch Paulin*²⁷.

La toponymie viaire, apparue tardivement au cours du XII^e siècle, n'atteste que l'existence d'une voie, non ses origines²⁸. Pourtant, les noms de lieux, ou plutôt la façon de dire l'espace, est révélatrice de marqueurs territoriaux. Et les Puy-Paulin d'associer leur nom à tous les éléments qui siègent sur le *podium* : le quartier, la maison forte, l'église, la place, ainsi que deux rues portent leur nom²⁹. À Bordeaux, seul le vocable de Saint-André est employé à la même époque avec une telle fréquence, par les chanoines qui sacralisent et territorialisent leur enclos. À l'image du quartier canonial qui se fonde sur une partition de l'espace à base fiscale, juridique, civique et religieuse dûment délimitée, le Puy-Paulin est un quartier, dans le sens médiéval du terme, le territoire d'une seigneurie qui marque son appropriation de l'espace par son nom³⁰.

16. Marie-Agnès Gaidon, 1987.

17. Rappelons que cette trame est susceptible de variations importantes et d'aménagements prenant en compte les contraintes du site.

18. Bertrand-Desbrunais 1987.

19. Lavaud et al. 2009, t. 3, p. 223.

20. Jullian 1890, p. 321 ; Garmy & Maurin 1996, p. 46.

21. A.D.Gir., 1 mi-812, fol. 11 (10 avril 1358).

22. Brutails éd. 1907, n° 116.

23. Drouyn 1874, p. 374.

24. AHG, t. 13, n° 106, p. 360.

25. A.D.Gir., 1 mi-824, fol. 37 (27 déc. 1422 : reconnaissance d'un place de terre bordée de murs confrontant deux *hostaus* latéralement, et donnant sur la *rua* de Puch Paulin autrement de *Porta Dejus* de par deuant d'un *cap* entro a la *plassa* de part detras de l'autre *cap*).

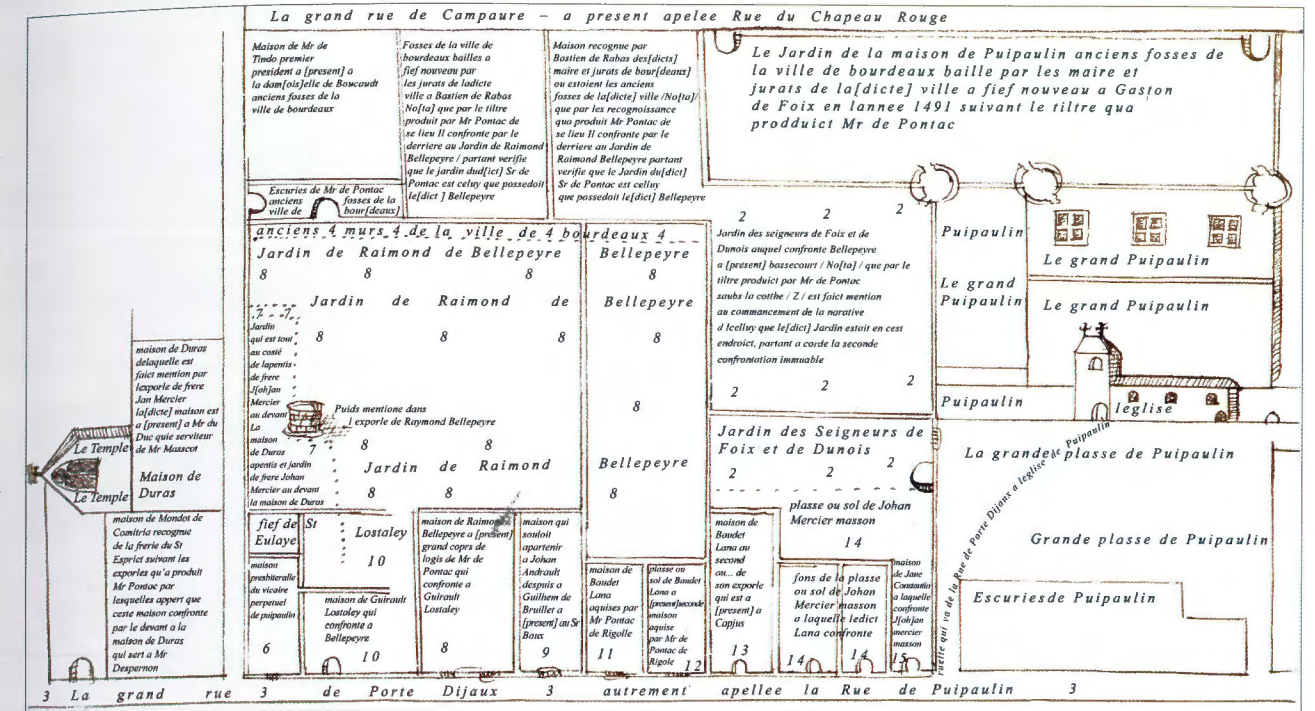
26. A.D.Gir., G 1451, fol. 1 (1481, reconnaissance d'un bien situé a la *plassa* de Puch Paulin et qui confronte à la *rua* qui va de *Porta Digeus* a la *plassa* de Puch Paulin).

27. Drouyn 1874, p. 262.

28. Jean-Courret, 2006a, p. 458-461, approche statistique et philologique des 215 toponymes viaires recensés à Bordeaux pour le Moyen Age et annexe 3 « Mentions anciennes de la voirie bordelaise », p. 1019-1031.

29. A.D.Gir., 1 mi-823, fol. 70 (8 déc. 1414, Baudet Lana tient une maison en la *grant arrua* de Puch Paulin autrement de *Porta Digeus*). A.D.Gir., 1 mi-825, fol. 12 (31 mars 1454) : l'autre rue est celle de la *Puyade de Puch Paulin* (rue Saige).

30. Lavaud 2006, p. 68-69.



Ci-contre :
Fig. 4a. - Mémento juridique (cf. annexe 1)
et plan restitué de l'îlot de Puy-Paulin
dans le premier quart du XVII^e siècle
AN, J 1162, fol. 87 (cliché AN).

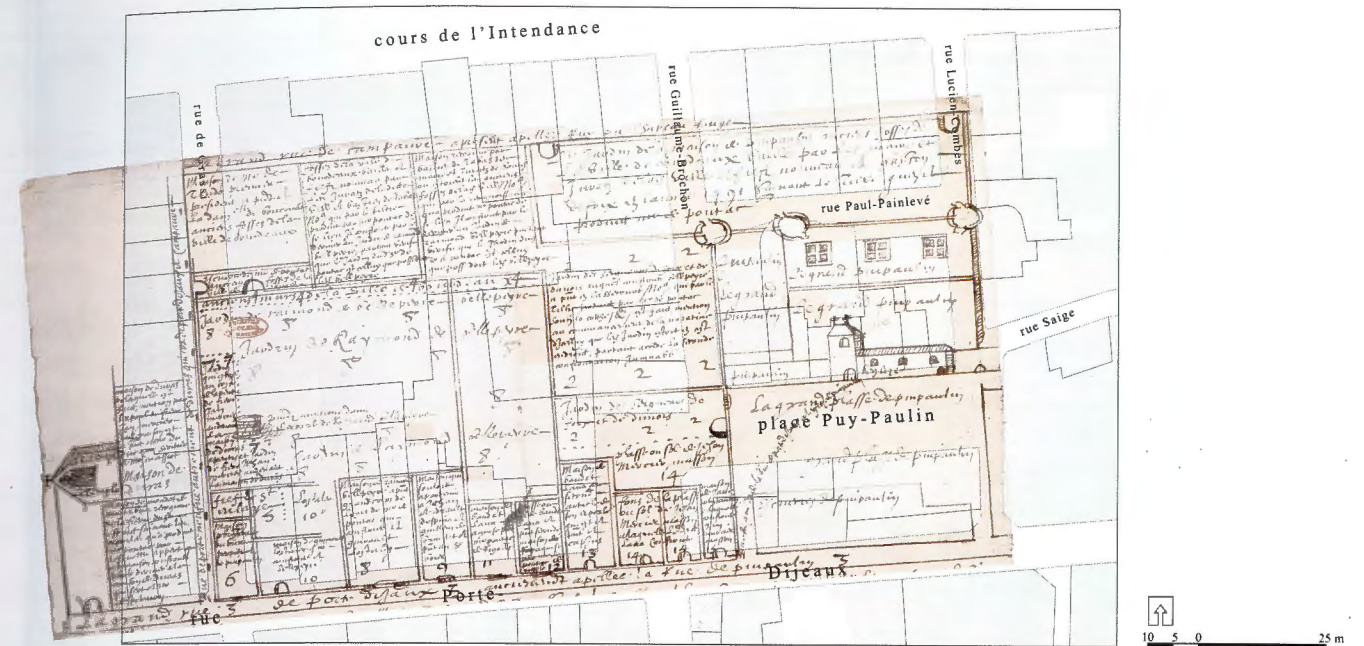
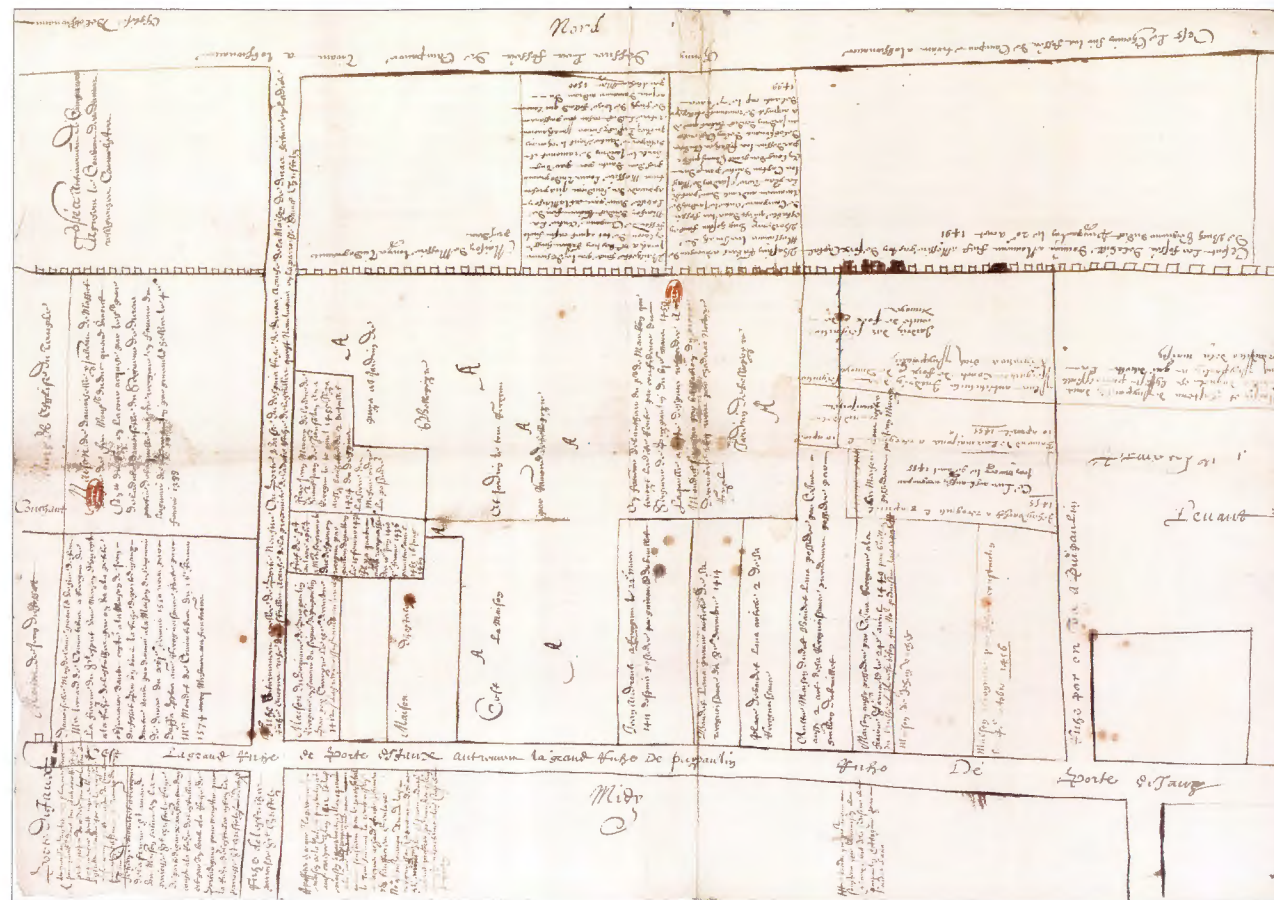
Ci-dessus :
Fig. 4b. - Transcription du plan restitué
de l'îlot de Puy-Paulin dans le premier quart du XVII^e siècle,
AN, J 1162, moitié supérieure du fol. 87.

Aucun des trois plans ne comporte d'échelle ni ne donne de mesure concernant la taille des tenures ou de tout autre élément paysager telles l'enceinte et ses tours. Pourtant, le figuré des plans rend compte de l'assemblage relatif des tenures les unes par rapport aux autres et semble respecter une certaine proportionnalité des éléments identifiés, tant du point de vue de leur taille que dans leur disposition relative. Aussi, bien que schématique, le figuré des plans est tout à fait superposable à l'espace actuel, tel qu'il se présente sur le cadastre (fig. 6). La figuration des trois tours adossées à l'enceinte antique et associées à la maison de Puy-Paulin supporte l'hypothèse d'une porte, située au centre de la

courtine septentrionale, de son origine antique et de sa probable privatisation par les Bordeaux/Puy-Paulin ³⁸. Mais cette porte et son devenir médiéval posent des problématiques qui dépassent le cadre fixé à la présente contribution. Le cas de figure associant une élite aristocratique à une porte urbaine antique n'est pas spécifique à Bordeaux ; le cas de la porte de Mars et du lignage des Périgueux constitue un parallèle proche et fort bien étudié ³⁹.

38. Jean-Courret 2011.

39. Gaillard *et al.* 2005-2009.



Ci-contre :
Fig. 5a. - Plan restitué de l'îlot de Puy-Paulin
dans la première moitié du XVe siècle
AN, J 1162, fol. 86 (cliché AN).

Fig. 5b. - Transcription du plan restitué de l'îlot de Puy-Paulin dans la première moitié du XVe siècle
AN, J 1162, fol. 86.

Ci-dessus :
Fig. 6. - Calage du plan restitué de l'îlot de Puy-Paulin
dans le premier quart du XVII^e siècle (AN, J 1162, fol. 87)
sur le cadastre actuel.

*La maison de Puy-Paulin
et l'hôtel de l'Intendance*

Les sinistres

Tel qu'il se présente au début du XVIII^e siècle, l'hôtel de l'Intendance, qui occupe l'ancienne maison de Puy-Paulin se compose de plusieurs bâtiments d'époques différentes ⁴⁰. Le changement de fonction du lieu, opéré le 30 novembre 1707, ne s'accompagne pas immédiatement de sa rénovation. C'est l'incendie du 2 février 1756 qui déclenche la reconstruction intégrale de l'édifice. Le sinistre est assez bien documenté : le procès-verbal d'état des lieux dressé le lendemain par Barbeyron à la demande et sous l'autorité de Chaperon, procureur du roi, signale que la presque totalité du *corps de logis principal et des toitures* a été sinistrée ⁴¹. Louis Desgraves signale un rapport de l'intendant Tourny attestant que le feu prit dans le grenier, *il se mit à une piece de bois qui passoit, d'ancien tems, dans une*

muraille, trop pres du tuyau d'une cheminée, qui l'a consumé insensiblement, et, en éclatant tout d'un coup sur sa longueur, a embrasé violement ces bois et autres matieres combustibles qui estoient dans le grenier ⁴².

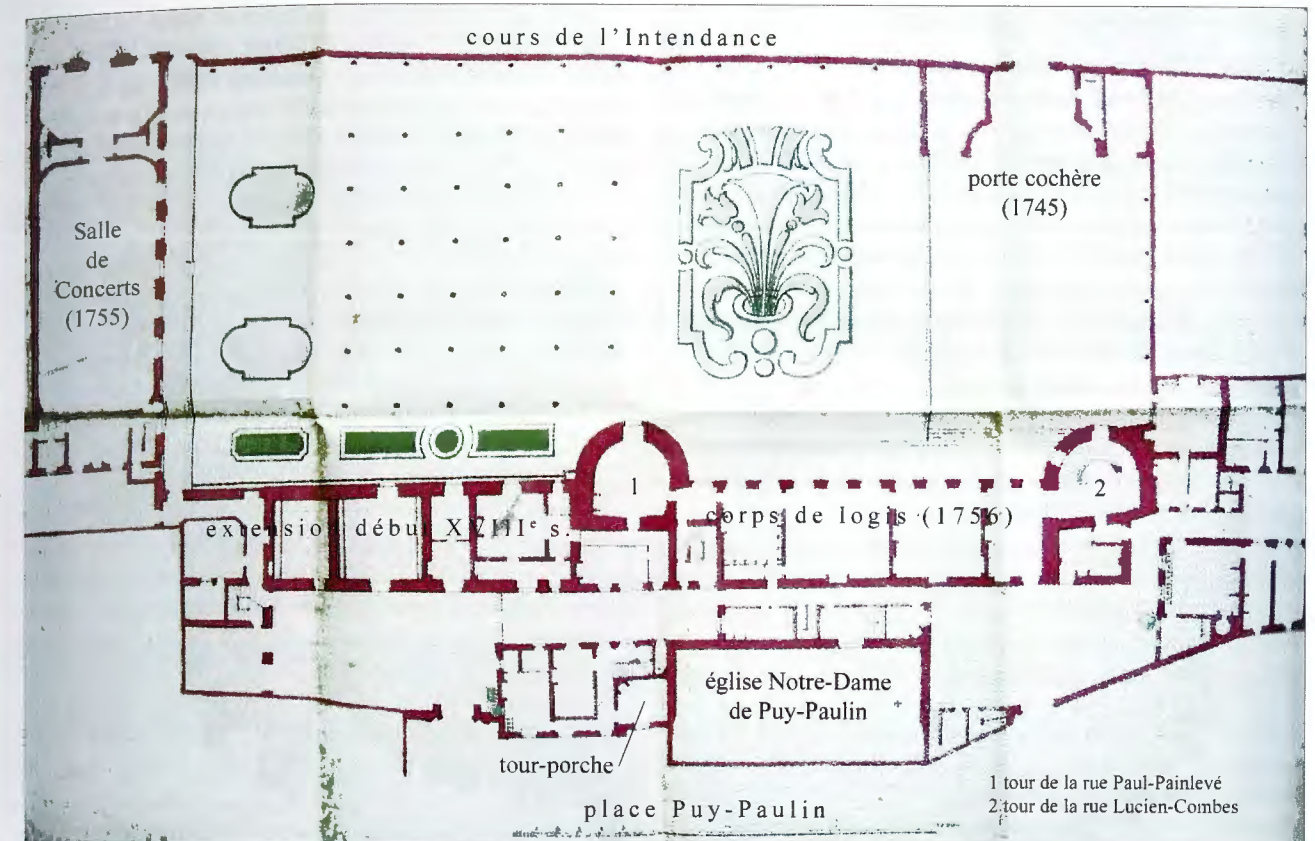
Les sources modernes livrent la trace d'au moins un autre incendie antérieur, peut-être deux. Un mémoire de dépenses réalisé pour la remise en état des lieux jusqu'en 1755 signale un autre *incendie antérieur à 1725*, sinistre par voie de feu jusqu'à présent inédit et dont on ne connaît malheureusement pas le détail ⁴³. Cette brève mention pourrait peut-être se rapporter au sinistre de la mi-septembre 1638, dont témoigne Girard dans

40 . Lavaud *et al.* 2009, p. 221-223 (notice de R. Leulier).

41. A.D.Gir., C 1193, non folioté, verbal et état des lieux en date du 03 février 1756.

42. Desgraves 1960 (1989), p. 58.

43 . A.D.Gir., C 1193, non folioté.



Ci-contre :

Fig. 7. - Vues du Puy-Paulin par Herman van der Hem (août 1638).

Fig. 7a. - *Le Pipolin, le 19 Août 1638* par Herman van der Hem (Demont & Favreau 2003, t. 2, n°32, p. 35 ; cliché BNF).Fig. 7b. - *Podium Paulini, vulgo le Pipolin* par Herman van der Hem (Demont & Favreau 2003, t. 2, n°33, p. 36 ; Austrian National Library Vienna, Picture Archive).

Ci-dessus :

Fig. 8. - Plan du rez-de-chaussée de l'hôtel de l'Intendance (attribué à André Portier, v. 1756-1757) AMBx, DD29

(Lavaud et al. 2009, t. 2, p. 222, cliché R. Leulier).

sa biographie du duc d'Épernon⁴⁴. Les vues du Puy-Paulin dressées par Herman van der Hem en août 1638 sont donc antérieures à ce sinistre (fig. 7a et 7b)⁴⁵. Sur ces représentations, seule la tour de la rue Paul-Painlevé, avec son toit terrasse, et celle de la rue Louis-Combes, couronnée d'une élévation et d'une toiture circulaires, cantonnent le corps de logis. La troisième tour qui figure sur le plan de feudiste (fig. 4, tour la plus occidentale) n'apparaît pas sur le dessin, à moins que, étant moins haute voire même arasée - complètement, partiellement ? - le point de vue aérien ne permette pas de la retranscrire.

44. Girard 1730. Le sinistre n'est pas directement daté par l'auteur qui est aussi témoin visuel de la scène. On peut estimer qu'il n'est pas antérieur au 9 septembre 1638. Le 5 septembre, le duc reçoit à Cadillac un billet de la cour lui apprenant la naissance du dauphin (p. 342). De retour à Bordeaux le 9 septembre (p. 343), il décide de partir le jour même dans ses terres du Médoc pour ne pas essuyer l'affront de la

défaite de la bataille de Fontarabie. Le sinistre détaillé par Girard se déroule en l'absence du duc (p. 347-349) : « Lorsque le duc partit de Bordeaux pour aller faire le voyage de Médoc, dont je viens de parler, il m'avoit commandé de demeurer à la ville pour y attendre son retour. Une apresdinée m'étant trouvé dans une maison qui étoit à l'opposite de son logis de Puipaulin, sur les trois ou quatre heures, il s'éleva tout à coup, quoique le jour fut fort serein, un si violent orage qu'après deux ou trois éclats de tonnerre, la foudre tomba dans la plus haute tour de son logis. Elle emporta une partie de la couverture, elle alla percer le faîte du corps du logis, & mit le feu à des meubles de considération qui étoient dans les galletas ; elle descendit encore dans la chambre du duc, & fit une grande ouverture dans la cheminée, passa dans la chambre au dessous, qui étoit celle où ses enfans avoient accoutumé de loger ; elle y laissa encore de ses marques à une croisée qu'elle rompit, & alla enfin se perdre dans les fondemens de la maison. (...) J'accourus seulement au logis avec un de mes proches, qui avoit été avec moi spectateur de cet orage, pour voir si la grande flamme que nous avions vuë n'auroit point mis le feu dans la Maison. Notre précaution ne fut pas hors de propos, nous trouvâmes que le feu s'étoit pris à des meubles, & qu'il menaçoit le logis d'un entier brazement ; nous le fîmes éteindre, & ce fut tout le fruit de notre prévoyance ».

45. Demont & Favreau 2006, n°32 et 33, vol. 1, p. 71-72, vol. 2, p. 35-36.

Le nouvel hôtel de l'Intendance (1756-1792)

Suite à l'incendie dévastateur du 2 février 1756, l'intendant Tourny ordonne la reconstruction intégrale de l'hôtel ; il demande à André Portier d'en établir les plans et le devis (fig. 8). Peu après son arrivée à Bordeaux, en 1743, Tourny avait déjà demandé au même architecte les plans d'une grande porte cochère flanquée de deux pavillons ouvrant sur les fossés de Campaure (actuel cours de l'Intendance). L'ensemble, agrémenté d'une grille de séparation entre jardin et cour, a été réceptionné le 3 juin 1745. C'est au même que l'on doit la réalisation d'une salle de concert, réceptionnée le 15 février 1755. La façade du nouvel hôtel s'ouvre sur les jardins, du côté du cours. Onze travées avec arcatures viennent régulariser la grande salle qui occupait le rez-de-chaussée duquel s'élèvent deux étages sous corniche, un fronton central couronnant l'ensemble. Les aménagements postérieurs (1762, 1774-1775) portent essentiellement sur les intérieurs ; les appartements, en particulier, sont mis au goût du jour.

La maison forte du Puy-Paulin (début XIIe siècle-1756)

Au début du XIIe siècle, deux mentions distinctes du cartulaire de Saint-Seurin signalent des celliers en pierre ⁴⁶. L'un jouxte la *domus* de Pierre de Bordeaux tandis que l'autre est simplement situé au *podium Paulini*, d'où l'assimilation logique, mais non assurée, de la *domus* de Pierre de Bordeaux à celle que l'on désigne comme l'*hostau de Puchpaulin*, dès la fin du XIIIe siècle ⁴⁷. L'on ne sait presque rien de l'état primitif de la *domus*. En s'appuyant, avec précaution, sur la représentation du plan de feudiste restitué pour le premier quart du XVIIe siècle (fig. 4) et sur une copie d'une vue chorographique des années 1530 (fig. 9) ⁴⁸, on peut présenter quelques remarques. L'implantation originelle du corps de logis semble ne pas condamner l'espace entre les deux tours qui serait une porte. La parcelle oblongue qui jouxte cet espace apparaît fermée au sud par un mur de clôture qu'un corps d'entrée agrémenté sur le plan de 1693. On ignore la date de construction de ce mur, qui entérine probablement la perte de l'usage public de la porte. Le creusement des fossés de Campaure, attestés dès 1284 avec les rues de Londres et Mautrec, au nord de l'enceinte, pourrait avoir pour conséquence le changement de fonction de la porte ⁴⁹. Le silence sur la disparition de la tour la plus occidentale pourrait alors s'expliquer plus facilement : la tour la plus occidentale ayant perdu sa fonction défensive et n'étant pas liée au corps de logis, est démantelée entre la fin du Moyen Age et le début du XVIIe siècle, mais l'usage commun de la porte pourrait avoir cessé bien avant. Au Moyen Age, la maison pourrait ressembler à un bloc massif joignant les tours des rues Paul-Painlevé et Louis-Combes. Sur la vue des années 1530, le bâtiment est formé d'un corps de logis rectangulaire bordant le nord de la

place. Il est composé de trois niveaux et flanqué d'une tour ronde distincte de l'enceinte, à l'angle sud-est. L'allure et le nombre important de tours qui parsèment ce secteur de la vue, magnifient la dimension seigneuriale et attestent de la prégnance des seigneuries laïques, des Puy-Paulin, mais aussi des Duras et autres Arsac, qui fondent leurs représentations, matérielle et symbolique, sur la puissance - presque sacrée - de l'enceinte.

Les transformations de l'édifice au cours des XVIe et XVIIe siècles nous échappent presque complètement. On peut noter les nettes différences du nombre de baies sur les plans de feudiste, mais l'on ne peut exclure tout à fait qu'il s'agisse de variations graphiques d'une même réalité. L'état des lieux dressé par Renée Leulier sur le corps de logis du début du XVIIIe siècle pourrait se rapporter au plan de 1693. Le logis, cantonné par les tours romaines des rues Paul-Painlevé et Louis-Combes, s'élève sur quatre niveaux ; rez de chaussée et premier étage sont percés de neuf ouvertures croisées ou demi-croisées, on en compte sept au deuxième étage et six au troisième. Bien que la logique figurative du document nous échappe en partie, ce troisième niveau pourrait se rapporter à celui figuré sur le plan de 1693 : il est composé de six petites ouvertures formant cinq croisées et une demi-croisée, le tout surmonté par une frise courante. Le rez-de-chaussée du corps de logis pourrait certainement comprendre une salle (*sala*), attestée en 1284, sur laquelle on reviendra plus loin ⁵⁰. Enfin, le plan de 1705 (fig. 2c), témoigne du prolongement occidental du corps de logis de la maison cantonnée par une nouvelle tour, harmonieusement établie selon l'écart des tours romaines restantes. Sur ce plan, les tours ont toutes une forme semi-circulaire, seul le trai-

46. Brutails éd. 1907, n°116 et 121.

47. Ducaunnès-Duval éd. 1867, p. 372 et Barckausen éd. 1890, p. 341 attestent toutefois que Pierre de Bordeaux possède bien une "terre" au Puy-Paulin, comme l'indique la confrontation d'un bien situé « *ad podium Paulinum, inter terram domini Petri de Burdegala et domum Raimundi Aimerici* ».

48. Jean-Courret 2006b pour une présentation détaillée de ce document.

49. A.N., J 1146, fol. 16 (original, gascon, 30 novembre 1284) : Pierre de Bordeaux assigne 20 livres de rentes pour fonder une chapellenie à Saint-Seurin. Il fonde l'assignation sur des parcelles de vignes qu'il tient à *Puch Paulin sobre lurs fossatz neus au loc apperat a Campauria* (à Puy-Paulin, sur les fossés neufs au lieu appelé à Campaure). Les parcelles de vignes sont confrontées de la façon suivante : *e jusca larrua communau per on hom va dejus lo fossat neu uert la rua de Londres pres la clausura deus frayres Predicadors (...)* e au cunh de la rua de Mautreyt laquau rua sole estre deu feu deudeyt Pey de Bordeu (jusqu'à la rue commune par où on va dessus le fossé neuf vers la rue de Londres près de l'enclos des Frères prêcheurs (...)) jusqu'au coin de la rue Mautreyt laquelle rue relève du fief dudit Pierre de Bordeaux). Cette mention précoce des fossés de Campaure suscite un questionnement concernant la première phase de construction de l'enceinte de ville (1302-1324) (Lavaud et al. 2009, vol. 2, p. 104-106 ; vol. 3, p. 83-91) ; elle pourrait constituer un indice supplémentaire de la mise en œuvre des défenses avancées de la ville dès la fin du XIIIe siècle (Jean-Courret 2006a, p. 401-405).

50. A.N., J 1146, n°12 (20 juillet 1284) : *la sala de la mayson de Puch Paulin a Bordeu*.



Fig. 9. - Les sections nord (droite) et sud (gauche) de l'enceinte de la cité vers 1530 (extrait d'une vue chorographique anonyme, XIXe s., copie probable d'une vue des années 1525-1535, Jean-Courret 2006b ; AMBx, f40 B8 30PP9, cliché B. Rakotomanga).

tement du lavis distingue la couverture des deux tours romaines orientales, de la tour moderne occidentale. Cette extension n'a pas été touchée par l'incendie de 1756, elle figure encore pour partie sur le plan de 1756-1757 (fig. 8), exceptée la tour moderne, nécessairement démantelée lors de la construction de la salle de concert, soit avant 1755.

L'église Notre-Dame de Puy-Paulin

Les origines de cette église sont obscures. Sa proximité et son association patente avec la maison de Puy-Paulin, à l'intérieur du petit mur qui ceinture le complexe (fig. 8) laissent supposer qu'elle était à l'origine la chapelle seigneuriale, le vocable de Notre-Dame étant souvent usité dans ce cas. Elle est attestée en tant que paroissiale dans la bulle du pape Alexandre III, en 1173⁵¹.

Elle se compose d'une nef unique (7,5 x 25 m), orientée parallèlement à l'enceinte de Bas-Empire. Les plans de feudiste (fig. 3 et 4) qui figurent son élévation accolent à la nef une tour-porche de deux niveaux. Cette tour pourrait constituer la pièce carrée tracée sur le plan de 1756-1757. La tour, en ce cas, ne communique pas avec le vaisseau.

En 1778, les habitants de la paroisse adressent au roi un mémoire pour la réalisation d'une « *église plus convenable car l'église paroissiale est devenue très insuffisante depuis que les arrondissements de ladite ville ont multiplié le nombre de cures qui résident sur cette paroisse (...) c'est précisément dans les solennités qu'ils éprouvent l'impossibilité d'y trouver place, les ministres de l'église ont même peine à y célébrer l'office divin* »⁵². L'archevêque, bien que favorable au projet, est davantage préoccupé par le chantier de l'église Saint-Louis des Chartrons et par un nouveau projet paroissial à Bacalan. Bien que menaçant ruine, la paroisse n'est supprimée qu'en 1790, et l'église démantelée en 1792, avec une partie de l'hôtel de l'Intendance.

Restitutions paysagères

La rareté des sources antérieures au XIIe siècle ne permet pas d'aborder dans le détail les caractéristiques paysagères du Puy-Paulin au Moyen Age central. Un point cependant est à noter : il concerne l'usage de la pierre dans le bâti, dès lors qu'il est attesté (enceinte antique, commanderie du Temple), fortement présumé (maison seigneuriale, église) ou directement qualifié, comme les deux celliers *de pierre*, dont on a déjà noté l'existence au milieu du XIIe siècle⁵³. Frédéric Boutouille note pour cette époque, une densification du peuplement *intra* et *extra-muros*, comme en témoignent la multiplication des églises et des paroisses de la cité et la densification du bâti privé, sans parler du grand chantier de la cathédrale⁵⁴.

Avec le retour en masse de la documentation écrite, une approche des paysages des XIVe et XVe siècles est envisageable à partir des 285 transactions foncières (199 tenures) se rapportant aux fiefs de l'îlot de Puy-Paulin, extraites de la base de données constituées dans le cadre de ma thèse⁵⁵. Toutefois, j'épargnerai ici au lecteur une longue et fastidieuse étude statistique de ces transactions foncières pour n'exploiter que celles que l'on peut recouper avec le plan d'état de restitution de la première moitié du XVe siècle, réalisé par le feudiste⁵⁶. Il convient néanmoins de rappeler que le paysage restitué ci-après, n'est pas un vrai paysage, mais le paysage foncier, déterminé par ce que les sources veulent bien nous laisser appréhender de la nature d'occupation des sols des tenures. Les sources foncières n'ont en effet pas pour objectif de décrire le paysage mais de régir les droits du sol. Lorsque l'historien les détourne à son profit, il doit garder à l'esprit la partialité des déclarations⁵⁷ et l'imprécision des localisations des biens⁵⁸.

Dans un premier temps, le figuré du plan de restitution de la première moitié du XVe siècle (fig. 5a) a été redessiné, toutes les tenures documentées textuellement sur le plan ont été numérotées, 28 au total, dont 24 (n° 5 à 28) concernent directement l'îlot de Puy-Paulin et les quatre autres sont situées sur le côté ouest de la rue de Duras. Puis, les noms des tenanciers figurant sur le document original ont constitué une série systématique de requêtes dans les sources foncières de la base de données, afin de vérifier la restitution du feudiste, et surtout afin de préciser la nature d'occupation du sol inscrite sur le plan⁵⁹. Trois cas se présentent alors (fig. 10) : la requête

51. AHG, t. 13, n° 106, p. 360.

52. A.D.Gir., C86 (2 mi-236/R1), fol. 11 (mémoire adressé au roi) ; fol. 12 (lettre de l'archevêque).

53. Brutails éd. 1907, n°116 et 121.

54. Lavaud *et al.* 2009, p. 54-56.

55. Jean-Courret 2006a.

56. *Ibid.*, p. 616-623 et p. 1023-1024 pour le protocole détaillé de recoupement des sources traité à travers deux exemples.

57. Les éléments constitutifs d'une tenure ne sont pas seulement décrits selon leur importance pécuniaire, mais selon l'importance que le déclarant veut bien leur accorder, et l'on n'a pas à cet effet d'entrée assurée dans le système de valeur du tenancier urbain.

58. Les biens sont localisés par paroisse, puis par rue et enfin selon quatre confronts (2 latéraux indistincts, devant, derrière). L'absence de repères cardinaux dans la quasi-totalité des sources foncières bordelaises antérieures au XVIe siècle, et l'étendue parfois grande couverte par un toponyme viaire, empêche la démarche restitutive à partir des seules sources écrites, à moins qu'elles ne constituent une série homogène de déclarations réalisée suivant un itinéraire - type dénombrement - ce qui n'est pas le cas dans le corpus bordelais, tel qu'il a été dépouillé et enregistré.

59. Sur les trois plans, les noms des tenanciers médiévaux servent régulièrement à désigner les parcelles sur les trois plans, quelle que soit l'époque restituée ; le cas le plus significatif et le plus récurrent à cet effet concerne la tenure de Ramon de Bellepeyre (tenure 8).

est positive (rouge) lorsqu'un nom de la base de données se recoupe avec un nom figurant sur une tenure du plan (la date s'avère alors souvent la même, et l'on vérifie alors les confronts signalés par écrit avec ceux déductibles du plan) ; une restitution positive peut aussi conduire à compléter les données du plan par une série de transactions non identifiées par le feudiste, sur la même tenure ou sur les tenures adjacentes via les confronts (noir) ; le dernier cas se rapporte à un échec de recoupement lorsqu'un nom figurant sur le plan n'est pas dans la base de données (bleu). *In fine*, le recoupement s'avère assez remarquable (18 tenures recoupées, 3 tenures uniquement documentées par la base, 7 tenures uniquement documentées par le plan), mais à ce stade, le paysage n'est guère plus que du texte cartographié.

Dans un second temps, la nature d'occupation du sol a été transcrite selon une sémiotique simple permettant de distinguer les espaces voués à l'habitat (*mayson*, *hostau* pour maison), ceux dévolus aux cultures (*casau*, jardin), et ceux des fossés de Campaure, d'autres tenures dont la nature n'est pas explicite (*causa/sou*, chose/emplacement). Puis, la restitution paysagère a été recalée sur le plan parcellaire actuel auquel ont été ajoutées les couches d'informations géoréférencées relatives à l'enceinte antique (courtine, tours, porte), à l'état médiéval restitué de la maison de Puy-Paulin, à l'église et au plan simplifié de la zone archéologique fouillée en 2008 (fig. 11).

Le plan ainsi constitué appelle plusieurs remarques. Avec prudence, eu égard au calage de la restitution sur le plan de la ville, on note une bonne correspondance entre le parcellaire actuel et le découpage des tenures, dont la plupart sont monoparcellaires. Cela vaut tant pour l'enceinte que pour les alignements ouest et sud sur la voirie qui sont les éléments les plus morphogènes. On note aussi ponctuellement quelques limites parcellaires pérennes, en particulier la ligne qui sépare dans le sens nord-sud les parcelles 8 et 11 à hauteur de la maison ouvrant sur la rue Porte-Dijaux, à l'emplacement de la limite ouest de la zone archéologique dont la stratigraphie a été relevée. Le découpage laniéré des tenures et leur distribution privilégient l'axe primaire le plus ancien et le plus pérenne : la rue Porte-Dijaux. La répartition de l'habitat suit la même logique et surprend même, tant le cœur d'îlot semble être vide de toute construction jusqu'au rempart ; il appert donc que le secteur où se sont déroulées les opérations archéologiques en 2008 était intégralement situé dans une zone d'agriculture urbaine dans la première moitié du XVe siècle.

Bien que jouissant d'un exceptionnel dossier documentaire, l'approche topographique et paysagère du quartier ne permet pas de comprendre ni de cerner tout les ressorts de la

seigneurie laïque. L'enquête poursuivie en direction des fonds d'archives et du devenir de la lignée et du domaine des Puy-Paulin conduit à mieux saisir le rôle de leur pôle de pouvoir et les rapports entretenus avec les autres puissances bordelaises.

La maison noble de Puy-Paulin

Si la place des seigneuries et de la société laïques dans les rapports de pouvoir du Moyen Age, en ville comme dans l'ensemble du diocèse de Bordeaux, est un domaine heuristique où beaucoup reste à faire⁶⁰, la maison de Puy-Paulin y tient sans nul doute un rôle à part. Malgré l'éclatement du fonds d'archives, l'on ne peut que souligner l'avis de l'intendant Esmangart, qui dresse un inventaire des titres restants en 1774 (cf. annexe 2) : *cette Maison étoit sans contredit la plus noble, la plus respectable et la plus ancienne de toutes celles du pays Bordelois*⁶¹.

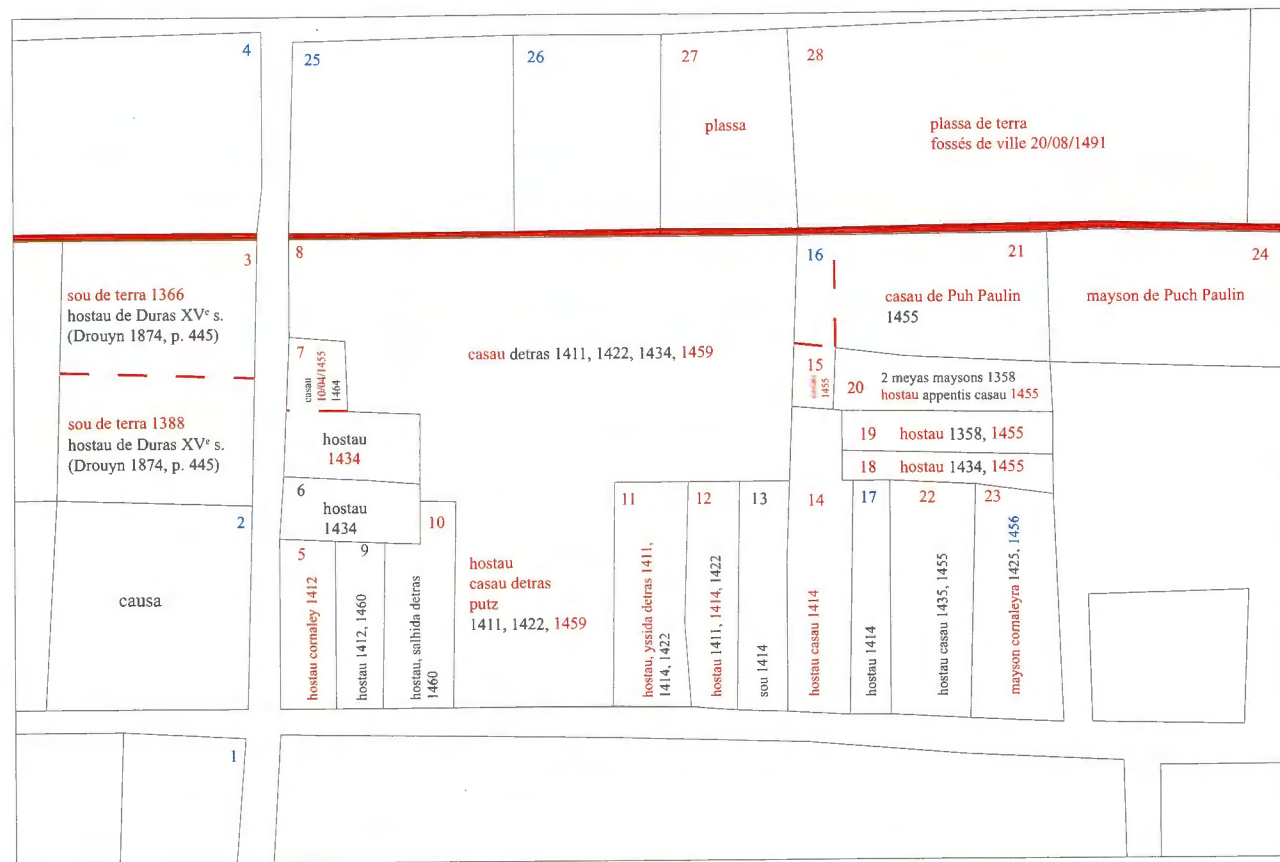
L'éclatement de la seigneurie et du fonds documentaire

Le 30 novembre 1707, Henri-François de Foix et de Candale, vend au roi de France la seigneurie de Puy-Paulin⁶². Le fait est également rapporté par Henri François Daguesseau, chevalier conseiller ordinaire du roi et *garde du trésor des chartes, titres et papiers de la couronne* qui, le 27 juillet 1708, dresse l'inventaire des titres qui ont été versés au Trésor des

60. Boutouille 2007, 20-21. La récente étude de ce chercheur vient combler un vide historiographique pour les XIe et XIIe siècles ; ce constat, partagé par les spécialistes, provient plus du manque d'investigations que de « la réputation de désert textuel que l'on accole habituellement à la Gascogne pour justifier l'absence de travaux ».

61. A.D.Gir., C 3349, fol. 1 : *Inventaire des titres de l'ancienne maison noble de Puy-Paulin et des diverses seigneuries qui ont appartenu aux seigneurs de cette même maison, dressé par les soins et les attentions de Monseigneur Esmangart, intendant de la généralité de Bordeaux. 1774*. Le texte introductif de l'inventaire (fol. 1 à fol. XVv°) est transcrit dans l'annexe 2. Casse 1988, t. 2, liste des sources, attribue cet inventaire à l'abbé Jacques Baurein, archiviste de la ville et connu pour ses *Variétés bordelaises* (Baurein 1783 (1876)). Je n'ai pas trouvé la signature de Baurein sur ce document ; le titre de l'inventaire suggère peut-être que l'intendant en est le rédacteur. Au demeurant, l'abbé Baurein a écrit un mémoire conservé aux Fonds patrimoniaux de la Bibliothèque Mériadeck, *Recherches sur l'ancienne maison noble de Puy-Paulin et sur les différents Seigneurs qui en ont été les propriétaires* (séance académique du 25 août 1769) et publié dans Baurein 1783 (1876), t. 2, p. 14 et suivantes.

62. Guyotjeannin & Potin 2004 ; Dillay 1958. Madeleine Dillay est la première à expliquer « ce qui a pu faire rattacher au Trésor des Chartes de la Couronne les archives d'un petit fief situé à Bordeaux. (...) L'intégration du fonds de Puy-Paulin au Trésor des Chartes s'est donc faite en vertu d'une clause du contrat de vente qui incorporait la seigneurie au domaine royal ».



Tenure 1
Johan de Bonafos

Tenure 2
Magdelaine Grand
Leonard de Comitibur
Seigneur de Duras 1550, 1574

Tenure 3
Blanca Casalis
2 sous de terra
(NPP023 / AD33, G 394, f. 25)
Guiraud Helias 1388
sou de terra
(NPP023 / AD33, 1 mi-819, f. 15)

Tenure 4
fossés de Campaure

Tenure 5
Pey Carreyra 1412
hostau cornaley
(NPP065 / AD33, 1 mi-823, f. 41)

Tenure 6
Pey deu Salin 1434
hostau
(cft. NPP025 / AD33, 1 mi-830, f. 10)

Tenure 7
Johan Mercey 1434
hostau
(NPP025 / AD33, 1 mi-830, f. 10)
casau 10/04/1455, 1464
(NPP026 / AD33, 1 mi 832, f. 5
1 mi-825, f. 23)

Tenure 8
Pey de Bellapeyra 1434
casau
(cft. NPP025 / AD33, 1 mi-830, f. 10)
Ramon de Bellapeyra
hostau, casau detras et putz
(NPP087 / AD33, 1 mi-831, f. 63)

Tenure 9
Arnaud de Lalanda 1412
Galhard de Pruilh 1460
hostau
(cft. NPP065 / AD33, 1 mi-823, f. 41
cft. NPP088 / AD33, 1 mi-831, f. 64)

Tenure 10
Guiraud Lostaley 1460
hostau, salhida detras
(NPP088 / AD33, 1 mi-831, f. 64)

Tenure 11
Johan Andraud
hostau yssida detras 1411, 1422
(NPP063 / AD33, 1 mi-822, f. 69
AD33, 1 mi-839, f. 61)

Tenure 12
Baudet Lana
hostau 1414
(NPP066 / AD33, 1 mi-823, f. 70)

Tenure 13
Baudet Lana
hostau 1414
(cft. NPP066 / AD33, 1 mi-823, f. 70)

Tenure 14
Baudet Lana
hostau casau 1414
(NPP067 / AD33, 1 mi-823, f. 70)

Tenure 15
Ramon de la Maysons
casau 10/04/1455
(NPP046 / AD33, 1 mi-832, f. 7)

Tenure 16
jardin de Puy-Paulin

Tenure 17
Cassun
Guilhem de Bruilhet 1449

Tenure 18
Pey Vachey 1434
Johan Vachey 1455
hostau 1434, 1455
(cft. NPP046 / AD33, 1 mi-832, f. 7)

Tenure 19
Johan Mercey
hostau
(cft. NPP046 / AD33, 1 mi-832, f. 7)

Tenure 20
Guilhem deu Claver
2 meyas maysons 1359
(NPP040 et NPP041, AD33, 1 mi-812, f. 11)
Ramon de la Maysons
hostau, ancianament doas meyas maysons,
apprentis casau 10/04/1455
(NPP046 / AD33, 1 mi-832, f. 7)

Tenure 21
casau de Puch Paulin
(cft. NPP046 / AD33, 1 mi-832, f. 7)

Tenure 22
Johan Vachey
hostaus casaus
(cft. NPP045 / AD33, 1 mi-825, f. 6)

Tenure 23
Johan Costantin
mayson cornaleyra 1425, 1456
(NPP074 / AD33, G 2878, f. 13)

Tenure 24
mayson de Puch Paulin 1491
(cft. NPP255 / AD33, 1 mi-825, f. 53)

Tenure 25
Louys Tindo

Tenure 26
Raban
Louys Tindo
Loize Rolland
Amanieu Andrau

Tenure 27
Amanieu Andrau
plassa 20/08/1491
(cft. NPP255 / AD33, 1 mi-825, f. 53)

Tenure 28
Gaston de Foix
plassa de terra fossés de ville 20/08/1491
(NPP255 / AD33, 1 mi-825, f. 53)

Fig. 10. - L'îlot de Puy-Paulin : recouplement des informations.



Légende

a. Plan de restitution (callage) :

- enceinte de la cité
- fossés de Campaure
- bâti (*mayson, hostau*)
- non bâti (*casau*)
- indéterminé (*sou, causa*)
- limite de tenure

b. Données géoréférencées :

- Antiquité**
 - porte, tour ou mur d'enceinte existant
 - porte, tour ou mur d'enceinte disparu, dont le plan est certain
 - porte, tour ou mur d'enceinte disparu, dont le plan est vraisemblable
 - porte, tour ou mur d'enceinte disparu, dont le plan est hypothétique
- Moyen Âge**
 - monument disparu, dont le plan est certain
 - monument disparu, dont le plan est vraisemblable
 - monument disparu, dont le plan est hypothétique
- parcellaire actuel

Fig. 11. - L'îlot de Puy-Paulin : restitution paysagère, 1ère moitié du XVe siècle.

Chartes par le duc et la duchesse de Foix ⁶³. L'ensemble forme le chartrier de Puy-Paulin ⁶⁴ et n'a pratiquement pas été exploré jusqu'à présent ⁶⁵.

La difficulté est de saisir l'ampleur des biens vendus. Il semble que n'ont été versés au Trésor des Chartres que les documents concernant l'actif de la seigneurie, soit les biens et droits faisant réellement partie de la directe ou de la mouvance seigneuriale au moment de la vente. Cet actif est essentiellement constitué du *château de Puy-Paulin*, et de quelques centaines de cens et rentes perçus sur des biens sis dans la ville de Bordeaux ⁶⁶, *extra-muros* dans la ceinture occidentale des Graves de Bordeaux (*Crespiac*, *Malartic*, *Pradetz*), dans la Palu de Bordeaux, celle du nord (*a l'estey Crebat*) et celle de la rive droite du fleuve (*Cayria*, *Queyries*), et au-delà dans d'autres bourgs (Saint-Médard-en-Jalle, Montussan). Le tout constitue, à ma connaissance, la seigneurie foncière laïque la mieux dotée de la ville à la fin du Moyen Âge ⁶⁷.

L'ensemble documentaire versé au Trésor des Chartres est assez homogène. Les pièces justificatives de l'origine des propriétés ont été classées de la façon suivante : d'un côté, les titres non reliés, de la fin du XIII^e siècle à la fin du XVII^e, classés le plus souvent par lieu puis chronologiquement ; de l'autre, une importante série de terriers et de censiers des XIV^e-XV^e siècles, accompagnée d'un inventaire dont la date de réalisation est postérieure à la rédaction des pièces originelles ⁶⁸.

Quantité d'autres titres sont restés à Bordeaux et témoignent du « passif » de la seigneurie, à savoir les fiefs et droits dont ont joui, à un moment donné, les seigneurs de Puy-Paulin mais qui sont sortis de la directe ou de la mouvance seigneuriale à une date antérieure à la vente de 1707, par le biais de toutes transactions imaginables (aliénations, échanges, ventes, donations, assignations...). Cette autre partie forme un corps plus délicat à cerner mais que l'inventaire réalisé en 1774 par l'intendant Esmangart permet d'imaginer ⁶⁹. Aux titres habituels de seigneur de Puy-Paulin et capital du pays de Buch s'ajoutent les seigneuries suivantes, la plupart acquises entre le XIII^e et le XV^e siècle par alliances matrimoniales, contentieux successoraux ou en récompenses de services armés rendus aux rois d'Angleterre et de France : la vicomté de Castillon sur Dordogne, la terre et seigneurie de Puy-Normand et celle d'Aubeterre en Périgord, la vicomté de Benauges, la comté de Bigorre, les seigneuries de La Tresne et de l'Isle-Saint-Georges, la baronnie de Castelnau-de-Médoc, la comté de Foix et de Béarn, la comté de Longueville en Normandie, la comté de Kendale en Angleterre, les seigneuries de Beychevelle, Langon, Lamarque, Cussac, Saussac, Mothes, Bonnegarde, Doazit, Gensac, Chalus, Monguyon, Gurson et Fleix dans les actuels départements de la Gironde, de la Dordogne et des Landes, la seigneurie de Marveilla dans le royaume

d'Aragon, la vicomté et seigneurie de Lomagne ⁷⁰. Cette liste non exhaustive - l'auteur clôt plusieurs fois ses énumérations par *entre autres* - prouve bien le statut particulier que tient la lignée dans la société laïque de la fin du Moyen Âge : les Puy-Paulin sont sûrement parmi les seigneurs laïcs de premier plan, après le roi-duc, comparables aux Albret ⁷¹. Après s'être livré

63. A.N., JJ 316, fol. 36v° : *Nous Henri François Daguesseau chevalier conseiller ordinaire du Roy en son Conseil d'Etat, son procureur general et garde du trésor des chartes, titres et papiers de ladite couronne reconnaissons qu'en exécution du contrat de vente du fief et chateau du Puypaulin faite au profit du Roy le trente novembre dernier, par Mr le Duc et Ma la Duchesse de Foix, lesdits Sieur Duc et Dame Duchesse ont versé au trésor des chartes les titres mentionnez au present inventaire, au nom de quoy ils en demeurent bien et valablement déchargés. Fait à Paris le vingt septiesme jour de juillet de l'an mille sept cent huit. Daguesseau* (signature).

64. A.N., J 1146 à J 1164b (inventaire sommaire manuscrit réalisé par Cl. Castelnaud et J.-B. Ponsar au XIX^e s., 25 p.) : titres originaux des fiefs et seigneuries placés à la fin de la série des *Layettes* du Trésor des Chartres avec les acquisitions tardives ; JJ 304 à JJ 316 : terriers XIV^e-XV^e siècles (JJ 304 à JJ 315) et registre d'inventaires dressé par Henri François Daguesseau (JJ 316). Le volume JJ 316 comprend deux inventaires de titres (fol. 1 à 36 bis et 57 à 65) entre lesquels est inséré un extrait de déclarations rendues aux jurats de Bordeaux. La seconde partie du registre (fol. 67 à 150) n'est que la copie des trois premiers documents (inventaires et extrait de déclaration) présentés dans le même ordre.

65. Dillay 1958, p. 169, note 1 signale que « le regretté directeur des Archives Henri Courteault, préparait un travail, lequel n'a pas été publié, sur les seigneurs de Puy-Paulin ». J'ai redécouvert le fonds dans le cadre de la rédaction de *l'Atlas historique de Bordeaux* (Lavaud *et al.*, 2009). Les quelques résultats présentés ci-après proviennent du dépouillement partiel que j'ai réalisé suite à un bref séjour aux Archives nationales (14-16 décembre 2009).

66. Ma courte mission aux Archives nationales ne m'a pas permis de recenser méthodiquement et exhaustivement les biens ; cela pourrait constituer en soi un sujet de recherche. L'essentiel des biens localisés *intra-muros* se situent : dans la paroisse Notre-Dame-de-Puy-Paulin qui couvre un territoire à cheval sur l'enceinte de la cité (*rua Porta Dijaus*, *plassa de Puchpaulin*, *rua de Porta Nesba* o de *Duras*, *rua de Lestrilles*, *fossatz de Campaure*, *rua de Porta Medoca*, *camin deus Fraires Predicadors* o *rua de Burga*, *rua de Mautreit*, *rua de Londres*), dans le secteur du lotissement de Tropeyte (*rua Bonabentura*, *rua Dissente*) dans les paroisses Sainte-Colombe et Saint-Éloi au cœur du bourg mercadier (*au Mercat*, *rua de la Rossella*, *rua Sent Jacmes*, *rua de Lopsault*), à Saint-Michel (*rua Peymentada de Maucalhau*) et Sainte-Croix (*rua Sanguinengua*). Voir Jean-Courret 2006a, p. 683-693, pour l'équivalence toponymique actuelle.

67. Plus de la moitié des titres remonte aux XIII^e-XV^e siècles sans compter les titres modernes qui, pour peu qu'on ait le temps de pratiquer une reconstitution de tenure (rassembler les titres de diverses époques se rapportant à une même unité de propriété), se rapportent en définitive à beaucoup de ces biens.

68. A.N., JJ 316 (inventaire factice).

69. A.D.Gir., C 3349.

70. *Ibid.* fol. I v° à XIII v°, énumération faite au gré des citations ; le féminin de comté et vicomté est fréquent en gascon et a ici été respecté, dérivé de l'expression latine de *terra comitalis*. L'acquisition des titres et des terres situés dans l'actuel département de la Gironde est discutée, parfois avec confusion, dans Casse 1988, chap. 2, 3 et 4.

71. Marquette 1975-1979.

à une longue filiation généalogique, l'archiviste conclut qu'on n'est plus surpris de trouver parmi les titres dont on a dressé l'inventaire une quantité considérable qui concernent d'autres seigneuries que celle de Puypaulin. Les seigneurs de celle-ci, pendant le cours de plusieurs siècles, avaient possédé successivement les principales seigneuries du pays Bordelais, et même en grand nombre situées dans diverses contrées de la France et même hors du Royaume ⁷². Et de conclure : *D'ailleurs il y a quantité de titres, qui concernent les alliances des seigneurs de Puypaulin, leur genealogie, les dignités aux quelles ils ont été élevés, les bienfaits et récompenses qu'ils ont reçu, tant de la part de nos Roys, que de celle des Roys d'Angleterre, leurs dissensions personnelles et quantité d'autres objets dont il seroit trop long de faire l'énumération. On a taché de mettre quelque ordre parmi les titres qui étoient en confusion, et qu'on a pour cet effet divisé en diverses liasses et qu'on a placé sous les titres suivants* ⁷³.

Le dépôt d'archives et les sinistres

La gestion de telles archives nécessite un dépôt particulier au sein de la résidence principale de la seigneurie ⁷⁴. L'état des lieux avant travaux de l'hôtel de l'Intendance, probablement réalisé par l'architecte André Portier, permet de localiser les archives au troisième étage de la tour romaine de la rue Paul-Painlevé ⁷⁵. Une centaine de mètres plus à l'ouest, celle qui faisait corps avec le logis de la commanderie du Temple a les mêmes fonctions ⁷⁶. Le lieu n'est pourtant pas idéal : au troisième étage de la tour, les archives sont sous les combles ; l'état délabré des fonds seigneuriaux de Puy-Paulin dispersés dans les séries des Archives départementales de la Gironde témoigne des mauvaises conditions de conservation des sources dues aux problèmes d'entretien des toitures voire à de véritables dégâts des eaux ⁷⁷. Il convient aussi de rappeler que les différents incendies ont touché les toitures et une tour, dont on ignore s'il s'agit de celle des archives.

Par-delà les aléas de la conservation des sources, l'enquête montre à nouveau combien le devenir des archives est inexorablement lié à celui de la seigneurie. Si, selon la maxime, il n'existe *nul fief sans titre*, l'éclatement de la seigneurie entraîne logiquement l'éclatement documentaire comme le souligne l'intendant Esmangart : *Il n'y a point de doute que lors de l'alienation de diverses seigneuries, qui étoient anciennement reunies sur la tête des seigneurs de Puypaulin, on n'en ait remis les titres aux acquereurs ; mais cela n'empêche point qu'il n'en soit resté plusieurs qui ont échappé aux recherches de ceux qui en ont fait le triage* ⁷⁸.

L'engagement du domaine

Bien qu'on ignore encore les motifs exacts qui ont poussé Henri-François de Foix et de Candale à vendre sa seigneurie au roi, on sait, en revanche, ce qu'il advint de celle-ci. Une fois uni au domaine royal, le sort du fief se désunit rapidement de celui du *château de Puy-Paulin* ⁷⁹. L'ancienne maison de Puy-Paulin sert désormais de résidence principale à l'Intendant de la généralité de Guyenne ⁸⁰. F. Loirette note d'ailleurs que le moment correspond à un changement de gestion de la généralité à la fin du règne de Louis XIV : le représentant du roi « n'est plus l'administrateur itinérant de l'époque précédente, bien que les visites annuelles de sa généralité lui soient toujours prescrites. De sa résidence bordelaise, l'hôtel de Puy-Paulin, il dirige » sa circonscription ⁸¹. A la suppression des Intendances durant la période révolutionnaire (1790), le bâtiment devient l'hôtel du Département où siège l'administration de la Gironde

72. A.D.Gir., C 3349, fol. XIVv°.

73. *Ibid.* fol. XV et XVv°. L'ensemble est classé en 10 liasses : *contrats de mariage et autres actes relatifs* (1), *testaments des titres de fondations et autres pièces relatives* (2), *titres honorifiques* (3), *titres de diverses seigneuries du Medoc* (4), *terrier informe et en parchemin en faveur du duc d'Epemon seigneur de Lesparre des fonds situés dans les paroisses de Livrac, Jau, Valeyrac et Begadan* (5), *titres de diverses seigneuries situées en différents lieux et pays* (6), *titres qui concernent Bordeaux et les environs* (7), *diverses pièces de Procédures* (8), *contrats de constitution de rentes et divers anciens comptes* (9), *titres qui concernent divers objets* (10).

74. *Ibid.* fol. XIVv° à XV : *L'hôtel de Puypaulin étoit leur principal domicile et c'étoit là qu'étoit placé le depot general des titres des diverses seigneuries qu'ils possédoient ; aussi les Archives étoient elles immenses, et ce qui s'y trouve maintenant n'est qu'un très faible reste de ce qu'elle contenoient autrefois.*

75. A.D.Gir., C 1194, non folioté, vers 1756. Série de trois plans dressés pour la remise en état de l'Intendance après l'incendie du 02 février 1756. Le personnel des A.D.Gir. ne m'a pas autorisé à photographier ces documents.

76. Desgraves 1960 (1989), p. 169 ; Lavaud *et al.* 2009, t. 1, planche 02 et t. 3, p. 189-190.

77. Cf. Sources. Lavaud *et al.* 2009, t. 3 p. 221 : « Des travaux indispensables sont réalisés sous la direction de l'architecte Héricé en 1725 : ils comprennent des reprises de la maçonnerie, la réfection de la couverture du grand corps de logis et la restauration des planchers du premier étage et de l'appartement de la tour ». La tour signalée ici n'est pas celle de la rue Paul-Painlevé où été conservées les archives, mais son homologue située une trentaine de mètres plus à l'est, démantelée en 1848 pour le percement de la rue Louis-Combes.

78. A.D.Gir., C 3349, fol. XV.

79. A.N., JJ 316, fol. 36v°, déjà cité.

80. Boutruche 1966, p. 349-368 et 544. Il n'y a d'ailleurs pas d'intendant à Bordeaux au début du XVIII^e siècle, mais un commissaire départi qui dispose de l'essentiel des prérogatives de police (voirie et urbanisme), justice et de finances, comme le note Laurent Coste (Lavaud *et al.*, 2009, t. 2, p. 158-159). Yves-Marie de la Bourdonnaye est le commissaire départi qui prend possession du château de Puy-Paulin au nom du roi ; Guillaume Urbain de Lamoignon, comte de Launay Curson lui succède d'octobre 1709 à octobre 1720.

81. Boutruche 1966, p. 363.

de 1790 à 1791, sous la présidence de Journu, avant d'être transféré au palais Rohan. Le 27 octobre 1791, l'ancien hôtel de l'Intendance est mis en vente au titre des biens nationaux. Il est en grande partie démantelé en 1792 lors de l'ouverture des actuelles rues Guillaume-Brochon, Louis-Combes et Paul-Painlevé.

Les fiefs et droits qui constituent le reste de la seigneurie sont, quant à eux, rapidement mis en vente. L'augmentation du budget de l'État et les urgences perpétuelles des besoins financiers du roi sont à l'origine, depuis la seconde moitié du XVI^e siècle, d'édits autorisant l'aliénation partielle de domaines royaux⁸². Le domaine de la couronne étant par définition inaliénable, « les actes par lesquels le roi cède à quelqu'un une portion de son domaine ne sont considérés que comme des engagements avec faculté de rachat »⁸³. Les sommes réellement versées par l'engagiste, ou acquéreur d'une partie du domaine, financent ainsi le budget de l'État ; l'acquéreur inféodé se comporte *quasi dominus*⁸⁴, sauf si le roi décide de racheter le domaine, ce qui n'arrive que très rarement.

En référence à de telles pratiques, en particulier aux édits de mars 1695, avril 1702 et août 1708, les *fiefz, domaines et droitz* sont mis en vente au plus offrant au cours d'une longue procédure débutée le 3 janvier et conclue le 16 février 1718 par le représentant du roi, le commissaire départi Guillaume-Urbain de Lamoignon (cf. annexe 3)⁸⁵. À cette fin, une affiche est publiée et placardée quatre semaines de suite aux portes de l'Intendance et des églises paroissiales où se situent les biens à engager, puis, devant témoins et officiers de justice, on pratique la vente à la chandelle. L'affiche ne décrit que très succinctement les biens livrés à titre d'*inféodation et de propriété incommutable du fief dépendant du château de Puy-paulin et domaines d'Iceluy, consistant en cens et rentes attachez aud. château de Puy-paulin ; total des lots et ventes, droits et devoirs seigneuriaux ; droit qui se leve et perçoit annuellement sur le poisson au marché de Bordeaux et dans la clye venant de la grande et petite mer ; le Barrail appelé d'Espéron situé dans le marrais de Bordeaux ; et une petite Escurie scituée a la place de Puy-paulin, a la charge de l'alliennataire de tenir le tout a foy et homage du Roy, et de payer a chaque mutation de Roy ou de vassal une paire de gands blancz de redevances*. Le seul et unique acquéreur à se présenter n'est autre que *Mr Pierre Drouillard Controlleur general des domaines de Guienne [qui.] ayant offert la somme de cent vingt mil livres en billetz de l'Estat pour l'acquisition à titre de Inféodation et de propriété incommutable du fief dépendant du château de Puy-paulin*, est adjudé acquéreur à la fin de la procédure.

Pourtant, l'adjudication est remise en cause par le chancelier de France Jean-Baptiste Jacques Le Pelletier, dès le 7 mars 1718, au motif *de deux difficultez insurmontables, la première que l'adjudication est à titre de propriété incommutable et qu'aux termes de l'édit elle ne peut estre qualifié d'engagement et faculté de rachat, la seconde que le fief de Puy-paulin ne peut estre considéré comme un petit domaine attendu qu'il y a des mouvances considerables qui en relevent et qui sont le principal objet pour le Roy*⁸⁶. Le chancelier propose une solution : n'engager qu'une petite portion du domaine *tels que peuvent estre les moulinz, terres, prez et autres de pareille nature, sans déranger la directe et mouvance et en conservant au Roy le corps du fief*.

La documentation disponible ne permet pas de savoir comment l'affaire se termine exactement, mais le dossier amène quelques réflexions. La première, on ne s'en étonnera guère, est de constater que la vente n'est pas si impartiale qu'elle voudrait le paraître, et l'on perçoit bien les liens d'intérêt, plus que les conflits, qui peuvent unir le commissaire départi Guillaume-Urbain de Lamoignon au contrôleur général des domaines de Guyenne Pierre Drouillard. La deuxième est que la réaction du chancelier Le Pelletier se fonde certes sur le non-respect des pratiques d'engagement du domaine mais surtout sur l'ampleur *considérable* de la seigneurie de Puy-Paulin, confortant les réflexions faites à partir des inventaires d'archives. La troisième est que la solution envisagée par Le Pelletier participe du même processus d'éclatement de la seigneurie. L'on peut donc raisonnablement supposer que, quels que soient les acquéreurs, les fiefs et droits relevant de la seigneurie ont rapidement été liquidés du domaine royal, ce qu'attestent bien toutes les sources foncières de la seconde moitié du XVIII^e siècle, qui ne mentionnent jamais le roi comme seigneur éminent des anciens fiefs de Puy-Paulin, mais une série innombrable de particuliers de rang et condition divers, ce qui complique fort la recherche des origines de propriété.

82. Hoareau-Dodinau *et al.* 2007, p. 174.

83. Diderot 1751-1765, 1^{ère} édition, tome 5, p. 677, article « engagement ».

84. A.D.Gir., C 2348, pièce 111 (cf. annexe 3) : noter les droits de mutation, de valeur purement reconnitive et symbolique, à verser à chaque changement de roi ou de vassal (et de payer a chaque mutation de Roy ou de vassal une paire de gands blancs de redevance).

85. *Ibid.*

86. A.D.Gir., C 2348, pièce 110, original, lettre du chancelier Le Pelletier au commissaire départi de Lamoignon. L'incommutabilité de la propriété, soit l'impossibilité de changer de seigneur, est contradictoire avec la faculté de rachat que peut exiger le roi s'il désire réunir les biens inféodés à son domaine.

La lignée familiale des Puy-Paulin : origines et succession

L'enquête menée dans les fonds d'archives bordelais et parisiens ne permet pas de répondre à la question des origines de la lignée familiale des Puy-Paulin qu'Élie Vinet puis Gabriel de Lurbe font remonter à la famille de Paulin de Nole, soit au milieu du IV^e siècle⁸⁷. L'éclatement précoce de la seigneurie et des titres ainsi que les sinistres subis par ces derniers ne permettent pas de remonter avant le XII^e siècle.

En revanche, les recherches de Frédéric Boutouille ont permis d'éclaircir les rapports de filiation au sein de la maison⁸⁸. Les Puy-Paulin sont une des nombreuses branches des Bordeaux qui apparaissent au milieu du XII^e siècle. Un certain Bernard, *miles de Podio*, est signalé en 1143, avant que le nom ne soit véritablement attesté en la personne d'*Arnaud Guilhem de Puy-paulin* (1155-1182). Avec les seigneurs de l'Isle et de Lalande, les Puy-Paulin sont l'une des familles qui forment le groupe nobiliaire dominé par les Bordeaux qui pourraient descendre de lignées bien plus anciennes de l'époque carolingienne, voire mérovingienne. Au demeurant, les mécanismes de transmission onomastique antérieurs au Xe-XI^e siècles échappent encore à l'historien, ce qui limite les tentatives de filiation de la lignée avec les membres attestés à partir du milieu du XII^e siècle. « La légende selon laquelle les Puy-Paulin descendraient des *Paulini*, la famille de saint Paulin de Nole (né à Bordeaux vers 353) et des Léonce (évêques de la ville au VI^e siècle), rapportée par Elie Vinet et par la *Chronique* de Gabriel de Lurbe au XVI^e siècle, ne repose sur rien d'autre que sur le nom du lieu de leur résidence. » Pour séduisante qu'elle est, l'attribution du patronyme de Bordeaux à une branche aînée, aux dépens de la branche puînée - celle des Puy-Paulin -, au motif que la première aurait exercé les fonctions comtales ou aurait détenu des pouvoirs d'origine publique, est purement théorique.

C'est avec Assalhide que la branche des Bordeaux s'éteint ; la seigneurie de Puy-Paulin constitue la dot qu'elle apporte à son second époux, Pierre de Grailly (*Greyli*), en 1307. Dans le dernier quart du XIV^e siècle, l'union d'Archambaud de Greyli à Elisabeth de Foix fait entrer la comté de Foix et de Béarn dans la seigneurie. Dès lors, la lignée prend le nom de Greyli de Foix puis simplement Foix, au début du XV^e siècle, avec Gaston de Foix. Le mariage de son fils Jean de Foix avec Marguerite de Suffolk, comtesse de Kendale en Angleterre, modifie encore le nom du lignage qui se transforme en Foix de Candale. Enfin, en 1587, l'union de l'héritière universelle de la maison, Marguerite de Foix et de Candale avec Jean Louis de Nogaret de la Valette, duc d'Épernon, ajoute ce dernier titre jusqu'à ce qu'Henri-François de Foix et de Candale, duc d'Épernon, procède à la vente du 30 novembre 1707⁸⁹.

Les prérogatives des Bordeaux et des Puy-Paulin

Jusqu'à la fin du XIII^e siècle, c'est à la famille des Bordeaux, non à celle de Puy-Paulin, que l'on peut associer les prérogatives déléguées de l'autorité ducale : Pierre I^{er} de Bordeaux, qui apparaît dans la documentation des années 1095-1106/1108, est le premier viguier de Bordeaux attesté ; Guilhem Hélie (1079/1095-1106/1119), son neveu, avoué de la Sauve, cumule les fonctions de viguier et de prévôt⁹⁰. Néanmoins, il semblerait que ces agents qui jouissaient de délégation en matière d'administration, de justice et de police ont été nommés avant que leur soit associé en propre un bâtiment d'exercice sur le ressort de leur juridiction. Ce n'est en effet que vers 1175 qu'apparaît, sur la courtine sud de l'enceinte de la cité, la porte Bégueyre qui témoigne de la proximité - voire de l'assimilation - de la viguerie ; c'est à l'Ombrière, greffé à l'angle sud-est de l'enceinte, que le prévôt rend la justice sur les cas qui relèvent de son ressort, au moins dès le XIII^e siècle⁹¹.

Aussi, entre la fin du XI^e siècle et le troisième quart du XII^e, ces fonctions pourraient être affectées à Saint-Projet⁹², au palais de la Salle, et peut être aussi, en partie, à la maison de Puy-Paulin. Le pôle de Saint-Projet, sans doute en fonction dès les IX^e-Xe siècles, est un complexe palatial important probablement fermé à la façon d'une *curtis* ; il comprend le palais de la Salle, un marché (place Saint-Projet) et d'autres bâtiments (atelier monétaire et chapelle palatiale). L'identification de prérogatives publiques associées au site de Puy-Paulin est nettement plus ténue. D'abord, parce que la famille des Bordeaux n'est pas indiscutablement associée à la maison forte. Ensuite, alors que les pôles de pouvoir public sont le plus souvent identifiables grâce à leur désignation, le Puy-Paulin médiéval est toujours signalé dans les textes comme maison, à l'instar de toutes les autres demeures aristocratiques. La terminologie castrale de la résidence principale des Puy-Paulin est moderne. On ne la trouve pas à l'époque de l'alliance anglo-gasconne, durant laquelle on emploie exclusivement les mots *domus*, *hostau* ou *mayson de Puchpaulin*, jamais *castrum* ou *castet*, car aucun édifice de pouvoir laïc ne semble pouvoir ni devoir rivaliser avec le palais de la Salle ou le *castrum* de

87. Vinet 1565, De Lurbe 1594.

88. Boutouille 2007, p. 167-169 et p. 362-363 : schéma de filiation 5 et 6.

89. Compilation d'informations réalisée à partir de Casse 1988, Desgraves 1960 (1989), p. 56-57 et A.D.Gir., C 3349.

90. Boutouille 2007, p. 80-82.

91. Lavaud *et al.*, 2009, t. 3, p. 26, 73 et 75.

92. *Ibid.*, t. 2, p. 49-50 ; t. 3, p. 76-77 ; Boutouille & Jean-Courret 2008.

l'Ombrière, sièges du pouvoir ducal puis de l'administration des rois-ducs. Au demeurant, Puy-Paulin est une maison forte, greffée sur l'enceinte de la cité, et, d'après les rares éléments descriptifs dont on dispose, elle témoigne d'une architecture de type castral (cf. *supra*). Ce pôle se remarque très nettement dans le paysage urbain d'où, probablement, l'apparition de la mention de château, à la fin du XVI^e siècle. La mention la plus ancienne que j'ai pu relever, employant le terme *chasteau*, apparaît dans un contrat de vente passé en 1589 devant le notaire Chassaigne, par lequel François de Foix achète à Pierre Pagron *une place vuyde scituée devant le chasteau du Puy-paulin* pour la somme de 22 pistoles⁹³.

À la position stratégique de la maison, il convient d'ajouter les multiples mentions de *la sala de Puchpaulin*, qui, bien que tardives, pourraient évoquer la mémoire d'une salle d'audience et d'exercice de l'autorité publique déléguée. Parmi les plus anciennes reconnaissances conservées, celles des années 1280 jusqu'au premier quart du XVe siècle, stipulent que les cens des tenures sont à verser *a la sala de la mayson de Puchpaulin a Bordeu*⁹⁴. Malgré la difficulté à définir ce qu'est cette salle, il semble qu'il ne s'agit pas d'une pièce quelconque, ni d'une formulation classique propre aux seigneuries laïques⁹⁵. Si cette salle n'est plus, à la fin du Moyen Âge, qu'un simple lieu d'exercice du ban seigneurial, on ne peut s'empêcher, au regard des éléments déjà évoqués, d'y percevoir peut-être le témoignage d'une ancienne *aula*, espace privilégié de l'exercice de la puissance publique, telle l'*aula regis* de Saint-Projet, elle aussi tardivement mentionnée en 1228⁹⁶. L'hypothèse, bien que maigre, est confortée par les fonctions de viguier et de prévôt qui semblent être assez tôt captées par les Bordeaux. La documentation dépouillée jusqu'à présent ne permet pas d'aller plus loin, ni de cerner les confins de cette puissance, ni de voir précisément comment elle interagit avec les autres pôles de pouvoirs, tant laïcs qu'ecclésiastiques.

On peut toutefois noter que la configuration de la salle de Puy-Paulin, intégrant la maison qui s'appuie sur l'enceinte de la cité, n'est pas un cas isolé. Frédéric Boutoulle associe judicieusement les origines du palais de l'archevêque avec l'*aula* Saint-Amand évoquée dans une charte du duc d'Aquitaine Guillaume VIII en 1075, parmi les confronts d'une terre située en avant de la porte Judaïque⁹⁷. L'*aula* intègre très probablement la *domus Beati Amandi*, en partie spoliée par les chanoines entre 1227 et 1267, comme le conteste l'archevêque. « Cette *aula*, que l'on apercevait donc depuis l'extérieur des remparts était probablement le palais épiscopal du XI^e siècle, adossé à l'enceinte de la cité selon un cas de figure que l'on rencontre à Avranches, Beauvais, Grenoble, Verdun ou Troyes ». L'*aula Burdegale* construite à partir de 1255 entre la tour de l'Arbalesteyre et l'angle sud-est de l'enceinte de la cité, constitue la Grande Salle du *castrum* de l'Ombrière,

proche de la configuration de l'*aula* de Poitiers : plus tardif, cet exemple bordelais plonge peut-être ses racines sur les modèles préexistants de l'*aula* Saint-Amand, du palais de la Salle à Saint-Projet, peut-être encore de la *sala de la mayson de Puchpaulin*⁹⁸.

Quoi qu'il en soit, la géographie du pouvoir symbolisé par Puy-Paulin semble donc occuper, et pour partie contrôler, plusieurs lieux stratégiques dans le cadre de l'enceinte de la cité : contrôle de portes d'accès sur les fronts nord et sud, présence au cœur des lieux d'exercice du pouvoir ducal. Bien que toujours puissants jusqu'à la fin du Moyen Âge, le groupe nobiliaire des Bordeaux et, par assimilation, la maison de Puy-Paulin passent au second plan dans la première moitié du XIII^e siècle, époque à laquelle leur pouvoir est contrebalancé, si ce n'est supplanté, par les clans bourgeois et la nouvelle expression politique, administrative et territoriale de la municipalité⁹⁹. Là encore la maison de Puy-Paulin ne semble pas facilement lâcher prise. Apparu au débouché de la porte de la Viguerie (Bégueyre ou *Vicaria*), le marché est dès l'origine un espace où ceux qui veillent à la perception des revenus exercent de fortes contraintes. Ce n'est pas par hasard que les axes principaux qui le distribuent sont ceux où décident de s'implanter ou de s'agrandir de nouveaux pôles de pouvoir. L'embouchure du Peugue est mise sous contrôle de la tour ducale, organe ancien du *castrum* de l'Ombrière ; la voie conduisant au prieuré Saint-Jacques (*rua Sent-Jacmes*) est contrôlée par la commune qui ancre de façon emblématique à la porte Sainte-Éloi (Grosse-Cloche) son hôtel de ville et son église¹⁰⁰.

93. A.N., J 1162, n° 35, original, français, 08 juin 1589.

94. A.N., J 1146, n° 12 (20 juillet 1284) pour la reconnaissance la plus ancienne ; la quasi totalité des reconnaissances foncières des liasses J 1146 à J 1158 notent de même ; on trouve encore cette mention en 1420 (J 1159, N° 41), mais plus après cette date où les redevances sont simplement acquittées *a l'hostau de Puchpaulin*.

95. Jean-Courret 2006a (annexe « Base de données des sources foncières bordelaises ») : bien que minoritaire dans l'ensemble du corpus que j'ai étudié, les seigneurs laïcs (nobles, citoyens, bourgeois ou sans titre) demandent que les redevances soient simplement versées à leur *hostau*.

96. Boutoulle 2003a, Boutoulle 2006, p. 182, Jean-Courret 2006a, p. 356. Le terme latin d'*aula* n'est jamais employé pour qualifier la salle de Puy-Paulin du fait de l'emploi quasi exclusif du gascon dans les sources foncières locales à partir du XIII^e siècle.

97. Lavaud *et al.* 2009, t. 3, p. 202, pour l'exemple et la citation qui suit.

98. Boutoulle 2003a, p. 71 (Ombrière) ; p. 73 : l'auteur évoque un dernier exemple, celui de la *domus* d'Arsac, l'une des rares demeures aristocratiques à être également fortifiée par une tour. L'enquête des padouens de 1262 évoque même l'*aula* d'Arsac (Jean-Courret 2006a, p. 1057). La demeure occupe l'angle nord-est de l'enceinte de la cité.

99. Lavaud *et al.* 2009, t. 2, p. 67-97.

100. *Ibid.*, t. 2, p. 72.

Les seigneurs de Puy-Paulin sont présents dans ces lieux de perception, de façon concourante - et peut-être concurrentielle - au roi-duc, aux bourgeois de la commune et aux ecclésiastiques (chapitres, ordres mendiants). Au marché (actuelle place Fernand-Laffargue), en tant que détenteur du capital de Buch, ils prélèvent le droit de huitain, soit le huitième des ventes de poisson de grande et petite mer perçu à la *claye deu mercat de Bordeu*, au moins dès les années 1270¹⁰¹. Ils bénéficient peut-être aussi d'un droit de *bigueyria*, dont on ignore tout (droit perçu par le viguier, *biguey* ?)¹⁰².

Enfin, ils jouent probablement aussi un rôle dans la vente et les taxes qui pèsent sur le sel. Plusieurs censives des Puy-Paulin sont attachées à un lieu précis de vente du sel : *au loc de las Salineyras sus lo fossat dauant lo putz Salat*, soit au débouché de l'actuelle rue Mauriac sur le cours Victor-Hugo¹⁰³. Cette précision que l'on ne trouve pas dans la documentation foncière des autres seigneuries du secteur manifeste probablement l'intérêt particulier de Puy-Paulin sur la vente de cette denrée¹⁰⁴. Entre les années 1120 et 1240, plusieurs textes mentionnent la rente appelée pouyade (*puyada*), mesurée en muids de sel et levée dans la saline de Bordeaux¹⁰⁵. Le duc Guillaume X en fait don à l'abbaye de Sainte-Croix vers 1127-1137 ; « les textes du XIII^e siècle conservés dans le cartulaire de Saint-André montre que la Pouyade était levée à la fois à Soulac, centre de production du sel, et à Bordeaux, centre de consommation et de redistribution ». Si les Puy-Paulin n'apparaissent dans aucune de ces transactions, ils pourraient être investis dans le contrôle des poids et mesures publiques. Plusieurs mentions de la seconde moitié du XVe siècle signalent le lieu *a la Puyada de Puchpaulin* ou *la rua de la Puyada de Puchpaulin*¹⁰⁶. Léo Drouyn assimile sans justification l'étymologie de la *Puyada* avec le fréquent toponyme de *Puyaduy* ou *Poyador* qui signifie lieu élevé ; en revanche il assimile avec vraisemblance la *Puyada de Puchpaulin* avec la *rua de Pez-Belz* (rue Saige), qui signifie vieux poids, où était peut-être gardé le poids public comme le suggère une courte notice historique du début du XIX^e siècle¹⁰⁷. Cette rue est l'actuelle rue Saige, qui s'ouvre sur le côté oriental de la place Puy-Paulin, au pied de la maison noble, de l'église et du cimetière. L'activité de la Pouyade de Puy-Paulin pourrait être associée à l'ancien marché de la cité, place Saint-Projet, et son déclin à l'implantation du nouveau marché du bourg Saint-Éloi (place Fernand-Laffargue).

L'analyse des données compulsées conduit à faire plusieurs constats. Le premier concerne l'image ambiguë que nous livrent les sources. Alors que les données du bas Moyen Âge attestent du rang relatif de la maison par comparaison avec les autres pouvoirs bordelais anciens et plus récents (Église, muni-

cipalité), plusieurs éléments suggèrent *a posteriori* l'ampleur des prérogatives exercées par le lignage aux XI^e et XII^e siècles. La convergence des indices fait apparaître les Bordeaux/Puy-Paulin comme l'un des rouages principaux - si ce n'est le bras principal - de la puissance publique déléguée du Moyen Âge central, investis dans l'exercice des charges de prévôt et de viguier - jusqu'à les capter, et maîtrisant plusieurs points d'accès et domaines d'échanges essentiels à la cité (portes, mesures publiques).

Les autres observations procèdent toutes de l'exceptionnel dossier planimétrique inséré dans le chartrier de Puy-Paulin dont on ne saurait considérer ici la présentation comme exhaustive¹⁰⁸. Le recoupement des informations relevées par le feudiste vers 1693 avec les sources foncières médiévales permettent de restituer les principaux traits paysagers de l'îlot de Puy-Paulin dans la première moitié du XVe siècle. La nature de l'occupation du sol, la disposition du parcellaire et du bâti sur voirie soulignent le caractère très champêtre de ce cœur d'îlot au bas Moyen Âge. L'hypothèse d'une possible porte de l'enceinte antique à l'angle sud-est de laquelle se serait greffée la maison du lignage aristocratique est sûrement l'un des points les plus novateurs de cette enquête ; peut-être des aménagements à venir dans ce secteur permettront-ils de poursuivre ces investigations

101. Casse 1988, p. 161-166 ; Lavaud *et al.* 2009, t. 3, p. 122.

102. Lavaud *et al.* 2009, t. 3, p. 122. Le marché est une source importante de la fiscalité bordelaise. À côté des droits évoqués pour Puy-Paulin, les commissaires de la ville lèvent également des droits sur les ventes de la paneterie et des bancs tandis que l'autorité de la jurade s'y exprime publiquement par le pilori.

103. A.N., J 1159, n° 117 (original, gascon, 27 février 1412 ns.) : Reconnaissance de Ramon deu Bost, bourgeois de Bordeaux, en faveur de Gaston de Foix pour une maison à Saint-Michel ; traduction : *au lieu des Salines sur le fossé devant le puits Salé* ; cette indication apparaît en localisation de la tenure, avant l'énumération des confronts.

104. Boutoulle 2003b, p. 86 : les salines apparaissent dans plusieurs toponymes concentrés dans la partie basse du cours Victor-Hugo, côté fleuve (*porta de las Salineyras, fossat de las Salineyras, rua deu Poun de la Salineyras, rua deu Putz Salat*).

105. Boutoulle 2003b, p. 86 pour l'ensemble des références d'archives.

106. A.N., J 1161, n° 3 (original, gascon, 31 mars 1455) : Reconnaissance de Guilhem Beguey, *barbey* de NDPP, en faveur de Gaston de Foix d'un *hostau* situé en *ladeyta parropia en la rua apperada La Puyada de Puchpaulin* (cf. : *hostau / casau / deyta carreya dauant / mur de la ciutat detras*), n° 12 (original, gascon, 27 octobre 1500) : Reconnaissance de Johan de Cabanac en faveur de Gaston de Foix d'un *hostau cornaley ab la yssida de part darrey (...)* que es en *ledeyta parropia au loc apperat a la Puyada de Puchpaulin ayssi cum es entre lo casau de (trou), hostau et casau deudeyt affeuat, dura de lonc de la rua de ladeyta Puyada entro au casau de mossen ladeyt senhor de part detras*.

107. Drouyn 1874, p. 140-141 (*Puyaduy de Puch-Paulin*) ; p. 436 (*Pez-Belh*) ; Bulletin polymatique 1810, p. 65-66.

108. Jean-Courret 2011.

Annexe 1

La montrée des censives des Pontac (A.N., J 1132, fol. 87)

Transcription du texte accompagnant le plan (A.N., J 1132, fol. 87, original, français, 1693). La numérotation des lignes figure entre []. Les développements des abréviations sont marqués entre (). Orthographe, ponctuation, et casse respectent la forme originale.

Monsieur le duc Despernon demandeur, contre Monsieur de Pontac deffendeur, supplie tres humblement la cour de remarquer que toutes les maisons et jardins [2] a present possedées par ledict Sr de Pontac par luy acquises tant du Sr de Faure que de Rigolle et sur lesquelles ledict demandeur prentent la rente luy estre [3] thenue sont bornes par limites de quatre confrontations immuables / La premiere marquee en ceste figure par, 1, est la rue de Porte Neusve autrement [4] de Duras qui va de la rue de Porte Dijaux a Campaure dans laquelle est la maison (pre)sbitérale du vicaire perpetuel de Puipaulin (et) la maison de Duras, La [5] Seconde confrontation immuable marquee par, 2, (con)toit l'ancien jardin du seigneur de Foix et de Dunois a (present) en bassecourt, La troisieme marquee [6] par, 3, (contoit) la grand rue de Porte Dijaux, et la quatrieme marquee par, 4, (contoit) le lieu (et) endroit ou passoit les anciens murs de la ville de Bourdeaux [7] lesquelles maisons (et) jardins (con)toient au temps des recognoissances dudict Sr demandeur possedées par cinq particulliers proprietaires de [8] tous lesquels (sont) de se que chascun possedoit A este faict particulliere monstree audict Sr de Pontac / La premiere monstree a este faict sur une portion [9] de la maison marquee par 5 qui tient a la maison du vicaire de Puipaulin dans ladicte rue Porte Neusve, surquoy a este aplicque le fons des [10] beneficiers St Eulaye desquels le dict Sr demandeur a les droitz (et les) cinq recogneu par Guilhem de Guilhem et Monsieur Gaillard Dupreuilh lequel [11] fief a sa premiere confrontation dun costé a la maison du vicaire de Puipaulin ladicte maison marquee par, 6, laquelle maison appartient encores de [12] presant audict vicaire Et la seconde confrontation a la porte (et) jardin par le derriere de frere Johan Mercier qui est le lieu marque par, 7, la [13] seconde particulliere monstrée a este faict sur une partie du jardin dudict Sr de Pontac (et) sur ledict lieu marqué par ladicte marque, 7, audevant et a [14] l'opposite de la maison de Monsieur de Duras et sur ledict lieu aplicqué le fons dudict Mercier qui confronte reciproquement dun costé au fief [15] desdicts beneficiers St Eulaye et d'autre costé (et) dun bout au jardin de Raymond Bellepeyre / La troisieme monstree a este faict sur le grand [16] corps de logis de Mr de Pontac avec les jardinages qui sont par le derriere (et) puidz qui est dedans le tout marqué par 8 surquoy a este [17] aplicqué le fons possedé par ledict Raymond de Bellepeyre ayant sa premiere confrontation a la maison de Guillem de Bruillet marquee, 9, [18] et au jardin des Seigneurs de Foix et de Dunois qui (sont) la seconde confrontation immuable marquee, 2, d'autre costé a la maison de Guyrault [19] Lostaley, marque par, 10, qui (est)

a (present) la bassecourt (et) partie de la salle basse dudict Sr de Pontac (et) a la ruelle de Duras premiere confrontation [20] immuable marquee, 1, d'un bout par le devant a la dicte rue Porte Dijaux marquee par la(dicte) marque, 3 Et dautre bout par le derriere aux [21] murs de la ville qui (sont) la quatrieme confrontation immuable marquee, 4, La quatrieme monstree a este faict dans la bassecourt [22] (et) partie de la salle basse dudict Sr de Pontac marquee par ladicte marque, 10, surquoy a este aplicqué le fons possedé par ledict Guirault Lostaley [23] qui confronte reciproquement dun costé dun bout a la maison (et) jardin dudict Raymond Bellepeyre qui (est) le lieu sous ladicte marque, 8, voyla pour les [24] maisons acquises du Sr de Faure Quant aux deux maisons acquises de Rigolle de peu d'estandue ledict Sr demandeur a faict la cinquieme monstrée [25] sur lune dicelles marquee par, 11, et sur icelle aplicqué le fons de la maison reconnue par Baudet Lana au premier au titre de son exorle ; par [26] lequel apert quil recognoist dune maison scittuee en la grand rue de Puipaulin qui (est) celle a (present) appelee Porte Dijaux, Confrontant dun costé a la maison [27] de Jean Andrault qui (est) la maison qui a depuis apartenu a Guillem de Bruillet (et) a (present) au Sr Bois marquee par ladicte marque 9 pour [28] premier de ceste confronta(tion) le(dict) Sr demandeur emploie la recognoissance dudict Johan Andrault laquelle au reciproque confronte audict Lana, d'autre [29] costé a la plasse dudict Baudet Lana pour premier de ceste confrontation le(dict) Sr demandeur emploie la seconde maison acquise par le(dict) Sr de Pontac du(dict) Rigolle [30] marquee par, 12, dun bout a la rue Porte Dijaux pour premie emploie la(dicte) rue La Sixiesme monstree a este faict sur ladicte seconde maison marquee [31] par la susdicte marque, 12, sur laquelle a este aplicqué le fons de la plasse reconnue par le(dict) Baudet de Lana avant la maison marquee, 13, qui [32] appartient a Johan Capsus confrontant le tout dun costé a la maison dudict Baudet Lana premiere(ment) confrontee, pour premier de [33] ceste confrontation le(dict) Sr demandeur emploie la(dicte) maison marquee, 11, dautre costé (et) dun bout e Johan Mercier masson pour premier de [34] ceste seconde confrontation et troisieme confrontation le(dict) Sr demandeur emploie la recognoissance du(dict) Mercier qui (est) a (present) le fons des [35] (avantdictes) maisons marquees par 14 Et d'aultan que le(dict) Mercier masson a sa confrontation a la plasse de Puipaulin (et) a Johanne Constantin [36] le(dict) Sr demandeur emploie la(dicte) plasse (et) a la maison qui souloit appartenir a la(dicte) Constantin qui finit a la ruelle qui va de la rue de [37] Porte Dijaux a leglise de Puipaulin la(dicte) maison marquee, 15, tellement quil se tord et college que depuis la(dicte) rue Porte Neusve [38] jusques a la plasse de Puipaulin qui faict les deux costes, Et puis la(dicte) rue Porte Dijaux jusques au lieu (et) endroit ou souloit [39] estre les anciens murs de la ville de Bourdeaux qui faict les deux bouts Tout cest endroit est de la directe seigneurie et censive de [40] Puipaulin.

Annexe 2

Inventaire des titres de la maison de Puy-Paulin (1774) (A.D.Gir., C 3349)

Transcription de l'introduction de l'inventaire (A.D.Gir., C 3349, original, français, 1774, fol. I à XVv°). Le numéro de folio indiqué sur le registre est noté entre []. Orthographe, ponctuation, et casse respectent la forme originale.

Titre du registre : Inventaire des titres de l'ancienne maison noble de Puypaulin et des diverses seigneuries qui ont appartenu aux seigneurs de cette même maison, dressé par les soins et les attentions de Monseigneur Esmangart, intendant de la généralité de Bordeaux. 1774

[I] Les titres, dont on donne ici l'inventaire, ne sont qu'un très faible reste des Archives immenses de la Maison noble de Puypaulin.

Cette Maison étoit sans contredit la plus noble, la plus respectable et la plus ancienne de toutes celles du pays Bordelois. Une tradition attestée par Helies Vinet dans ses commentaires sur Ausonne et par De Lurbe dans sa Chronique de Bordeaux, en fait remonter l'origine jusques aux parens de l'illustre Saint Paulin, qui, du temps des Romains, occupoient un rang distingué entre les seigneurs les plus puissans de l'Aquitaine.

[Iv°] Quoiqu'il en soit de cette tradition, il est certain que cette Maison appartenoit dans le treizieme siecle a Pierre de Bordeaux, un des chevaliers des plus puissans et des plus distingués de la Province.

Il étoit Capitaine de Buch, Baron de Castelnau en Medoc, Seigneur de l'Isle St George et par son mariage avec Raymonde, sœur d'Ayquelin Guillaume de Blanquefort, il ajouta a quantité d'autres seigneuries celle de Blanquefort. Il seroit aisé de prouver que le Seigneur n'étoit pas moins distingué par son merite personnel, par ses alliances avec les Maisons les plus puissantes de la Guienne, que par ses seigneuries et ses richesses.

[II] J'observerai seulement qu'il y a deux autres Pierre de Bordeaux qui descendoient en ligne directe de le premier et qui ont été propriétaires successivement et de la maison noble de Puypaulin et de diverses seigneuries situées dans le pays Bordelois qu'ailleurs.

Ce fût sur la tête de Pierre III que s'éteignit l'illustre et puissante Maison de Bordeaux, qui portant le nom de la ville, semble en avoir été par la même la maison la plus noble et le principal ornement.

Cette maison en s'éteignant eut le privilège de se fondre dans une famille très distinguée, qui, quoique d'abord étrangère a cette ville, s'y naturalisa au point [Iiv°] de devenir la Maison dominante, d'influer pendant plusieurs siècles dans les plus importantes affaires de la Province et du Royaume même, et de s'élever par ses richesses, ses vertus et ses exploits jusques a parvenir a l'alliance des plus illustres et des plus respectables Maisons de l'Europe et a être alliée a l'auguste Sang des Bourbons.

La Maison de Greyli, qui a pris dans la suite le nom de Foix et de Candale, fut celle a laquelle s'allia Assalhide de Bordeaux, sœur de Pierre III decédé sans posterité et son heritiere universelle.

Assalhide apporta en dot a Pierre de Greyli son epoux toutes les seigneuries qu'elle avoit reçues de ses ancetres, entre autres, la maison [III] noble de Puypaulin, qui étoit depuis longtemps dans sa famille.

Celle de Greyli, étoit originaire du pays de Gex aux environs de Geneve. Elle étoit très considérée a la cour d'Angleterre. On trouve dans Rymer que dès l'an 1269 Henri trois chargea de ses pouvoirs Jean de Greyli, chevalier pour negocier certaines affaires auprès du Roy de France.

Edouard I., qui succeda a Henri III, eut la même confiance en Jean de Greyli qu'avoit eu son predecesseur. Il le nomma Senechal de Gascogne et l'envoya en 1277 a la cour de France pour y menager différentes affaires qu'on avoit sucitées a le prince.

Ce fut sans doute pour le recompenser de tous les services qu'il [IIIv°] en avoit reçu qu'Edouard lui donna la vicomté de Castillon sur Dordogne, la terre et Seigneurie de Puy Normand, et celle d'Aubeterre en Périgord. Il étoit d'ailleurs vicomte de Benauges, et c'est vraisemblablement ce qui determina Jean de Greyli a se fixer dans une province ou il avoit des possessions aussi considerables/

Il avoit epousé Thalesie de Beuville dont, entre autres enfans, il eut Pierre de Greyli, qui epousa en 1287 nomble dame Rubée, fille de Bernard comte d'Astarac.

Du mariage de Pierre de Greyli Ier fut procrée Catherine de Greyli, qui fut dame de Ste Bazeille [IV] et De Landerron. Elle fut mariée a Jourdain Comte de l'Isle Jourdain, dont elle n'eut point d'enfans, selon les apparences, puisqu'elle institua son héritier en 1333 Pierre de Greyli II son frere, vicomte de Benauges et de Castillon, fils par conséquent de Pierre de Greyli Ier et de Rubée d'Astarac.

Ce fut Pierre II qui epousa Assalhide de Bordeaux Dame de Puypaulin, dont j'ay deja parlé. J'observerai que dès le 15 septembre 1303 Assalhide de Bordeaux avoit été mariée en premieres noces a Bertrand fils de Jourdain IV Seigneur de l'Isle Jourdain. Bertrand étant [IVv°] decédé sans enfans et avant l'age de vingt cinq ans, n'ayant vecu ensemble que pendant quatre ans tout au plus, sa veuve Assalhide de Bordeaux epousa en secondes noces et en l'année 1307 Pierre de Greyli II.

Celui ci, après la mort de son epouse, selon les apparences en 1327, epoque de son testament, epousa en secondes noces Ayremburge, sœur d'Archambaud, comte de Perigord, de laquelle il eut Archambaud de Greyli, dont il sera bientôt question.

Pierre de Greyli II avoit eu de son premier mariage avec Assalhide, entre autres enfans, une fille nommée Brunissen, qui fut mariée a Berard d'Albret, fils d'autre Berard d'Albret, seigneur de Vayres et de Verteuil.

[V] Ce même Pierre de Greyli II, qui étoit seigneur de Puypaulin, capitaine de Buch, comte de Benauges et de Castillon, eut encore pour fils Jean de Greyli II, qui epousa Blanche de Foix, delaquelle il eut Jean Gaston et Marguerite de Greyli.

Il deceda avant Pierre de Greyli II son pere et fut enseveli aux Cordeliers de Bordeaux, ainsi que Blanche de Foix son epouse, dans une chapelle que les seigneurs de la Maison noble de Puypaulin y avoient fondée. Il institua pour son heritier universel Jean de Greyli 3me de le nom.

Ce Jean de Greyli fut le celebre capitaine de Buch si renommé dans les histoires de son temps et qui fut un des plus vaillants capitaines qu'il eut pour lors le prince de Galles [Vv°] pour le récompenser des services importants qu'il en avoit reçu, lui donna la comté de Bigorre avec tout ce qui en dependoit et de en l'année 1369 ayant été fait prisonnier de guerre et étant mort sans posterité, Archambaud de Greyli son oncle fut son heritier universel.

Cet Archambaud qui étoit comme on l'a deja vu fils de Pierre II et d'Ayremburge de Perigord, devint par le decés de son neveu Jean III, seigneur de la Maison noble de Puypaulin. Il étoit d'ailleurs Vicomte de Benauges et de Castillon, Capitaine de Buch et de la Tresne, Seigneur de l'Isle St George et de

Cadillac et Baron de Castelnau de Medoc. Il eut pour épouse [VI] Elizabeth de Foix, fille de Rogier Bernard, vicomte de Castelbon et Seigneur de Moncade et de Geraude Same de Navailles.

On sait que Mathieu de Castelbon, comte de Foix et de Bearn, étant mort sans postérité, Elisabeth épouse d'Archambaud et sœur unique de Mathieu lui succéda, et c'est par elle que les Comtes de Foix et de Bearn entrèrent dans la maison de Greyli.

Depuis cette époque la branche des Greyli établie dans cette province n'a plus été connue que sous le nom de Foix, c'est ce qui a donné naissance à un préjugé que les Comtes de Foix ont succédé aux Greyli dans toutes les [Viv°] seigneuries qu'ils possédaient dans le pays Bordelois, tandis que ce sont les Greyli qui ont succédé au nom et aux seigneuries des anciens Comtes de Foix.

Archambaud eut se son mariage avec Elizabeth de Foix plusieurs enfants, entre autres Gaston, qui fut son 2^{me} fils et qui eut pour son appanage toutes les terres et seigneuries qu'Archambaud son père possédait dans le pays Bordelois, et notamment la maison noble de Puypaulin. C'était un brave chevalier, dit Olhagaray, renommé tant par sa vertu que pour n'avoir jamais violé sa foi. Il suivit le parti du Roy d'Angleterre dont il étoit [VII] sujet, à raison des seigneuries qu'il possédait. Henri V roy d'Angleterre lui donna la Comté de Longueville en Normandie par lettres patentes du 20 juin 1419.

Il eut, entre autres enfants, de Marguerite d'Albret son épouse, Jacques de Foix, qui fut seigneur de Pons, vicomte de Turenne, Seigneur de l'Isle d'Oleron, de Marennes, d'Albret, de Royan, Mornanc, Brouage, Chassons et d'Yers.

Il étoit frère de Jean de Foix IV fils aîné de Gaston I^{er}. Ce Jean fut Seigneur de Puypaulin, capital de Buch et Comte de Candale à raison de son mariage avec Marguerite de Suffolk comtesse de Kendale en Angleterre.

Ses descendants ont toujours porté ce nom et ont distingué leur branche [VIIv°] d'avec celle de Foix, qui étoit la branche aînée, en se qualifiant de Foix de Candale.

Henri VI Roy d'Angleterre donna à le Jean de Greyli ou de Foix la châtellenie de Mauleon, de Soule, et le baillage de Laboure en considération des bons et agréables services qu'il avoit reçu de lui ; mais il fut privé de tous ses avantages lors de la réduction de la Guienne sous Charles VII, il fut même fait prisonnier de guerre et conduit en cette qualité au château de Taillebourg en Saintonge, où il fut détenu pendant l'espace de sept années. Il n'en sortit qu'au moyen d'une rançon de quarante quatre mille écus d'or, sans compter six mille écus de dépenses qu'on lui [VIII] porta en compte pour le temps que dura sa détention. Il fut enfin elargi sur sa parole et en donnant pour otage Jean de Foix son second fils. Il se retira à Londres où il prit des arrangements pour l'acquisition de sa rançon.

Il fut dans sa suite rappelé par le Roy Louis XI qui fut bien aisé d'attacher à sa personne un seigneur de son mérite et d'ailleurs très propre à lui concilier de plus en plus les cœurs de tous les autres seigneurs de la province quelque gracieux et avantageux que fut le parti que le prince fit à Jean de Foix ou de Candale, celui-ci ne voulut quitter l'Angleterre qu'après avoir été dégagé en bonne et due forme du serment de fidélité qu'il avoit fait au Roy d'Angleterre [VIIIv°] en sorte qu'il en sortit qu'en bon et loyal chevalier.

Louis XI par ses lettres patentes du 17 mars 1477 lui rendit toutes les terres et seigneuries que Jean Gaston son père avoit possédé dans le duché de Guienne, et notamment les terres et Seigneuries de Cadillac, Langon, Castillon en Périgord, Castillon en Medoc, Lamarque, Cussac, Saussac, Mothes, Bonnegarde, Doazit, Gensac, Chalut, Monguyon et quelques autres.

Dans son testament du 5 xbre 1485 il se qualifie de Comte de Candale, de Benauges, de Lavaur, Capital de Buch. Il avoit outre cela les seigneuries de Castelnau en Medoc, celles de Gursen, du Fleix et de Monguyon. Les trois dernières [IX] seigneuries furent l'apanage de Jean de Foix son second fils. Il avoit outre cela deux filles, Marguerite et Catherine de Foix. Celle-ci étoit comtesse d'Armagnac. Il institua pour son héritier universel Gaston

de Foix son fils aîné auquel il laissa, entre autres choses, la ville place terre et seigneurie de Mareilla située en Royaume d'Aragon qui appartenait à le seigneur.

Le Roy Louis XI, qui s'étoit montré si bienfaisant envers Jean comte de Candale, ne le fut pas moins envers son fils Gaston de Candale son fils. Il lui confirma, par ses lettres patentes du 16 février 1473, le don qu'il lui avoit fait de la vicomté et seigneurie de Lomagne confisquée par la forfaiture de Jean d'Armagnac.

[IXv°] Ce prince lui avoit donné des le 11 septembre 1471 deux mille livres tournois de pension, pour le récompenser ses bons et agréables services qu'il en avoit reçu, tant au fait des guerres qu'autrement.

Ce ne fut pas le seul Roy dont Gaston de Candale éprouva les faveurs. Charles VIII, par ses lettres patentes du 10 septembre 1488, lui donna l'office de grand sénéchal de Guyenne en considération des services que Gaston, qu'il traite de son cher et aimé cousin, avoit rendus tant à lui qu'au Roy Louis XI son prédécesseur.

Gaston à la vérité se servit dans la suite de cet office, mais ce ne fut que pour [X] faire plaisir à Charles VIII qui vouloit en gratifier le seigneur d'Albret ; aussi ce prince, pour indemniser Gaston d'une démission qu'il avoit faite à sa prière, lui donna le gouvernement de la Rochelle, qui avoit besoin d'être pourvu, est-il dit dans les lettres patentes expédiées à ce sujet, 'd'aucun autre et notable personnage homme de grant auctorité pour la sûreté de notre ville de ... en laquelle affluent chacun jour plusieurs gentz étrangers et de diverses nations nos ennemis et adversaires, lesquelles pourroient facilement entreprendre par icelle' ces lettres patentes sont datées de Paris du 6 juillet 1492.

Ce même prince, des le 24 juillet 1490 avoit chargé Gaston de convoquer [Xv°] le ban et l'arrière ban des pays et sénéchaussées du Bazadois, des Lannes, d'Armagnac, du Périgord et du Quercy.

Gaston de Candale avoit épousé Catherine de Foix, infante de Navarre de laquelle il eut Gaston de Foix de Candale III du nom, qui passa contrat de mariage le 20 juillet 1491 avec Demoiselle Madeleine de Lescun, fille d'Odet Deydie, Comte de Comminges, chevalier de l'ordre du Roy et de Dame Marie de Lescun. Ce mariage fit entrer dans la maison de Candale diverses seigneuries, entre autres, celle de Castillon en Medoc, celles de Lamarque et de Saussac. Il passerent le contrat, quoique l'un et l'autre ne fussent pas encore dans l'âge nubile.

[XI] Gaston III fut père de Jean de Foix archevêque de Bordeaux, d'Anne de Foix qui fut mariée à Ladislas Roy de Hongrie et de Bohême, de Jean Frédéric de Foix, de Christophe mort évêque d'Aire, de François de Foix qui succéda à son père dans le même évêché ; de Marie Comtesse de Riberac et de Jacqueline de Foix. Il avoit épousé Marthe d'Estarac.

Jean Frédéric de Foix fut celui qui succéda à Gaston III en qualité de son héritier universel. Il étoit lieutenant du Roy de Navarre gouverneur de la Guienne, et en cette qualité de prince averti en 1543, que l'empereur Charles Quint méditoit quelques entreprises sur les terres appartenantes à la France, chargea son cher et aimé cousin le seigneur de Candale de faire la visite de Bordeaux et d'examiner [Xlv°] si tout y étoit en état et si cette ville étoit suffisamment approvisionnée.

Jean Frédéric de Foix fit son testament le 29 octobre 1555 et eut en Françoise de la Rochefoucault son épouse un fils qui porta le nom d'Henri de Foix de Candale.

Henri du Foix eut pour épouse Marie de Montmorency de laquelle il eut deux filles Marguerite et Françoise de Foix. Celle-ci fut abbesse de Ste Glossinac de Metz. Henri leur père fut tué au siège de Sommières.

Marguerite de Foix la fille aînée et son héritière universelle, sous le consentement de François, Monsieur [XII] de Foix évêque d'Ayres, capital de Buch, seigneur et Baron de Castelnau, Baysevelle, Puypaulin et autres

seigneuries, comme son curateur et son grand oncle paternel, passa contrat de mariage en 1587 avec Messire Jean Louis de Nogaret de la Valette, duc d'Epéron pair et colonel général de France, Conseiller en son Conseil d'état et privé, Capitaine de Cent hommes d'armes de ses ordonnances gouverneur et lieutenant général pour sa Majesté et pays messin Boulonnois et Provence et Airal des mers du Levant. Le contrat fut [XIIv°] passé au château de Vincennes le vingt deux août 1587 en la présence de sa Majesté.

Ce fut par le mariage que la branche de la maison de Greyli de Foix de Candale se fonda dans celle du duc d'Epéron, et que celui-ci devint propriétaire de toutes les terres et seigneuries qui appartenait à cette ancienne maison.

De le mariage furent procréées en 1^{er} lieu Louis de la Valette, qui fut abbé de Grand Selve, de Bardoux, de N. dame de Gimont, de la Seauve, Archevêque de Toulouse et cardinal. En 2nd lieu Bernard de Foix de la Valette [XIII] aussy duc d'Epéron, qui fut héritier universel de ses père et mère qui mourut sans postérité en 1661.

Par le décès Messire Jean Baptiste Gaston de Foix de Candale prince, capital de Buch, comte de Benauges, Baron de Cadillac, Poudensac, Langon, Castelnau, Baysevelle, Seigneur de Puypaulin et autres places, premier conseiller né au parlement de Bordeaux, se mit en possession dès l'an 1662 de toutes les seigneuries appartenantes à la maison de Candale, et ce en vertu des substitutions assolées, tant au testament de feu Henri de Foix Comte de Candale ; en celui de feu François, Monsieur [XIIIv°] de Foix Comte de Candale, vivant évêque d'Ayres ; qu'au contrat de mariage entre feu Marguerite de Foix, fille dudit Henri, et messire Jean Louis de Nogaret duc d'Epéron ;

à la vérité Antoine Deydie vicomte de Riberac et son frère se portèrent pour héritiers de la maison de Candale, à raison de mariage de Marie de Foix de Candale avec François Deydie, mais leurs prétentions se réduisirent à peu de chose, ce fut Jean Baptiste de Foix de Candale qui fut déclaré héritier de cette maison, en vertu des substitutions mentionnées ci dessus.

Jean Baptiste Gaston de Foix de Candale ne jouit pas long temps de cette possession. Il mourut sans enfants [XIV] mâles peu d'années après ; en sorte que messire Henri de Foix son frère, duc et pair de France, capital de Buch, Comte de Benauges, Baron de Cadillac, Poudensac, Langon, Castelnau, Baysevelle, Puypaulin et autres places, conseiller né au parlement de Bordeaux, fut mis en possession de toutes les seigneuries le mois d'avril 1666.

Elles furent dans la suite et dès le commencement de ce siècle démembrées, desunies, et entièrement aliénées. La maison de Puypaulin dont il est ici particulièrement question fut vendue au Roy par contrat du 30 novembre 1707 retenu par Lavalette notaire Royal au Châtelet de Paris, et est devenue depuis [XIVv°] cette époque l'hôtel de Messieurs les Commissaires Députés.

D'après le détail dans lequel on vient d'entrer, on n'est plus surpris de trouver parmi les titres dont on a dressé l'inventaire une quantité considérable qui concernent d'autres seigneuries que celle de Puypaulin. Les seigneurs de celle-ci, pendant le cours de plusieurs siècles, avoient possédé successivement les principales seigneuries du pays Bordelois, et même en grand nombre situées dans diverses contrées de la France et même hors du Royaume.

L'hôtel de Puypaulin étoit leur principal domicile et c'étoit là qu'étoit [XV] placé le dépôt général des titres des diverses seigneuries qui possédoient ; aussi les Archives étoient elles immenses, et ce qui s'y trouve maintenant n'est qu'un très faible reste de ce qu'elle contenoient autrefois.

Il n'y a point de doute que lors de l'alinéation de diverses seigneuries, qui étoient anciennement réunies sur la tête des seigneurs de Puypaulin, on n'en ait remis les titres aux acquéreurs ; mais cela n'empêche point qu'il n'en soit resté plusieurs qui ont échappé aux recherches de ceux qui en ont fait le triage.

D'ailleurs il y a quantité de les titres, qui concernent les alliances des seigneurs de Puypaulin, leur généalogie, [XVv°] les dignités auxquelles ils ont été élevés, les bienfaits et récompenses qu'ils ont reçu, tant de la part de nos Rois, que de celle des Rois d'Angleterre, leurs disensions personnelles et quantité d'autres objets dont il seroit trop long de faire l'énumération. On a taché de mettre quelque ordre parmi les titres qui étoient en confusion, et qu'on a pour cet effet divisé en diverses liasses et qu'on a placé sous les titres suivants.

- Liasse I. contenant des contrats de mariage et autres actes relatifs. Sçavoir (...)
- Liasse 2 contenant des testaments des titres de fondations et autres pièces relatives. Sçavoir (...)
- Liasse 3 contenant les titres honorifiques. Sçavoir (...)
- Liasse 4 contenant des titres de diverses seigneuries du Medoc. Sçavoir (...)
- Formant la cinquième liasse. Terrier informe et en parchemin en faveur du duc d'Epéron seigneur de Lesparre des fonds situés dans les paroisses de Livrac, Jau, Valeyrac et Begadan (...)
- Liasse 6 contenant des titres de diverses seigneuries situées en différents lieux et pays (...)
- Liasse 7 contenant des titres qui concernent Bordeaux et les environs (...)
- Liasse 8 contenant diverses pièces de Procédures (...)
- Liasse 9 contenant des Contrats de constitution de rentes et divers anciens comptes (...)
- Liasse 10 contenant des titres qui concernent divers objets (...)

Annexe 3

Adjudication de la seigneurie de Puy-Paulin (16 février 1718)

(A.D.Gir., C 2348, pièce 111)

Transcription de l'affiche imprimée de l'adjudication (AD33, C 2348, pièce 111, original, français, 16 février 1718 ; 2 copies imparfaites n°114 et 118) : en régulier, le texte de l'affiche ; en italique, les parties écrites pour compléter l'affiche. Les ratures du document sont reproduites.

L'an mil sept cens dix huit & le troisieme jour de fevrier deux heures de relevée en nôtre Hôtel de Bordeaux. Nous Guillaume Urbain de la Moignon chevalier comte de Launay Courson Conseiller d'Estat, Intendant de Justice, Police & Finances en la Generalité de Bordeaux, Commissaire en cette partie, par Arrest du Conseil d'Estat du 12. Octobre 1717. Sa Majesté par Edit du mois d'Aoust audit an, ayant ordonné qu'il seroit procedé à la vente & alienation de ses Domaines, après qu'il en auroit été fait trois Publications de huitaine en huitaine, pardevant les Intendans & Commissaires départis dans les Generalitez & Provinces du Royaume, lesquels en feroient l'adjudication au plus offrant & dernier encherisseur, sauf une quatrième Publication qui seroit faite pardevant Messieurs les Commissaires Generaux, qui seroient députez par sa Majesté ; lesquels après ladite quatrième Publication en feroient les adjudications diffinitives, le tout suivant la disposition, clauses & conditions contenuës audit Edit. En execution duquel Mr Pierre Drouillard Controlleur general des domaines de Guienne ayant offert la somme de cent vingt mil livres en billetz de l'Estat pour l'acquisition à titre de Infeodation et de propriété incommutable du fief dependant du chateau de Puypaulin et domaines d'iceluy, consistant en cens et rentes attachez aud. chateau de Puypaulin ; total des lots et ventes, droits et devoirs seigneuriaux ; droit qui se leve et perçoit annuellement sur le poisson au marché de Bordeaux et dans la clye venant de la grande et petite mer ; le Barrail appelé d'espernon situé dans le marrais de Bordeaux ; et une petite Escurie scituée a la place de Puypaulin, a la charge de l'alliementaire de tenir le tout a foy et homage du Roy, et de payer a chaque mutation de Roy ou de vassal une paire de gands blancz de redevances.

Nous aurions ordonné qu'à la diligence de Me. Jean Amedée Desnoyers de Lorme, chargé par sa Majesté de l'execution dudit Edit, ses Procureurs ou Commis, Affiche seroit mise & apposée à la porte de nôtre Hôtel, & à celles des Paroissès où lesdits biens sont situez, contenant la susdite offre, & qu'il seroit ce jourd'huy à la dite heure procedé pardevant Nous à la publication d'icelle, & ensuite à l'adjudication de tous les domainez et droitz au plus offrant & dernier encherisseur, suivant & aux termes dudit Edit ; & Nous étant pour cet effet rendu en la Salle de nôtre Audience, seroit comparu Me. Jean Baptiste Lacroix Procureur dudit Sr de Lorme, qui nous auroit dit, qu'en execution de nôtre Ordonnance, il auroit fait mettre ladite Affiche ce jourd'huy à la porte de nôtre Hôtel, laquelle il nous auroit rapporté, nous requerant de faire publier ladite Affiche sur l'offre contenuë en icelle, & de proceder en outre ainsi qu'il appartiendra.

SUR quoy Nous aurions fait publier la vente des dits fiefs domainez et droitz

Et l'offre faite sur icelle, & après diverses Proclamations, s'est présenté led Sieur Drouillard lequel nous auroit requis qu'il nous plût sur les offres par luy faites proceder a l'adiudication desd. Fiefz domainez et droitz Et ne s'etant présenté aucun encherisseur, Nous aurions renvoyé l'adjudication à Mercredi prochain huitaine, pendant lequel temps Nous recevriions toutes encheres qui seroient faites pour la ventes d'iceux & procederions a l'adjudication desd. Fiefz domainez et droitz conformément audit Edit.

De la Moignon

Drouillard (signatures)

Et avenu le neuvieme jour de fevrier mil sept cent dix huit deux heures de relevée en nôtre Hôtel ; Nous Intendant & Commissaire susdit, nous étant rendu en la Salle de notre Audience, ledit sieur Lacroix Procureur dudit Sr. De Lorme, nous auroit requis de vouloir faire publier la vente desdits fiefz domaines et droitz sur l'offre mentionné en ladite Affiche ; Sur quoy aurions fait publier la vente desdits fiefs domainez et droitz & l'offre faite sur icelle, & après plusieurs Proclamations personne ne s'estant présenté pour enchérir sur la premiere offre faite parledit sieur Drouillard

Nous aurions renvoyé l'adjudication à la huitaine à pareille heure & dans le present lieu, augeul jour après les Proclamations ordinaires, il sera par nous procedé sans aucune remise à la vente & adjudication desd. fiefs domaines et droitz à l'extinction de trois feux ; au plus offrant & dernier encherisseur, en la maniere accoutumée, à ce que ceux qui voudront encherir eussent à s'y trouver.

De la Moignon

Drouillard (signatures)

Et avenu le seizieme jour de fevrier mil sept cent dix huit deux heures de relevée en nôtre Hôtel, dans la Salle de nôtre Audience, om plusieurs personnes etoient assemblées, seoit comparu ledit Sr Lacroix Procureur dudit Sr de Lorme, lequel nous auroit requis de proceder purement et simplement à l'adjudication desd. fiefz domainez et droitz.

Sur quoy nous aurions fait publier la vente pour la troisième fois, declarant aux assistans que nous allons proceder incontinent & sans delay à l'adjudication desd. fiefs domaines et droitz a l'extinction de trois feux, au plus offrant & dernier encherisseur, sauf la quatrième Publication & l'adjudictaion diffinitive qui en seroit faite au Conseil de Sa Majesté ; les interpellant de declarer & de faire incessamment leurs encheres, si aucunes ils avoient à faire ; & à l'instant après les Proclamations ordinaires, nous aurions fait allumer successivement trois chandelles, pendant le feu desquelles nous aurions fait publier lad. vente sur lad. offre sans que personne seroit présenté pour encherir au dela desd. cent vingt mil livrez.

Et le dernier feu s'étant éteint sur l'offre faite par led. Sr Drouillard

à ladite somme de Cent vingt mil livres en billets de l'Estat

il nous auroit requis qu'il nous plût vouloir luy adjuger lesd. fiefz domaines et droitz

pour la susdite somme qu'il offroit pour sa partie de payer à Sa Majesté ; & après avoir observé toutes les formalitez en tel cas requises & accoûtumées, & qu'il nous a apparu par les Procez verbaux de Poitevin

Huissier des 16, 23 et 30 du mois de janvier dernier et 3 du present mois de fevrier que les Publications & Affiches desd. fiefz domaines et droitz avoient été faites par trois Dimanches consecutifs, tant dans le lieu de les paroisses que dans le lieu de (blanc) chef lieu, & dans la Ville de Bordeaux, qu'au lieu de nôtre résidence, & que lesdits fiefs domaines et droitz étoit porté à sa juste valeur.

Nous Intendant & Commissaire susdit, avons conformément, & aux termes dudit Edit du mois d'Aoust 1717 vendu & adjugé à titre de infeodation et de propriété incommutable aud. Sr Drouillard, le fief dependant du chateau de Puypaulin et domaines d'iceluy consistant en cens et rentes attachées aud. chateau de Puypaulin ; total des lots et ventes droitz et devoirs seigneuriaux ;

droit qui se leve et perçoit annuellement sur le poisson qui se porte au marché de Bordeaux et dans la clye, venant de la grande et petite mer ; le Barrail appelé d'Espéron scitué dans le marrais de Bordeaux ; et une petite Escurie scituée en la place Puypaulin ; a la charge par led. Dr. Drouillard de tenir le tout a foy et homage du Roy, et de payer a chaque mutation de Roy ou de vassal une paire de gands blancs de redevance.

Et generalement tous droits appartenans & dependans desd. fiefs domaines et droitz dont le Fermier dudit Domaine a jouï ou dû jouïr, aux reserves portées par ledit Edit, si aucune doit avoir lieu, à la charge par ledit (blanc) de tenir l (blanc) en foy & hommage de sa Majesté ; & de luy d'en payer les droits de Lots & Ventes, & autres Droits Seigneuriaux, à chaque mutation quand le cas y échera, suivant la coutume des lieux, pour en jouïr par ledit sieur Drouillard.

Ses successeurs, heritiers ou ayans cause, à titre d'Engagement & à faculté de Rachapt perpetuel, suivant & conformément aux Edits des mois de mars 1695. Avril 1702. & Aoust 1708. & ce moyennant la somme de cent vingt mil livres en billets de l'Estat que ledit Drouillard sera tenu de payer audit Sr de Lorme, ses Procureurs ou Commis, sur la Quittance du Sieur Garde du Tresor Royal en exercice ; & attendant l'expédition de ladite Quittance, sur les recepissez dudit Sr de Lorme, ses procureurs ou Préposez, portant promesse de fournir ladite Quittance trois mois après ; & pour être passe Contrat de vente & adjudication diffinitive desd. fiefz domaines et droitz avons renvoyé ledit sieur Drouillard pardevant Messieurs les Commissaires Generaux du Conseil ; auquel effet il sera tenu d'y faire comparoître un Avocat au Conseil, pour requerir ladite adjudication, & surencherir, si bon semble audit sieur Drouillard suivant le pouvoir qu'il luy en donnera, au cas qu'il soit fait aucunes encheres. Fait à Bordeaux led. Jour seizième fevrier mil sept cent dix huit

De la Morgnon

Drouillard (signatures)

Sources

Sources imprimées

Archives historiques de la Gironde (abrégée AHG), t. 13.

Barckausen éd. 1890 : Barckausen, H. éd., *Livres des Coutumes*, Archives municipales de Bordeaux, Bordeaux, 1890.

Brutails éd. 1907 : Brutails, J.-A., éd., *Le cartulaire de l'église collégiale Saint-Seurin de Bordeaux*, Bordeaux, 1907.

Ducaunnès-Duval éd. 1867 : Ducauennès-Duval, A. éd., *Livre des Bouillons*, Archives municipales de Bordeaux, Bordeaux.

Sources manuscrites

Archives Nationales (A.N.)

Chartrier de Puy-Paulin (inventaire sommaire manuscrit par Cl. Castelnau et J.-B. Ponsar, s.d., XIXe s., 25 p.) :

- J 1146 à J 1164b : titres originaux des fiefs et seigneuries de la maison de Puy-Paulin à Bordeaux et hors Bordeaux, XIIIe-XVIIe siècles, gascon et français.

- JJ 304 à JJ 307 : terriers, gascon, XIVe siècle.

- JJ 308 à JJ 315 : terriers, gascon, XVe siècle.

- JJ 316 : 1707-1708 : inventaire des titres de la maison noble de Puy-Paulin versé au Trésor des Chartres, dressé par Daguessau.

Archives départementales de la Gironde (A.D.Gir.)

Série C, administration provinciale – intendance et généralité de Bordeaux

- C 86 (2 mi 236 / R1) : fol. 11 à 13, dossier relatif à la demande des paroissiens de Notre-Dame-de-Puy-Paulin pour la construction d'une nouvelle église paroissiale (1778).

- C 1193 (XVIIIe s.) : incendies de la maison de Puy-Paulin.

- C 1194 (XVIIIe s.) : mémoires et plans pour la reconstruction de la maison de Puy-Paulin.

- C 1195 (XVIIIe s.) : maisons détruites lors de l'incendie de 1756.

- C 2348, pièce 111 (copies aux pièces 114 et 118) : adjudication de la seigneurie de Puy-Paulin (16 février 1718).

- C 3349 : « Inventaire des titres de l'ancienne maison noble de Puypaulin et des diverses seigneuries qui ont appartenu aux seigneurs de cette même maison, dressé par les soins et les attentions de Monseigneur Esmangart, intendant de la généralité de Bordeaux. 1774 ».

- C 4493, pièce 32 : mémoire des dépenses concernant les embellissements de la ville de Bordeaux.

Série G, clergé séculier, archevêché de Bordeaux

Nota : Jean-Courret 2006a, t. 3, p. 831-833 (G 112) et 891-892 (G 294) pour les références détaillées aux sources (foliotage, datation, type d'acte et référence au n° de tenure de la base de données).

- G 112 (1487-1500) : hommages et fiefs, terrier de l'archevêque, originaux, gascon (4 pièces)

- G 394 (XIVe-XVe s.) : biens du chapitre Saint-André, paroisse Notre-Dame de Puy-Paulin, originaux, gascon (35 pièces)

Sources microfilmées, fonds de la seigneurie de Puy-Paulin

Nota : Jean-Courret 2006a, t. 3, p. 985-996 (1 mi-810 à 1 mi-839) pour les références détaillées aux sources (foliotage, datation, type d'acte et référence au n° de tenure de la base de données).

- microfilm 1 mi-810 (43 pièces, XIVe s.)

- microfilm 1 mi-811 (15 pièces, XIVe s.)

- microfilm 1 mi-812 (21 pièces, XIVe s.)

- microfilm 1 mi-813 (7 pièces, XIVe s.)

- microfilm 1 mi-814 (11 pièces, XIVe s.)

- microfilm 1 mi-815 (21 pièces, XIVe s.)

- microfilm 1 mi-816 (8 pièces, XIVe s.)

- microfilm 1 mi-817 (6 pièces, XIVe s.)

- microfilm 1 mi-818 (18 pièces, XIVe s.)

- microfilm 1 mi-819 (13 pièces, XIVe s.)

- microfilm 1 mi-820 (23 pièces, XIVe -XVe s.)

- microfilm 1 mi-821 (27 pièces, XVe s.)

- microfilm 1 mi-822 (20 pièces, XVe s.)

- microfilm 1 mi-823 (47 pièces, XVe s.)

- microfilm 1 mi-824 (22 pièces, XVe s.)

- microfilm 1 mi-825 (14 pièces, XVe s.)

- microfilm 1 mi-829 (5 pièces, XVe s.)

- microfilm 1 mi-830 (27 pièces, XVe s.)

- microfilm 1 mi-831 (37 pièces, XVe s.)

- microfilm 1 mi-832 (37 pièces, XVe s.)

- microfilm 1 mi-839 (90 pièces, XVe s.)

Sources iconographiques et planimétriques

Archives nationales (A.N.)

Chartrier de Puy-Paulin J 1162 :

- J 1162 fol. 86 (numérisation : NUMH002720) : anonyme, plan manuscrit (encre, papier, 44 x 60 cm), sans titre, s.d., 1693. Restitution des tenures de l'îlot compris entre les fossés de Campaure (actuel cours de l'Intendance), la maison de Puy-Paulin, la rue Porte-Dijéaux et la rue de Durac (actuelle rue Grassi) dans la première moitié du XV^e siècle.

- J 1162 fol. 87 (numérisation : NUMH002721) (copie partielle au fol. 90 ; numérisation : NUMH002722) : anonyme, plan manuscrit et digest juridique (encre, papier, 44 x 60 cm), sans titre, s.d., 1693. Restitution des tenures de l'îlot compris entre les fossés de Campaure (actuel cours de l'Intendance), la maison de Puy-Paulin, la rue Porte-Dijéaux et la rue de Durac (actuelle rue Grassi) au début du XVII^e siècle (avant 1638 ?).

- J 1162 fol. 88 (numérisation : NUMH002852) : anonyme, « Plan de partie de la paroisse Notre Dame de Puypaulin (1693) », plan manuscrit (encre, papier, 44 x 60 cm), 1693. Etat des tenures de l'îlot compris entre les fossés de Campaure (actuel cours de l'Intendance), la maison de Puy-Paulin, la rue Porte-Dijéaux et la rue de Durac (actuelle rue Grassi) en 1693.

Archives départementales de la Gironde (A.D.Gir.)

- C 1194, non folioté, vers 1756 : série de trois plans manuscrits anonymes (attribuable à A. Portier) dressés pour la remise en état de l'Intendance après l'incendie du 02 février 1756.

- C 1234 : anonyme, s.d., XVIIIe s., plan de nivellement de voirie, N° 23 : « plan qui comprend les fossés de l'Intendance, porte Médoc, place Puypaulin, rue Porte-Dijéaux, rues Castillon, Judaïque et Porte-Basse ».

Archives municipales de Bordeaux (A.M.Bx.)

- DD29 : anonyme, attribué à André portier, plan manuscrit lavé d'aquarelle, sans titre, s.d., vers 1756-1757, plan général du rez-de-chaussée de l'Intendance, cliché R. Leulier, publié dans Lavaud *et al.* 2009, vol. 3, p. 222.

- Commission des Monuments Historiques de la Gironde, 1849, p. 16 : « n°14 Plan de l'Hôtel de l'Intendance (ancien Château Puypaulin) ».

- XL-B8 30PP9 : anonyme, sans titre, vue chorographique manuscrite de Bordeaux réalisée sur papier Canson Frères, s.d., XIXe siècle (Jean-Courret, 2006b).

Bibliographie

Antoine 1991 : Antoine, M., « Les hôtels de l'Intendance », *Monuments historiques*, n°178, p. 11-15.

Aubin 1981 : Aubin, G., *La seigneurie en Bordelais d'après la pratique notariale (1715-1789)*, Publication de l'université de Rouen n°149, Rouen, 1981.

Barraud dir. 1988 : Barraud, D. dir., « Le site de 'La France', origines et évolution de Bordeaux antique », *Aquitania*, t. 4, p. 3-59.

Baurein 1783 (1876) : Baurein, J., *Variétés bordelaises*, 4 vol., Bordeaux, éd. Férét et fils, 1876.

Bertrand-Desbrunais, J.-B. (1987) : « Bordeaux, centre historique, surveillance de chantiers d'assainissement », *Archéologie en Aquitaine*, 6, p. 30-33.

Bourgeois coord. 2008 : Bourgeois, L., *Fortifications et résidences des élites du haut Moyen Age entre Loire et Garonne*, rapport 2008 du PCR, Poitiers, Centre d'études supérieures de civilisation médiévale.

Boutouille 2003a : Boutouille, F., « Enceintes, tours, palais et castrum à Bordeaux, du XIe siècle au début du XIIIe siècle, d'après les textes », *Revue archéologique de Bordeaux*, t. 94, 2003, p. 59-77.

Boutouille 2003b : Boutouille, F., « La Rousselle et la Mar : le quartier aux XIe et XIIe siècles », *Revue archéologique de Bordeaux*, t. 94, 2003, p. 85-88.

Boutouille 2006 : Boutouille, F., Société laïque en Bordelais et Bazadais des années 1070 à 1025 (pouvoirs et groupes sociaux), thèse en histoire médiévale, dir. J.-B. Marquette, université de Bordeaux 3, 3 vol.

Boutouille 2007 : Boutouille, F., *Le duc et la société. Pouvoirs et groupes sociaux dans la Gascogne bordelaise au XIIe siècle*, Scripta Mediaevalia 14, Ausonius éditions, Bordeaux, 2007.

Boutouille & Jean-Courret 2008 : Boutouille, F. et Jean-Courret, É., « Le palais et l'enceinte de Saint-Projet (Bordeaux, Gironde) », in Bourgeois, L., *Fortifications et résidences des élites du haut Moyen Age entre Loire et Garonne*, PCR, rapport 2008, Poitiers, Centre d'études supérieures de civilisation médiévale, p. 109-118.

Boutruche 1966 : Boutruche, R., Bordeaux de 1453 à 1715, Bordeaux, FHSO, 1966, t. 4 de Higounet dir. 1962-1972.

Bulletin polymatique 1810 : P.B., « Archéographie. Recherches historiques sur les places, les rues et les monuments remarquables de Bordeaux, pour servir de supplément aux Antiquités Bordelaises », *Bulletin polymatique du Muséum d'instruction publique, de Bordeaux, ou Journal littéraire, historique et statistique du département de la Gironde*, Bordeaux, Brossier, p. 65-66.

Casse 1988 : Casse, J.-P., *Les Bordeaux du XIe s. à 1327. Lignage et Puissance*, TER inédit dir. J.-B. Marquette, université de Bordeaux 3, 2 vol., 1988.

Demont & Favreau 2003 : Demont, E., et Favreau, M., *Herman van der Hem (1619-1649). Un dessinateur hollandais à Bordeaux et dans le Bordelais au XVIIe siècle*, éd. Entre-deux-Mers, 2 vol., 2003.

De Lurbe 1595 : De Lurbe, G., *Chronique bourdeloise, composée cy-devant en latin par Gabriel de Lurbe et par luy de nouveau augmentée et traduite en françois, avec deux siens discours cy-devant imprimez, l'un de la conversion du Roi, l'autre des antiquitez naguières trouvées hors ladite ville*, Bordeaux, 1595.

Desgraves 1960 (1989) : Desgraves, L., *Evocation du vieux Bordeaux*, Paris, 1960, rééd. 1989.

Diderot et d'Alembert 1751-1765 : Diderot, D. et d'Alembert, J., *Encyclopédie ou Dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers*, 17 vol. de texte publié entre 1751 et 1765.

Dillay 1958 : Dillay, M., « Le rattachement des archives de Puy-Paulin au Trésor des Chartres », *Revue historique de Bordeaux et du département de la Gironde*, Bordeaux, juillet-septembre 1958, p. 169-170.

Drouyn 1874 : Drouyn, L., *Bordeaux vers 1450, description topographique*, Bordeaux, Gounouilhou, 1874.

Etienne 1962 : Etienne, R., *Bordeaux antique*, Bordeaux, FHSO, 1963, t. 1 de Higounet dir. 1962-1972.

Gaillard *et al.* 2005-2009 : Gaillard, H. coord., Fourdrin, J.-P., Girardy-Caillat, C., Hourcade, D., Laborie, Y., Lévêque, D., Pénissou, E. et Tardy, D., *La « Porte de Mars » à Périgueux (Dordogne)*, PCR, rapport quadriennal, 2005-2009, Bordeaux, SRA Aquitaine.

Gauthiez 2003 : Gauthiez, B., *Espace urbain, vocabulaire et morphologie*, Paris, Monum éd. du Patrimoine, 2003.

Garmy & Maurin 1996 : Garmy, P. et Maurin, L., *Enceintes romaines d'Aquitaine, Bordeaux, Dax, Périgueux, Bazas*, DAF 53, Paris, 1996, p. 15-80.

Girard 1730 : Girard, *Histoire de la vie du duc d'Espernon, divisée en trois parties, tome quatrième*, Paris, Montaland.

Girond 2011 : Girond, S., *Bordeaux : 4-6 place Puy-Paulin, 35-43 rue Porte-Dijéaux*, rapport final d'opération préventive, Hades, SRA Aquitaine, à paraître.

Guyotjeannin & Potin 2004 : Guyotjeannin, O. et Potin, Y., « La fabrique de la perpétuité : le trésor des chartes et les archives du royaume, XIIIe-XIXe s. », *Revue de synthèse. Fabrique des archives, fabrique de l'histoire*, 5^e série, 2004, p. 15-44.

Higounet dir. 1962-1972 : Higounet, Ch., dir., *Histoire de Bordeaux*, 8 vol., FHSO, Bordeaux, 1962-1972.

Higounet 1963 : Higounet, Ch., *Bordeaux pendant le haut Moyen age*, Bordeaux, FHSO, 1963, t. 2 de Higounet dir. 1962-1972.

Hoareau-Donidau *et al.* 2007 : Hoareau-Dodineau, J., Metairie, G. et Texier, P., textes réunis par, « Le prince et la norme. Ce que légiférer veut dire », *Cahiers de l'Institut d'Anthropologie juridique*, n°17, université de Limoges.

Jean-Courret 2006a : Jean-Courret, É., *La morphogenèse de Bordeaux des origines à la fin du Moyen Age : fabrique, paysages et représentations de l'Urbs*, thèse de doctorat en histoire du Moyen Age, dir. J.-B. Marquette, université de Bordeaux 3, 3 vol.

Jean-Courret 2006b : Jean-Courret, É., « 'Civitatibus burdegalesis genuina descriptio' : une représentation de Bordeaux vers 1525-1535 », *Revue archéologique de Bordeaux*, t. 97, p. 57-86.

Jean-Courret 2010 : Jean-Courret, É., « Contexte historique et archéologique du quartier Saint-André », in Sauvaitre, N., *Place Pey-Berland, Bordeaux (Gironde)*, rapport d'opération archéologique, Hades, SRA Aquitaine, 2010, t. 1, p. 53-90, t. 2, fig. 6 à fig. 22.

Jean-Courret 2011, à paraître : Jean-Courret, É., « Le Puy-Paulin à Bordeaux : porte hypothétique de l'enceinte antique et maison médiévale des Bordeaux/Puy-Paulin », *Aquitania*, à paraître.

Jullian 1890 : Jullian, C., *Inscriptions romaines de Bordeaux*, coll. Archives municipales de Bordeaux, t. 2, Bordeaux, 1890.

Lavaud 2006 : Lavaud, S., *Saint-André, quartier cathédral de Bordeaux au Moyen Age*, mémoire inédit, 107 p.

Lavaud *et al.*, 2009 : Lavaud, S. coord. de l'ouvrage et Jean-Courret, É., coord. cartographique, Barraud, D., Boutouille, F., Coste, L., Jourdan, J.-P.,

Leulier, R., Maurin L., Régald Saint-Blancard, P., Schoonbaert, S., et Sireix, C., *Atlas historique de Bordeaux*, 49^e vol. de la collection des *Atlas historique des villes de France*, Ausonius éditions, 2009, 3 vol.

Le Proux de la Rivière 1998 : Le Proux de la Rivière, M., *La paroisse Notre-Dame-de-Puy-Paulin de Bordeaux aux XIV^e et XV^e siècles*, TER inédit dir. J.-B. Marquette, université de Bordeaux 3, 3 vol., 1998.

Marquette 1975-1979 : Marquette, J.-B., « Les Albret », thèse publiée en 5 volumes dans les *Cahiers du Bazadais*, Bazas, de 1975 à 1979, notamment la 5^e partie, « Terres et hommes d'Albret (1240-1360) », p. 539-885, 1979.

Vinet 1565 : Vinet, É., *L'antiquité de Bourdeaux et de Bourg*, Simon Millanges éd., Bordeaux, 1565.

Revue archéologique de Bordeaux, tome CI, année 2010, p. 45-58



L'église Notre-Dame-de-Mouchac d'Aillas

Marion Provost

C'est sur la rive droite de la Bassanne, ruisseau qui sillonne les plateaux du Bazadais méridional, que se tient la modeste mais non moins imposante église Notre-Dame-de-Mouchac d'Aillas (fig. 1). Ce village du canton d'Auros, distant d'une dizaine de kilomètres de Langon, Bazas et La Réole est établi sur l'une des premières terrasses qui bordent le lit majeur de la Garonne, à la frontière avec le Lot-et-Garonne.

L'édifice se distingue au sein d'un territoire rural au maillage dense d'anciennes paroisses, constellé de modestes églises romanes. Son plan à transept et chevet à trois chapelles, de même que ses dimensions, contribuent à le singulariser. Les formes architecturales rappellent les constructions du nord de l'Aquitaine, et en particulier celles de l'Angoumois et de la Saintonge. Enfin, le soin apporté au décor sculpté -omniprésent sur les parties anciennes de l'édifice- ou encore les fresques qui colorent l'abside et les absidioles, sont autant de particularités qui dérogent à la simplicité commune aux édifices du canton ; tout au plus y rencontre-t-on en effet quelques modillons ou chapiteaux qui ornent ci-et-là un portail occidental ou l'arc triomphal d'une abside.

L'édifice fit l'objet d'une brève¹ monographie dans l'ouvrage de Jean-Auguste Brutails, *Les vieilles églises de la Gironde* (1912), et plus récemment d'une notice de Jean-Bernard Marquette au sein du recueil de dessins de Léo Drouyn publié par Bernard Larrieu¹. Pierre Dubourg-Noves y consacra également quelques lignes dans son étude *Guyenne romane*².



Fig. 1. - Église Notre-Dame-de-Mouchac, vue d'ensemble.

Le fonds de l'évêché de Bazas et le pouillé du diocèse, qui auraient certainement été des sources précieuses, brûlèrent respectivement au XVII^e siècle et lors de la Révolution³. L'église intéressa les érudits dès la fin du XIX^e siècle, époque

1. Il s'agit d'un ouvrage collectif : Léo Drouyn et le Bazadais méridional. Editions de l'Entre-deux-Mers, 2000.
2. Dubourg-Noves, Pierre. *Guyenne romane*. La Pierre-qui-Vire, Zodiaque, 1969.
3. Le pouillé du diocèse a en effet été livré aux flammes en 1793 par le Conseil de la Commune de Bazas.

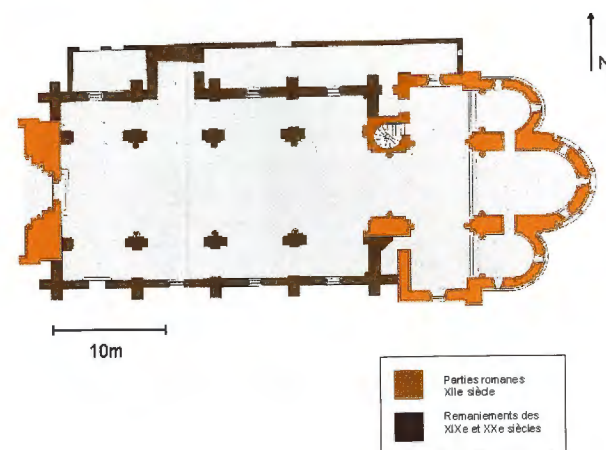


Fig. 2. - Plan de l'église Notre-Dame-de-Mouchac d'Aillas.

à laquelle Notre-Dame de Mouchac échappa à la destruction, grâce à l'intervention de la Commission des Monuments historiques⁴.

L'église présente un plan en croix latine, normalement orienté (fig. 2). De l'édifice roman de la première moitié du XIIe siècle, on conserve aujourd'hui une abside principale flanquée de deux absidioles⁵ ouvrant sur un transept ainsi que la façade occidentale à étages d'arcatures⁶. La nef et la croisée du transept n'ont quant à elles pas résisté à la volonté d'agrandir et de moderniser l'église : dans les premières années du XXe siècle la municipalité décida de remanier le vaisseau, qui accueillait deux collatéraux. Ces travaux furent menés dès 1902 par Léon Drouyn⁷.

Quelques éléments sur la paroisse à l'époque médiévale

La plus ancienne mention de cet endroit apparaît dans les textes sous le nom de *pagus alliardensis*⁸, dépendant du monastère de La Réole, ce qui témoigne de la présence d'une population sur ce territoire à l'époque gallo-romaine; l'ancien toponyme Mouchac semble confirmer cette hypothèse. Cela est d'autant plus probable que l'on sait que de nombreuses exploitations domaniales s'organisèrent à cette époque le long de l'axe formé par la Garonne.

Les premières terrasses situées au sud du fleuve étaient soumises au XIe siècle à l'influence du prieuré bénédictin de La Réole⁹, lui-même placé sous l'autorité de l'abbaye de Fleury. Après 1080, le rayonnement de la Sauve-Majeure fut déterminant dans la région. La façade occidentale de l'église Notre-Dame de Mouchac révèle notamment une parenté avec

les formes architecturales de cette dernière abbaye. En outre, se tient à proximité immédiate d'Aillas l'abbaye cistercienne du Rivet, dont l'existence est attestée dès le XIIe siècle; celle-ci fut à l'origine de plusieurs fondations paroissiales proches¹⁰.

L'habitat semble d'abord avoir été regroupé dans ce village autour d'un château doté d'une simple chapelle, situé sur les hauteurs de la rive droite de la Bassanne. Construit une cinquantaine de mètres au-dessus de l'endroit où s'élève l'église (celle-ci ayant été édifiée sur la rive gauche), sa présence est attestée dès 1254¹¹. La famille d'Albret y fonda une seigneurie, dont témoigne l'hommage fait par Bernard Ezii d'Albret au roi d'Angleterre en 1341. Aillas constituait ainsi l'une des plus anciennes possessions de cette famille, de même que Cazeneuve ou Castelnau-de-Cernès; on ignore cependant à quel moment elle entra dans la famille.

L'endroit bénéficiait du trafic de la vallée de l'Avance ainsi que de celui reliant Bordeaux à Toulouse par la Ténarèze. Jean-Auguste Brutails montra en outre l'existence « d'une voie nord-sud passant par Petit-Palais, Puisseguin, Sainte-Colombe, Gours, Blasimon et La Réole, puis d'Aillas vers Captieux »¹². Il faut signaler que plusieurs des édifices situés sur cette voie présentent des caractéristiques qui témoignent d'une probable influence des modèles venus du nord de l'Aquitaine et en particulier de Saintonge (notamment sur les façades des églises de Petit-Palais, de Blasimon et d'Aillas). Notons enfin que les pèlerins empruntant la *Via lemovicensis*, qui venaient de Périgueux, pouvaient utiliser l'un des nombreux itinéraires, passant par La Réole et Auros pour se rendre à Bazas, puis Saint-Sever. Ce territoire semble donc avoir été assez largement parcouru au cours du Moyen Âge.

4. Celle-ci opéra un premier classement de l'ensemble de l'église en 1842.
5. L'église comporte deux chapelles dont celle du nord est consacrée à Saint-Martin, tandis que la seconde l'est à Saint-Michel. M. Pierre Coudroy de Lille rappelle que l'autel sud était probablement dédié à Sainte-Catherine avant la Révolution (Coudroy de Lille Pierre. 1976, p. 241).
6. L'abside et les absidioles furent récemment l'objet d'une inscription à l'Inventaire supplémentaire des Monuments historiques (2004) tandis que la façade restait classée.
7. Cet architecte (1839-1918) était l'unique fils de Léon Drouyn, il fut rattaché à la Commission des Monuments historiques en 1886.
8. Ducourneau Alexandre. 1842, p. 264.
9. Le monastère de Squires est mentionné dès 977. Son influence ne dépassait pas les premières terrasses situées au sud de la Garonne (Traissac, Elisabeth. 1960, p. 141-158.)
10. Traissac, Elisabeth. 1960, p. 141-158.
11. Michel, F. R.G., t. I., 1885, n° 4169, (1254); Bémont, Charles. R.F., n° 240 et n° 560, 1914, (19 et 24 mars 1274, reconnaissance de Bernard Aiz IV d'Albret).
12. Brutails, Jean-Auguste. 1925, t. XVIII, p. 18-19.



Fig. 3. - Vue de l'abside depuis les travées occidentales du vaisseau.

Les sources étant, comme on l'a expliqué, quasi inexistantes en ce qui concerne le Moyen Âge, les renseignements de la période moderne nous permettent de mieux appréhender l'histoire de la paroisse. Celle-ci avait pour limite géographique naturelle les contours d'un bassin entouré de deux petits affluents du Lisos, lui même relié à la Garonne. Elle faisait partie du diocèse de Bazas, qui s'étendait des rives de la Dordogne à Roquefort, de Casteljalloux à Belin-Beliet. On y comptait nombre d'édifices des XIe et XIIe siècles, à l'image de la Guyenne, parsemée de petites églises rurales¹³. La seigneurie d'Aillas comportait à l'époque moderne les trois paroisses de Berlin, Notre-Dame-de-Mouchac et Aillas-le-Vieux, dont l'église au vocable ancien (Saint-Martin), située à quelques kilomètres seulement de la précédente et comportant des éléments attribuables au XIe siècle, était peut-être l'édifice primitif¹⁴.



Fig. 4. - L'absidiole sud, vue depuis la croisée du transept.

Etude architecturale

Stéréotomie

Avant d'étudier les différentes parties qui la composent, intéressons nous au parement roman de l'église. Les parois du chevet ont été réalisées grâce à un bel appareil de pierre de taille de dimension moyenne. Sous la corniche qui porte la croupe de l'abside principale court une assise de petit appareil de pierre de taille, de forme allongée. Les blocs situés au-dessous sont de taille moyenne; leur dimension augmente jusqu'à atteindre les assises inférieures, formées d'un soubassement comportant de très grandes pierres, permettant d'asseoir cette partie de l'église voûtée d'un cul-de-four sur des bases solides. La

13. Prenons l'exemple d'une portion de ce territoire, le canton d'Auros, au sein duquel on ne comptait au Moyen Âge pas moins de vingt-et-une églises et chapelles sur un espace d'environ 150 km².

14. Notes personnelles de M. Pierre Coudroy de Lille.

dimension importante de ces derniers blocs de pierre nous permet de supposer qu'ils ont été extraits à proximité, d'autant que le calcaire employé pour construire l'église comporte parfois des astéries, ce qui n'est guère étonnant dans cette région, dont les plateaux formés d'anciennes terrasses alluviales sont sillonnés de petits cours d'eau aux flancs couverts par ce type de pierre.

Les absidioles et les bras du transept présentent un parement extérieur aux mêmes caractéristiques, le calibre des pierres étant cependant plus homogène. Les contreforts plats qui relient les trois parties du chevet, s'élevant jusqu'au sommet du mur grâce à une retraite en partie haute, comportent un appareil similaire, leurs assises correspondant à celles des murs. Les baies percées dans ce chevet appartiennent au type le plus répandu au XII^e siècle, à linteau monolithe échancré et aux jambages appareillés. Quant à la façade, son appareil de pierre de taille de dimension moyenne se compose d'assises plus régulières, hormis le fronton dont l'appareil mêle blocs de pierre et moellons en partie supérieure, ce qui indique probablement qu'il a été restauré ou monté *a posteriori*. Ainsi, la qualité de la stéréotomie se révèle être un précieux auxiliaire permettant de dater l'édifice de la première moitié du XII^e siècle.

Evoquons enfin la présence de nombreux signes lapidaires, notamment sur l'appareil de pierre de la façade et plus particulièrement autour de l'archivolte du portail, auxquels s'intéressa Léo Drouyn. Ce sont généralement des motifs d'une dizaine de centimètres de long, en forme de S, des croix encadrées, des signes s'apparentant au symbole de l'infini ou au ρ .

Les parties orientales et l'original chevet à arcatures

Le vaisseau principal de l'église se prolonge par un transept, sur lequel s'ouvrent conjointement l'abside et les deux absidioles contiguës, par l'intermédiaire de grands arcs en plein cintre à double rouleau retombant sur des chapiteaux sculptés (fig. 3 et 4). Le plan de l'abside en demi-cercle - dont l'axe dévie légèrement vers le nord - s'étire vers l'est, créant un espace assez profond. Cette formule est courante au XII^e siècle et témoigne d'une évolution de la forme de cette partie de l'église, qui se résume souvent à un hémicycle, parfait ou non, au siècle précédent. Une communication y est établie avec les deux absidioles, grâce à deux étroits passages au simple arc en plein cintre, percés dans les parois latérales. Cette disposition se retrouve, par exemple, dans l'abside de l'abbatiale de la Sauve-Majeure. Outre l'aspect pratique permettant de faciliter la circulation entre les chapelles, cela revêt un caractère symbolique, les espaces liturgiques étant ainsi clairement unifiés.



Fig. 5. - Vue du chevet depuis le nord-est.

La disposition intérieure de cette abside est somme toute assez courante. Le maître autel surmonté d'une voûte en cul-de-four est éclairé par trois étroites fenêtres à arc en plein cintre, largement ébrasées à l'intérieur et assez haut placées. Chacune est surmontée d'un arc à rouleau unique, porté par deux colonnettes. La partie extérieure est en revanche plus originale (fig. 5). Le chevet réalisé en bel appareil de pierre de taille - comme nous l'avons évoqué précédemment -, se pare en effet d'une arcature aveugle qui court à mi-hauteur, où se déploient cinq arcs en plein cintre reposant sur des colonnettes à chapiteaux ouvragés¹⁵. Si des arcatures ornent assez fréquemment le chevet des églises en Gironde témoignant du rayonnement des réalisations d'ateliers saintongeais, la disposition de cette arcature en partie basse constitue une particularité. Les ouvertures sont en effet généralement placées à l'intérieur

15. L'aspect de certaines d'entre elles laisse deviner plusieurs restaurations. Il en va de même pour la baie axiale, qui fut agrandie puis reconstruite, probablement d'après sa forme primitive mais située plus haut que les deux baies qui l'encadrent.

La particularité du transept

Le transept, d'une quinzaine de mètres de long et voûté en berceau brisé, se caractérise par des bras très légèrement saillants (en considérant que la nef romane reprenait peu ou prou la largeur de la façade) et dont les dimensions ne sont pas égales: le bras nord est en effet plus long et large que celui du sud. Deux fenêtres modernes ouvrent sur la croisée du transept, cette dernière étant portée par des piles qui soutiennent le clocher par l'intermédiaire de chapiteaux sculptés. Une voûte d'arêtes fut établie sur la croisée en 1845¹⁷. Entre la naissance de cette voûte et le sommet des cintres court sur la paroi un bandeau de billettes.

Un membre correspondant de la Commission des Monuments Historiques notait dans un rapport daté de juillet 1843 : « au-dessus de la voûte du chœur, [...], se trouve le clocher, en grande partie détruit ou non achevé. La partie construite en pierres se compose d'un carré de murailles, flanqué aux quatre angles de pilastres et sur chaque face de colonnes engagées dont les bases sont recouvertes par la toiture de l'église. Sur cet étage, s'élèvent deux charpentes superposées recouvertes en tuiles et dans lesquelles se trouvent les cloches »¹⁸. Le carré de murailles évoqué est encore visible sur quelques mètres de haut, présentant un appareil de pierre de taille similaire à celui du chevet.

La disposition actuelle, fruit des reconstructions du XIX^e siècle, présente des piles composées et chemisées, celles-ci ayant été renforcées au moment de lancer la voûte. Ces piles présentent la particularité de ne pas se confondre avec le dessin de la croisée du transept. Les deux piles situées à l'est sont dans l'axe du transept, mais celles élevées à l'ouest ont été construites en retrait par rapport à ce même axe (c'est-à-dire qu'elles empiètent sur l'espace de la nef). De ce fait, la nef communiquait par un passage étroit avec le bras sud du transept¹⁹. Ainsi, on a privilégié d'une part, une forme carrée pour élever le clocher, d'autre part la continuité avec l'abside principale et non avec la nef, puisqu'un rétrécissement s'opère par rapport au vaisseau. Notons enfin qu'un escalier en vis latéral, très érodé, réalisé dans une pierre similaire à celle qui constitue les parties

de chaque arc (comme c'est par exemple le cas à Bégadan ou Langoiran en Gironde ; à Conzac, Rioux ou encore Talmont en Saintonge). Est-ce un choix, ou peut-on imaginer qu'il s'agit là d'une réalisation venue se surajouter à un chevet préexistant, dont on aurait conservé les anciennes ouvertures ? L'appareillage homogène à l'extérieur, tout comme dans la partie intérieure dont on devine sous les peintures le moyen appareil de pierre de taille, semble infirmer cette hypothèse.

Ainsi, l'influence de modèles venus du nord de l'Aquitaine est-elle prégnante au chevet de l'église d'Aillas, qui témoigne également de la créativité de ses maîtres d'œuvre - cette partie de l'édifice constituant une interprétation originale du chevet à arcatures.

Quant aux deux chapelles latérales, leur plan est fort simple: l'absidiole nord présente une forme semi-circulaire, contrairement à celle du sud, qui dessine une demi-ellipse. Chacune est voûtée en cul-de-four et percée de deux étroites fenêtres situées à mi-hauteur, l'une dans l'axe de la chapelle, l'autre placée respectivement au nord et au sud. Elles conservent des traces de peintures dont nous verrons que Michelle Gaborit, à la suite de Robert Mesuret, les considère comme étant des réalisations gothiques. Seuls deux éléments viennent contredire le caractère assez novateur du chevet: il s'agit de l'encadrement des baies axiales de ces absidioles qui apportent à l'ensemble une note discordante. Celui de l'absidiole nord est formé de faux claveaux gravés dans la pierre, tandis que des tresses sculptées en très faible relief ornent le cintre de la baie axiale de l'absidiole sud. Ces éléments témoignent d'un certain « archaïsme » au sein de cette construction du XII^e siècle: ce sont en effet des formes plus répandues sur les édifices du siècle précédent, héritées de productions gallo-romaines. Si l'on est ici bien loin des expériences novatrices qui caractérisent un certain nombre d'édifices romans du XII^e siècle, on peut cependant s'étonner de la présence de ces rappels « archaïsants » sculptés en très bas-relief.

Notons en dernier lieu qu'un dessin de 1841 réalisé par l'architecte Gintrac donne à voir une architecture différente du chevet : contrairement à l'actuelle hiérarchisation établie entre les trois absides orientales - l'abside principale présentant une élévation plus importante -, ce document donne à voir un état différent de la partie supérieure des absidioles, alors plus hautes que celles que nous pouvons observer aujourd'hui, et au toit en pente assez accentuée et dirigée vers l'extérieur (contrairement aux croupes rondes qui les coiffent aujourd'hui¹⁶, autres témoins des restructurations intervenues à l'époque contemporaine).

16. Une corniche contemporaine aux modillons non ouvragés reçoit aujourd'hui les retombées de la charpente de chacune des absidioles.

17. Abbé Thibaut, C. 1897, p. 328.

18. A.D.Gir., 2 O 591, 30 juillet 1843, rapport de Savouroux, membre correspondant de la Commission des Monuments historiques.

19. On retrouve notamment ce genre de passage en Charente dans l'église de Montbron, où la nef communique avec le bras du transept sud, grâce à un petit espace d'environ un mètre entre la pile de sud-ouest et le mur de la nef du XII^e siècle. On voit encore cette disposition sur les plans réalisés au XIX^e siècle (cf. fig. 12).



Fig. 6. - La façade occidentale à étages d'arcatures.

romanes de l'édifice, date probablement aussi du XII^e siècle. Il permet l'accès au niveau situé immédiatement au-dessus de la voûte d'arêtes de la croisée du transept, puis s'élève légèrement plus haut pour finalement s'interrompre, aujourd'hui coiffé d'une petite croupe d'ardoises.

La façade à étages d'arcatures, ou l'influence des formes venues du nord de l'Aquitaine

L'extrémité de la nef est close par une façade-écran aussi haute que large (9,50 mètres), à l'ordonnement carré qui présente une élévation bien structurée à deux niveaux, séparés par un cordon de billettes; elle est terminée par une corniche (fig. 6). Cette façade, qui représente le point de convergence de l'iconographie extérieure, accueille l'entrée principale²⁰ de l'église, percée d'un portail à arc en plein cintre orné de cinq rouleaux aux voussures toriques et dont l'archivolte compte trois rangs de billettes.

Deux séries de petites arcades géminées encadrent le cintre de ce portail à la hauteur de l'ébrasement, comme à l'église Sainte-Croix de Bordeaux ou à l'abbaye de la Sauve-

Majeure²¹. Le portail à cinq voussures de cette dernière était en effet flanqué de deux arcs aveugles à double rouleau, eux-mêmes surmontés d'arcs géminés²². Pierre Dubourg-Noves remarque « cette composition dérivée du type saintongeais bien connu, est heureusement renouvelée par la trouvaille originale des deux arcs géminés [...] si plaisante qu'on l'avait reproduite à la Sauve-Majeure, à Lurzine, et qu'on la voit encore à Aillas-le-Grand »²³. L'auteur explique que ce type de façade correspond à la fin d'une évolution qui prend sa source à la cathédrale d'Angoulême.

Sur le niveau supérieur court une arcature aveugle soulignée par un nouveau bandeau de billettes. La corniche qui la surmonte repose sur une série de modillons sculptés; elle est portée par deux colonnes engagées qui jouent le rôle de contreforts. Le tout est couronné d'un pignon, caractéristique des façades du nord de l'Aquitaine. Il s'agit d'une sorte de fronton disposé en léger retrait, sur le haut duquel se dresse une croix de pierre.

Les dimensions de cette façade carrée lui confèrent une allure imposante que les lignes horizontales tendent à accentuer. Des édifices modestes du Poitou présentent un ordonnancement très proche : citons la façade de l'église d'Echillais ou celle d'Echebrune (Charente-Maritime). Ces formes ont également été prises pour modèle en Gironde, à l'église de Petit-Palais notamment, ou à celle de l'abbaye de Blasimon. Cette façade est donc le fruit de diverses influences, qu'elles viennent du nord de l'Aquitaine ou encore de sites girondins d'importance tels que l'abbaye de la Sauve-Majeure.

Le décor roman

La sculpture, fruit d'influences croisées

Les chapiteaux constituent la surface privilégiée du développement des formes sculptées de l'église Notre-Dame-de-Mouchac. Ils s'inspirent du modèle corinthien, notamment du fait de leur épannelage : on a particulièrement soigné la taille des volutes d'angle, généralement adossées à un dé médian ; le décor végétal rappelant les feuilles d'acanthé antiques, à travers des motifs stylisés, y fait également référence.

20. Une entrée secondaire fut en effet percée à l'ouest de la nef, du côté méridional, lors de la réfection du vaisseau.

21. P. Dubourg-Noves remarque qu'on ne sait pas bien laquelle a influencé l'autre.

22. Cf. planche consacrée à l'abbaye de la Sauve-Majeure, dans le *Monasticon Gallicanum*, notamment dans Lacoste, Jacques. 2001, p. 4.

23. Dubourg-Noves, Pierre. 1976, p. 44.

Fig. 7 et 7bis. - Chapiteau nord-est de la croisée du transept.
Adam et Eve.

Intéressons-nous à présent plus en détail à la facture des différentes parties de ces chapiteaux. On note que les tailloirs ont été réalisés d'une manière très simple : le chanfrein est biseauté, parfois lisse, mais le plus souvent sculpté, comme on le remarque sur la façade occidentale. S'y déploient diverses formes géométriques, des coquilles Saint-Jacques ou encore des palmettes stylisées qui dérivent de formules antiques, motifs dont on trouve le modèle sur les chapiteaux de l'abbaye de la Sauve-Majeure²⁴. Quant à la partie inférieure des chapiteaux, constituée par l'astragale, celle-ci ne présente aucune particularité, sa forme arrondie l'apparentant aux productions romanes du XII^e siècle des plus courantes.

Signalons en outre la présence de masques corniers, aux angles des tailloirs des chapiteaux de la croisée du transept et du portail occidental. Ceux-ci représentent des animaux - dont tout porte à croire qu'il s'agit de lions, omniprésents au sein du décor de l'église - mordant une poignée de végétaux, dont les ramifications se poursuivent sur le chanfrein où elles finissent par s'entremêler élégamment. Un autre exemple très semblable est visible sur l'un des chapiteaux de l'église d'Hagetmau, dont

nous verrons que le décor sculpté a probablement influencé les réalisations aillassaises. Rappelons que le motif de la « tête isolée et dépourvue de cou » est une formule courante de l'imagerie romane²⁵.

En dehors de quelques corbeilles aux motifs géométriques simplement gravés, la majorité des chapiteaux a reçu un décor végétal qui se décline de manière très diverse sur l'ensemble des parties romanes de l'édifice. L'on y rencontre ainsi tour à tour palmettes²⁶, tiges rubannées, rinceaux²⁷ et autres enchevêtrements de feuillages, modulés afin de recouvrir la totalité de la surface disponible, illustrant parfaitement l'*horror vacui* qui caractérise l'esthétique romane. Les « feuilles d'eau », larges et

24. Lacoste, Jacques. 2001, p. 11.

25. Bougoux, Christian. 2006, p. 37.

26. Jurgis Baltrusaitis a relevé à Vaison (Vaucluse) un motif particulièrement ressemblant à celui qui se développe en frises sur le chanfrein de certains tailloirs, formé de tiges en as-de-cœur encadrant des palmettes. (Baltrusaitis, Jurgis. 1986, p. 38.)

27. Rinceaux dont on retrouve les formes, très semblables, à l'abbaye de Saint-Sever.

plates, constituent par ailleurs un thème récurrent de la sculpture de cette église, de même que des édifices religieux environnants. Elles portent souvent en leur extrémité une petite sphère, typique du décor de la basilique Saint-Sernin de Toulouse. Jean Cabanot précise que ce motif « est apparu vers la même époque en divers points sur les deux versants des Pyrénées sans que l'on puisse déterminer son origine exacte »²⁸.

Autre *leitmotiv* de la sculpture « aquitaine », et de celle de l'église d'Aillas en particulier, la pomme de pin, faite d'une forme ovale et couverte de rayures gravées qui forment un quadrillage feignant ses écailles. On peut en observer d'autres exemples à Saint-Sernin de Toulouse ou, dans un environnement plus proche, au chevet de l'abbaye de la Sauve-Majeure. Jacques Lacoste écrit, à propos de ce dernier édifice : « selon la nature exacte de l'ornement représenté, il y a là peut-être un pur décor - des pommes de pin, ornement utilisé depuis l'Antiquité - ou une évocation du Christ dont le sacrifice est répété sur l'autel tout proche - s'il s'agit de grappes de vigne »²⁹.

Trois des corbeilles figurées comportent des scènes historiées. Le chapiteau nord-est de la croisée du transept nous donne l'exemple d'une scène représentant très probablement Adam et Eve (fig. 7 et 7bis). Le traitement y est extrêmement simple: trois personnages au corps disproportionné habitent cette surface restreinte: deux sont regroupés sur la face latérale droite, esquissant un geste similaire semblant désigner le troisième de la main droite. Ce dernier tend une main pour cueillir le fruit défendu, symbolisé par une sphère, tandis que de l'autre il semble se frapper la poitrine, peut-être « bat-il sa coulpe »³⁰. Notons qu'Adam et Eve sont généralement dévêtus et placés symétriquement debout à droite et à gauche de l'arbre de la connaissance, ce qui n'est pas le cas ici. En outre, l'identité du troisième personnage nous pose question.

Ces personnages portent tous une longue tunique aux plis horizontaux marqués, dont on trouve un modèle à l'abbaye de la Sauve-Majeure où tous les personnages vêtus qui figurent sur les chapiteaux du chevet ont reçu un traitement identique. Comme l'explique Jacques Lacoste, s'y multiplient « les plis en bourrelets parallèles, souvent refendus et divisés dans leur longueur par des sillons, révélant clairement de la sorte une interprétation de la sculpture romaine qui s'appuie sur l'expérience antique d'ateliers languedociens tel celui de Bernard Gilduin à Saint-Sernin. Ajoutée à de nombreuses autres, cette observation donne l'assurance que le sculpteur avait pris sa formation dans la région de Toulouse. » Peut-on en dire autant du sculpteur qui œuvra à Notre-Dame-de-Mouchac d'Aillas ? Cela permet néanmoins de dater cette sculpture du deuxième quart du XIIe siècle.



Fig. 8.- Chapiteau nord de l'arc triomphal de l'abside principale.
Daniel dans la fosse aux lions.

La seconde corbeille figurée, celle du chapiteau nord recevant les retombées de l'arc triomphal de l'abside principale, nous donne à voir Daniel dans la fosse aux lions, entouré par trois fauves dont les têtes se rejoignent à l'angle de la corbeille, mettant en valeur cette partie du chapiteau (fig. 8). Conformément à une convention adoptée par les sculpteurs romans, leur queue vient se poser sur leur flanc. Sur le portail de la façade occidentale, ces lions affrontés partagent la même tête, procédé courant de la sculpture ornementale adapté au motif des animaux affrontés, qu'on attribue souvent à un héritage oriental. Ces lions à tête unique ornent les chapiteaux de nombreux édifices, tels que Notre-Dame-la-Grande, Saint-Hilaire-le-Grand de Poitiers ou encore, à une échelle régionale, l'abbaye de la Sauve-Majeure ou celle de Moissac. La facture de ces lions de l'église d'Aillas les apparente à ceux de Saint-

28. Cabanot, Jean. 1974, p. 107.

29. Lacoste, Jacques. 2001, p. 11.

30. Réau, Louis. 1955, p. 227.

Sever, (que Jean Cabanot appelle « lions souriants »³¹), du fait de leurs proportions, de l'expression de leur tête et sa forme assez fine, de leur crinière bouclée et de leurs pattes noueuses qui ressemblent à des serres.

La figure de Daniel, très populaire, a ainsi donné lieu à de nombreuses représentations au XIIe siècle ; Christian Bougoux le qualifie notamment de « stéréotype religieux »³². Le prophète est ici assis entre les fauves, de même que sur les chapiteaux de Saint-Eutrope de Saintes. Les bras du personnage, disproportionnés, sont tendus sur les côtés, tandis que de nombreuses représentations le montrent priant les bras levés au ciel³³.

Un autre épisode de l'Ancien Testament est représenté sur l'un des chapiteaux du portail occidental, où se tient Tobie. Si la sculpture est très dégradée, on distingue cependant clairement ce personnage situé à l'angle de la corbeille, sur les épaules duquel on devine un poisson surdimensionné, qui retombe lourdement sur chacun des côtés. La composition est à rapprocher de celle d'un des chapiteaux du portail de l'église Saint-Martin-de-Montphélix, dans le canton d'Auros, ou encore à celui de l'église de Courpiac.

Evoquons enfin le thème des oiseaux affrontés, autre motif récurrent de la sculpture romane. Quatre oiseaux habitent la corbeille du chapiteau sud-est de l'arc triomphal de l'abside, se détachant sur un fond orné tapissé de volutes. Ces derniers sont groupés par deux sur l'angle nord-ouest, où ils rapprochent leurs têtes, séparés par une plante stylisée comme on peut fréquemment l'apprécier sur les productions du XIIe siècle³⁴. Leurs proportions naturelles, leur allure élancée et leurs plumes sculptées à la manière d'écailles donnent une certaine élégance à la réalisation et la rapprochent de celles de Saint-Sernin de Toulouse. Les pattes des oiseaux se rejoignent sur des têtes humaines, ce qui apparente le chapiteau à ceux de Saint-Sever ou de la crypte de l'église d'Hagetmau³⁵. Notons que ces dernières comparaisons ne se contredisent pas puisqu'une parenté a été observée entre les réalisations sculptées de Saint-Sernin de Toulouse et celles de Saint-Sever, influencées par le rayonnement du chantier toulousain.

D'autres thèmes figurés tels que les figures animales, légendaires (sirènes) ou humaines (acrobates), parfois bicorporées, se déclinent ainsi sur les chapiteaux mais aussi sur les modillons de l'église. On y rencontre ainsi les sujets principaux du répertoire médiéval: des animaux et monstres, deux modillons au décor géométrique et, le thème le plus représenté, les figures humaines. Leur disposition qui semble arbitraire ne permet pas d'y voir une quelconque signification. On peut cependant remarquer la présence d'une représentation humaine sur un modillon sur deux. Si ces figures ne peuvent constituer dans leur enchaînement une séquence narrative lisible, elles semblent toutes évoquer l'idée du péché: figures difformes,



Fig. 9. - Plaque sculptée de la façade occidentale (baies géminées sud).
Abbés crossés.

aux traits exagérés ou grimaçants, serpent, animaux aux traits grossiers, monstre engloutissant par la tête un probable damné, scènes lubriques, acrobates, autant de figures négatives qui prouvent que « l'homme à l'époque romane ne manquait pas d'avertissements »³⁶. Cet ensemble sculpté des modillons soutenant la corniche constitue ainsi une véritable « imagerie pédagogique » (Georges Duby).

31. Cabanot, Jean. 1987.

32. Bougoux Christian. 2006, p. 22.

33. C'est notamment le cas d'un chapiteau du cloître de Moissac, d'un autre conservé au musée de Toulouse.

34. Mâle, Emile, 1998 (réed.), p. 346.

35. Cabanot, Jean. 1987, p. 157.

36. Crozet, René. 1971, p. 148.



Fig. 10 et 10bis. - Absidiole sud. Peintures gothiques.

Signalons en outre la présence sur la façade occidentale, d'un petit bas-relief entre les baies géminées encadrant le portail, du côté droit (fig. 9). Celui-ci représente deux personnages crossés et portant une Bible, probablement deux évêques et non des pèlerins comme cela a souvent été écrit. Une inscription située sur l'angle supérieur droit du cadre de pierre qui entoure la réalisation, fort dégradée, semble indiquer « SANCTI MA[...]NO ». Peut-on établir un rapprochement avec les plaques sculptées insérées dans les parois de certains monuments du XI^e siècle, dont l'un des plus représentatifs est sans conteste la tour-porche de Saint-Benoît-sur-Loire ? S'agit-il d'une réminiscence de formes apparues au siècle précédent ? On trouve ce genre de réalisation, généralement faite de manière assez grossière, dans le même matériau que le reste du parement, et dont le placement n'est pas toujours cohérent, à Reignac, près de Barbezieux, ou encore à Villegnon, dans les Charentes. On peut observer à quelques kilomètres au nord-ouest d'Aillas, un autre exemple d'une facture cette fois extrêmement simple à l'église Saint-Martin-de-Mazerac.

Intéressons nous enfin aux chrismes. Aujourd'hui, neuf monogrammes sont conservés dans le département, situés pour la plupart au sud-est de Bordeaux³⁷. Celui de l'église d'Aillas est situé sur le tympan de la façade occidentale, à 3,50 m du sol. Renversé de gauche à droite, il est ceint d'un étroit bandeau plat et présente un diamètre d'environ 40 cm. Malgré son très mauvais état de conservation, on distingue les lettres en léger relief : X P S (la panse du P n'est plus visible) avec le Ω appendu et le A accolé. On peut donc le classer aux côtés des chrismes de type pyrénéen. Le tracé des lettres part d'un cercle médian, comme sur les chrismes de Masseilles ou de Saint-Ciers-de-Canesse (Gironde). Selon Léo Drouyn, il s'agit d'une « copie faite par un imagier ignorant : il a mis l'oméga avant l'alpha, il a renversé le rho et n'a pas su faire le S. Peut-être aussi ce dernier est-il trop dégradé pour qu'on puisse le voir »³⁸.



Les vestiges de peintures gothiques

Avant que l'œil du visiteur ne soit attiré par les sculptures ornant l'intérieur de l'église, ce sont probablement d'abord les fresques qui ornent les parois des espaces orientaux qui retiendront son attention.

Les absidioles renferment les plus anciens témoignages de ces peintures. Léo Drouyn signalait dans l'absidiole nord une peinture murale du XIV^e siècle représentant une Vierge à l'enfant et dont il reste seulement quelques traces. Ces constatations furent faites après que l'absidiole ait été débadigeonnée de « peintures sans intérêt »³⁹. Il s'agissait probablement du dessin d'une mandorle en amande, dont les contours étaient formés de bandes rouges et bleues que l'on distingue encore.

Un ensemble de deux peintures rectangulaires décore quand à lui la paroi orientale de l'absidiole sud (fig. 10 et 10bis). Cela forme une large frise, encadrant la baie axiale, sur laquelle sont représentées cinq figures en buste. Robert Mesuret décrit, au nord de la fenêtre, le Christ nimbé portant le livre et tenant la hampe d'une croix. A sa droite se tiennent saint Jean et un autre apôtre. Au sud, leur font face saint Pierre brandissant une clef démesurée accompagné d'un apôtre qui pourrait être Mathieu. La chapelle était enduite d'un « épais mortier » en 1862 et encore en 1897⁴⁰.

37. Favreau, Robert et alii. 1985, p. 105-107.

38. A.M.Bx, Fonds Drouyn, ms 290, Notes historiques et archéologiques, t. 48, n° 682, p. 406-407.

39. Dossier du service de l'Inventaire, DRAC Aquitaine, p. 102 (dossier non signé).

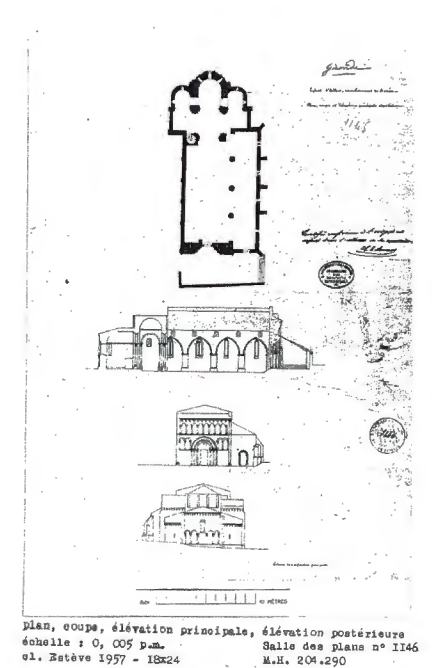
40. Thibaut, abbé C. 1897. Notons que Jean-Auguste Brutails ne mentionne pas ces peintures dans sa monographie de 1912.



Fig. 11. - Voûte en cul-de-four de l'absidiole principale. Christ en majesté entouré des symboles des quatre Évangélistes.

Robert Mesuret suppose que cette dernière réalisation date des alentours de 1300⁴¹. Quant au dossier du Service de l'Inventaire, il conclut : « les caractères de cette peinture comme les décors géométriques du pourtour (une tresse supérieure et des draperies feintes) sont gothiques. Les ducs de Bouillon, possesseurs depuis 1651 de cette portion du duché d'Albret, ne doivent pas être responsables de l'ornementation de la chapelle, néanmoins la présentation et l'appât de cette portion de fresque semblent tardifs et dans le choix des personnages l'on doit avoir à faire à un commanditaire privé. Celui-ci aurait alors fait venir un artiste étranger que l'on peut qualifier d'expérimenté ou d'original [...] par son sens de la synthèse, l'aspect compact de ses physionomies et des expressions de visage proche de la statuaire monumentale. Sans avoir connaissance de ce qu'a vu L. Drouyn, on peut opter pour la fin du XIV^e ou peut-être le XV^e siècle ».

Une *Majestas domini* orne la voûte en cul-de-four de l'absidiole principale, thème qui constitue le décor de nombreuses églises romanes, repris jusqu'à la fin de l'époque gothique⁴² (fig. 11). Le Christ de gloire, trônant sur un globe et esquissant le geste de la parole de la main droite, est entouré par les emblèmes des quatre Évangélistes, nimbés et pourvus d'un phylactère. L'ensemble se détache sur un fond bleu lumineux qui rappelle le principe spirituel. La figure du Christ est rehaussée par une mandorle quadrilobée, caractéristique des productions gothiques⁴³. Le reste de la paroi se pare de tentures feintes, dont on retrouve un écho dans chacune des absidioles ou sur les colonnes et arcs qui ouvrent sur les parties orientales. Ces peintures sont le fruit de restaurations intervenues au XIX^e siècle, ayant « conservé le souvenir de l'iconographie des peintures médiévales qu'elles ont reçu et dont elles reprenaient les thèmes »⁴⁴.

Fig. 12. - Plan, coupe, élévations principale et postérieure de l'église d'Aillas au XIX^e siècle (par Charles Durand, architecte des Monuments historiques).

Les écrits de Léo Drouyn nous apportent un précieux témoignage sur les peintures du niveau inférieur, probablement recouvertes par le décor actuel : « tout le soubassement [...] jusqu'à la corniche est orné de peintures fort dégradées et qui paraissent appartenir au XIV^e siècle ; au fond, sont des personnages qui m'ont paru être des apôtres, grandeur nature. Partout ailleurs ce sont des fleurons, des roses, des compartiments triangulaires, des branchages terminés par des feuilles et des roses. Tout ces ornements sont rouges, le dessin des personnages est noir, œuvre d'un ouvrier inexpérimenté »⁴⁵.

41. Mesuret, Robert. 1967, p. 88.

42. Deschamps, P. et Thibout, M. 1961, p. 14.

43. Regon Annie. 2004, p. 50.

44. Gaborit Michelle. 2002, p. 54.

45. Dossier du service de l'Inventaire, DRAC Aquitaine, p. 102 (dossier non signé).

Les remaniements ultérieurs

L'œuvre du XIXe siècle

Un bas-côté fut tout d'abord élevé sur le flanc sud, au XVIe ou au XVIIe siècle selon Brutails ⁴⁶ (fig. 12). Si l'église fut relativement peu modifiée jusqu'au XXe siècle, elle connut ensuite plusieurs campagnes de travaux, les différents projets de reconstruction présentés à la Commission des Monuments historiques de 1898 à 1900 ayant tous été refusés. Dès 1808 on remit à neuf les lambris qui s'étaient effondrés, ainsi que les sols. La restauration de la façade intervint en 1843, un an après son classement au titre des Monuments historiques, de même que la démolition de l'auvent qui la masquait. Les différentes campagnes furent conduites par les architectes Durand puis Thiac. Cette volonté de restauration ne fut cependant pas sans conséquences. Le membre correspondant de la Commission des Monuments historiques s'afflige en juillet 1843 du badigeon réalisé sans son accord par le maître-ouvrier en charge des travaux, cherchant à uniformiser l'aspect de la façade ⁴⁷ : « Dans son ensemble, cette façade est très remarquable [...] Il serait vivement à regretter qu'une main maladroite ou présomptueuse y toucha. Mais la couleur imprimée par le temps, mais ces teintes si chaudes, si pittoresques qu'il répand sur les vieux monuments ont disparu sous le badigeon. C'est un travestissement que j'aurais tenté d'éviter à la façade de l'église d'Aillas si j'avais été prévenu à temps ».

De nouvelles interventions eurent lieu en 1870-1871, la façade menaçant de s'effondrer malgré les interventions précédentes : « l'église d'Aillas a été classée au rang des Monuments historiques; ce qui lui a valu ce mérite, ce sont principalement les objets que l'on remarque à la façade et c'est précisément cette partie de notre monument qui menace une ruine imminente » ⁴⁸.

Le projet d'un clocher de pierre fut soumis à l'architecte M. Girard dès 1844. On éleva cette première construction au-dessus de la croisée du transept, sur l'emplacement du clocher de bois préexistant, « en forme de tour sur poteaux avec décharges en croix de Saint-André et toiture en pavillon » ⁴⁹. Les travaux s'échelonnèrent de 1845 à 1848. Léo Drouyn note lors de son second passage à Aillas, le 12 avril 1860 : « [Le clocher] est neuf et en style roman tel que sait le faire la Commission des Monuments historiques de la Gironde livrée à ses propres inspirations » ⁵⁰. L'un des correspondants de la Commission des Monuments historiques note quant à lui en 1893 : « le clocher primitif a été reconstruit, mais malheureusement sans tenir compte de la partie inférieure encore existante aujourd'hui et qui indique que la reconstruction ne ressemble en rien à l'église primitive » ⁵¹.

Il s'agit d'une construction de plan carré, consolidée par quatre contreforts d'angle. La toiture, assez aiguë, est formée par quatre pans recouverts d'ardoises. On y conserve une cloche datant de 1526, qui aurait été apportée du village de Berlin, classée le 12 octobre 1942 et une autre de 1538, portant les monogrammes de la Vierge et du Christ. La foudre tomba en 1900 sur ce clocher, causant d'importants dégâts.

Dès l'année suivante, malgré la situation financière difficile de la fabrique, le conseil municipal décida une restructuration complète des bâtiments qui fut à nouveau refusée par la Commission des Monuments historiques, concluant au fait qu'on souhaitait plus innover que restaurer ⁵². Quant au chevet, celui-ci n'a - comme on l'a évoqué - pas été l'objet de travaux importants, si ce n'est le remplacement de deux colonnes et des corniches au sommet des absidioles ⁵³. Les modifications concernèrent surtout les parties intérieures, et notamment le décor mural de l'abside ⁵⁴. Le XIXe siècle fut enfin l'époque où l'on ajouta une sacristie sur le flanc nord. Les grands remaniements furent ceux qui intervinrent au XXe siècle sous la houlette de Léon Drouyn.

Notre-Dame d'Aillas au début du XXe siècle : les reconstructions de Léon Drouyn

L'église ne comportait probablement à l'époque romane qu'un unique vaisseau ; on peut la ranger parmi les édifices à nef courte, avec près de 21 m de long et 9,5 m de large, un

type courant en milieu rural ⁵⁵. La hauteur actuelle de la nef sous voûte compense ces proportions trapues, de même que les percements, assez hauts. Le rapporteur de la Commission des Monuments Historiques décrivait l'intérieur de l'église, le 30 juillet 1843 ⁵⁶. « Si l'on pénètre à l'intérieur de l'église d'Aillas, l'on remarque que la nef principale est plus élevée que le chœur. Elle est couverte par un plafond en bois formant une voûte en ogive. A droite et à gauche, et à la naissance du plancher en voûte, règne une rangée de petites fenêtres bouchées. Leur forme ne présente rien de remarquable. A droite le mur qui les supportait a été découpé plus tard en arcades aiguës supportées par trois piliers ronds et par deux pilastres. Entre ces arcades et le mur situé au midi, existe un collatéral ou bas-côté éclairé par quatre fenêtres dont les dessins font suffisamment connaître leur caractère et l'époque de leur construction. Ce collatéral a une porte ouverte dans la façade ».

Cette nef, ainsi remaniée à l'époque moderne, fut reconstruite par Léon Drouyn en 1902, qui conserva les quatre travées préexistantes. Chaque travée est éclairée par une fenêtre à arc en plein cintre; chacune est garnie de vitraux contemporains. Le dossier du Service de l'Inventaire note que ces baies étaient brisées à ornements flamboyants ⁵⁷, avant la reconstruction. Les coupes réalisées par les Monuments historiques à la fin du XIXe siècle montrent clairement que les deux premières baies de l'est du bas-côté sud étaient larges, séparées par un meneau et en effet décorées au niveau de l'arc; les deux suivantes, du côté ouest étaient de même hauteur mais simples et bien plus étroites. Quant aux baies de la façade nord, celles-ci dataient apparemment encore de l'époque romane. Ces dernières baies à arc en plein cintre étaient de petite taille, très évasées en dedans, et haut placées.

Le collatéral moderne fut repris, on diminua sa largeur de manière à ce qu'il prolonge la paroi méridionale du bras du transept. Au nord, on réalisa un second bas-côté en déplaçant le mur gouttereau deux mètres plus au nord, celui-ci étant légèrement plus large. Un renforcement créé entre les deux premières travées abrita un confessionnal, au sein d'un ensemble construit contre le mur gouttereau nord, englobant la sacristie. Les arcades brisées retombant sur des piliers ronds, séparant les collatéraux du vaisseau principal, furent remplacées par des arcs en plein cintre, posés sur des chapiteaux au décor uniforme et extrêmement courant au début du XXe siècle. Des piliers cruciformes à colonne engagée sur dosseret reçurent les retombées de ces derniers chapiteaux. Sur les murs gouttereaux, on disposa face à eux des pilastres dont les chapiteaux reçoivent les retombées de chaque arc doubleau. Les collatéraux et la nef furent en effet respectivement couverts de voûtes d'ogives barlongues et oblongues. De hautes baies en arc en plein cintre furent ouvertes et garnies de vitraux. Une série de contreforts permit à l'extérieur de contrebuter la poussée des voûtes.

Notons enfin que la couverture de la nef à deux pans est plus élevée que celle de chaque bas-côté, à pan unique, ce qui n'était pas le cas à l'époque moderne, où un pan recouvrait la partie méridionale du vaisseau et le collatéral.

Ces restructurations donnèrent lieu à une incohérence du plan. Ainsi, à l'extrémité orientale du bas-côté sud, un petit espace de quelques mètres carrés se trouve isolé, simplement éclairé par une baie. Il est emprisonné entre d'épaisses parois: à l'ouest par le bras du transept, à l'est par la fermeture du bas-côté et au nord par l'une des piles de la croisée. Trois départs d'axes se dessinent sur la partie orientale qui rejoignent cette paroi à la pile de la croisée, formant un imbroglio de pierre. L'un de ces arcs semble être le témoin d'une arcade moderne, qui ouvrirait sur l'ancien bas-côté, plus large, ce que semble confirmer les dessins des Monuments historiques du XIXe siècle, dont les coupes montrent des arcades brisées identiques.

Conclusion

L'église Notre-Dame-de-Mouchac d'Aillas offre ainsi le témoignage d'un édifice de la première moitié du XIIe siècle, remanié aux époques moderne et contemporaine, mais qui ne semble pas avoir été modifié à la fin du Moyen Age, comme on le remarque sur nombre d'autres édifices religieux du canton d'Auros.

L'étude de la sculpture nous amène à plusieurs conclusions. Certains éléments représentatifs de motifs ou de dispositifs propres au XIe siècle côtoient des thèmes bien plus novateurs, illustrant les jeux de contrastes qui caractérisent notamment l'art roman. Ainsi rencontre-t-on figures géométriques, tresses, palmettes ou encore un bas-relief formé d'une plaque sculptée, qui cohabitent avec des scènes historiées de l'Ancien Testament, des scènes aux sujets plus prosaïques (acrobates, hommes se tirant la barbe, etc.) ou encore des rinceaux. On observe ainsi le rappel et l'appropriation de modèles éloignés dans le temps, mêlant des motifs que l'on peut qualifier d'« archaïques » et des réalisations plus novatrices, ce, dans un ensemble où chacune de ces formes coexiste et forme un ensemble somme toute assez harmonieux. Par ailleurs, cette sculpture témoigne d'influences diverses: les modèles semblent appartenir à la

46. Brutails, Jean-Auguste. 1912, p. 25.

47. « Le maître ouvrier m'a donné pour raison que comme le rez-de-chaussée avait été depuis longtemps recouvert de couches de chaux, il n'avait pas pensé pouvoir l'enlever sans dégrader le monument et qu'il avait préféré, au lieu de gratter, relier le tout par une teinte uniforme. Sous ce dernier point de vue, je ne pouvais que l'approuver. Au surplus il faut espérer que les pluies battantes auxquelles cette façade se trouve exposée par son orientation, feront dans peu d'années raison de ce badigeon. » (A.D.Gir., 2 O 591).

48. A.D.Gir. 2 O 591, Rapport du maire, 17 octobre 1868.

49. Marquette, Jean-Bernard. 2000, p. 40. Description d'après un croquis de Léo Drouyn.

50. A.M.Bx, Fonds Drouyn, ms 290, Notes historiques et archéologiques, t. 48, n° 682, p. 406-407.

51. A.D.Gir. 2 O 591, Compte rendu de visite d'un membre de la Commission des Monuments historiques, juillet 1893.

52. A.D.Gir. 2 O 581, Administration et comptabilité communale des bâtiments publics, dossiers communaux, 1803-1902.

53. A.D.Gir. 2 O 581, 27 août 1898, n° 7, 8 et 9 du devis du cabinet d'architecte de Léon Drouyn.

54. Une lettre du 26 juin 1863 adressée par le prêtre d'Aillas au secrétaire de l'archevêché M. Fontenaux évoque « une abside bien restaurée, [...] peinte avec ses deux chapelles qui offrent un espace charmant et qui ne laisse rien à désirer ».

55. Cependant, ces mêmes proportions distinguent l'édifice des autres églises du canton, dont la taille et le plan sont bien plus modestes.

56. A.D.Gir. 2 O 591, 30 juillet 1843, rapport de Savouroux, membre correspondant de la Commission des Monuments historiques.

57. Dossier du Service du Patrimoine et de l'Inventaire, DRAC Aquitaine, p. 102.

région bordelaise (l'abbaye de la Sauve-Majeure), mais aussi aux régions landaise, agenaise et toulousaine, ainsi qu'aux territoires du nord de l'Aquitaine. L'analyse des peintures murales, qui gagnerait à être approfondie, semble confirmer la présence de peintures gothiques.

Quant aux formes architecturales, celles-ci mettent également en exergue le champ d'influences croisées au sein duquel se place cette église. Certaines de ces formes sont en effet nées de l'influence exercée par des monuments emblématiques des régions alentour, ce qui témoigne du rayonnement des courants architecturaux ayant pénétré le territoire girondin, notamment du fait de la proximité de l'axe que constitue la Garonne.

Bibliographie

- Araguas, Philippe. *L'abbaye de la Sauve-Majeure*. Paris, Editions du Patrimoine, 2001.
- Baltrusaitis, Jurgis. Formations, déformations. La stylistique ornementale dans la sculpture romane. Paris, Flammarion, 1986.
- Bougoux, Christian. *Imagerie romane de l'Entre-deux-Mers: iconographie raisonnée de tous les édifices romans de l'Entre-deux-Mers*. Bordeaux, Bellus ed., 2006.
- Brutails, Jean-Auguste. Du rôle des chemins dans la propagation des formes architecturales au Moyen Age. *Revue historique de Bordeaux et du département de la Gironde*, 1925, t. XVIII.
- Cabanot, Jean. Le décor sculpté de la basilique Saint-Sernin de Toulouse. *Bulletin monumental*, 1974.
- Cabanot, Jean. *Les débuts de la sculpture romane dans le Sud-Ouest de la France*. Paris, Picard, 1987.
- Collectif. *Léo Drouyn et le Bazadais méridional*. Editions de l'Entre-deux-Mers, 2000.
- Coudroy de Lille, Pierre. *Commande de retables et de chandeliers pour l'église d'Aillas en 1705* (retranscription). Bordeaux, Biscaye Frères ed., 1976.
- Crozet, René. *L'art roman en Poitou*. Paris, Laurens, 1948.
- Crozet, René. *L'art roman en Saintonge*. Paris, Picard, 1971.
- Deschamps, P. et Thibout, M. *La peinture murale en France au début de l'époque gothique (1180-1380)*. CNRS, Paris, 1963.
- Dubourg-Novès, Pierre. *Guyenne romane*. La Pierre-qui-Vire, Zodiaque, 1969.
- Ducourneau, Alexandre. *La Guienne historique et monumentale*. Bordeaux, Editions de l'Entre-deux-Mers, 1842 (2000 réed.).
- Favreau, Robert et alii. *Corpus des inscriptions de la France médiévale, Chrismes du Sud-Ouest*. T. 10. Paris, CNRS, 1985.
- Gaborit, Michelle. *Des hystoires et des couleurs: peintures murales médiévales en Aquitaine, XIIIe et XIVe siècles*. Bordeaux, Confluence ed., 2002.
- Gardelles, Jacques. Recherches sur l'origine des façades à étages d'arcatures dans les églises médiévales. *Bulletin Monumental*, 1978, p. 113-133.

- Gensbeitel, Christian. *L'architecture religieuse du XIe siècle en pays charentais et ses transformations à l'aube du XIIe siècle*. Thèse de doctorat, J. Lacoste dir., Université Michel de Montaigne- Bordeaux III, 2004.
- Igarashi-Takeshita, M. Les lions dans la sculpture romane en Poitou. *Cahiers de Civilisation médiévale*, 1980, p. 37-52.
- Kenaar-Kedar, Nurith. Les modillons de la Saintonge et du Poitou comme manifestation de la culture laïque. *Cahiers de civilisation médiévale*, n° 29, 1986, p. 311-330.
- Lacoste, Jacques. *Visiter la Sauve Majeure*. Bordeaux, Sud Ouest, 2001.
- Mâle, Emile. *L'art religieux du XIIe siècle en France*. Paris, Armand Colin, 1998 (réed.).
- Mesuret, Robert. *Les peintures murales du Sud-Ouest de la France du XIe au XVIe siècle*. Paris, Picard, 1967.
- Provost, Marion. *L'église Notre-Dame de Mouchac d'Aillas*. Mémoire de Master I, sous la direction de MM. Philippe Araguas et Christian Gensbeitel, Université Bordeaux III, 2009.
- Réau, Louis. *Iconographie de l'art chrétien*. Presses Universitaires de France, Paris, 1955-1959.
- Regon, Annie. *Peintures murales médiévales: images pour un message*. Paris, Rempart, Desclée de Brouwer, 2004.
- Roudié, Paul. *L'activité artistique à Bordeaux, en Bordelais et Bazadais, de 1453 à 1550*. T. I, Bordeaux, Sobodi, 1975.
- Thibaut, C. (abbé). Une paroisse rurale de l'ancien diocèse de Bazas, Notre-Dame-de-Mouchac du Grand-Aillas en Albret. *Revue catholique de Bordeaux*, 1897.
- Traissac, Elisabeth. Les abbayes cisterciennes de Fontguilhem et du Rivet, et leur rôle dans le défrichement médiéval en Bazadais. *Revue historique de Bordeaux et du département de la Gironde*, 1960, p. 141-158.
- Vergnolle, Eliane. *Réflexions sur les chapiteaux à feuilles lisses à propos de Saint-Sever*. Actes du colloque International « Saint-Sever, millénaire de l'abbaye », CEHAG, 1986.



Les moulins à nef des basses vallées de la Garonne et de la Dordogne : des moulins « à la marge »

Vincent Joineau *

Parmi les différents types de moulins ayant approvisionné en farines les paroisses des vallées de la Garonne et de la Dordogne, le moulin à nef est probablement le moins connu. Tôt disparu du paysage fluvial, il tirait son énergie des eaux descendantes des grands cours d'eau. A défaut de pouvoir adapter les fleuves aux moulins comme cela était le cas pour les petits cours d'eau, ce sont les moulins qui furent adaptés aux conditions hydrologiques et topographiques de la Garonne, du Lot, du Tarn et de la Dordogne.

Philippe Delvit ¹, Louis Mouillac ² et Jean Cubelier de Beynac ³ ont étudié la question des moulins à nef dans les vallées de la Garonne et de la Dordogne, mais seulement sous l'angle archéologique, architectural et du conflit. En revanche, l'intérêt économique de ces installations mérite d'être analysé car s'il est aujourd'hui reconnu que les moulins à eau et à vent assuraient la quasi totalité des besoins en mouture sous l'Ancien Régime, on ne peut que s'interroger sur la part contributive de la production des moulins à nef. Cette question soulève en contre-champ la question des motivations des constructeurs de moulins à nef : l'implantation géographique de ces installations était-elle déterminée par des facteurs économiques ? Quel intérêt industriel présentaient les moulins à nef ? A défaut de sources comptables, l'étude des moulins à nef doit pour cela être mise en perspective avec les moulins à eau et à vent ; l'étude de leur légitimité suppose aussi de replacer l'activité de ces moulins dans le double contexte de l'économie locale et régionale au moment de leur fonctionnement.

Construits en bois de chêne, de pin, sapin ou peuplier, les moulins à nef n'ont pas laissé de témoignages archéologiques. Les eaux gelées de la Garonne et de la Dordogne au cours des grands froids qui frappèrent le Sud-Ouest au cours de l'Ancien Régime et au début du XIXe siècle broyèrent les moulins à nef tandis que la débâcle les emportait en aval, tel celui de Flaujaques qui, en 1820, fut perdu « dans les glaces » ⁴. Ainsi, seuls les textes et les plans nous permettent d'envisager la présente étude.

Définition du moulin à nef

C'est au général Bélisaire que l'on attribue l'invention du moulin à nef. En 537-538, les Ostrogoths qui assiégeaient Rome, détruisirent les aqueducs alimentant la ville en eau et en énergie. Bélisaire aurait alors transposé le fonctionnement du moulin à eau sur des bateaux installés sur le Tibre.

*. UMR 5607 Ausonius, Université Bordeaux III.

1. Philippe Delvit, « Des usines sur l'eau, les moulins flottants dans le bassin de la Garonne », *Revue de l'Agenais*, Agen, 1994.
2. Louis Mouillac, « Contribution à l'étude des moulins sur bateaux de la rivière Dordogne », *Bergerac et le Bergeracois*, Fédération historique du Sud-Ouest, p. 261-270.
3. Jean Cubelier de Beynac, « Les moulins à nef de la moyenne Garonne au XVIIIe et au XIXe siècle », *Revue de l'Agenais*, Nérac, 1980.
4. A.D.Gir., SP 742.



Fig. 1. - Carte des moulins à nef attestés, dans les basses vallées de la Dordogne et de la Garonne, à la fin du XVIIIe-début XIXe siècles.

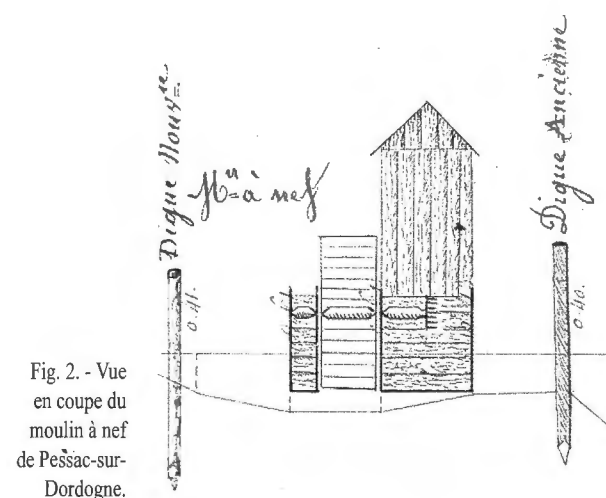


Fig. 2. - Vue en coupe du moulin à nef de Peñac-sur-Dordogne.

Le moulin à nef était un moulin sur bateau à ceci près qu'il n'était doté ni de gouvernail ni de voiles. Seulement rattaché à la berge par un chaîne, il était déplaçable à souhait dans la meilleure des passes de navigation (fig. 1). Dans le Sud-Ouest, le moulin était composé de deux coques appelées *nefs* reliées par un ponton (ou deux puissantes traverses) traversé par la roue verticale. En 1832, le moulin situé devant La Réole était composé :

« [...] de deux grandes nefes de la longueur de quinze mètres trente trois centimètres chacune l'une desquelles est et l'autre de la largeur de cinq mètres trente trois centimètres de deux mètres soixante six centimètres, ces nefes sont construites en bois de chêne avec des madriers qui présentent dans leur

partie flottante une épaisseur de onze centimètres. Elles sont liées ensemble au moyen de trois pièces de bois de chêne présentant une longueur de douze mètres et une épaisseur de quarante centimètres posées de manière à laisser un espace de quatre mètres pour la place de la grande roue qui est le moteur principal du moulin [...] »⁵.

De façon générale, le moulin à nef avait une surface totale d'environ 10 m x 12 m. En revanche, nous ne savons pas si l'architecture des moulins à nef au cours du Moyen Âge était identique à celle de l'époque moderne.

La nef principale était surmontée d'une cabine abritant le couple de meules, sorte de :

« petit bâtiment de la hauteur d'environ sept mètres construit en planches laissant dans son intérieur un espace qui forme deux chambres l'une au-dessus de l'autre, dans la chambre inférieure est la roue qui fait mouvoir deux meules à moudre du grain qui sont placées dans la chambre supérieure »⁶.

La seconde nef servait à stabiliser le bâtiment et à servir d'appui à l'axe de la roue motrice (fig. 2).

Alain Peyronel décrit le moulin à nef comme un « atelier de nature quelconque établi sur un (ou plusieurs) bateau, dont les appareils ou équipements mécaniques sont entraînés par le courant qui le porte, au moyen d'une (ou plusieurs) roue à aubes »⁷.

Dans le Sud-Ouest, les moulins à nef servaient exclusivement à moudre le blé. D'après les plans qui nous sont parvenus, le diamètre de la roue verticale variait de 5 à 8 m selon la hauteur d'eau minimale de la passe de navigation. A l'instar des moulins à eau, l'axe horizontal de la roue des moulins à nef entraînait une *lanterne*, sorte de pignon muni d'*alluchons*⁸ et de *fuses*⁹ fixé sur l'axe de la meule courante (fig. 3). Le meunier se déplaçait entre la berge et le moulin au moyen d'un petit bateau appelé *gabarro*¹⁰, que l'on voit régulièrement compris dans les baux. De fait, les usagers n'avaient pas accès aux moulins à nef. Cette contrainte particulière favorisait potentiellement le risque de fraudes de la part des meuniers, la mouture n'étant pas réalisée en présence des clients. Enfin, le moulin ne servait pas d'habitation au meunier, tant était instable le bâtiment.

5. A.D.Gir., SP 767

6. A.D.Gir., SP 767

7. Alain Peyronel, *Moulins bateaux*, Paris, 1979, p.8.

8. Dents en bois servant d'engrenages aux renvois d'angle des roues verticales

9. Formée de deux disques réunis par une série de petits barreaux cylindriques appelés *fuses*, la *lanterne* était traversée en son milieu, par l'axe moteur des meules.

10. A.D.Gir., 3E 13425. Acte du 1er juin 1754.

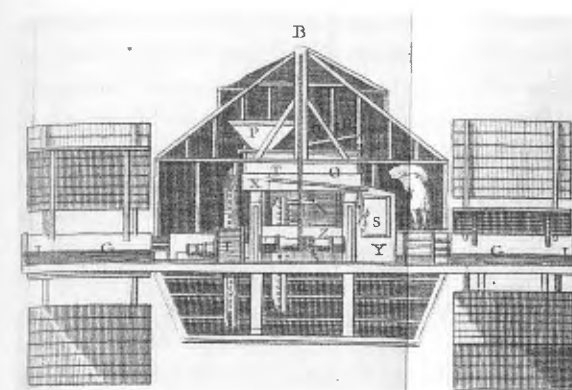


Fig. 3. - Vue en coupe d'un moulin à nef de Paris.

Celui-ci est équipé d'une seule coque flanquée de deux roues (tiré de Abbé Pluche, *Spectacle de la nature sur les particularités de l'histoire naturelle qui ont paru les plus propres à rendre les Jeunes-Gens curieux et à leur former l'Esprit*, Paris, Chez la veuve Etienne, 1748, t. 5).

Les premières mentions

Dans la vallée de la Garonne, la plus ancienne mention de moulin à nef date du XIIe siècle : à Prigonrieux, paroisse située un peu en aval de Bergerac, se trouvaient quatre moulins pour lesquels les meuniers devaient chacun un porc, quatre pains, deux sextérées de vin, deux « parts de mouture » et cinq sols¹¹.

En 1219, le premier moulin à nef dans la vallée de la Garonne est qualifié de « *molins a navens* »¹². Ces moulins flottants se maintinrent dans l'espace hydrographique de la Garonne et de la Dordogne jusqu'aux années 1835-1845 au cours desquelles ils furent interdits.

Localisation géographique

Les trois études déjà évoquées ont permis de dresser une cartographie relativement précise de l'implantation des moulins dans l'espace hydrographique du bassin versant de la Garonne qui comprend celui de la Dordogne (fig. 4). Tous les moulins à nef de la Garonne et de la Dordogne relevés dans les textes depuis le XIIe siècle étaient situés respectivement en amont de Langon et de Civrac-sur-Dordogne.

A la fin du XVIIIe siècle, l'immense majorité des moulins à nef alors existants étaient situés entre Toulouse et Langon (48 unités) et entre Bergerac et Civrac (24). Cette géographie des moulins à nef s'explique à la fois par les exigences techniques de ces installations et les dispositions réglementaires relatives à l'emplacement des moulins nef.

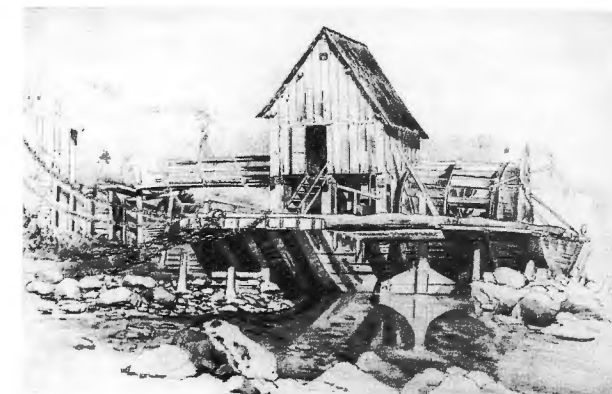


Fig. 4. - Moulin à nef de Muret en 1821 (tiré de Claude Rivals, *Le moulin et le meunier. Une symbolique sociale*, Empreintes Editions, t. 1, p. 86)

La roue motrice fonctionnait seulement, nous l'avons dit, avec les eaux descendantes dites de *jusant* : le moulin à nef de la vallée de la Garonne n'est donc pas un moulin à marée. Tous les plans consultés signalent l'amenée d'eau des moulins à nef dans le sens amont/aval ce qui prouve que les moulins à nef ne fonctionnaient que lors des courants de *jusant*¹³. A ce jour, aucun moulin à nef (et à marée) destiné à moudre le blé, n'a été identifié comme fonctionnant aussi bien à marée haute qu'à marée basse. Il aurait fallu pour cela disposer de meules fonctionnant les unes à *jusant*, les autres à flot.

Philippe Delvit établit une corrélation entre la présence de moulins à nef et le faible marnage¹⁴ du secteur sur lequel il était positionné. Dans la basse vallée de la Garonne, nous avons aussi observé, grâce aux plans de la Police de l'Eau, une concordance entre les zones de prédilection des moulins à nef et les faibles variations de niveau d'eau.

L'argumentation reste pourtant inachevée si l'on ne considère que le seul critère du marnage. L'installation de moulins à nef dans les secteurs à forts marnages était pourtant plus intéressante pour les meuniers puisque le courant y était plus élevé. La faiblesse de leur rendement énergétique aurait même pu les y encourager. De plus, ainsi disposés, ils ne

11. Cartulaire de l'abbaye de Saintes.

12. A.M. Cahors, HH 1.

13. Certains auteurs ont affirmé que des moulins à marée étaient équipés de systèmes à double effet, c'est-à-dire fonctionnant aussi bien à marée basse qu'à marée haute.

14. Différence de hauteur d'eau entre une pleine mer et une basse mer successive.

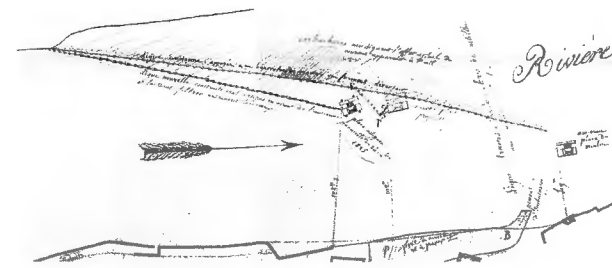


Fig. 5. - Plan du site du moulin à nef situé devant Castillon en 1826 (A.D.Gir., SP 742).

perturbaient pas le chenal de navigation, plus large à l'aval de Langon et de Civrac. Enfin, en période estivale, la roue motrice aurait été moins gênée par la hauteur de la lame d'eau. La construction, en 1784, d'un moulin à hauteur de Rions¹⁵, c'est-à-dire en aval de Langon donne à croire que celui-ci pu fonctionner indépendamment du sens du marnage et du sens de la marée : pour autant, aucun élément ne permet d'identifier ce moulin comme un moulin à nef ou un moulin à marée. De même, au XVI^e siècle, certains moulins se trouvèrent légèrement en aval de ces limites. Ainsi, en 1522, on construisit un moulin à nef à Vignonet, au sud de Saint-Emilion et en aval de Civrac-sur-Dordogne. Ces deux moulins étaient soumis au balancement des marées et à la vague - parfois prodigieuse - du mascaret. Ces radeaux de bois étaient ballottés, vers l'aval ou vers l'amont, selon le sens des marées, à moins qu'ils ne soient mis à temps en protection sur les berges de la Garonne et la Dordogne.

En définitive, tout porte à considérer que la géographie du moulin à nef, au moins pour les basses vallées de la Garonne et de la Dordogne, dépendait étroitement du remous exercé par la marée montante : le flot repoussait inutilement vers l'amont les moulins à nef qui naturellement ne pouvaient fonctionner. Dans ce cas, il était préférable de les soustraire à l'influence de la marée montante et aux mascarets en les positionnant au-delà de la limite ordinaire de remontée des eaux.

Le choix de positionner un moulin à nef dans l'espace hydrographique relevant du domaine royal était loin d'être laissé au bon vouloir des propriétaires et des meuniers. Tout déplacement de moulins devait être autorisé par le Parlement de Bordeaux. En 1648, Finette de Pontac, veuve de Lancelot de Lalanne, conseiller du roi en ses conseils d'Etat et privé, second président à la cour du Parlement de Bordeaux, sollicita du Parlement de Bordeaux, l'autorisation des « titres de placement »¹⁶ conformes aux ordonnances parlementaires. Elle demanda à ce que les attaches de ses deux moulins soient placées toutes deux devant le Touron, à Saint-Macaire. Dans le cas où il faille éloigner les deux moulins, probablement pour

des raisons hydrographiques, elle requiert la possibilité de positionner l'un des deux moulins devant le bourg de Caudrot et l'autre devant la ville de Langon. L'autorisation lui fut accordée sous trois conditions :

- que les moulins à nef ne nuisent pas à la navigation,
- qu'ils soient munis de chaînes, de cordages, de câbles,
- que les moulins soient mis « à terre ou au large pour le passage des bateaux lorsqu'ils passeront »¹⁷.

Les infrastructures d'amarrage

Dans certains secteurs, comme à La Réole, le moulin à nef se situait en bout de « gaules » (ou « gorre »). Selon Deffontaines, la « gaule » désignait un bras latéral de la Garonne¹⁸.

Une corde retenant le bateau était fixé à la berge ou à un îlot de graviers, autour d'un pieu ou d'une haussière passée autour d'un arbre (fig. 5). Une ancre reliée au bâtiment par une chaîne métallique maintenait la position du moulin et limitait l'effet balancier dû à la marée. L'ancre devait présenter deux « pattes » complètes de façon à ce qu'elle n'offre aucune menace à la coque des bateaux¹⁹. Si l'une des « pattes » était cassée, l'ancre se trouvait déséquilibrée et présentait la relique du morceau non cassé vers la surface. A La Réole, le moulin de Cardoit et Lasserre était muni, en 1832, d'« une ancre à laquelle il est accroché par une forte chaîne en fer. Une seconde ancre placée sur le bord de la rive droite de la Garonne et à laquelle on adapte une autre chaîne semblable à la première sert à assujettir le moulin pendant les grandes eaux. Il existe encore dépendant de ce moulin deux ancres (...) »²⁰. On imagine alors combien les chaînes à l'eau, pareilles à une toile d'araignée, multipliaient les dangers pour la navigation. Les chaînes en fer étaient particulièrement lourdes : celles du moulin de Cardoit et Lasserre pesaient un peu plus de trois tonnes. Autant dire que leur manipulation nécessitait du personnel en conséquence comme le précisait certains baux de moulins à nef. En 1756, Jean Labarthe exige de ses meuniers qu'ils « ne laissent jamais

15. A.M. Rions, BB 3.

16. A.D.Gir., 3E 2580. Acte du 1er avril 1648.

17. Il est même peut probable que l'autorisation aurait pu être refusée puisque Sarrau de Lalanne, alors second président du Parlement de Bordeaux, n'était autre que l'un des fils de Finette de Pontac.

18. Pierre Deffontaines, Jean Sermet, *Les hommes et leurs travaux dans les pays de la moyenne Garonne (Agenais, Bas-Quercy)*, Revue de géographie alpine, 1932, vol. 20, n° 4, p. 29.

19. C'est ainsi qu'en 1806, un bateau connut une avarie à hauteur de Caudrot : l'ancre qui n'était pas indiquée par une bouée, était constituée d'une patte. Une partie de l'une des deux pattes qui émergeait de l'eau de 22 centimètres creva la coque du bateau (A.D.Gir., SP 767).

20. A.D.Gir., SP 767.

seul [le moulin] et d'y tenir pendant la nuit au moins trois personnes avec un fanal s'il est nécessaire pour qu'il n'y puisse arriver aucune avarie et dans le cas où il en arriverait quelqu'une par la faute des muniers [...] elles seront pour le compte desd muniers à quoy ils s'engagent par expres et promettent de le tenir net et propre de toutes immondices et de ny laisser croupir aucune eau [...] »²¹. En fonction du régime du fleuve et des exigences de la navigation, quatre hommes ne suffisaient pas à tirer l'ancre pesant environ 500kg, puis éloigner le moulin de la passe de navigation. De surcroît, douze hommes étaient nécessaires pour déplacer un moulin à nef le long d'une rive²².

Les textes et les plans mentionnent de façon récurrente l'existence de moulins à nef associés à des dispositifs piscicoles prenant la forme de deux palissades faites de pieux et de fascines, appelées nasses : François Lemasson du Parc, auteur de procès-verbaux de visite des pêches maritimes des côtes françaises de la Manche et de l'Atlantique entre 1723 et 1737, définit les nasses de la Dordogne comme « des gorres de pieux et de clayonnages qui sont tout au long de la rivière et où le fray se trouve pris et arrêté dans les bertauts et berbolets que les pêcheurs mettent au fond de ces pescheries »²³. Léo Drouyn désigne la nasse comme une « sorte de gorge faite de deux rangées de pieux plantés dans certains graviers, vers le milieu de la rivière, en forme de V, qu'on garnit de haie, et où les poissons, surtout les lamproies, entrent et vont se prendre aux filets qui sont au bout »²⁴. On peut donc se poser la question de l'antériorité du moulin à nef vis-à-vis des nasses à poissons : les meuniers construisaient-ils ces palissades pour capter les eaux de jusant et optimiser le mouvement de la roue motrice ou bien, ont-ils profité de l'existence de nasses pour y positionner leurs moulins à nef ?

En 1522, c'est-à-dire au cours de la seconde phase de la période de reconstruction faisant suite à la Guerre de Cent ans, Pierre et Gaston de Lescours, écuyers, seigneurs de Savignac, baillèrent à fief nouveau à Elie Lotin, prêtre, « une vette avec le lieu et les pas pour tenir un moulin sur bateau avec les lieux en dépendant pour attacher le moulin dans la rivière de Dordogne, dans la paroisse de Vignonet »²⁵ et « la nasse des diis seigneurs située à côté du moulin, ensemble la vette et terson » située semble-t-il sur la même paroisse. D'après Léo Drouyn, la « vette » était une

« étendue de rivière fixée et déterminée par les titres dans laquelle les possesseurs ont le droit de jeter un grand filet de plus de 200 brasses de long (environ 300 mètres) dont la moitié, traversant d'abord la rivière, descend par l'effet du courant jusqu'à ce qu'étant arrivé vis-à-vis du rivage le plus commode de la vête, les pêcheurs traversent la rivière en jetant l'autre moitié du filet qu'ils échouent sur le sable pour recueillir le poisson »²⁶.

Le terson, aussi appelé tresson, est une sorte de filet à petites mailles²⁷. Autrement dit, la vette était une portion de rivière à laquelle était associée un droit de pêche exclusif : la palissade de pieux était destinée à détourner et concentrer le poisson circulant dans la vette, au plus près de l'une des deux berges. L'aire comprise entre la berge et la palissade servait donc de nasse. Au début du XIX^e siècle, la nasse pouvait faire 93 mètres de long comme celle du moulin de Frougneyrac installé devant Flaujagues. De la sorte, les pêcheurs n'avaient plus qu'à lancer leurs filets appelés *escaves*²⁸ pour pêcher le poisson. Le moulin à nef devait donc être installé à hauteur des nasses existantes. Or, dans le cas où le courant le plus fort était situé à l'endroit où étaient installées des nasses, certains meuniers profitèrent de la situation, pour utiliser le courant rabattu par la nasse, vers la roue motrice de leur usine. La nasse apparaît donc avoir été le lieu idéal pour installer des moulins à nef. En profitant de cette infrastructure qui leur permettait de renvoyer le courant sur le moulin, les meuniers optimisaient le fonctionnement de leurs moulins sans même avoir l'obligation de l'entretenir, puisque celle-ci relevait du fermier de l'escave. Autant dire que les enjeux devaient donner lieu à d'âpres conflits d'usages. Parfois même, certains *gaules* servaient de chenaux de navigation : inévitablement, les meuniers s'y installaient au grand dam des marins. Pour autant, l'implantation d'une nasse ne déterminait

21. A.D.Gir., 3E 13 991

22. A.D.Gir., SP 742.

23. *Pêches et pêcheurs du domaine maritime aquitain au XVIII^e siècle* [Texte imprimé] : procès verbaux des visites faites par ordre du Roy concernant la pesche en mer par François Le Masson Du Parc; édition intégrale... avec introduction, notes et index par Denis Lieppe, préfaces de Denis Lieppe, A.-M. Cocula, C. Daney, Y. Laborie, Saint-Quentin-de-Baron, Éditions de l'Entre-Deux-Mers, 2004, t. 2 : Amirauté de Bordeaux, p. XXIX.

24. Léo Drouyn, A.M.Bx, fonds Léo Drouyn, t. XIV.

25. A.D.Gir., 3E 10884. Acte du 31 mars 1522. Nos amicaux remerciements à Jean-Pierre Saignac et Olivier Lescorce pour m'avoir transmis ce document et sa transcription.

26. Léo Drouyn, A.M.Bx, fonds Léo Drouyn, t. XIV.

27. Charles Nodier, *Dictionnaire universel de la langue française*, vol. 2, p. 601.

28. L'escave est un autre nom donné au filet appelé tresson, ailleurs appelé senne ; cette technique de pêche, déjà largement décrite par Yan Laborie, était particulièrement « efficace sur les montées de saumons et d'aloses, mais devenait impossible à pratiquer en période de trop hautes eaux, lorsque les berges basses [étaient] noyées et les courants [étaient] trop puissants » (*Pêches et pêcheurs du domaine maritime aquitain au XVIII^e siècle* [Texte imprimé] : procès verbaux des visites faites par ordre du Roy concernant la pesche en mer par François Le Masson Du Parc ; édition intégrale... avec introduction, notes et index par Denis Lieppe, préfaces de Denis Lieppe, A.-M. Cocula, C. Daney, Y. Laborie, Saint-Quentin-de-Baron, Éditions de l'Entre-Deux-Mers, 2004, tome 2 : Amirauté de Bordeaux, p. XXX). En 1752, le notaire Darnandary affirmait que « le filet dont on se sert porte ce nom d'escave ; il est fort long et traverse toute la rivière quand il est mis en œuvre ». Cité par Bernard Larrieu, « Les droits de pêche du seigneur de Blaignac », *Mémoire des Pays de Branne*, Association historique du Brannais, 1986, première livraison, pp. 73-75.

En réalité, l'Administration des Ponts et Chaussées attribuait aux moulins à nef, une autre responsabilité, celle d'être cause de la dégradation de l'état de la Garonne.

Les moulins à nef, cause du colmatage de la Garonne ?

En 1778, dans une lettre adressée à l'intendant Tourny, l'ingénieur des Ponts et Chaussées dénonçait l'état d'abandon de la Garonne vouée, selon lui, « à un avenir effrayant »³⁶. Il proscrivait la destruction des moulins, « leur situation dans le plus fort du courant en fait comme autant d'écueils que les plus grandes précautions ne permettent pas toujours d'éviter. Les meuniers, en les changeant de place, négligent d'arracher les pieux sur lesquels ils étoient attachés, les sables si acumulant et s'y forme des bancs inconnus aux pilotes »³⁷.

Les moulins à nef établis dans les chenaux de navigation et/ou dans les nasses, le colmatage par alluvionnement de la nasse était inévitable car elle ralentissait les sédiments, galets et autres matières organiques transportés par les eaux. Le colmatage des passes lié à la présence d'un moulin à nef déséquilibrait nécessairement la répartition des matériaux déposés dans le fleuve et de fait, l'emplacement des passes de navigation. A vrai dire, comme nous l'avons vu, les pieux servant aussi aux nasses, les pêcheurs pouvaient tout autant en être responsables.

En 1782, un arrêté du Conseil d'Etat « portant règlement pour le flottage et la navigation de la Garonne », véritable programme de nettoyage et d'entretien de la Garonne et de ses affluents, exigea entre autres, des meuniers de « faire enlever et transporter dans des lieux où les grandes eaux ne pourront atteindre et dans le délai de trois mois après la publication du présent arrêt, les terres, bois, pieux, débris de bateaux et autres empêchements étant de leur fait ou à leur charge [...] à peine de trois cents livres d'amende [...] »³⁸. De même, « les propriétaires des digues et moulins, paissières et nasses construites sur la Garonne seront tenus de veiller et empêcher à ce qu'il ne s'y forme, à la distance de cinquante toises au-dessus et au-dessous de leurs établissements, aucun banc de sable ou gravier, dans le courant de la dite rivière qui puisse nuire à la liberté du passage des bateaux [...] ». Cinq articles sur 22, spécifiquement consacrés aux meuniers, concernent l'emplacement des moulins à nef:

- les propriétaires ou fermiers des moulins placés « dans le courant de la rivière servant à la navigation » furent condamnés à 500 livres d'amende et menacés de « châtimement exemplaire contre les meuniers ayant la conduite desdits moulins ».
- une fois placés, les moulins à nef ne pouvaient plus être déplacés « hors l'emplacement ni l'étendue d'icelui à la première attache sans permission du conservateur général de

la navigation et vérification faite par le patron juré », faute de quoi les meuniers seront frappés de 500 livres d'amende.

- Les titres de propriétés devaient être accessibles au conservateur et au patron-juré, en l'affichant à la porte du moulin, sous peine de 500 livres d'amende.

Les propriétaires de moulins furent tenus d'entretenir les moulins et toutes les infrastructures en dépendant, faute de quoi les revenus étaient menacés de saisie.

Les moulins à nef avaient-ils un véritable intérêt économique ?

La litanie de critiques s'abattant sur les moulins à nef fut suivie de leur disparition totale au début des années 1840, après que le Ministère de l'Intérieur ait prononcé leur destruction. Cette évolution conduit à nous interroger sur l'intérêt véritable des moulins à nef.

L'étude du montant des baux à ferme révèle que le montant moyen d'un bail de moulin à nef était d'environ 750 livres vers 1760. A prix du blé constant, cette moyenne situait le moulin à nef au-dessus du moulin à eau traditionnel à une ou deux paires de meules (environ 400 livres), le moulin à vent (150 livres) mais en-deçà des grandes établissements minotiers de Gironde implantés sur le Ciron ou l'Isle, qui avoisinaient les 3000 livres voire plus. Le moulin à nef semble donc économiquement intéressant. Quoi qu'il en soit, cette hiérarchie ne suffit pas à expliquer le maintien de ces établissements pourtant dangereux pour la navigation.

36. A.D.Gir., C 4265.

37. L'ingénieur poursuit ainsi l'état des lieux de la Garonne : « [...] Il se fait des atterrissements continuels au mépris des ordonnances par l'avidité des propriétaires envieux d'ajouter quelques toises de terrain à leur domaine. Les bords des rivières qui devront être déblayés et offrir un chemin large de dix pas au moins selon toutes les ordonnances pour la liberté et la sûreté des manœuvres qui tirent la corde, sont rompus et resserres en beaucoup d'endroits de manière que loin d'y pouvoir employer des animeaux comme dans les autres provinces à peine les hommes peuvent ils y passer. Il y a plus, on plante jusques dans l'eau des oziers et des arbres touffus qui cachent la vue de la rivière et font faire quelquefois un si grand coude à la corde que les manœuvres sans le savoir font renverser le bateau qu'ils ne voyent pas, faut-il à pres tant de cause s'étonner que les naufrages soient aussy frequents, on en a vu encore deux ce mois dernier entre Bordeaux et Toulouse malgré la beauté de la saison. Il se fait dit-on annuellement des visites mais c'est sans doute un examen de pure forme puisqu'il n'est suivi d'aucuns travaux. Les anciens règlements font connoître que nos peres avoient éprouvé les memes maux et voici comment ils y remédierent, il étoit choisi par le commerce un batelier pratique de la rivière et de bonne renommée qu'on designoit sous le nom de pilote de bourse, il faisoit chaque année un verbal des dommages reconnus et des réparations convenables et sur son rapport comparé avec celui des commissaires du roy, on ordonnoit les travaux généraux et on faisoit exécuter aux propriétaires riverains ceux qui devoient être à leur charge. Cet établissement si sage se scauroit être assez tôt rétabli pour prévenir une plus grande dégradation [...] ».

38. Archives municipales de La Réole.

L'absence de données comptables est compensée par des correspondances administratives décrivant le niveau d'équipement en moulins du la Garonne languonnaise. En mars 1806, l'ingénieur ordinaire fait remarquer que « si l'on ne considérait que l'avantage exclusif de la navigation, il ne devrait exister aucun moulin à nef sur la Garonne puisqu'il est démontré par une longue expérience que tous ces moulins sont plus ou moins nuisibles sous ce rapport. Mais cette exclusion serait funeste à plusieurs contrées qui éprouveraient la disette des farines pendant quatre ou cinq mois de l'année. Cette puissante considération a fait sans doute autoriser ou tolérer ces sortes d'établissements en combinant leur nombre avec les besoins de la population qu'ils alimentent et le service de la navigation [...] »³⁹. Le 22 mars 1804, les frères Ardouin demandèrent l'autorisation de rétablir un moulin à nef, devant La Réole, dans le « goulet du prieur »⁴⁰. Le 12 mai, le Maire de La Réole soutint leur demande auprès du Préfet du fait de « l'utilité indispensable des moulins situés dans la commune de La Réole, surtout dans le tems de sécheresse. Il en donne pour exemple, l'été dernier ; il observe qu'à cette époque, les rivières de Dordogne, de l'Isle et autres n'étant plus navigables, cette partie de la Garonne, au moyen d'embarcations plates et multipliées, contribuait particulièrement à l'approvisionnement de Bordeaux [...] » et précise, dans une autre lettre, que « la fabrique [des frères Ardouin] s'est accrue, l'exploitation en est devenue plus considérable, les fournitures qu'ils font pour l'approvisionnement de la ville de Bordeaux sont des plus grandes ; et indépendamment de cette fourniture, les habitants d'une grande étendue de pays y trouvent la ressource de s'approvisionner parce que les sieurs Ardouin d'ébient au détail les farines à un prix sur lequel il ne font qu'un bien léger bénéfice qui facilite toutes les classes de la société ».

Faute de vents, la période estivale n'était guère favorable aux moulins à vent. Les moulins à nef travaillaient essentiellement pour la proche contrée, d'autant que le secteur du Réolais était particulièrement mal équipé en moulins à eau comme le rapporta le Préfet de Gironde : « les différents moulins du canton de Saint Macaire n'ont qu'un tournant chacun, il y en a six à eau placés sur des ruisseaux qui sont estimés devoir mouler le même poids de farines que les moulins à vent. Il y en a trois à eau sur la Garonne »⁴¹. Ailleurs, en Lot-et-Garonne, l'Etat des moulins à nef établis sur la Garonne entre Auvillards et Meilhan confirme les remarques faites en Gironde. Pourtant, certaines communes de l'Agenais équipées de moulins à eau considéraient que les moulins à nef étaient « peu utiles » à leur contrée quand d'autres, bien moins équipées de moulins à eau, n'avaient de cesse de réclamer leur maintien.

En Gironde, les moulins à vent, en dépit de leur nombre, ne suffisaient pas même à assurer un niveau de production suffisant⁴². Les moulins à nef servaient à compléter la

soudure de production de farines. Sans ces usines, en période estivale, les habitants et les boulangers urbains devaient faire une dizaine de kilomètres, probablement vers les moulins de Camiran, Bagas voire Loubens, situés sur le Dropt, pour faire mouler leurs grains.

En 1805, la sécheresse sévit sur le département. La Garonne⁴³ connut une grave crise de régime : les moulins, n'ayant plus d'eau, s'échouèrent sur les graviers. Les trois moulins placés devant Saint-Martin-de-Sescas ne purent donc produire la farine nécessaire aux paroisses voisines. Leurs meuniers, malgré les demandes réitérées auprès du Préfet ne purent obtenir à temps, l'autorisation de déplacer leurs moulins. Ils rédigèrent alors une pétition qu'ils soumièrent à leurs principaux clients, les boulangers du secteur. Quatre boulangers de Saint-Macaire et deux de Caudrot témoignèrent de leur situation et du dommage causé par le non-déplacement des moulins dans le dernier chenal encore navigable du fleuve :

Jean Marquille, 38 ans, boulanger de Saint-Macaire, déclare « qu'il y a environ trois mois, il ne pouvoit avoir de farine parce que les moulins à nef de Saint Martin n'en fournissoit plus et qu'il y en a pas d'autres dans les environs qui pussent mouler à cette époque, le déposant se voyoit obligé de fermer son four si les dits moulins n'eussent été déplacés ».

Jeanty Marquille, 30 ans, boulanger de Saint-Macaire, abonde dans le même sens : « il y a environ trois mois, le déposant ne pouvoit travailler que très peu de son état de boulanger à cause de la disette de farine occasionnée par le défaut de moulange des moulins à nef de Saint Martin, qu'il fut obligé pendant plus de quinze jours, de suspendre ses envois ordinaires de pain à Bordeaux ainsi que ses livraisons à plusieurs maîtres de bateau du haut pays, et à divers pratiques, le déposant se voyoit forcé à cesser tout à fait son état si les moulins de Saint Martin n'eussent été transportés sur l'autre rive, dans des eaux plus abondantes [...] »

39. A.D.Gir., SP 767.

40. Parfois, ce terme était remplacé, dans les textes, par celui de « gorre » ou de « gaule ».

41. A.D.Gir., série SP. « les moulins à nef sur la Garonne sont très utiles et l'on croit pouvoir ajouter indispensables en nombre d'endroits, on sera convaincu de la vérité et cette dernière assertion lorsqu'on saura que dans le temps de sécheresse comme celle de l'été dernier, on venoit de six lieues pour faire mouler à la Magistère et que l'on étoit obligé d'en parcourir cinq pour le même objet entre Agen et Aiguillon [...] » (AD 47, S 1452).

42. Les moulins à vent n'avaient d'intérêt, au mieux, que pour assurer la soudure de la production de farines au moment de l'étiage des cours d'eau.

43. A.D.Gir., SP 766. Extrait des minutes de la justice de paix du canton de Saint-Macaire. « [...] la baisse des eaux de la Garonne ayant été très considérable cette année [...] ».

Jean Perrot, âgé de 26 ans, dernier boulanger de Saint Macaire précise qu'« il n'a peu faire le quart du pain qu'il auroit manipulé si les moulins de Saint Martin lui eussent fourni la farine qui lui étoit nécessaire, que pendant environ un mois et demi, il a cessé ces envois ordinaires de pain à Bordeaux, que le peu de pain qu'il fesoit lui étoit enlevé aussitôt qu'il étoit fait par les pratiques du pays et les maîtres de bateau [...] »

Etienne Luc Mallé cadet, lui aussi boulanger à Caudrot, déclare que « c'est au moulin à nef de Bernard Chauvet qu'il a coutume de se servir, que pendant tout le mois de thermidor dernier, le dit moulin ne lui fournisoit que très peu de farine, il fut obligé de courir au loin de tout côté pour s'en procurer, que malgré cela, il en a souvent manqué et a retardé de deux et trois jours ses livraisons a beaucoup de pratiques, que cet état ne pouvoit durer et que le déposant alloit être obligé de fermer son four si le moulin a nef de Chauvet n'eut été transporté dans des eaux plus abondantes [...] »

Raymond Herbet, boulanger de Caudrot, prétend pour sa part qu'« il sert neuf ou dix communes en toute espèce de pain, que dans le mois de thermidor dernier, les trois moulins a nef de Saint Martin n'auroient peu seu qu'ant bien même ils n'auroient travaillé que pour le déposant, lui fournir la farine suffisante dans la place qu'ils occupaient, que le déposant dans le dit mois de thermidor n'a peu fournir à toutes ses pratiques, tout le pain qu'on lui demandoit et qu'il auroit été obligé de fermer son four s'il n'avoit couru journellement de tous côtés pour s'en procurer [...] »

D'autres clients appuient les précédentes déclarations :

Pierre Barbe, métayer de Caudrot, âgé de 42 ans, indique que « c'est au moulin à nef d'Etienne Nercam qu'il a coutume de faire moudre son bled, que les métives dernières le dit moulin ne pouvant lui fournir de farine, il a été obligé pour nourrir ses manœuvriers, d'emprunter du pain à ses voisins et souvent il n'en trouvait pas suffisamment à emprunter [...] ».

Pierre Blanquet, charpentier de moulin de Saint-Martin-de-Sescas, âgé de 53 ans, annonce qu'« il est à sa connoissance que chacun des moulins à nef de Saint Martin pourroient à peine moudre trois sacs de bled par vingt quatre heures tandis que chacun dans des eaux abondantes pourroient en moudre aisément trente boisseaux [...], que lui a coutume de se servir à l'un des moulins à nef de Saint Martin, fut obligé le mois de thermidor dernier, pour nourrir sa famille, de faire moudre trois sacs de bled par un moulin à vent et que par la connoissance personnelle qu'il a de tous les moulins environnants, il regarde comme certain que le pays alloient être livré à la famine jusqu'aux grosses eaux de l'hyvert si les dits moulins à nef n'eussent été déplacés [...] ».

Enfin, Pierre Verdery, propriétaire de Saint Martin de Sescas âgé de 51 ans, conclut que « les moulins à nef de Saint Martin alloient cesser d'être à flot s'ils n'eussent été déplacé, qu'il en ait (sic) d'autant plus certain qu'il a vu plusieurs bateaux engravés à la place même qu'ils occupent, quoique ce soit la seule passe actuelle de la marine que les dits moulins auroient entièrement fermé [...] ».

La saisonnalité de l'intérêt des moulins à nef a fait dire à Philippe Delvit que la « saisie du phénomène moulin à nef peut être exacte telle année, inexacte six mois plus tard si tel bourgeois propriétaire a depuis lors fait construire des usines supplémentaires »⁴⁴. Le moulin à nef fut donc une réalité ponctuelle qui se mesure à l'échelle des potentiels d'équipement des territoires, des aléas climatiques mais aussi à celle des variations des prix du blé.

Ces témoignages illustrent les enjeux de l'approvisionnement en farines des principales bourgades riveraines de la Garonne et de la Dordogne - telles Rions, Sainte-Croix-du-Mont, Saint-Loubès, Saint-Macaire, Branne et de la bastide de Cadillac - dans lesquelles se concentra la population rurale à partir de la deuxième moitié du XVIII^e siècle. Les besoins en farines s'accroissant, les moulins locaux ne pouvaient satisfaire la demande. Dans un contexte de hausse des prix du blé à partir des années 1755-1760, il devint particulièrement intéressant d'exploiter le moindre moulin situé à proximité d'agglomérations. C'est ainsi qu'apparaissent brutalement de nombreux baux à ferme de moulins à nef dans les minutes notariales des années 1750-1770. Cette évolution contraste notablement avec le mutisme des mêmes sources pour les décennies précédentes.

Il n'y a même que le XVI^e siècle capable de rivaliser avec autant de mentions de moulins à nef⁴⁵. L'observation est pourtant loin d'être anecdotique : ce regain documentaire, corroboré par l'Etat des moulins à nef sur la Garonne dans le département de la Gironde indiquant qu'en 1813, le plus ancien des moulins à nef datait seulement de 1760, correspond précisément à l'accélération de l'inflation des prix du blé qui rend de fait l'exploitation de tout moulin encore plus rentable qu'auparavant. L'évolution est identique pour les moulins à vent : construits en nombre au XVI^e siècle, abandonnés au XVII^e siècle et au début du XVIII^e siècle, les moulins à vent firent l'objet d'un regain d'intérêt à partir des années 1760 si l'on en croit le mouvement de construction de ces établissements, notamment dans le canton de Targon. En d'autres termes, la

44. Philippe Delvit, « Des usines sur l'eau, les moulins flottants dans le bassin de la Garonne », *Revue de l'Agenais*, Agen, 1994, p. 259.

45. En 1597, le seigneur des Jauberthes fit installer deux moulins à nef à Caudrot et Saint-Macaire (A.D.Gir., C 2580).

résurrection des moulins à nef et des moulins à eau au cours des années 1750-1770 est le signe patent d'une industrie bordelaise peu dynamique : les vieilles recettes furent remises au goût du jour sans jamais ouvrir de perspectives en matière d'évolution industrielle.

En fin de compte, bien que dangereux pour la navigation, les moulins à nef furent maintenus en raison des faibles capacités de production de la meunerie de la basse vallée de la Garonne et de la Dordogne, et du Bordelais en particulier. L'intérêt des moulins à nef était pourtant marginal de deux points de vue : - du point de vue de la légalité, les fermiers de moulins à nef ne respectaient nullement les obligations réglementaires auxquels ils étaient soumis. Le défaut de surveillance, de contrôle et de sanction quant à l'usage du domaine royal ne contribuait certainement pas à sortir de cette permanence conflictuelle. On peut même envisager que les moulins à nef auraient pu disparaître plus tôt du paysage de ces deux cours d'eau si le développement de la production des grands établissements minotiers du Moissacais et de l'Agenais avait bénéficié au moins en partie aux paroisses rurales, et non aux colonies et à la métropole bordelaise. Il aurait au moins fallu que l'Intendant puisse proposer des alternatives satisfaisantes à la destruction des moulins à nef. Or, même si une partie d'entre elles était écoulée sur les ports de Cadillac ou de Rions, les cargaisons de minot circulant sur la Garonne étaient, pour des raisons économiques, majoritairement vendues à Bordeaux. A la fin des années 1760, l'intendant Boutin avait même essayé, sans grand succès, de favoriser l'introduction de la mouture dite « économique », pour accroître le volume de farines produites dans les moulins du Bordelais⁴⁶. L'échec des grands Moulins des Chartrons⁴⁷ accrédite la thèse de l'incapacité de l'Intendance à résoudre la question de la circulation fluviale.

- du point de vue géographique, les moulins à nef approvisionnaient en farines les seules paroisses riveraines de la Garonne et de la Dordogne, en tout cas celles mal équipées en moulins à eau.

En somme, les moulins à nef revêtaient à la fois une valeur philanthropique et une fonction spéculative car, tout en profitant de l'augmentation de la hausse des prix du blé, ils approvisionnaient en farines les paroisses démunies en moulins. Au cours des années 1830, le Préfet de Gironde ordonna la destruction

de tous les moulins à nef mais se heurta au refus des propriétaires de présenter leurs titres. C'est ainsi que les propriétaires, tel Jean Ardouin⁴⁸, pourtant de bonne foi, donnèrent aux autorités, les arguments justifiant une telle décision. L'affaire était pour eux sans issue : sous prétexte que lorsqu'un moulin à nef était reconstruit sans autorisation dans le lit d'une rivière navigable⁴⁹, le Préfet considéra que le simple remplacement de moulin, constituait une infraction à la loi. Après estimation contradictoire, l'Etat racheta les moulins à nef, à charge pour les propriétaires de s'occuper de leur destruction et de l'évacuation des matériaux. En fin de compte, à mieux y regarder, ce n'est qu'une fois que l'approvisionnement en farines au niveau départemental fut assurée (soit par importation soit par l'utilisation de minoteries à vapeur), que fut prise la décision d'interdire les moulins à nef.

L'étude des moulins à nef, en dépit de leur « marginalité », permet donc d'appréhender les territoires ruraux sous le prisme de la géographie de l'équipement industriel⁵⁰. En prenant du recul par rapport aux lectures macro-économiques mono-centrées sur l'histoire du vignoble bordelais, la question de la micro-économie des territoires ruraux a vocation à faire émerger, à différentes échelles, une histoire des permanences, des spécificités et des complémentarités agricoles, économiques et techniques rurales et ainsi, à jeter les bases d'une nouvelle histoire du commerce rural du Bordelais.

46. A.D.Gir., C 1609.

47. Isabel ROUX, « Le moulin des Chartrons (à Bordeaux) et ses transformations (1781-1937) », *Annales du Midi*, n° 201, p. 5-26.

48. A.D.Gir., SP 767 : « [...] ce moulin dégradé plusieurs fois par vieillesse a toujours été rebâti au même lieu sans jamais le moindre empêchement de la part des autorités par suite d'évenement, il se trouve encore aujourd'hui dans un état de ruine qui nécessite une nouvelle reconstruction [...] ».

49. Armand Dalloz jeune, *Jurisprudence générale du royaume. Recueil périodique et critique de législation, de doctrine et de jurisprudence ou Journal des audiences de la Cour de Cassation, des cours royales et du Conseil d'Etat en matière civile, commerciale, criminelle, administrative et de droit public*, Paris, Imprimerie de la Veuve Poussin, 1836, p. 21.

50. Vincent Joineau, « L'énergie hydraulique au service d'applications industrielles en Bordelais : l'histoire d'un impossible développement (1450-1850) ? », *Revue historique de Bordeaux et du département de la Gironde*, n° 9-10, 2006, p. 77-95.



La Motte Saint-André, noble et forte maison en Cubzaguès, du XII^e au XVIII^e siècle

Jacques Besson

Situation des lieux

En Cubzaguès ¹, La Motte, vieille demeure, avec sa belle façade, sa salle voûtée d'arêtes, ses murs épais, son vieux puits couvert, son allée, son lavoir ou bien son large fossé de 50 mètres, ne peut qu'attirer l'attention et cacher une longue histoire. Edouard Guillon ² ne révèle que très partiellement celle-ci. Les Archives permirent de la découvrir.

La carte de Belleyme, deuxième moitié du XVIII^e siècle, situe La Motte dans le bourg de Saint-André-de-Cubzac, à 100 mètres au sud-est de son église. Dans un rayon de 1000 mètres, se trouvaient ses anciennes métairies, Verdelet et Brunet à l'est, Bernescut au sud-est, ainsi que le lieudit Les Places où se trouvait un des moulins.

Origine du nom de La Motte

De 1274 à 1385, des *De Mota* ou *de La Motte* vivaient dans la paroisse de Saint-André-du-Nom-De-Dieu en un lieu nommé « *in Nomine Domini* ». En effet, il existait un prieuré au sud de l'église, nommé « *in Nomine Domini* », qui fut à l'origine du nom ancien, « *Saint-André du Nom de Dieu* ».

L'origine du nom de lieu « *La Motte* » conservé jusqu'à nos jours, remonte à cette époque ³.

Nous adopterons dans le texte, l'orthographe d'origine, en deux mots « La Motte ».

De La Motte maison forte ancienne à La Motte actuelle

La Motte a-t-elle été une maison forte ? Edouard Guillon nous dit que « ... *Ce nom suppose une ancienne maison forte, ... C'était d'après la tradition, une petite forteresse entourée de fossés, dont on pourrait retrouver quelques traces dans la configuration du terrain qui se déprime au sud vers la nouvelle maison de La Motte, ..., où l'on arrive par une allée d'ormes établie sur l'emplacement des anciens fossés* » ⁴. Nous verrons que l'ancienne maison forte se trouvait déjà sur l'emplacement de l'actuelle maison, en contrebas.

En 1274, Aimon de Mota rend hommages pour un « maynile » ou manoir ⁵. Était-il fortifié ? Dans un de ses carnets, Léo Drouyn ⁶ citant un extrait de la collection

1. Le Cubzaguès désignait sous l'ancien régime l'actuelle région du Cubzaguais autour de Saint-André-de-Cubzac, au nord de Bordeaux. C'est l'ancienne orthographe, se trouvant dans tous les actes, qui est utilisée dans le texte.
2. Guillon, 1866, tome 4.
3. Le château du Bouilh tient son nom du premier seigneur, Milet du Bouilh, vivant au XIV^e siècle. De même pour le château de Grissac à Cazelles, son premier seigneur s'appelait Arnaud de Grissac.
4. Guillon, 1866, tome 4.
5. Trabut-Cussac, 1959 ; Bémont, *Recogniciones feodorum in Aquitania*. Bordeaux, 1914.
6. A.M.Bx, Léo Drouyn, manuscrit ms 59 S, n° 27, p. 132.

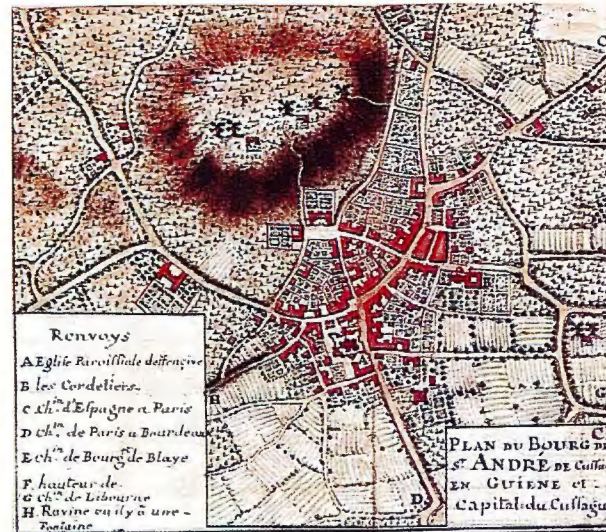


Fig. 1. - Plan Saint André, extrait Carte Masse r11n44. Service historique de la défense, département Marine.

Bréquigny de l'année 1321, indique « Mandement d'Edouard II au sénéchal de Guyenne pour permettre à Aymon de La Motte de faire reconstruire un sien fort lequel avait été détruit pendant la guerre »⁷. Cela laisse supposer que La Motte était déjà fortifiée au début du XIV^e siècle.

En 1742, François Armand de Montferrand, chevalier, marquis de Landiras, seigneur de La Motte Saint-André, agissant au nom de son épouse Jeanne Thérèse Duhamel, dame de La Motte, vend La Motte à Pierre Peychers, bourgeois et marchand de Bordeaux. Cette vente mentionne « une vieille maison fermée de murailles, entourée de fossés, ... » confirmant encore une maison fortifiée au XVIII^e.

Deux cartes du cartographe Claude Masse réalisées vers 1723 nous donnent une indication précieuse.

La première, « Carte de partie du cours des rivières de Garonne et de Dordogne » des Archives centrales du département de la Marine présente une carte entourée par cinq petits plans, dont celui du bourg de Saint-André⁸.

Sur ce plan (fig. 1), nous situons l'église entourée du cimetière et au sud le prieuré *In Nomine Domini*, la route de Paris à Bordeaux, la route vers Bourg à l'ouest et celle vers Libourne à l'est. Enfin, nous voyons La Motte au sud-est, dessinée par une enceinte carrée avec 4 tours aux angles et sa chapelle, près de l'église.

La deuxième carte du « 54^e quarré de la Guyenne, côtes du Bas Poitou, pays de Saintonge » donne aussi des précieuses informations⁹. Elle ne contient pas Saint-André. L'extrait (fig. 2) permet de voir, à l'est, le château du Bouilh ancien, et

son plan détaillé, et le château de Grissac au nord nord-ouest. Les autorisations de construction de ces deux châteaux datent de 1331¹¹. La forteresse de Grissac est représentée par le même dessin, une enceinte carrée avec 4 tours aux angles. Actuellement, les deux tours nord-est subsistent encore au nord du château XVII^e actuel (fig. 5). Si l'on superpose la vue aérienne fournie par le site Internet de Géoportail ou Google Earth et la carte de Masse, les deux tours nord-est se superposent parfaitement nous montrant que Masse oriente ses dessins selon la réalité des lieux.

Sur cette même carte (fig. 3), à environ 25 km au nord-ouest, se trouve la maison forte du Prat à Gênerac, également représentée par une enceinte carrée avec 4 tours aux angles et orientée selon le site. Le Prat actuel (fig. 6) possède toujours sa configuration ancienne, entourée de fossés avec 3 tours d'angles, la quatrième arasée et une cinquième avec un escalier à vis et marches en bois pour accéder à l'étage. Quelques modifications de fenêtres datent du XVIII^e siècle.

Cette analyse permet de conclure que Masse dessine bien ces bâtiments selon la réalité des lieux. Ces 3 maisons fortes, sont les seules existantes au XVIII^e, de plan carré et visibles sur cette carte, confirmant que La Motte fut bien une maison forte avec 4 tours, entourée de fossés, et ce jusqu'à la vente de 1742.

A ce jour, aucune autorisation royale de cette construction n'a été trouvée.

Dans « Les châteaux du Moyen Age dans la France du Sud-ouest » de Jacques Gardelles¹², il est indiqué que ce genre de maisons fortes de plan carré avec 4 tours était un plan courant dans le Bordelais et le Bazadais, confirmant cette analyse.

La carte de Masse représente la maison forte de La Motte à l'endroit exact de la maison actuelle contrairement à l'écrit de E. Guillon. Un des fossés, d'une cinquantaine de mètres, alimenté par une source, subsiste à l'ouest, il est visible sur le cadastre (fig. 4).

7. Le texte de L.Drouyn indique *sien fort*, il semble bien qu'il fasse allusion à un mur de défense.
8. Cet acte rédigé par Lejeune, notaire à Saint-André, fait partie des minutes non déposées aux A.D.Gir. ! Une transcription de cet acte se trouve dans le carnet de Léo Drouyn aux A.M.Bx, ms 59S, p. 242. On en trouve un extrait dans *Histoire du Cubzagues* par Ernest Gaillard, 1899, micro film non référencé aux A.D.Gir.
9. Carte de Claude Masse, 1723, 80 cm x 34 cm, service historique de la défense, archives centrales du département de la marine, MVSH 71 Recueils R11, carte 44.
10. Dessinée par Masse fils et terminée en 1724, se trouvant à la B.M.Bx, ms 1079 n° 9 et copies réalisées par l'Imprimerie Nationale en 1896, B.M.Bx, C43 en couleurs, (fig. 2).
11. A.D.Gir., *Catalogue des Rôles Gascons par Thomas Carte*, memb. 9 et 10 de 1331.
12. Gardelles, 1972, p. 76.



Fig. 2. - Extrait carte 54° quarré de Masse C43 IMG 5404.

Fig. 3. - Le Prat, extrait carte 54° quarré de Masse bis C42 IMG 5201. B.M.Bx.



Fig. 4. - Cadastre La Motte.

Fig. 5. - Les tours de Grissac.





Fig. 6. - Façade est du Prat.



Fig. 7. - Façade La Motte.

L'inventaire après le décès en 1788 de Pierre Peychers, fils de l'acheteur de 1742, donne la description des lieux suivante ¹³ :

- au rez-de-chaussée, la pièce centrale appelée « la salle », voûtée en arêtes, se trouvant au centre de la façade,
- au nord de celle-ci, une chambre basse appelée « salon » où se trouve aujourd'hui l'escalier et encore au nord, une autre chambre appelée « ancienne cuisine »,
- à l'étage une « chambre haute ayant son entrée au levant et une croisée au couchant, ..., puis au nord de cette dernière une autre chambre servant de grenier, et au midi de la précédente, une autre chambre haute carrelée, ayant son entrée au levant et une croisée en forme de porte boisée au couchant, ...un placard boisé dans le mur, » cette pièce se trouve au dessus de la salle voûtée, avec un placard de style Louis XV et la croisée porte-fenêtre est devenue fenêtre, une cheminée fin XVIIIe se trouve en face du placard,
- puis au midi de celle-ci, une autre chambre haute et enfin une autre chambre servant de grenier »,
- à nouveau au rez-de-chaussée, « une autre chambre servant de cuisine »,
- enfin, « une petite chambre servant de cabinet dépendant de ladite maison de Lamothe, qui a son entrée au midi et qui prend jour au levant », pièce n'existant plus à ce jour et où se situe la cuisine actuelle,
- un petit « chai au nord dudit cabinet »,
- « un cuvier au nord du chai », l'actuel cuvier n'existait pas,
- « un autre chai au nord dudit cuvier »,
- « une cour »,
- « une écurie »,
- « un parc à bœuf ».

Cet inventaire permet de voir une similitude avec l'actuelle maison. Rien n'est dit sur les jardins.

La salle et la partie au nord de celle-ci sont les plus anciennes, caractérisées par l'épaisseur des murs et les transformations découvertes lors de travaux.

L'inventaire permet de voir qu'à la fin XVIIIe siècle, il existait une distribution des pièces par le levant. Cette distribution se fait par deux galeries superposées longeant la maison. Leurs accès devaient être différents à cette époque, car des traces de cheminée se trouvent sous le palier de l'escalier actuel. Celui-ci est soutenu en partie haute, après le palier, par une arche de pierres. Celle-ci est surmontée à gauche par le départ d'une autre arche dont la pente est plus importante et dont il ne reste que quelques pierres. Qu'était-ce ?

La façade ouest (fig. 7) possède un avant-corps coiffé d'un fronton triangulaire. Les murs à refends sont surmontés d'une génoise, elle même supportée par une corniche en pierres. Trois angles sur quatre sont arrondis, un bandeau mouluré en



Fig. 8. - Puits de La Motte.

pierres court le long de la façade entre le rez-de-chaussée et l'étage. L'ensemble possède des traits XVIIIe siècle, laissant supposer un remaniement important entre 1742 et 1788, date de l'inventaire.

Le cadastre actuel (fig. 4) permet de situer :

- le domaine de La Motte,
- l'église, la localisation ancienne de la chapelle détruite à la révolution, la maison, un mur, sans doute muraille ancienne avec meurtrières,
- un local au sud, ancienne toilette (3 places contiguës !) sur voûte de pierre, dont les deux ouvertures du mur est, ressemblent à des réemplois de pierres de coulevrines,
- un fossé subsistant à l'ouest (50 par 5 mètres), avec de nombreuses pierres le longeant (anciennes murailles ?),
- un lavoir ou bassin pour fabrication de glace pour glacière domestique, courante sous l'ancien régime. Cette dernière utilisation semblant être plus réaliste compte tenu de l'enterrement du bassin ne facilitant pas le travail des lavandières, mais n'excluant pas cet usage. Mais où se trouvait alors la glacière ? Le bassin est alimenté par la source issue du puits (fig. 8).

¹³ A.D.Gir., 3E40120, Inventaire suite à décès de Pierre Peychers, du 18 novembre 1788 par Denieau notaire à Saint-André.

La maison de La Motte fut modernisée par la famille Peychers, entre la vente de 1742 où elle était encore fortifiée de murailles et l'époque de l'inventaire de 1788.

L'évolution aux cours des siècles entre ces trois demeures fut fonction de leur éloignement des villages et de l'urbanisation. Le Prat situé à 10 km de Blaye et 1 km du petit village de Générac se trouve assez bien conservé. Grissac situé dans un palus de l'ancienne paroisse de Cazelles à 5 km de Saint-André a conservé seulement deux tours et un château de plaisance fut construit au XVII^e à 200 mètres plus au sud-ouest de l'ancienne maison forte disparue. La Motte, à 100 mètres de l'église, a évolué avec le village. La maison forte devenue inutile s'est transformée en demeure d'habitation au XVIII^e, dont elle conserve la salle voûtée et un fossé.

De qui relevait La Motte ?

Une seigneurie relevait d'un suzerain, et son seigneur lui devait foi et hommage. Pour la seigneurie de La Motte, cette suzeraineté n'est pas évidente à établir. De nombreux écrits nous renseignent. Edouard 1^{er}, roi d'Angleterre de 1272 à 1307 fait procéder à une enquête auprès des chevaliers, damoiseaux et bourgeois sur les possessions du duché de Guyenne mouvant directement de lui, demandant à chacun de se présenter devant lui ou ses lieutenants pour dire les fiefs qu'il tient et les droits qu'il rend.

Les hommages rendus en Aquitaine indique que Aimon de La Motte rendit hommage au roi d'Angleterre Edouard 1^{er}, le 23 mars 1274, « *Aymo de Mota, miles, juratus et requisitus, dixit se habere, in libero allodio, suum maynile de Sancto-Andrea quod est in loco appellato in Nomine Domini...* »¹⁴. Chevalier, il déclare tenir en libre alleu, un manoir à Saint-André, au lieu appelé du *Nom de Dieu*.

Lorsqu'une terre se trouvait détenue en franc alleu et de qualité nobiliaire, elle ne devait ni engagement vassalique, ni service féodal, ni droit de mutation¹⁵.

La Motte ne relevait, au mieux, que du roi. Elle acquit la qualité nobiliaire et fut qualifiée de maison noble dès le XVI^e siècle.

En 1341, par lettre patente d'Edouard III, la terre du Cubzagues fut attribuée à Bérard 1^{er} d'Albret. En fait, il s'agissait de la création de la *Châtellenie du Cubzagues*. Elle couvrait 18 paroisses dont les noms sont aujourd'hui ceux des communes existantes¹⁶.

Cette aliénation d'une partie du domaine royal sera le point de départ de querelles et de procès sur les possessions de ces terres, jusqu'à la moitié du XVIII^e siècle. L'indépendance des seigneuries locales au seigneur de la châtellenie du Cubzagues,

et la seigneurie de La Motte en particulier, seront souvent contestées, comme nous allons le voir.

L'attribution de la terre du Cubzagues à Bérard d'Albret fut très rapidement contestée par certains seigneurs, dont Pierre de La Motte. En 1365, ils firent acte d'opposition à cette attribution¹⁷. Edouard III leur donna raison en 1366, reprenant ainsi à Bérard II d'Albret ce qui avait été attribué à son père Bérard 1^{er}¹⁸. Mais le Prince Noir, fils d'Edouard III, accorda en 1369 des lettres patentes de mainlevée en faveur de Bérard II d'Albret qui demeura ainsi seigneur du Cubzagues¹⁹.

Claude de Chézeau, écuyer seigneur de La Motte, après avoir été fidèle au roi d'Angleterre et au service de Bertrand de Montferrand, seigneur du Cubzagues, sollicita le pardon du roi Charles VII. Il l'obtint dans une lettre datée d'août 1453²⁰, par laquelle le roi demandait au Sénéchal de Guyenne de le remettre sans délai en possession de sa terre et seigneurie de La Motte qui se trouvaient dans la mouvance du roi, comme nous pouvons le lire :

« Charles, etc., savoir faisons à tous, presens et à venir, nous avoir receu l'umble supplication de Glaude de Chézeau, seigneur de La Mote Saint Andrieu, contenant que à la descente derrenièrement faicte en nostre pays et duché de Guienne par feu le sire de Tallabot et les Anglois, noz anciens ennemis et adversaires, ledit suppliant lors estant au service de Bertrand, seigneur de Montferrant, etc..., Pourquoy nous, ce considéré, audit Glaude de Chézeau, pour certaines causes et considérations à ce nous mouvans, avons quittié, pardonné, remis et aboly, et par la teneur de ces présentes, de nostre grâce especial, etc... Et en outre avons ledit Glaude, de nostre plus ample grâce, restitué et restituons à sadite terre et seigneurie de La Mothe, ...etc » (fig. 9).

Dans un dénombrement de 1551, Catherine de Chézeaulx²¹, dame de La Motte, déclare tenir les maisons nobles de Fourens et de La Motte Saint-André en Cubzagues, lesquelles sont sujettes au ban et arrière ban du roi²².

14 Trabut Cussac, 1959 et Bémont, *Recogniciones feodorum in Aquitania*. Bordeaux 1914.

15 Boutruche, 1914 et Aubin, 1989.

16 AHG, t. 23, n° cxxxviii.

17 AHG, t. 23, n° cxlii. La date qui est indiquée est : 1341 ? En fait ce ne peut-être que 1365.

18 AHG, t. 23, n° cxliv.

19 AHG, t. 23, n° cxlv.

20 Archives Nationales, Trésor des Chartres, JJ191, f° 17 et 18, n° 36.

21 Elle est la petite fille de Claude de Chézeau cité précédemment. L'orthographe du nom propre est donné conforme aux actes trouvés, qui peut être, *Chézeau, Chazeaulx, Chasaut, Chézeaulx, ...*

22 A.M.Bx, Léo Drouyn, 59 S, n° 25, p. 241, d'après un extrait des archives de Lur-Saluces.

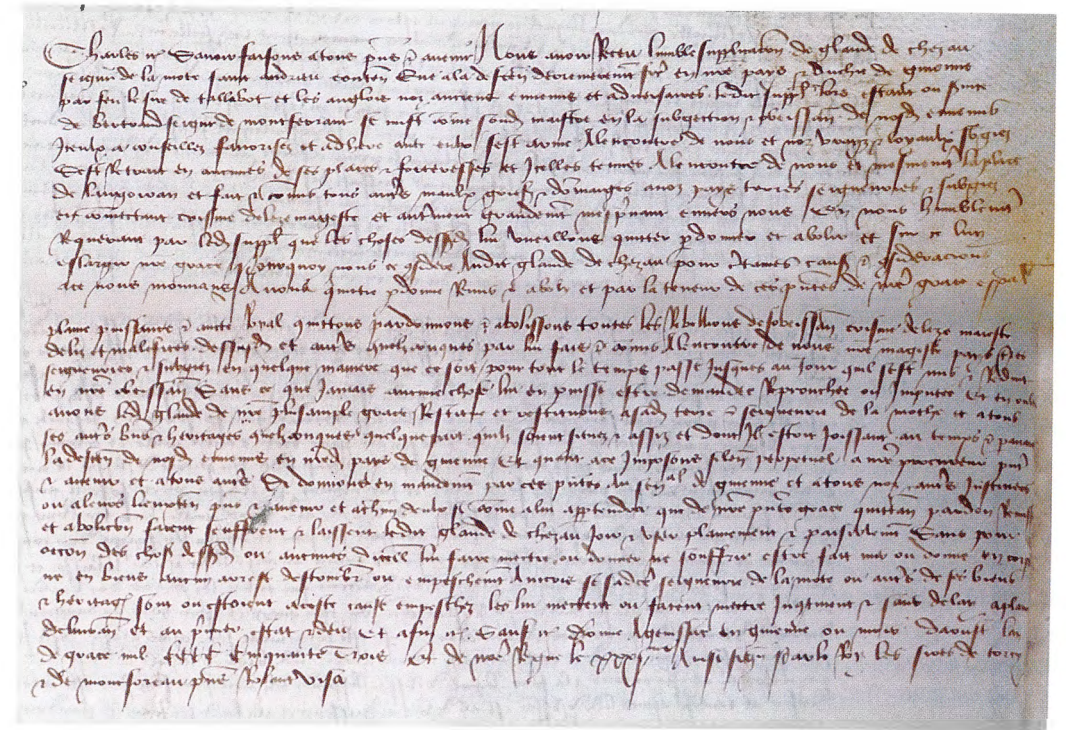


Fig. 9. - Lettre de pardon de Charles VII à Claude de Chézeau. Cl. AN JJ191 f° 17 et 18.

En 1554, dans un extrait de procès verbal de ban et arrière ban, damoiselle Catherine de Chézeaulx, dame des maisons nobles de Fourens et de La Motte Saint-André fournira «...ung cheval legier. ...et Etienne de Ségur, filz de ladict de Chézeaux c'est présenté pour sadicte mère et dit tenir lesdictes maisons nobles à homage du Roy...»²³.

Pas de doute, La Motte relevait bien du roi. Mais en 1631, Charles de Durfort, seigneur du Cubzagues, envoie une requête au parlement de Bordeaux en le priant d'agir en conséquence car Gabriel de Pontac, seigneur de La Motte, refuse de lui rendre les hommages. Le roi de son côté, par le ministère de maître Etienne Goutte avait formé action par devant les trésoriers de France à Bordeaux prétendant que la dite maison noble de La Motte Saint-André relevait du roi. La famille de Pontac étant parlementaire à Bordeaux, ce procès fut renvoyé devant le Parlement de Rennes²⁴.

La même année 1631, la terre du Cubzagues fut saisie sur la tête de Jeanne de Lannes, fille de Clinet de Lannes qui acheta la seigneurie du Cubzagues en 1524. Une partie des terres saisies, 8 paroisses, fut vendue fin XVII^e siècle pour payer des créanciers. Ce fut le début de nombreux procès et arrêts parlementaires qui durèrent jusqu'en 1751. A cette date, le chancelier d'Aguesseau proposa une transaction²⁵ entre le seigneur du Bouilh et du Cubzagues (Suzanne de La Tour du Pin, comtesse de Paulin), le seigneur de Grissac (Montalier) et divers créanciers. Cette transaction mit fin aux procès²⁶.

L'année suivante en 1632, une transaction entre messires Charles de Durfort, baron du Cubzagues et Gabriel de Pontac, écuyer seigneur des maisons nobles d'Anglade, de Vacqey, et La Motte fut établie sur «la charge et devoirs seigneuriaux et hommages à lui dus,...»²⁷. Nous ne connaissons pas le contenu de cette transaction qui semble conférer à Charles de Durfort, hommages et reconnaissances par le seigneur de La Motte. L'inventaire du 4 mai 1702, de François Artus Duhamel, seigneur de La Motte, cite cette transaction comme non signée, signifiant qu'elle n'a jamais été adoptée par le seigneur de La Motte²⁸.

Puis en 1662, François Artus Le Comte, chevalier, président en la cour du Parlement de Bordeaux, seigneur et capital de La Tresne, seigneur de La Motte Saint-André, donne

23. B.M.Bx, ms 738, f° 14.

24. A.M.Bx, Léo Drouyn, 59 S, n° 25, p. 254.

25. A.D.Gir., 3E12085, par Treysac notaire à Bordeaux. La transaction se trouve annexée à l'acte du 8 mai 1751 faisant cession des paroisses de Saint Laurent, Prignac, Cazelles, Marcamps et le tiers de Saint Gervais, au seigneur de Grissac.

26. Sur ce sujet, voir Meynard 2011.

27. Transaction passée devant le notaire Bataille à Bordeaux dont les minutes ne sont pas déposées aux A.D.Gir.. Elle est rappelée dans un arrêt de parlement de Bordeaux aux A.D.Gir., 1B du 2 avril 1757, f° 5.

28. A.D.Gir., 3E8600, f° 514, Inventaire de F.A. Le Comte par Lemoine notaire.

procuration à Louis Pinot, procureur en la cour du Parlement, «pour rendre hommage lige au Roi, de la maison noble de La Motte Saint-André»²⁹.

Mais en 1665, des «lettres royaux» en faveur de Gaspard de La Tour, vicomte de Paulin, marquis de La Roche Chalais, seigneur du Cubzaguès, lui sont accordées contre quelques seigneurs de cette juridiction. Par arrêt du grand conseil en 1638, les seigneurs et tenanciers de ladite terre de Cubzaguès avaient été condamnés à rendre hommages audit seigneur du Cubzaguès et à en payer les droits. Charles Duhamel, seigneur de La Motte, par vertu desdites lettres est ainsi assigné par le parlement de Bordeaux à comparaître devant le conseil privé du roi à Paris³⁰.

En 1666, dans un *Mémoire sur la réunion au domaine du Roi de la terre du Cubzaguès*, il est dit que «cette terre est du domaine de la Couronne qui est inaliénable, etc., ...»³¹. Ce mémoire donne une analyse des faits passés depuis 1341, date à laquelle il en a été fait concession à Bérard d'Albret. Sa conclusion fut que les terres du Cubzaguès «ne pouvoient estre vendues, données ny disjointes du domaine de la couronne». Ce qui eut pour effet, en 1667, que des seigneurs refusèrent de payer les lods et ventes et de rendre hommages à Gaspard de La Tour de Gouvernet, vicomte de Paulin³².

Une requête fut faite en 1683, auprès des «présidents trésoriers de France en Guienne et juges du domaine du roy, par Charles Duhamel, chevalier, conseiller du roy en ses conseils et président à Mortier au parlement de Guienne, seigneur des maisons nobles de Bétaille, Lamothe et autres lieux, sur l'indépendance de ladite maison et appartenances dicelle, de la seigneurie de Cuzaguès au Bouilh, tous ces hommages et dénombrements étant dans les archaïts du roi»³³.

Plus tard, en 1690, retournement de situation qui fut confirmé par le roi, par des *Lettres en assistance de cause en faveur de Marguerite de Lur-Saluces, dame de Cubzaguès* :

«..., divers particuliers luy ont contesté la mouvance, notamment nos amés et féaux les sieurs Duhamel, ..., lesquels ont formé opposition par devant lesdictz trésoriers de France au dénombrement que l'exposante nous a fourni de la dicte terre et seigneurie du Cubzaguès, prétendans que les fiefs de La Motte et de Terrefort n'en relèvent pas, mais bien immédiatement de nous à cause de nostre duché de Guyenne, etc..., et ordonner que l'exposante sera maintenue en la propriété, droits et mouvance de ladite terre et seigneurie de Cubzaguès, avec tous dépens, ...»³⁴.

Un arrêt du Parlement de Bordeaux de 1757, confirmant la saisie des biens de Pierre Peychers, propriétaire de La Motte, en faillite depuis 1745, cite la requête de 1754 par La Tour Du Pin de Paulin, baron du Cubzaguès, «pour ordonner que

l'adjudicataire des biens saisis demeurera chargé des devoirs seigneuriaux et hommages dus audit De Paulin à raison de la maison et domaines de La Motte Saint-André relativement et conformément à la transaction du 25 février 1632»³⁵. Rappel, cette transaction ne fut jamais signée.

En conclusion, la mouvance féodale de la seigneurie de La Motte fut toujours difficile à définir. Les grands seigneurs féodaux cherchèrent à supprimer le plus possible les alleux et les convertir en fiefs afin d'en avoir la suzeraineté et les droits associés. La révolution, en abolissant les privilèges, effacera ces revendications, dont l'origine remontait à l'attribution à Bérard d'Albret, des terres du Cubzaguès, par le roi d'Angleterre en 1341 !

Les seigneurs de la maison noble de La Motte Saint-André

La chronologie des seigneurs successifs de la maison noble de La Motte à travers les siècles est donnée par les tableaux chronologiques des seigneurs (fig. 11 et 12).

Aimon de La Motte, chevalier pour «Saint-André du Nom de Dieu», rendit hommage pour son manoir, au roi d'Angleterre en 1274. C'est le premier La Motte trouvé et unique seigneur à rendre hommage pour Saint-André³⁶.

Dans le procès-verbal de la prise de possession de la châtellenie de Cubzaguès par Bérard d'Albret en 1341, un *Aymo de La Motte* est cité, sans doute fils de celui des reconnaissances féodales de 1274³⁷. L'acte d'opposition qui suivra en 1365, cite en opposants Guilhem de Grissac, chevalier et Pierre de La Mota, chevalier³⁸.

Les comptes de l'Archevêché de Bordeaux citent plusieurs fois un Pierre de La Motte chevalier, pour des dîmes sur des

29. A.D.Gir., 3E6890, du 27 juillet 1662, par Grenier notaire.

30. A.M.Bx, Léo Drouyn, ms 59 S, n° 25, p. 277.

31. AHG, t. 26, n° cxxxii, p. 498.

32. A.M.Bx, Léo Drouyn, ms 59 S, n° 25, p. 280.

33. A.D.Gir., C4779, Hommages en Bourges, f° 190.

34. AHG, t. 23, n° cxlix, p. 503. Commentaires des archivistes des AHG : «Deux ans après, le procès durait encore, ainsi que le constatent diverses pièces imprimées. Et cela dura jusqu'à 1751, voir à ce sujet, Meynard, 2011.

35. A.D.Gir., série B du 2 avril 1757, f° 5.

36. Un Pierre de La Motte est cité avant 1301, comme ayant eu la concession du péage de la ville de Bourg, était-ce la même famille ? On peut le supposer, in AHG t. 13, p. 25 et A.M.Bx, Léo Drouyn ms 59S n° 27, p. 98.

37. AHG, t. 23, n° cxli, p. 443.

38. AHG, t. 23, n° cxliii, p. 451.

terres situées à Arvayres et dans la paroisse de Saint-André du Nom de Dieu, entre 1360 et 1378³⁹.

Le *Catalogue des Rôles Gascons de Thomas Carte*⁴⁰ nous apprend que de 1380 à 1385, Richard II roi d'Angleterre donna à Pierre de La Motte, le gouvernement de la châtellenie du Cubzaguès et les revenus du droit de passage de la Dordogne à Cubzac.

Ces Pierre de La Motte à Saint-André descendaient certainement d'Aymon de La Motte⁴¹.

Ainsi s'établit une permanence des La Motte à Saint-André, avec les prénoms Aymon et Pierre, durant plus d'un siècle.

Chez les seigneurs de Roquetaillade, les La Motte sont présents du XIIIe au début du XVIe siècle. On compte cinq Pierre, chevaliers, entre 1287 et 1380, dont Pierre, frère de l'archevêque de Bordeaux Amanieu⁴².

Dans le répertoire des noms de familles des *Archives Historiques de Gironde*, tome 22, Pierre de La Motte, chevalier et frère de l'archevêque Amanieu est répertorié comme paroissien de Saint-André du Nom de Dieu, devant une année de dîme en 1375, pour des terres à Arvayres, comme ci-dessus, semblant confirmer qu'on serait en présence de la même famille à Roquetaillade et Saint-André de Cubzac.

Quel était le lien entre ces La Motte, ceux de Cambes en Entre-deux-Mers⁴³, ceux de Bazas⁴⁴ ou bien ceux cités dans le Grand Cartulaire de La Sauve Majeure ?⁴⁵

Au XVe siècle, nous ne trouvons plus de La Motte à Saint-André. Claude de Chézau sera le nouveau seigneur de La Motte Saint-André.

Comme nous l'avons vu plus haut, Claude de Chézau, écuyer, seigneur de La Motte Saint-André, après avoir été fidèle au roi d'Angleterre durant la guerre de 100 ans, obtint le pardon de Charles VII dans une lettre datée d'août 1453, «Charles, etc..., savoir faisons à tous, présens et à venir, nous avoir receu l'umble supplicacion de Glaude de Chézau, seigneur de La Mote Saint Andrieu, ... » (fig. 9).

Glaude de Chasaut⁴⁶, «seigneur de La Mota Sent Andrés, donzet», fut en 1461 exécuter testamentaire de Jeanne de Ferrière, épouse en deuxième noce d'Aimeric de Ségur, seigneur de Francs, frère de Jean de Ségur qui suit⁴⁷. Il signa une baillette pour un mayne de La Brède à Saint-André en 1475.

En 1483, «noble homme Claude de Chezaux, escuyer, seigneur de La Mothe Saint-Andrés», était qualifié de «commis-saire et député de Bertrand de Montferrand»⁴⁸.

Le procès-verbal de convocation de la noblesse du pays Bordelais de 1491 cite «Le sieur de La Motte Saint Andras, s'est présenté et parce qu'il est sexagénaire a présenté son fils aîné et a offert le bailler prest, armé et monté comme un Archer»⁴⁹. Sans doute Claude de Chézau père, objet de la lettre de pardon et son fils Claude qui se maria avec Jeanne Lafitte, dont ils eurent trois filles : Jehanne épouse d'Etienne Achard, Jacqueline épouse de Gaston de Ségur et Catherine épouse de Méric de Ségur.

Après les Chézeaux, les Ségur devinrent seigneurs de La Motte⁵⁰.

Un contrat de mariage fut signé le 24 avril 1507, chez Macaudy notaire à Bourg⁵¹ entre Catherine de Chézaulx fille de Claude, seigneur de La Motte, et Méric de Ségur, fils de Jean de Ségur, frère d'Aimeric, et de Catherine de Luxe. Ils eurent neuf enfants.

Gaston de Ségur, frère de Méric et coseigneur de La Motte, vendit ses parts de La Motte Saint-André à son frère Méric en 1526. Son épouse Jacqueline de Chézaulx devait être la fille de Claude de Chézaulx, sœur de Catherine et Jeanne, expliquant pourquoi Gaston et Jacqueline avaient aussi des parts sur La Motte.

39. AHG, t. 22, n° xiv, xvi, xvii. En 1370, un Pierre de La Motte chevalier, détenait un fief à Saint-André près du Bouilh in A.M.Bx, Léo Drouyn ms 59S n° 44, p. 122.

40. A.D.Gir., Catalogue des rôles Gascons par Thomas Carte, menb.21 de 1380.

41. En 1389, un Pey de La Mota, de la paroisse de Saint-André du Nom de Dieu fait une donation à la chapelle de Gabarrieu à Saint-André.

42. «Roquetaillade» par Gardelles Jacques, Lasserre Jean-Claude et Marquette Jean Bernard, *Cahiers du Bazadais*, 1981.

43. Par exemple, en 1363, une reconnaissance par messire Guiraud de La Mota de la paroisse de Saint-André du Nom de Dieu, paroissien de Cambes en faveur d'Helies de Junqueyras, pour une pièce de terre à Artigues. Puis en 1380, Jean de La Mota de la paroisse de Cambes, fils de noble homme Guiraud de La Mota, toujours en faveur d'Helies de Junqueyras, d'une pièce de terre à Artigues in A.M.Bx, Léo Drouyn, ms 59S n° 44, p. 122.

44. Abbé Pat.-J.O'Reilly, *Essai sur l'histoire de la ville de Bazas*, 1840.

45. Higounet et Higounet-Nadal, 1996 et Smaniotto, p. 99 et 100.

46. L'orthographe de ce nom propre est donné conforme à chaque acte trouvé, Chézau, Chazaulx, Chasaut, Chézaulx,...

47. A.D.Gir., 3E1631, Blanchard notaire à Bordeaux.

48. AHG, t. 23, n° cxlvii, Vidimus de plusieurs chartes concernant le seigneur d'Albret, p. 477.

49. A.D.Gir., O'Gilvy, *Nobiliaire de Guyenne et de Gascogne*, tome 3, p. 374.

50. Martin, 1951. C'est la branche des Francs, rameau de Fourens qui nous intéresse. Quelques erreurs ont été ici corrigées.

51. Ce contrat n'a pas été trouvé dans l'unique registre d'archive de ce notaire déposé aux A.D.Gir., 3E8939. Cet acte est mentionné par d'Arlot de Saint Saud, comme étant aux Archives du château des Jaubertes, propriété des Pontac.

Catherine de Chézaux fit ouvrir en 1542 un terrier pour les fiefs dépendants de la maison noble de La Motte Saint-André, comprenant des terres s'étendant de Marcamps jusqu'à Salignac en Cubzaguès ⁵².

L'un des neuf enfants, François de Ségur, se maria en 1561 avec Anne de La Mothe, fille de François de La Mothe, seigneur de Cambes, maire de Bordeaux et de Jacqueline de Guilloche ⁵³.

Dans son contrat de mariage, François fut désigné comme héritier universel de son père, Méric de Ségur. De même, tous ses frères étant prédécédés sans héritiers légitimes, François hérita de son père, conformément à la donation faite dans le contrat de mariage de ses parents et reprise dans son propre contrat. Ce point est important à signaler pour la suite, comme nous le verrons.

Anne de La Mothe, est souvent qualifiée dans les actes de «...Damoiselle Anne de La Mothe, Dame des maisons nobles de La Mothe Saint-André et de Foureus, ...» et sa grande signature, très identifiable, apparaît dans tous les actes la concernant (fig. 10).

Elle fit rédiger un terrier de 438 folios entre 1564 et 1566 ⁵⁴.

François de Ségur et Anne de La Mothe firent rédiger leur testament en 1562. Il comporte seulement une page et ils se font donation de tous leurs biens au dernier survivant ⁵⁵. François de Ségur meurt le 15 juin 1563 et sa fille Jacquette naît le 17 novembre 1563 à Saint-André.

Anne de La Mothe et sa fille Jacquette devinrent ainsi les seules héritières des biens de François de Ségur. Celle-ci décéda jeune et sans alliance en 1579. Guyonne (I) de Ségur, tante de Jacquette et épouse de Charles de Castéja, hérita de ses droits. Guyonne (I) de Ségur désigna dans son testament de 1581, sa nièce Catherine de Vacquey, fille de Guionne (II) comme sa légataire universelle ⁵⁶.

Catherine de Vacquey épousa Gabriel de Mérignac, seigneur de Salles. Leur fille Guyonne épousa en deuxième noce ⁵⁷ Jacques de Pontac, seigneur d'Anglade, trésorier de France, assassiné en 1611, fils d'Etienne de Pontac et d'Anne d'Alesme.

Les Pontac eurent cinq enfants, dont Alphonse et Gabriel.

En 1623, un contrat de mariage fut passé entre Gabriel de Mérignac et Marguerite de Ferron, fille d'Astrubal de Ferron, sieur de Carbonnieux, gouverneur pour le roi en la citadelle et « château de Saint Macquaire », et de Suzanne de Mesnard.

Par cet acte de mariage, Guyonne de Mérignac fit donation à son fils aîné Gabriel de Pontac de la maison noble de La Motte et celle de Foureus, à condition d'assurer les charges et les

dettes de sa mère ⁵⁸. L'acte insinué de la succession de Guyonne de Mérignac, veuve de Jacques de Pontac ⁵⁹, nous apprend que leur fils Gabriel de Pontac n'ayant pas rempli les conditions du contrat de mariage, donation de La Motte fut faite à son frère Alphonse, lieutenant de l'armée d'Italie, qui devint seigneur de La Motte. Il décéda en 1631 à l'âge de 30 ans et fut inhumé à Saint-André ⁶⁰. La Motte revint à nouveau à Gabriel, puis à son fils, François de Pontac.

Mais tout n'est pas si simple. François ne pourra pas la garder, revenons en arrière.

En 1580, Anne de La Mothe, héritière de François de Ségur, vendit la maison noble de Foureus à Françoise de Collonges, veuve de Guillaume Le Comte de La Tresne, pour 4000 écus et en 1584, la métairie de Montfaucon à son fils François Le Comte de La Tresne, pour 2000 livres ⁶¹.

Cependant Guionne (I) de Ségur et Catherine de Vacquey, héritières de Jacquette de Ségur décédée, réclamèrent la maison noble de Foureus et la métairie de Montfaucon, aboutissant à un arrêté de saisie en 1585 au parlement de Paris ⁶².

Vers 1586, Catherine de Vacquey, héritière de Guyonne (I) sa tante, qui l'accompagnaient et les soldats armés, pénétrèrent par la toiture et s'emparèrent de la maison noble de Foureus, alors en possession de François Le Comte et de son fermier. Ce fut le début d'un autre procès entre les familles Le Comte d'une part, et Mérignac et Pontac d'autre part, se disant héritières de Jacquette de Ségur.

Dans le registre des Baptêmes, Mariages, Sépultures de Saint-André, l'année 1563 de naissance de Jacquette de Ségur fut raturée, le 3 ayant été transformé en 4, afin de faire croire que Jacquette avait été conçue après le décès de son père ⁶³.

52. A.D.Gir., E 398, registre terrier par Fumade notaire à Saint-André.

53. A.D.Gir., 3E3028, Cazemajour notaire à Bordeaux. La tante de Jacquette de Guilloche, Guyonne, épousa Eyméric Jaubert de Barrault, dans Duclot et Saignac, 1993.

54. A.D.Gir., E 399 par Belluye notaire à Saint-André.

55. A.D.Gir., 3E9432, Testament par Cazemajour notaire à Bordeaux.

56. A.M.Bx, Léo Drouyn, ms59S n° 28, p. 116 et 117 et n° 42, p. 7 et 8.

57. En première noce, elle avait épousé Jean de Vacquey, seigneur de Salleboeuf.

58. A.D.Gir., 2 MI8012-R29, acte insinué du contrat de mariage de Gabriel de Pontac et Marguerite de Ferron du 03 décembre 1623.

59. A.D.Gir., 2MI 8012-R30 en 1625.

60. Archives mairie de Saint-André, registre des Baptêmes Mariages Sépultures CG1, année 1631.

61. A.M.Bx, Léo Drouyn ms59S n° 40, p. 161 et 162.

62. A.D.Gir., AHG T11, p. 156.

63. A.M.Bx, Léo Drouyn ms 59S n° 41, p. 761 et 762.

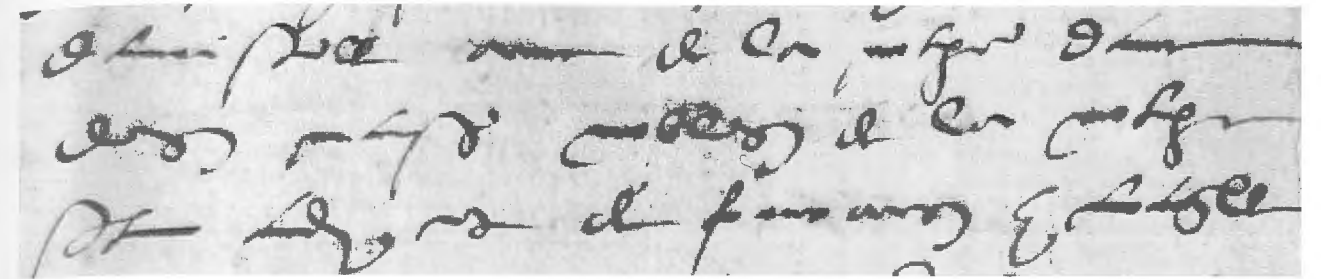
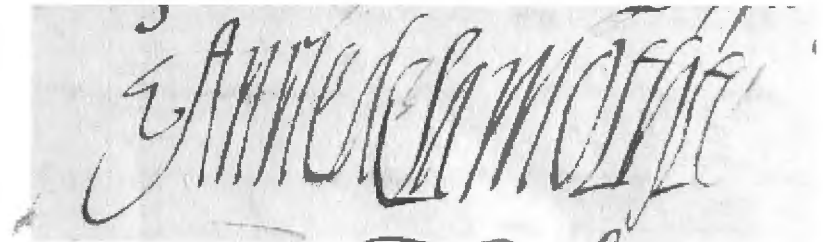


Fig. 10. - Anne de La Motte.
Damoiselle Anne de La Mothe, dame des
maisons nobles de La Mothe Saint André et
de Foureus, etc. laquelle...



en 1563 et montrer ainsi, que bâtarde, elle ne pouvait hériter de François de Ségur. En effet, à la demande du greffe et au profit de Jacques de Pontac et de Guyonne de Mérignac, un acte en forme d'enquête et de *vidimus* du registre des Baptêmes, Mariages, Sépultures de Saint-André fut rédigé en 1649, sur la date de décès de François de Ségur et la date de naissance de Jacquette, afin de montrer qu'elle était effectivement née en 1564 ⁶⁴. Mais Jacques Le Comte, président en la deuxième chambre des enquêtes, héritier des biens de Françoise de Collonges son ancêtre, le contesta à cause d'irrégularités dues aux « *ratures incontestables du registre* » des Baptêmes, Mariages, Sépultures de Saint-André ⁶⁵.

De même, Anne de La Mothe fut accusée par les Pontac d'avoir fait un deuxième mariage « *incestueux* » avec François de Mandosse dans l'année qui suivit le décès de son mari, et ainsi « *la rendre indigne de son droit de légitime* » sur l'héritage de sa fille et de son mari décédé.

En fait, Anne de La Mothe vécut 3 ans de viduité après la mort de François de Ségur son mari et nous trouvons écrit dans un carnet de Léo Drouyn «...avec l'honneur et le respect qu'elle devait à la mémoire ainsi qu'elle le prouve par les lettres de grâce et bulle du rescrit du Pape de 1570, qui détruisent les faits calomnieux dudict Pontac disant qu'elle s'était prostituée avant une année de deuil... En effet, il est évident que les papiers et les titres d'Anne de La Mothe ont été volés par les auteurs dudict Pontac puisqu'ils sont entre ses mains et si Anne de La Mothe n'a pas pu poursuivre l'entérinement des lettres de grâce et du rescrit du pape, c'est que les pièces lui ont été volées, ainsi qu'elle s'en plaignait à la cour, et qu'elles sont entre les mains de Guionne de Mérignac... » ⁶⁶.

Nous voici au milieu du XVII^e siècle et pour conclure cette affaire commencée 80 ans plus tôt, un « *Mémoires du sieur Roderie pour servir à Mr le président La Tresne, contre Mr de Pontac d'Anglade et état de ce que ledict de Pontac doit particulièrement audict président* », fut rédigé en 1659 ⁶⁷. Il permit aux parties de rédiger une transaction en 1660, retenue par Grenier notaire. Nous trouvons mention de celle-ci dans le « Livre de Raison » de François Artus Le Comte ⁶⁸. Par cette transaction, François de Pontac, fils de Gabriel de Pontac, délaissait *La Motte Saint Andras* assortie d'une soulte de quinze mille livres à François Artus Le Comte.

Cette transaction mit fin aux requêtes, procès, arrêts de parlement s'enchaînant depuis 80 ans. François Artus Le Comte rentra en possession de la maison noble de La Motte Saint-André.

François Artus Le Comte était chevalier, capital de La Tresne, baron de Goudourville, seigneur de Rostaing et autres places, fils aîné de Jacques Le Comte et de Catherine de Gourgue. Avocat au parlement de Paris, il fut pourvu en 1629, de l'office de conseiller qu'occupait son père et en 1637, d'une charge de président à mortier au parlement de Bordeaux. Le président de La Tresne joua un grand rôle sous la Fronde, il avait épousé Catherine Daffis ⁶⁹.

64. Gaillard, 1899, p. 323.

65. A.M.Bx, Léo Drouyn ms 59S n° 41, p. 761 et 762.

66. A.M.Bx, Léo Drouyn, ms59S n° 41, p. 721, 723.

67. A.M.Bx, Léo Drouyn ms59S, n° 42, p. 138 à 149.

68. A.M.Bx, ms635, Livre de Raison de François Artus Le Comte, dont un extrait se trouve en annexe de ce texte.

69. A.D.Gir., AHG T4, 13, 19 et 23.

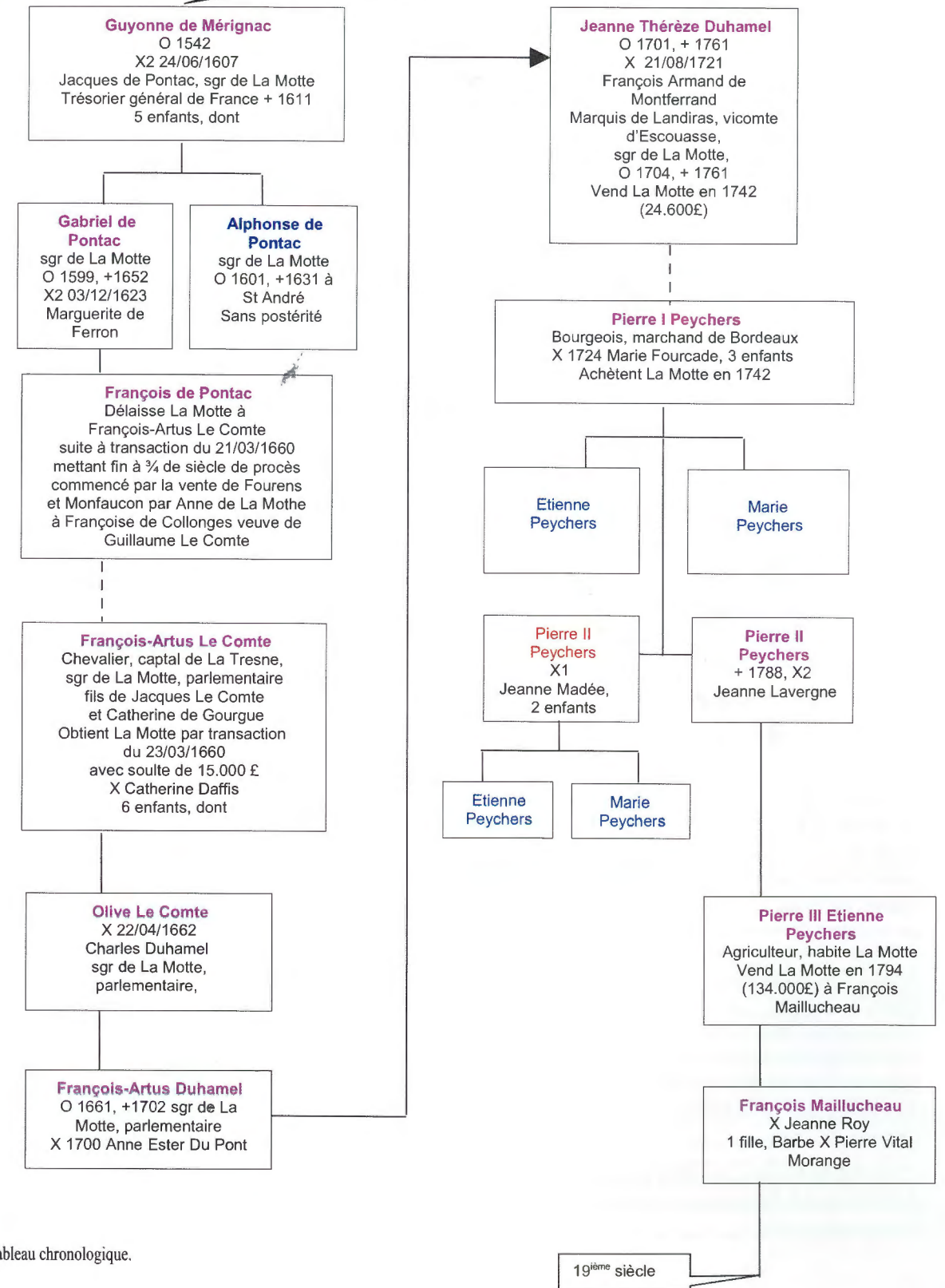
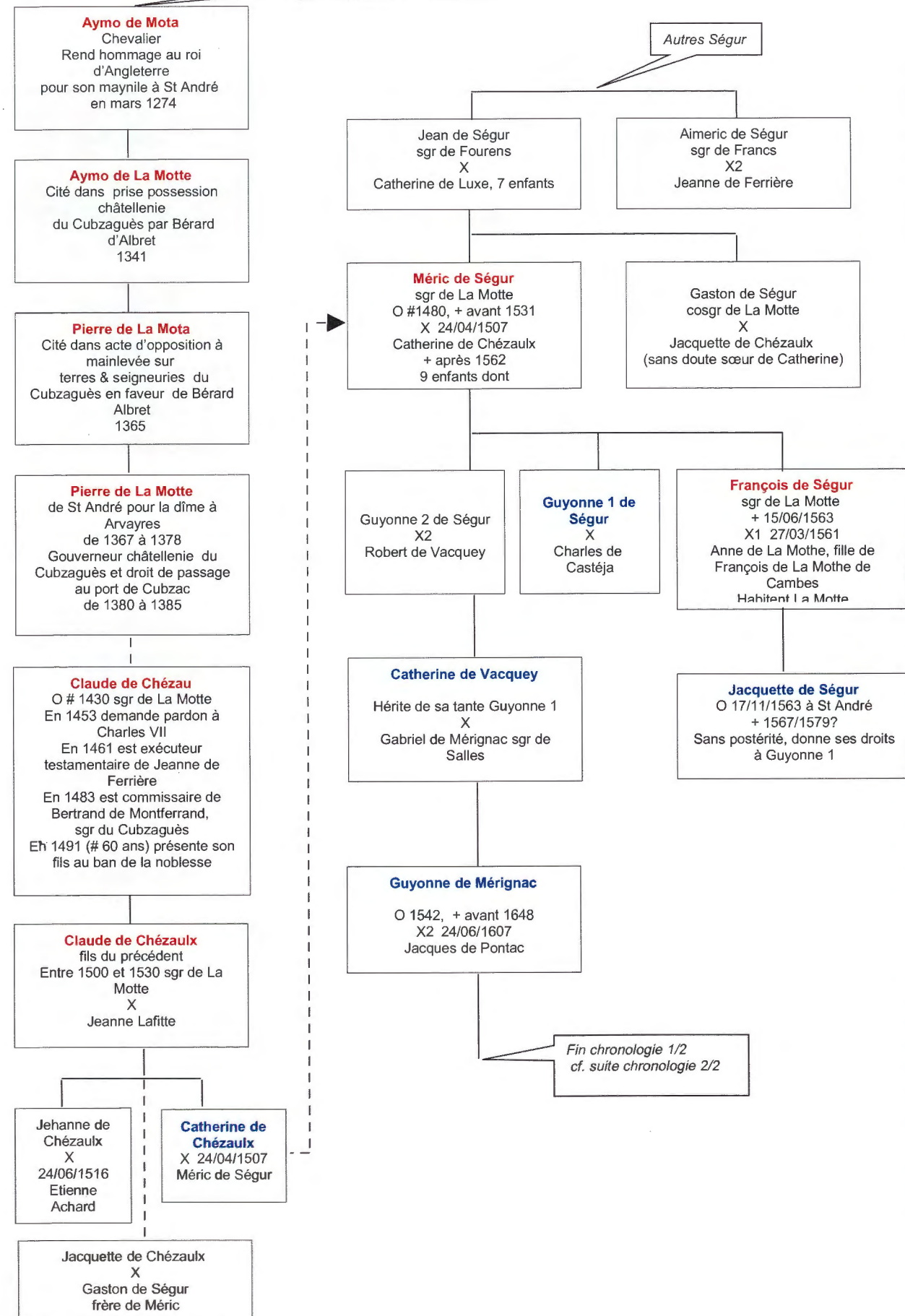


Fig. 11 et 12. - Tableau chronologique.

Son éloge fut fait lors d'un discours au parlement de Bordeaux «... *Je vous parle de ce célèbre président de La Tresne, chéri de Dieu et des hommes, et dont la mémoire est en bénédiction, etc.*...». Louis XIV lui accorda ainsi qu'à son fils, en 1653, des lettres de sauvegarde pour leurs personnes, exemptant « *de logements de gens de guerre, les terres de La Tresne et Cenac, etc.*... »⁷⁰.

Ne pouvant continuer à s'occuper de La Motte, François Artus Le Comte l'affirma de 1661 à 1667, pour 2500 livres par an, à savoir «*la maison noble de la Mothe Saint André, consistant en maisons et autres offices, jardrin, fuis, prairies, terres labourables et vignes, etc.*... »⁷¹. Cet acte est intéressant car il cite la présence d'une fuie, ou colombier, privilège de la noblesse, aujourd'hui disparue. Les revenus de ce fermage faisaient partie des plus élevés des maisons nobles appartenant aux parlementaires de Bordeaux⁷².

La fille de François Artus, Olive Le Comte de La Tresne, se maria en 1662 avec Charles Duhamel, fils de Nicolas Duhamel et de Jeanne de Toussaint. Ce contrat contient plus de 50 signatures⁷³.

Olive hérita de La Motte par testament de son père du 13 mai 1664⁷⁴ et Charles Duhamel devenu seigneur de La Motte Saint-André, acheta en 1685 à François de Pichon, sa charge de président à mortier du parlement de Bordeaux pour 100.000 livres.

Son fils François Artus devint conseiller au parlement mais n'ayant pas les 40 ans requis pour prendre la charge de président à mortier, il obtint du roi des lettres de dispenses d'âge, de provisions et patentes pour cette charge en 1697⁷⁵. La famille Duhamel fut une dynastie de parlementaires qui s'illustra dans le service du Roi, comme en témoignent ces lettres de dispenses d'âge de François Artus Duhamel, évoquant «*la famille de nostre cher et bien amé François Artus Duhamel nostre conseiller audict parlement de Guienne, scavoir Mathurin Duhamel honoré dans le siècle passé de la charge de premier secrétaire des commendements de la Reine de France, Louize de Vaudemont qui le nomma exécuter testamentaire, que ses descendants ont continué de rendre services etc.... que Charles Duhamel, père de l'exposant, sert depuis 40 ans en qualité de conseiller ou de président à mortier avec tout le zèle et l'attachement possible, etc...., que ledict exposant son fils, nous sert actuellement depuis 14 ans dans ladicte charge de nostre conseiller audict parlement de Guienne, etc.*... »⁷⁶.

La famille Duhamel possédait son banc à l'église de Saint-André du Nom de Dieu, comme cela apparaît lors de la visite de l'archevêque de 1691⁷⁷.

François Artus Duhamel épousa Anne Esther Du Pont en 1700 et de cette union naquit Jeanne Thérèse en 1701. Il rédigea son testament dès janvier 1701⁷⁸ et décéda en janvier 1702. Jeanne Thérèse fut alors mise sous tutelle⁷⁹. L'office de conseiller sera vendu à Joseph François Ignace de Labat de Savignac⁸⁰.

L'inventaire après décès fut effectué le 4 mai 1702, à la demande du tuteur de Jeanne Thérèse Duhamel⁸¹. De nombreux documents concernant La Motte y sont cités, dont la transaction non signée de 1632 sur les hommages dus (cf. *supra*). Malheureusement la plupart de ces documents sont introuvables aux Archives départementales de la Gironde. Cet inventaire contient la liste des livres de la bibliothèque de François Artus Duhamel, couvrant 16 folios recto/verso, soit environ 800 livres⁸².

Un contrat de mariage fut rédigé le 21 août 1721, entre «*Armand de Montferrand, haut et puissant seigneur marquis de Landiras, vicomte d'Escoïasse, baron de Montferrand, Soudan de Latran, etc...., premier Baron, grand Sénéchal de Guienne et de Libourne, etc...., et Demoiselle Jeanne Thérèse Du Hamel, fille unique ... de haut et puissant Seigneur Messire François Arthus Du Hamel, chevalier conseiller du Roy en ses conseils, président à mortier..., Vicomte de Castets, Baron de Lavie et Lados, seigneur de la maison noble de La Motte ..., et de Dame Anne Esther Du Pont* »⁸³.

François Armand de Montferrand descendait de Pierre de Montferrand, décapité à Poitiers en 1454 à la suite de la guerre de 100 ans et de son attachement aux Anglais. Claude de Chézeau (*supra*) était alors au service de Bertrand de Montferrand, neveu de Pierre.

70. Communay, 1886, *Le Parlement de Bordeaux*, 1886.

71. A.D.Gir., 3E6889 et 3E4084 Mise en fermage de La Motte.

72. Le Mao, 2005, p. 360.

73. A.D.Gir. 3E6888, articles de mariage retenu par Grenier notaire à Bordeaux, f° 661.

74. A.D.Gir. 3E4765, testament de F.A. Le Comte, par Douteau notaire à Bordeaux.

75. A.D.Gir., 1B33, arrêts de Parlement de Bordeaux du 29 septembre 1697, 30 décembre 1698 et 23 janvier 1699.

76. A.D.Gir., 1B33, arrêts de Parlement de Bordeaux, f° 116 v° du 22 septembre 1697.

77. A.D.Gir., G3159, Visite de l'église de Saint-André, 1691.

78. A.D.Gir., 2M1584, R82, f° 81, Testament de F.A. Duhamel, acte insinué de 1701.

79. A.D.Gir., 3E8599, du 24 avril 1702, par Lemoine.

80. Auteur d'une chronique, «*Le Mémorial de Savignac*», transcrit par Caroline Le Mao et éditée en 2004 par PUB et SBG.

81. A.D.Gir., 3E8600, f° 514, Inventaire de F.A. Duhamel, par Lemoine.

82. A ce sujet, se reporter à la très intéressante conférence de Caroline Le Mao donnée à la SBG en 2006 «*Une bibliothèque pour devenir noble : le cas de François Artus Duhamel*».

83. A.D.Gir., 3E 17812, Contrat de mariage par Fournier notaire à Bordeaux.

François Armand de Monferrand fit rédiger des exporles en faveur de son épouse, pour des terres situées à Aubie, de 1735 et 1739, et « *donne pouvoir à Robert Plumeau, notaire à Saint-André, de gérer, gouverner, etc., ..., et continuer le terrier de la maison noble de La Motte* »⁸⁴. Ce terrier n'a pas été trouvé.

Armand de Monferrand, comme époux de Jeanne Thérèse Duhamel, vendit en 1742 à Pierre Peychers pour 24.600 livres, la «réserve» de la seigneurie de La Motte Saint-André, « *consistant en une vieille maison fermée de murailles entourée de fossés, un petit jardin au levant et joignant la dite maison au dedans des fossés et toutes les constructions en dépendant, ... avec donation et transport des droits de patronage laïque de la chapelle Ste Anne se trouvant à 200 pas...* »⁸⁵. La vente comprenait la métairie de Brunet à Saint-André et tout ce qui dépendait de la maison noble, sauf les fiefs relevant en censive, ainsi que la directité et censive des fonds vendus.

Diverses autres ventes incluant les droits féodaux et une maison à Saint-Ciers-de-Canesse suivent pour un montant de 24.183 livres. Le mois suivant, François Armand de Monferrand vendit pour 11.500 livres à Jean Chaperon, écuyer, conseiller et secrétaire du Roy, seigneur de la maison noble de Terrefort à Cubzac, des tenures dans la paroisse de Cubzac, ainsi que les cens, rentes, agrières, droits et devoirs seigneuriaux de La Motte.

La totalité des biens vendus dans le Cubzaguès par Jeanne Thérèse Duhamel s'éleva à 60.283 livres.

A cette même époque en 1751, une transaction proposée par le chancelier d'Aguesseau, entre la veuve de Jean de La Tour du Pin, comte de Paulin, dame du Cubzaguès et Pierre de Montallier, seigneur de Grissac, conseiller au Parlement, nous apprend que Charles Duhamel, seigneur de La Motte, était un des créanciers sur les terres du Cubzaguès avant 1685, pour 2.719 livres de capital et 22.281 livres d'intérêts ! Cette créance, à la suite d'un arrêt en 1684, fut payée par démembrement et vente des terres du Cubzaguès saisies en 1631, à savoir les paroisses de Peujard, Virsac, Gauriaguet et Cubnezais, au président d'Abadie et celles de Saint-Laurent, Cazelles, Prignac et Marcamps par vente pure et simple en 1695⁸⁶.

Le fils de Jean de La Tour du Pin, Jean Frédéric de La Tour du Pin, comte de Paulin, fit construire par Victor Louis de 1786 à 1789, l'actuel Château du Bouilh.

De leur mariage, Armand de Montferrand et Jeanne Thérèse Duhamel eurent Charles Hyacinthe de Montferrand, capitaine d'infanterie au régiment du roi, assassiné en 1751 par Ouvrard de Martigny⁸⁷. François Armand de Montferrand décéda le 18 août 1761 et son épouse Jeanne Thérèse Duhamel le suivit peu après, le 29 août 1761. Son testament daté de 1758 fut ouvert en 1761. Les héritiers de Jeanne Thérèse Duhamel demandèrent

l'ouverture d'un inventaire des biens de François Armand de Montferrand. Cet important inventaire de 140 folios, datant du 18 septembre 1761⁸⁸, cite de nombreux documents intéressants La Motte, malheureusement ils furent déposés chez le notaire Chardevoine dans les «*dossiers familles*», ces dossiers privés ne sont pas déposés aux Archives.

La Motte fut acheté par Pierre I Peychers, bourgeois et marchand de Bordeaux, marié à Marie Fourcade en 1742. Ils eurent 3 enfants, Pierre II, Etienne et Marie (tableau 2, fig. 12).

84. A.D.Gir., 3E1542 du 5 juin 1739, par Roberdeau notaire à Bordeaux.

85. Les minutes du notaire Lejeune, rédacteur de l'acte, ne sont pas déposées aux A.D.Gir., la copie de cet acte se trouve dans un carnet de note de Léo Drouyn (A.M.Bx, ms59S n° 43, p. 242 et suivantes) et le livre d'Ernest Gaillard, 1899, en donne un extrait p. 324. Le contrôle des actes, A.D.Gir. 2C3355 et l'enregistrement du centième denier, A.D.Gir. 2C3414 confirment cette vente.

86. Pierre de Montallier était aussi créancier tant en son nom que comme cessionnaire et représentant d'Etienne François de Brassier, héritier de Jean Pierre d'Abadie, président aux enquêtes du parlement de Bordeaux. Conformément à cette transaction, la veuve de Jean de La Tour du Pin, comte de Paulin, délaissa une portion de la baronnie de Cubzaguès à savoir : Saint-Laurent-d'Arce, Cazelles, Prignac et Marcamps et le tiers de la paroisse de Saint-Gervais proche de la maison noble de Grissac, avec la justice, les domaines et la dime inféodée, moyennant que la comtesse de Paulin demeura quitte envers le seigneur de Grissac des sommes dues précédemment et faire cesser plus d'un siècle de procès. Cette transaction rédigée en 1751 par le chancelier d'Aguesseau se trouve dans l'acte de cession des paroisses Saint-Laurent, Cazelles, Prignac et Marcamps et Saint-Gervais, A.D.Gir. 3E12085 par Treysac notaire à Bordeaux. Voir à ce sujet, Meynard, 2011.

87. Hyacinthe de Montferrand, capitaine d'infanterie au régiment du roi, fut assassiné le 2 octobre 1751, près d'Amboise, par Ouvrard de Martigny. Un chien venant aboyer entre les jambes du cheval de Charles Hyacinthe, il lui donna un coup de fouet. Aussitôt le sieur Ouvrard, à qui le chien appartenait, armé d'un fusil s'élança en criant : «*gueux, pourquoi frappes-tu mon chien ? Tu ne sais pas à qui tu parles, répondit le jeune de Montferrand, et il continua sa route lentement, ... Ouvrard, rendu furieux par ce flegme, ... le blessa mortellement d'un coup de fusil. Charles Hyacinthe mourut après quatre heures d'agonie.*», in «*Généalogie des Montferrand* » par Communay Arnaud, A.D.Gir., BIB 4L 1213, pièce justificative n° LV.

Une histoire analogue fut racontée par Edouard Guillon dans son livre *Châteaux de Gironde*. Cependant la tradition orale, source de ses écrits, l'a transformée, et on se rend compte qu'elle était fautive : «*mi XVIIIe, l'on raconte que le fils de M. de Lamarthonie seigneur de La Motte, étant à la chasse, un de ces chiens fit quelques dégâts chez un paysan qui, furieux, poursuivit l'animal et le tua sous les yeux de son maître...Le jeune seigneur, blessé à la fois dans son orgueil et ses affections, n'écoula que sa colère; et avant que la réflexion fut venue, il déchargea son fusil sur l'auteur du meurtre de son chien et le tua. Cet événement fit grand bruit dans la contrée, et les idées nouvelles commençant à fermenter dans les têtes, la famille de Lamarthonie abandonna la maison de La Motte, en mauvais état sans doute. Elle fut détruite pendant la révolution. M. Peychers acheta la propriété, rasa ce qui restait de cette vieille maison noble et éleva à quelque distance l'habitation actuelle, qui en a conservé le nom, etc.*... ». Nous avons vu, *supra*, que ce n'est pas ce qui s'est passé. D'autre part, aucun Lamarthonie n'a été seigneur de La Motte. La seigneurie fut démembrée par Armand de Montferrand suite à la vente de 1742 !

88. A.D.Gir., 3E15011, Inventaire de Montferrand par Chardevoine notaire à Bordeaux.

Est-ce l'achat de La Motte et les travaux qu'il y entreprit, mais Pierre I Peychers fut déclaré en faillite dès 1745 dans un arrêt du Parlement de Bordeaux ⁸⁹.

Un arrêt du parlement du 17 juin 1757 confirma la saisie des biens de Pierre I Peychers. Surenchère fut faite par les trois enfants et acceptée pour une somme de 14.820 livres. Ils rachetèrent le domaine de La Motte cette même année ⁹⁰.

Un arpentement de La Motte, en faveur d'Etienne, Marie et Pierre II Peychers, fut réalisé par Sourzat, notaire à Saint-Antoine en 1758. L'arpentement aurait donné une description des lieux, malheureusement les minutes de cette époque de ce notaire ne sont pas déposées aux Archives! Pierre II hérita de La Motte et eut deux enfants d'un premier mariage, Etienne et Marie, puis Pierre III d'un deuxième. Il rédigea son testament (sans intérêt historique), le 15 novembre 1788.

Il décéda peu après et un inventaire (*supra*) fut réalisé à la demande de son épouse Jeanne de Lavergne le 18 novembre 1788 ⁹¹. Un accord intervint entre les trois enfants en 1794, et Pierre III le plus jeune, devint seul possesseur de La Motte. Elle fut vendue le jour même, pour 134.000 livres à François Maillucheu ⁹².

Ce François Maillucheu, marchand, cité dans l'histoire de *La Révolution à Saint-André* ⁹³, était classé dans la liste des notables faisant partie du Conseil Général de la commune. Sa fille, Barbe, se maria avec Pierre Vital Morange.

Nous voici arrivés au XIXe siècle, la descendance des Morange gardera La Motte jusqu'au début du XXe siècle.

La Motte et ses dépendances

Deux registres terriers ⁹⁴ se trouvent aux Archives départementales de Gironde, ils concernent la seigneurie de La Motte Saint-André, l'un en faveur de Catherine de Chézaux, veuve de Méric de Ségur et l'autre en faveur d'Anne de La Mothe, veuve de François de Ségur, Dame de La Motte Saint-André. Ils couvrent la période de 1542 à 1566 pour les paroisses de Saint-André ⁹⁵, Saint-Gervais, Aubie, Cubzac, Laruscade, Salignac. Ces deux terriers représentent environ 700 exorles pour des terres tenues en fiefs avec actes de foi et hommages. Ils ne contiennent rien sur la réserve de la seigneurie de La Motte.

Concernant les métairies de La Motte, nous avons trouvé Verdelet, Brunet et La Brède à l'est de La Motte et Bernescut à Cubzac. La Brède en faisait encore partie lors de la vente de 1742. Son antériorité remontait à Claude de Chézaux en 1475.

Egalement, plusieurs mentions de moulins ont été trouvées. En 1520, bail à fief nouveau est passé par Méric de Ségur, seigneur de La Motte, comme mari de Catherine de Chézaux,

d'une pièce de terre pour bâtir un moulin à vent à Cubzac pour 12 deniers d'exorle et un quartier de froment de rente annuelle et pouvoir moudre tout le blé que ledit seigneur et ses successeurs voudront envoyer audit moulin ⁹⁶. En 1551, mention d'un moulin à vent dans un dénombrement fourni au roi par Catherine de Chézaux, dont les cens et rentes dans le Bourges, le Cubzaguès et le Fonsadais valaient 200 livres de revenu ⁹⁷. En 1671, requête de Charles Duhamel, pour un moulin à vent appelé *moulin de La Mothe* au sujet d'une baillette passée en 1623 par Guyonne de Mérignac et dont les droits d'exorles ne sont pas payés ⁹⁸. En 1713, suite à une requête du tuteur de Jeanne Thérèse Duhamel, assignation fut donnée à Jean Giraud de La Lande, conseiller du roi, à comparaître au parquet de la juridiction du Cubzaguès, pour une exorle et reconnaissance de 1632 en faveur de Jacques de Pontac, mari de Guionne de Mérignac, dame de la maison noble de La Motte, pour une pièce de terre et moulin situés dans la paroisse de Cubzac ⁹⁹. En 1766, un moulin dit des Places, ayant relevé de La Motte et situé à 200 mètres au nord-est de celle-ci, fut revendu et fit l'objet d'un procès devant le juge du Cubzaguès ¹⁰⁰.

La chapelle Sainte-Anne, située à 200 pas de la maison de La Motte, est citée sous le nom de « *chapelle de La Mothe à Saint-Andrés* » en 1516 ¹⁰¹. Elle était séculière et possédée par l'archiprêtre de Moulis en Médoc. Les nourrices se rendaient en ce lieu de pèlerinage pour demander à la mère de la sainte Vierge, les forces nécessaires pour remplir leur délicate

fonction ¹⁰². Le nom de Sainte-Anne qui lui sera attribuée semble venir de l'épouse de François de Ségur, damoiselle Anne de La Mothe, dame de la maison noble de La Motte Saint-André (*supra*).

Fin XVIIe, François Artus Duhamel, président au parlement de Bordeaux, seigneur de La Motte, verse une rente pour cette chapelle ¹⁰³. Le patronage laïc de la chapelle ou chapellenie de Sainte-Anne appartient au seigneur de La Motte. La visite de la chapelle réalisée en 1702 par l'évêché de Bordeaux, fait l'objet de trois remarques devant être corrigées ¹⁰⁴.

Les revenus mi XVIIIe s'élevaient à 75 livres par an, Jean Dupuy, prêtre curé de l'archiprêtre de Moulis, en était le chapelain et successeur d'Odet Marchant ¹⁰⁵. Elle fut vendue comme bien national à la révolution pour 8000 livres ¹⁰⁶. Des restes se trouvaient « *au chevet de la maison de Mr le docteur R.Moure, maison où est mort en 1843, Mr de Mondenard* » ¹⁰⁷.

Une petite rue en porte encore le nom, c'était l'ancienne route de Bordeaux. En souvenir, une statuette de sainte Anne a été mise dans une niche située dans le mur de la maison faisant l'angle des rues Sainte-Anne et Mondenard.

102. Gaillard, 1899. Meynard, 2010.

103. A.M.Bx, Léo Drouyn, ms59S n° 25, p. 279.

104. A.D.Gir., G640, visites et ordonnances de l'archiprêtre de Bourg et Blaye, cahier n° 20, f° 69 et 70, « *que le tableau servant de retable est fort vieux et déchiré, que la pierre sacrée est trop élevée, qu'il y a quelques carreaux qui manquent au pavé, ..., il y a une porte qui conduit à la boutique d'un maréchal qui ne ferme point à clé, ..., que le sieur Badouin est chapelain, que les revenus peuvent valoir 20 écus et que le jour de la Ste Anne, il y a grand concours de peuple.... Avons ordonné que la pierre sacrée de l'autel qui est trop élevée sera abaissée, que le tableau qui sert de retable sera raccomodé, ...* ».

105. A.D.Gir., 1B33, arrêt du Parlement de Bordeaux, du 02 avril 1757.

106. A.D.Gir., 1Q702, n° 201.

107. Gaillard, 1899 ; Meynard, 2010.

89. A.D.Gir., série B, Arrêts du Parlement de Bordeaux, du 6 juin 1753. Et dans une requête au même parlement en 1754, concernant cette faillite, de La Tour Dupin de Paulin, baron du Cubzaguès, demanda « *que l'adjudicataire des biens saisis demeurera chargé des devoirs seigneuriaux et hommages dus audit De Paulin à raison de la maison et domaines de La Motte Saint-André relativement et conformément à la transaction du 25février 1632* », transaction qui ne fut jamais signées par les parties concernées.

90. A.D.Gir., 1B33, arrêt du Parlement de Bordeaux, du 17 juin 1757 et 2C3450, Achat par les enfants Peychers.

91. Déjà vu supra, A.D.Gir., 3E40120, Inventaire suite à décès de Pierre Peychers, du 18 novembre 1788 par Denieau notaire à Saint-André.

92. A.D.Gir., 3E21823, Vente de La Motte, retenu par Guérin notaire à Lugon.

93. Bardeau, 1989.

94. A.D.Gir., E 398, par Fumade notaire à Saint-André et A.D.Gir., E 399 par Belluye notaire à Saint-André.

95. Bernard Fumade, juge de la juridiction de Cubzac, rendait hommage à Anne de La Mothe pour la maison de Montallon située sur le chemin de Saint Etienne allant au port de Plagne.

96. A.M.Bx, Léo Drouyn, ms59S n° 39, p. 312 et n° 43, p. 92.

97. A.M.Bx, Léo Drouyn, ms59S n° 25, p. 241.

98. A.M.Bx, Léo Drouyn, ms59S n° 13, p. 672.

99. A.M.Bx LD, Léo Drouyn, ms59S n° 43, p. 120.

100. A.D.Gir., 3E22757 et 22759, retenus par J.B. Plumeau du 15 septembre 1783.

101. A.D.Gir. 3E6146, par Fournet notaire.

Annexe

Extraits du Livre de Raison de François Artus Le Comte, concernant l'exploitation de La Motte Saint-André

Ce Livre de Raison ¹⁰⁸ est d'un très grand intérêt. Les extraits qui suivent ne concernent que l'exploitation de La Motte faite par François Artus Le Comte avant sa mise en fermage. Les frais engagés pour le mariage de sa fille Olive avec Charles Duhamel ainsi que ceux relatifs à la naissance de son petit-fils François Artus Duhamel, s'y trouvent également. N'intéressant pas directement La Motte, ces frais ne sont pas inclus dans cette annexe.

- f° 251v° et 252 r° de mars 1660, « le 25^{ième} dud. Mois, j'ay signé une transaction avec Mr de Pontac d'Anglade, retenüe par Grenier notaire royal, dattée du 21^{ième} du courant, dont l'original a esté remis entre les mains du RP. Parthenay, jésuite, à la charge de le remettre aud. Grenier à ma volonté et non à celle dud. Sr de Pontac, qu'après six mois pendent lesquels, je tascheray de m'accommoder avec les seigneurs pour ce qui pourra estre sujet à lods et ventes, par laquelle transaction qui est pour raison de procez de Foureus et Montfaucon où il y a eu divers arrests au Parlement de Paris, ledit Sr de Pontac me délaisse La Mothe Saint Andras, entièrement et outre s'oblige de me payer la somme de quinze mille livres dans six ans et cependant l'intrerest au denier seize avec faculté néanmoins de pouvoir payer à la fois le tiers de lad. Somme de quinze mille livres en m'avertissant six semaines devant »

- f° 260v° de juillet 1660, le 6 dudit mois, paiement par les mains de Mr Bonnefont, 252 livres à Mr Forton avocat en la cour, pour payer 6 douzaines de barriques, à 14 écus la douzaine, achetées en Cubzaguès pour être livrées à La Motte le 1^{er} septembre prochain.

- f° 263v° d'aoust 1660, paiement de 55 écus par les mains de Mr Bonnefont à Mr Forton pour que le mestayer de La Motte Saint-André achète une paire de bœufs.

- f° 266v° du 4 septembre 1660, Mr Bonnefont revient de La Motte Saint-André avec la marée et rembourse 5 livres 8 sols 3 deniers sur les 3 écus que F.A. Le Comte lui avait baillé pour ce voyage.

Et le 7 septembre, paiement de 4 écus à Mademoiselle Forton pour acheter des provisions pour les vendanges de La Motte Saint-André.

- f° 267v°, le 16 septembre 1660, paiement de 10 écus à Forton advocat, pour pourvoir aux frais des vendanges de La Motte Saint-André.

- f° 270, d'octobre 1660 : « Le 21 dud. mois, j'ay baillé un écu à Mr Forton advocat pour fin de payement des fraix qu'il a dit avoir employez aux vendenges de La Mothe Saint Andras qui reviennent en tout à quarante cinq livres sans compter trois sacs de mesture que j'y avois envoyez pour lesd. vendenges qui n'ont rapporté que plus thonneaux de vin pour les agrières, et neuf thonneaux et demy de celles des domaines pour la part du maistre où il n'a pas fallu employer de fraix, les mestayers estant obligés de les faire, cy----- 3 livres »

- f° 272 de novembre 1660, prix des barriques : 5 livres la douzaine pour un achat de 33 douzaines et une pièce.

Le 12 novembre, « j'ai baillé 56 livres 5 soulds à La Roche, valet de La Mothe Saint Andras pour le payer de 5 barriques de vin blanc de sa part dud.lieu qu'il m'a vendu et livrées à 15 écus le thonneau, pris et ouillé sur le lieu, lesquelles 5 barriques ont esté portées ced. jour avec 10 thonneaux de vin blanc recueillis

en lad. maison et qui ont esté mis aux Chartreux dans le chay de Mr François et lesd. cinq barriques ayant été mises dans mon chay en ville, aux frais et risques de Catherine Saint Martin qui me les a demandées pour le mesme prix que il les avoit achetées dud. Laroche, ce que j'ay consanti pour la gratifier et luy donner moyen de gagner une pièce d'argent dans la débite qu'elle pourra en faire en destail ou autrement, cy----- 56 livres 05 s »

Ledit iour j'ay baillé 60 livres à Catherine pour bailler à La Roche, valet de La Mothe Saint Andras et son consort pour la culture des vignes du clos de lad. maison à la réserve de celles que le mestayer fait laquelle culture, ils sont obligés de faire de trois façons de bêche outre les autres et à la charge par moy de fournir locaux, qu'il faudra pour lesd. vignes outre celle qui se trouvera dans les domaines de lad. maison qu'ils seront obligés de faire à leurs despends, j'entends celle des domaines, à condition aussi que ie prendray sur leur part de vin, 2 tiersons dont ils fourniront les fusts bons et neufs, cy----- 60 livres »

- f° 272v°, de novembre 1660 « le 15 dud. mois, j'ay baillé 16 livres 17 sols 6 deniers à Mr Forton pour payer aux bateliers le port de onze thonneaux [et] une barrique de vin blanc de La Mothe qui sont mentionnés en l'article du 12^{ième} du courant à 30s par thonneaux, cy----- 16livres 17s 06 d »

- f° 287, le 7 mai 1661 Le 9 juillet 1661, vente au Sieur Carros, bourgeois et marchand de Bordeaux, de six tonneaux et une barrique de vin rouge de La Motte Saint-André à raison de 18 écus le tonneau.

- f° 299v°, le 12 octobre 1661, « le 12^{ième} dud. mois, j'ay receu soixante livres de Roche de la Mothe Saint Andras et son consort pour payement de pareille somme que je lui prestay le 12^{ième} novembre cy dessus, plus trois livres et demie pour payement de deux barriques vieilles qu'il avait prins du chay à sept écus la douzaine ».

- f° 318v°, du 1^{er} mai 1662 « ledit iour j'ay baillé par les mains du Sr Macé, huit livres quatorze soulds pour le passage des rivières, estrennes des serventes et ferrure de chevaux du voyage que j'ay fais pour visitter La Mothe Saint Andras, outre un louys de quinze soulds que j'ay baillé à Bétaille à la jardinière, cy en tout ----- 9livres 0 9 s »

- f° 365, d'octobre 1663 Le 29 octobre 1662, « Led.iour, il (le Sr Macé) a baillé quarante et trois soulds pour les frais d'un voyage qu'il a fait à La Mothe Saint-André, cy--- 02 livres 03 s »

- f° 368, le 27 novembre 1663, « Led. iour, il (le Sr Macé) a receu onze cents livres du Sr Grenier, fermier de Saint Andras par les mains du Sr Malucheu dud. lieu, en desduction de ce qu'il peut debvoir de lad. ferme »

- f° 374v°, de janvier 1664, « Le 30^{ième} dud; mois, il (le Sr Macé) a receu mille livres du Sr Grenier, fermier de La Mothe Saint Andras par les mains de son fils sur ce qu'il peut debvoir du prix de lad. Ferme »

- f° 378, le 6 mars 1664, « led.iour, j'ay signé le contract passé le iour d'hyer pour l'affirme de La Mothe Saint Andras en faveur de Malucheu, maistre boucher de Saint Andras pour trois années à raison de deux mille cinq cents livres par année, ..., payables la moytié à la Saint Michel prochaine, et à Pasques suivantes, et le mesme des années suivantes ».

108. A.M.Bx, ms 635, Livre de Raison de François Artus Le Comte de La Tresne.

Bibliographie

Aubin, 1989 : Aubin, Gérard. *La Seigneurie en Bordelais au XVIIIe par la pratique notariale*. Rouen, PUR, 1989.

Bardeau, 1980 : Bardeau Gérard et Claude. *Saint-André en Cubzaguès, noste péïs*. Saint-André de Cubzac, 1980.

Bardeau, 1989 : Bardeau, Claude. *La Révolution à Saint-André*. Publié par l'Association des Œuvres Laïques à Saint André de Cubzac. 1989.

Bémont, 1914 : Bémont, Charles. *Recueil d'actes relatifs à l'administration des rois d'Angleterre en Guyenne au XIIIe siècle*, Paris, Imprimerie Nationale, 1914.

Boutruche, 1947 : Boutruche, Robert. *Une société provinciale en lutte contre le régime féodal : l'alleu en Bordelais et Bazadais du XIe au XVIIIe siècle*. Rodez, 1947.

Boutruche, 1968 : Boutruche Robert. *La Crise d'une Société, Seigneurs et Paysans du Bordelais pendant la Guerre de Cent Ans*. 1968.

Communay, 1886 : Communay, Arnaud. *Le Parlement de Bordeaux*. A.D. Gironde, 1886.

Duclot, 1993 : Duclot, Jean-François, et Saignac, Jean-Pierre. « Les Jaubert de Barrault ». CLEM, 1993.

Gaillard, 1899 : Gaillard, Ernest. *Histoire du Cubzaguès*. 1899. Micro film non référencé, A.D.Gironde.

Gardelles, 1972 : Gardelles, Jacques. *Les châteaux du Moyen Age dans la France du Sud-Ouest, La Gascogne Anglaise de 1216 à 1327*. Droz, Genève, 1972.

Guillon, 1866 : Guillon, Edouard. *Les Châteaux historiques et vinicoles de la Gironde*. Bordeaux, Lafargue, 1866, 3 volumes.

Goubert et Roche, 2007 : Goubert Pierre et Roche Daniel. *Les Français et l'Ancien Régime*, 2 tomes. Armand Colin, 2007.

Higounet, 1996 : Higounet, Charles, et Higounet-Nadal, Arlette. *Grand Cartulaire de La Sauve Majeure*. Fédération Historique du Sud-Ouest, 1996.

Lafargue, 1906 : Lafargue, Numa. *La Petite Vendée du Cubzaguès*. Saint-André de Cubzac, imprimerie Boehlinger, 1906.

Le Mao, 2005 : Le Mao, Caroline. *Les fortunes de Thémis*. Fédération Historique du Sud Ouest, 2005.

Litoux, 2008 : Litoux, Emmanuel. *Manoirs médiévaux*. Rempart, 2008.

Martin, 1991 : Martin, Georges. *Histoire et Généalogie de la Maison de Ségur*. A.D.Gironde, 1991.

Meynard, 2010 : Meynard, Christophe. *Saint-André-de-Cubzac*. Saint Cyr sur Loire, Alan Sutton, 2010.

Meynard, 2011 : Meynard, Christophe. *Le château du Bouilh du XVII au XVIIIe siècle*. Mémoire de Master d'Histoire Moderne, Université Michel de Montaigne-Bx III, 2010/2011.

O'Reilly, 1840 : O'Reilly, abbé Pat.-J. *Essai sur l'histoire de la ville de Bazas*. Imprimerie de Labarrière, Bazas, 1840.

Petit, 1954 : Petit, Daniel. *Saint-André-de-Cubzac et Cubzac-les-Ponts*. Mont-de-Marsan, Jean Lacoste, 1954.

Quancard, 2009 : Quancard, Sylvette. *Terrefort en Guyenne*. Cubzac-les-Ponts, 2009.

Siro, 2007 : Sirot, Elizabeth. *Noble et Forte Maisons, l'habitat seigneurial dans les campagnes médiévales*. Espaces Médiévaux, Picard, 2007.

Soulé, s.d. : Soulé, général. *Le duché de Fronsac, des premiers vicomtes aux ducs de Richelieu*. Bordeaux, Picquot, s.d.

Trabut-Cussac, 1959 : Trabut-Cussac, Jean-Paul. *Livre des hommages d'Aquitaine*. Bordeaux, Delmas, 1959.



Les Calvimont à l'Herm : le château périgourdin de parlementaires bordelais

Hélène Mousset *

Le château de l'Herm est en ruines depuis le XVIII^e siècle, toiture tombée, planchers disparus, baies sans fenêtres. De procès interminables en délaissement d'une demeure sans confort, il n'est plus habité ni habitable. A cet état d'abandon vient se surimposer un récit imaginaire, celui de *Jacquou le Croquant* écrit par Emmanuel Le Roy en 1897, où l'Herm, résidence du cruel Nansac, est pris par les flammes d'un immense incendie – alors que le château n'a jamais été incendié. Depuis plusieurs générations, les contextes historique et littéraire s'alliaient pour contribuer à l'oubli de l'histoire de l'Herm. Il faut donc rendre hommage au travail de l'équipe réunie sous la direction de Marie Palué depuis 2001. Toutes les perspectives et toutes les méthodes ont été mobilisées pour retracer l'histoire du château : fouilles archéologiques, recherches en archives locales et nationales, enfin étude du bâti. C'est sur cette dernière partie que je suis intervenue, me consacrant à l'analyse de cet imposant bâtiment et à la recherche du contexte de sa construction au XVI^e siècle, en m'appuyant sur le corpus de documents établi par Marie Palué, Philippe Rougié et Gabriel Foglia.

Les constructeurs de ce château, situé en Périgord à 150 kilomètres de Bordeaux, étaient des parlementaires bordelais. Si l'on peut s'étonner de cette distance malcommode, on verra que ce choix résulte des origines de la famille ¹. L'étude des documents a révélé les chemins de leur ascension, les missions extraordinaires dont ils ont été chargés et se sont acquittés avec plus ou moins de bonheur. Après la présentation des protagonis-

nistes, l'analyse de l'édifice permettra de mettre en lumière leurs ambitions et l'image qu'ils ont souhaité donner de leur lignée.

Les commanditaires : les Calvimont

Trois générations de Calvimont ont contribué indirectement ou directement à l'édification du château de l'Herm. Tous portent le prénom de Jean, homonymie qui ne facilite évidemment pas les distinctions entre les différents intervenants, et laisse parfois un doute sur les dates de transmission.

Le premier est Jean de Calvimont, notaire à Plazac dans la vallée de la Vézère. Il a épousé Catherine ou Marguerite de Prouillac ². Ce mariage constitue une alliance avec une autre famille d'hommes de loi et, comme leur fils aîné, leur neveu Antoine de Prouilhac sera avocat au Parlement de Bordeaux. Jean et Catherine ont eu au moins quatre enfants vivants, dont Jean, successeur de son père, et Sardon, recteur et notaire à Plazac.

*. Conservatrice du Patrimoine. Service Régional de l'Archéologie-DRAC Aquitaine.

1. L'histoire familiale reste fondamentale comme l'a montré C. Le Mao pour le Grand Siècle. Caroline Le Mao, *Les Fortunes de Thémis, vie des magistrats du Parlement de Bordeaux au Grand Siècle*, Bordeaux, FHSO, 2006, p. 95.

2. Les deux prénoms apparaissent selon les documents, voire dans le même document.



Fig. 1. - Ruine, gravure d'après un dessin de Félix de Verneilh, 1882, paru dans le Bull. de la Société Historique et Archéologique du Périgord, 1884.



Fig. 2. - Vue aérienne du château de l'Herm (cl. G. Foglia).



Fig. 3. - L'Herm depuis le sud est photo (cl. M. Palué).

Le notaire Jean de Calvimont effectue de petites opérations d'achats tout au long de sa carrière : il achète ainsi des terres, des maisons, un moulin, une maison noble à Plazac. Toutes ces acquisitions se situent dans un rayon relativement réduit. Elles ont vraisemblablement été facilitées par les nombreuses occasions offertes après la Guerre de Cent Ans, des années 1450 à la fin du siècle, en raison des terres désertées.

Le conseiller Jean de Calvimont

Son fils, Jean de Calvimont est licencié en droit et hérite après 1474 de la charge de notaire de son père. Il épouse en 1484 ou 1489 Anne du Puy de La Jarthe, dont la famille est implantée près de Périgueux. Ils auront huit enfants vivants : trois deviendront conseiller ou avocat, une épousera un conseiller au Parlement (La Boétie) et trois autres seront chanoines. L'aîné, Jean de Calvimont, devient avocat au Parlement de Bordeaux avant 1494. Il en sera conseiller vers 1500.

Il poursuit les opérations d'acquisitions et d'échanges de terres commencées par son père. En 1494, il commence des transactions avec Léonet de Montlouis, qui lui cèdera, semble-t-il, en 1498, un quart de la seigneurie de l'Herm³. En 1497, Jean de Calvimont effectue une enquête sur la justice de la seigneurie de Tursac pour le Parlement ; l'année suivante, il apparaît comme seigneur de Tursac.

Les années 1498-1499 sont celles d'une nette accélération de sa carrière. En 1498, il est nommé procureur du comte de Périgord Alain d'Albret auprès de la duchesse d'Angoulême pour une mission dont la teneur nous est inconnue. Le résultat dut être satisfaisant, puisqu'il est à nouveau nommé procureur par Alain d'Albret pour affaire importante en 1499. Il s'agit cette fois des négociations pour le mariage de la fille du comte avec César Borgia. Les documents conservés aux archives départementales des Pyrénées-Atlantiques, dans le fonds d'Albret, et publiés par Paul Raymond dans les *Archives Historiques de la Gironde* en 1866⁴ montrent le rôle joué par Calvimont. Cependant, le lien avec le château de l'Herm n'avait pas été établi jusqu'à présent. Une fois cette relation avérée, l'acquisition et la construction de l'Herm s'éclairent d'un nouveau jour et les événements s'enchaînent à partir du choix de Calvimont par Alain le Grand.

3. L'Herm est alors en co-seigneurie, détenue pour moitié par Charles de Caumont, seigneur de Berbiguières, pour un quart par Montlouis, puis Calvimont, et pour le dernier quart par François de La Cropte, seigneur de Lanquais. *L'Herm, rapport 2008*, p. 74.

4. *A.H.G.*, t. 8, 1866, n° CIV/1 à 8, p. 308-319 [Arch. dép. Pyrénées-Atlantiques, E 91], textes publiés par P. Raymond.

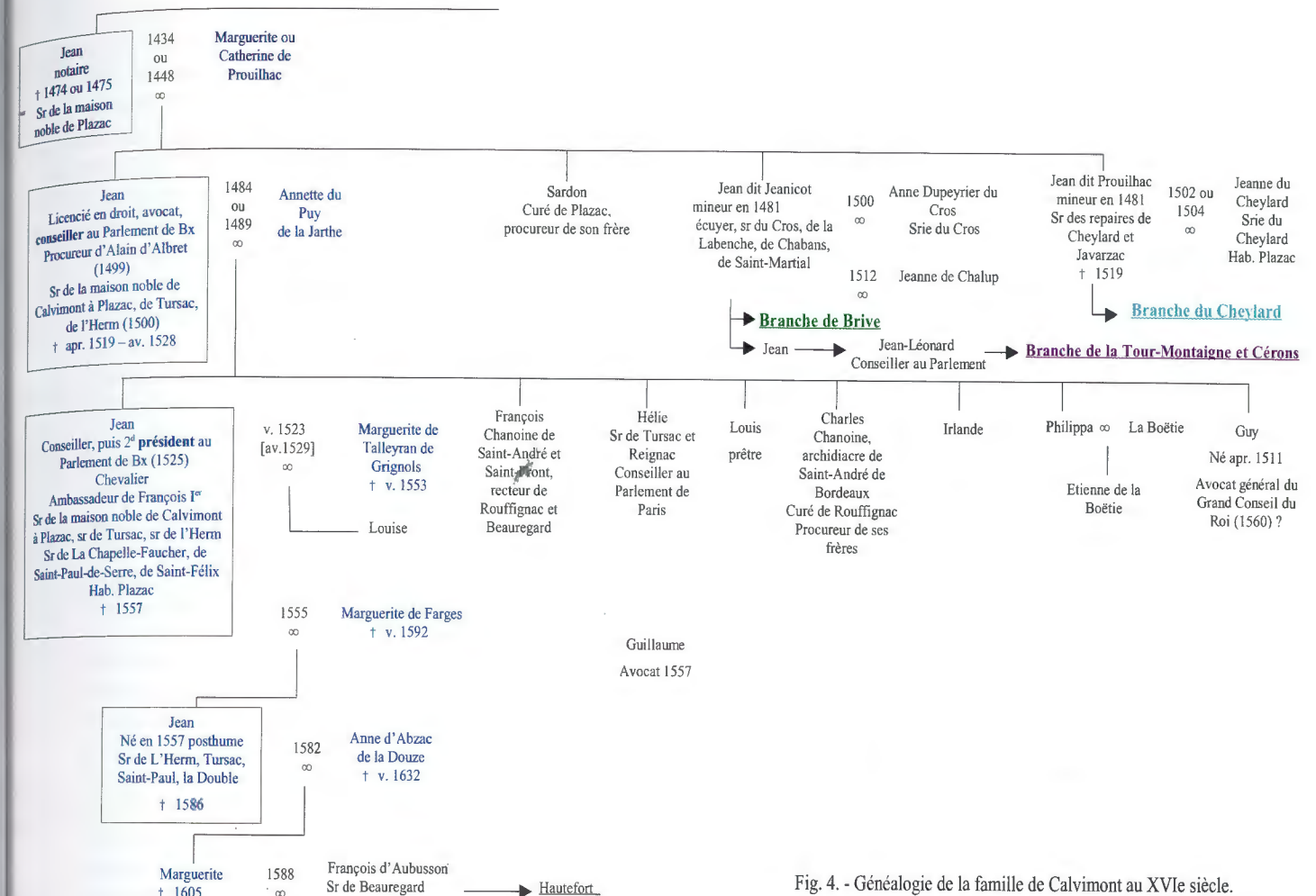


Fig. 4. - Généalogie de la famille de Calvimont au XVIe siècle.

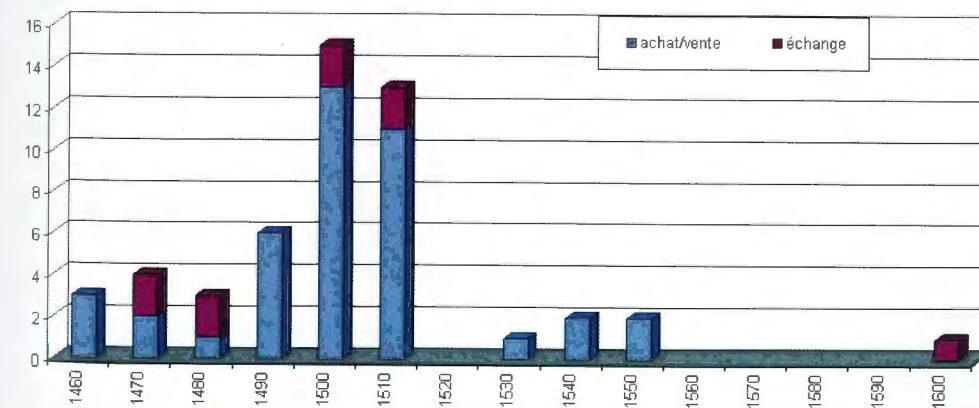


Fig. 5. - Chronologie des opérations immobilières réalisées par les Calvimont entre 1460 et 1600 (d'après le répertoire des sources du rapport 2008).

La procuration d'Alain d'Albret rédigée en mars 1499 nomme trois négociateurs : « notre très cher fils Gabriel d'Albret, Messire Regnaut de Saint-Chamans chevalier seigneur de Lissac seneschal des Lannes et Maître Jean de Calvimont licencié en loix seigneur de Tursac nostre conseiller [faisons] nos exprès et spéciaux procureurs et messagers pour traicter et accorder et conclure le mariage proparlé par le Roy entre le duc de Valentinois et nostre fille Charlotte d'Albret »⁵. Mais un autre document réduit à deux les négociateurs effectifs, en précisant que c'est Saint-Chamand et Calvimont « qui ont traicté ledit mariage du costé de ladite demoysele »⁶. De mars à mai 1499, Jean de Calvimont et ses deux compagnons vont passer trois mois à la cour de France, qui se tient alors essentiellement à Blois. Les négociations sont longues et âpres au sujet de la dot. Pour resituer le contexte, il faut se souvenir que César Borgia apporte à Louis XII la bulle papale annulant son premier mariage et lui permettant d'épouser Anne de Bretagne, et que le roi sait qu'il aura encore besoin de l'appui d'Alexandre VI pour ses projets en Italie. Louis XII a promis en retour un brillant mariage au fils du pape, César Borgia. Mais le roi se trouve rapidement en difficulté, après avoir essuyé deux refus⁷. Charlotte d'Albret apparaît dès lors comme un « recours » assez providentiel, grâce à l'ascension récente de son père, devenu, de seigneur de Labrit, Nérac et Casteljaloux, un « haut et puissant prince » grâce à son mariage qui lui a apporté le comté de Périgord et la vicomté de Limoges, et grâce au mariage de son fils pour lequel il administre le royaume de Navarre. Albret et ses procureurs profitent clairement de cette situation et de la promesse de Louis XII aux Borgia. Ils pratiquent une forme de chantage pour obtenir maximum et garanties, n'hésitant pas à brandir la menace qu'ils « reffusassent et desnyassent accorder ledit mariage »⁸. Au terme des négociations, le 10 Mai 1499, Alain d'Albret a obtenu la somme de 100000 livres tournois, payables dans les 18 mois. On ne saurait trop souligner combien la somme est considérable pour l'époque.

Un acte passé quelques heures avant le contrat trahit le rôle personnel de l'avocat au Parlement de Bordeaux, car l'acte est demandé par Calvimont qui y est seul nommé⁹. La précision réclamée par Calvimont est d'inscrire « que son intention n'était pas de prandre lesdits Gaillart, Brissonnet, Bohier et de Beaune comme generaulx de France ne officiers du Roy, ne autrement qu'en leurs propres et privez noms ». Cela signifie qu'il s'adresse aux banquiers privés qui spéculent pour rentrer dans leurs fonds, plutôt qu'aux trésoriers du Royaume - encore que les limites entre les deux soient assez floues jusqu'aux efforts de remise en ordre de François I^{er}. Chacun des quatre trésoriers généraux doit payer une part de 25000 livres. La fermeté transparait dans le ton de Calvimont : « les a sommez et requis qu'ils declarassent s'ilz le faisoient autrement que de leur bon gré ». Face aux très puissants personnages que sont les tourangeaux, Jean de Calvimont obtient ce qu'il réclame.

Le mariage est célébré le 12 Mai. Dans le contrat de mariage, Albret offre une dot de 30000 livres, dont 6000 immédiatement et 1500 chaque année pendant dix-sept ans et demi, arguant que César Borgia est déjà riche de plus de 26000 livres rentes¹⁰. Alain d'Albret en récolte la reconnaissance royale et le cardinalat pour son fils Amanieu ... et garde la différence de 70000 livres entre la dot et la somme reçue par l'entremise de son conseiller spécial Calvimont. Vu le résultat de ces négociations, tout en se plaignant pour la forme, Albret peut savoir gré à son procureur.

Les événements qui se déroulent dans l'année se succèdent et s'enchaînent de manière trop rapide pour ne pas être un effet de la reconnaissance du comte. C'est le moment de la prise de possession de l'Herm par Calvimont. En juillet 1500, un arrêt du parlement de Bordeaux condamne Charles de Caumont, seigneur de Berbiguières, et François de la Cropte, seigneur de Lanquais, détenteurs des trois parts de l'Herm, à céder à Alain d'Albret tous leurs droits sur la terre, seigneurie et juridiction de l'Herm, à lui restituer les documents et à le laisser jouir des trois parts - la quatrième part semble déjà entre les mains de Calvimont, qui négocie depuis 1494. La compensation offerte atteint la somme assez dérisoire de 1300 livres tournois. En novembre, Alain d'Albret accorde à Calvimont par Lettres patentes de racheter à Charles de Caumont et François de la Cropte les trois quarts de la terre et seigneurie de l'Herm. L'offre de rachat n'est pas connue, mais il semble vraisemblable qu'elle soit à hauteur du montant engagé de 1300 livres. Le Parlement de Bordeaux, où Calvimont et son cousin Prouillac sont par ailleurs avocats, entérine la décision du comte. Les châtelains évincés pourraient avoir eu quelque difficulté à accepter l'arrêt, si l'on en juge par les conflits avec Charles de Berbiguières au sujet de la possession d'une terre de la Seigneurie de l'Herm, qui durent encore en 1512. Jean de Calvimont devient également en 1500 conseiller au Parlement de Bordeaux. Il aura obtenu une seigneurie en moins de six ans, grâce à son protecteur, alors qu'il faut généralement deux à trois fois plus de temps à un homme de robe, à force de lent travail d'approche, d'occasions attendues et de patientes acquisitions.

5. A.H.G., t. 10, 1868, n° LXXIII, p. 119-120 (publié par P. Raymond).

6. A.H.G., t. 8, 1866, n° CIV/2, p. 310 (publié par P. Raymond).

7. Refus de Charlotte d'Aragon, fille du roi de Naples, et de la fille de Jean de Foix.

8. A.H.G., t. 8, 1866, n° CIV/2, p. 311 (publié par P. Raymond).

9. A.H.G., t. 8, 1866, n° CIV/1, p. 308-309 (publié par P. Raymond).

10. A.H.G., t. 10, 1868, n° LXXIII, p. 115-119 (Vidimus du contrat de mariage, publié par P. Raymond) ; Yvan Cloulas, *Les Borgia*. Paris, Fayard, 1987, p. 215-218.

Parallèlement, mais sans doute en lien direct avec la réussite de l'ainé des Calvimont, ses deux frères cadets font de bons mariages en 1500 et 1502 avec des héritières de la petite noblesse locale, ce qui confirme l'ascension familiale¹¹.

Vers 1500, les conditions sont alors enfin réunies pour la construction du château. Même en l'absence d'archive explicite, le contexte livre suffisamment d'arguments pour considérer que l'édification commence en 1500, après la mission brillamment réussie de Calvimont. Le magistrat rend hommage dès 1500, avec la qualité d'écuyer, ce qui permet de supposer qu'un anoblissement accompagne l'octroi de la seigneurie. Il n'est pas interdit de penser que quelques avantages pécuniaires s'y sont ajoutés. En tout état de cause, le château n'a pu être construit avant 1500 puisqu'il était jusque là divisé en quatre parts et trois coseigneurs, et l'édification du bâtiment du début du XVI^e siècle apparaît comme la suite logique de l'acquisition de la seigneurie. Cependant, il n'est pas achevé par le conseiller, mais par son fils qui fera finir l'escalier, le second œuvre, les parties hautes.

Le président Jean de Calvimont

Le fils de Jean de Calvimont, du même nom, succède à son père, décédé vers 1520, comme conseiller au Parlement de Bordeaux¹². Il épouse vers 1522 Marguerite de Talleyrand de Grignols, unissant sa famille à la noblesse périgourdine. En 1524, il achète l'office de maître des requêtes ordinaire de l'hôtel du Roi pour 7000 livres. On le voit réclamer l'office de garde du sceau de la chancellerie du Parlement de Bordeaux pendant la minorité du fils d'Arnaud de Saint-Gelais, et Calvimont l'obtient en effet en 1525 contre Pomiers. Enfin, en juillet 1525, Louise d'Angoulême, régente de France, lui accorde l'office de second président en la Cour du Parlement de Bordeaux.

A l'image de son père, et surtout à la suite de Jean de Selve, premier président au Parlement de Bordeaux¹³, le second président Calvimont est chargé par le roi d'une mission extraordinaire à la cour d'Espagne auprès de Charles Quint : le 25 avril 1526, il est nommé ambassadeur de François I^{er} afin de négocier la restitution des fils du roi retenus en otages. Il va recevoir les instructions royales à Cognac, puis part pour la cour d'Espagne, à Grenade. Son séjour, marqué de diverses péripéties, dure jusqu'en juin 1528. C. Boscheron des Portes le décrit comme un « caractère fortement trempé et difficile à effrayer »¹⁴. Moins positif, son collègue à la cour d'Espagne, Balthazar Castiglione, ambassadeur apostolique, en dresse dans ses *Lettres d'Ambassade*¹⁵ un portrait peu amène en évoquant « cet homme terrible », « si ardent, et si je puis dire, si impatient »¹⁶ et en dénonçant sa véhémence et son âpreté dans les négociations, au delà des instructions de son roi. En

effet, Calvimont brandit la menace d'une guerre en Navarre, « ayant pour opinion que c'est ainsi qu'il faut faire les choses, et que l'empereur devrait en avoir une très grande peur, et qu'il céderait pour cette raison à tout ce qu'on lui demanderait ». Castiglione, à qui ce comportement paraît hors de propos, ajoute : « pour moi, je suis de l'avis contraire ; cependant je n'ose pas trop le contredire pour ne pas le rendre suspicieux ». La conclusion de l'auteur du *Courtisan* est sans appel : « les gens de cet acabit sont des Ministres qui ruinent les négociations », et, de fait, face à l'empereur Charles Quint, le second président au Parlement de Bordeaux, ambassadeur de France, essuie un refus.

Il reprend néanmoins sa charge à Bordeaux, avec un dédommagement de 4000 livres, et renoue avec les enquêtes de son office. En 1544, tombe une étrange sanction royale, avec une grave accusation de « certaines faussetés contre les ordonnances et jugements »¹⁷. Le Président Calvimont est suspendu de ses fonctions et tenu de rester éloigné de Bordeaux d'au moins 10 lieues. La raison est mal connue : C. Boscheron des Portes en accuse Marguerite d'Angoulême, venue solennellement à Bordeaux en 1543 au nom de son frère le roi, et laisse entendre que Calvimont, avec son « caractère indépendant », aurait résisté à des nominations de conseillers au Parlement de tendance protestante et peu compétents. Il sera à nouveau autorisé à exercer son office en 1547, et reprendra dès lors ses enquêtes dans le ressort du Parlement de Bordeaux, jusqu'à Bayonne ou Foix. En 1554, cependant, peut-être par effet de l'âge, il n'exerce plus sa charge, pour laquelle un office provisoire est créé pour un remplaçant¹⁸. Il meurt en 1557, laissant une héritière d'un an et un héritier posthume.

11. Du mariage de Jean dit Jeanicot sont issues les branches des Calvimont de Labenche, à Brive, de La Tour-Montaigne et de Cérons ; de celui de Jean dit Prouillac, la branche des Calvimont du Cheylard.

12. D'après C. Boscheron des Portes, il lui aurait succédé dès 1514. C.B.F. Boscheron des Portes, *Histoire du Parlement de Bordeaux, depuis sa création jusqu'à sa suppression (1451-1790)*, Bordeaux, Ch. Lefebvre, 1877 (reprint 1978), p. 33.

13. Jean de Selve avait négocié à Madrid la délivrance du roi de France captif à la cour d'Espagne.

14. C. B. F. Boscheron des Portes, *Histoire du Parlement de Bordeaux*, 1877, p. 34.

15. Baldassare Castiglione, *Lettere di Negozi del conte Baldassare Castiglione, scritta en tempo della sua Nunziatura in Spagna*, p. 69-77, p. 116-117, p. 139 (citations p. 69 et 74).

16. « precipitoso », aussi traduit par impétueux.

17. C. B. F. Boscheron des Portes, *Histoire du Parlement de Bordeaux*, 1877, p. 66.

18. *Inventaire sommaire des archives départementales antérieures à 1790, Série B*, par J. A. Brutails, Bordeaux, Delmas, Chapon et Gounouilhou, 1925 [I B 6, I B 7].

Fig. 6. - Vue du site
(Géoportail, 2005).Fig. 7. - Elévation est, partie sud,
photographie redressée (D. Lévêque, IGN, 2007).

A quel moment a-t-il achevé l'Herm ? Bien que le document qui nous renseigne sur son rôle dans l'édification du château ne date que de la fin du XVI^e siècle¹⁹, sans préciser à quelle période il se réfère, il est probable que les travaux attribués au président interviennent sans réelle coupure avec ceux de son père. Le président fait également construire une vaste dépendance, servant de grange, d'écuries et de remises à voitures. L'achèvement de l'Herm semble sans lien avec la seule commande du Président dont nous possédions trace : en 1542, il fait augmenter son hôtel bordelais d'une galerie sur jardin, sur un dessin de maître Gabriel, identifié par Paul Roudié à Gabriel Bourgoing, actif à Toulouse, puis à Bordeaux entre 1532 et 1548²⁰. Mais une intervention de Maître Gabriel à l'Herm doit être écartée, le château étant certainement achevé à ces dates.

L'édification du château

Un chantier sans discontinuité

La chronologie de la construction du château de l'Herm s'étendait entre 1480 et 1535, selon les historiens²¹. L'histoire de la seigneurie et des commanditaires ont permis de préciser que le chantier n'a pu démarrer avant 1500, ce que corrobore une analyse dendrochronologique avec une fourchette d'abatage de 1465-1500²². Il semble avoir été construit en 25 ans environ, puisque, vers 1520, à la mort du conseiller, restent à achever l'escalier, les créneaux, les mâchicoulis et tout le second œuvre : c'est la part réalisée par le président son fils.

Le château du XVI^e siècle est établi sur un site médiéval qui consiste en une plate-forme entourée de talus et de fossés en eau²³. Différents bâtiments dispersés sur le site semblent plus ou moins en ruines. Néanmoins, l'implantation du nouveau château respecte la plate-forme, conserve les fossés et garde

19. A.M.Bx, fonds ii 128 dossier 7 (après 1588).

20. Paul Roudié, *L'art à Bordeaux et en Bordelais de 1475 à 1550*, Bordeaux, SOBODI, 1975, t. 1, p. 65. Bourgoing a travaillé notamment au jubé de la cathédrale, ce qui montre qu'il était acquis à la grammaire de la Renaissance. L'emplacement de l'hôtel de Calvimont n'a pas encore été localisé à ce jour.

21. Jean Secret, « Le château de Lerm », *Congrès archéologique de France*, 1979, p. 90-96 ; Félix de Verneilh, « Le château de L'Herm et l'église de Rouffignac », *Bulletin de la Société archéologique du Périgord*, 1884, t. 11, p. 311-321.

22. C. Dormoy et P. Pérard, « Expertise dendrochronologique d'échantillons provenant de l'escalier du château de l'Herm à Rouffignac-Saint-Cernin », *Archéolabs*, 2001, in *L'Herm, Rapport 2001*.

23. Les sondages de 2010 ont apporté des précisions sur le site médiéval : l'hypothèse d'une motte aplanie a été écartée (Marie Palu, Yan Laborie, *L'Herm, Rapport intermédiaire 2010*).

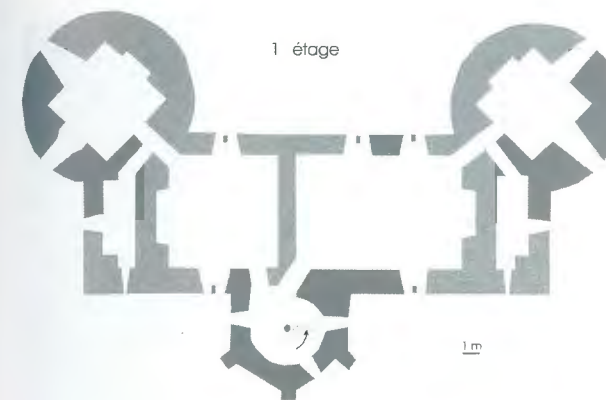


Fig. 9. - Plan au premier étage.

l'emplacement et des vestiges du passage d'entrée, en dépit des contraintes que cela induit. Le caractère symbolique du site seigneurial prime alors sur une ordonnance régulière et commode.

L'analyse archéologique du bâtiment démontre une construction homogène. Les élévations ne sont pas marquées par des traces de reprise. Les images de distance au scanner laser réalisées par l'IGN le prouvent avec une précision centimétrique indiscutable²⁴. Si plusieurs matériaux de construction sont mis en œuvre (calcaire en pierre de taille ou en moellon, bourmei²⁵), l'examen de leur répartition montre une conception d'ensemble : les matériaux et même les modules se distribuent de façon régulière sur l'ensemble de l'édifice, à l'exception de la tour d'escalier entièrement en pierre de taille. On remarque notamment un bandeau en pierre de taille de 5 à 7 assises, qui ceinture l'ensemble du corps de logis. Les images au scanner font de plus apparaître sur toutes les élévations un léger retrait des parties en moellon ou bourmei (pleins de travées) par rapport aux éléments en pierre de taille (encadrements des baies, allèges) : on peut en déduire qu'un enduit cachait le moellon et s'effaçait à fleur de pierre taillée afin de donner l'illusion d'un édifice entièrement en pierre de taille, ce qui suppose une parfaite maîtrise du droit du mur. Les encadrements de fenêtres ne présentent que deux modèles de corps de moulures, toutes à caractère prismatique. Une plus grande variété a présidé à la réalisation des cheminées, mais seulement par des détails sur des structures analogues. En fait, ces subtiles distinctions indiquent une hiérarchie des niveaux et des espaces : le rez-de-chaussée est moins orné que le premier et le deuxième étage, les chambres moins que les salles, les chambres secondaires

24. Modèle numérique de surface réalisé par Dominique Lévêque, IGN, 2007.

25. Appellation locale d'un grès ferrugineux.

Fig. 8. - Liaison de la tour d'escalier et du corps de logis,
vue prise du nord est.

Fig. 10. - Elévation ouest et tour nord-ouest.

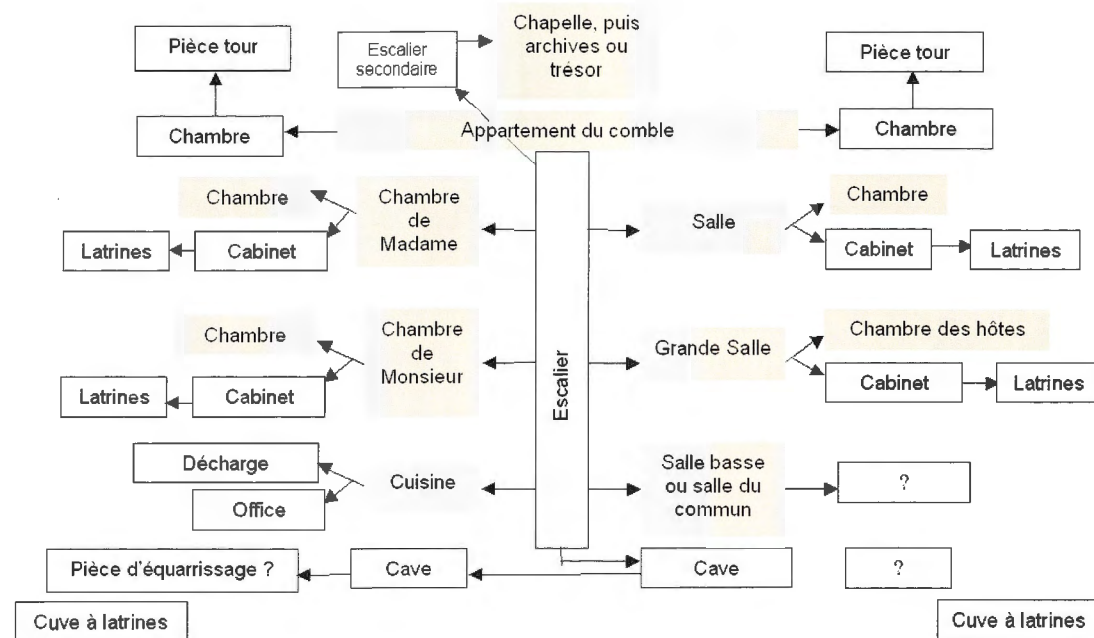


Fig. 11. - Schéma de distribution au XVIe siècle, hypothèse de restitution.

dans les tours à peine décorées d'une moulure et d'un écu peint. L'homogénéité de la construction et du décor porté incitent donc à envisager une construction relativement rapide et sans hiatus.

Seule la tour d'escalier pose un problème délicat. En effet, le bâti en pierre de taille de l'escalier n'est pas vraiment lié au corps de logis, les assises coïncidant aléatoirement, et se trouve étrangement collé au plus près des fenêtres du logis, contre les moulures. L'hypothèse la plus vraisemblable est que la construction a commencé à l'ouest par les tours et le corps de logis et s'est achevée par la tour d'escalier avec un projet amplifié en cours de travaux. La modification du projet pendant la construction aurait permis d'élargir la tour au maximum jusqu'à la limite des fenêtres déjà en place avec le corps de logis. En tout état de cause, l'escalier apparaît comme la dernière pièce du château.

Une deuxième campagne a concerné la cave et le rez-de-chaussée. La reprise a été réalisée très visiblement, en collage à l'intérieur. Il s'agit du départ d'une voûte en plein cintre qui s'est écroulée par la suite, et soutenait une calade ou pisé²⁶ dont subsiste un témoin au rez-de-chaussée. Voûte et calade fonctionnant nécessairement ensembles ont été mis en place vers 1640, selon un texte postérieur²⁷.

Un édifice simple et imposant

Le plan du château de l'Herm correspond à un modèle simple et fréquent à la fin du XVe et au début du XVIe siècle, consistant en un logis barlong, flanqué d'un tour polygonale en façade, et complété de deux tours d'angle rondes sur l'arrière. Un mur de refend perpendiculaire divise le logis en deux pièces par étage : légèrement décentré à l'Herm, il sépare deux pièces d'inégale superficie, une chambre au sud et une salle de plus grande ampleur au nord. Le parti de plan se répète à chaque niveau, l'épaisseur des murs diminuant graduellement au fur et à mesure de la montée. L'escalier, situé au droit du mur de refend, distribue directement les deux pièces principales à chaque étage. Ce modèle a été adopté pour un grand nombre de châteaux dans l'Ouest de la France, en Anjou, Touraine, Poitou, Aunis et Saintonge, Périgord, Bordelais ou Agenais, où différentes études ont montré que les commanditaires étaient souvent de nouveaux seigneurs ou de récents anoblis, succès qui témoigne d'une concordance avec les besoins de l'époque. Si l'association logis rectangulaire et escalier hors œuvre est

26. Pisé : appellation périgourdine de la calade. Toutes les autres salles et chambres ont des sols en carreaux de terre cuite carrés de 11 cm de côté.

27. A.D. Maine-et-Loire, 30 J 82, liasse 3, pièce 3 (vers 1682).



Fig. 12. - Accès de la salle du premier étage à la tour et à la garde-robe.

très fréquente, en revanche, tours et tourelles d'angles sont fonction des possibilités du propriétaire. Les tours de l'Herm imposent donc l'image d'un riche commanditaire.

Le schéma de distribution peut être restitué pour la fin du XVIIe et le début du XVIIIe siècle grâce à plusieurs inventaires de cette période²⁸. Par une méthode régressive, il devient ensuite possible de proposer une restitution vraisemblable pour le début du XVIe siècle. Si l'on prend l'édifice de fond en comble, il offre une cave demi enterrée à usage de réserve. La cuisine et ses dépendances, ainsi qu'une salle basse pour « le Commun », occupent le rez-de-chaussée. L'étage le plus important est bien sûr le premier, avec la Grande Salle et sans doute la chambre du seigneur, Jean de Calvimont, le père, puis le fils. Au deuxième étage, se trouve la Salle Haute et peut-être la chambre de Madame. Le comble abrite encore une distribution identique. Chaque pièce principale possède une cheminée engagée ou adossée, selon les niveaux, aux murs de fond des pièces, et non au refend. Le logis est relativement long, car il dispose de dégagements derrière les pièces principales, séparés par des murs de refend transversaux supplémentaires : ces espaces de service sont des garde-robes, où dort souvent un valet, avec deux latrines, en symétrie au nord et au sud. Les tours rondes abritent des chambres secondaires carrées pourvues de cheminées. Chambres des tours et garde-robes sont accessibles par d'étroits couloirs dans l'épaisseur des murs depuis la chambre ou la salle.

Les petits couloirs distributifs en pierre de taille présentent des angles et couvrement ajustés avec sûreté, tous différents puisque les orientations des passages varient à chaque étage, et témoignent d'une maîtrise de la stéréotomie²⁹. Les pièces bénéficient d'une éclairage généreux : quatre croisées dans les



Fig. 13. - Portes de la chambre et de la salle depuis l'escalier au deuxième étage.

salles, deux dans les chambres, deux fenêtres dans les tours et une dans les garde-robes. La multiplicité des cheminées est également un signe de luxe. La description du bâtiment montre un château permettant de loger des hôtes et une suite assez nombreuse, avec un certain confort, puisque chaque pièce d'habitation dispose d'une cheminée et que salles et chambres sont largement éclairées de croisées à l'est et à l'ouest. Le système de fermeture des baies est d'ailleurs resté lisible en négatif : il s'agissait de volets intérieurs comportant une fenêtre mobile, dont certaines possédaient des vitres ornées³⁰. Des vestiges de peinture en fausse pierre de taille ou de faux joints recreusés dans l'enduit ou la pierre³¹ imitent la pierre de taille en appareil régulier, ce qui appuie l'hypothèse proposée pour le traitement de l'extérieur en faux appareil sur l'enduit.

Les dimensions imposantes de l'édifice affirment le statut remarquable du propriétaire. Les tours occidentales présentent un diamètre supérieur à 10 m ; la tour d'escalier a une largeur de 6,70 m. La hauteur du logis du sol aux mâchicoulis atteint

28. A.D. Maine-et-Loire, 30 J 82, liasse 3, pièce 3 (vers 1682) et liasse 3, n° 31 (1705) [textes transcrits par Marie Palué et Philippe Rougier, *L'Herm, Rapport 2008*, t. 1, p. 172-177] ; A.D. Dordogne, 2 E 1828/64 pièce 2 (1715).

29. Ces éléments ont été analysés depuis par Mélanie Lebeaux, « La stéréotomie en Périgord à la Renaissance : un exemple de persistances architecturales reprises par la tratadistique française du XVIe siècle », *Les Cahiers de Framespa*, n° 5, 2010, url : <http://framespa.revues.org/107>.

30. Une spécificité de l'Herm est l'exceptionnelle conservation de dispositifs du quotidien qui ont disparu dans les châteaux habités continuellement. Des fragments de vitres ont été retrouvés dans la fouille des latrines sud.

31. Ornementation conservée dans les salles, les garde-robes et des arrière-voussures de l'escalier.



Fig. 14. - Cheminées des salles



Fig. 15. - Cheminées des chambres



Fig. 17. - Détail de l'ornementation de la cheminée de la grande salle au premier étage.



Fig. 16. - Chevalier en armure (cl. M. Palué).



Fig. 18. - Escalier de l'Herm.

24 m. Le château possède cinq niveaux et les tours dépassent d'un niveau le corps de logis. Du haut de l'escalier, un étroit escalier en vis donne accès à la pièce au sommet de la tour d'escalier, dite « chambre du trésor », qui était munie d'une porte blindée afin de serrer les chartes et archives³². La haute silhouette du bâtiment de pierre était rehaussée par des toitures élancées en ardoise à forte pente à égout retroussé³³, vraisemblablement ponctuées de lucarnes pour éclairer l'étage du comble. La couverture à croupe du logis était encadrée et appuyée par les toits coniques des tours ouest et la couverture polygonale de l'escalier qui la dépassaient. Les parties hautes disparues comportaient les éléments défensifs les plus voyants : un chemin de ronde à mâchicoulis sur consoles courant sur toutes les tours et le logis, que fermaient des merlons en pierre percés de canonnière³⁴. La « cranelle de bos cranos »³⁵ fait partie des descriptions du XVIII^e siècle, soulignant l'importance du crénelage sur le château. Des canonnières se répartissaient à l'entrée, en protection de la tour d'escalier et dans l'escalier lui-même, ainsi que dans la tour nord-ouest.

Les décors

Les décors sont dûment hiérarchisés, en particulier par les cheminées et les cordons moulurés qui règnent sous les plafonds : cheminée sans décor dans la cuisine, à cordons moulurés dans les chambres des tours, à cordons plus prononcés dans la salle du Commun, à cordons sur la hotte et faisceaux de moulures en piédroits dans les chambres, et enfin, au sommet de la hiérarchie décorative, ornées de décors complets dans les salles du premier et deuxième étage, avec piédroits prismatiques, gâbles et arcs en accolade sur les hottes, choux frisés, anges à phylactères, animaux et quadrilobes en relief. Les cheminées des chambres suivent une disposition analogue. En revanche, celles des tours suivent un dessin standard identique à tous les niveaux.

L'escalier se détache comme le morceau principal de l'architecture du château. Il porte à l'extérieur un décor gothique flamboyant, à moulures prismatiques, choux frisés et fleuron. Des sculptures animent les angles et les larmiers des contre-forts. La pointe du gâble porte une étrange sculpture dont la signification est encore discutée : un monstre enroulé sur lui-même, pourvu de nombreuses pattes et d'une large denture, aux oreilles décollées, tiendrait une femme prisonnière³⁶. Au-delà du sens mystérieux de ce décor, il appartient à un langage gothique, d'une verve surprenante. Plus attendu est l'homme barbu à droite, tenant un petit in-8° serré de ferrures : si le livre désigne un homme cultivé, on pense naturellement au « vénérable » ou encore « honorable et scientifique » conseiller licencié ès lois, ainsi que les textes désignent les seigneurs de l'Herm. Néanmoins, de part et d'autre du gâble de la porte, ce

sont des chevaliers en pied et en armure qui gardent l'entrée, une longue épée au côté, dont les solerets en pied d'ours à la mode sous Louis XII et François I^{er} confirment la datation des travaux au début du XVI^e siècle. Le tympan est un des rares éléments bûchés du château, sans doute à la Révolution, mais il est entouré d'un collier ponctué des fleurs de lys du roi de France. L'entrée est donc symboliquement placée sous le signe de la chevalerie et de la loyauté au roi.

À l'intérieur, l'escalier possède un noyau hélicoïdal, forme dont la mode s'est répandue dans les premières décennies du XVI^e siècle, et dont on trouve des exemples, entre autres, à Nérac au château des Albret. Les sculptures identifiables qui ornent les portes intérieures à l'entrée des salles et des chambres, représentent un homme barbu et un sauvage tenant un bâton écoté, selon un thème fréquemment illustré à cette époque. Le couvrement est assuré par une voûte à liernes et tiercerons avec couronne chantournée.

Les décors portés ne surabondent pas dans le château, hormis l'omniprésence presque obsessionnelle des armoiries, répétées sur chaque cheminée et sans doute sur la porte, qui est un des traits les plus remarquables du décor intérieur³⁷. On sait malheureusement peu de choses du mobilier, mais des traces d'accroches dans les salles semblent désigner la présence de lambris et/ou de tentures. Des tapisseries d'histoire subsistent en très mauvais état au début du XVIII^e siècle. Les inventaires du XVIII^e siècle fourmillent aussi de « cabinets à l'antique », où il faut voir les petits cabinets à tiroirs en vogue jusqu'au début du XVII^e siècle. Les fouilles des latrines sud (côté chambres) ont livré, avec diverses cruches et plusieurs pots à onguents, quelques fragments de verres à pied dont certains d'une grande finesse et un morceau d'albarello à glaçure bleue et orange, qui témoignent d'une vie de château. Le château de l'Herm fut-il cependant très souvent habité par ses commanditaires ? La nécessité de présence aux audiences bordelaises, les enquêtes menées dans le ressort du Parlement, les missions

32. « la chambre du trésor voutée dessous et dessus y ayant une porte de bois sur laquelle y avoit treize plaques de fert », A.D. Maine-et-Loire, 30 J 82, liasse 3, n° 31 (1705).

33. Mention de coyau dans un texte, A.D. Maine-et-Loire, 30 J 90, n° 39 (1737).

34. Une visée dans un créneau est mentionnée dans un texte de 1605 ; des éléments en ont été observés dans une ferme voisine.

35. A.D. Dordogne, 2 E 1828/ 64 pièce 2 (1715).

36. Philippe Rougier a proposé d'y voir la légende de sainte Marguerite avec le dragon, Marguerite étant le prénom de la première femme du président Calvimont (*L'Herm, Rapport 2008*, t. 1, p. 79).

37. Armoiries des Calvimont : écartelé aux 1 et 4 de sable au lion d'or, aux 2 et 3 de gueules à la tour d'or maçonnée de sable.

extraordinaires, les journées de voyage, semblent laisser peu de temps aux séjours à l'Herm, quoiqu'il soit impossible d'en faire le compte exact. Mais le château n'a-t-il pas une autre valeur pour ses propriétaires que celle de résidence et demeure ?

Le château comme indice de réseaux et du statut social obtenu par des parlementaires

L'architecture et le site du château construisent une image, celle que veulent montrer d'eux-mêmes des parlementaires bordelais du début du XVI^e siècle. L'hôtel de Florimond de Raymond à Bordeaux témoignait d'un souci d'érudition, de représentation d'un collectionneur et commanditaire fin connaisseur de l'Antiquité et de sa redécouverte³⁸. Dans le même milieu, quelques décennies plus tôt, quels codes et quels influences se révèlent dans les « apparences » de l'Herm ?

Dans le style gothique flamboyant adopté pour l'Herm, on cherche en vain le vocabulaire de la Renaissance, alors que Calvimont a rencontré et côtoyé des personnalités éminentes de l'introduction de la Renaissance en France : ses interlocuteurs lors de sa mission à la cour de France, ceux qui sont cités au bas des actes, sont les quatre trésoriers généraux du Royaume, Michel Gaillard, Pierre Briçonnet, Thomas Bohier et Jacques de Beaune, ainsi que le cardinal Georges d'Amboise et Florimont Robertet, secrétaire des finances du roi³⁹. Pour mémoire, on doit à Georges cardinal d'Amboise le château de Gaillon (1502-1510), l'évêché de Rouen (1493), et la surveillance pour son neveu des travaux de Meillant, à Florimont Robertet l'hôtel d'Alluye à Blois (1498-1508) et le château de Bury (1511-1524), à Thomas Bohier le premier Chenonceaux (1513-1522) et à Jacques de Beaune, baron de Semblançay, l'hôtel et la fontaine de Beaune à Tours, les manoirs de la Carte (1497) et d'Argy. Mais le séjour de Calvimont à Blois fut sans doute trop précoce, précédant de quelques années les premières réalisations influencées par l'Italie. Lorsque débutent les travaux, vers 1500, on ne peut dire que le projet du château de l'Herm présente un retard : il est même au contraire « moderne » au sens que l'on donne à ce mot au début du XVI^e siècle⁴⁰ et qui désigne le style flamboyant – thème longtemps méconnu, mais réévalué par des recherches récentes.

De plus, considéré parmi les réalisations régionales contemporaines, l'Herm s'inscrit bien dans le style qui prévaut, par exemple pour l'aile nord et la galerie du château de Nérac édifiée par Alain d'Albret avant 1522, pour les cheminées à cordons et accolades du château de Bannes d'avant 1515 ou encore pour la première campagne de Puyguilhem avant 1524. La grammaire de la Renaissance se répand en Quercy voisin

et en Périgord alors que l'Herm est à peu près achevé, comme à Montal dont les travaux commencent en 1519, à la chapelle Saint-Jean-Baptiste de Périgueux en 1521, à Puyguilhem après 1525⁴¹, et dans la paroisse de l'Herm, la façade de l'église de Rouffignac datée de 1530. On peut considérer que le château de l'Herm commence à accuser un retard en cours de chantier et surtout à la fin des travaux, que l'escalier aurait pu bénéficier d'un autre traitement. Mais on peut supposer que deux éléments ont joué dans le maintien d'un style gothique : un souci d'homogénéité et de fidélité au parti choisi, et un horizon étroitement régional, voire local.

De fait, le milieu périgourdin a eu plus de poids et d'influence que le séjour du commanditaire à la cour de France. En effet, certains éléments originaux de la construction ont permis de proposer des regroupements d'œuvres contemporaines présentant des analogies. Si le maître d'œuvre reste inconnu, une petite famille d'œuvres pourrait bien être attribuée au même architecte ou maître maçon au vu de leurs fortes analogies formelles. Confortant cette hypothèse, les distances sont relativement faibles (une trentaine de kilomètres au plus) et des liens familiaux associent les maîtres d'ouvrage de ces différents chantiers. L'hôtel de Gamenson à Périgueux possède à la moulure près, jusque sur les contre-marches, le même escalier en vis à noyau hélicoïdal que l'Herm ; le bâtiment appartenait au XVI^e siècle aux Dupuy, seigneurs de Trigonant et de la Jarthe, alliés par mariage au conseiller Jean de Calvimont qui a épousé dans les années 1480 Anne Dupuy de la Jarthe. Les piliers de l'église de Rouffignac présentent des moulurations torses également, interrompues par des larmiers au profil identique à ceux qui animent l'escalier de l'Herm ; or dès 1505, le recteur de Saint-Germain de Rouffignac est François de Calvimont, fils du conseiller et bientôt chanoine de Saint-Front de Périgueux. À l'église de Trélissac, les bases hélicoïdales des piliers offrent un dessin en tous points semblable à celles de l'église de Rouffignac ; là encore, la famille de la Jarthe est présente et généreusement active dans la paroisse⁴². Comme ailleurs, les liens de parenté des commanditaires semblent déterminants dans les choix architecturaux,

38. Aurélie Plaut, « L'hôtel particulier et la collection d'antiques de Florimond de Raemond (1540 ?-1601) : un exemple du paraître bordelais à la fin du XVI^e siècle », *Apparence(s)*, t. 3, 2009 (Varia 3).

39. *A.H.G.*, t. 8, 1866, n° CIV, p. 308-312, publié par P. Raymond.

40. Sur l'usage de ce terme, voir Claude Mignot, « La villégiature cardinale », *Maisons des champs dans l'Europe de la Renaissance*, Paris, Picard, 2006, p. 126-127.

41. Jean Guillaume, « Le château de Puyguilhem », *Congrès archéologique de France*, Périgord, 1998, SFA 1999, p. 281-291.

42. Mention sur la cloche baptisée en 1767 : E. Decoux-Lagoutte, « Notes historiques sur la commune de Trélissac », *Bull. Soc. Hist. et Archéol. du Périgord*, 1900, p. 211.



Fig. 19. - Emprise du château dans le paysage, vue prise de l'est.

et vraisemblablement dans le recrutement du maître d'œuvre, confirmant un lien déjà observé entre parentés stylistiques et liens familiaux⁴³.

Outre ses racines périgourdines et les réseaux familiaux qu'il trahit, le château de l'Herm s'ancrè dans une tradition de châteaux de la fin du Moyen Âge, à laquelle contribuent sa hauteur, sa silhouette découpée que dominent les tours à mâchicoulis, autant que les fossés et talus conservés. Le projet du conseiller Jean de Calvimont, achevé par le président son fils, s'inscrit clairement dans les ambitions de son époque, celles des magistrats, des financiers, dont l'ambition est d'acquiescer des seigneuries, de bâtir et d'accéder à la noblesse. La terre noble et le château sont en effet à cette époque la preuve matérielle de la fortune et de l'ascension sociale, en même temps que la condition de l'anoblissement. Le château de l'Herm répond parfaitement à la double exigence d'une terre noble et d'un bâtiment imposant : ancien site de seigneurie médiévale, dont témoignent justement les fossés, il porte un héritage de noblesse ; édifice élevé pourvu de tours qui s'impose dans le paysage, l'Herm démontre par son architecture le statut de son propriétaire. Le caractère défensif y joue un rôle non négligeable : alors qu'on l'a trop souvent qualifié de « seulement symbolique », il doit être vu comme surtout symbolique, et l'Herm l'illustre brillamment. La permission accordée à Jacques de Beaune en 1497 décrit le programme de l'Herm : « faire bastir et edifier castel, place et maison forte ... icelle murer et garnir de tours rondes et carrees, perrees, creneaulx, canonnières, barbecanes, machicoulis, porte et portal, pont levis et dormant, doulves et fosses »⁴⁴.

En restituant au château une silhouette plus élevée par les toitures élancées et des couleurs contrastées de blanc des murs et bleu sombre de l'ardoise, avec fleurons et mâchicoulis,

l'image de l'Herm se rapproche des châteaux illustrés par les *Très Riches Heures* du duc de Berry, quoique le manuscrit et les châteaux qu'il met en scène soient du siècle précédent. La question est moins dans le style que dans l'effet, car le château domine les terres et tranche sur la ruralité environnante. L'architecture d'un château comme l'Herm apparaît comme un symbole d'entrée dans la noblesse – ou du désir d'en faire partie – représentée par l'idéal chevaleresque. Les symboles seigneuriaux sont en effet multipliés, depuis les fossés, tours et défenses (« cranellé de beau craneeaux tout au tour »⁴⁵) jusqu'à la répétition des armoiries et à la représentation des chevaliers en armes de part et d'autre de la porte d'entrée.

Dans la recherche de considération sociale d'un parlementaire périgourdin telle que l'illustre son château, on trouve la référence à la noblesse, et celle-ci s'identifie d'abord à l'image de la chevalerie, si importante sous le « roi chevalier » et ses prédécesseurs. L'érudition, la science, les études semblent secondaires dans cette mise en scène châtelaine. Cependant, comme l'a souligné C. Le Mao, le château répond à « une logique différente de celle de l'habitat urbain »⁴⁶ ; ce qui s'applique au château auquel est attribué un rôle particulier ne saurait être étendu à l'hôtel dont les Calvimont disposent à Bordeaux, et qui reste à découvrir.

43. Jean-Philippe Maisonnave, « Goût de bâtir et réseaux familiaux », *La Vallée du Lot, confluences en Lot-et-Garonne*, coll. Cahiers du Patrimoine, n° 85, Bordeaux, Le Festin, 2007, p. 149-153.

44. Bernard Chevallier, *Tours, ville royale 1356-1520*, Chambray, C.L.D., 1983, p. 298.

45. A.D. Maine-et-Loire, 30 J 82, liasse 3, n° 31 (1705).

46. Caroline Le Mao, *Les Fortunes de Thémis*, 2006, p. 254.



Revue archéologique de Bordeaux, tome CI, année 2010, p. 105-132

Le port de la Lune et l'imaginaire des ponts à Bordeaux (1586-2010)

Sylvain Schoonbaert *

Abordez à ce riche port de la Lune, ainsi nommé pour ce qu'il est voûté en forme de croissant. – Louis Coulon, 1644¹.

Je n'ay jamais vu un si beau coup d'œil et un si grand spectacle que ce port ; il mérite bien de faire quelque chose qui soit recommandable à la postérité. – Jacques V Gabriel, 1729².

Les événements politiques influent très-souvent sur les villes de commerce : mais si leur situation est avantageuse, elles résistent aux plus grandes secousses et survivent à toutes les révolutions. – Pierre-Emmanuel Pierrugues, 1815³.

Les siècles peuvent venir en nombre : le monde aura toujours besoin de Bordeaux, parce qu'ici convergent et toutes les routes de la France de l'Occident et toutes celles de l'Atlantique. – Camille Jullian, 1895⁴.

Avant d'être une ville, Bordeaux est un port. Le « port de la Lune » est inséparable de la « mer » de Garonne, comme la désignaient les anciens pour dire sa grande largeur et surtout ses liens avec l'estuaire et l'océan Atlantique. Du XVIIe au XXe siècle, les voyageurs et les historiens abondent en descriptions élogieuses de la majestueuse courbure de la Garonne qui forme la rade de Bordeaux. Par extension, et parfois par abus, Bordeaux est aussi décrit comme une « île⁵ ». Qui peut dire quand sont nées la Garonne et la Gironde, fleuve et estuaire ? Quelle que soit la terminologie, la ville est séparée de la rive droite et donc coupée de la France par le fleuve, dès la protohistoire et l'Antiquité⁶. On a pu croire, contrairement à une idée reçue, que l'histoire de la construction des ponts à Bordeaux ne remonte pas à l'âge d'or du développement commercial du port au XVIIIe siècle, mais à la fin du règne d'Henri III : il va falloir discuter cette question. Toujours est-il que la rivière isole historiquement la ville jusqu'en 1822 où est ouvert le pont sur la Garonne, communément appelé le pont de pierre (fig. 1). La construction de cet ouvrage n'est pas sans provoquer de multiples controverses, elle modifie mais structure encore durablement les relations de la ville à son territoire. D'amont en aval (du sud au nord), ce pont instaure une coupure définitive

entre le fleuve (le port, l'estuaire et l'océan), et la rivière (l'arrière-pays). D'est en ouest, il relie enfin la rive gauche à la rive droite de la Garonne, La Bastide, annexée à Bordeaux en 1865.

* Architecte, docteur de l'Institut d'urbanisme de Paris. Chargé de documentation historique à la Mairie de Bordeaux (Direction générale de l'aménagement). Enseignant chercheur à l'École nationale supérieure d'architecture et de paysage de Bordeaux (Groupe d'étude de la ville régulière). Cet article est issu d'une étude réalisée pour la Ville de Bordeaux et le Centre du patrimoine mondial. Elle avait pour objectif de rechercher ce qui constitue l'identité culturelle du port de Bordeaux, la relation des Bordelais aux franchissements de la Garonne et de démontrer la validité du projet d'un pont ouvrant au droit de la rue Lucien-Faure.

1. *Les Rivières de France...*, 522.

2. Jacques V Gabriel à Le Pelletier, 24 mai 1729, cité par Courteault, 1922, 57.

3. Pierrugues, 1815, 15.

4. C. Jullian, *Histoire de Bordeaux*, 1895.

5. Voir la récente exposition de l'artiste japonais Yukihisa Isobe « quand Bordeaux était une île », à Bordeaux au Capc, Arc en rêve centre d'architecture, à la Drac Aquitaine et à la galerie Tinbox, en septembre et octobre 2008.

6. Étienne, 1962, 28-29 ; Renouard, 1965, 240-241 ; Desgraves, 1991, 22-23 ; Lavaud (dir.), 2009, II, 17-39.

Dès lors, d'autres ponts se réalisent sans difficultés majeures, mais seulement en amont. Toutes les tentatives pour créer un nouveau franchissement aval, jusqu'en 1967 – où s'ouvre le pont d'Aquitaine –, échouent (fig. 2). Il faut donc plus de deux siècles entre le moment où l'on imagine et celui où est construit le premier pont de Bordeaux. Un siècle et demi est encore nécessaire pour élever le second. Quarante ans plus tard, aujourd'hui donc, les relations de la ville à son fleuve sont à nouveau mises en question par la création du pont Bacalan-Bastide (fig. 3), un projet approuvé par une enquête publique et mis en question par le comité du patrimoine mondial de l'Unesco, qui souhaite s'assurer qu'il ne porte pas atteinte à la valeur exceptionnelle et universelle et à l'intégrité du bien inscrit en 2007⁷.

Les projets d'autrefois ont autant d'importance que ceux d'aujourd'hui. Il n'est donc pas inutile de se plonger dans l'histoire des projets et des réalisations de ponts à Bordeaux. La ville et ses habitants ont toujours entretenu un rapport passionné avec le fleuve dès qu'il s'agissait de le franchir et de rompre un isolement géographique propre à l'histoire urbaine bordelaise. Rêvés ou construits, les franchissements de la Garonne font partie de l'imaginaire collectif et constituent l'histoire immatérielle du port de la Lune. Pour autant, cette histoire riche et agitée touche au plus prêt des réalités anciennes et actuelles ; elle a un caractère identitaire et patrimonial fort qu'il convient d'explicitier pour comprendre la question du franchissement actuel.

Du port au pont (1586-1822)

Bordeaux fait l'économie d'un avant-port dès le Moyen Age en regroupant sur ses quais la quasi totalité de ses marchandises. Le port constitue historiquement sa principale ouverture sur le monde. Il prend toute sa dimension monumentale avec l'aménagement de sa façade prestigieuse, au XVIII^e siècle, et même patrimoniale, au siècle suivant, avec tous les équipements industriels qui s'installent logiquement devant, quel que soit leur aspect esthétique. La ville profite, comme les autres ports atlantiques européens, du grand basculement économique de la Méditerranée vers l'océan Atlantique.

Une priorité : l'activité du port et de la circulation fluviale et maritime

Jusqu'à la reconquête française en 1453, les relations portuaires et marchandes de Bordeaux s'étendent aux îles britanniques puis, à la suite de la disparition du marché anglais durant les années 1630, aux Provinces-Unies. Des navires hollandais armés jaugeant entre 100 et 250 tonneaux en moyenne, naviguent alors en convois. Dans la seconde

moitié du Grand Siècle, les relations avec les villes hanséatiques et scandinaves, voire russes, se développent et le réseau commercial s'élargit aux îles d'Amérique qui fournissent à la région une grande partie de sa richesse grâce au sucre et à la cassonade. Mille sept cent treize navires accostent à Bordeaux en 1714-1715, embarquant surtout du vin et débarquant toutes sortes de marchandises lors des foires de mars et d'octobre. Dominant la campagne qui l'environne, Bordeaux est aussi un débouché important pour les produits de son arrière-pays : prunes du Quercy, laines d'Agen, résines des Landes, bois du Limousin et du Périgord⁸...

Les vues anciennes du port et de la ville, souvent dessinées depuis les hauteurs des coteaux de la rive droite ou alors des faubourgs extrêmes au sud et au nord, en Paludate ou aux Chartrons, mettent toutes en valeur la topographie originale du site et la suprématie de son activité marchande⁹. La Garonne est regardée par les anciens comme un fossé infranchissable et pourtant la nécessité et la possibilité de le traverser s'imposent de bonne heure. Dès l'époque carolingienne, un passage est ménagé par bateau entre le port de Trégey sur la rive droite et le port de la Grave sur la rive gauche. Au XVII^e siècle, un second lien est établi à Bacalan avec le passage de Lormont. Ces deux bacs assurent seuls une liaison assez précaire entre les deux rives au temps où semble se faire jour l'idée d'un pont¹⁰. Dès 1586, des fonds sont tenus à la disposition du maréchal de Matignon pour l'établissement d'un pont de pierre sur pilotis¹¹, mais on ignore tout de l'emplacement et des suites données à ce projet. En 1607, un projet de voirie mentionne l'étude et le tracé d'un pont qui doit être fait au bout des Chartreux jusqu'à la petite Bastide au droit du port de Lormont, c'est-à-dire à peu près à l'emplacement du bac de Lormont. S'agit-il véritablement d'un pont sur la Garonne ? Nous croyons plutôt qu'il s'agit du franchissement d'un estey au nord de Bacalan, peut-être la Jallère, sur le passage du chemin du Roi (de Labarde). En effet, les travaux d'assèchement des marais de Bordeaux, menés par Conrad Gaussen¹², mentionnent l'étude et le tracé « pour le chemin de Bordeaux, puis le pont qui doit être fait

7. La décision du comité du patrimoine mondial 32 COM 7B.89 du 31 août 2008 considère, article 5 : « que les informations concernant le projet de pont levant sur la Garonne fournies au centre du patrimoine mondial sont incomplètes et qu'un tel pont levant constituerait, par ses dimensions et son coût, une solution inadaptée qui aurait un impact important sur la valeur universelle exceptionnelle et l'intégrité du bien et serait difficilement réversible ».

8. Demont, Favreau, 2006, I, 22-23.

9. *Ibid.*, 53.

10. Courteault, 1922, 2-3.

11. A.D.Gir., C 3782, 12 février 1586, folio 20.

12. Ferron, Vigneaux, 1953.



Fig. 1. - Le pont de pierre. «Vue de la fête donnée le 25 août 1821, jour de Saint Louis, pour la pose de la dernière pierre du pont de Bordeaux», lithographie C. Motte (A.M.Bx., IX R 226, rec. 259).



Fig. 2. - Le pont d'Aquitaine (Cliché Vincent Monthiers, 1996).



Fig. 3. - Projet du pont Bacalan-Bastide, vue du quai de Brazza, (projet GTM, notice architecturale, CUB, septembre 2008)

au bout des chartreux jusques à la petite Bastide au droit du port de Lormont¹³ ». C'est donc pour la rive gauche, et non pour atteindre la rive droite, que ces travaux semblent avoir été menés. On n'imagine pas, d'ailleurs, qu'un pont en dur eût pu être envisagé à cet endroit, à cette époque, et qu'il vînt briser l'accès au port de la Lune.

Quoiqu'il en soit, si des projets de franchissement de la Garonne n'aboutissent pas, ce n'est pas en raison de difficultés techniques. Le commerce et l'accès au port de Bordeaux ont la priorité par rapport à la construction d'un pont. La défense des côtes et de l'estuaire est d'ailleurs la première des préoccupations de Louis XIII puis de Louis XIV. La Gironde est aussi le débouché naturel de provinces belliqueuses, en partie protestantes, et de Bordeaux, ville dont on n'est pas entièrement assuré. Elle doit être surveillée et si possible verrouillée¹⁴. Le 7 août 1650, lors de son passage à Blaye, Louis XIV décide de réparer et d'ajouter de nouvelles constructions à cette citadelle car c'est « la clef de Bordeaux et de toute la Guyenne »¹⁵. Ainsi, le phare de Cordouan ou le verrou de l'estuaire fortifié par Vauban demeurent les équipements d'infrastructure qui assurent à Bordeaux, bien avant un quelconque projet de pont, la sécurité économique et nationale nécessaire à son port.

Rêves et projets du XVIII^e siècle

En 1701, Élie de Bétoulaud, dans sa relation du passage à Bordeaux du roi d'Espagne Philippe V, imagine d'étendre la façade du port de Bègles à Bacalan. Il a l'idée de construire un pont « fort élevé, fort large, fort solide et fort magnifique », qui reste un rêve de poète¹⁶.

En 1751, l'intendant Tourny rêve à son tour de relier les deux rives par un pont de bateaux à travées mobiles¹⁷. Ce projet ne se réalise pas mais les bases en sont jetées lorsque le marquis établit la porte de Bourgogne à l'entrée du cours des fossés et qu'en 1763, la route de Paris à Bayonne et en Espagne, qui arrivait autrefois à Bordeaux par la Grave d'Ambarès et Carbon-Blanc, est déviée pour aboutir au port de La Bastide, face justement à la porte de Bourgogne. Les points de connexion des deux rives à l'emplacement du futur pont de pierre sont donc créés cinquante ans exactement avant la pose de la première pierre du pont de Bordeaux.

En 1771, à la demande de l'ingénieur Trudaine, l'ingénieur en chef des ponts et chaussées de la province de Guyenne, Le Ragois de Saint André, à la suite d'un voyage d'étude pour examiner les ponts de pierre exécutés en France, Angleterre, Hollande et Pays-Bas, met sur pied un projet de pont fixe grandiose : dix-neuf arches en maçonnerie reposant sur dix-huit piles et deux culées fondées sur pilotis. D'une longueur de 732,8 m – la Garonne étant plus large qu'aujourd'hui –, pour une largeur de 19,4 m, l'ouvrage estimé 10 millions de livres se

heurte à la résistance des négociants bordelais qui voient dans la construction de ce pont fixe une gêne pour la navigation du haut de la rivière et un péril pour les chantiers de construction navale de Paludate, établis au sud de la ville¹⁸. La navigation et l'activité portuaire constituent toujours la priorité et ce projet est abandonné au profit d'autres solutions mobiles.

Les projets qui suivent rencontrent l'hostilité des jurats de Bordeaux. Silveira, Astruc et Vidal proposent, entre 1772 et 1782, une passerelle portée sur trente bateaux plats retenus par des ancrs et trois bascules aménagées pour le passage des grands navires. D'un coût de 595 578 livres, le péage de ce pont est prévu pour une durée de trente ans. L'avocat au Parlement et ancien ami de Tourny, Chevallier, propose, lui, un pont plus vaste, à bateaux amarrés à des piles, et deux travées mobiles permettant le va-et-vient de gros navires deux fois par jour, d'un coût de 873 000 livres¹⁹. Pour sa part, la chambre de commerce est d'avis « qu'un pont fixe sur bateaux ne saurait résister au flux et reflux, qu'il gênerait la navigation et qu'il serait préférable de construire un pont sur la Dordogne à Cubzac. » La solidité technique de l'ouvrage étant aussi mise en cause, la construction d'un pont de charpente ou de pierre est même envisagée à Langon, là où la marée ne se fait plus sentir, quand la Garonne est moins large²⁰.

Le 15 décembre 1778, l'intendant Dupré de Saint-Maur, jugeant les travaux bordelais trop coûteux, écrit au ministre Bertin : « tant que le projet ne sera pas étayé par une compagnie de millionnaires, il restera simplement dans la classe des belles chimères²¹. » En 1789, Silveira propose à nouveau son projet au Conseil du roi, mais la ville le rejette une nouvelle fois.

En 1800, un Mémoire est destiné à Bonaparte, Premier Consul, pour l'établissement de ponts volants sur deux bateaux de 13 m de long et parallèlement placés à la distance de 5 m l'un et l'autre, où seront établies des poutrelles de 13 m de long qui devront être chevillées et si bien adaptées aux deux bateaux, qu'elles ne fassent avec eux qu'un seul et même corps²². C'est encore une solution de pont mobile qui ne voit pas le jour. La

13. A.D.Gir., C 4238 [1607].

14. Peyrous, 1978, n. 1, 13.

15. *Ibid.*, n. 2, 24.

16. Desgraves, 1991, 416 ; Bétoulaud, [1908].

17. A.D.Gir., C 1226, 1751 « construction d'un pont en bois sur 30 bateaux ou pontons sur la Garonne depuis la place de Bourgogne jusqu'à la Bastide ».

18. Desgraves, 1991, 416.

19. A.D.Gir., C 3715, et Chevallier 1772.

20. Desgraves, 1991, 417.

21. A.D.Gir., C 3715.

22. A.M.Bx, 132 O 3.



Fig. 4. - Plan général du projet d'un pont à établir sur la Garonne devant Bordeaux, proposé par l'ingénieur en chef des Ponts et Chaussées de la Gironde, Didier, 6 avril 1809 (A.M.Bx., XL A 287)

difficulté principale vient du site, comme le constate encore Dufort sous l'Empire :

« Une rivière de 527 m de largeur, dont l'eau a souvent plus de 20 m de profondeur, éprouvant au jusant et au flot un changement inversé dans la direction de courants de la plus grande rapidité, présentant dans certaines parties de son lit des envasements de 12 m d'épaisseur, peut-on être surpris que des hommes, même les plus consommés dans l'art des ponts et chaussées, aient cru longtemps impossible de vaincre de pareils obstacles²³ » ?

Le grand banc de sable de la Manufacture (à Paludate), est la cause des envasements. La divergence des courants naturels de la rivière, en sens opposés, occasionne des ensablements

nuisibles au bon état du chenal du port. Le pont de pierre, loin de favoriser ces engorgements, va au contraire les réguler un peu.

Tous les projets mis en œuvre pour franchir la Garonne avant le XIX^e siècle se heurtent donc à l'activité du port de la Lune et aux variations intempêtes des flots de la rivière. On ne peut qu'imaginer construire des ponts mobiles ou bien envisager de construire des ponts sur la Garonne ailleurs qu'à Bordeaux. Cette situation est rompue par la construction du pont de pierre.

Trois possibilités sont envisagées (fig. 4). Celle qui se déploie au nord, en connectant la rive droite aux fossés de la

23. Dufort, 1818, 1.

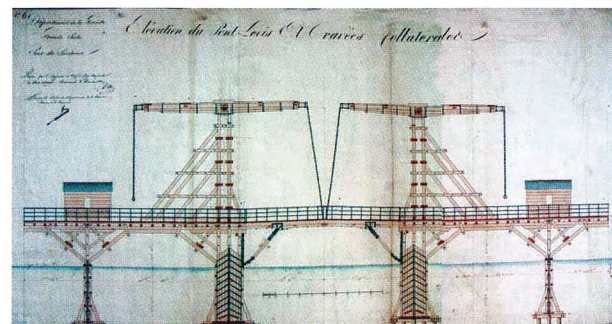


Fig. 5. - Élévation du pont-levis et travées collatérales, pont de Bordeaux proposé par l'ingénieur en chef du corps impérial des Ponts et Chaussées Didier, 1809 (A.D.Gir., 2 Fi 2731).

ville (cours Victor-Hugo), est finalement adoptée. Placer le pont plus au sud libère davantage d'espace pour les grands navires dans le port mais, en contrepartie, l'accès au cœur de la ville est rendu moins direct. La proposition faite à l'emplacement de l'actuel pont Saint-Jean a l'avantage d'offrir une connexion avec le cours Saint-Jean (de la Marne), dont l'urbanisation n'est pas achevée vers les marais de Bègles, sous l'Empire. Quant à la troisième proposition, encore plus en amont, presque au niveau de l'actuel boulevard Jean-Jacques Bosc, elle s'avère beaucoup trop excentrée.

Un acte historique : la construction du pont de pierre (1807-1822)

L'utilité d'un franchissement de la Garonne se fait plus que jamais sentir sous l'Empire puis la Restauration. L'histoire devient légende lorsque Napoléon Ier décide la construction de cet ouvrage d'art, par un décret du 12 août 1807 qui prescrit d'étudier les possibilités d'établir un pont de pierre, afin de faciliter le passage de ses troupes vers l'Espagne ; la grande armée ne peut atteindre ce pays à conquérir par bateau, et un pont lui semble donc nécessaire au droit de Bordeaux. Relier Bordeaux à l'Espagne n'avait d'ailleurs pas échappé à l'intendant de la Guyenne Tourny, qui avait déjà ménagé l'accès au sud, pour le passage des infantes en route vers la cour de Versailles²⁴.

L'édification du pont est d'abord confiée à l'ingénieur en chef Didier, en 1809, puis à Vauvilliers et enfin à l'ingénieur Deschamps. La solution adoptée, parmi trois proposées par l'ingénieur Didier, est d'abord celle d'un pont-levis en bois, face à la porte de Bourgogne (actuelle place Bir-Hakeim) (fig. 5) dégagée à cette occasion de ses guichets et agrémenté d'une place vis-à-vis (actuelle place Stalingrad, dite autrefois place du Pont) et d'une route nouvelle (l'avenue Thiers, ancienne

route de Paris), tranchant la rive droite et structurant en définitive son urbanisation. Le 26 juin 1810, un crédit d'État est voté pour commencer les travaux qui débutent en 1811 mais un manque d'argent se fait vite sentir. Les travaux reprennent le 28 décembre 1813. Une crue extraordinaire endommage l'ouvrage, à tel point que l'on envisage de l'abandonner. Il est question d'armer la structure de l'ouvrage en fer mais, en 1816, l'ingénieur Deschamps prend le parti d'une structure plus classique de piles de pierres avec remplissage de briques, à l'appui de savantes machines de fondation des piles venant à bout des inquiétudes de Dufort²⁵ (fig. 6). La construction de ce pont devient un gouffre financier et technique auquel la Restauration vient à bout : le péage ouvre en 1822. L'armateur Balguerie-Stuttenberg, appuyé par le préfet Tournon et le ministre de l'Intérieur Lainé, apporte un soutien financier en créant une compagnie anonyme par actions pour une avance de deux millions. La Compagnie du pont de Bordeaux est créée le 18 avril 1818²⁶. Elle obtient la concession du pont pendant 99 ans. Pour limiter les dépenses, ainsi que les charges supportées par les piles, on utilise la brique pour un pont creux qui portera le nom paradoxal de pont de pierre. Les briques sont cuites à côté du pont, dans deux immenses fours pouvant contenir chacun 100 000 briques. Pour mieux permettre le passage de l'eau et limiter l'effet de barrage, le pont de pierre n'a que 16 piles et donc 17 voûtes en arc surbaissé qui reposent sur 250 pieux de bois chacune (fig. 7). Le pont, long de 487 m, a une largeur de 15 m entre les parapets, la chaussée d'origine mesure 7,50 m, entre des trottoirs. La nuit, des grilles ferment les entrées. L'inauguration a lieu le 25 août 1821 et le 1er mai 1822 il est livré à la circulation, moyennant péage (fig. 1). Celui-ci est perçu jusqu'en 1863 par les douaniers installés dans quatre guérites aujourd'hui détruites, situées aux entrées. En 1860, on élargit la chaussée du pont de pierre qui devient dangereux pour les communications urbaines car y passent les canalisations d'eau et de gaz, ce qui provoque, en 1921, un incendie. En 1952, la chaussée est élargie une seconde fois pour accueillir quatre voies de circulation, deux pistes cyclables et des trottoirs séparés. Les travaux sont terminés en 1954 avec la réalisation de nouveaux garde-corps et candélabres. Ce mobilier est encore changé en 1984. En 1993, des micro pieux de béton sont injectés pour consolider les piles abîmées par le courant. Le pont est fermé pendant trois semaines en 1995 pour renforcer les piles centrales, on procède en 1996 et 1997 à leur enrochement périphérique. Le pont reste sous contrôle permanent grâce à des capteurs sous la structure. En 2003, les travaux d'aména-

24. Leulier, 2003, 46-51.

25. Coste, 1993, 220-221.

26. Balguerie, 1822.

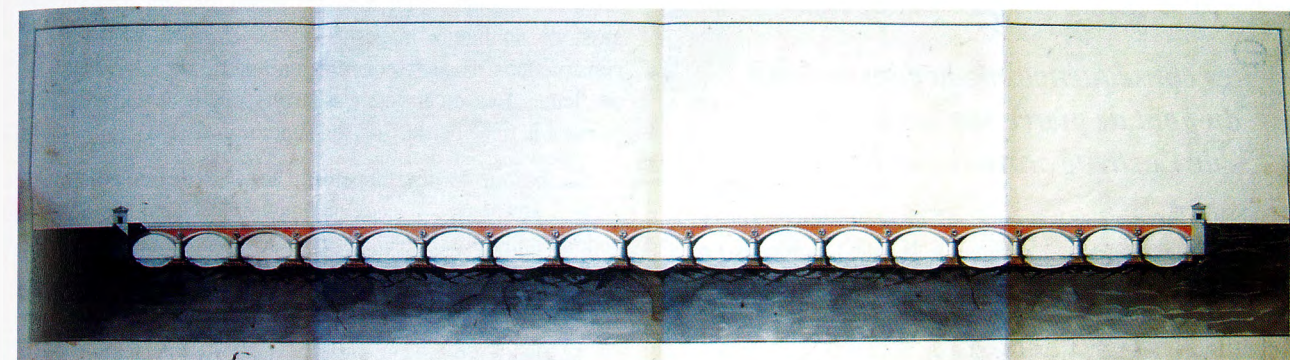


Fig. 6. - Élévation du pont de pierre, nd, vers 1818 (A.M.Bx., 132 O 1).

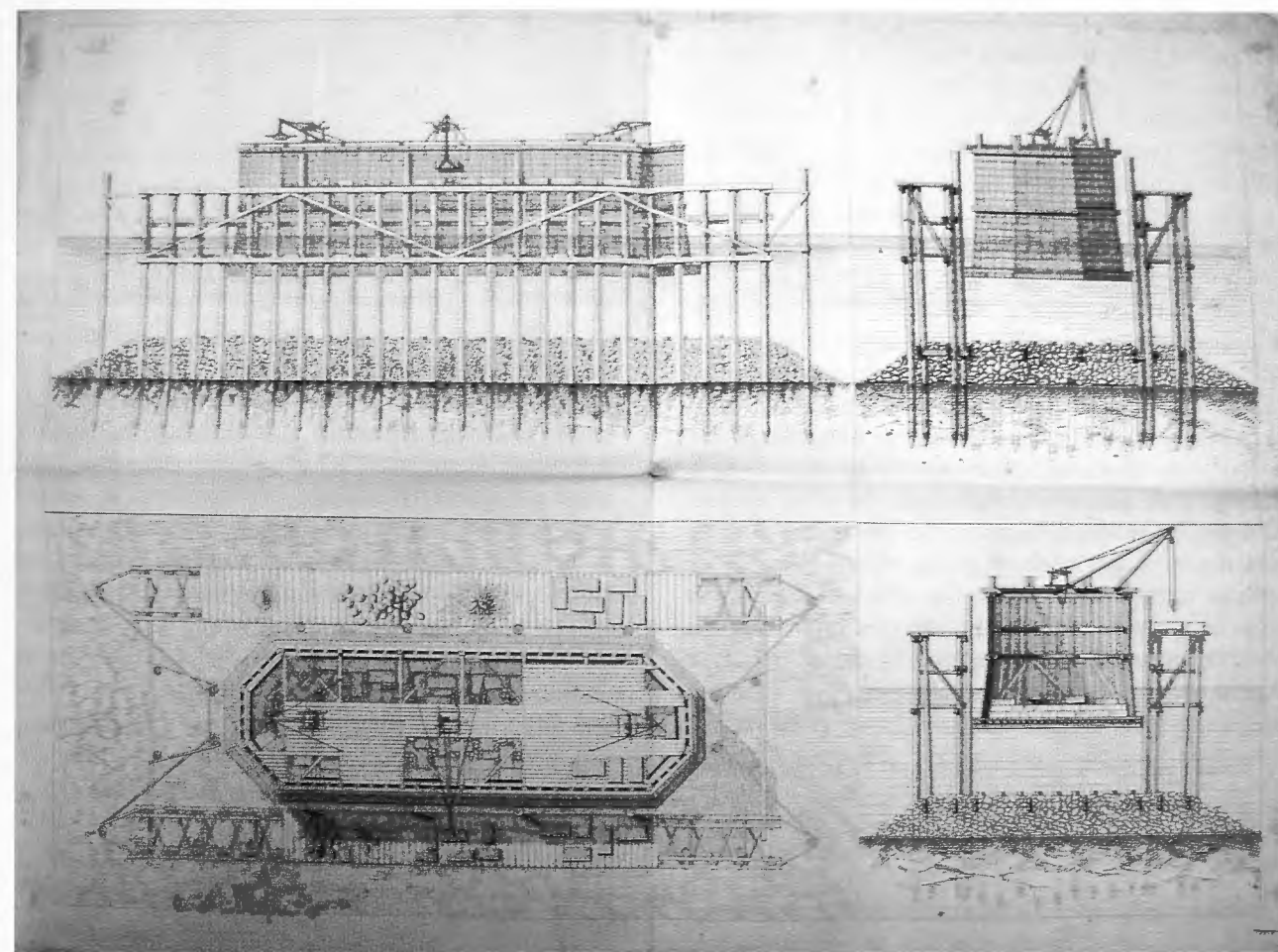


Fig. 7. - Plan, coupe et élévations des appareils de fondation des piles du pont de pierre, nd, vers 1818 (A.M.Bx., 132 O 1).

gement du tramway modifient encore la circulation et la configuration du tablier, telles qu'on les connaît à présent.

Les conséquences de la construction du pont de pierre sur la répartition de l'activité portuaire et fluviale

Quelles formidables conséquences de la construction de ce pont sur l'évolution topographique de la ville ! Bordeaux est enfin relié au reste de la France par voie terrestre. Deschamps bâtit d'ailleurs, dans le prolongement de la route de Paris, le pont de Libourne, petit frère de celui de Bordeaux.

L'urbanisation – voire la conquête – d'une partie de la commune de Cenon-La Bastide par Bordeaux est envisagée dès son ouverture, en 1822, sans résultats. Cette question lancine jusqu'en 1865. Le péage du pont est supprimé lorsque Bordeaux le rachète au Second Empire. La Bastide s'urbanise donc grâce à la construction du pont de pierre, un nouveau port surgit à la place des maisons de plaisance et des vignes de la plaine des Queyries, concurrençant la rade de Bordeaux, sans en payer les taxes ni l'octroi. Les fonctions et les activités des quais de la rive gauche sont bouleversées, car le pont scinde l'activité du port et la répartition de la fiscalité sur l'ensemble de la ville, du nord au sud²⁷. L'aménagement des rives et des passes de la Gironde est la conséquence logique de la redistribution de l'activité urbaine et portuaire, la circulation fluviale et le cabotage étant cantonnés désormais au sud du pont. La Chambre de commerce n'est pas satisfaite des maigres sommes engagées pour les travaux sur la rivière, car le produit des droits de tonnage n'est pas investi à la hauteur de leur profit, comme le prévoit une loi de 1806. Grâce aux efforts conjoints de la Chambre et de Balguerie Stutenberg, un accord est passé en 1823 afin que Bordeaux dispose d'une rade et d'un port plus sûrs, répondant aux exigences de son trafic et digne de ses relations maritimes et fluviales. Dès 1828, la Chambre a le projet de restaurer entièrement les quais et les cales ; seule une partie de ces travaux est réalisée, après 1844. L'aménagement du port reste insuffisant et il faut attendre le Second Empire pour que de nouveaux travaux d'envergure soient réalisés²⁸.

Ainsi aménagé, le port consubstantiel à la ville, a besoin de disposer d'entrepôts toujours plus nombreux. Analysant la structure urbaine, l'ingénieur Pierrugues sent déjà cette nécessité en 1815 :

« Cette ville peu manufacturière, mais d'un commerce presque sans bornes, envoie au-dehors les productions d'un grand nombre de départements, et reçoit en retour les marchandises de l'univers. Le vin et les eaux-de-vie, principaux articles

de son exportation, occupent de vastes entrepôts ; les articles importés, quoique d'un moindre encombrement, remplissent aussi de nombreux magasins, et les chantiers destinés aux constructions navales, couvrent une partie de la rive gauche du fleuve. Ces divers établissements rangés le long du port forment la riche bordure de son superbe croissant²⁹ ».

Ce besoin de développement des activités commerciales en lien étroit avec l'accès des navires au cœur du port est contraint, jusqu'au déplacement de ce dernier à Bassens, par la construction du pont de pierre qui réduit l'ampleur de la plaque industrielle et portuaire.

L'urbanisation contemporaine de la rive droite est déterminée par la construction du pont de pierre qui sépare définitivement la navigation fluviale et maritime et déplace, à terme, les activités industrielles et commerciales, ainsi que les valeurs foncières, redistribuées au nord, dans la direction où le port se déplace.

Le pont de pierre, seul franchissement terrestre de la Garonne jusqu'à l'édification du pont Saint-Jean, est l'objet de multiples aménagements qui démontrent vite son insuffisance face aux besoins de la ville. Le port de Bordeaux demeure, pour ainsi dire, sans ponts.

Le port sans pont (1822-1967)

Après la construction historique du pont de pierre, le port reste sans pont pendant près d'un siècle et demi, jusqu'à la construction du pont d'Aquitaine. Marginal, le pont de Cubzac est toutefois édifié sur l'estuaire, mais dès lors, à l'exception de la passerelle ferroviaire qui n'a pas d'intérêt direct pour l'économie portuaire, et du tardif pont Saint-Jean conçu en urgence pour soulager le pont de pierre, les projets inaboutis se multiplient en aval. Le port lui-même continue de se déplacer dans cette direction grâce aux travaux d'aménagement des bassins à flot (1879-1882) qui deviennent la véritable « porte maritime » de Bordeaux, quoique la ville constate sans cesse l'insuffisance des travaux d'aménagement pour l'épanouissement de son port³⁰.

L'âge d'or des performances techniques et ses avatars

27. Schoonbaert, 2007, 187.

28. Butel, 1988.

29. Pierrugues 1815, 17.

30. Desgraves, Dupeux, 1969, 384, 398.



Fig. 8. - Pont de Cubzac, vue d'ensemble, 1841 (Martin, 1841, pl. I)

Le port étant scindé par le pont de pierre, l'essentiel est de maintenir, en aval, le passage des grands navires en communication avec l'océan et, en amont, de pouvoir franchir la Garonne pour le développement des lignes de chemin de fer. La construction des ponts de Cubzac et de la passerelle Eiffel en est l'illustration. Mais les réseaux se mêlent et se complexifient rapidement. Plus que de franchir, il faut avant tout, à la fin du XIXe siècle, relier les réseaux de communication entre eux, et relier la rive gauche à la droite, devenue un pôle industriel incontournable. Aussi le pont de pierre devient-il rapidement insuffisant.

Le pont de Cubzac (1839)

Pourquoi parler de ce pont éloigné de Bordeaux ici ? Parce qu'à l'égal du phare de Cordouan ou du verrou fortifié de l'estuaire, ce pont est un grand monument d'art que notre pays a perdu, en aval de la ville. Dressant vers le ciel ses piliers révolutionnaires en fonte de fer, telles des tours de Babel, il est construit pour ne pas entraver la circulation maritime du grand Sud-Ouest, dont le port de la Lune est naturellement la limite

et l'aboutissement. Le premier pont de Cubzac est dû aux ingénieurs Vergès, Bayard de la Vingtrie, Martin et Quenot. C'est l'un des plus beaux ponts français suspendus de la première moitié du XIXe siècle (achevé en 1839), avec sa partie centrale de 545 m de long soutenue par des piles en fonte. Ayant montré des signes de faiblesse après une violente tempête survenue en mars 1869, l'ouvrage est démoli et remplacé par un pont à tablier métallique fixe en 1879-1883, réalisé par l'entreprise Eiffel. Il faut voir en réalité dans les recherches des ingénieurs de cette première moitié du XIXe siècle, et notamment celles de Navier avec le pont suspendu des Invalides à Paris (dont la construction débute en 1824), l'éclectisme de l'âge industriel triomphant où se mêlent la pierre et le fer dans les ouvrages d'art³¹ (fig. 8).

La passerelle Eiffel (1858-1860)³²

Deuxième pont de Bordeaux, chronologiquement, la passerelle Eiffel – ainsi nommée car le célèbre ingénieur participa, à

31. Picon, 1992, 381.

l'âge de 26 ans, à son édification – est construite pour franchir la Garonne par voie ferrée et relier Paris, via Bordeaux, à Hendaye et Sète. Ce pont métallique comporte deux voies de 511 m de longueur. Sa construction débute le 15 septembre 1858 sous la direction de Charles Nepveu fils et l'ouvrage est livré le 15 août 1860. Les six paires de piles en fonte de 3.6 m de diamètre, enfoncées à 33 m de profondeur, ont été, une fois mises en place, emplies de béton. Les sept travées font 77 m de longueur, à l'exception des extrémités plus courtes. Le tablier en tôle pèse 3000 tonnes. En 1862, une passerelle légère pour les piétons est accrochée à l'ouvrage et supprimée en 1981, car trop dangereuse. Les deux voies ferrées étant insuffisantes pour la circulation des trains, un nouveau pont ferré mis en service en 2008 entraîne la démolition partielle de la passerelle, à ses extrémités.

Le projet de Gaston Archambeaud (1885)

En 1885, l'architecte et ingénieur Archambeaud propose la suppression du pont de pierre et son remplacement par un tunnel souterrain. À ses yeux, le pont empêche toute amélioration du port. Archambeaud critique vivement les admirateurs de cet ouvrage : « affreux rideau de brique rouge coupant en son centre une rade superbe ³³ », il déplore aussi que les rampes donnent triste mine à la belle façade des quais : « ... à partir de la Douane, les maisons semblent enterrées ; la porte des Salinières, elle-même, paraît sortir d'une ornière... » Mais, plus grave :

« Bordeaux sud n'existe plus ! Ce n'est plus une grande ville au bord du fleuve : c'est une nécropole ! ... Quel fléau a passé par là ? ... Le Pont !... Qui donc a rendu ces quais déserts, et réduit ce beau fleuve à ne porter que des barques minuscules ou des chalands ?... Le Pont ! Ce n'est plus Bordeaux port de mer : c'est Tours sur la Loire ; c'est Paris sur Seine ; c'est Agen, c'est Toulouse ; ce n'est plus Bordeaux, avec ses grands vaisseaux et sa Garonne blonde et houleuse ³⁴ ».

Il imagine, non pas de creuser un tunnel, mais d'enfouir un « tunnel-tube sous-fluvial » immédiatement en aval du pont de pierre pour, après s'être assuré du parfait état de fonctionnement du nouvel ouvrage, démolir l'ancien (fig. 9). Contrepartie d'un tunnel, deux longues rampes remontent, rive gauche, de la porte de la Monnaie à la fontaine des Trois Grâces et, rive droite, trois rampes de même gabarit irriguent les quais et l'avenue Thiers. La porte de Bourgogne et la place du Pont se retrouvent creusées et franchies par des passerelles au niveau du sol primitif (fig. 10). Malgré les critiques formulées par Archambeaud en 1885 à l'égard de l'esthétique du pont de pierre, le tunnel qu'il propose d'enfouir sous la vase ne s'avère guère esthétique lui non plus, surtout à son débouché sur la rive gauche : il isole littéralement la porte de Bourgogne derrière

des passerelles la séparant des quais et de l'activité du port. Cette entreprise apparemment titanesque lui semble un jeu d'enfant comparée aux grands travaux d'ingénierie que sont le *Great-Estern*, le canal de Suez, Panama, le mont Cenis... Cette utopie ne voit jamais le jour mais elle n'est pas sans relation avec les projets de franchissements étudiés à la toute fin du XIX^e siècle, qui favorisent la création d'un pont transbordeur à la place d'un tunnel, solution envisagée dès 1895.

Pont ou tunnel ? (1891-1910)

La municipalité de Bordeaux sollicite officieusement l'ingénieur Ferdinand Arnodin dès 1891 ³⁵ pour l'édification d'un pont sans pile intermédiaire, permettant le passage des navires de commerce de fort tonnage. Spécialiste renommé des ponts de ce type, l'ingénieur inaugure celui de Portugaleta (Bilbao) en 1893 et répond la même année à la ville de Bordeaux :

« Les villes maritimes à port intérieur sont toutes aux prises avec la même difficulté. Les besoins du commerce les obligent à s'étendre vers l'aval et sur les deux rives du fleuve. D'un autre côté, les nécessités primordiales de la navigation s'opposent absolument à ce qu'aucun obstacle ne soit apporté au libre mouvement des navires dans toute l'étendue du port, et certes Bordeaux a un intérêt trop considérable à conserver absolument intacte sa magnifique rade de la Gironde, pour que l'on puisse songer à faire, à l'aval du pont de pierre, soit un pont fermé, soit un pont tournant. [...] Le tunnel par-dessous, le pont par-dessus et le pont transbordeur sont les seuls systèmes qui puissent accorder ces exigences contradictoires ³⁶ ».

On ne tarde pas à se rendre compte que les deux premiers systèmes sont inappropriés. En 1894, Arnodin hâte les études et, à la demande du maire, plusieurs positions sont envisagées, au droit du pavé des Chartrons (cours Xavier-Arnoz) ou encore de la rue Esprit-des-Lois, avant de s'arrêter au cours du Médoc. Dans la Petite Gironde du 22 mai 1894, on annonce l'inauguration de l'ouvrage pour l'exposition de 1895 ³⁷. Il faut toutefois quinze années d'études supplémentaires avant la pose de la première pierre.

En 1895, l'ingénieur en chef des travaux publics de Bordeaux, E. Gérard, étudie le projet d'un tunnel au droit du cours du Médoc (fig. 11). D'une largeur de 15 m, d'une hauteur

32. Leulier, 2009.

33. Archambeaud, 1885, 6.

34. *Ibid.*, 7.

35. A.M.Bx, 133 O 1, Cazalet, adjoint au maire, à Arnodin, mai 1891.

36. A.M.Bx, 133 O 1, Arnodin à Gérard, ing. en chef des Ponts et Chaussées, 29 novembre 1893.

37. A.M.Bx, 133 O 3.

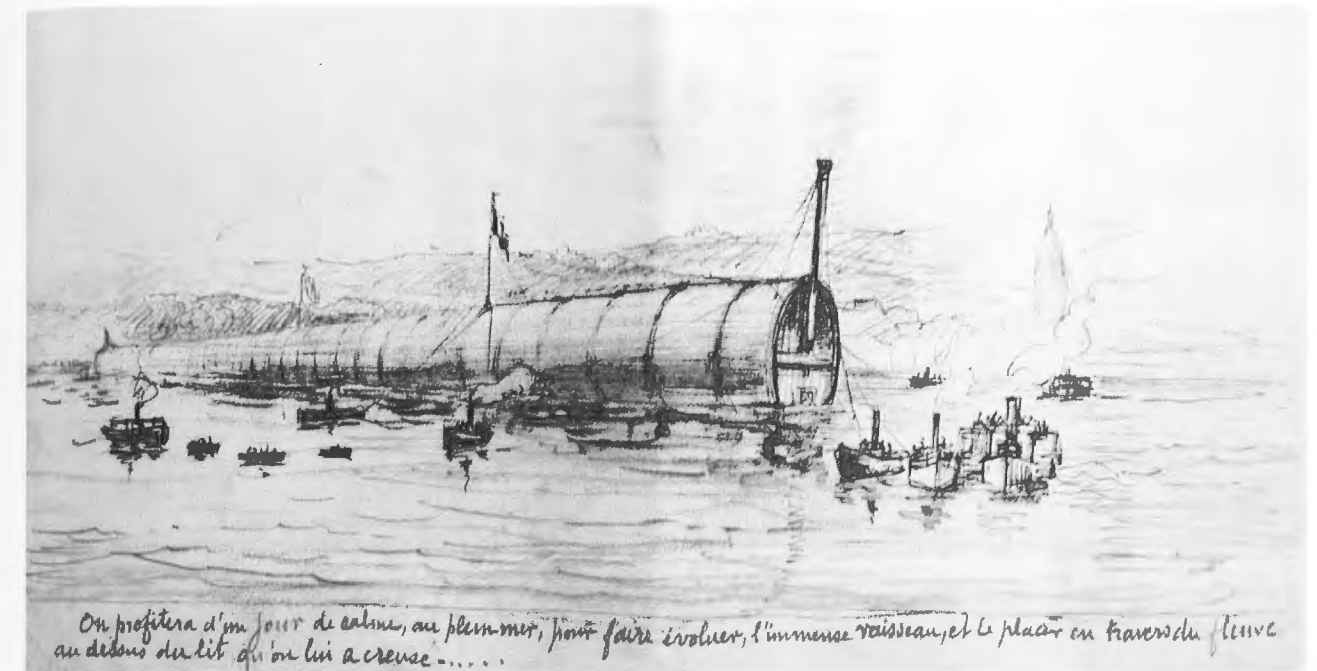


Fig. 9. - Projet d'immersion du tube sous-fluvial de G. Archambeaud, 1885 (A.M.Bx., 132 O 3).

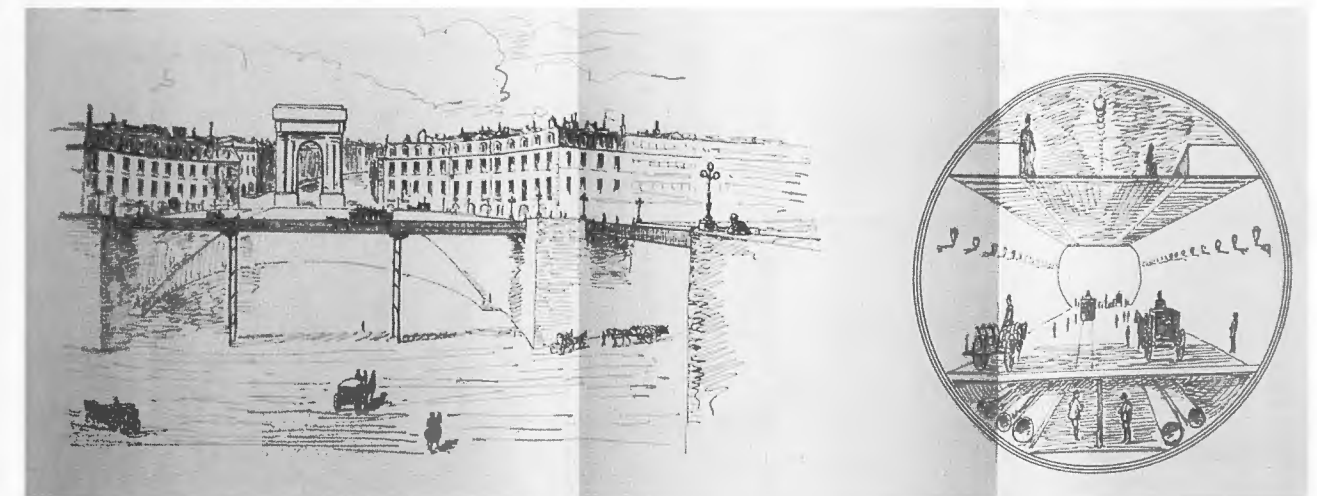


Fig. 10. - Vue du débouché du tunnel sous la porte de Bourgogne, et coupe du conduit, 1885 (A.M.Bx., 132 O 3).



Fig. 11. - Plan d'un tunnel sous la Garonne, avant-projet, décembre 1895 (A.M.Bx., 131 O 1).

Fig. 12. - Projet d'un pont à établir en face le cours du Médoc à Bordeaux, 1891 (A.M.Bx., 133 O 4).

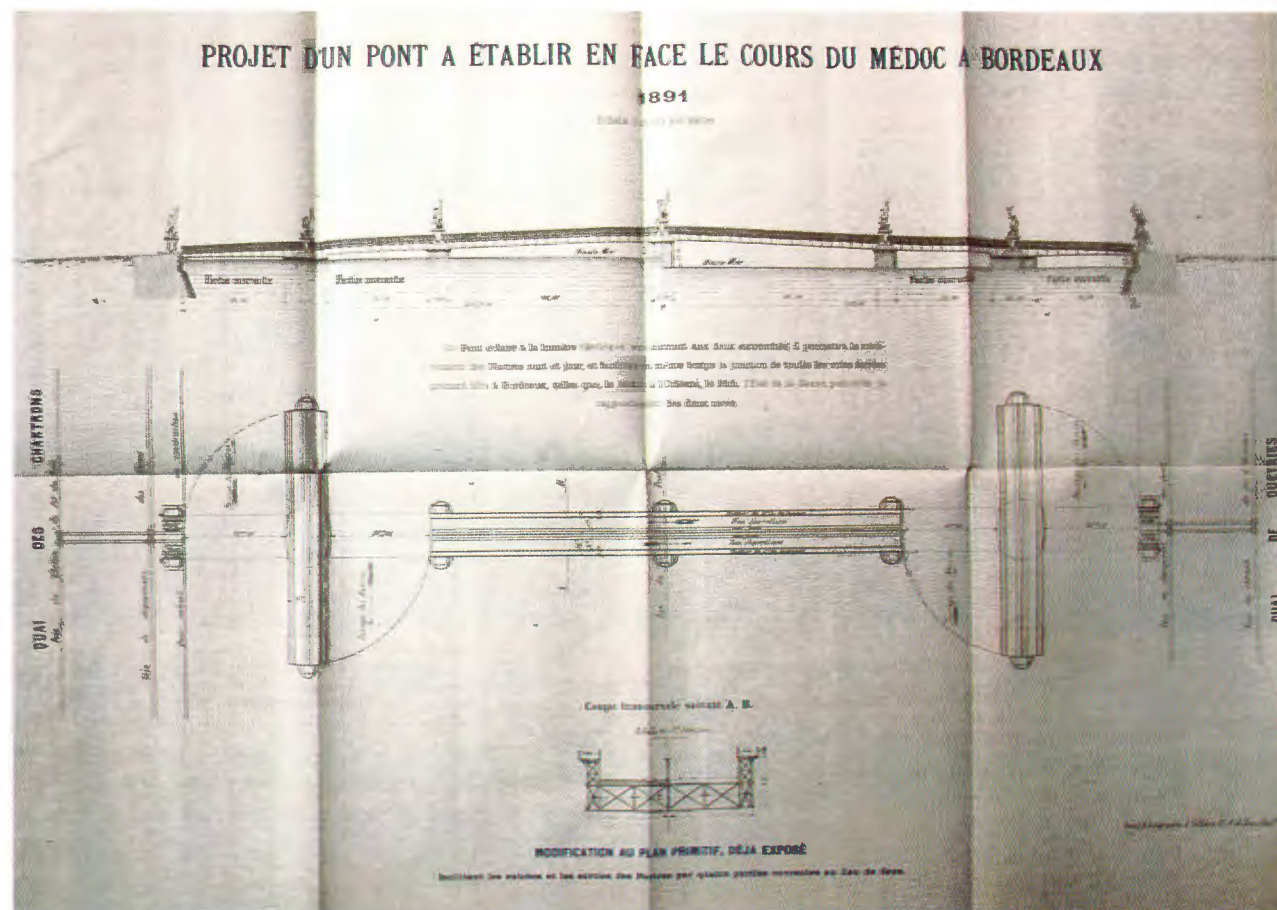


Fig. 13. - Pont à travée mobile pour relier la gare Saint-Louis à La Bastide, 1908 (A.M.Bx., 131 O 1).

Fig. 14. - Plan général du raccordement de la gare centrale avec celle de Bordeaux-Bastide par un pont à travées mobiles, 1908 (A.M.Bx., 131 O 1).



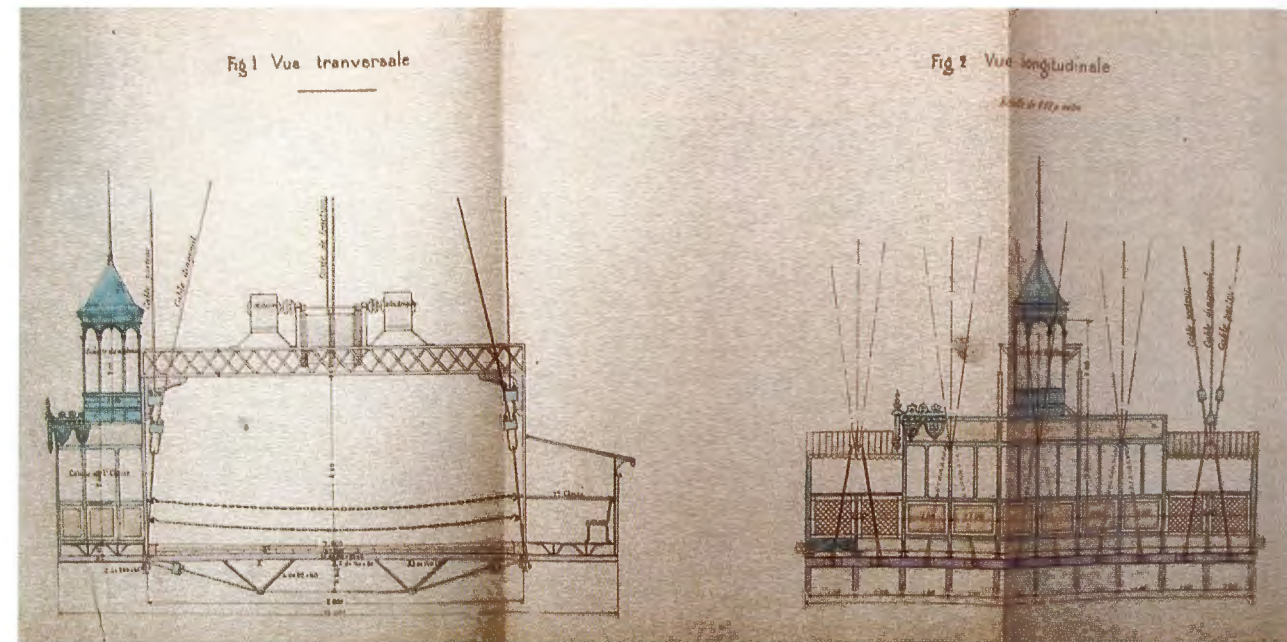


Fig. 15. - Détail de la nacelle des voyageurs pour le transbordeur de Bordeaux, Arnodin, ing., nd (A.M.Bx., 133 O 4).

sous clé de 6 m, l'ouvrage possède deux trottoirs de 2.5 m et une chaussée de 10 m. Installé en terrain solide à 20 m sous l'étiage de la Garonne, le radier repose à - 31.5 m au plus bas. Les rampes d'accès d'une longueur de 1 500 m atteignent le sol naturel, rive gauche, au niveau du boulevard Godard, et rive droite, au niveau de l'avenue Thiers. Si l'on imagine la rampe longeant le quai, rive gauche, elle occupe tout l'espace jusqu'à la rue Esprit-des-Lois, car il est impossible d'aller au-delà de l'entrée des bassins à flot, au nord. Des ascenseurs hydrauliques ou électriques sont envisagés, qui diminuent le coût total de l'ouvrage (16 millions de francs), de 3.5 millions. Mais les frais annuels d'exploitation sont toujours très élevés comparés au projet d'Arnodin qui coûte deux millions et revient à 30 000 francs par an³⁸.

Si la solution d'un transbordeur s'impose peu à peu, les propositions ne manquent pas d'autres systèmes techniques ingénieux. Un groupe de capitalistes locaux propose ainsi en 1891 un pont métallique éclairé à l'électricité et ouvrant aux deux extrémités, au droit du cours du Médoc, pour permettre le mouvement des navires nuit et jour, et faciliter en même temps la jonction des voies ferrées : la gare du Médoc à celle d'Orléans, la gare du Midi à celle de l'Etat et de La Sauve³⁹. Ce pont ouvrant à deux travées tournantes espère bien tirer des bénéfices de la question du nouveau franchissement. Inspirée

des ponts parisiens, cette solution s'enorgueillit de l'éclairage électrique (fig. 12).

En 1908, l'ingénieur ferroviaire de Poitiers imagine de relier la gare de La Bastide à la gare centrale de Saint-Louis par un pont à travées mobiles projeté au droit des Quinconces⁴⁰ (fig. 13). Toutes les solutions sont envisagées pour connecter l'aval à La Bastide (pont fixe, ouvrant, à travées mobiles, tunnel, fig. 14). Mais tous ces projets débordant d'ingéniosité technique ne trouvent aucune forme de réalisation consensuelle. Seul le pont transbordeur d'Arnodin est commencé.

Le pont transbordeur (1910-1942)

Des années 1880 à l'avant-guerre, trois solutions de franchissement sont étudiées : par *ferry-boats*, par pont à travées mobiles et par pont transbordeur. La dernière solution l'emporte⁴¹. Très répandu dans les villes portuaires à la fin du XIXe siècle, le système de pont transbordeur déposé par l'ingénieur Arnodin en 1894 connaît un vif succès en Europe et dans

38. A.M.Bx, 131 O 1, plan général, coupe en long et profil, devis, 30 décembre 1895.

39. Pont métallique, 1891.

40. A.M.Bx, 131 O 1, plan général et profil, 21 septembre 1908.

41. Bénard, 1910.

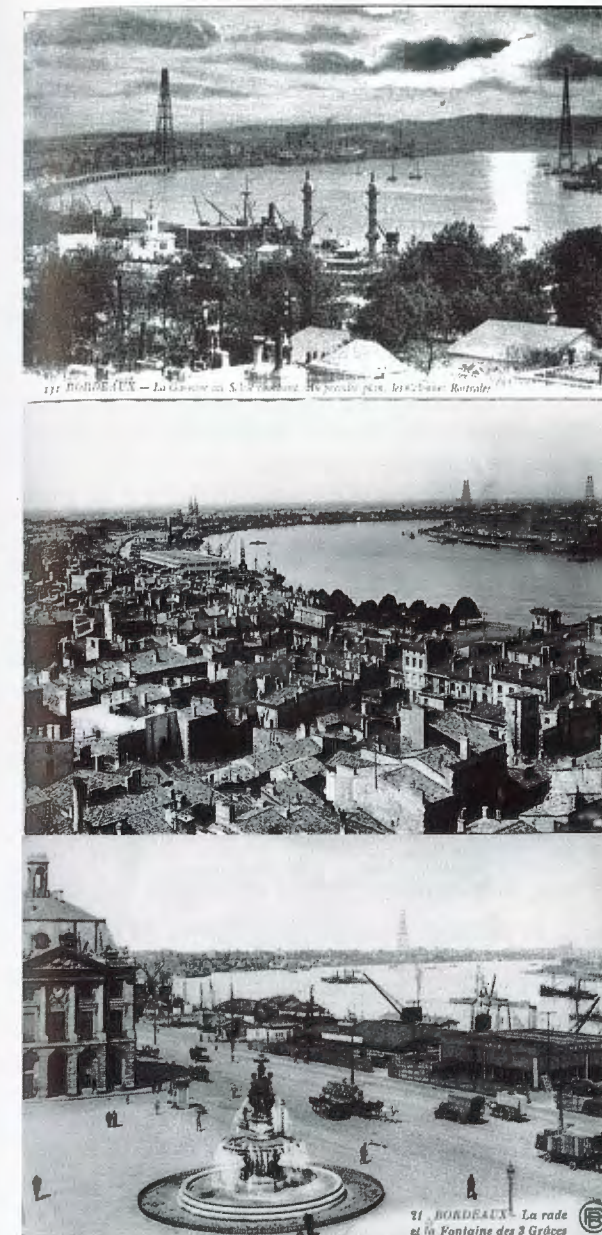


Fig. 16. - La Garonne au soleil couchant, le port vu de la flèche Saint-Michel, la rade et la fontaine des Trois Grâces (A.M.Bx, carte postale ancienne)

le monde entier. Mais les villes s'en séparent bientôt lorsque les progrès techniques permettent d'établir des ponts de type Tancarville, à grande hauteur pour le passage à temps plein des navires de gros tonnage, en dessous, et celui des véhicules, au-dessus.

Le 19 septembre 1910, le président de la République, Armand Fallières, pose la première pierre de l'ouvrage dont seuls deux pylônes de plus de 90 m de haut, sont réalisés, les travaux étant interrompus par la Première Guerre mondiale et jamais achevés. Ce pont aurait dû être terminé trente mois plus tard et être le plus grand de ce type au monde, avec une longueur de 400 m et un tablier de roulement à 45 m au dessus des quais. Il devait permettre la traversée des piétons, voitures et wagons pour une charge maximum de 50 tonnes, sur une plate-forme suspendue de 10 m de large et 13 m de long, se déplaçant au ras de l'eau. La traversée devait durer deux minutes, à la vitesse de 12 km/h, et permettre six voyages aller-retour à l'heure (fig. 15). Les deux pylônes furent bombardés le 18 août 1942. Ainsi Bordeaux n'a-t-il jamais disposé de ce type d'ouvrage dont ont pu s'enorgueillir Bilbao, Nantes, Marseille, ou Newport. L'imaginaire collectif, comme le montre l'iconographie dans les cartes postales du début du XXe siècle, affiche et assume sans complexes le déplacement du port en aval et sa traduction par des signaux architecturaux forts qui reproduisent le symbole de l'ouverture du port sur l'océan, ainsi des pylônes du pont transbordeur, jamais achevé, et visibles depuis les points les plus emblématiques de la ville, comme les Quinconces, dont ils reproduisent l'effet de porte des colonnes rostrales, la flèche de Saint-Michel ou encore la célèbre place de la Bourse (fig. 16).

Actuellement, il ne reste du transbordeur que les fondations en pierre de la rive droite, mises en valeur dans le parc des Angéliques nouvellement créé.

Les projets du début du XXe siècle et l'essor du Port autonome

Le pont de pierre seul est insuffisant pour les besoins de la circulation. Dès 1839 la chaussée est trop étroite. En 1860, on l'élargit aux dépens des trottoirs⁴². Cette situation empire à la fin du XIXe siècle. En 1897, il n'est plus seulement question de soulager le pont de pierre, mais de soulager aussi les Bordelais, notamment ceux de Bacalan et des Chartrons qui perdent un temps inouï en détours pour emprunter le pont et rejoindre ainsi La Bastide dont les vastes terrains pourraient tirer plus de profit d'un développement industriel et d'une liaison directe avec la rive gauche⁴³ : ainsi naît la forte volonté de relier ces deux quartiers industriels au nord de Bordeaux.

Au début du XXe siècle, sans compter que les critiques sont de plus en plus vives contre le pont de pierre, les capacités du port ne peuvent s'étendre en amont de l'ouvrage. C'est pourquoi l'architecte Pierre Ferret imagine une travée ouvrante

42. Renoux, 1951, 36.

43. Gruet, 1907.

au centre de ce dernier, à l'image du célèbre *Tower Bridge* de Londres (fig. 17). Et les projets de se multiplier, très proches des exemples contemporains.

En 1929, l'architecte Cyprien Alfred-Duprat appelle de ses vœux un dispositif complet de franchissements comprenant le prolongement du boulevard Jean-Jacques Bosc, l'achèvement du pont transbordeur et un pont à travées mobiles dans l'axe des Quinconces ainsi qu'un ferry-boat et l'élargissement du pont de pierre et de la passerelle Eiffel⁴⁴. Le pont de pierre et la porte de Bourgogne restent le centre névralgique d'accès à Bordeaux, ici entièrement réorganisé par une série de voies rayonnantes vers la place de Bourgogne (Bir-Hakeim), qui permettent de relier les quartiers excentrés de toute la ville, par le prolongement de la rue de Tausia vers la gare, une nouvelle voie vers la Victoire et, enfin, la grande voie vers la place de la Comédie, évenant le centre ancien (fig. 18).

Ces propositions sont reprises dans le plan directeur de la ville de l'architecte municipal Jacques d'Welles, approuvé en 1940. S'il imagine un tunnel sous la Garonne reliant la gare Saint-Louis à La Bastide, solution déjà étudiée quelques décennies auparavant, il voit aussi la nécessité d'un pont à grand tirant d'air à Lormont, la reconstruction du pont de pierre et son remplacement par un pont suspendu (fig. 19), le doublement de la passerelle Eiffel par un pont routier (Saint-Jean), ainsi que le pont Jean-Jacques Bosc dont, paradoxalement, la logique territoriale est si forte qu'il n'est toujours pas construit⁴⁵.

Un événement vient bouleverser la représentation ancestrale du port urbain, c'est la création, en 1924, du Port autonome de Bordeaux qui consomme la rupture entre les territoires urbain et portuaire. Interdiction est faite, dès lors, aux Bordelais, d'approcher le fleuve nourricier : une longue grille les sépare de la rivière et bientôt, une suite de hangars succède aux terre-pleins, cales, mouillages, guérites et quais hérités des XVIII^e et XIX^e siècles⁴⁶.

L'espace des quais se rationalise en affectant une partie du domaine public à la circulation générale et l'autre partie au trafic des marchandises. De part et d'autre des voies de tramways, implantées au centre de la chaussée, deux files de véhicules doivent pouvoir circuler simultanément. Le séjour des marchandises est réduit au maximum par la recherche d'un passage direct de la cale au wagon ou transporteur, afin d'obtenir le meilleur écoulement possible du trafic⁴⁷.

Pour autant, la zone d'activité coupée de la ville n'en est pas moins reliée à elle par de savants dispositifs de grues et de trains, de trams, et d'échanges des marchandises et des voyageurs. Si l'on connaît bien en effet l'activité commerciale du port, on oublie trop souvent que Bordeaux est aussi un grand port de voyageurs. Le commerce bordelais se diversifie consi-

dérablement, les échanges avec l'Indochine, l'Afrique noire et l'Afrique du Nord, et spécialement l'Algérie et le Maroc, s'intensifient.

C'est ainsi que se développe la grande époque des Transatlantiques et que le trafic voyageur connaît un développement spectaculaire. La Compagnie générale transatlantique assure les liaisons avec l'Amérique et surtout le Maroc ; les Chargeurs réunis contrôlent les lignes d'Afrique et celles d'Indochine. La ligne de prestige demeure celle d'Amérique du Sud avec la Compagnie Sud-Atlantique dont le *Lutetia* et le *Massilia* comptent parmi les plus luxueux paquebots fréquentés par de riches Argentins et Brésiliens⁴⁸.

La construction des hangars et des gares maritimes absorbe toute l'énergie économique du port, elle s'étend de 1928 à 1937 et modifie considérablement le paysage du fleuve et des quais. Il faut ajouter aux transports de long courrier l'exploitation des services de bateaux à vapeur qui sillonnent la Garonne : Gondoles et Hirondelles. Le lent déclin de cette activité (un pic est enregistré entre la Bourse et La Bastide, sur la ligne principale, avec 637 000 allers simples en 1937) est dû à l'augmentation du trafic par voie routière au début des années 1940. Cette tendance ne fait que se confirmer après-guerre, c'est ainsi que les projets de franchissement de d'Welles, visionnaire, réapparaissent lorsque l'activité du port n'est plus adaptée au centre ville et qu'elle se déplace à nouveau en aval.

Un deuxième bon en avant : le pont d'Aquitaine (1960-1967)

Entre le besoin de franchissement en centre ville justifié par l'augmentation du trafic pendulaire et l'augmentation du transit nord-sud vers l'Espagne et la vallée de la Garonne qui nécessite un nouveau passage plus en amont, la première solution retenue en 1955 pour un nouveau franchissement est celle d'un pont aval⁴⁹. Le raccordement de la rocade à l'autoroute de Paris nécessite, dans les années 1960, la construction d'un nouveau pont au niveau de la commune de Lormont. Le fleuve est, à cet endroit, large (480 m), et la navigation encore dense. L'entreprise Campenon Bernand, les ingénieurs Serve, Fuzeau et Grenier, assistés de l'architecte Jean-Louis Fayeton, s'inspirent

44. Callais, Jeanmonod, Ragot, 2006, 45.

45. *Bordeaux, années 20-30*, 2008, 83-84.

46. Callais, Jeanmonod, Ragot, 2006, 41-42 ; Lesgorce, 1997, 11-40.

47. Lesgorce, 1997, 40.

48. Lajugie (dir.), 1972, 161.

49. Lajugie (dir.), 1972, 532-533.

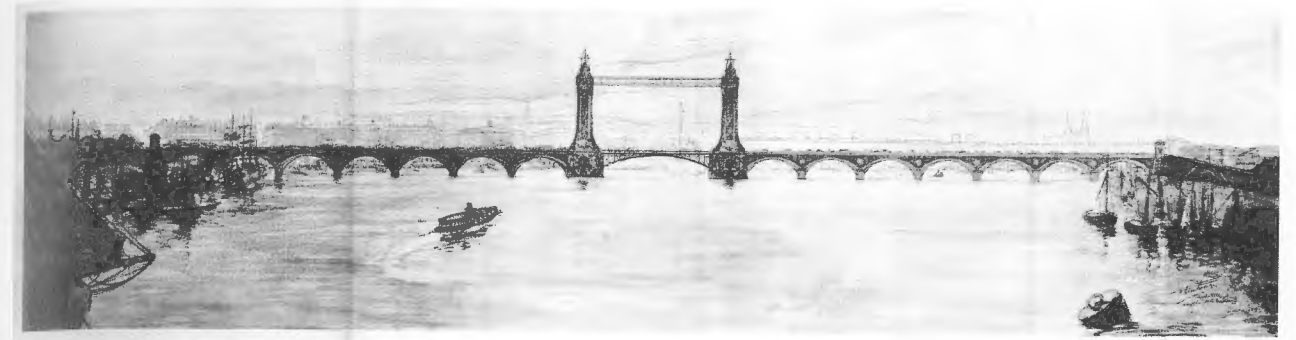


Fig. 17. - Projet de coupure du pont de Bordeaux, Pierre Ferret, arch., 1912 (Arch. Port autonome de Bordeaux).

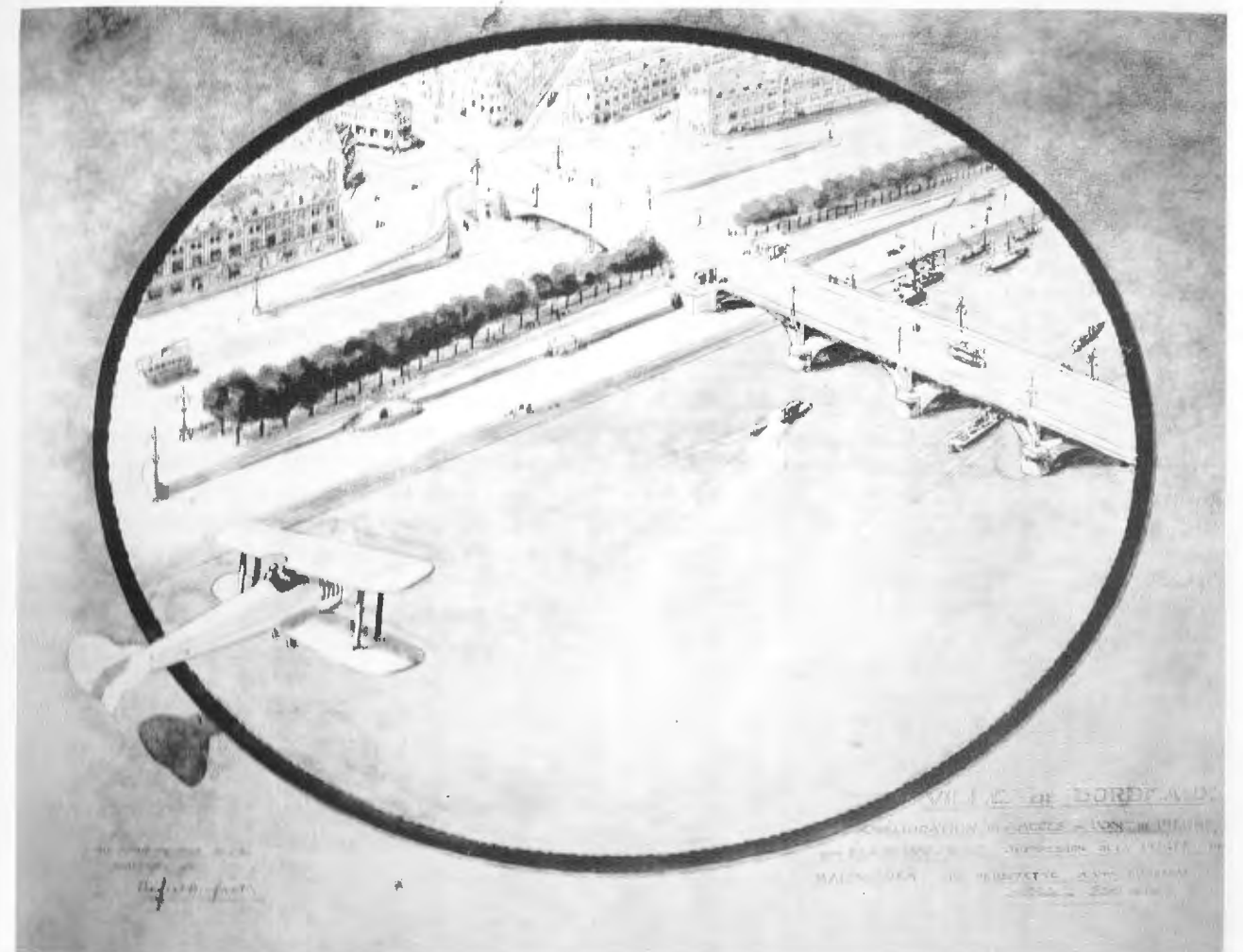


Fig. 18. - Amélioration des accès du pont de pierre, son élargissement et la suppression de la porte des Salinières (Alfred-Duprat, 1929)



Fig. 19. - Projet de pont suspendu pour remplacer le pont de pierre, Jacques d'Welles, 1940 (A.M.Bx., IX R 222)



Fig. 20. - Le pont d'Aquitaine achevé (Le Pont suspendu, 1963-1967)

du pont de Tancarville inauguré par le général De Gaulle en 1959 en Normandie. À Bordeaux, l'ouvrage est une réussite technique incontestable. Les travaux débutent le 20 mai 1960. C'est un pont suspendu de 679 m en trois travées. Le viaduc d'accès sur la rive gauche a 871 m de long. Il est porté par vingt piles variant de 9 m à 43 m de hauteur. Le tablier original a 20 m de largeur (quatre voies de circulation, deux pistes cyclables de 1,50 m et deux trottoirs).

Pour permettre le passage des bateaux, la hauteur du tablier est à 53 m des plus hautes eaux. Les deux pylônes en béton armé ont 103 m de hauteur et 4 m d'épaisseur. Le pont s'étire sur 1 800 m entre le lac artificiel des marais de Bordeaux et la commune de Lormont. Son tablier suspendu de 678 m, porté par deux fins pylônes, domine le fleuve, ce qui laisse le passage aux plus gros navires. Si ce pont n'atteint pas la renommée de

celui de Tancarville, il demeure une réussite de la politique locale des Trente glorieuses⁵⁰.

Ouvrage majestueux et monumental, le pont d'Aquitaine est le symbole de son époque. Le contraste est saisissant entre cette superstructure et le village ancien de Lormont. Nostalgique, le passage des grands voiliers sous le Tancarville d'Aquitaine rappelle celui des navires sous l'ancien pont de Cubzac (fig. 20). L'inauguration a lieu le 6 mai 1967 et un grand bal est donné. Ce pont assure la traversée nord de la rocade, il n'est pas à péage. Son importance est considérable car il assure non seulement la desserte locale mais le trafic national et international sur l'axe européen nord-sud. Ce pont, que l'on a appelé au début le « Grand Pont », a subi ensuite d'importants travaux de consolidation et d'élargissement à deux fois trois voies pour absorber l'augmentation du trafic routier.

Une solution d'urgence : le pont Saint-Jean (1963-1965)

Certains ponts font beaucoup parler d'eux, d'autres bien moins, et pourtant, il y a beaucoup à dire sur le pont Saint-Jean. C'est le produit type, toute proportion gardée, de la ville du tout automobile, comme des superstructures imaginées par exemple au-dessus du périphérique parisien.

Pendant les douze années qui séparent la décision de construire le pont d'Aquitaine de son inauguration, le pont de pierre est de plus en plus insuffisant. Une décision ministérielle de 1941 prévoit de lui substituer un ouvrage de 30 m de largeur, mais ce projet est trop onéreux. On envisage de procéder en deux étapes. Créer d'abord un ouvrage de 18 m de large à 100 m environ en amont de la passerelle, lequel doit servir de déviation à la seconde étape : remplacer le pont de pierre par un ouvrage de 22 m. Mais ce projet suscite tant de controverses qu'il n'est pas réalisé⁵¹. En 1950, L'ingénieur en chef des Ponts et Chaussées de la Gironde, Renoux, imagine de le remplacer par un pont double (fig. 21). La même année se préfigure un franchissement au droit de la rue de Saget, à l'emplacement du pont Saint-Jean actuel, sans les échangeurs routiers de connexion qu'il présente aujourd'hui avec les quais⁵².

En octobre 1964, 6584 véhicules par heure sont enregistrés sur le pont de pierre⁵³. Il est décidé de construire d'urgence un nouvel ouvrage, le 23 avril 1963. Le pont Saint-Jean est en béton, à six travées reposant sur cinq piles. Sur la rive droite,

50. Coustet, Saboya, 2005, 244-246 ; Ragot, 1996, 88.

51. Renoux, 1951.

52. A.M.Bx, 131 O 5 et 6.

53. Lajugie (dir.), 1972, 533-534.

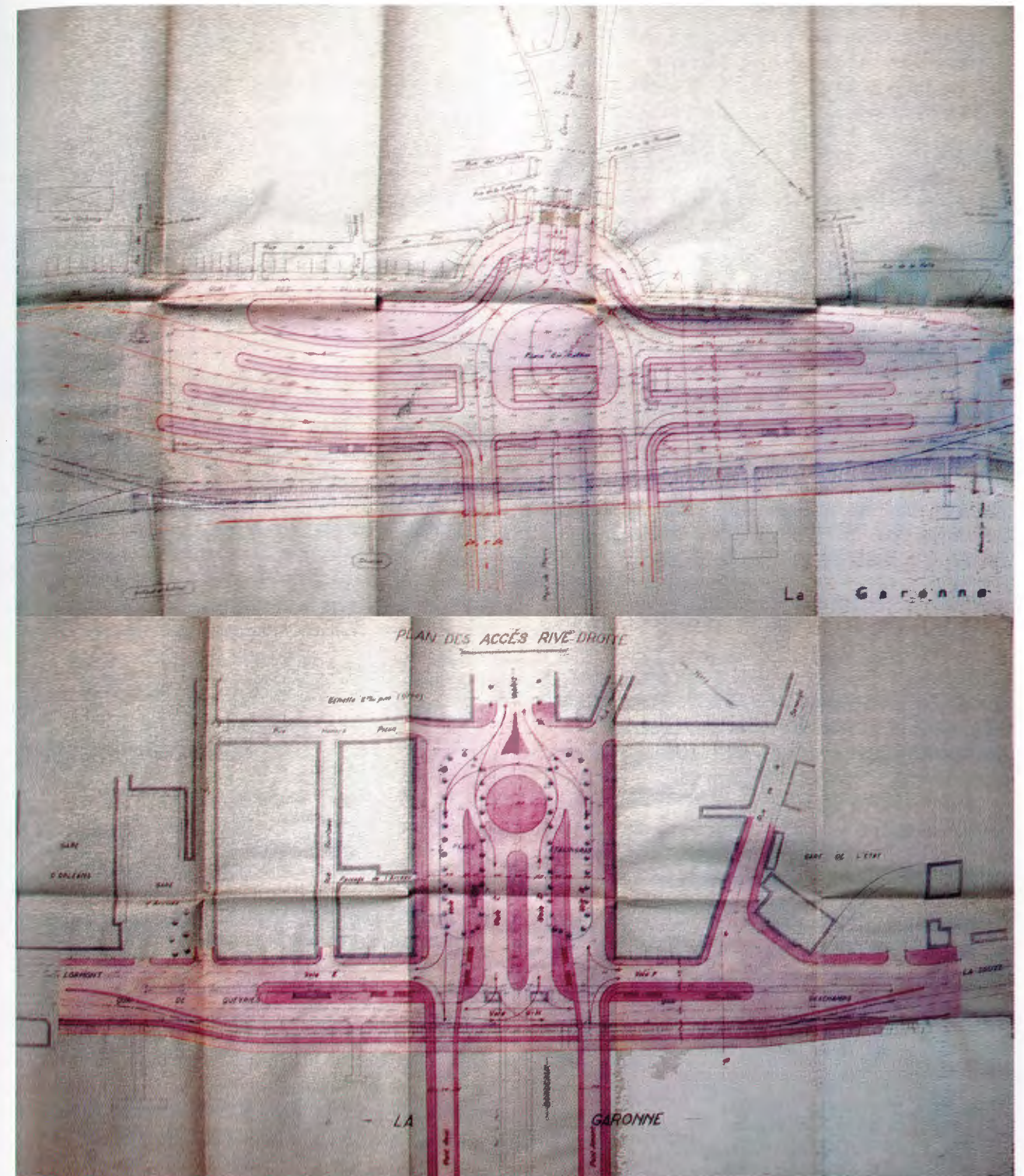


Fig. 21. - Têtes du pont de pierre remplacé par un pont double, au droit de la porte de Bourgogne et de la place Stalingrad Renoux, ing., 1950 (A.M.Bx., 131 O 5)

un échangeur de circulation est le départ d'un grand boulevard de liaison avec les quartiers jusqu'alors isolés de La Bastide, mais aussi avec les axes routiers nationaux en direction de Paris, Lyon et Bergerac. Le 4 avril 1965, Roger Frey, ministre de l'Intérieur, et Jacques Chaban-Delmas, maire de Bordeaux, inaugurent l'ouvrage. Bordeaux possède enfin deux ponts routiers urbains.

C'est le seul pont venant doubler le pont de pierre en plein centre ville et offrir un nouvel accès à la gare. Le pont Saint-Jean rend encore bien des services, comme éviter de passer par le pont de pierre. Sa structure autoroutière pourrait être réaménagée et connectée à celle du nouveau pont de Bacalan à La Bastide, en particulier par le pont Saint-Émilion qui franchit l'avenue Thiers.

Les principales options de ponts discutées durant la longue période qui sépare l'édification du pont de pierre de celle du pont d'Aquitaine sont donc celles d'un doublement ou d'un remplacement de ce dernier, d'un franchissement au droit des Quinconces, d'un autre en aval, près des bassins à flot, enfin d'un autre franchissement sud, au droit du boulevard Jean-Jacques-Bosc. Ces mêmes projets se retrouvent dans la réflexion de la ville depuis une vingtaine d'années.

Devant la croissance du trafic routier, ferroviaire et aérien, et face au déclin de l'activité portuaire, le trafic maritime connaît quant à lui une période de récession qui se traduit par sa réduction aux voyages de tourisme, d'agrément et d'événementiel qui sont les seules activités portant encore au cœur de Bordeaux des bateaux de grand tirant d'air et d'eau.

La ville sans port ? (1967-2010)

Le premier ouvrage né des réflexions des années 1930 est le pont Saint-Jean, le deuxième le pont d'Aquitaine et le troisième le pont d'Arcins. Malgré ces améliorations dans les franchissements, le vrai problème demeure pour l'appontement dans le centre de Bordeaux. Jusque dans les années 1970, la Garonne est un outil économique et le port tient une place nationale. La logique d'aménagement des zones industrialo-portuaires le déplace vers Bassens, toujours plus en aval, comme dans toutes les villes portuaires. Dès lors les deux rives, peu à peu transformées en friches portuaires, coexistent, et il faut qu'elles soient liées entre elles⁵⁴. Par ailleurs, les nouveaux ouvrages d'art créés après-guerre, s'ils délestent une partie du transit à Bordeaux, n'apportent pas de réponse concrète à la liaison et à la création du rapprochement des deux rives du fleuve, à la reconquête des friches industrielles laissées par la création du môle du Verdon, depuis 1964, en aval du port de Bordeaux⁵⁵.

Une nouvelle problématique : reconquérir le fleuve, relier les deux rives

L'idée de raccorder les deux rives au nord n'est pas neuve. Dès les années 1880, on imagine un boulevard de ceinture à La Bastide, dont les boulevards Jules-Simon et Trarieux sont le témoignage, et qui auraient pu se poursuivre au pont transbordeur, au droit du cours du Médoc. L'annexion de La Bastide à Bordeaux, en 1865, a d'ailleurs eu pour conséquence la création d'une bande de terrains longeant le quai Deschamps, presque jusqu'au droit du boulevard Jean-Jacques Bosc, ce qui préfigure aussi un franchissement de ce côté, pour boucler la ceinture des boulevards sur la rive droite, projet toujours à l'ordre du jour.

En 1959, le plan Métraux propose quatre nouveaux franchissements : à Bacalan, au droit du boulevard Jean-Jacques Bosc, au nord de l'île d'Arcins et un dernier doublant la passerelle du chemin de fer. Un tunnel doit franchir le fleuve dans le prolongement du cours du Médoc. En 1979, la question du pont rebondit avec une proposition d'installation au droit des Quinconces aboutissant aux alentours de l'église Sainte-Marie de La Bastide⁵⁶. Ainsi positionné, ce franchissement implique le réaménagement des deux rives et suscitent de nombreuses réactions qui révèlent les conflits d'une ville écartelée entre le respect de son patrimoine et une modernisation nécessaire⁵⁷.

Dès 1986, une cellule de réflexion, « le cercle de la rivière », est créée par Jacques Chaban-Delmas pour étudier le devenir des quais de la rive gauche. Des propositions ponctuelles voient le jour. Un vaste projet est élaboré pour l'aménagement de La Bastide, puis contesté. Un appel international à idées conforte le débat sur l'aménagement des deux rives. En 1991, le « comité des deux rives » succède au « cercle de la rivière » et engage une réflexion globale sur l'aménagement du site. Conjointement, un groupe d'experts chargé d'effectuer un diagnostic et de proposer une stratégie et une politique urbaines cohérentes est mis en place. Le débat est donc lancé, puis repris en 1995, avec l'élection d'Alain Juppé.

Le projet Bofill

A l'image du quartier Antigone réalisé depuis peu à Montpellier, le *Taller* d'architecture de Ricardo Bofill imagine la reconquête néoclassique des friches industrielles de la rive droite, en miroir de la célèbre esplanade des Quinconces.

54. Dumas, Cuillier, 2007.

55. Callais, Jeanmonod, Ragot, 2006, 45.

56. Coustet, Saboya, 2005, 354-356.

57. Dumas, 2000 ; Lemistre, 1981.

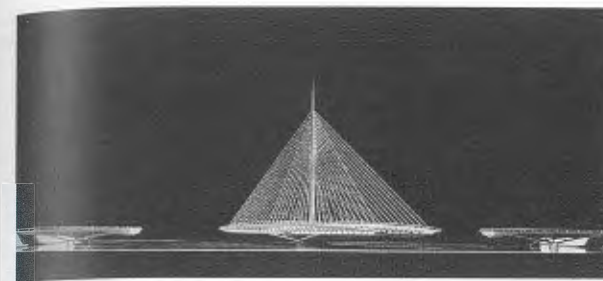
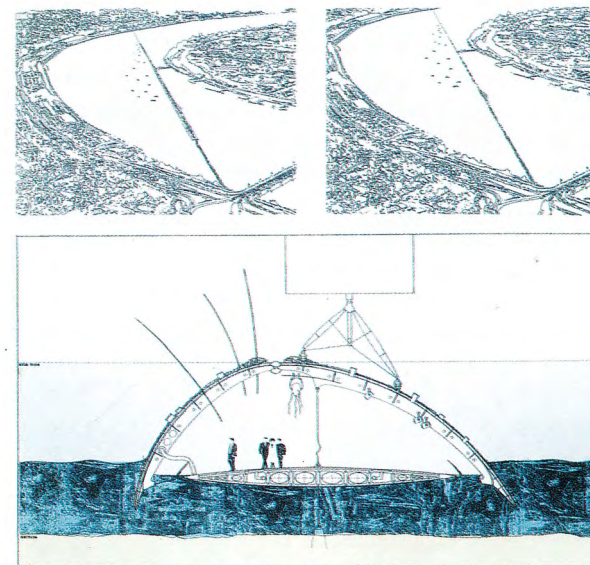


Fig. 22. - Le pont tournant de l'ingénieur Calatrava (*L'Architecture d'aujourd'hui*, 266, 1989).

Fig. 23. - Tunnel flottant, Alsop et Lyall (*L'Architecture d'aujourd'hui*, 266, 1989).



Ce projet, auquel l'opinion bordelaise est d'abord favorable, est développé par la société Ardeur (Aménagement et rénovation pour le développement de l'environnement urbain rive droite), filiale de la Caisse des dépôts et consignations. Il est ordonné par un grand axe monumental dans le prolongement de l'esplanade des Quinconces située sur l'autre rive du fleuve. Il dessine sur quarante hectares un quadrillage d'îlots réguliers et des figures de places ou de jardins familiales à l'architecte catalan, qui ont déjà séduit plus d'un maire. Il correspond à une période d'optimisme libéral de la construction, portée à imaginer de grandes opérations confiées à des investisseurs publics et privés. Or, en temps de disette il risque d'être réduit à peau de chagrin. Rétrospectivement, l'addition des projets proposés révèle un manque de vision d'ensemble, une relative incohérence dans la définition des objectifs d'aménagement urbain.

Le concours d'idées de 1989

Une consultation organisée par l'association Arc-en-rêve entre juillet 1989 et février 1990 entend prendre du recul par rapport aux propositions de Bofill et, parfois, leurs excès. Les architectes les plus en vogue y répondent. Christian de Portzamparc, réfléchissant aux rapports transversaux que la ville entretient avec le fleuve, propose de ne garder des structures du port que les rails métalliques des quais sur lesquels coulisent au gré des saisons, des symboles culturels et économiques de la ville, des « folies », mâts, restaurants, cafés, palmiers en pot... qui animent et renouvellent un spectacle du métal devant la ville de pierre. L'ingénieur Santiago Calatrava, avec sa manière élégante, imagine, au droit du cours du Médoc, un pont tournant haubané qui se réfère directement à l'imaginaire d'un navire

(fig. 22). Jean Nouvel, plutôt que de faire place nette sur le quai, accentue le caractère maritime et industriel du site, propose de réinvestir certains hangars et installe aux abords des lieux emblématiques des bittes d'amarrage, sortes de blockhaus ou de baleines noires géantes. Rem Koolhaas, réfléchissant encore aux projets d'aujourd'hui, étudie le projet d'un boulevard de ceinture sur la rive droite, avec le prolongement naturel des boulevards de la rive gauche par des ponts, tandis que Chaix et Morel affichent nettement, dans leur réflexion sur les têtes de pont, un projet alternatif à celui de Bofill, vaste espace que Bordeaux n'a pas, quelle que soit la taille des fameux Quinconces, où se déploient au droit d'un pont au Médoc, des tours de 200 m de hauteur... Enfin, Alsop et Lyall remettent à l'ordre du jour la question d'un tunnel : un monstre flottant, immergé à marée haute, enfoui le reste du temps, rejoint le pont de pierre, de la rive gauche aux bassins à flot, tangent à La Bastide comme la corde d'un arc⁵⁸ (fig. 23).

Le projet Perrault (1992-1996)

Dominique Perrault est désigné en juillet 1992 pour définir un parti urbain servant de fil conducteur aux différents aménagements à réaliser de part et d'autre des deux rives du fleuve. Le fruit des réflexions de l'agence Perrault est présenté aux élus en mars 1994 puis au public en juin. Les propositions commencent à voir le jour : mise au propre de la place de la Bourse, de l'espace public après démolition du hangar 11, des quais en général, nouvel éclairage, promenade au long de la Garonne aménagée de gabions bancs, mise au propre du plan de dépla-

58. *L'Architecture d'aujourd'hui*, 1989, n° 266, 53-58.

cement et de stationnement... mais pour ce qui est du pont, il ne reste que le projet d'un doublement du pont de pierre, dans l'axe des allées Serr⁵⁹. L'esquisse de Dominique Perrault pour Bordeaux n'est pas encore un projet, mais elle fixe de grandes orientations pour l'aménagement des deux rives de la Garonne : intelligibles à tous parce que fondées sur l'identité des lieux, réalistes parce qu'elles composent avec le temps. Ainsi le projet d'une rive droite en miroir de la gauche disparaît-il définitivement des intentions urbaines. Pendant ce temps, les projets se poursuivent, et deux ponts se réalisent jusqu'en 2008, toujours en aval du pont de pierre : le pont d'Arcins et le nouveau pont ferré.

Le pont François Mitterrand ou d'Arcins (1993)

Ce pont en biais doit son nom à l'île d'Arcins toute proche. Il permet le bouclage de la rocade bordelaise et le raccourcissement du contournement de Bordeaux de 5 km pour les trajets de Paris à l'Espagne et de 16 km de Paris à Toulouse. Sa mise en circulation à la fin de l'année 1993 soulage donc le trafic du pont d'Aquitaine. Il a deux tabliers indépendants de 14 m de largeur qui permettent dans chaque sens le passage de trois voies de circulation et d'une bande d'arrêt d'urgence. Sa longueur est de 642 m. Il a cinq travées de 102 m de long et deux de 63 et 69 m aux extrémités. Les six paires de piles ont été construites à l'intérieur de 12 batardeaux de palplanches. Chaque pile en rivière repose sur une fondation de 4 pieux de 2 m de diamètre, de 9 à 18 m de longueur. Les tabliers sont en béton. Ils sont constitués de voussoirs de 3,43 m de longueur mis en place par encorbellement au moyen d'un pont roulant et d'un ponton-grue. Tous ces éléments (voussoirs, piles et chevêtres) ont été préfabriqués sur la rive droite.

Le nouveau pont ferroviaire (2005-2008)

Un premier train emprunte, le dimanche 11 mai 2008, le nouveau pont de Bordeaux, sixième franchissement de la Garonne dans l'agglomération. Il s'agit du plus important chantier ferroviaire urbain - hors TGV - de France. Réseau ferré de France confie à Eiffage le marché de conception et réalisation en novembre 2005. L'ouvrage est un viaduc mixte en béton et métal de 467 m de long sur 22 m de large, « sa réalisation mobilise 21 000 m³ de béton et 7950 tonnes d'acier - autant que la Tour Eiffel », rappelle Bruno de Monvallier, directeur régional de RFF, maître d'ouvrage. Le pont est constitué de six travées métalliques de 77 m de portée supportées notamment par cinq piles en rivière⁶⁰, totalisant 14 500 boulons et 65 tonnes de soudure, un tablier de 8400 m² et 20 000 tonnes d'enrochements. Le nouveau pont remplace la passerelle Eiffel qui n'était plus en mesure d'absorber la hausse prévue du trafic avec la mise en service d'une ligne à grande vitesse entre Bordeaux et Paris à partir de 2015. Ce nouveau pont n'est

totallement opérationnel qu'en 2010 et entraîne la destruction, au moins partielle, de la vénérable passerelle Eiffel, à présent classée au titre des Monuments historiques.

La mise à l'écart de la solution consistant en un franchissement au droit des Quinconces - longuement étudiée déjà au XIX^e siècle, est symptomatique de la volonté de ne pas scinder le port historique une nouvelle fois, ni de bouleverser le paysage emblématique de la ville. Une solution plus au nord va dans le sens, au contraire, du développement urbanistique des deux rives et de leur liaison pour désengorger la circulation sur les quais, soulager le trafic sur les boulevards et poursuivre l'urbanisation et le renouvellement de la ville sur ses friches industrielles.

Aujourd'hui les « trois ponts » et le pont Bacalan-Bastide

Tandis que Bordeaux se développe sur les deux rives de la Garonne, le cœur de la ville manque cruellement de moyen de franchir le fleuve. Malgré le renouvellement de la rive droite, la ville est toujours coupée en deux. Les déplacements doux (vélo et marche) sont remis en question en raison de la trop grande distance qui sépare le pont d'Aquitaine du pont de pierre. En effet, une circulation automobile inutile s'observe sur les berges pour rejoindre ces franchissements. Ce constat établi depuis plus de 15 ans montre qu'il apparaît très urgent que Bordeaux se dote de nouveaux ponts.

L'élaboration des documents réglementaires remet à l'ordre du jour la question des franchissements à la fin des années 1990. Les études réalisées par l'agence d'urbanisme et la communauté urbaine de Bordeaux en 1997-1998, le schéma directeur de l'aire métropolitaine bordelaise et le plan de déplacements urbains 2000-2005 inscrivent de nouveaux franchissements dans les documents d'urbanisme⁶¹. Trois nouveaux ponts sont envisagés :

- au centre en aval du pont de pierre pour réduire le trafic sur les quais, raccorder La Bastide au centre par tous les moyens de transport, compléter le schéma de circulation lié au tramway et sécuriser le pont de pierre ;
- au nord au droit de la rue Lucien-Faure pour réduire le transit nord/sud sur les quais, desservir les zones industrielles de la rive droite, relier les quartiers nord des deux rives et sécuriser et soulager le pont d'Aquitaine ;

59. Perrault, 1994-1996.

60. *Le Moniteur*, n° 5430, 34.

61. Cub / Aurba, 1997, 1998, 2001, 2004.

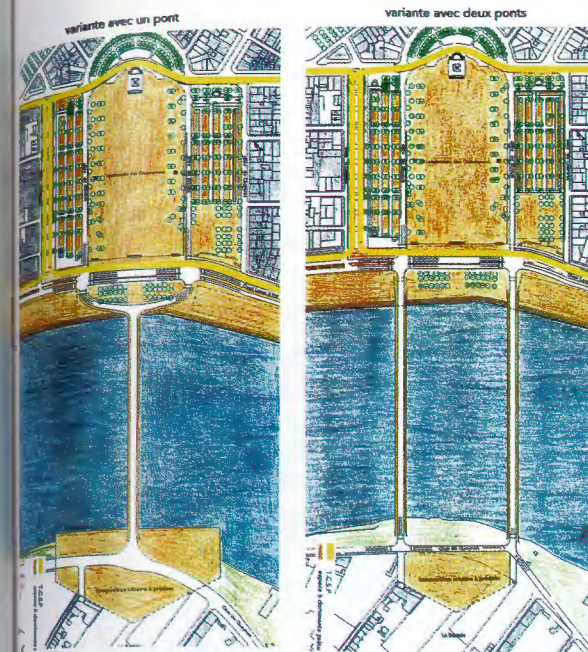


Fig. 24. - Variantes pour un ou deux ponts fixes au droit des Quinconces (Cub / Aurba, 1998).

- au sud face au boulevard Jean-Jacques Bosc pour boucler les boulevards sur la rive droite, compléter le dispositif du pont Saint-Jean et accélérer le développement des quartiers sud⁶².

En 1999, le bilan d'une concertation et de nombreuses réunions permettent d'affirmer la nécessité d'une liaison nouvelle à caractère urbain dans le plan des déplacements urbains. L'emplacement dans la courbe serrée du fleuve, au droit des Quinconces, est rejeté (fig. 24 et 25) en faveur de Lucien-Faure et aussi d'un pont à Jean-Jacques Bosc, afin de boucler la ligne des boulevards sur la rive droite.

En 2000, deux études préalables sont menées par deux équipes distinctes pour cerner la faisabilité d'un nouveau franchissement par pont ou par tunnel et la navigation sur la Garonne. Une analyse des deux options est faite par le comité de pilotage en fonction des qualités attendues et nécessaires de l'ouvrage : types de déplacements (piétons, vélos, voitures, transports en commun, navigation), intégration urbaine (type de voies, liens créés, liaisons au réseau des berges et aux boulevards), insertion dans le site, réglementation, sécurité, facilité d'exploitation, coûts (investissement et fonctionnement), délais de réalisation. Un tunnel est jugé plus pratique qu'un pont levant pour franchir la Garonne, mais coûterait deux fois plus cher. Le 30 novembre 2000, Alain Juppé, maire de Bordeaux, annonce le choix du pont levant. En décembre, en fonction de ces études, le conseil de CUB tranche pour un

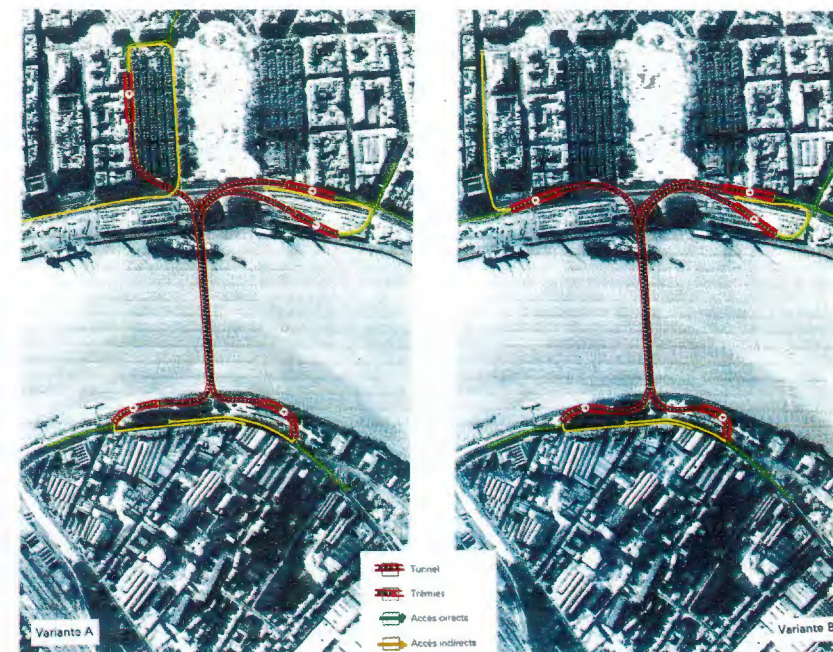


Fig. 25. - Variantes pour un tunnel et ses trémies au droit des Quinconces (Cub / Aurba, 1998).

pont levant positionné au droit de Lucien-Faure. L'ouvrage mesurera 425 m de long, avec une travée centrale de 110 m qui se lève et se baisse comme un ascenseur, offrant un passage de 90 m de large aux navires. Il permettra le passage de deux fois deux voies pour les voitures, de deux voies pour un TCSP (transport en commun en site propre), deux pistes cyclables et deux trottoirs. Il améliorera le trafic urbain, d'autant plus que deux voies du pont de pierre sont occupées par le tramway. La livraison est prévue vers 2010. En septembre 2003, le conseil de CUB délibère sur l'estimation du coût du pont levant au niveau des études préalables. En août 2004, cette estimation est actualisée, portant le coût de 75 à 80 M€, plus un surcoût éventuel de 15 M€ lié à la qualité architecturale et une marge de tolérance de 25 %. En mars 2006, cinq projets sont présentés, et le jury retient celui de GTM : il ne s'agit pas du projet le moins disant, la recherche de qualité architecturale faisant partie intégrante du choix (fig. 26). Avec la construction, la maîtrise d'œuvre et les raccordements, le budget est de 120 M€. Les limites du pont sont précisées, notamment les carrefours à feux. Le conseil de communauté, après enquêtes publiques, adopte le projet dans sa séance du 21 septembre 2007. Ce budget est inscrit sur le Plan Prévisionnel d'Investissement de 2006-2010.

62. Cub / Aurba, 1998.

Considéré positivement, le nouveau pont participe au développement de l'agglomération, favorise le développement économique, améliore les conditions de déplacement, connecte les grands réseaux de transport en commun, supprime au nord l'effet de coupure de la Garonne grâce à des cheminements doux et pour les personnes à mobilité réduite. L'opération est compatible avec la capacité financière de la Communauté urbaine de Bordeaux. Elle anticipe surtout le maintien du potentiel du port de la Lune, parce que le SCOT (schéma de cohérence territoriale) prévoit, parmi ses objectifs, la réconciliation ville/port, en utilisant le site portuaire central comme élément de qualité de vie dans Bordeaux, tant pour les Bordelais que les touristes, l'opération maintient l'accessibilité au centre ville pour le trafic maritime, fluvial et événementiel, renforçant ainsi son attractivité tout en sauvegardant son identité culturelle et patrimoniale. L'opération préserve l'environnement du site et le met en valeur : le service départemental de l'Architecture et du Patrimoine de la Gironde émet un avis favorable à l'insertion du projet dans le site dont la mise en valeur sera facilitée par l'aménagement de promontoires au niveau du tablier du pont et d'un belvédère au sommet d'un des pylônes accessible aux handicapés offrant une vue panoramique exceptionnelle sur le site emblématique du port de la Lune ⁶³.

*

Des trois ponts retenus ces dix dernières années pour améliorer le schéma de circulation de l'agglomération et désengorger le centre ville de Bordeaux, pour reconquérir et mettre en valeur son centre historique et ses quais, renouer avec le fleuve, relier les deux rives, reconquérir les friches industrielles, seul le projet du pont Bacalan-Bastide est à même de remplir à court terme ces objectifs.

L'observation et le récit de l'histoire des ponts de Bordeaux mettent en avant une série de questions récurrentes qui évoluent avec les progrès techniques, urbanistiques et l'histoire même des relations entre la ville et le port.

La ville, consubstantielle au port, est longtemps restée sans pont. Puis un pont a coupé le port et un autre l'a surmonté. Le port autonome a lui-même séparé la ville de la rivière. La ville et ses habitants partent aujourd'hui à la reconquête de la Garonne et des friches industrielles laissées au nord et à l'est, sur les deux rives. Le déplacement en aval du port de Bordeaux, d'abord au nord du pont de pierre, puis des Chartrons à Bacalan, enfin de Bacalan à Bassens et au Verdon, est propre à l'histoire de toutes les villes portuaires. Cependant ce déplacement, nécessaire en raison de l'urbanisation des villes, de nouvelles techniques et moyens de transport, n'est pas naturel, ni inéluctable. Il est toujours contredit par la volonté des hommes de maintenir l'activité portuaire au plus près de son site original. Il en est ainsi, en France, à Nantes, à Marseille, au Havre...

La structuration de la ville par les ponts

S'il apparaît évident que la ville est historiquement structurée par l'activité de son port, il est beaucoup moins aisé d'affirmer que son urbanisme l'est de par la construction des ponts. En effet, seul le pont de pierre marque durablement le développement structurel de la ville de Bordeaux. Après sa construction, les projets de ponts sont nombreux mais les réalisations parcimonieuses, elles-mêmes fragiles, nécessitent des aménagements, des adaptations, et des remplacements, comme le nouveau pont ferré.

La difficulté, voire le refus de franchir la Garonne, est sans doute la question qui perdure le plus longtemps dans l'histoire de la ville, quand bien même Bordeaux n'est plus, aujourd'hui, un grand port de mer. La question des modes de franchissement est donc apparue avec certitude dès le XVIII^e siècle comme problématique, car franchir la rivière c'était briser le port. Dès lors quel mode de franchissement adopter ? Pont fixe, mobile, ouvrant, tunnel ? Au nord, au sud, à quel endroit, au débouché de quelle rue ?

Ces réflexions vieilles de plus de deux siècles se sont cristallisées et se sont largement consolidées dans les trois projets de pont étudiés ces vingt dernières années. S'il est vrai que la création effective d'un pont à Bordeaux a toujours été de l'ordre du coup de force, on peut raisonnablement penser que le temps a imposé désormais la nécessité d'améliorer l'ensemble des communications de l'agglomération par le rapprochement et la reconquête des deux rives, donc par de nouveaux franchissements, et que ces modes de franchissement ont été longuement comparés, évalués et discutés, approuvés ou rejetés. Le seul pont urbain dont Bordeaux est actuellement doté – c'est-à-dire le seul pont qui génère une urbanisation et une urbanité durables à ses débouchés – reste toujours le pont de pierre. Les trois autres franchissements sont seulement routiers.

Dès lors que la construction du pont de pierre a marqué la destinée topographique de la ville, les ponts sud se sont développés presque sans soucis, en fonction des besoins, et sans les difficultés qu'ont connues les projets de pont aval (fin XIX^e, dans les années 1930 et aujourd'hui). Ce n'est pas tant la largeur de la Garonne ou les coûts des solutions techniques proposées alors, parfaitement réalisables, qui ont ralenti les projets, c'est le maintien vital, pour l'économie de la ville, de l'activité portuaire qui a empêché ces franchissements.

Le pont d'Aquitaine est la seule réalisation en aval qui ménage l'activité portuaire en déclin des années 1960, prolonge et reproduit l'histoire du pont transbordeur, en ouvrant toujours

63. Cub, délibération du Conseil de communauté, séance du 21 septembre 2007.



Fig. 26. - Insertion du nouveau pont dans le paysage industriel de Bordeaux, photomontage vu depuis le pont d'Aquitaine (Cub / GPM, 2008).

Bordeaux sur son histoire maritime, même à l'époque où elle fut sérieusement mise en danger. L'idée d'un tunnel a plus d'un siècle désormais, les possibilités de franchissements au droit du pont de pierre, des Quinconces, du cours du Médoc ou plus au nord ont été étudiées, et chaque fois des ponts mobiles ont été retenus, non des tunnels. Ainsi Bordeaux a longuement mis en œuvre un projet validé par la société locale et l'État après mûre réflexion.

L'esthétique et l'imaginaire de l'ouverture de la ville sur la mer : que serait un port sans bateaux ?

L'histoire des ponts de Bordeaux montre que l'esthétique n'a jamais été une priorité pour en décider la construction. Au contraire, la rationalité des solutions techniques, leur coût et surtout la recherche d'un impact minimum sur l'activité du port ont toujours été les critères des choix. Les critiques adressées au pont de pierre dès la fin du XIX^e siècle, celles faites à l'égard du paysage du port scindé par un pont au début du XIX^e, mais aussi l'admiration soulevée par la prouesse constructive du pont d'Aquitaine qui a durablement modifié, des kilomètres à la ronde, le paysage urbain bordelais, relativisent l'importance de l'esthétique. D'ailleurs, les critères esthétiques changent, et

tel pont qui avait pu paraître beau à certains, laid à d'autres, est devenu un monument, un repère. N'a-t-on pas vu avec quelle audace se dressèrent quelques années durant les pylônes du pont transbordeur au beau milieu du port, visibles de partout depuis les points les plus emblématiques de la ville : les quais, la flèche Saint-Michel, la Bourse, les Quinconces même ? L'histoire se répète, le projet du pont Bacalan-Bastide est la manifestation contemporaine d'une porte sur l'Océan, et c'est là l'essentiel. Au lieu de briser le paysage urbain, ce que ferait un pont fixe ; au lieu de briser l'écosystème de la Garonne et l'urbanisation à ses débouchés – ce que ferait un tunnel –, ce pont exprime l'ouverture symbolique du cœur de Bordeaux vers l'Atlantique. Mieux encore, il préserve l'accès des grands bateaux au site historique du port. Le pont Bacalan-Bastide représente donc l'aboutissement, un siècle plus tard, du grand transbordeur dont la première pierre fut posée en 1910.

L'esthétique architecturale de ce pont, en elle-même, n'a donc, au bout du compte, que peu d'importance pour l'histoire du port de la Lune. En revanche, sa fonction urbaine dans le site portuaire de Bordeaux est capitale et les choix architecturaux qui l'accompagnent déterminés par l'emplacement de ce franchissement et sa mobilité en aval du pont de pierre. Ce sont désormais des impératifs culturels et touristiques qui permettent aux navires d'aborder à la rade de Bordeaux et ainsi de respecter la valeur exceptionnelle du port de la Lune.



Fig. 27. - Nouvelle vue du pont après les recommandations du Club (Cub / GPM, 2010)

L'intégrité et la valeur universelle et exceptionnelle du port de la Lune

Ne pas conserver à Bordeaux, premier port au XVIII^e siècle de réexportation des denrées coloniales, son accès maritime, constituerait un non-sens. Jusqu'à la création de l'avant-port du Verdon, Bordeaux était un port de pêche, mais aussi un port de voyage, de guerre et de plaisance, ainsi qu'un centre de construction navale.

Un pont fixe au droit de la rue Lucien-Faure viendrait arrêter le flux des bateaux devant les bassins à flot et priverait définitivement le cœur de la ville de la présence d'une quelconque activité portuaire. Un tel ouvrage transformerait la partie « du fleuve la plus emblématique de son patrimoine portuaire – l'aval du pont de pierre –, en une cuvette tout au mieux réservée à la navigation fluviale. Ce serait briser, déplacer et contrarier la limite difficilement établie avec la navigation maritime par la construction du seul pont historique de Bordeaux, celui du XIX^e siècle. La construction jamais aboutie du transbordeur, celle du pont d'Aquitaine et le projet en cours, longuement étudié depuis 20 ans, plaident en faveur d'un pont ouvert et levant sur la porte maritime de Bordeaux.

L'inscription de Bordeaux au titre du patrimoine mondial exige et prévoit le respect de l'intégrité du « bien inscrit ». Le périmètre de ce classement n'est pas seulement exceptionnel

par ses dimensions, il l'est aussi par l'intégration, dans le plan de gestion, du développement et du renouvellement de la ville sur ses friches portuaires inséparables de son centre historique. La construction du pont Bacalan-Bastide est inscrit dans ce plan et participe à l'approche d'un patrimoine en mouvement. Si ce pont devenait un pont fixe, et non un pont mobile, il serait porté atteinte à l'intégrité du bien reconnu par l'Unesco : en effet, Bordeaux sans accès à l'océan et au monde, ne serait plus Bordeaux.

A présent, le pont Bacalan-Bastide sort... des eaux. Le Comité Local Unesco Bordelais (CLUB) a émis, pour sa part, quelques réserves qui ont conduit à modifier l'aspect général de l'ouvrage et son impact sur la valeur universelle exceptionnelle du port de la Lune (fig. 27). Après de nombreux débats, le Comité du patrimoine mondial a décidé, à Brasilia, en août 2010, de lever le mécanisme de « suivi renforcé » du port de la Lune qu'il avait imposée en 2008 à Québec. Mais le Comité veille et escompte, en 2012, un rapport sur l'état de conservation du bien. Alors, le pont sera presque achevé. Déjà, les embases et les pylônes sont en construction ; on peaufine le détail des piles et des verrières, l'éclairage du monument, que l'on espère les plus sobres possibles... L'avenir dira si ce pont est le bon. Quoiqu'il en soit, sa construction marquera durablement le paysage urbain bordelais et s'inscrira comme un coup de force dans l'histoire de la ville, à l'image de ses ancêtres, rêvés ou réalisés.

Sources manuscrites et figurées

Archives municipales de Bordeaux

- 131 O Ponts et passerelles – Franchissements de la Garonne
- 131 O 1 Tunnel sous la Garonne – Avant-projet, 1895
- 131 O 2 Commission mixte d'études – 1920-1924
- 131 O 3 Commission mixte d'études – PV des séances – 1920-1924
- 131 O 4 Projet de passage sous-fluvial – 1938
- 131 O 5 Projet de ponts jumeaux substitués au Pont de pierre – plans 1950
- 131 O 6 Projet de construction d'un pont (solution rue Saget) – plans 1950
- 131 O 7 Enquête sur les travaux de construction d'un pont suspendu entre Lormont et Bacalan – 1955
- 132 O Ponts et passerelles – Pont de Pierre
- 132 O 1 Construction – plans
- 132 O 2 Construction – 1810-1821
- 132 O 3 Projet de suppression – Remplacement par un tunnel sous-marin – 1886
- 132 O 4 Améliorations des abords du pont – plans 1891
- 132 O 5 Projet d'élargissement – 1922-1927
- 132 O 6 Projet de reconstruction – plans 1950
- 132 O 7 Circulation : projets – 1947
- 133 O Ponts et passerelles – Pont à transbordeur
- 133 O 1 Projet – études préliminaires – 1891-1897
- 133 O 2 Projet – rapports, mémoire – 1892-1910
- 133 O 3 Coupures de journaux – 1894-1910
- 133 O 4 Projet Arnodin – Peter – 1898-1905
- 133 O 5 Commission d'études – PV des séances – 1901-1907
- 133 O 6 Etudes diverses – 1905-1908
- 133 O 7 Etudes diverses – 1909-1919
- 133 O 8 Correspondance – 1911-1939
- 133 O 9 Situation financière – 1923-1931
- 133 O 10 Construction – 1925-1934
- 133 O 11 Société anonyme du Pont – Retrait de la rétrocession – 1932-1933
- 133 O 12 Société anonyme du Pont – Déchéance – Retrait de la concession – 1934-1937
- 133 O 13 Nouvelles propositions pour la Société anonyme du pont – 1935-1936
- 133 O 14 Résiliation à l'amiable de la concession – Projet de traité entre l'Etat et Bordeaux – 1941-1942
- 134 O Ponts et passerelles – Pont à travées mobiles
- 134 O 1 Commission mixte d'études – 1906-1916
- 134 O 2 Projet de pont à travées mobiles – 1906-1921
- 134 O 3 Commission mixte d'études – PV des séances – 1907-1920

Archives départementales de la Gironde

- Série C : 3714, 3715, 3782, 4238, 4258, 4265
- 5 J 73 : Pont de Bordeaux, 1812-1843

Rapports et études de la Communauté urbaine de Bordeaux et de l'Agence d'urbanisme Bordeaux métropole Aquitaine

- Schéma directeur des déplacements urbains communautaires, 1996
- Les franchissements du fleuve en partie centrale, 1997
- Les franchissements du fleuve en partie centrale, Document programme, 1998
- Les franchissements de la Garonne à Bordeaux ou « Unir les deux rives », synopsis et plaquette de l'exposition, février 1998
- Schéma directeur de l'aire métropolitaine bordelaise, approuvé le 26 septembre 2001
- Plan des déplacements urbains 2000-2005, adopté le 26 mai 2000, 2004
- Mission franchissement Lucien-Faure, Mémoire en réponse aux conclusions et avis émis par l'enquête publique, 12/09/2007
- Mission franchissement Lucien-Faure, Etude d'impact, pièce E, 21/02/2007
- Groupement du pont mobile de Bordeaux / Lavigne-Cheron, Notice architecturale du Pont Bacalan Bastide, 17/09/2008
- Franchissement Jean-Jacques Bosc. Livre blanc : premiers éléments de connaissance. Partie 1 : les enjeux et les objectifs, rapport d'étude provisoire, 14/10/2008
- Groupement du pont mobile de Bordeaux / Lavigne-Cheron, Intégration du Pont Bacalan Bastide dans le site de Bordeaux, 14/11/2008

Sources imprimées

- Alfred-Duprat, Cyprien, *Bordeaux... un jour !*, Bordeaux, Mounastre-Picamillh, 1929. Réédition, Le Festin-Société Archéologique de Bordeaux, 2011.
- Archambeaud, Gaston, *De la suppression du pont de Bordeaux et de son remplacement par un tunnel sous-marin, plans et projets*, par G. Archambeaud, Bordeaux, impr. Favraud, 1885.
- Arnodin, Ferdinand, *Notice sur le pont à transbordeur, ou voie ferrée à rails supérieurs, système F. Arnodin et A. de Palacio, pour la traversée des passes maritimes...*, Bruxelles, impr. Bruylant-Christophe et Cie, 1894.
- Balguerie, J.-J., *Rapport fait par M. Balguerie le 10 juillet 1822 [sur les ponts de Bordeaux et de Libourne]*, Bordeaux, André Brossier, 1822.
- Bandiéri de Laval, *Mémoire sur la rade de Bordeaux*, Bordeaux, Racle, 1791.
- Bénard, Charles, *Rapport de la commission mixte d'études du pont à travées mobiles pour la traversée de la Garonne à Bordeaux*, Bordeaux, impr. du Midi, 1910.
- Bétoulaud, Élie de, « Bordeaux capitale », *Revue philomathique de Bordeaux*, 1908, p. 229-240.
- Chevallier, Louis, *Canaux navigables... pour la communication entre le bassin d'Arcachon et la ville de Bordeaux, avec quelques idées relatives aux embellissements de cette ville*, Bordeaux, Vve Calamy, 1772.
- Coulon, L., *Les Rivières de France*, Paris, Clousier, 1644.
- Deschamps, Claude, *Recueils de mémoires sur divers travaux d'utilité publique*, Paris, 1832.
- Dufort, A., *Observations sur l'état de la Garonne devant Bordeaux et sur l'effet que le pont peut produire sur la rade*, Bordeaux, Racle, 1811.
- Dupré de Saint-Maur, Nicolas, *Mémoire relatif à quelques projets intéressants pour la ville de Bordeaux...*, Bordeaux, Racle, 1782.

Gruet, Charles, *Etude d'une nouvelle voie de communication à établir dans le port de Bordeaux entre les deux rives du fleuve, Rapport de la commission mixte*, oct. 1906 – avril 1907, Bordeaux, impr. Delmas, 1907.

Laprie, Mauricette, « Le franchissement de la Garonne à Bordeaux », tapuscrit d'une communication à la Société archéologique de Bordeaux, 23 novembre 2001.

Martin, Émile, *Pont de Cubzac. Dessins et description des piliers en fonte de fer*, Paris, Schneider et Langrand impr., 1841.

Pierrugues, Pierre-Emmanuel, *Mémoire explicatif des projets d'alignement et d'embellissement proposés pour la ville de Bordeaux, en exécution de la loi du 11 Septembre 1807...*, Bordeaux, A. Racle, 1815.

Le Pont suspendu de Bordeaux 1963-1967, Paris, plaquette Pyc publicité, nd.

Pont métallique, propositions, conditions, détails et devis estimatif d'un pont à établir en face du cours du Médoc... présenté par un groupe de capitalistes..., Bordeaux, impr. du Midi, P. Cassagnol, 1891.

Renoux, « D'une rive à l'autre », p. 33-36 dans *Cinquantenaire du Syndicat des entrepreneurs de Travaux publics de la Gironde et du Sud-Ouest, 1901-1951*, Chambre de commerce de Bordeaux, 1951.

Bibliographie

« Bordeaux, l'ancien et les modernes », *L'Architecture d'aujourd'hui*, 1989, n° 266, p. 53-58.

Bordeaux années 20-30. Portrait d'une ville, Bordeaux, Musée d'Aquitaine, Le Festin, 2008.

Butel, Paul (dir.), *Histoire de la chambre de commerce et d'industrie de Bordeaux des origines à nos jours : 1705-1985*, Bordeaux, Chambre de commerce et d'industrie, 1988.

Callais, Chantal, Jeanmonod, Thierry, Ragot, Gilles, *Bordeaux, Portrait de ville*, Institut français d'architecture, Cité de l'architecture et du patrimoine, 2006.

Coste, Laurent, *Le Maire et l'Empereur. Bordeaux sous le Premier Empire*, Société archéologique et historique de Lignan et du canton de Créon, 1993.

Courteault, Paul, *La place royale de Bordeaux*, Paris, Picard, 1922.

Courteault, Paul, *Centenaire du pont*, Catalogue de l'exposition, Bordeaux, 1922.

Coustet, Robert, Saboya, Marc, *Bordeaux, la conquête de la modernité. Architecture et urbanisme à Bordeaux et dans l'agglomération de 1920 à 2003*, Bordeaux, Mollat, 2005.

Coustet, Robert, Saboya, Marc, *Bordeaux, le temps de l'histoire. Architecture et urbanisme au XIXe siècle (1800-1914)*, Bordeaux, Mollat, 1999.

Demont, Emmanuelle, Favreau, Marc, *Herman van der Hem (1619-1649). Un dessinateur hollandais à Bordeaux et dans le Bordelais au XVIIe siècle*, Fédération historique du Sud-Ouest, Les Éditions de l'Entre-deux-Mers, 2006.

Desgraves, Louis, *Voyageurs à Bordeaux du dix-septième siècle à 1914*, Bordeaux, Mollat, 1991.

Desgraves, Louis, *Evocation du vieux Bordeaux*, Paris, Minuit, Vivisques, 1989.

Desgraves, Louis, Dupeux, Georges (dir.), *Bordeaux au XIXe siècle*, Fédération historique du Sud-Ouest, Delmas, 1969, (*Histoire de Bordeaux* ss. la dir. de Ch. Higounet, t. VI).

Dumas, Jean, *Bordeaux, ville paradoxale*, Université Bordeaux III, Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine, 2000.

Dumas, Jean, Cuillier, Francis, « Faire le pont : franchir la Garonne à Bordeaux », *Le Bordiu*, 2 avril 2007.

Etienne, Robert (dir.), *Bordeaux antique*, Fédération historique du Sud-Ouest, Delmas, 1962, (*Histoire de Bordeaux* ss. la dir. de Ch. Higounet, t. I).

Ferron, P., Vigneaux, M., « Travaux d'hydraulique agricole dans le marais de Bordeaux au temps de Henri IV », *Revue historique de Bordeaux*, 1953, p. 219-223.

Jacques, Michel (dir.), Ragot, Gilles, *Guide d'architecture Bordeaux & agglomération, 1945-1995*, Bordeaux, Arc en rêve, centre d'architecture, éditions confluences, 1996.

Julian, Camille, *Histoire de Bordeaux depuis ses origines jusqu'en 1895*, Bordeaux, réed. De la Tour de Gile, 1992.

Lajugie, Joseph (dir.), *Bordeaux au XXe siècle*, Fédération historique du Sud-Ouest, Delmas, 1972, (*Histoire de Bordeaux* ss. la dir. de Ch. Higounet, t. VII).

Lavaud, Sandrine (dir.), *Atlas historique de Bordeaux*, Bordeaux, Ausonius, 2009.

Lemistre, G., « Un nouveau pont à Bordeaux, face à la place des Quinconces ? », *Sites et monuments*, n° 93, janvier février 1981, p. 20-25.

Lesgorce, Olivier, *Les quais de Bordeaux rive gauche. Histoire des activités portuaires et des types d'usages des espaces du XVIIIe au XXe siècle*, Rapport d'étude, CUB, juillet 1997.

Leulier, Renée, « Sur les routes des Landes », *Le Festin*, n° 48, 2003, p. 46-51.

Leulier, Renée, *Le pont métallique de Bordeaux : la « Passerelle Eiffel »*, étude historique et documentaire réalisée pour l'agence M. Goutal, 2009.

Marrey, Bernard, *Les ponts modernes - XVIIIe et XIXe siècles*, Paris, Picard, 1990.

Martin, *Claude Deschamps (1765-1843)*, Université de Bordeaux III, maîtrise d'histoire de l'art, 1994.

Moulard, abbé Jacques, *Le Comte Camille de Tournon, préfet de la Gironde 1815-1822*, Paris, Édouard Champion, 1914.

Perrault, Dominique, *Mission d'aménagement des deux rives de la Garonne*, Bordeaux, déc. 1994-février 1996, 8 vol.

Peyrous, B., « Un grand ensemble défensif au XVIIe et XVIIIe siècle : la forteresse, le Fort Pâté et le Fort Médoc », *Cahier du Vitresais*, mai 1978.

Picon, Antoine, *L'Invention de l'ingénieur moderne, L'École des Ponts et Chaussées 1747-1851*, Paris, Presses de l'ENPC, 1992.

Ragot, Gilles, « Un port ou un pont ? Un débat patrimonial », dans Urbi & Bordeaux. Décisions et représentations urbaines, Bastingages, 2005.

Renouard, Yves (dir.), *Bordeaux sous les rois d'Angleterre*, Fédération historique du Sud-Ouest, Delmas, 1965, (*Histoire de Bordeaux* ss. la dir. de Ch. Higounet, t. III).

Schoonbaert, Sylvain, *La voirie bordelaise au XIXe siècle*, Paris, PUPS, 2007.



L'emploi monétaire du « carne »

Jean-Paul Casse *

Dossier primitif

Le 3 décembre 1601, Marie Delafon veuve de Jacques Richard, bourgeois et marchand de Bordeaux, habitant paroisse Saint-Pierre, vendait, devant maître Antoine Chadirac notaire royal en Guyenne, à Pierre Latreille bourgeois et marchand de Bordeaux de la paroisse Saint-Projet, une petite maison en franc-alleu¹, à elle obvenue par la succession de son défunt père Pierre Delafon bourgeois et marchand de Bordeaux, confrontant « d'un côté la maison des héritiers d'Estienne Touzet bourgeois et marchand de Bordeaux, d'autre côté la maison des héritiers de Jean Duluc, d'un bout par le derrière la Devèze, d'autre bout par le devant la rue de la Mounede »². La rue de la Mounede ou de la Monnaie, pour la portion qui en subsiste, est devenue l'actuelle impasse Sainte-Catherine. Cette maison, fut par la suite acquise par la famille Navarre et absorbée dans son hôtel homonyme, site ultérieur de l'imprimerie Pichet puis du journal *Sud-Ouest*. Le prix, de 300 écus sols, fut payé en deux fois : 200 écus sols en « deux cens carnes de cars d'escu » à la transaction. Le solde de 100 écus sols, payable six mois après, entre-temps cédé par acte du 6 décembre 1601, reçu par maître Doamlup notaire royal en Guyenne, par Marie Delafon en faveur de son gendre Aymond Vedeau bourgeois et marchand de Bordeaux, qui avait épousé par contrat de mariage du 13 août 1597 par devant maître Doamlup, ne fut acquitté que le 7 juin 1602 moyennant « cens carnes de cars d'escu »³.

Pierre Baritault, bourgeois et marchand de Saint-Macaire, s'était marié deux fois. De sa première épouse, Sybille Pailhey, il avait eu notamment un fils prénommé Raymond. Du second, avec Marie Cousin, il avait particulièrement deux fils : Pierre et Jean, qu'il désirait favoriser. Aussi, le 26 septembre 1606, transigea-t-il avec Raymond, devant maître François Rufz, notaire royal à Saint-Macaire. Moyennant un don entre vifs de 24.000 livres, payables en deux termes, ce dernier renonçait en faveur de son père et de ses deux héritiers ses frères consanguins, de tout ce qu'il pouvait prétendre dans la succession paternelle et ce qu'il avait eu de celle de ses aïeux maternels Geoffroy Pailhey et Madeleine de Dado⁴. Mais le 3 avril 1607, devant le même notaire, Pierre Baritault faisait annuler la transaction, prétextant qu'il avait été abusé étant alors malade, et la remplace par une nouvelle⁵ ; d'autant que Raymond Baritault était de son côté mécontent du versement incomplet de la première moitié de la somme convenue. Le fils abandonne à

* Cercle Bertrand Andrieu.

1. Franc-alleu ou alleu : bien dont le possesseur ne dépend d'aucun seigneur.
2. A.M.Bx, 119 S 3450 (1) (fonds Beaumartin), expédition en 5 pages parchemin.
3. A.M.Bx, 119 S 3450 (1) (fonds Beaumartin), expédition en 2 pages parchemin.
4. A.D.Gir., 3 E 15642, f° 211 v°-213.
5. A.D.Gir., 3 E 15643, f° 58 v°-62.

son père ce qui lui échut de ses aïeuls maternels, de sa mère, et ce qu'il pourrait prétendre de la succession de son père. En échange le père lui accorde toujours 24.000 livres, dont moitié lui est réversible en cas de prédécès de Raymond sans enfants, payables en deux pactes de 12.000 livres, dont le premier le jour même est payé : 5083 livres 18 sous déjà versés suite à la transaction de 1606, 6854 livres 10 sous en créances sur divers, enfin « le restant de toute ladite sommes (*sic*) de douze mille livres qu'est soixante une livre douze soutz tournois, ledit sieur Pierre Baritault l'a payée et baillée audict Raymon (*sic*) Baritault sondict filz, sur sesdictes presentes en dix huit guar-née (*sic*) de pieces de seze soutz chacune, et le restant en autre monnoye »⁶.

Le 21 février 1603, Geoffroy de Baritault, conseiller à la cour présidiale de Guyenne et frère germain aîné du même Raymond Baritault, épousait par contrat, retenu par maître Antoine Chadirac notaire royal à Bordeaux, Marie du Périer, qui apportait en dot 12.000 livres⁷. Le 24 novembre 1609, il donnait quittance à son beau-père, toujours devant maître Chadirac, du paiement de la troisième et dernière partie de la dot, soit 1000 livres payées « en troys cens cadernes de pièces de seize sols et autres monnoyes »⁸ ainsi que des intérêts.

Dans les dictionnaires

Voici, en moins d'une décennie, chez des notaires de Guyenne, quatre attestations en trois graphies d'un même substantif en relation avec des espèces monétaires : carne (1601 et 1602), guarnee (1607), caderne (1609). Qu'en disent les dictionnaires et encyclopédies, de Robert Estienne (1548) au *Trésor de la Langue Française informatisé*⁹ ?

Ils ignorent guarnee, qui jusqu'à présent apparaît comme hapax¹⁰, et qui, tandis que les autres formes sont masculines est féminin. L'entrée carne est bien présente, mais polysémique. Il nous faut écarter les sens issus des latins *caro*, *carnis* : chair et *cardo*, *cardinis* : pivot, dont les substantifs *carne* sont d'ailleurs féminins.

Du premier :

« viande coriace, de mauvaise qualité »¹¹, par extension populaire : viande etc., de mauvais cheval, de rosse et de là au figuré « terme grossier et injurieux que l'on adresse à une femme »¹² ;

Du second :

- « Angle saillant d'une pièce d'architecture ou de menuiserie : pierre, tablette, etc. »¹³ ; déjà défini, en 1680, par Pierre Richelet comme « angle de quelque chose dure & solide »¹⁴ ;
- « Terme de maître d'écriture. Évidement du tuyau ou du canon de la plume »¹⁵ ».

Dans son *Dictionnaire de la langue française*, où carne est masculin, Frédéric Godefroy, néglige ces emplois mais en donne deux autres et fournit, de même que La Curne de Sainte-Palaye¹⁶, la graphie ancienne quarne (1442), à rapprocher pour la forme seulement de notre guarnee :

- « gond, pivot, ce qui forme la charnière »¹⁷
- « visière » du heaume¹⁸

Laissons également de côté carne : « Celui des quatre côtés de l'osselet qui est un peu concave et qui forme une figure comme une S »¹⁹, que Littré, dans son supplément signale comme issu de l'arabe *carn* : corne ; ainsi que pour le français du XVIe siècle, carne : « gonflement »²⁰.

Retenons au contraire, dérivé du latin *quaterna*, neutre de *quaterni* : « quatre à la fois ou chaque fois, quatre par quatre »²¹, le masculin pluriel carnes : « Termes (*sic*) du Jeu de Trictrac : *quando in tesserae jactu bis qnatuor contingunt*. De *quaterni*. Quelques-uns disent *carnes*, par corruption pour *carnes* »²². Au XIXe siècle la forme, toujours plurielle, carnes s'impose, et passe au singulier au XXe siècle dans le *TLFi* : « (*trictrac*). Coup où l'un et l'autre des deux dés donne quatre »²³ ; ce dernier signale les formes antérieures quernes (1155) et quarnes (1223). Le *Dictionnaire de Trévoux* précise : « On les appelle aussi *quadernes* »²⁴.

- A.D.Gir., 3 E 15643, f° 62 r°.
- A.D.Gir., 3 E 3148, f° 92-95 r°.
- A.D.Gir., 3 E 3148, f° 95 bis v°.
- TLFi* (<http://atilf.atilf.fr/tlf.htm>)
- Terme dont on ne connaît qu'une seule occurrence.
- TLFi*, carne2 (<http://atilf.atilf.fr/dendien/scripts/tlfiv5/visusel.exe?12;s=4077690975;r=1;nat=;sol=1;>)
- Larousse, 1867, p. 424 a, carne [2].
- TLFi*, carne1 (<http://atilf.atilf.fr/dendien/scripts/tlfiv5/visusel.exe?11;s=2874465825;r=1;nat=;sol=0;>)
- Richelet, 1680 & 2001, carne.
- Littré, 1863-73 & 2001, 1. Carne 2 ; également signalé par Larousse, 1867, p. 424 a, carne [1].
- La Curne de Sainte-Palaye, 1875-1882, dont la définition est « angle, côté ».
- Godefroy, 1881, p. 785 b, carne 1.
- Godefroy, 1881, carne 3.
- Littré, 1863-73 & 2001, 3. Carne.
- Huguet, 1929, p. 103 b, carne 1.
- Légrand, 1928 & 1979 & 1985, p. 544 b.
- Ménage, 1694 & 2001, *sub verbo*.
- TLFi*, carne3 (<http://atilf.atilf.fr/dendien/scripts/tlfiv5/visusel.exe?83;s=2874465825;r=3;nat=;sol=0;>).
- Trévoux*, 1743-1752 & 2001, *sub verbo*.

Caderne, à l'inverse de la graphie plurielle quadernes, ne se rencontre que dans le *FEW*²⁵. Mais il y a le sens de « cahier, assemblage de 4 feuilles de parchemin ou de papier » ainsi que « registre » et « carnet »²⁶, et en Saintonge, au XVIIe siècle, celui de « matricule des échevins de La Rochelle »²⁷. Il se rencontre en Ile-et-Vilaine dans des écrits de la seconde moitié du XIXe et début du XXe siècles en relation avec des archives ou des papiers administratifs, comme registre ou sens voisin²⁸. Néanmoins, en 1907, dans l'inventaire des Archives communales de Saint-Malo de la série F, il apparaît différent du cahier, du registre, de la liasse et du carton²⁹. Toutefois, Frédéric Godefroy le définit sous l'orthographe quaterne : « cahier, registre »³⁰. Il est à rapprocher du quaternion, venant du latin *quaternio* : « le nombre quatre (aux dés) ; escouade de quatre soldats ; cahier de quatre feuilles ou d'une feuille pliée en quatre ; cahier »³¹.

Quadernes est présent dans le *Dictionnaire de l'Académie française* de la première (1694) à la quatrième (1762) édition : « Terme dont on se sert au trictrac, & qui se dit lors que du mesme coup de dez on amene deux quatre. [...] On dit plus ordinairement *Carnes* »³² et dans le Larousse qui précise que le mot se prononce : « koua-dèr-ne »³³.

Quaterne ne s'est pas rencontré dans notre dossier primitif. Mais l'exemple ci-dessus, de Frédéric Godefroy, montre, qu'il n'est qu'une variante graphique de caderne, et par conséquent de quadernes. Effectivement, les dictionnaires connaissent une entrée quaterne, au singulier, plus fréquente qu'au pluriel. Il présente au total cinq sens, dont celui déjà cité de cahier, registre :

- « Nombre quatre amené aux dés »³⁴ pour Lacurne de Sainte-Palaye, qui l'illustre d'une citation du temps de Charles VI ;
- « Terme de jeu de triquetrac. Ce sont deux quatre »³⁵ pour Pierre Richelet en 1680 ;
- « Combinaison de quatre numéros pris ensemble à la loterie et sortis ensemble de la roue »³⁶ ;
- « Quatre numéros sortis et se trouvant sur la même ligne horizontale, au loto »³⁷.

L'Académie française, en 1798, précise que l'on prononce « couaterne », et le *Trésor de la langue française* remarque « Du temps où florissait la loterie, *quaterne* était trop populaire pour se prononcer [kw-] »³⁸.

Pour être complet, Pierre Larousse mentionne aussi deux aranéides³⁹ : l'*Argus* quaterne dont l'abdomen est marqué de quatre tâches noires et l'Atte quaterne de Georgie.

Les dictionnaires, lexiques et glossaires gascons, tant anciens que modernes, aussi bien que de la langue d'oc, ignorent tous ces termes, sauf le Simin Palay qui connaît quaterne : « t[erme] du jeu de loto »⁴⁰ et celui de François

Raynouard qui sous l'entrée « Quatre » donne : « 24. CAZERN, QUADERN, s. m., lat. QUATERNUS, tableau à quatre colonnes » et « 26. QUAZERN, adj., lat. QUATERNI, quaterné, quatre à quatre »⁴¹.

En résumé, aucun dictionnaire ne fournit d'acception monétaire de carne, caderne ou guarnee, mais signalant d'autre graphies : quarnes, quadernes, quaterne, révèlent l'existence d'un ensemble de sens dérivés du latin *quaternum*, lui-même tiré de *quatuor* : quatre, dont les plus intéressants sont ceux usités à la loterie et au loto : ensemble de quatre numéros.

Toutefois, pour le domaine occitan le *FEW* définit l'ancien béarnais *quoadern* : « pièce de monnaie »⁴² sans plus de précision. Dans son *Histoire monétaire du Béarn*, Jean-Adrien Blanchet mentionne le *quoarder*, qui doit être même chose que le *quoadern*, et indique : « En 1493, les trois ont cours pour

25. *FEW*, 1944, p. 1439 a *sub verbo* Quaterni I-6.

26. *FEW*, 1944, p. 1437 b-1438 a *sub verbo* Quaterni I-3.

27. *FEW*, 1944, p. 1438 a s. v. Quaterni I-6.

28. Ainsi dans un article de 1860 : « Si l'on ouvre les *cadernes* des établissements religieux de la Bretagne, il n'est, pour ainsi dire, pas un diacre, pas un prébendaire, pas un clerc pourvu de quelque bénéfice qui n'ait procès sur ces matières [les droits seigneuriaux]. » (Morin, 1860, p. 485). Ou dans le procès-verbal du 30 août 1872 du Conseil général d'Ile-et-Vilaines : « Nous prions encore M. le Préfet d'inviter les employés à mettre sur les côtes ou cadernes qui contiennent les pièces comptables, non seulement le numéro du sous-chapitre et celui de l'article, [...] » (Barthélémy, 1872, p. 306-7).

29. Harvut, 1907, p. 2 (« [...] mais il restait huit énormes cartons et cadernes remplis de papiers de toutes sortes et de toutes dates [...] Le dépouillement des pièces renfermées dans les cadernes était déjà commencé [...] »), 17 (« LL. 67. (F. 1.) – Caderne, 22 cahiers. » (1795, recensement de la population).

30. Godefroy, 1889, p. 489 a.

31. Légrand, 1928 & 1979 & 1985, p. 544 b.

32. Académie française, 1694 à 1762 & 2002, *sub verbo*.

33. Larousse, 1877 b, p. 480 c.

34. La Curne de Sainte-Palaye, 1875-1882 & 2001, *sub verbo*.

35. Richelet, 1680 & 2001, *sub verbo*.

36. Larousse, 1877 b, p. 503 d.

37. *Ibid.*

38. *TLFi*, quaterne (<http://atilf.atilf.fr/dendien/scripts/tlfiv5/advanced.exe?8;s=2874465825;>).

39. Sous-classe des arachnides, comprenant notamment les araignées.

40. Palay, 1974 & 1980, p. 821 a.

41. Raynouard, 1843.

42. *FEW*, 1944, p. 1438 a s. v. Quaterni I-5.

10 morlàas »⁴³. Soit 3 morlàas 1/3 par *quoarder*. À propos du morlàas il écrit : « En 1494, on voit que un *morlàa* ou *ardit* vaut 4 baquettes »⁴⁴. Puis citant un tableau des valeurs des espèces courant en Béarn en 1667, précise que la baquette est le quart du liard⁴⁵. Or le liard a la même valeur que l'ardit, soit trois deniers. Autrement dit, le morlàas ou ardit équivaut au liard. Par conséquent le *quoarder* à la fin du XVe siècle vaut 10 deniers ((10 × 3 d.) : 3) ; ce qui en terme de monnaie de compte le rapproche du maravédi⁴⁶ castillan qui contient également 10 deniers.

Celui-ci diffère de ce que Pierre Carpentier nomme *carnaus* : « *solidi Beneharnenses seu Morlani; sic forte appellati quod propter Carnaticum solvebatur* »⁴⁷. (sou du Béarn ou morlans, ainsi d'aventure appelé car il servait à payer le *carnaticum*. Le *carnaticum* est une « redevance en viande ou matériel due au souverain pour le ravitaillement de l'armée, répercutée dans le cadre de la seigneurie banale »⁴⁸. Jean-Adrien Blanchet, qui a consulté la source de Carpentier, une lettre du roi adressée au sénéchal de Bigorre, le 18 août 1328, la cite plus longuement et commente : « *viginti solidos Morlanorum vocatos carraus, et alios viginti solidos Morlanorum vocatos carnaus*. On serait tenté de voir dans ces noms de nouvelles appellations de la monnaie morlane, mais, en réalité, l'épithète désigne la redevance elle-même »⁴⁹. Remarquons que *carnau*, en ce sens et *quoadern* ou *quoarder* sont inconnus de Simin Palay.

Le carne ou quaderne ne peut donc être rapproché, et encore moins identifié, avec le *carnau* ou le *quoadern*. La piste béarnaise n'est pas en mesure de nous apporter une solution.

Il nous reste à revenir au dictionnaire de Frédéric Godefroy, qui aurait pu la donner : « 2. Carne, *quarne*, s. m., quarteron avec un pardessus, le nombre de 26 : 200 *carnes* de testons (18 nov. 1572, Arch.Gir., Not., Dorleans, 212-1) A baillhé ladite somme de trois mil escus sol en trois mil cent *quarnes* de testons et dix francs d'argent » (25 sept. 1578, Arch.Gir., Not., Guay)⁵⁰.

Le mot et les illustrations sont repris, en 1929, par Edmond Huguet, avec une définition raccourcie : « Quarteron plus un »⁵¹, que répète Walther von Wartburg en 1944 pour le XVIe siècle⁵². Si ses exemples viennent abonder le dossier, nous ne voyons pas sur quoi se basa Frédéric Godefroy pour établir sa définition. Rien dans les deux mentions qu'il cite ne l'autorise à voir dans carne un équivalent à vingt-six, et linguistiquement carne ne peut dériver de *quartum* : quart, contrairement à quarteron. Godefroy s'est donc trompé ; nous l'allons montrer.

Définition

Réexaminons le dossier, à présent accru. Seuls les textes de 1601 et 1602 nous permettent de postuler une définition à carne, guarnée ou caderne et autres graphies possibles, dans leur emploi monétaire. En effet, un total de 300 (200 + 100) écus sols est payé en 300 (200 + 100) carnes de quarts d'écu. Autrement dit un carne de quart d'écu vaut un écu sol, et un écu contient quatre quarts d'écu. En conséquence, le carne est un ensemble, un groupe de quatre pièces, ici d'un quart d'écu, ailleurs de testons (1572, 1578) ou de pièces de seize sous (1607 et 1609), et se présente comme un sémantisme frère des cadernes et quaternes de la loterie et du loto, et cousin du carne du trictrac. Leur étymologie est la même, *quaternum* ou *quaterna*, et il s'agit pour les monnaies, la loterie et le loto d'un ensemble de quatre. Leurs variantes doivent également pouvoir s'appliquer au carne monétaire.

Il nous faut, avant de nous interroger sur les raisons de la formulation par carne, diviser le nombre énoncé d'espèces par quatre, chercher si d'autres mentions confirment la définition avancée, voire l'augmente ; examiner également la chronologie et l'étendue géographique de son emploi, car l'on aura remarqué que les six mentions constituant le dossier (avec les deux fournies par Frédéric Godefroy) proviennent toutes de notaires girondins.

43. Blanchet, 1893, p. 105. Morlàas : désignation commune de la monnaie béarnaise.

44. *Ibid.* Ardit : nom gascon du liard, espèce monétaire valant 3 deniers. Baquette (en français vachette) : nom d'une pièce béarnaise, ainsi nommée à cause des deux vaches des armes du Béarn qui y figurent.

45. *Ibid.*, p. 109.

46. Ou marabotin : monnaie de la péninsule ibérique, particulièrement des royaumes de Castille-Léon et d'Aragon, apparue au XII^e siècle, d'abord comme espèce d'or à l'imitation des dinars d'or des Almoravides (dont elle tire son nom) valant 10 deniers, puis dès le XIII^e siècle en billon (1 maravédi d'or = 60 maravédis de billon) où elle devient une unité monétaire de compte de faible valeur. Lors de la réforme monétaire espagnole de 1497, le réal ou réau d'argent vaut 34 maravédis, et beaucoup plus par la suite. Au XVI^e siècle, maravédi est synonyme de monnaie de très faible valeur.

47. Du Cange, 1883, p. 177 c.

48. Touati, 1997, p. 50 b.

49. Blanchet, 1893, p. 105-106.

50. Godefroy, 1881, p. 785 b, Carne 2. Quarteron : quart d'une quantité donnée.

51. Huguet, 1929, p. 103 b, carne 2.

52. *FEW*, 1944, p. 1437 a s. v. Quaterni 1-2 *querna*.

Dossier complémentaire

Dans le premier compte de Philippe Ancelot contrôleur et amodiataire⁵³ de la Monnaie de Nancy, pour la période du 1^{er} juillet au 31 décembre 1552, sont mentionnés des pièces de : « Six deniers qui sont, selon l'ordonnance de 23 fr. 3 gros [le marc de fin], de 4 d. 8 gr. d'esloy⁵⁴ et à 71 quaternes en taille au marc d'œuvre »⁵⁵. En note, l'auteur, publiant cet extrait, indique : « La quaterne paroît être de quatre pièces ; les 71 quaternes faisant 284 pièces, qui étoit la taille de six deniers en 1537 »⁵⁶.

Le compte du même, de 1553, remis par sa veuve Bietrix, rapporte parmi les ouvrages : « Deniers à 10 gr. d'esloy, à cinq cadernes au marc d'œuvre »⁵⁷. Le même auteur, remarque justement en note, la pièce de six deniers étant taillée à 292 et celle de trois deniers à 300 : « On croit qu'il faut lire 105 cadernes, faisant 420 pièces. — Il y a plus haut *quaternes* »⁵⁸.

Le 12 novembre 1564, devant maître Jérôme Saulière notaire royal à Blanquefort, René Coutard sergent royal en Guyenne, vend à Bertrand du Gravey laboureur et marchand de la paroisse Saint-Martin de Blanquefort, une maison, des vignes, prés, bois, aubarèdes, *garrigars jaugars*, baraillet, *bernardars*, *vimeney*⁵⁹, etc., sis en divers lieu de Blanquefort, notamment à Cullenidus autrement à La Ribeyre, avec une paire de bœufs et quinze boisseaux de mil, au prix de « mille francz bourdelloix & une vasche avec son veau jusques à la somme de vingt cinq francz bourdelloix », laquelle vache baillable et délivrable en mai prochain ou les 25 francs bordelais au choix du vendeur. Les 1000 F ont été payées avant « le passément de ces presentes, la somme de trois cens francz bourdelloix, et sur le passément de ces presentes, la somme de sept cens francz bourdelloix en plusieurs especes d'or et de monnoye blanche, & en les especes que s'ensuyvent : et premierment en quatre vingtz et deux escus vallant deulx cens neuf livres deux soulz tournois, soixante & huict pistolletz vallant cens soixante & cinq livres douze soulz tournois, cinquante cadernes de testons vallant six vingtz livres tournois, trois nobles à la roze vallant vingt livres cinq soulz tournois, six angellotz vallant la somme de trente & quatre francz bourdelloix, trois doubles ducatz vallant vingt trois francz, un escu vieulx vallant quatre francz, cinq ducatz à la potence vallant dix huict francz cinq soulz tournois, trois ducatz à la petite croix vallant unze francz bourdelloix trois soulz neuf deniers tournois, quatre escuz & ung pistollet vallant la somme de seze francz treze soulz tournois, ung escu de Flandrée (sic) valant trois francz cinq soulz tournois, plus vingt soulz monnoye faisant en tout ce que ledict Coutard a receu des mains dudict du Gravey »⁶⁰.

Philippe Canaye, marchand parisien de pastel et laines, par ailleurs protestant, à la suite de certaine vindicte, fut condamné

à mort à Toulouse, le 13 octobre 1568, et exécuté. Deux jours plus tard, le 15 octobre, Pierre Guérin, âgé de vingt-cinq ans, marchand de Toulouse, serviteur et institeur (courtier, commissionnaire) du défunt, était interrogé au sujet de l'activité et de l'argent de ce dernier. « *Dict, au serment qu'il a fait, il n'a cédulés⁶¹, papiers, livres de raisons ny aulcun bien du d. feu Canaye ni sait où il en a davantage, bien dict qu'il alla le jour que le d. feu Canaye fuste mené à la Conciergerie, que estoict mercredy ou jedy derniers, parler à luy, ayant esté envoyé et mandé quérir par le d. feu Canaye, lequel pour ce que estant mois d'aoust prisonnier ou à l'arrest chez le verguier et garde de la maison de la Ville, auroit emprunté du maistre de la monnoye de Tholose septante cinq quadernes de testons par le déposant, lequel il porta lors au d. feu Canaye. Dict aussy, le déposant, qu'il voulait faire rendre les d. septante cinq cadernes de testons qu'il devoit au d. maistre de la monnoye et pria le déposant retourner parler à luy le lendemain à la conciergerie, comme il fist, lequel Canaye manda par lettres escriptes et signées de sa main à Monsieur du Tornoer, greffier criminel, payer et rendre les d. septante cinq quadernes testons au dict maistre de la monnoye de l'argent que le d. sieur greffier avoit de luy, laquelle lettre il porta au d. Sgr greffier qui l'ayant leue promist faire la contente au d. maistre de la monnoye, comme croit depuis avoir faict, non autrement il sache, ny quel argent le d. Sgr. greffier avoit du d. Canaye* »⁶².

En 1573, parti de Pau rejoindre le roi de Navarre « Le capitaine Munein reçut à diverses reprises, pour frais de son voyage fait sur des chevaux de poste, en compagnie de sieur de Rambouillet : Cent quadernes de testons, qui font deux cents cinquante livres tournois Six vingt carnes testons valant, à cinquante deux sous tournois par chaque carne, trois cent douze livres tournois »⁶³.

53. Qui prend à ferme l'exploitation d'une terre ou d'un office.

54. 354,16 millièmes.

55. Lepage, 1875, p. 53.

56. *Ibid.*

57. *Ibid.*, p. 55. D'esloy : de loi ou aloi, titre.

58. *Ibid.* Taille : quantité de pièce que l'on tire d'un marc de métal au titre voulu.

59. Aubarède (gascon *aubareda*) : lieu planté en aubier ou saule blanc ; *garrigar* : lieu planté en garric, nom gascon du chêne vert ; *jaugar* : lieu planté en ajoncs ; baraillet : petit barrail ou enclos ; *bernardar* : lieu planté en vergne (gascon *berna*) ou aulne, aulnaie ; *vimeney* : lieu planté en osier (gascon *vime* ou *bime*), oseraie.

60. A.D.Gir., 3 E 10880, f° 664 v°-672 (f° 669-670 r°). Cet acte nous a été signalé par Pierre Magrand.

61. Registre.

62. Pradel, 1890, p. 405.

63. A.D. Pyr-Atl., B. 2197. Note de M. L. Soulice (Communay, 1885, p. 161 n. 1).

Le 31 mai 1578, à Tours, devant maître Thomas Becquerel notaire royal, Adam de Houdon, chevalier de l'Ordre du roi, baron de Verrières et seigneur châtelain de Cravant, vend à réméré⁶⁴ en faveur de « *noble homme Marc de Fortia, seigneur de Paradis, conseiller du Roy nostre sire et tresorier de France en sa generalité de Languedoil establie a Tours* » son fief du Gué-de-la-Ville-les-Vendôme « *moyennant le pris et somme de 480 ecus soleil payés contant par led. sieur de Paradis en 246 carnes de testons, revenant a 14 sols 6 deniers le teston, et le reste en 242 ecus soleil et 12 sols monnoie* »⁶⁵.

Guillaume Maruc lieutenant général civil et criminel au baillage de Tulle, accompagné du lieutenant du gouverneur, du procureur du roi, de quatre consuls et de plusieurs capitaines et soldats, se rend, le 30 septembre 1580, en la maison de maître Pierre de Latour « *recepveur des tailhes et esquivalent du present pays* » pour que soit effectué le paiement dû des gens de guerre tenant garnison à Tulle. Nonobstant l'opposition du receveur, il fait ouvrir le coffre de bois du roi destiné à la généralité de Limoges, dans lequel se trouvent : « *10 sacz de testons de 300 carnes chascun vaillans 2900 escuz ; — 2 scats (sacs) francs d'argent chascun de 300 escuz, vaillans 600 escuz ; — 2 scacz demy francs chascun de 300 escuz vaillans 600 escuz ; — ung sac de nelle* »⁶⁶ de six-vingt escuz faisant 6^{xx} escuz ; — *quartz d'escu d'argent dans une escuelle 60 escuz ; — aultre escuelle de mesme quartz d'argent 37 escuz ; — plusieurs escuz sol ; — 500 escuz pistoles ; — 200 (sic) faisant 193 escuz un tiers sol. Toutes les susdites espèces faisant en somme universelle 5003 escuz un tiers d'escu sol* »⁶⁷.

A Paris, les héritiers de feu Jacques Lepeuple, en son vivant marchand bourgeois de Paris, juré du roi en l'office de charpenterie, vendent, par acte reçu par maître Philippe Cothereau

notaire au Châtelet de Paris, le 17 mai 1584, diverses rentes à noble homme et sage maître Jean Lhomede, avocat en la cour de Parlement à Paris, au prix de 366 écus 2/3 payés comptant en 327 écus soleil, 18 écus en quarts d'écu, 11 carnes testons, 11 écus en francs d'argent et 2 sols en monnaie⁶⁸.

Enfin, le 17 février 1597, à Bordeaux, est consenti devant maître Dusault notaire royal en cette ville, un prix-fait pour le tombeau de Charles de Monluc, sénéchal d'Agenais, mort en 1596, fils de Pierre Bertrand de Monluc et de Marguerite de Caupène, au couvent des Cordeliers d'Agen, par Pierre Prieur et Jacques Guilhermin maîtres maçons de Bordeaux, en faveur de « *maistre Florimond de Raymond, conseiller du Roy en sa cour de parlement à Bordeaux et seigneur de Suquet, et à Theodore de Hins, escuyer, faisant pour et au nom de haulte et puissante dame, madame la douairière de Monluc* » pour la prochaine Saint-Jean-Baptiste, moyennant 300 écus sols, dont ils reçoivent sur le passément du contrat desdits de Raymond et de Hins « *la somme de cinquante escus sols, en cinquante cadernes de cartz d'escu, faisant ladicté somme* »⁶⁹ (tableau 1).

64. A réméré : à pacte de rachat. Le vendeur se réserve durant un laps de temps spécifié, la possibilité de racheter le bien vendu, en remboursant l'acquéreur du prix d'achat, des éventuelles améliorations apportées, et avec une petite plus-value.

65. A.D. Indre-et-Loire, 3 E 2/38 (<http://www.bvh.univ-tours.fr/Minutes/resrecherch.asp?motclef=carnes&Submit=Rechercher&oper=1&notaire=&notaire1=&ville1=&datefichej=&datefichean=&date1=&date2=>)

66. Gros de Nesle ou six blancs.

67. Champeval, 1902, p. 286.

68. A.N., Minutier central, 6/127 (<http://www.bvh.univ-tours.fr/Minutes/resrecherche.asp?motclef=arpent&notaire1=&offset=10&ville1=>).

69. AHG, 1879, p. 289.

Date	Lieux	Montant et graphie	Espèces	Somme
1552	Nancy	71 quaternes	6 deniers	Taille au marc
1553	Nancy	(10)5 cadernes	denier	Taille au marc
12.XI.1564	Blanquefort	50 cadernes	testons	120 £ t.
15.X.1568	Toulouse	75 cadernes, quadernes	testons	
18.XI.1572	Bordeaux	200 carnes	testons	
1573	Pau ?	100 quadernes	testons	250 £ t.
	Pau ?	120 cadernes	testons	312 £ t.
31.V.1578	Tours	246 carnes	testons	237 écus sols 48 s. t.*
25.IX.1578	Bordeaux	3100 quarnes	testons	2996 écus sols 40 s. t.*
30.IX.1580	Tulle	300 carnes	testons	290 écus
11.V.1584	Paris	11 carnes	testons	
17.II.1597	Bordeaux	50 cadernes	quarts d'écu	50 écus sols
3.XII.1601	Bordeaux	200 carnes	quarts d'écus	200 écus sols
7.VI.1602	Bordeaux	100 carnes	quarts d'écus	100 écus sols
3.IV.1607	Saint-Macaire	8 guarnée	16 sous	
24.XI.1609	Bordeaux	300 cadernes	16 sous	

Tableau 1. - Vue d'ensemble du corpus des mentions de carnes, cadernes etc.

* après déduction des autres espèces

Définition éprouvée, confirmée et précisée

Parmi les mentions du dossier complémentaire, y en a-t-il qui permettent de confirmer la définition du carne postulée plus haut ? Seule la dernière, de 1597, la vérifie de manière immédiate, en posant l'équivalence entre 50 écus sols et 50 cadernes de quarts d'écu, aboutissant à ce que le caderne ou carne désigne un groupe de quatre quarts d'écus. Pour cinq autres (1564, 1573, 1578, 1580, 1584) il est nécessaire de connaître, pour chaque époque, la valeur de compte des espèces, notamment écu sol (ou soleil) et teston.

Depuis le 12 août 1561 le teston court pour 12 sous tournois⁷⁰. Le texte de 1564 évoque « *cinquante cadernes de testons vallant six vingtz livres tournois* », soit 2400 s. t., lesquels divisés par la valeur unitaire du teston donne 200 s. t., qui, si on les regroupe par ensemble de quatre, fournit effectivement 50 carnes ou cadernes.

En 1573 il nous est dit que le carne de testons, au second paiement, vaut 52 s. t. Or il se trouve que le teston court, depuis le 26 mai de cette année, pour 13 s. t.⁷¹, soit le quart du carne. Par contre, pour le premier paiement, si cent quadernes de testons font 250 livres tournois, cela donne un caderne à 2 livres et demie soit 50 s. t. Or le teston vaut, selon Jean Lafaurie, jusqu'au 26 mai, 12 s. t., soit par quatre : 48 s. t. seulement. Y aurait-il, soit erreur de calcul, soit un cours marchand du teston à 12 s. 6 d. t., ou bien un défraiement effectué après le 26 mai pour des sommes engagées avant et après cette date par moitié ? En fait, des lettres patentes du 20 décembre 1572, prorogeait, théoriquement jusqu'au premier juillet suivant, un cours provisoire du teston à 12 s. t.⁷², précédemment établi par lettres-patentes du 2 septembre 1572⁷³.

Le prix de la vente de 1578, montant à 480 écus sol, est payé en 242 écus soleil, 12 sous en petite monnaie et 246 carnes de testons à 14 s. 6 deniers t. pièce, valeur du teston depuis le 31 mai 1575⁷⁴. Le quadruple de la valeur du teston monte à 58 s. t. Si bien que 246 carnes de testons correspondent à 14268 s. t., soit à 713 livres 8 s. L'écu sol courait alors, depuis le même 31 mai 1575, pour 60 s. t., c'est-à-dire 3 livres. Les 246 carnes de testons équivalent donc à 237 écus sol et 48 s. t. Or, des 480 écus sol du prix, une fois ôtés les 242 réglés en écus sol, n'en reste que 238, et les 12 sous de monnaie enlevés de ceux-ci, ne demeurent que les 237 écus sol et 48 s. t. que nous avons obtenus en calculant la valeur des 246 carnes susdits.

Les 10 sacs de testons de l'inventaire du coffre de 1580 contiennent chacun 300 carnes, et le tout vaut 2900 écus. Autrement dit, chaque sac a une valeur de 290 écus. 300 carnes

valent donc 290 écus. De 1577 à 1602, la valeur de cours de l'écu sol et du teston n'ont pas varié. Les 290 écus montent à 17400 s. t., et les 300 carnes de quatre testons chaque ou 58 s. t., également.

Enfin, la transaction de 1584 est faite moyennant 366 écus sol et 2/3. Cette somme a été payée en 327 écus sols, plus 18 écus en quarts d'écu et 11 autres en francs. Reste 10 écus sols et 2/3, valant donc 640 s. t. Desquels doivent être ôtés 2 sols en monnaie, ne laissant que 638 s. t. payés en 11 carnes de testons, valant chacun théoriquement 58 s. t. Et 638 divisé par 58 donne justement 11.

Reprenons, pour terminer la contre-épreuve, la dernière illustration alléguée par Frédéric Godefroy, datée de 1578, où 3000 écus sol sont payés par 3100 carnes de testons et 10 francs d'argent. L'écu sol est toujours à 60 s. t., le teston à 14 s. 6 d. t., et le franc à 20 s. t. Dix francs font 200 s. t. ou 10 livres, soit 3 écus sol 1/3, qu'il faut enlever aux 3000 écus pour n'en conserver que 2996 et 2/3, autrement dit 179.800 s. t., qui divisés par 58 s. t., donne bien 3100 carnes de testons. La valeur de 26 avancée par Frédéric Godefroy en définition du carne demeure incompréhensible !

Ainsi le carne peut se définir, dans son acception monétaire comme un : ensemble ou groupe de quatre pièces en argent ; puisque les espèces concernées, comme le montre le tableau 1, sont soit des testons, soit des quarts d'écus, soit des pièces de seize sous. Nous examinerons plus bas l'aspect psychologique que peut traduire ce choix de métal et d'espèces.

Les deux comptes nancéiens de 1552 et 1553, imposent une définition différente du carne. En effet, d'une part ils sont relatifs à des espèces de billon : pièces de 6 deniers et deniers de Lorraine, et non pas à des espèces concrètes servant à des paiements, mais s'appliquent à des pièces abstraites, puisque le carne y est employé dans l'énonciation de la taille au marc de ces espèces de billons. Néanmoins, comme le note l'éditeur de la mention, il s'agit là aussi d'un ensemble de quatre éléments. Appliqué aussi bien à des espèces concrètes qu'abstraites, le carne dans son emploi monétaire, et en cela conforme à son étymologie, est une manière de compter à partir d'une base quatre dans un système décimal. Ce en quoi il se distingue

70. Lafaurie, 1956, p. IX et 79.

71. *Ibid.*

72. B.N.F., fonds Morel-Fatio, 98, lettres-patentes du 20 décembre 1572, p. 1 & 3. Elles sont consultables en ligne à <http://ordonnances.org/textes/charles9/15721220.pdf>.

73. Monnaie de Paris, ms. 4° 35, f° 221-226 v°, cité par <http://ordonnances.org/regnes/charles9/index.html>.

74. Lafaurie, 1956, p. IX et 97.

de ses acceptions à la loterie et au loto, où, malgré une forme plurielle, il n'est qu'un singulier collectif de quatre numéros sur lesquels l'on a parié, à la loterie, ou aligné sur un carton, au loto ; il n'y a alors jamais qu'un quaterne.

L'on peut s'interroger sur son absence des dictionnaires. Une première explication peut être son peu d'occurrences. Nous n'en avons relevé que seize (en comptant pour deux, les défraiements au capitaine Munein en 1573) sur un demi-siècle environ, de 1552 (1564 si l'on exclut l'acception générale de groupe de quatre fournie par les exemples nancéiens) à 1609, géographiquement dispersées : Nancy (2), Paris (1), Tours (1), Tulle (1), Bordeaux (6), Blanquefort (1), Saint-Macaire (1), Toulouse (1), Pau (? 2). Certes, le relevé n'est pas exhaustif, et il est plus que probable que nous en trouverons d'autres. La prédominance de la Guyenne, avec huit attestations, soit la moitié de l'ensemble, signifierait-elle que le *carne* y est plus employé qu'ailleurs ? La faiblesse du corpus, et le fait que nos recherches soient parties de Bordeaux ne permettent en aucun cas de conclure sur ce point, comme le montre la répartition géographique si l'on ne retient que les occurrences venant d'ouvrages imprimés : éditions de textes, articles, livres, ou de bases de données sur Internet ⁷⁵ : Nancy (2), Paris (1), Tours (1), Tulle (1), Bordeaux (3), Toulouse (1), Pau (? 2). Il est notable toutefois que la majeure partie couvre un grand quart sud-ouest de la France.

Une deuxième explication peut tenir au fait que les dictionnaires s'alimentent surtout de textes littéraires et que nos *carnes* proviennent exclusivement de quittances ou autre actes notariés, ainsi que de comptes de monétaires.

Une troisième se justifierait par la disparition relativement précoce de l'emploi monétaire du *carne*. La mention la plus tardive que nous ayons date de 1609, même s'il en existe certainement de postérieures. Or les dictionnaires de français les plus anciens, exception faite de celui d'Estienne (1549) ou de Nicot (1606), ne datent guère que des dernières décennies du XVII^e siècle à compter de celui de Pierre Richelet, en 1680.

Dimension psychologique du *carne* dans son emploi monétaire

Si la base décimale est la plus répandue ⁷⁶, et par habitude nous paraît évidente et la plus logique, elle n'est pas la seule manière de dénombrer et de compter. Pour ne citer que les usages français, ils conservent des vestiges d'autres numérations : base duodécimale pour les heures et pour les deniers dans le système livre-sol-denier ; vigésimale pour quatre-vingt et quatre-vingt-dix, qui ont supplantés octante et nonante plus

cohérents avec les autres dénominations des dizaines et jadis plus répandues, tandis que l'on avait des six-vingt ou des quinze-vingt remplacés respectivement par cent-vingt et trois cents, et qui étaient usités pour les sols dans le même système monétaire de compte ; sexagésimale pour les degrés du cercle, les minutes et les secondes, pour soixante-dix qui s'impose au vieux septante. Les systèmes grecs et romains sont sur une base décimale avec une articulation secondaire quinaire (cinq, cinquante, cinq cent).

Quatre est la limite de la perception directe des nombres, aussi bien chez l'homme que chez certains animaux comme le corbeau ⁷⁷. L'humain, « en présence d'une série d'êtres ou d'objets analogues alignés » et devant « en indiquer la quantité d'un seul coup et rapide d'œil (c'est-à-dire sans l'intervention d'un artifice » même inconscient), distingue « sans erreur et au premier coup d'œil : un, deux, trois et même quatre éléments. Mais là s'arrête notre pouvoir d'identification des nombres. Car au-delà de quatre, tout se brouille dans notre esprit et notre vision globale ne nous est plus d'aucun secours » ⁷⁸. Au-delà de quatre éléments identique alignés, « il est nécessaire de les compter pour les savoir ».

L'œil, pour ainsi dire, n'est pas un « instrument de mesure » suffisamment précis ; son pouvoir de perception directe des nombres dépasse très rarement (pour ne pas dire jamais) le nombre de quatre » ⁷⁹ !

Plusieurs usages confirment ce fait. Plusieurs tribus océaniques possèdent des langues à quatre nombres : singulier, duel, triel et quadri. « Autre exemples : en latin, les noms des quatre premiers nombres (*unus, duo, tres, quatuor*) sont seuls à se décliner : à partir du cinquième, les noms de nombre n'ont plus ni déclinaison ni genre » ⁸⁰. Si les quatre premiers fils des fratries romaines reçoivent des prénoms spécifiques tels que *Caius, Publius, Lucius, Marcus* etc., à partir du cinquième il sont prénommé d'un chiffre : *Quintus, Sextus, Septimus, Octavus, Decimus* ou même *Numerius* : Nombreux. Dans le calendrier de Romulus, seuls les quatre premiers mois « étaient les seuls à avoir des noms particuliers (Martius, Aprilis, Maius, Junius) ; car à partir du cinquième, les noms des mois n'étaient plus que des numéros d'ordre : *Quintilis, Sextilis, September, October, November, December*.

75. La plupart des occurrences imprimées ont été trouvées grâce aux moteurs de recherche d'Internet, soit généralistes, soit interne à un site comme Gallica.

76. Ifrah, 1994, p. 103 sq.

77. *Ibid.*, p. 24-25.

78. *Ibid.*, p. 33.

79. *Ibid.*

80. *Ibid.*, p. 34.

Une dernière confirmation de cette loi psychologique fondamentale nous est donnée par l'attitude de tous ceux qui ont utilisé ou utilisent encore la notation numérique consistant à représenter un nombre voulu par la répétition d'autant de traits ou de signes semblables figurant l'unité » ⁸¹ comme des joueurs de cartes ou le décompte des suffrages lors du renouvellement d'un conseil d'administration ou bureau associatif. Ils sont amenés à partir du cinquième à barrer les quatre premiers : IIII puis HH, ou, comme il est aisé par distraction de barrer trop tôt (HH) ou trop tard (HHH), de procéder en dessinant un carré (□) barré en diagonale au cinquième élément (Z). Les paléographes savent combien il était facile pour les copistes, pour les unités des chiffres romains, d'en oublier ou d'en ajouter par manque d'attention.

Toutefois la base quatre en tant que telle n'existe pas dans les différents systèmes de numérations.

La question est de savoir pourquoi ce dénombrement par quatre, pour des quantités supérieures à ce nombre, est employé pour le décompte d'espèces monétaires. Nous pourrions supposer, qu'ayant à dénombrer un nombre important de la même espèce, pour réduire le risque de devoir le reprendre au début en cas de doute ou de distraction durant le décompte, il pouvait se faire par piles de quatre. Il ne resterait plus alors qu'à compter les piles de quatre, correspondant à autant de *carnes*, quitte à les empiler ou réunir en quantité déterminée telles que quatre ou cinq en étape intermédiaire pour les mêmes causes. L'énonciation du nombre de *carnes* manifesterait alors une sorte de paresse devant la dernière étape : l'utilisation de la table de quatre, pour obtenir le nombre d'espèce.

Cette possibilité devrait aussi s'appliquer aux espèces jaunes. Or, comme déjà souligné, l'on constate que seules des espèces d'argent sont concernées par un décompte en *carnes*. Nous pensons que son emploi ou non emploi reflète le statut psychologique des espèces d'argent dans le trimétallisme monétaire.

Les espèces de billon, puis de cuivre, ne sont jamais énumérées dans le détail des espèces composant un paiement. Elles ne sont mentionnées que par les formules « *et autres monnoyes ayant cours* », « *et autres monnoyes noires* » (celle-ci plutôt avant le milieu du XVI^e siècle), ou plus simplement « *et autres monnoyes* ». Elles demeurent non seulement anonymes mais indistinctes. Elles ne sont qu'une masse qui ne vaut que pour son montant fiduciaire, et négligeable quant au reste.

A l'inverse, les espèces d'or, sont soigneusement énumérées et distinguées. Chaque espèce est individualisée et ses exemplaires regroupés. Le traitement de l'argent est plus complexe, et se révèle mixte. D'une part, déjà aux XIV^e et XV^e siècles, soit toutes les monnaies d'argent, soit

seulement une partie, étaient tenues pour petites monnaies et sont « *autres monnaies blanches* ». Encore, le 1^{er} août 1546, dans la quittance d'un paiement de la dot de Françoise de La Rochefoucauld épouse de Frédéric de Foix-Candale, pour la somme de 3000 livres tournois payées en diverses espèces d'or, « *testons et monnaies blanches* » ⁸². D'autre part, comme l'illustre notamment dans notre dossier, les textes de 1564, du 25 septembre 1578, de 1580 et 1584, seules les espèces d'argent les plus fortes sont énumérées, nombrées et individualisées, au même titre que celles d'or : testons (1564, 1578, 1580, 1584), francs (1578, 1580, 1584), demi-francs (1580), quarts d'écu (1580, 1584). Mais ne sont pas mentionnés les quarts de franc, les huitièmes d'écu, les demi-testons, les gros, qui pourtant existent. Autrement dit, les espèces d'argent supérieures à la demie livre ou 10 sous, ont tendances à être considérées à l'instar des espèces d'or, tandis que les autres sont assimilées à de la monnaie d'appoint, qu'il est inutile de distinguer.

Le tableau 1 montre aussi, que toutes les espèces d'argent qui bénéficient d'une sorte de considération, ne sont pas jugées dignes d'être nombrées en *carnes*. Seules trois le sont : teston, quart d'écu, pièce de 16 sous. Mais en réalité une seule à la fois, car elles se succèdent chronologiquement de manière tranchée : de 1564 à 1584 est le teston, puis de 1597 à 1602 le quart d'écu, enfin de 1607 à 1609 au moins, la pièce de 16 sous. Soit des espèces dont le *carne* équivaut exactement, ou quasi, selon les époques, à l'écu sol.

Du 17 août 1561 au 2 septembre 1572, le teston court pour 12 sous, et son *carne* vaut donc 48 s. t. ; alors que l'écu court pour 50 s. t. jusqu'en 1568 ; il faut 25 *carnes* testons pour faire 24 écus. À partir du 2 septembre 1572 jusqu'au 26 mai 1573, le teston court pour 12 sous 6 deniers, et son *carne* vaut en conséquence 50 s. t., tandis que l'écu sol compte pour 56 s. t. Il faut alors 25 *carnes* testons pour obtenir 23 écus.

Du 31 mai 1575 à septembre 1602, le teston est à 14 s. 6 d. t., portant son *carne* à 58 s. t., alors que l'écu court pour 60 s. t. ; et il faut 30 *carnes* testons pour faire 29 écus.

Avec le quart d'écu, apparu à compter du 1^{er} janvier 1578, ayant cours pour 15 s. t., le *carne* de quart d'écu vaut exactement un écu. Depuis la même date, l'unité de compte n'est plus la livre mais l'écu ⁸³. L'on constate que si effectivement dans l'énonciation de la somme l'écu remplace dès 1578 la livre, le quart d'écu ne supprime le teston dans les *carnes* que tardivement, entre 1584 et 1597.

81. *Ibid.*, p. 35.

82. A.D.Gir, 3 E 129.

83. Lafaurie, 1956, p. 97.

Période	Espèce	Cours	Carne	Écu sol	Carne/Écu sol
17.VIII.1561/1568	teston	12 s. t.	48 s. t.	50 s. t.	25 carnes = 24 écus
2. IX.1572/ 26.V.1573	teston	12 s. 6 d. t.	50 s. t.	56 s. t.	25 carnes = 23 écus
31.V.1575/ IX.1602	teston	14 s. 6 d. t.	58 s. t.	60 s. t.	30 carnes = 29 écus
1 ^{er} .I.1578/ IX.1602	¼ d'écu	15 s. t.	60 s. t.	60 s. t.	1 carne = 1 écu
IX.1602/...	pièce de 16 sous	16 s. t.	64 s. t.	65 s. t.	65 carnes = 64 écus

Tableau 2. - Concordance du carne et de l'écu sol

En septembre 1602, l'écu est porté à 65 sous, mais le quart d'écu à 16 sous seulement, d'où la dénomination portée par les textes de pièce de 16 sous, plus exacte que celle maintenue par les numismates de quart d'écu. En conséquence le carne de pièce de 16 sous n'équivaut plus à un écu ; puisque désormais il faut 65 carnes pour obtenir 64 écus (tableau 2).

Ce n'est sûrement pas un hasard, si le carne, dès avant que l'écu ne soit officiellement unité de compte, correspond approximativement à la valeur de l'écu. C'est peut-être d'ailleurs là, la raison profonde de l'emploi monétaire du carne. Il eût été possible, avec la création du franc d'argent en 1575, courant pour une livre ou 20 sols, soit le tiers de l'écu, de substituer au carne un « terne » ou compte ternaire. Ce qui ne fut. Il nous paraît vraisemblable, que le choix d'user du carne pour une espèce d'argent donnée, non seulement la discriminait des autres espèces du même métal, fussent-elles de valeur approchante voire supérieur comme le franc, mais encore l'assimilait à l'espèce d'or par excellence, l'écu. Symptomatiques de ce fait, nous semble être les textes de 1580 et de 1584. Dans le premier, l'énumération commence par les sacs de carnes de testons, viennent ensuite ceux d'écus d'or, puis de diverses espèces d'argent dont, à la fin les quarts d'écus d'argent. Dans le second : sont 327 écus soleil, 18 écus en quarts d'écu, 11 carnes testons, 11 écus en francs d'argent et 2 sols en monnaie. Cette fois les quarts d'écus précèdent les carnes testons, et bien que le terme carne ne soit pas employé à leur propos, ils sont traités pareillement.

Derniers mots en conclusion provisoire

Acception inconnue des dictionnaires, ou avec une définition fausse dans le Godefroy et ses utilisateurs, et peu courante, l'emploi monétaire du carne consiste en une façon de compter par quatre des espèces d'argent, dans un premier temps des testons, puis avec retard sur leur créations des quarts d'écu, enfin, après la modification de valeur de ces derniers et de l'écu, des pièces de seize sous, dont la valeur réunie en carne équivaut peu ou prou à un écu, et ce avant même que celui-ci ne devienne une unité comptable, de 1564 à 1609, au moins, et dans un espace, selon le corpus réuni, d'entre Loire et Pyrénées, Atlantique et Rhône, avec une présence à Paris. Emploi qui manifeste une assimilation, ou tout au moins une association, sur le plan psychologique de ces espèces à celles d'or, renforçant la démarcation entre les espèces dignes de considération à travers leurs énumération et individualisation, et les autres reléguées indistinctement dans un rôle d'appoint. Cependant, à Nancy, dans les comptes d'un maître de la monnaie du duc de Lorraine des années 1552 et 1553, le carne dans son usage monétaire est plus général et différent. Il s'applique cette fois à l'expression de la taille au marc d'espèces de billon : six deniers et denier, mais toujours par ensemble de quatre.

Ses variantes graphiques, semblent montrer une évolution naturelle de quaterne (1 en 1552) à carne (6 de 1572 à 1602), en passant par quaderne (2 en 1568 et 1573), caderne (6 de 1553 à 1609) et quarne (1 en 1578), sans omettre l'original et féminin guarnée (1 en 1607) dont l'aspect de la finale évoque bien une quantité, dénotant peut-être l'amorce d'un nouveau stade. Par ses graphies et ses sens, le carne est le très proche parent des quaternes ou quadernes, de forme plurielle, depuis longtemps répertoriés dans les dictionnaires et désignant : à la loterie

royale, instituée le 31 août 1762 mais précédée de nombreuses autres dès le début du XVI^e siècle en France⁸⁴, la combinaison de quatre numéros ; au loto très en vogue au XVIII^e siècle et encore usité dans les campagnes et certaines associations à but non lucratif pour se financer, et appelé quine en Bordelais du nom de la plus forte possibilité (cinq numéros), un ensemble de quatre numéros sortis et se trouvant sur une même ligne d'un carton. Le carne est faussement parent du *quoadern* ou *quoarder* béarnais désignant un liard, ainsi que du quadrin, définit par Robert Estienne comme étant « ung liard »⁸⁵. Le liard est une espèce valant le quart du sol et employée comme unité comptable notamment au XVI^e siècle ; il apparaît comme la matérialisation d'un groupe de trois pièces d'un denier. Le carne est proche aussi de la strophe de quatre vers ou quatrain. Il est également proche, par la graphie et l'étymologie, mais plus éloigné par le sens, du carnes, toujours de forme plurielle, devenu carmes puis carme, qui au trictrac désigne le double quatre résultant du jet des deux dés. Tous ces termes et emplois divers, dérivent du latin *quaternum* : quatre à la fois, quatre à

quatre. Nous pouvons ajouter le terme de marine, carnal ou carnau, en italien *quadernale*, désignant une caliorne : « gros palan [servants] à soulever les corps les plus lourds »⁸⁶ et qui était « fait de quatre tours du garant »⁸⁷.

L'enrichissement du corpus devrait permettre d'affiner la période d'usage et la géographie de l'emploi monétaire du carne. Diverses indications, déjà relevées mais non exploitées ici, indiquent qu'il se poursuit dans la première moitié du XVII^e siècle à Bordeaux ; confirment qu'il s'agit d'un mode de calcul. Il faudra enfin s'assurer si, en dehors de la France, existe un équivalent du carne dans le reste de la *Romania*, comme lui issu de *quaternum* ou plus généralement de *quatuor*.

84. Larousse, 1877 a, p. 690 b-d.

85. Estienne, 1549 & 1972, p. 509 a.

86. Jal, 1848, p. 389 b, caliorne.

87. *Ibid.*, p. 1242 a, quadernale.

Bibliographie

- Académie Française, 1694 à 1762 & 2002, *Dictionnaire de l'Académie*, 2^e à 4^e éd., in Turcan, Isabelle éd., *Le Dictionnaire de l'Académie française. Les huit éditions complètes du XVII^e siècle au XX^e siècle. Version diachronique*, Marsanne, Redon (Cédérom), 2002
- AHG, 1879, *Archives historiques de la Gironde*, 19 (1879), n° CXVII, p. 287-9. Contrat passé pour la construction du tombeau de Charles de Monluc
- Barthélémy, 1872, Barthélémy, comte de, *Rapport de M. le comte de Barthélémy Préfet d'Ille-et-Villaine au Conseil général et procès-verbal des délibérations du Conseil général et de la Commission départementale, 2^e session de 1872*, Rennes, Ch. Oberthur et Fils, 1872
- Blanchet, 1893, Blanchet, Jean-Adrien, & Schlumberger, Gustave, *Numismatique du Béarn*, I, Blanchet, Jean-Adrien, *Histoire monétaire du Béarn*, Paris, Ernest Leroux, 1893
- Champeval, 1902, Champeval, J.-B., « Cartulaire de l'Abbaye bénédictine Saint-Martin de Tulle (suite) », *Bulletin de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze*, XXIV (1902), p. 283-299
- Communay, 1885, Communay, Arnaud, éd., *Les Huguenots dans le Béarn et la Navarre. Documents inédits publiés pour la Société historique de Gascogne et annotés*, Paris - Auch, Honoré Champion - Cocharaux Frères, 1885
- Du Cange, 1883, Du Cange, Charles du Fresne, Carpentier, Pierre, Henschel, G. A. Louis, *Glossarium mediæ et infimæ latinitatis conditum a Carolo du Fresne domino du Cange, auctum a monachis ordinis S. Benedicti*

- cum supplementis integris D. P. Carpenterii, adelungi, aliorum suisque digessit G.A.L. Henschel, sequuntur Glossarium gallicum, tabulæ, indices auctorum et rerum, dissertationes, editio nova aucta pluribus verbis aliorum scriptorum*, II, C, Niort, Léopold Favre, 1883
- Estienne 1549 & 1972, Estienne, Robert, *Dictionnaire François-latin, autrement dict les mots françois, avec les manieres d'user d'iceulx, tournez en latin*, Paris, Robert Estienne, 1549, réimpression Genève, Slatkine reprints, 1972, p. 509 a
- FEW, 1944, von Wartburg, Walther, *Französisches Etymologisches Wörterbuch. Eine darstellung des galloromanischen sprachschatzes*, II, CKQ, 2, Bâle, R. G. Zbinden & Co, 1944
- Godefroy, 1881, Godefroy, Frédéric, *Dictionnaire de l'ancienne langue française et de tous ses dialectes du IX^e au XV^e siècle*, I, A-Castaigneux, Paris, F. Vieweg, 1881
- Godefroy, 1889, Godefroy, Frédéric, *Dictionnaire de l'ancienne langue française et de tous ses dialectes du IX^e au XV^e siècle*, VI, Parsommer-Remembrance, Paris, F. Vieweg, 1889
- Harvut, 1907, Harvut, H., *Inventaire sommaire des Archives Communales postérieures à 1790. Période Révolutionnaire*, Saint-Malo, Ville de Saint-Malo, 1907
- Huguet, 1929, Huguet, Edmond, *Dictionnaire de la langue française du seizième siècle*, II, Paris, librairie ancienne Honoré Champion, 1929

- Ifrah, 1994, Ifrah, Georges, *Histoire universelle des chiffres. L'intelligence des hommes racontée par les nombres et le calcul*, I, 2^e éd., Paris, Club France Loisirs, 1994 [1^{re} éd. Paris, Robert Laffont S. A., 1981]
- Jal, 1848, Jal, Auguste, *Glossaire nautique. Répertoire polyglotte de termes de marine anciens et moderne*, Paris, Firmin Didot frères, 1848
- La Curne de Sainte-Palaye, 1875-1882 & 2001, La Curne de Sainte-Palaye, *Dictionnaire historique de l'ancien langage François ou Glossaire de la langue Française depuis son origine jusqu'au siècle de Louis XIV*, p.p. L. Favre, Niort, 1875-1882 & 2001, in Turcan, Isabelle éd., *Le grand atelier historique de la langue française. L'histoire des mots du haut moyen-âge au XIXe siècle. 14 grands dictionnaires de la langue française*, Marsanne, Redon (Cédérom), 2001
- Lafaurie, 1956, Lafaurie, Jean, & Prieur, Pierre, *Les Monnaies des rois de France*, II, *François I^{er} à Henri IV*, Paris – Bâle, Émile Bourgey – Monnaies et Médailles S.A., 1956
- Larousse, 1867, Larousse, Pierre, *Grand dictionnaire universel du XIXe siècle*, III, C-Chem, Paris, Librairie classique Larousse et Royer, 1867
- Larousse, 1877 a, Larousse, Pierre, *Grand dictionnaire universel du XIXe siècle*, X, L-Memn, Paris, Administration du Grand Dictionnaire Universel, 1877
- Larousse, 1877 b, Larousse, Pierre, *Grand dictionnaire universel du XIXe siècle*, XIII, P-R, Paris, Administration du Grand Dictionnaire Universel, 1877
- Legrand, 1928 & 1979 & 1985, Legrand, Henri, *Le latin en poche. Dictionnaire latin-français contenant tous les mots usuels de la langue latine des origines à l'époque carolingienne*, Paris, éd. Garnier Frères, 1928, réédition 1979, réimpression 1985
- Lepage, 1875, Lepage, Henri, « Notes et documents sur les graveurs de monnaie et médailles et la fabrication des monnaies des ducs de Lorraine depuis la fin du XVe siècle », *Mémoires de la Société d'archéologie lorraine et du Musée historique lorrain*, 3^e série, III (1875), p. 5-110
- Littre, 1863-1873 & 2001, Littre, Émile, *Dictionnaire de la langue française*, Paris, 1863-73, in Turcan, Isabelle éd., *Le grand atelier historique de la langue française. L'histoire des mots du haut moyen-âge au XIXe siècle. 14 grands dictionnaires de la langue française*, Marsanne, Redon (Cédérom), 2001

- Ménage, 1694 & 2001, Ménage, Gilles, *Dictionnaire étymologique*, 1694, in Turcan, Isabelle éd., *Le grand atelier historique de la langue française. L'histoire des mots du haut moyen-âge au XIXe siècle. 14 grands dictionnaires de la langue française*, Marsanne, Redon (Cédérom), 2001
- Morin, 1860, Morin, E., « Notice sur les publications de l'année 1859, concernant l'histoire et la langue de l'ancienne province de Bretagne », *Revue des Sociétés savantes des départements*, 2^e série, IV (1860), p. 467-494
- Palay, 1974 & 1980, Palay, Simin, *Dictionnaire du gascon et du béarnais modernes (Bassin aquitain)*, 3^e éd., Paris, CNRS, 1974, réimpression 1980
- Pradel, 1890, Pradel, Charles, « Un marchand de Paris au seizième siècle », *Mémoires de l'Académie des Sciences, inscriptions et belles-lettres de Toulouse*, 9^e série, II (1890), p. 390-427
- Raynouard, 1843 & 1977, Raynouard, François Just Marie, *Lexique roman ou Dictionnaire de la langue des troubadours, comparée avec les autres langues de l'Europe latine, précédé de nouvelles recherches historiques et philologiques, d'un résumé de la grammaire romane, d'un nouveau choix des poésies originales de troubadours, et d'extraits de poèmes divers*, V, Q-Z, Paris, Silvestre, 1843, réimpression Genève, Zlatkine Reprints, 1977
- Richelet, 1680 & 2001, Richelet, Pierre, *Dictionnaire français contenant les mots et les choses*, 1680, in Turcan, Isabelle éd., *Le grand atelier historique de la langue française. L'histoire des mots du haut moyen-âge au XIXe siècle. 14 grands dictionnaires de la langue française*, Marsanne, Redon (Cédérom), 2001
- TLFi, *Trésor de la Langue Française informatisé* (<http://atilf.atilf.fr/tlf.htm>)
- Touati, 1997, Touati, François-Olivier, *Vocabulaire du Moyen-Âge (Occident, Byzance, Islam)*, 2^e éd. augmentée, Paris, La Boutique de l'Histoire éditions, 1997
- Trévoux, 1743-1752 & 2001, *Dictionnaire universel français et latin, vulgairement appelé dictionnaire de Trevoux*, Paris, 4^e éd., 1743-1752, in Turcan, Isabelle éd., *Le grand atelier historique de la langue française. L'histoire des mots du haut moyen-âge au XIXe siècle. 14 grands dictionnaires de la langue française*, Marsanne, Redon (Cédérom), 2001

Revue archéologique de Bordeaux, tome CI, année 2010, p. 145-150



Laurent Coste *

Art et spiritualité chez les Dominicains bordelais du Grand Siècle

Dans le diocèse de Bordeaux, comme dans le reste du royaume de France, le Grand Siècle est marqué par le renouveau catholique et la mise en œuvre de la Réforme tridentine. Comme l'ont montré les travaux de Bernard Peyrous et de Philippe Loupès¹, le clergé bordelais, sous la direction de prélats énergiques, s'attache à rénover ses structures ecclésiastiques et à mieux instruire les fidèles. Le clergé séculier joue un rôle important dans ce domaine mais les ordres religieux ne ménagent pas non plus leur peine. Les nouvelles congrégations fondées depuis le XVI^e siècle y prennent naturellement une place prépondérante à l'image de la Compagnie de Jésus, introduite à Bordeaux dès 1572 sous l'épiscopat de Mgr Prévost de Sansac, mais les anciennes y participent plus que l'on a bien voulu le croire. La Réforme n'est pas uniquement l'œuvre des Jésuites, des Visitandines ou des Filles de Notre-Dame². A Bordeaux, l'ordre des Dominicains, installé depuis le XIII^e siècle, retrouve un certain dynamisme comme le prouve son rôle dans le mouvement artistique de l'époque³.

Implantés à Bordeaux entre 1225 et 1260, grâce au soutien de la très influente famille Colom et des archevêques, les frères prêcheurs ou Dominicains s'étaient fixés dans les faubourgs nord, le long du chemin du Médoc, avant d'être absorbés par la construction de la dernière enceinte au début du XIV^e siècle⁴. Le couvent comprenait deux cloîtres et une église. Celle-ci était formée de trois nefs, celle qui était parallèle à la Garonne étant agrémentée de chapelles funéraires des protecteurs. La chapelle Saint-Hyacinthe était dévolue à la famille Lavie,

celle de Sainte-Catherine aux Grimard, celle de Saint-Pierre aux d'Alesme, celle de Saint-Thomas aux Pontac et celle de Notre-Dame-de-Pitié aux Lalanne⁵. Un premier cloître, assez petit, s'ouvrait au sud de l'église. Le second, plus vaste, situé à l'ouest, entre l'église et les vignes du couvent, fut détruit par une explosion en décembre 1619⁶. Dès les origines, les frères avaient joué un rôle important dans la vie religieuse des Bordelais mais, au fil du temps, la discipline s'était relâchée et les règles étaient moins observées. Les Dominicains de Bordeaux s'étant montrés peu enthousiastes à suivre les réformes engagées par le Père Sébastien Michaélis, l'initiative

* CEMMC-Bordeaux III.

1. B. Peyrous, *La réforme catholique à Bordeaux (1600-1719)*, Bordeaux, FHSO, 1995 ; Ph. Loupès, *L'apogée du catholicisme bordelais (1600-1789)*, Bordeaux, Mollat, 2001.
2. Le bâti urbain de l'époque témoigne de l'importance de ces communautés religieuses. S. Lavaud (coord.), *Atlas historique des Villes de France, Bordeaux*, T. II, *Notice générale. La formation de l'espace urbain des origines à nos jours*, Ausonius-Aquitania, Bordeaux, 2009, p. 160-163.
3. La réduction des communications et la fermeture du dépôt des Archives départementales de la Gironde ne nous a pas permis de consulter tous les documents dont nous aurions eu besoin dans le cadre de ce travail.
4. Y. Renouard, *Bordeaux sous les rois d'Angleterre*, 3^e volume de l'*Histoire de Bordeaux*, Bordeaux, FHSO, 1965, p. 150-151.
5. L. Desgraves, *Evocation du vieux Bordeaux*, Paris, Vivisques, 1989, p. 326.
6. S. Lavaud (coord.), *Atlas...*, *ouvr. cité*, III, *Sites et monuments*, p. 178.

fut extérieure à l'ordre⁷. Comme pour d'autres maisons religieuses installées en Guyenne, ce fut le cardinal François de Sourdis qui mena l'offensive à partir de 1614, avec le soutien du Père Secchi, maître général de l'ordre et du chapitre général qui, à Bologne, avait examiné le cas des couvents du royaume de France. La résistance acharnée des frères et notamment du prieur Guillaume Sicre fut cause de nombreuses péripéties entre 1614 et 1617. L'archevêque, coutumier des coups de force, profitant du séjour du roi Louis XIII à Bordeaux à l'occasion de son mariage, fit défoncer les portes du couvent et emprisonner quelques religieux réfractaires au Château-Trompette⁸. Finalement, au printemps 1617, le Père Pierre Dumy, ancien prieur de Troyes, qui avait été nommé prieur dès 1615, doté des pleins pouvoirs et soutenu par deux frères favorables à la réforme, prit les rênes du couvent, obligeant les récalcitrants à fuir et à se retirer dans un hospice dominicain, à Génissac, en Entre-deux-Mers.

Désormais, le couvent bordelais appliqua une réforme stricte, redonnant tout son sens aux études théologiques qui avaient fait la réputation de l'ordre. Le Père Gabriel Ranquet, qui avait succédé en 1619 au Père Dumy, décédé, rattacha le couvent à la congrégation dominicaine occitane de Michaélis en 1621. Le nouveau couvent attira grâce au renouveau de son enseignement. Les cours des Écritures saintes, d'histoire ecclésiastique, de philosophie séduisirent beaucoup de jeunes gens, comme François Combefis ou Jean-Baptiste Gonet. En 1644, le couvent comptait douze frères sous la direction du prieur Deidon. Il s'agissait des frères Jean-Baptiste Bucel, Antonin Alvarus, Hyacinthe Versoris, Sébastien Chanut, Pierre de Saint-Edouard, Bertrand Collonque, Solas, Raymond Barré, de Jehan, Jean Repub, Albert de Harstein et Augustin Desormeaux⁹. L'attrait de la vie consacrée ne se démentit pas tout au long du siècle puisqu'en 1695, on comptait 24 prêtres, 11 clercs et 10 frères convers soit 45 religieux résidents auquel il faudrait ajouter les frères de passage dans ce couvent « toujours chargé étant dans une ville de parlement et un des plus grands passages du Royaume »¹⁰.

Dans le paysage religieux bordelais, les frères prêcheurs se distinguèrent par leur piété mariale, piété exacerbée par la présence dans la ville et dans les campagnes environnantes d'une forte communauté calviniste jusqu'à l'époque de la Révocation. Comme souvent dans ces zones de contact, l'exaltation de la Vierge Marie prenait une connotation militante¹¹. L'évangile de l'Annonciation¹² avait servi de fondement depuis le Moyen Âge à la multiplication des prières, des invocations et des supplications à la Sainte Vierge. De là était née la dévotion du rosaire, la répétition 50 fois de suite de la salutation évangélique. Le frère Alain de la Roche avait joué un rôle déterminant dans l'essor de cette pratique dans la seconde moitié du XVI^e siècle¹³. L'on vit alors se multiplier les confréries du

psautier de la Vierge ou du rosaire, placées sous le patronage de la Vierge mais aussi, bien souvent, de Saint Dominique, les Dominicains obtenant peu à peu un monopole de fait sur ces confréries de dévotion. La papauté officialisa ce monopole, Pie V réservant, en septembre 1569, au seul Maître général de l'ordre l'autorisation des confréries extérieures à l'ordre¹⁴. Ces confréries s'étaient disséminées depuis les premières, fondées à Douai et Cologne, dans tout le royaume. On en trouvait en Rouergue, en Provence, en Languedoc, en Lyonnais aussi bien qu'en Limousin, en Bourgogne ou en Normandie. La ferveur mariale, liée à la réforme intérieure du couvent bordelais, est vraisemblablement à l'origine de l'initiative de la confrérie du Rosaire en 1634. Le contexte est alors favorable. Le retour des épidémies de peste en Europe à la fin des années 1620 a encouragé les pratiques de dévotion, les intercessions auprès de la Vierge du Rosaire¹⁵. La reprise des hostilités avec les protestants a galvanisé la piété mariale : lors du siège de La Rochelle en 1628, les assaillants catholiques ont récité le rosaire et les autorités ecclésiastiques ont fait distribuer des chapelets, petites chaînes destinées à égrener les Ave Maria. L'édition religieuse aussi s'intéresse au rosaire avec pas moins de 16 titres sur le territoire français entre 1601 et 1630. Enfin, les autorités suprêmes de l'ordre soutiennent cette pratique. A la suite de l'instruction du Maître Serafino Sicci en mars 1626, les chapitres de 1628 et 1629 encouragent le Rosaire dans l'ensemble de la chrétienté en ordonnant dans toutes les églises de l'ordre une récitation publique trois fois par semaine¹⁶.

La confrérie du rosaire du couvent de Bordeaux reste peu connue. Elle était l'une des seize confréries existant à Bordeaux en 1600¹⁷. L'on sait que dans l'église, l'une des

7. B. Peyrous, *ouvr. cit.*, p. 393.

8. L'archevêque se fit remarquer par d'autres excès au cours du séjour royal. Voir, L. Coste, « Bordeaux en fête. Les noces de Louis XIII et d'Anne d'Autriche », dans *La fête en Aquitaine*, Actes du Congrès d'Études régionales de la Fédération historique du Sud-Ouest (Arcachon, 12-13 mai 2007), Bordeaux, FHSO-SAHPB, 2008, p. 241.

9. A.D.Gir. G 621.

10. B. Peyrous, *ouvr. cit.*, p. 762-764.

11. Ceci a été très bien analysé pour le Languedoc. Voir R. Sauzet, *Contre-Réforme catholique en Bas-Languedoc au XVII^e siècle. Le diocèse de Nîmes de 1598 à 1694, étude de sociologie religieuse*, Lille, Presses Universitaires de Lille, 1978.

12. Luc 1, 26-38.

13. *Dictionnaire de spiritualité*, vol. 13, Paris, 1988, col. 948.

14. Id., col. 954.

15. Bordeaux a été touché. L. Coste, « Bordeaux et la peste dans la première moitié du XVII^e siècle », dans *Annales du Midi*, 1998, p. 457-480.

16. *Dictionnaire de spiritualité*, *ouvr. cit.*, col. 964.

17. B. Peyrous, *ouvr. cit.*, p. 32, 61.

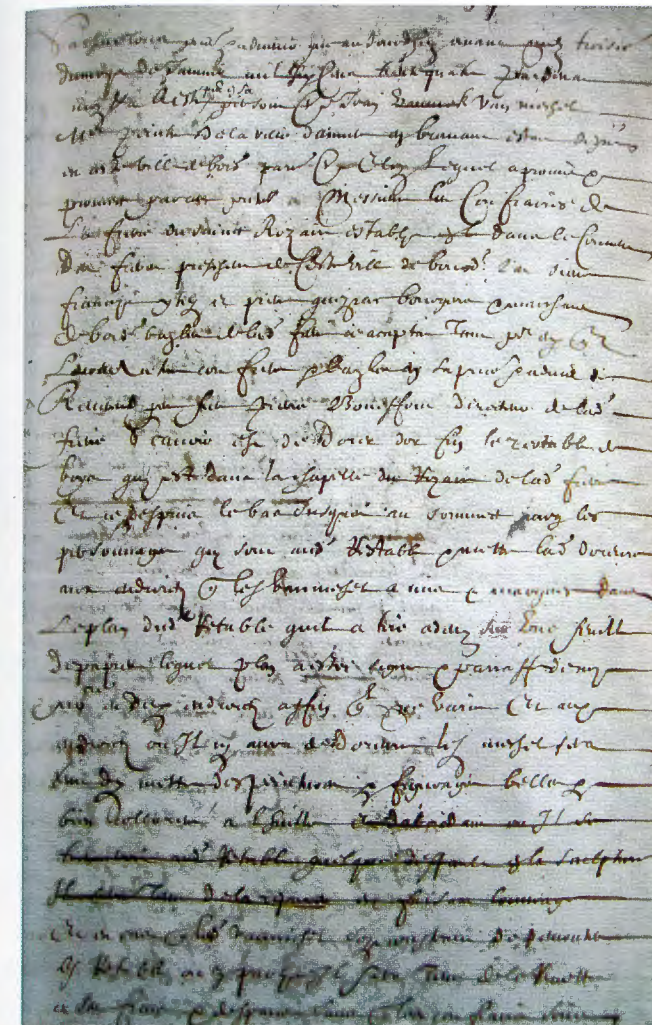


Fig. 1. - Le contrat.
ADGir 3 E 12489 f° 59.
Cl. L. Coste.

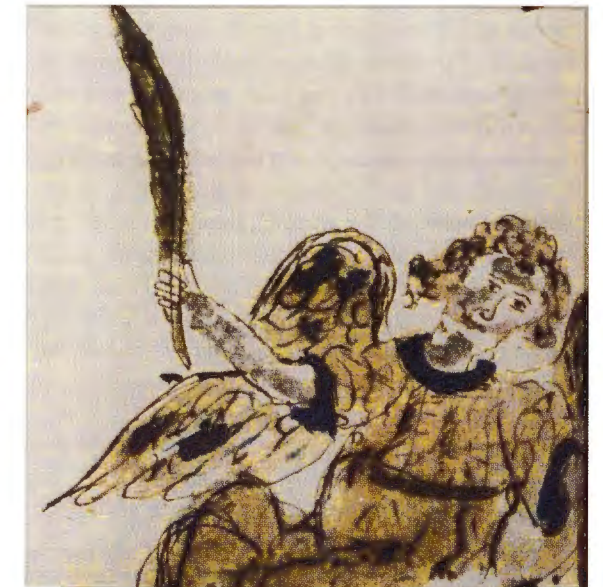


Fig. 2. - Reconstitution
du retable.



trois absides s'ouvrant sur le transept, celle de gauche, était dédiée au rosaire¹⁸. Cette confrérie était dirigée par des bayles et un directeur. En 1634, les bayles étaient deux bourgeois et marchands, François Itey et Pierre Caizac, tandis que Pierre Bonnefont était directeur. Au nom de la confrérie, les trois hommes signent, le 3 janvier 1634, un contrat avec un maître peintre d'Anvers, Jean Van Mechel¹⁹. Sans doute s'agit-il du même personnage que ce Jan van Mechelen qui, la même année 1634, vendit plus de 180 tableaux, la plupart de dévotion, à des marchands bordelais. Né en 1587, formé à Anvers, ce double titre de maître peintre et de marchand indiquerait une double activité, dans l'art et le commerce d'art, ce qui n'était pas rare à l'époque²⁰. Le contrat prévoyait « *de dorer d'or fin le restable de boys qui est dans la chapelle du rozaire de la dite frérie et ce depuis le bas jusques au sommet avec les personnages qui sont audit restable et mettre ladite dorure aux... les... bannières... et marqués dans le plan dudit restable qu'il a tiré à demy sur une feuille de papier* » (fig. 1). L'on retrouve ici les dorures, caractéristique du goût pour la magnificence des églises mais aussi fréquent dans les retables d'inspiration flamandes²¹. Le notaire déclarait signer et parafer le dessin en deux endroits différents. On y voit donc uniquement la moitié gauche du retable, la partie droite reproduisant à l'identique celle-ci par symétrie (fig. 2). A la base, on distingue des trophées composés d'objets culturels encadrant un épais fleuron d'acanthé soutenant une coquille, tandis que des angelots encadrent ce qui semble un dé de marbre polychrome. Au dessus se dressent des colonnes cannelées, revêtues sur le tiers inférieur de feuilles de vignes et de grappes de raisins, symbole eucharistique, surmontées d'un entablement richement décoré d'enroulements de fleurons et de têtes d'angelots. Enfin, sur un fronton triangulaire à l'antique, un ange, toutes ailes déployées, tenant une palme dans sa main droite, tendait sa main gauche portant un chapelet vers le sommet du retable. La niche centrale est décorée d'un cœur transpercé, le cœur de Marie, allusion à la parole de l'Evangile « *et toi-même un glaive te transpercera l'âme* »²² et aux mystères douloureux médités par les fidèles lors de la récitation du rosaire (fig. 3). Le travail devait être « *fait et accompli de tous pointz bien et... dans le jour et feste de l'ascension de nostre seigneur (l'assomption qu'est dans est rayée) prochain venant ou plustost s'il luy est possible* » pour la somme de 640 livres payables en quatre échéances²³. Ainsi, à partir de l'été 1634, les confrères purent-ils faire leurs dévotions devant un retable totalement rénové²⁴. Ils pouvaient y écouter un frère guider la méditation, peut-être le frère Antonin Alvarez, auteur quelques années plus tard, en 1641, d'une *Instruction pour les confrères du saint rosaire*²⁵. Ces dévotions pouvaient en vertu des décisions pontificales apporter aux confrères une indulgence plénière, s'ils se confessaient et communiaient lors de leur réception dans le corps, s'ils assistaient à la procession du

premier dimanche du mois et lors des fêtes mariales, enfin, à l'heure de leur mort s'ils se confessaient et communiaient²⁶ (fig. 4).

Mais la spiritualité des Dominicains et de leurs pieux laïcs ne se résumait pas au seul rosaire. D'autres dévotions connaissaient alors un fort développement dans le peuple catholique, comme l'adoration du Saint-Sacrement, adoration de l'hostie consacrée, placée dans un ostensor en forme de soleil et exaltation du dogme de la transsubstantiation, réaffirmée lors du concile de Trente mais rejetée par les huguenots voisins. Mais cette dévotion n'était pas l'apanage des Dominicains, encore moins du clergé régulier et les tensions avec le clergé paroissial furent fréquentes. Le jour de la saint Dominique 1643 les Dominicains exposèrent dans leur église le Saint-Sacrement sans en demander la permission à l'archevêque. Or s'appuyant sur la législation tridentine, les autorités épiscopales, à Bordeaux et dans le reste du royaume, avaient interdit aux religieux d'exposer le Saint-Sacrement sans autorisation. Il s'agit ici d'un des aspect du conflit entre les autorités épiscopales et le monde des réguliers, qui, en s'appuyant sur ses privilèges et exemptions, voulait agir en toute indépendance. L'archevêque ayant, par représailles, interdit aux Jacobins de prêcher et de confesser, l'affaire fut portée devant le parlement de Bordeaux, le conseil du roi et le Saint-Siège. Le chapitre conventuel du 9 juillet 1644 eut beau protester de sa fidélité et promettre de ne

18. L. Desgraves, *ouvr. cité*, p. 327.

19. A.D.Gir. 3 E 13489 f° 59.

20. J.-Ph. Maisonnave, « Tableaux religieux des églises de Bordeaux (XVIIe siècle-première moitié du XVIIIe siècle) », *Revue archéologique de Bordeaux*, T. XCIII, 2002, p. 171 ; P. Roudié, « Document concernant la vente de tableaux flamands », *Société archéologique de Bordeaux*, T. LXXVIII, 1987, p. 82 ; *Allgemeines Lexicon der bildenden Künstler von der Antike bis zur Gegenwart*, T. XXIV, Leipzig, 1930, p. 324.

21. P. Roudié, *L'activité artistique à Bordeaux, en Bordelais et en Bazadais de 1453 à 1550*, Bordeaux, SOBODI, 1975, p. 334.

22. Luc, 2, 34-35.

23. Une première de 150 livres à la signature, une deuxième de 200 en février, une troisième de 150 en mars et une dernière à la livraison de 150, ce qui fait 650 livres et non 640.

24. Il s'agit alors d'un des rares retables que l'on trouve à Bordeaux. Sur 72 chapelles et autels dénombrés à Bordeaux en 1655, on ne comptait que 8 retables. B. Balendrade, *Pastorale tridentine et iconographie religieuse dans le diocèse de Bordeaux (1600-1789)*, Maîtrise sous dir. J.-P. Poussou, Bordeaux III, 1987, p. 41.

25. *Dictionnaire de Spiritualité*, *ouvr. cité*, col. 968. Malgré des recherches poussées, nous n'avons pu retrouver la trace de cette publication. Un prieur d'un couvent du diocèse d'Albi s'appelait Antonin Alvarus.

26. *Les Quinze mystères du sacré Rosaire de la Très Sainte Vierge en la manière qu'on les récite en l'église des FF Prêcheurs de la Ville de Bordeaux*, Bordeaux, Albespy, 1717.



Fig. 3. - Cœur brisé, haut du retable.



Fig. 4. - Page de couverture
Les Quinze mystères...

plus exposer le Saint-Sacrement sans autorisation épiscopale²⁷, la querelle reprit de plus belle le 4 août. Les arrêts du conseil du roi des 7 et 14 octobre 1644, le bref d'Innocent X du 7 février 1645 semblèrent donner satisfaction aux religieux mais Henry de Sourdis devait obtenir une victoire posthume le 16 mars 1646 lorsque, par un revirement inspiré par le haut clergé, le conseil du roi cassant ses arrêts précédents, redonna la prééminence à l'ordinaire²⁸.

Ainsi, l'ordre des Prêcheurs peut légitimement s'enorgueillir d'avoir contribué à l'éclat de la réforme catholique en Bordelais. Malheureusement, le couvent devait pâtir d'une implantation devenue gênante. Après la révolte antifiscale de 1675, dite du papier timbré, le pouvoir royal résolut d'agrandir rapidement le Château-Trompette et de l'entourer d'un vaste glacis. Un quartier entier et les antiques Piliers de Tutelle, symbole de la grandeur antique de Bordeaux, furent détruits ainsi que le couvent des Dominicains situé beaucoup trop près de la forteresse. La démolition de l'ensemble, estimé 300000 livres, eut lieu en 1678²⁹. Les Frères se retrouvèrent donc sans toit, hébergés tant bien que mal dans la cité jusqu'à l'édification d'un nouvel ensemble conventuel. Que devint le retable évoqué ici ? Il semble avoir disparu puisque le 23 avril 1693, Pierre et Jean Berquin, sculpteurs, promettaient d'exécuter contre 1150

livres un retable pour la chapelle Notre-Dame du Rosaire³⁰. L'ancien retable avait-il été laissé dans l'église démolie, les Dominicains, plus ou moins à la rue, n'ayant pas eu les moyens de sauvegarder les ornements monumentaux de leur couvent, fut-il enlevé, gardé mais finalement jugé en trop mauvais état ou voulut-on se mettre au goût du jour, il est difficile de trancher, d'autant que l'on ignore, faute de détails, si le retable actuel de la chapelle située à gauche du chœur est bien celui commandé en 1693³¹. En tout cas, si le Bordeaux médiéval y perdit l'un de ses plus beaux couvents, le Bordeaux du Grand Siècle vit s'élever à partir de 1684 l'église du Chapelet, l'un des plus beaux témoignages du baroque bordelais.

27. A.D.Gir. G 621.

28. B. Peyrous, *ouvr. cité*, p. 686-688. La fermeture des Archives n'a pas permis d'approfondir le dossier et d'en connaître la conclusion.

29. Ch. Taillard, *Bordeaux à l'âge classique*, Bordeaux, Mollat, 1997, p. 53.

30. Ch. Chauliac, « Histoire de l'église Notre-Dame de Bordeaux et du couvent des RR. PP. Dominicains », *Revue catholique de Bordeaux*, 1881, p. 424.

31. P. Roudié, *Historique de l'église Notre-Dame de Bordeaux*, mai 1972, notice dactylographiée, Service régional de l'Inventaire. Dossier église Notre-Dame, p. 7.



Revue archéologique de Bordeaux, tome CI, année 2010, p. 151-160

L'hôtel de Paty de Rayet

Xavier Roborel de Climens

La rue Leyteire, vieille artère bordelaise connue dès le Moyen Âge, vit, comme toutes les rues de Bordeaux au XVIII^e siècle, son aspect transformé par la construction de nombreux immeubles à l'initiative, soit de l'Intendant sur les terrains des Cordeliers, soit de particuliers, artisans, négociants ou aristocrates.

L'objet de cette étude porte sur un immeuble sis au numéro 7 qui, édifié par une famille de l'aristocratie bordelaise, participe à ce mouvement de construction et d'embellissement de la ville.

Construction et description de l'immeuble

Le 21 avril 1742, Jean-Jacques de Loyac, « conseiller en la Grande chambre du parlement de Bordeaux y demeurant rue et paroisse Saint-Christophe », vend deux chais mitoyens lui appartenant, rue Leyteire : le premier, à « Jean Depaty, baron de Rayet, seigneur de Luzies et autres lieux conseiller audit parlement y demeurant sur les fossés de l'hôtel de ville » et le second au sieur Pierre Germé bourgeois et négociant à Bordeaux, résidant rue Leyteire. Il est précisé dans cet acte que la façade principale des chais donne à l'est c'est-à-dire sur la rue Leyteire. Le prix, 2500 livres, est payé comptant en écus de 6 livres et l'acte est signé dans le chai¹.

A la place de cette construction, Jean Depaty va faire bâtir rapidement la demeure que nous pouvons voir aujourd'hui. Preuve nous en est donnée par un acte notarié du 2 mars 1746, dans lequel il est précisé que Jean Depaty et sa femme, Marie Anne de Gombaud, résident rue Leyteire².

L'immeuble occupe une superficie de près de 280 m². Il se compose de trois corps de bâtiment s'articulant autour d'une cour intérieure. L'ensemble est construit en pierre de taille de bel appareil. La façade principale de l'hôtel, qui donne sur la rue Leyteire, comprend quatre travées et quatre niveaux séparés chacun par un bandeau (fig. 1). Les baies de la façade sur rue sont inscrites dans un chambranle mouluré en arc segmentaire et la décoration est limitée aux balconnets en fer forgé garnissant les fenêtres du premier étage (fig. 2) et à une agrafe au décor rocaille à la clef de l'arc de plein cintre de la porte d'entrée (fig. 3). Cette porte, à ébrasement extérieur, décalée sur la droite, permet d'accéder à la cour intérieure en passant par un passage voûté d'arêtes (fig. 4). Dans cette cour donnent les deux autres corps de bâtiment (fig. 5 et 6). Dans l'un des deux partent les escaliers desservant les étages.

1. A.D.Gir., 3 E 12086 Trayssac.

2. A.D.Gir., 3 E 12135 Trayssac.

3. Leulier Renée, « Deux hôtels d'André Portien », *Revue Archéologique de Bordeaux*, T. XCIV, 2003, p. 225.



Fig. 1. - Façade principale rue Leyteire.



Fig. 2. - Façade principale : balconnet sur la rue Leyteire.



Fig. 3. - Agrafe surmontant la porte d'entrée.



Fig. 4. - Porte d'entrée.



Fig. 5. - Cour intérieure.



Fig. 6. - Cour intérieure, balconnet.

Cette construction austère et rigoureuse correspond bien au goût de nombre de parlementaires bordelais de cette époque. Le nom de l'architecte n'est malheureusement pas connu. Cependant, on peut noter une certaine ressemblance avec l'hôtel de Ruat attribué à l'architecte Portier³ (fig. 7) : porte d'entrée semblable, forme des fenêtres identique, unique sculpture au sommet de l'arc de la porte. Cependant, ces similitudes entre deux hôtels aristocratiques ne suffisent pas à attribuer de façon certaine l'hôtel de Paty à l'architecte Portier.

La distribution intérieure nous est connue par le cahier des charges d'une vente judiciaire prononcée en 1813⁴. Dans ce document, il est précisé qu'une fois franchie la porte d'entrée, on pénètre dans une grande cour pavée de blocage avec un puits adossé au mur mitoyen du côté nord (fig. 8). La cuisine est voûtée, pavée de pierre de Barsac, avec un four, un potager et un évier. A côté, une autre pièce voûtée sert de « dépense ». Puis, donnant sur la cour, viennent en suivant deux autres pièces avec « cheminées garnies en marbre dont une boisée servant de salle à manger » (fig. 9 et 10). Un grand escalier à repos, en pierre, dessert les étages et au fond de la cour se trouve « une dépêche », un cabinet d'aisance et un escalier en bois. Au premier étage, dans le corps de logis principal, sur la rue, se trouvent une antichambre carrelée et deux autres pièces « parquetées et plafonnées avec cheminées et garnitures en marbre, croisées à balcon et à grand carreau ». Dans le corps de logis à l'arrière et donnant sur la cour, on trouve une antichambre, une chambre et un grand cabinet, tous avec cheminée. Le deuxième étage se compose de deux antichambres, quatre pièces avec cheminée et trois cabinets, « le tout planchéé ». Des placards sont signalés dans la presque totalité des pièces des premier et deuxième étages. Enfin, le troisième étage est composé de quatre pièces dont trois avec cheminée, deux grands cabinets et un siège d'aisance. Le tout est carrelé et lambrissé. Enfin, le sous-sol est constitué de quatre caves voûtées.

Les propriétaires au XVIII^e siècle

La famille de Paty, originaire du Poitou, comporte de nombreuses branches qui se sont installées en Périgord, en Agenais et en Bordelais. Plusieurs membres de cette famille ont été conseillers au parlement de Bordeaux. On en compte six de 1622 à 1757 ainsi que deux jurats en 1606 et en 1784. Jean de Paty, le constructeur de l'hôtel, est le fils de Léonard et Jeanne-Catherine de Laborie. Né le 18 février 1703 au château de Lusiès, il est reçu conseiller au parlement le 29 novembre 1725 en remplacement de Jean Bertin de Saint-Géran, démissionnaire, et se démet de sa charge en 1757 en faveur de son fils Léonard⁵.

La famille de Paty s'installe à partir de 1746 dans sa nouvelle demeure. Si nous ignorons tout de son existence dans ces lieux et de son cadre de vie, une information précieuse sur son rang et sa fortune nous est indiquée à l'occasion de la signature du contrat de mariage du fils aîné, Léonard, le 16 août 1760.

Par ce contrat, Léonard de Paty, « baron de Rayet conseiller au parlement », domicilié rue Leyteire, épouse Françoise de Trevey de Charmail, fille de feu « Bertrand de Trevey de Charmail, chevalier de Saint-Louis, capitaine des vaisseaux du Roi, seigneur du Verdus et autres lieux et de dame Charlotte Thierry de La Prévalay demeurant à Bordeaux rue Sainte-Catherine ». La dot de la future comprend « tous les biens et droits à elle obtenus par le décès de feu son père et par celui de feu Marie-Marguerite de Trevey sa sœur » qui sont évalués à 150 000 livres. Comme souvent en pareil circonstance, le détail de cette somme n'est pas donné et la mère de la future « se réserve la jouissance des biens cy dessus constitués ... ». Les sommes visées dans les clauses annexes sont importantes. Madame de Trevey s'engage à « nourrir les futures (sic) leurs enfants et leurs domestiques les loger convenablement suivant leur état et payer 2000 livres de pension annuelle » somme qui pourra être portée à 4000 livres en cas de séparation pour incompatibilité. Enfin, elle donne à titre d'avance une somme de 6000 livres pour « être employée en meubles ».

De leur côté les parents du marié, Jean de Paty et Marianne de Gombaut « instituent le seigneur futur époux leur héritier général et universel en tous et chacun de leurs biens sous la réserve de la légitime que le futur époux sera tenu de payer à ses frères et sœurs ... ». Ils se réservent cependant la jouissance de chacun de leurs biens leur vie durant et prévoient de verser aux futurs une somme de 4000 livres de pension viagère et annuelle⁶.

L'apport principal de la mariée, 150 000 livres, est une somme importante même s'il est prévu qu'elle ne soit versée qu'après le décès de sa mère. Le détail des apports du marié n'est pas donné comme cela arrive souvent dans le milieu nobiliaire à cette époque. Malgré ces réserves, on peut avancer que ces deux familles appartiennent à la partie la plus fortunée de l'aristocratie locale⁷.

4. A.D.Gir., 3 U 2254.

5. Coste Laurent, *Les jurats de Bordeaux de 1550 à 1789*, HISME-SAHCC-CGSO, 2008.
Meller Pierre, *Armorial du bordelais*, Laffitte Reprints, 1978.
A.D.Gir., Fonds Bigot 8 J 517.

6. A.D.Gir., 3 E 19304 Fatin.

7. Figeac Michel, *Destins de la noblesse Bordelaise*, T. 1 p. 65, FHSO 1996.

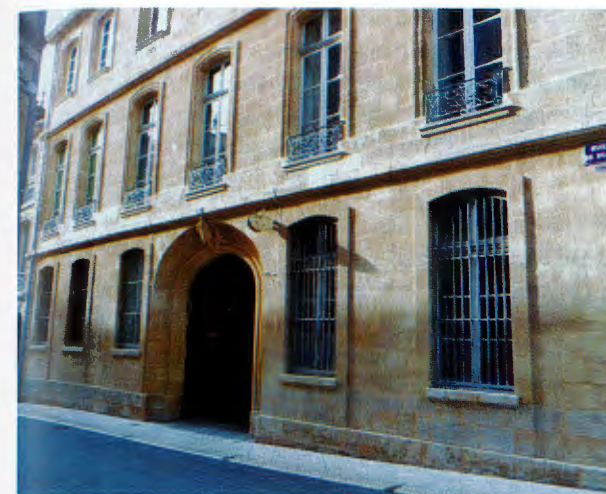


Fig. 7. - Hôtel de Ruat, façade principale rue de Ruat.



Fig. 8. - Cour intérieure, puits.

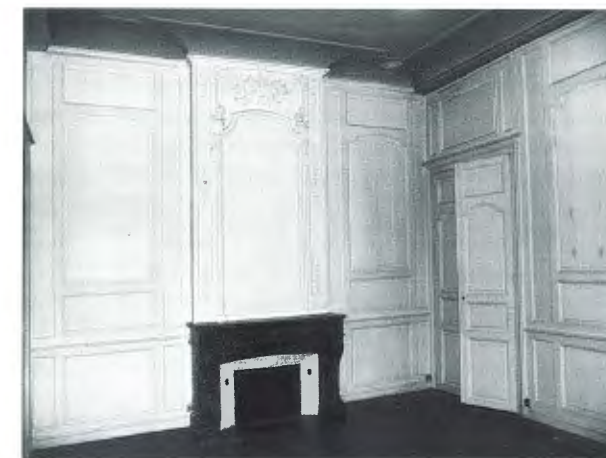


Fig. 9. - Salle du rez-de-chaussée dite salle à manger, état actuel.



Fig. 10. - Salle du rez-de-chaussée, trumeau.

Après son mariage, Léonard de Paty loge chez sa belle-mère rue Sainte-Catherine, précision donnée le 7 août 1769, lorsqu'il fait procéder à l'ouverture du testament de son père décédé deux jours plus tôt rue Leyteire. Ce document reprend les dispositions portées dans le contrat de mariage à savoir que Léonard de Paty, désigné comme héritier général et universel de ses parents, doit verser à ses sept frères et sœurs leurs part d'hérédité c'est-à-dire 30 000 livres à chacun. Il s'agit de Léonce, lieutenant de vaisseau du Roi, Marc-Antoine, chanoine et vicaire général de Condom, Jean-Léonard, enseigne de vaisseau du Roi, Jean-Alphonse, lieutenant au régiment de La Ferre, feue Marie-Valérie, épouse de Monsieur de Constantin représentée par sa fille et enfin Louise et Béatrice non mariées. Enfin, Jean de Paty demande que soit versées 1000 livres aux pauvres résidant sur ses terres, 1000 livres pour faire dire des messes pour le repos de son âme, 500 livres à son domestique Jean à son service depuis 20 ans et une année de gages aux autres domestiques⁸.

Le 19 mars 1770, Léonard de Paty, résidant à cette époque « en son hôtel rue Sainte Catherine paroisse Saint Mexant », vend à « dame Marie de Montsec veuve de Pierre de Mondenard, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint Louis, habitant fossés de Bourgogne une grande maison presque neuve rue Leyteire paroisse Saint-Eloi appartenant et dépendance sans y comprendre les meubles et effets mobiliers qui sont dans la maison appartenant au sieur de Paty qui les y a laissés lorsque le sieur Peyronnet est allé l'occuper qu'il se réserve expressément ». En plus de l'hôtel, Léonard de Paty vend une « remise et écurie avec grenier à foin le tout bâti à neuf » qui se trouve à l'autre extrémité de la rue Leyteire. Le prix est de 42 000 livres dont 32 000 livres pour l'hôtel et 10 000 livres pour la remise. L'acquéreur verse 22 000 livres en espèces et s'engage à régler le solde au moyen de sept billets⁹.

Auparavant, le 15 janvier 1770, Léonard de Paty avait acheté à Jeanne-Françoise Gilet de Lacaze l'hôtel qu'elle occupait rue du Loup pour un montant de 65 000 livres. C'est là qu'il sera arrêté pendant la Terreur puis exécuté le 28 prairial an II¹⁰.

La nouvelle propriétaire de l'hôtel de la rue Leyteire, Monique Martin de Monsec, décède à Bordeaux le 6 octobre 1812. Dans son testament, daté du 12 mai 1812 et déposé chez le notaire Rauzan, elle institue légataire universelle sa nièce Marie-Thérèse Banchereau de Saint-Georges, épouse de Joseph de Lamouroux, résidant 65 rue Leyteire (aujourd'hui n°11). La succession se compose de l'immeuble de la rue Leyteire et de l'écurie située au numéro 4 (aujourd'hui n°100) ainsi que du mobilier qualifié de « très vieux ». Madame de Lamouroux n'accepte la succession que sous bénéfice d'inventaire car elle est créancière de sa tante d'une somme de 10 000 livres due au

titre de son contrat de mariage passé le 15 février 1786 devant Me Dugarry. Grâce à l'inventaire du mobilier réalisé entre le 3 et le 6 novembre 1812, nous avons une idée de la disposition intérieure de l'immeuble qui n'a pas dû changer depuis l'époque de sa construction¹¹.

Le notaire commence par « une chambre au rez de chaussée prenant jour sur la cour a côté du salon à manger ». On y trouve deux lits garnis en noyer dont un avec une couverture de laine blanche et deux couvre pieds d'indienne et un châssis à baldaquin. Le ciel, le dossier et les pentes sont en indienne également. Parmi les meubles : cinq vieilles chaises en bois de cerisier, une table en bois blanc et une armoire contenant notamment dix paires de drap fin et sept paires de draps commun, dix nappes, dix douzaines de serviettes, et pour la cuisine des « essuyemains » et quarante tabliers. On trouve également de la vaisselle en grès : soupières, assiettes, plateaux ou encore vingt solitaires en verre.

La pièce attenante est qualifiée de « salon à manger ». Dans un placard sont rangés de la vaisselle en porcelaine, des couteaux à manche d'argent et à manche en bois, quatre chandeliers en cuivre doré, six en cuivre argenté, et deux réchauds en cuivre argenté. La pièce est meublée de deux tables avec allonges et tréteaux en bois blanc, d'une table en noyer et de huit chaises en cerisier. La cheminée contient une paire de chenets et elle est ornée d'un « trumeau de cheminée avec sa glace ».

La cuisine, qui est à proximité, est abondamment garnie en ustensiles de toutes sortes. L'élément le plus coûteux est un ensemble en cuivre rouge estimé 80 F comprenant tourtières, bassins, casseroles, lèchefrites, marmites, bassines etc. Les autres pièces sont en fer blanc et leur valeur ne dépasse pas quelques francs. Enfin, le tout est complété par un tourne broche, des couteaux, de la vaisselle en grès et une table en bois blanc. La cave contient cent bouteilles de vin rouge et cinquante de vin blanc mais sans indication d'origine. Il y a, bien évidemment, du bois de chauffage et aussi deux pièces de tapisserie en laine dont la présence en ces lieux s'explique mal.

À l'étage, les notaires vont commencer par les pièces donnant sur la cour : la chambre de madame de Mondenard, pièce où elle est décédée, une antichambre et une autre pièce

8. A.D.Gir., 3 E 19317 Fatin.

9. A.D.Gir., 3 E 15395 Dugarry.

10. Ducaunnès-Duval Georges, « L'hôtel de Ragueneau », *Revue Historique de Bordeaux*, T XXXII, 1939.

Vivie Aurélien, *Histoire de la Terreur à Bordeaux*, T. 2 Féret et Fils, 1877.

11. A.D.Gir., 3 E 41381 Rauzan.

qualifiée de chambre. Dans la chambre de Madame on y trouve « un lit à deux têtes ... chassis à Baldaquin, trois matelas, lit de plume, traversin et oreiller, garniture complète en indienne et rideaux pareils ... ». Cet ensemble, estimé à 200 F, est l'un des meubles le plus coûteux de cette maison. On note également, « une tenture de tapisserie pareille au lit » valant 30 F et deux rideaux de fenêtre en coton blanc brodé. Viennent ensuite de nombreux meubles de valeurs très variées. On remarque quelques pièces d'environ 30 F comme une chaise longue en noyer, une « commode bois d'acajou a quatre tiroirs garniture en cuivre doré », un trumeau « avec sa glace doré et son tableau », une glace avec son cadre doré. La valeur des autres meubles ne dépasse pas 2 à 3 F comme par exemple une encoignure en bois blanc « peind en gris avec son dessus en marbre », un petit cabaret en noyer, une table de nuit, sept fauteuils en noyer ou en cerisier, trois chaises, un tabouret et enfin des chenets dans la cheminée. « Dans un bouge a côté », on peut voir deux vieux fauteuils, un miroir de toilette, un cabaret « bois de Isles a pieds de Biche », deux coussins de fauteuils, une seringue, une jatte et son plateau, une vieille malle, deux chaises et une banquette, « une table de lit avec un bassin en étain et son bourlet en bois garny en crin » etc. Dans l'armoire contenant le linge, on compte treize mouchoirs de poches et douze paires de bas, une robe, deux jupes, deux mantelets et deux coiffes le tout de taffetas noirs, vingt chemises, trois jupons, une robe d'indienne, trois casaquins « en cotte garniy », une robe d'indienne avec trois brassières en tricot de laine, deux caleçons, neuf « schals » etc.

Dans l'antichambre, on remarque une table à jeu avec son tapis et un secrétaire « en bois plaqué avec sa table de marbre par-dessus » estimé 25 F Celui-ci contient notamment « une quantité de papiers inutiles à inventorier » à l'exception de quelques uns dont le contrat de mariage de « laditte dame Monique Martin de Monsec avec M. Jean de Cazenave son premier mary passé devant M^e Dupin ... le neuf mars 1755 ».

L'estimation se poursuit dans la chambre suivante. Il est fait état d'un lit estimé 90 F avec ses bois, lit de plume, traversin, linéuls, couvre pieds et courte pointe de coton piqué, châssis à baldaquins, rideaux et pentes de « cotonille a flamme » et d'une armoire chiffonnière à quatre tiroirs en bois de nerva peint en rouge. Dans un placard sont rangés de nombreux vêtements et du linge tels que six robes et deux jupes en soie avec une mante en satin, des serviettes dont des serviettes à café, des draps de lit, un chapeau de velours ou une jupe de taffetas blanc. On trouve aussi une paire de flambeaux et une paire de girandoles et six couteaux à manche d'argent. L'argenterie est également rangée dans ce placard mais sera estimée plus tard.

Puis on pénètre dans le corps de bâtiment donnant sur la rue par une antichambre contenant une table à jeu « a trictact bois d'acajou » et une autre en cerisier, un fauteuil en noyer, une tapisserie de toile peinte et un poêle en fonte.

Ensuite, vient une chambre à coucher où l'on trouve une commode à quatre tiroirs en cerisier, une table de nuit, un cabaret, quatre chaises et deux fauteuils, un trumeau de cheminée avec sa glace, une glace à cadre doré et un lit complet estimé 150 F avec ciel, dossier, rideaux et pentes en soie. Dans un placard sont rangés deux paires « de foyer en cuivre », vingt tasses, soucoupes, pots à lait et « tayere » en porcelaine « le tout dépareillé », de la vaisselle en grès, un rouet à main, trente deux volumes dépareillés.

Enfin, pour terminer l'étage, une pièce dite « appartement » qui correspond au salon de compagnie. C'est dans ce lieu que se trouvent les plus beaux meubles. On y voit deux bergères « a gondolle » et huit fauteuils recouverts de housse en « cotonille » (60 F), treize chaises et cinq autres fauteuils, des coussins recouvert en coton et soie, un tabouret en bois doré, une petite table en bois plaqué, une table à jouer, un pied doré avec sa table de marbre, deux bras de cheminée cuivre doré, « une paire de chenets à deux branches pincettes et mordasses le tout garny en cuivre doré » (40 F), une glace « entre les deux croisées en deux pièces » (240 F) constituant la valeur la plus élevée. Une glace sur la cheminée « ceintrée sur l'élévation en deux pièces » (160 F), un écran en tapisserie et cinq pièces de tapisserie d'Aubusson « avec leurs baguettes dorées » (180 F) et enfin trois paires « de rideaux de croisées en taffetas cramoisy ».

Au deuxième étage, dans une antichambre donnant sur le devant, une armoire en bois blanc, un lit estimé seulement 50 F ; deux rideaux en coton rouge et blanc, un trumeau de cheminée « avec sa glace a cadre doré », une paire de foyers ou encore un fauteuil.

Dans la pièce en suivant à gauche qui doit être au-dessus du salon de compagnie, se trouvent un lit complet estimé 160 F avec « des rideaux en cotonille a carreaux rouge et blanc », un canapé en forme de lit recouvert de soie verte, une commode en bois d'acajou, deux fauteuils et huit chaises et un cabaret, le tout en bois de cerisier. Enfin, un trumeau et une petite « glace Exagone » dont les cadres sont en bois doré.

La chambre suivante donnant « sur le derrière » ne contient qu'un lit complet à l'ange avec une garniture en « camayeux rouge et blanc » estimé 180 F, quatre chaises et un secrétaire en cerisier.

Enfin, au troisième étage, dans une chambre, un lit et une commode, puis dans une autre chambre faisant office de grenier « un tapis en laine D'Aubusson pour l'appartement » c'est-à-dire pour le salon de compagnie, estimé 100 F, deux vieilles garnitures de lit, des bois de lit ou encore dix fauteuils.

Pour terminer, le notaire procède à l'inventaire de l'argenterie qui se compose de :

7 cuillères à café et une pince à sucre	
au premier titre pesant 187 g	42 F
1 boîte ronde en or 64 g	165 F
1 cafetière 71g	120 F
6 salières et 2 cuillères 250 g	60 F
12 couverts, 1 cuillère ronde, 2 à ragoût 4,366 kg	525 F
2 salières argent étranger et 2 cuillères 122 g	20 F
Soit un total de 932 F pour un poids de 5,061 kg	

L'ensemble des meubles est évalué à 3969 francs. Bien que qualifié de « très vieux », on ne trouve pas dans cet inventaire les appellations habituelles telles que « usé, fané, ou à l'antique ». Ce mobilier est sûrement démodé mais semble en bon état et son style correspond à celui que l'on trouve habituellement dans les intérieurs de l'aristocratie bordelaise au XVIII^e siècle¹². On trouve une grande quantité de chaises et de fauteuils, des commodes et des secrétaires, des petites tables à cabaret et à jeux. Ces meubles, fabriqués dans les essences traditionnelles de la région : acajou, cerisier et dans une moindre mesure noyer, sont certainement de provenance locale. Dans les pièces principales on trouve des glaces et des trumeaux mais le notaire ne signale pas, comme cela se produit souvent, la présence de tableaux, de gravures ou de bibelots variés. Des rideaux sont installés aux fenêtres, ils sont en coton et de couleur claire sauf dans « l'appartement » où ils sont comme c'était la mode avant la Révolution, en taffetas cramoisi.

Après cet inventaire, une expertise de l'immeuble est réalisée par un architecte qui estime l'hôtel à 10 000 F et l'écurie à 3375 F Le 8 décembre 1812, madame de Lamouroux obtient l'autorisation de procéder à la vente judiciaire qui est effectuée le 27 octobre 1813. L'hôtel et l'écurie sont adjugés respectivement 8900 F et 2500 F au sieur David Lopez-Dubec et à son frère Benjamin¹³.

Les propriétaires au XIX^e siècle

Au cours du XIX^e l'hôtel de Paty va changer plusieurs fois de propriétaires. En effet, le 21 janvier 1814, Benjamin Lopez-Dubec vend sa part à son frère David pour 4450, F qui en devient ainsi seul propriétaire. Il va le conserver jusqu'au 31 décembre 1845, date à laquelle il le vend à Pierre de Vassal-Sineuil, propriétaire, demeurant domaine de Latour à Salleboeuf. L'immeuble vendu a toujours le même aspect à

savoir « une grande maison en forme d'hôtel rue Leyteire n° 7 autrefois n° 67, élevé sur trois étages au dessus de rez de chaussée composé de trois corps de bâtiment dont le principal faisant face à la rue est précédé d'une grande cour avec une porte cochère dans laquelle existe un puits adossé au mur nord ». Le prix en est de 20 000 F payable dans les deux ans, au plus tard le 2 mai 1847 avec un intérêt de 5 %¹⁴.

Le 16 août 1861, la famille Vassal vend l'hôtel, pour la somme de 59 000F, à Louis Barthélemy Napoléon Serres, négociant, qui va y résider avec sa femme Marie-Adeline Chambard Saint-Amand jusqu'à sa mort qui survient le 30 mai 1878.

« Décédé sans ascendant ni descendant », des dissensions vont apparaître à l'ouverture de la succession entre sa veuve et ses neveux. Le 5 juin 1878, le Tribunal civil de Bordeaux nomme un administrateur et le 8 juin, le testament de Napoléon Serres est déposé chez Maître Labayle notaire à Bordeaux. Par ce testament, il institue sa femme légataire générale et universelle sous réserve qu'elle accomplisse des legs en faveur de certains neveux et nièces, mais seulement après sa mort et quand la succession sera liquidée. Enfin, il l'autorise à vendre les meubles et immeubles sans être obligée de faire un emploi des fonds¹⁵. Les 8 et 11 juin, lors de la rédaction de l'acte de notoriété, les héritiers se manifestent pour faire valoir leurs droits. Il s'agit de sa sœur, Zénobie, veuve de Théodore Petit, de ses neveux Charles et Laure Serres et Ernest et Armande Benezet, enfants de son frère Edmond et de sa sœur Julie, décédés précédemment. Un quatrième frère, mentionné comme parti pour l'Amérique en 1824, sera considéré comme disparu depuis. Le 12 juin, un inventaire des meubles est effectué par le notaire Labayle en présence de madame Serres, des neveux de son mari habitant Bordeaux et de Maître Bédouret notaire représentant les autres parties, absentes de Bordeaux.

L'inventaire commence par un incident soulevé par un neveu, Charles Serres, qui fait remarquer que sa tante a fait retirer le portefeuille du défunt du secrétaire et a fait ouvrir le coffre-fort. Celle-ci se justifie, mettant en avant qu'il y avait des échéances rapprochées à respecter. Après que chacun eut fait toutes réserves et protestations, les notaires commencent l'inventaire par une pièce prenant sur la cour dénommée cabinet de travail et qui était le bureau du maître de maison. On y trouve, par exemple, un fauteuil de bureau en noyer, des financières et des cartonniers en acajou, une bibliothèque, un

12. Figeac Michel, *Destins de la noblesse bordelaise*, Tome 1, p. 148, FHSO, 1996.

13. A.D.Gir., 3 U 2254.

14. A.D.Gir., 3 E 35650 Macaire.

15. A.D.Gir., 3 E 41721 Labayle.

pupitre, quinze chaises ou tabourets, un secrétaire Louis XVI, un coffre fort, des cartes, un globe terrestre, 240 volumes non inventoriés et le Dictionnaire Bescherelle en deux volumes¹⁶.

La pièce suivante, éclairée par une suspension en porcelaine avec garniture en bronze, est la salle à manger. On y note la présence de meubles en chêne : deux dressoirs, une table de milieu, douze chaises, plus une table à jeux en cerisier et un guéridon en noyer. Elle est décorée de nombreux bibelots comme une pendule en marbre noir, une coupe en faïence de Delft, des boîtes à thé ainsi que de la vaisselle en porcelaine, des compotiers, un service à thé, une cave à liqueur etc. Huit tableaux ornent les murs. Un seul est signé Gérard¹⁷ et représente des enfants dormants. Les autres sont des natures mortes : melons ou poissons ou encore des scènes de genre : gibier et chasseur ou forgerons.

On passe ensuite dans la cuisine. Elle renferme une grande armoire en acajou, trois tables et quatre chaises, « 38 pièces de ferblanterie ou cuivre à l'usage de la cuisine », de la vaisselle, des chaudrons etc. La cave contient 650 bouteilles de vin blanc ou rouge « vieux », 200 bouteilles de vin ordinaire, des bouteilles vides, sept futailles et du bois à brûler.

A l'étage, la description se poursuit par une chambre à coucher donnant sur la cour. Le lit et la table de nuit sont en noyer comme la commode à dessus de marbre. On note la présence de quelques bibelots : vases, groupe en terre cuite, coupe et flacons, cinq tableaux à l'huile représentant une nativité, des enfants ou un cavalier et deux gravures représentant Napoléon.

La chambre suivante donne également sur la cour avec son lit et son lit de repos en noyer, une table de nuit, une grande armoire et cinq chaises du même bois, une table en acajou et un secrétaire en cerisier. Aux murs sont accrochés une glace, un trumeau, une gravure représentant la vengeance de Cérès, une autre montrant le Christ à la colonne et deux tableaux à l'huile, une Vierge et des bergers.

Puis, dans une chambre donnant sur la rue, le lit, l'armoire à glace, la commode et la table de nuit sont en palissandre. On y trouve également quatre chaises en acajou et deux fauteuils Voltaire, deux glaces à cadre doré, des vases et des chandeliers et huit tableaux peints à l'huile représentant des paysages, des scènes de genre, une nativité et Saint Louis.

Le grand salon est richement décoré et meublé. Il contient un meuble de salon d'acajou recouvert en velours rouge comprenant un canapé, six fauteuils et huit chaises, une table à ouvrage et une table à thé en acajou et un guéridon en laque. Parmi les objets on relève une pendule en marbre blanc avec sujets en bronze, des candélabres en bronze, des vases en porcelaine. Le sol est recouvert d'un tapis et les fenêtres sont

garnies de rideaux en mousseline. Au mur le portrait de M. Serres peint à l'huile dans un cadre doré et cinq grands tableaux représentant l'un, un paysage, deux autres « dans le genre Roza de Tivoli »¹⁸ des animaux de ferme et un dernier « avec figures de Van Balen et paysage de Breughel ».

Enfin, dans une petite chambre à la suite, un lit et une grande armoire en acajou et un prie-Dieu.

Les bijoux sont peu nombreux : une montre en or, une chaîne de gilet, un binocle en or et une bague en or. L'argenterie comprend un ensemble de 24 cuillères et fourchettes en argent d'un poids de 4 kg, et un ensemble hétéroclite comprenant cuillères et fourchettes, cuillères à crème, pincette à sucre etc. pesant 2,800 kg et d'autres pièces en ruolz.

L'ensemble du mobilier est évalué à 9197 F.

Le 23 juillet, madame Serres accepte la succession sous bénéfice d'inventaire et le 10 décembre 1878 les biens immobiliers, répartis en cinq lots, sont mis en vente¹⁹. Il s'agit de l'immeuble n° 7, rue Leyteire, d'une maison servant d'écurie au n° 9 de la même rue, d'un domaine viticole à Bègles appelé château Birambits, d'une maison à Bègles et de terrains nus près de la rue Pelleport, à Bordeaux.

L'hôtel, lot n° 1, est dit « solidement construit et très bien aménagé ». Les dispositions intérieures ne semblent pas avoir beaucoup changées. Au rez-de-chaussée on trouve toujours « une salle à manger, une pièce ayant servie jusqu'à ce jour de comptoir, un belle cuisine avec souillarde, un petit chai avec un grenier au-dessus et lieu d'aisance ». Les étages sont desservis par « de larges escaliers en pierre avec une rampe en fer ». Au premier étage on trouve « sur le devant deux pièces planchées et un magnifique salon, ... sur le derrière trois pièces avec grands placards et cheminées, cabinets et lieux d'aisance ». Aux deuxième et troisième étages qui sont maintenant loués, on a ajouté à chaque niveau une cuisine et une souillarde et enfin au quatrième étage se trouvent les greniers et deux chambres de domestiques.

La maison mitoyenne au n° 9, constituant le lot n° 2, comprend outre trois chambres, une grande écurie pavée et un grenier à foin.

16. L.N. Bescherelle, *Dictionnaire national ou dictionnaire universel de la langue française* (1856), ouvrage de référence habituel avant la parution du Littré.

17. Il s'agit, peut-être, du peintre Marguerite Gérard (176.-1837) belle sœur du peintre J-H Fragonard (1732-180.). Elève, assistante et collaboratrice du maître, elle lance sa carrière vers les années 1780. Elle aime peindre des scènes familiales où les enfants sont largement représentés.

18. Salvator Rosa (1615-1673) considéré comme l'un des inventeurs du paysage « historique ».

19. A.D.Gir., 3 U 2628.

Les lots 1 et 2 sont adjugés ensemble pour 66 000 F sur une mise à prix de 48 000 F.

Le 3e lot est le château de Birambits à Bègles, aujourd'hui disparu. Le cahier des charges de la vente en donne une description précise. Le domaine, situé « en face de la gare de ladite localité à quinze minutes du boulevard consiste en une grande propriété de revenu et d'agrément 5, 75 ha » dont 4 ha de vignes. On y parvenait « par quatre grands portails dont trois en fer percés dans un mur de clôture bordant le chemin de Bordeaux à Birambits ... » ; devant et à droite de la maison se trouvaient deux jardins anglais. Les bâtiments, en un seul tenant, comprenaient la maison de maître, chai, cuvier, remises etc. « Un élégant pavillon couvert en ardoises et percé de plusieurs ouvertures s'élève au dessus des bâtiments et les domine ». Quant à la maison de maître, elle comportait « deux ailes en retour à droite et à gauche ». Elle était « construite en forme de chartreuse et on y parvient par un escalier en pierre de plusieurs marches ». A l'intérieur, on trouve vestibule, salon de compagnie, salle à manger, chambres, cuisine, dépendances etc. Le greffier termine sa description en ces termes « L'ensemble offre un magnifique aspect à raison des nombreuses allées qui le sillonnent dans la longueur et dans la largeur qui sont toutes bordées d'arbres fruitiers de toutes espèces admirablement disposés en espaliers ». Dans le chai sont conservés 247 hl de vin dont la moitié est en vin rouge de Villenave de l'année 1876, le reste du vin rouge de Bègles des années 1876 et 1877 et enfin une part non négligeable (12 %) de vin de Narbonne et du Roussillon.

Ce lot est adjugé 43 000 F sur une mise à prix de 35 000 F.

Le 4e lot se compose d'une maison avec jardin et prairie d'une superficie de 1, 48 ha en face du domaine de Birambits. Estimée 5000 F, il est adjugé 15 700 F.

Enfin le 5e lot, constitué de 11 emplacements rue Pelleport, est attribué pour 36 361 F sur une mise à prix de 12 000 F.

L'acquéreur de l'hôtel s'appelle Jean Page, sans profession, résidant 128, cours Victor Hugo, immeuble où il décède le 14 avril 1887, laissant une fille unique épouse de Pierre Martial Bourdageau. Au jour de son décès, la fortune de Jean Page est estimée à près de 616 300 F. Elle se compose de valeurs mobilières pour un montant de 276 300 F, et d'immeubles : celui du cours Victor-Hugo évalué à 262 000 F, l'hôtel de la rue Leyteire évalué à 67 000 F, et la maison servant d'écurie à 20 000 F²⁰.

En près de 260 ans d'existence, cet immeuble sis sur l'emplacement d'anciens chais sera passé du statut d'hôtel aristocratique à celui d'immeuble bourgeois, pour devenir immeuble de rapport, suivant l'évolution de l'origine sociale des propriétaires. Néanmoins, il aura réussi à échapper à la destruction et même aux transformations radicales gardant en grande partie son aspect d'origine.

20. A.D.Gir., 3 Q 5186.

A propos de la captivité de la duchesse de Berry à Blaye (1832-1833)

Marguerite Stahl *

Revue archéologique de Bordeaux, tome CI, année 2010, p. 161-170

La captivité de Marie-Caroline duchesse de Berry à Blaye de novembre 1832 à juin 1833 est un épisode connu et documenté depuis le XIXe siècle.

Deux aquarelles appartenant aux riches collections de la Société Archéologique de Bordeaux, apportent un nouvel éclairage sur cet épisode (fig. 1 et 2). Leur lien avec la duchesse de Berry aurait été difficile à imaginer, si l'auteur Eugène François Forel n'avait indiqué à leur verso les mentions suivantes :

Kiosque de la duchesse de Berry. Ce kiosque fut établi dans la citadelle de Blaye durant la captivité de la duchesse de Berry. Il était situé sur la crête du rempart du nord d'où l'on découvre toute l'étendue de la Gironde en aval au fond la rive du Médoc. Elle s'y tenait durant les belles journées avec ses dames de compagnie. L'intérieur peint en vert d'eau, chaque panneau encadré d'un simple filet avec au centre une fleur de lys en vert foncé.

Après sa libération, un de ses fidèles acquit ce kiosque et le fit ériger à mi-croupe de la colline du Cypressat à Cenon. La mise en exploitation de cette colline a fait disparaître ce kiosque. J'ignore s'il a été détruit ou seulement déplacé une fois de plus. L'aquarelle qui le reproduit a été faite pour le baron de Mesnard, descendant d'un défenseur de la duchesse de Berry. Elle a été reproduite dans l'ouvrage tiré à peu d'exemplaires que le baron publia en 1885 pour quelques fidèles.

La découverte de ce kiosque où la duchesse se « tenait durant les belles journées avec ses dames de compagnie » modifie l'image propagée par les légitimistes de la pauvre duchesse enfermée dans un cachot. De plus, un inventaire conservé aux Archives Nationales intitulé « *Citadelle de Blaye – Inventaire – dressé sur factures mémoires Varia des objets mobiliers accordés par divers pour l'établissement de Madame la Duchesse de Berry au Château de Blaye* » fait état de l'aménagement du Pavillon de la Place où fut enfermée la princesse. Ce document se révèle aujourd'hui un heureux et précieux complément aux aquarelles d'Eugène Forel pour tenter d'évoquer le cadre dans lequel a évolué la prisonnière. L'étude de son quotidien à travers son mobilier et les aménagements effectués à son intention dans la citadelle de Blaye, éclairent différemment ces dix mois de captivité.

Le destin de Marie-Caroline, duchesse de Berry est bien connu (fig. 3). Epouse du second fils du roi Charles X, elle était destinée à monter sur le trône. La mort tragique de son époux changea son destin : elle devint alors la mère du futur roi de

* Conservateur honoraire des Musées de France.

Mes remerciements vont à Valérie de Reignac pour son aide amicale et efficace dans le choix de l'iconographie provenant de la collection Jeanvrot appartenant au musée des Arts décoratifs de Bordeaux et au professeur émérite Robert Coustet pour ses conseils précieux et amicaux.



Fig. 1. - Eugène Forel, *Vue de la Gironde depuis la citadelle de Blaye*, aquarelle et crayon 14,4 x 22,1 cm, signée et datée E. Forel 1884, SAB DC I-171.



Fig. 2. - Eugène Forel, *Le Kiosque de la duchesse de Berry à Blaye*, aquarelle et crayon 14,4 x 22,1 cm, signée et datée Eug. Forel 1884, SAB DC I-172.



Fig. 3. - *Portrait de la duchesse de Berry*.
Lithographie, Bordeaux, musée des Arts décoratifs.



Fig. 4. - *Derniers moments du duc de Berry dans la nuit du 13 au 14 février 1820*, Eau-forte. A Paris chez Basset.
Bordeaux, musée des Arts décoratifs.



Fig. 5. - *Débarquement de Madame à Blaye*.
Bordeaux, musée des Arts décoratifs.



Fig. 6. - Citadelle de Blaye - Porte Royale.
Coll. privée.

France, le futur duc de Bordeaux. Mais après la révolution de 1830, exilée avec la famille royale, elle se considéra investie d'une mission sacrée : rétablir son fils sur le trône. C'est dans ces conditions que Marie-Caroline s'engagea à la légère dans la célèbre et désastreuse tentative de soulèvement de la Provence, puis de la Bretagne en faveur de son fils. L'équipée s'acheva piteusement par son arrestation à Nantes le 5 novembre 1843 suivie de son incarcération à la citadelle de Blaye.

La citadelle de Blaye est un complexe militaire de 38 hectares, construit au XVII^e siècle par Blaise François Pagan puis par Vauban. Elle forme un ensemble fortifié dominant l'estuaire de la Gironde entouré de courtines, complété par quatre bastions. Conçue comme une véritable ville close, l'intérieur de la citadelle s'articule autour d'une place d'armes, du couvent des Minimes et de plusieurs casernes.

Le 12 novembre 1832, à la nuit tombée et sous une pluie battante, Marie-Caroline débarque à Blaye. Elle est accompagnée du Comte de Mesnard et de M^{lle} de Kersabiec. La prisonnière est accueillie par le général Janin qui s'incline respectueusement devant elle et lui dit : « *Madame, je vous apporte la protection due au malheur* » (fig. 5).

La duchesse de Berry pénètre par la porte Dauphine, l'un des deux accès à la citadelle. Une fois le pont-levis passé, elle découvre le bâtiment qui va devenir son lieu d'internement. Il s'agit d'une bâtisse du XVII^e siècle connue sous le nom de *Maison du Gouverneur de la Place*, appelé également *Pavillon de la Place*, ancienne maison du colonel commandant les troupes de la garnison au XVII^e, XVIII^e et XIX^e siècle. Six cents hommes sont stationnés dans la citadelle. Outre les gendarmes, un régiment de grenadiers vient compléter la garde de la prisonnière (fig. 6 et 7).



Fig. 7. - Citadelle de Blaye - Vue du Pavillon de la Place.
Coll. privée.

Le bâtiment qui accueille Marie-Caroline se compose d'un seul étage sur rez-de-chaussée. Le corps-de-logis principal se prolonge par deux ailes perpendiculaires se déployant à l'arrière autour d'une cour intérieure pavée qui donne accès sur les remparts de la citadelle découvrant une vue somptueuse dominant la Gironde. Quelques aménagements extérieurs sont effectués autorisant la duchesse à s'éloigner du Pavillon de la Place, on procéda notamment à la construction du kiosque aujourd'hui disparu mais dont les deux aquarelles réalisées par Eugène François Forel¹ conservent le témoignage.

Le rez-de-chaussée du Pavillon de la Place qui occupe une surface de 230 m² est attribué aux corps de garde et aux commissaires envoyés par le gouvernement : salles (plan n° 8-1-2-3-4-5), communs, chais et écuries. L'escalier intérieur est muré ainsi que d'autres pièces jugées inutiles. On accède aux appartements de la duchesse par un escalier extérieur. Après avoir franchi une porte munie d'un guichet, on entre dans un long vestibule parallèle à la façade qui dessert les cinq pièces en enfilade.

1. Eugène-François Forel (Talence 1858-Bordeaux 1938) professeur de lettres et de dessin, critique d'art à la *Liberté du Sud-Ouest*, fondateur de la *Société des Artistes girondins*, président de l'*Atelier*, animateur du *Salon d'Automne*. Il reproduisit des sites régionaux dans ses peintures et aquarelles et expose au Salon à Bordeaux en 1881, 1882, 1883, 1886, 1887, 1888, 1889, 1890, 1891, 1894, 1895, 1896, 1897, 1899, 1920, 1921, 1922, 1923, 1924.

Ces aquarelles (14,4 x 22,1 cm) sont toutes deux signées en bas à gauche *E. Forel 1884*. (1) Au verso figure également la mention *ex dono E. Forel*. Ces deux œuvres ont été offertes très certainement par l'artiste à la Société archéologique de Bordeaux à cette date.

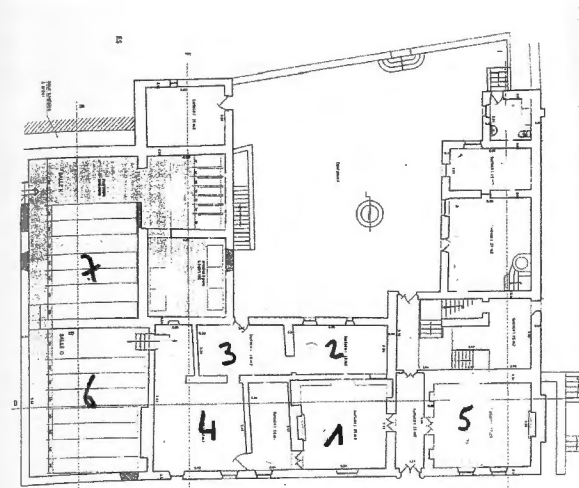


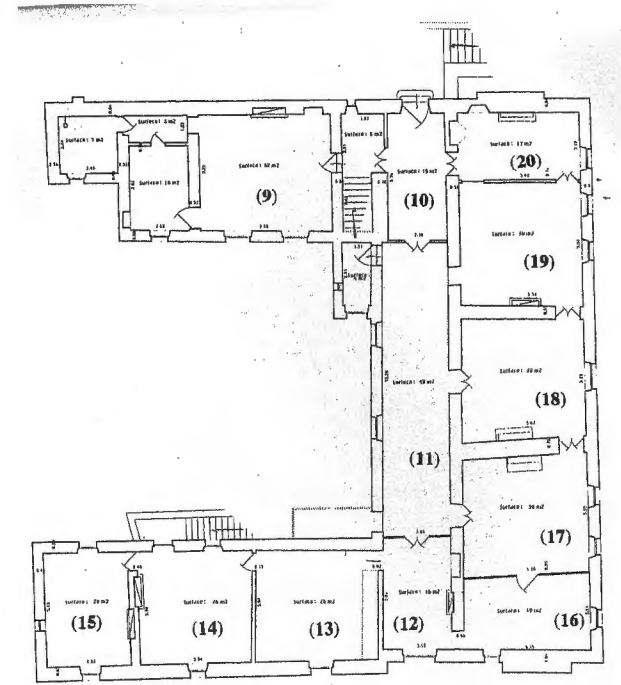
Fig. 8. - Citadelle de Blaye - Pavillon de la Place -
plan du rez-de-chaussée. Coll. privée.

Fig. 9. - Citadelle de Blaye - Pavillon de la Place -
plan du 1^{er} étage. Col. privée.

Le premier étage est réservé à la prisonnière, à sa dame d'honneur Stylite de Kersabiec et au fidèle Mesnard. A l'étage, la surface est de 333 m², en façade une suite de pièces en enfilade : deux chambres, (plan n° 9, 17, 16) un salon faisant également office de salle à manger (seule porte à double battant s'ouvrant sur le vestibule, les autres portes seront condamnées), (plan n° 18) une chambre (plan n° 19) et une antichambre (plan n° 20) réservées à la duchesse, une pièce réservée à la garde (plan n° 10) ; un couloir sur la partie arrière (plan n° 11) permettant l'accès au logement du personnel, l'ensemble représente une surface de 333 m². Madame Hansler, femme de chambre de Marie-Caroline a également à sa disposition sa propre femme de chambre. Dans cette aile, loge également le valet Martin qui assure le service de table. Marie-Caroline possède un caniche du nom de Bewis et une perruche.

Les inventaires des Archives Nationales² nous permettent de reconstituer les aménagements des chambres avec leur mobilier et nous renseignent sur le train de vie de la prisonnière. La liste des factures et mémoires divers comportant les dates d'enregistrement permettent de voir que les premiers aménagements ont été effectués dès le 4 septembre 1832 soit deux mois avant son arrestation. Le gouvernement avait évidemment prévu l'incarcération de la rebelle dont la présence à Nantes était connue depuis le 9 juin 1832.

Les premiers achats du 4 septembre sont les suivants :
- 1 couchette en acajou à bateau et colonne (prix 300 frs)
- 1 couchette en noyer



- 1 couvre-pied piqué anglais garni d'une mousseline dorée (45 frs) et 2 couvre-pieds en calicot ornés de mousseline brodée (40 frs)
- 3 matelas, des garnitures de lits, 3 oreillers, 3 paillasses, 6 traversins. On trouve également sur cette même liste 32 chaises, 2 flambeaux, 4 réchauds de table, lèchefrites, tournebroches et 7 rideaux de croisée.

Le 12 novembre, jour d'arrivée de la prisonnière, on s'empresse d'installer trois poêles en fonte (99 frs). Cinq cheminées encoignure en tôle et dessus de marbre seront montées les 14, 16, 21 et 24 novembre. Ces achats vont s'accélérer, et au total, on relève 580 factures, la dernière étant datée du 4 mai 1833. Finalement le montant total s'élèvera à 35.655,30 frs.

L'inventaire général des achats comporte les rubriques suivantes : effets de couchers, linge, argenterie, ustensiles en plaqué métal d'Alger, en plomb ou en zinc, ustensiles en cuivre, fer noir, en fonte, en fer blanc, meubles et ustensiles divers, porcelaines, faïences, poteries de terre, verroterie. Les achats multiples et variés pour le confort de la duchesse se succèdent : 144 draps dont 40 en calicot très fins, 32 couvertures en laine fine, 26 en laine ordinaire et 10 en coton, 13 pots de nuit, 18

2. Archives Nationales : *Chapitre 2 - Citadelle de Blaye - Inventaire, dressé sur factures mémoires des objets mobiliers achetés par divers pour l'établissement de Madame la Duchesse de Berry au château de Blaye 1832-1833.*



Fig. 10. - La duchesse de Berry prisonnière à Blaye, gravure. Bordeaux, musée des Arts décoratifs.

nappes, 76 essuie-mains, 73 rideaux, des bourrelets pour les portes, 48 tabliers de cuisine, marmites, plats, poêlons, lèchefrites et tournebroches divers.

Le service de table, outre les 18 nappes, comprend 600 assiettes en porcelaine à bord doré, 4 compotiers sur pied et doré (5 frs) et 4 quatre sans pied mais dorés (3 frs) et diverses corbeilles à fruit avec et sans pied, 40 plats divers, 122 verres en cristal taillés en étoile (6 avec armoiries) pour le bordeaux, le champagne et les liqueurs.

L'inventaire du mobilier nous permet de reconstituer l'ameublement des appartements de la princesse. Ces archives nous offrent une possible relecture de ce lieu et les meubles, chaises, bureaux, tables à jouer, autorisent la reconstitution d'un intérieur imaginaire dont plus rien ne subsiste.

Cet intérieur, par son ameublement, ressemble à un intérieur bourgeois, *stimmung* d'un ensemble délicieusement *Biedermeier* où les canapés, les fauteuils, semblent converser autour d'une table à thé, un métier à broder, une console avec dessus de marbre. Marie-Caroline restera à Blaye un peu moins de dix



Fig. 11. - Portrait du Général Bugeaud, lithographie. Bordeaux, musée des Arts décoratifs.

mois, dans des conditions matérielles en fin de compte dignes de son rang : le mobilier est simple mais de bon goût. Quant à la garde-robe elle fut constituée grâce aux collectes organisées par les fidèles du faubourg Saint-Germain. Grande lectrice, la duchesse rassemble une bibliothèque et reçoit l'autorisation de s'abonner à des journaux parisiens.

Le premier achat effectué dès l'arrivée de la duchesse est celui de 3 bureaux en acajou, dont un avec un grand casier à double caisse et dessus de marbre (160 frs) que Marie-Caroline emportera lorsqu'elle quittera Blaye ; ce bureau est orné « de buvards : espèce de livre relié en forme de portefeuille payé par la duchesse et d'un encrier en cristal (8 frs payé par la duchesse) ».

Dès le 29 novembre 1832, on relève les acquisitions suivantes : une bibliothèque en acajou massif (160 frs), 13 buffets dont 1 en noyer, 12 tables en noyer dont une à manger pour 8 couverts, 2 armoires garde-robe dont une en noyer, 7 commodes en acajou, 12 en noyer, 1 console en acajou avec dessus de marbre, 18 tables de nuit, 21 descentes de lit, 158

chaises (cerisier – avec médaillon ou en paille) 28 petites tables, 11 tables de nuit carrées en noyer avec portes encadrées, 13 glaces.

Les fauteuils en acajou sont recouverts d'étoffe de crin blanc et de coton blanc (43 frs) 2 sont recouverts en velours d'Utrecht ; il y a aussi 4 fauteuils en cerisier et 8 en paille vernis, 2 métiers à broder dont un grand à pied en cerisier verni (58 frs). Enfin 2 pendules avec globes (360 frs), 8 vases dorés avec fleurs artificielles et globes (80 frs). 9 lampes de nuit avec verres dont 2 avec globe en cristal fumé et une astrale de suspension à 2 becs de lampes, 7 quinquets ; enfin 17 écrans divers à pied en cerisier garni de taffetas vert.

Marie-Caroline place sur la cheminée deux vases de part et d'autre de la pendule, décorés des portraits de ses enfants, Louise et Henri. Au-dessus de son secrétaire, elle accrochera un petit dessin à l'encre de Chine représentant le duc de Bordeaux.

L'orfèvrerie de table, rangée dans une boîte en vermeil garnie de velours « payée par Madame la Duchesse » se compose de 15 couverts, 15 petits cuillers, 30 couteaux estimés à 1000 Frs, 36 couteaux à poissons à filets, 26 cuillères à café, 4 pinces à sucre, 3 bougeoirs, 1 clochette, 9 éteignoirs, 26 flambeaux, 2 girandoles, 9 réchauds de table. On relève également une boîte en argent à compartiments en noyer poli et cuivre pour contenir des pièces d'argent, une longue-vue (100 frs) que la duchesse emportera lors de son départ.

Pour terminer, notons 4 séries inventoriées comme *Meubles composés*. Chacune comporte 1 canapé en cerisier 6 fauteuils, 6 chaises bergères et tabourets. Ces meubles sont recouverts de velours d'Utrecht chamois et jaune, de coutil rouge gris et noir et d'étoffe chamois. A ces ensembles importants, il faut rajouter 1 canapé et 4 chaises de jardin. Enfin, le 19 décembre 1832, l'administration livrera au Pavillon de la Place 300 bouteilles de vin, le tout pour un total de 273 francs.

Les légitimistes ont présenté la prisonnière comme une victime, voire une martyre soumise aux mauvais procédés de son oncle, « l'usurpateur » Louis-Philippe, et celles de son geôlier à Blaye le général Bugeaud, vétéran des guerres napoléoniennes (fig. 10). Le général n'a pas été le geôlier brutal stipendié par la presse légitimiste (fig. 11). Il a tout fait pour adoucir le sort de la princesse et lui offrira un échiquier en ivoire et ébène qui figure dans les inventaires (valeur 100 frs).

Au début de l'année 1833 un événement va provoquer un immense scandale *Le Moniteur* du 26 février publie une déclaration dans laquelle la duchesse de Berry se déclare enceinte, et mariée à un époux dont elle ne peut révéler le nom. La nouvelle provoque les moqueries des orléanistes daubant « cette pauvre Marie-Caroline porteuse d'un enfant de la Vendée ». Les



Fig. 12. - Anonyme, La Duchesse de Berry partant pour l'exil en 1830, huile sur toile. Bordeaux, musée des Arts décoratifs.

légitimistes, incrédules, soutiennent que l'on veut salir leur princesse. Mais le gouvernement souhaite qu'un médecin résidant dans la citadelle puisse être sollicité jour et nuit sans attendre l'arrivée du docteur Gintrac, médecin bordelais choisi par Marie-Caroline. C'est dans ces conditions que le 14 février 1833 le docteur Ménière quitte Paris pour rejoindre la citadelle de Blaye.

Le Journal rédigé en 1833 par le docteur Prosper Ménière (1799-1862) intitulé « La captivité de Madame la duchesse de Berry à Blaye, Journal du Docteur P. Ménière médecin envoyé par le gouvernement auprès de la Princesse », éclaire très précisément ces quelques mois de captivité avant et après la naissance de l'enfant. Le médecin saura gagner la confiance de Marie-Caroline qui lui témoignera plus tard une grande estime ; celle-ci lui donnera le secrétaire ornant son salon de Blaye. En tout, le médecin restera six semaines sur place (fig. 10 à 12).

Voici quelques extraits de ce journal

28 février. « A quatre heures, l'aide du camp du général Bugeaud me conduit au pavillon. J'ai franchi la barrière, j'ai traversé une vaste cour plantée d'arbres, j'ai inspecté d'un coup d'œil la façade des bâtiments qu'occupe la princesse et je suis arrivé à une petite porte gardée par une sentinelle. Cette porte nous a été ouverte par les gendarmes qui gardent l'intérieur. Il y a là un poste de sous-officiers sous les ordres d'un ancien militaire, homme de confiance du général Bugeaud ; on voit que la surveillance est sérieuse.

Une seconde porte à guichet à l'étage conduit dans les appartements qu'occupent les captifs. Elle m'a été ouverte après quelques cérémonies ; je me suis trouvé dans un long corridor où s'ouvrent plusieurs portes communiquant avec diverses pièces : un valet de chambre m'a annoncé chez Mme la comtesse d'Hautefort et je suis entré dans l'appartement de cette dame.

Notre citadelle note Mènière est très bruyante. Le canon de la corvette La Capricieuse aux aurores, tous les jours, la garde nationale montante avec accompagnement de tambours et de clairons, la diane le matin, la retraite le soir, puis la nuit les qui vive des sentinelles. C'est un tapage auquel on finit par s'habituer. Le dimanche a le privilège d'un surcroît de tintamarre : la revue du général, la parade sont ornées de musique ; aussi la journée se passe au milieu d'un vacarme assourdissant. »

Mènière propose au général Bugeaud « pour le repos de la princesse de supprimer les tambours et clairons journaliers et de ne laisser que le canon de la corvette tonner le matin. La Gironde est superbe. Vue de ces hauteurs, on se croirait presque aux bords de l'Océan. Le fleuve est couvert de navires, mais j'ai été interpellé par la garde. Halte-là ! Qui vive ! »

Le 29 février, Mènière revient avec le docteur Gintrac, médecin personnel de la duchesse venu de Bordeaux et les deux praticiens peuvent enfin rencontrer la prisonnière :

« Elle se tient assise dans son lit, tourmentant sans cesse un oreiller qui lui sert d'appui, coiffée d'un petit bonnet fort simple, sans rubans, sans dentelles. La princesse tient toujours à la main un objet quelconque : livre, brochure ou couteau à papier ; elle gesticule avec assez de grâce. Sa parole est vive, brusque, mais sans accent étranger. Tout ce que j'ai vu aujourd'hui annonce une complète absence de prétention au beau langage, le naturel se montre partout. »

Les deux médecins examinent la patiente : « la peau est chaude, il y a de la moiteur aux mains et au visage, la toux revient sans cesse, tout indique une irritation de la poitrine dont il s'agit de constater la nature et l'importance. Cette exploration terminée il a été question d'un chapitre plus important, celui de

la grossesse ; cette question si délicate a été traitée avec une entière franchise, la princesse nous a témoignée une confiance absolue. Elle est agitée et dit : « Je veux sortir d'ici à quelque prix que ce soit ». Ils proposent au général Bugeaud une consultation collégiale avec trois autres confrères bordelais et seraient ainsi en mesure de rédiger un rapport sur sa santé actuelle et d'appeler l'attention du gouvernement. Il est certain, note le docteur Mènière que la duchesse est pâle, maigre qu'elle tousse souvent et le peu qu'il ait vu ne donne pas une haute opinion de sa santé. Les noms des médecins bordelais Canihac, Bourges et Grateloup sont transmis par télégraphe à M. le Préfet de la Gironde.

Dès l'arrivée des médecins bordelais convoqués par le général Bugeaud, les docteurs Gintrac et Mènière rédigent leur rapport et Mènière souligne l'accablement de ses confrères en apprenant la grossesse de Marie-Caroline : la patiente est enceinte de 6 mois. Un nouvel examen est prévu avec l'ensemble des médecins et le rapport conclut : « Il importera de procurer à Mme la Duchesse de Berry la faculté de se rapprocher le plus tôt possible de son pays natal, dont la température paraît devoir être plus favorable au rétablissement et si cette décision salutaire était prise, il serait à désirer qu'elle fut exécutée avant le terme de sa grossesse dans la crainte qu'après l'accouchement les symptômes de l'affection pulmonaire ne fissent des progrès [trop] rapides pour permettre un voyage quelconque. » Le rapport dûment signé par les médecins arrive à Paris dans les deux jours.

Les bruits courraient déjà. Le ministre aurait dit : « Enfin, on nous dit que Madame est enceinte, si cela est, nous lui enverrons une sage-femme. » Inquiets de ces bruits le commandant de la Citadelle, demande au ministre de l'Intérieur l'envoi de deux médecins supplémentaires. Reçus par la duchesse en présence des docteurs Gintrac, Mènière et de M. Barthéz chirurgien militaire du fort, les deux médecins rédigeront à leur tout le rapport suivant :

« Il est d'une grande importance d'éviter l'impression du froid. Ainsi les promenades doivent se faire dans le milieu de la journée lorsque le temps est beau, et de préférence dans les lieux abrités. Cette recommandation est surtout utile à cause de la situation élevée de la citadelle, de son voisinage du grand fleuve, fréquemment couvert de brouillards épais, et de son exposition à des vents plus ou moins violents. »

La princesse lit beaucoup et reçoit bon nombre de journaux transmis par Bugeaud. Au début de sa captivité, lorsque certaines gazettes contenaient quelques articles pouvant la froisser, le colonel évitait de les lui transmettre. Bugeaud leva cette interdiction et désormais la duchesse reçoit tous les journaux.

« La table, note le docteur Mènière tient beaucoup de place dans ces journées de mauvais temps. Le cuisinier fait merveille : les huîtres vertes de Marenne, les sardines de Royan, les volailles truffées du Périgord, les pâtés de l'Angoumois. Les meilleurs crus du Médoc nous envoient leurs produits. Une nourriture saine et abondante donne à tout le monde une physionomie luxuriante, et cependant Madame et ses deux compagnons de captivité n'en ressentent pas les mêmes effets. Les conditions dans lesquelles vivent nos pauvres captifs sont physiquement semblables : le même cuisinier travaille pour les deux tables, les provisions sont toujours partagées entre la duchesse et le général. Mènière conclut : le pain de la charité est toujours amer, le meilleur assaisonnement serait un peu de liberté. Il continue à adresser chaque jour au ministre de l'Intérieur un bulletin détaillé sur la santé de la captive de Blaye.

Le courrier de Marie-Caroline étant ouvert, le docteur Mènière rapporte avoir lu une lettre adressée à la duchesse d'Angoulême datée du 26 février 1832 se termine ainsi : « Je crois avoir fait assez pour mon fils, j'ai besoin de repos, je donne ma démission. »

Le docteur Mènière note dans son journal :

5 mars : « Aujourd'hui à une heure, sous l'influence d'un rayon de soleil printanier, Mme la duchesse de Berry est descendue au jardin. J'ai vu Madame se promener au bras de M. de Brissac ; largement drapée dans une mante de soie brune, elle marche lentement et les personnes qui peuvent la voir comme moi, doivent remarquer dans ses allures quelque chose qui indique son état de grossesse. »

11 mars : « Il a gelé cette nuit. Sur tous les points de la citadelle j'ai vu de la glace assez épaisse. Le grand vent qui règne sur les hauteurs de la citadelle ébranle la maison de la duchesse, disloque les fenêtres, fait enfumer toutes les cheminées ; il faut laisser toutes les portes ouvertes pour ne pas étouffer, et il est impossible de chauffer les appartements. »

15 mars : « Le professeur Dubois médecin accoucheur arrive de Paris. »

21 mars : « Je l'ai trouvé ce matin toujours aussi souffrante. Ma pharmacie est impuissante à modérer la fièvre nocturne, la toux matinale, à arrêter la maigreur croissante. Le moral est mauvais : elle pense que le Gouvernement cherche à se débarrasser d'elle, on veut que Blaye soit son tombeau. Mme d'Hautefort loin de lui donner du courage gémit, renchérit sur ses plaintes. M. de Brissac parle de résignation et de patience avec une voie sépulcrale et une mine désespérée. »

23 mars : « Arrivée du professeur Deneux à Blaye, l'accoucheur de la duchesse. »

28 mars : le docteur Mènière est rappelé à Paris par ordre du Gouvernement et suppose que sa correspondance trop active est la cause de ce qui lui arrive. Le ministre de l'Intérieur d'Agout souhaite le réduire au silence. A neuf heures du soir le général fait ouvrir la porte Dauphine, baisser le pont levis et Mènière quitte la citadelle avec le capitaine Lombard sans avoir revu la princesse. A son arrivée à Paris, il est reçu par le ministre et auditionné par le Conseil : Thiers, Guizot, le duc de Broglie. Le gouvernement le soupçonne d'avoir rédigé des rapports alarmants sur la santé de la duchesse, dans le but de semer l'inquiétude. Son rapport rendu, il sera reçu aux Tuileries et le roi lui confirme que sa nièce accouchera dans la citadelle. Mènière peut retourner à Blaye où il arrive le 4 avril.

14 avril : « Le général Bugeaud est monté au pavillon et a trouvé Madame en train de regarder le mouvant tableau qu'offre le cours de la Gironde ; les bateaux à vapeur remorquent des bâtiments chargés ; des flottilles de caboteurs et de pêcheurs descendent le fleuve. »

16 avril : « On apprend par le gouverneur que le ministère a refusé à M. de Chateaubriand une entrevue avec la duchesse. »

26 avril : « La princesse me dit : je vous avoue que je n'aie pas de berceuse. Demandez-en une très simple, petite, commode, pouvant se poser partout. Priez qu'on me la garnisse de vert, ce sera plus doux pour les enfants. »

Dans l'inventaire du mobilier on lit : facture n° 580 du 4 mai 1833 : « Un berceau en acajou garni de taffetas vert et courtpointe avec rideaux de même taffetas, 1 oreiller carré en plume, 2 paillasses pour un total de 285 frs. »

A partir du 8 mai, les médecins couchent dans le salon de la duchesse. Un sous-officier est installé dans le corridor. Bugeaud demande à être informé du moindre incident. Les conversations sont épiées. On loge un gendarme au-dessous des appartements de la duchesse Dans le grenier du Pavillon, juste au-dessus de la chambre de Marie-Caroline, Bugeaud place deux gendarmes. On découvrira plus tard deux entonnoirs encastrés dans le plafond et servant de poste d'écoute.

10 mai : à trois heures du matin, Bugeaud fait tirer trois coups de canon pour prévenir les témoins. Mènière note « Madame est accouchée à trois heures du matin ». En effet, la duchesse de Berry met au monde à Blaye une petite-fille, Anne-Marie Rosalie. Pour sauver les apparences, la princesse finit par révéler l'identité de son mari, le comte Hector Lucchesi-Palli duc della Grazia (1808-1864) mariage contracté en 1831. Mais personne n'y croit ; la comtesse de Boigne est sceptique et avance plutôt le nom d'un des fils du maréchal de Bourmont, d'Athanas de Charrette ou plus sûrement encore de l'avocat Achille Guibourg resté avec Marie-Caroline jusqu'au bout.

Quoiqu'il en soit, la princesse est mise hors d'état de nuire et Louis-Philippe peut signer sans risque l'arrêté d'expulsion la renvoyant dans sa famille à Naples.

Le docteur Ménière note:

19 mai : « Vers midi Madame est descendue au jardin. Elle est faible, chancelante, éblouie par la lumière. Le jardin est charmant, plein de fleurs. Un berceau situé à l'angle de la terrasse offre un abri délicieux contre le soleil. »

22 mai : « Départ de M. de Brissac »

8 juin : A l'aube, le bateau *Le Bordelais* mouille à l'entrée du chenal. Vingt-cinq marins de *La Capricieuse* s'y installent en tenue de combat. Une double ligne de soldats isole le chenal depuis la porte Dauphine jusqu'à la berge. A neuf heures et demie, un coup de canon retentit, les tambours battent et les portes s'ouvrent. La duchesse de Berry appuyée sur le bras du général Bugeaud sort de l'enceinte réservée du pavillon. Elle est accompagnée de la nourrice portant sa fille. Derrière eux suivent Mme d'Hautefort au bras de M. de Mesnard puis le lieutenant de Saint Arnaud, le docteur Ménière, le docteur Deneux, le commissaire civil Dufresne, enfin Mme Hansler la femme de chambre.

Le bateau à vapeur rejoint l'*Agathe* sur l'autre rive. Les marins chargent les lourds bagages et les inventaires révèlent que la duchesse emporte de nombreux objets figurant sous la rubrique « emportés par Madame la duchesse. »

Effectivement, le docteur Ménière note de son côté : « J'ai été également surpris de l'empressement que Madame met à emporter plusieurs petits meubles qui garnissent sa chambre à coucher. Elle paraît oublier bien vite que c'est le gouvernement qui les lui a fournis. »

Voici la liste des objets emportés par Marie-Caroline :

- 1 boîte de boston
- 1 longue-vue (valeur 100 frs)
- 2 métiers à broder (1 grand à pied en cerisier vernis, un petit pour mettre sur les genoux) (valeur 58 frs)
- 1 secrétaire en acajou, double gorge, dessus de marbre (valeur 180 frs)
- 1 buvard, espèce de livre relié en forme de portefeuille (18 frs)
- 5 cachets
- boîte en vermeil pour mettre des couverts, petites cuillers et couteaux (achetée par la duchesse le 9 décembre 1832, valeur 1000 frs)

Elle emporte également sa bibliothèque dite « de prison » : livres, dessins, cartes, gravures, le tout forme cinquante volumes emballés. Les journaux sont réunis en paquets.

Après un voyage de près d'un mois, l'*Agathe* mouille en rade de Palerme, le 5 juillet 1833 où attendent les représentants du roi de Naples. L'époux officiel de la princesse, le comte Lucchesi-Palli les accueille et le général Bugeaud prend congé de la duchesse et embarque sur le brick *L'Actéon* qui le ramènera en France.

L'enfant mis en nourrice à Livourne mourra quatre mois plus tard (9 novembre 1833) sans que son père et sa mère l'aient revue. Avec son second mari, Marie-Caroline aura encore 4 filles, mais elle restera désormais tenue à l'écart de la famille royale qui lui refuse l'éducation de son fils. Très vite, elle s'installe en Autriche au château de Brunnsee non loin de Graz en Autriche où elle meurt en 1870.

Bibliographie

Jean-Noël Brégeon, *La Duchesse de Berry*, Tallandier, Paris 2009.

Béatrice de Brimont, *Le mobilier de la Duchesse de Berry in L'estampille l'Objet d'Art* n° 255 février 1992, p. 60-73.

Dominique Dussol, *Art et Bourgeoisie, La Société des Amis des Arts de Bordeaux*, Editions Le Festin, Bordeaux 1997.

Hildegard Kremers, *Marie Caroline, Herzogin von Berry, Neapel, Paris, Graz, Lebenswege einer Princessin der Romantik*. Böhlau Verlag, Wien, Köln, Weimar 2002, éditions Somogy, Paris 2002.

Prosper Ménière, *La Captivité de la duchesse de Berry à Blaye 1833 - Journal du Docteur P. Ménière, envoyé par le Gouvernement auprès de la princesse, publié par son fils le docteur E. Ménière avec deux lettres inédites de Balzac et du Maréchal Bugeaud*, Calmann Lévy éditeur, Paris 1882.

Jacqueline du Pasquier, *Le duc de Bordeaux*, exposition présentée au musée des Arts décoratifs de Bordeaux et au Musée Dobrée à Nantes, 1977. Cat. Impr. Delmas, Bordeaux 1977.

Société Archéologique de Bordeaux *Exposition du Centenaire (1873-1973)*, catalogue p. 148. n° 213



Revue archéologique de Bordeaux, tome CI, année 2010, p. 171-185

L'architecte et le modèle : Ernest Minvielle et l'architecture viticole

Alain Beschi *

La forme d'une ville, a-t-on dit, change plus vite que le cœur des hommes. Mais rares sont les générations à être témoins d'autant de bouleversements urbanistiques que les contemporains de l'architecte Minvielle à Bordeaux. Port des Lumières hérité de Tourny, la ville a été largement réinventée au XIXe siècle par le percement de cours ou le tracé de boulevards, la mise en chantier d'édifices publics, de demeures de notables ou d'échoppes d'ouvriers, de bâtiments commerciaux et industriels par milliers. Cette grande œuvre architecturale ne s'est bien sûr pas arrêtée aux confins mouvants de l'agglomération : c'est tout le tissu bâti de la région qui s'est trouvé régénéré par cet élan général de frénésie constructive.

Des centaines d'architectes et d'entrepreneurs qui ont pris part à ce mouvement, peu sont sortis de l'anonymat ; Bordeaux sait pourtant, aujourd'hui, ce que ce large XIXe siècle, étendu aux premières décennies du XXe siècle, leur doit ¹. Placés sous la figure tutélaire des Combes, Corcelles ou, encore, de la dynastie des Laclotte, ce sont, néanmoins, les maîtres d'œuvre de la génération suivante qui ont le plus contribué à la fabrique de l'architecture bordelaise du XIXe siècle, faite d'emprunts et d'innovations, de soumission et de ruptures avec la tradition locale. S'il est un domaine où leur contribution a été déterminante, c'est particulièrement celui des constructions viticoles, pour lequel beaucoup devait être réinventé. Architecture codifiée et contrainte par des impératifs programmatiques très forts, elle se prête ainsi à un questionnement sur le rôle de l'architecte, son rapport au modèle et à sa reproduction, mais également à sa liberté créative.

Ernest Minvielle (1835-1914) fut l'un des artisans de ce renouveau architectural (fig. 1). Moins connu que son aîné Théodore Duphot ou que son contemporain Louis-Michel Garros, sa longue carrière et ses nombreuses réalisations, la notoriété qui fut sienne, le situent pourtant comme un personnage central de « l'école » bordelaise du XIXe siècle ². Il a répondu à des commandes extrêmement variées, en Gironde et au-delà, et a notamment consacré une part importante de son activité au Médoc pour une clientèle de propriétaires fortunés. C'est donc au travers du double prisme de l'architecture viticole et de la figure de Minvielle que la question du modèle est ici posée.

De nombreux chercheurs ont déjà investi le champ d'étude de l'architecture viticole en Bordelais. Les géographes furent parmi les premiers à observer le lien entre rénovation du vignoble et architecture ³, bientôt rejoints dans ce territoire

* Conservateur du patrimoine, service du patrimoine et de l'Inventaire, Région Aquitaine

1. Voir notamment : Coustet et Saboya, 1999 ; Schoonbaert, 2007.
2. Même s'il n'y a pas eu, à proprement parler, d'école architecturale bordelaise structurée, nous qualifions par ces termes l'ensemble des architectes en activité à Bordeaux dans la seconde moitié du XIXe siècle, qui, unis par des préoccupations corporatistes et professionnelles et s'interrogeant sur leur métier, formaient au sein de leur atelier les générations nouvelles de maîtres d'œuvre.
3. René Pijassou pour le Médoc, puis Philippe Roudié pour l'ensemble du Bordelais, ont notamment livré quelques pages essentielles sur le sujet.



Fig. 1. - Portrait d'Ernest Minvielle, photographie, n.s., s.d. [4^e quart XIX^e siècle] (coll. Académie d'Architecture, Paris).

par les historiens de l'art ⁴. L'Ecole nationale d'architecture et de paysage de Bordeaux s'est aussi fait une spécialité de ce domaine ⁵. L'opération d'inventaire du patrimoine des abords de l'estuaire de la Gironde, en cours, doit apporter, à terme, une documentation complète et actualisée sur un vaste territoire ⁶. Dans une aire d'étude où se trouvent les crus les plus renommés du Médoc et les appellations les plus prestigieuses, la thématique de l'architecture viticole est un axe de recherche privilégié. L'examen de séries d'édifices viticoles et leur confrontation avec les archives permettent de porter un regard renouvelé sur un corpus où le nom des Minvielle apparaît régulièrement.

Une lignée de bâtisseurs bordelais

Patronyme répandu dans tout le Sud-ouest, le nom serait associé, à Bordeaux, à une très ancienne famille de la bourgeoisie établie en Gironde au XVIII^e siècle ⁷. La « dynastie » n'est cependant clairement identifiée qu'au siècle suivant, avec Barthélemy Minvielle (1797-1882), « grand ancêtre » d'une lignée de bâtisseurs. Il ne porta pourtant pas le titre d'architecte, puisqu'il apparaît dans les annuaires professionnels de l'époque

dans la rubrique « entrepreneur ». Si l'on ne dispose que de peu de renseignements sur lui, hormis sa longévité remarquable – vitalité que partagent les générations suivantes –, sans doute eut-il une influence majeure sur la vocation de son fils Martial Ernest, architecte actif dès les années 1860 et personnage de premier plan dans la profession pour le XIX^e siècle. Le fils de ce dernier, Georges (1859-1936), travailla également comme architecte à ses côtés ; dernier représentant de la lignée à avoir exercé le métier d'architecte, il demeura dans l'ombre de la figure paternelle avant de prendre la succession de l'agence au début du XX^e siècle. Héritier de trois générations de constructeurs au moins, son fils Géo, en rupture avec l'hérédité professionnelle des Minvielle, ne s'éloigna pas, pour autant, totalement de l'architecture puisqu'il entreprit des études de droit et se spécialisa dans les questions professionnelles et juridiques concernant le bâtiment, l'urbanisme et les travaux publics. Il obtint en 1921 la médaille d'or du concours des thèses de la faculté de Bordeaux pour son doctorat intitulé « *Histoire et condition juridique de la profession d'architecte* », qui constitue une référence dans l'historiographie de la discipline. « Si ton fils n'est bon à rien, fais de lui un crieur public ou un architecte » ; cet épigramme du poète latin Martial, qui figure en exergue de l'ouvrage ⁸, traduit à lui seul l'acceptation de l'héritage familial tout autant que la conscience assumée de leur ascension. Au métier d'architecte, les Minvielle reconnaissants...

Hormis ces figures reconnues, d'autres Minvielle apparaissent dans la documentation exerçant des métiers du bâtiment, sans qu'il soit toujours possible de les situer précisément dans la généalogie familiale : Minvielle fils aîné et Félix Minvielle,

4. Synthèse d'un état de la question dans *Châteaux Bordeaux*, 1988 ; lire notamment la contribution de Robert Coustet : « Histoire de l'architecture viticole », p. 62-97.
5. Voir, en particulier, les mémoires dirigés par les enseignants Jean-Marie Billa ou Bruno Fayolle-Lussac, dont : Broichot, 2000 et Quié, 2004.
6. Programme d'inventaire portant sur 34 communes riveraines de l'estuaire en Gironde, mené dans le cadre d'un partenariat entre la région Aquitaine (service du patrimoine et de l'inventaire) et le département de la Gironde (Archives départementales), et sur 16 communes de Charente-Maritime (service de l'inventaire de la région Poitou-Charentes).
7. Selon Guérin, Jean et Bernard. *Des hommes et des activités autour d'un demi siècle*. Bordeaux, Delmas, 1957. Des Minvielle sont par ailleurs connus en Médoc depuis le XVI^e siècle, sans que le lien, en l'état actuel des connaissances, puisse être établi avec la lignée bordelaise.
8. Bordeaux, imprimerie de l'Université, 1921. En introduction, Géo Minvielle justifie son travail ainsi : « Aujourd'hui, cette profession [d'architecte] s'est définitivement imposée ; le moment semble venu d'essayer de dégager les principes juridiques qui la régissent [...]. Une des considérations qui nous y ont déterminé est qu'appartenant nous même à une famille qui a fourni de nombreux architectes, il nous a semblé que c'était presque un devoir pour nous de contribuer, dans la sphère de notre compétence, à faire triompher les justes revendications de ces artistes si longtemps méconnus ». Son fils Rosny, né en 1932, également juriste, a été professeur agrégé à la faculté de droit de Bordeaux.

qualifié de fils, sont, notamment, tous deux mentionnés comme entrepreneurs dans les annuaires professionnels entre 1866 et 1880 ⁹. Le métier d'architecte fut aussi exercé par un membre d'une branche collatérale, neveu d'Ernest, Paul Minvielle. Ce dernier, qui a beaucoup œuvré à Bordeaux au tournant du siècle, appartient à une autre génération : il n'hésita pas à afficher son statut professionnel, telles des armoiries, sur la façade de son nouvel atelier de la rue Tanesse, et signalait volontiers ses réalisations dans la pierre ¹⁰.

Du maître d'œuvre au notable

Ernest Minvielle se montra, de ce point de vue, moins démonstratif : en dépit de sa notoriété, il n'a guère multiplié les manifestations ostentatoires et, de sa vie publique, peu de choses nous sont parvenues ¹¹ (fig. 2). Sa jeunesse, jusqu'au début de sa carrière, nous est méconnue : provincial en un temps où la voie royale pour la formation des architectes était le passage par l'Ecole des Beaux-Arts de Paris, il se contenta d'un apprentissage au sein de l'atelier paternel et sur les chantiers et suivit peut-être un enseignement dans quelque cours de dessin. Il compléta sa formation auprès de Charles Burguet, « figure majeure de l'architecture municipale » et porteur d'un modernisme pragmatique, dans le cabinet duquel il exerça quelques années ¹². À moins de vingt ans, ses premiers travaux pratiques consistèrent en l'observation et l'étude des édifices religieux du passé ; son expérience se nourrit en particulier des meilleurs exemples du classicisme bordelais, dont il fit le relevé pour le compte de la commission des Monuments historiques de la Gironde ¹³. En 1864, il se distingue de son père Barthélemy comme adhérent et membre du bureau de la toute jeune Société des architectes de Bordeaux et du Sud-Ouest, créée un an plus tôt ¹⁴. Alors qu'il entre dans sa trentième année, il est considéré comme un représentant de la nouvelle génération des architectes bordelais et apparaît désormais comme un militant de la défense des sociétés provinciales, face à ce que les Bordelais perçoivent comme une mainmise parisienne sur la profession. Il ne s'éloigna jamais de cette structure corporatiste dont il assura la présidence à trois reprises, entre 1888 et 1907, marque de son volontarisme, de son dynamisme et de la confiance qui lui fut témoignée.

Il occupa un temps des fonctions édilitaires auprès de la Ville de Bordeaux, lors de la réorganisation des services d'urbanisme en 1866, comme architecte-inspecteur voyer, chargé de formuler des avis sur les autorisations de bâtir et de faire appliquer les règlements de voirie ¹⁵. Mais c'est son travail comme architecte libéral qui le fit surtout connaître et lui permit de cumuler les fonctions et les titres honorifiques.



Fig. 2. - Signature d'Ernest Minvielle sur le cuvier du château de la Tour Geyraud à Sainte-Eulalie. © Région Aquitaine, Inventaire général, Michel Dubau, 2008.

Outre son action au sein de la Société des architectes de Bordeaux, il fut admis à la Société centrale des architectes de France en 1877 – parrainé par les Bordelais Charles Durand et Pierre-Auguste Labbé – et fut, en 1889, un des fondateurs de l'Association provinciale des architectes français, dont il assura la présidence en 1895. Il reçut, la même année, la reconnaissance de ses pairs pour son œuvre architecturale, puisqu'il obtint la grande médaille d'architecture privée décernée aux plus méritants de tous les architectes français. Toujours engagé dans des causes corporatistes, il apparaît en 1900 comme membre

9. On trouve par ailleurs, dans la documentation, un Louis Minvielle et un Edmond Minvielle, tous deux entrepreneurs, œuvrant à Bordeaux dans les années 1870-1880.
10. Par exemple au 43 de la rue Théodore-Gardère, dans le quartier Saint-Genès. Sur ce personnage, voir : Saboya, Marc. « Demeures et ateliers d'architectes à Bordeaux, entre 1860 et 1910 ». *Le Festin*, 1999, n° 29, p. 90-101.
11. Je n'ai trouvé aucun article le concernant ni aucune photographie de lui dans la presse.
12. Archives de l'Académie d'Architecture, Paris : demande d'admission d'Ernest Minvielle à la Société centrale des architectes, mars 1877. Sur Burguet, voir Coustet et Saboya, 1999, p. 139-146.
13. Il effectua, notamment, des relevés de l'ancien noviciat des Jésuites, de l'église Saint-Bruno et du monastère des Chartreux, de l'église Saint-Paul, du pavillon du collège de la Magdeleine : *Comptes rendus de la commission des Monuments historiques de la Gironde*, années 1852-1854.
14. Selon Jules Lafargue, rapporteur de la séance du 6 décembre 1864, il s'agissait de créer entre les membres de la Société des liens de loyale confraternité, d'assurer de bonnes relations dans leurs affaires réciproques et de sauvegarder leur indépendance : *Société des architectes de Bordeaux. Rapport sur les travaux de la Société depuis sa fondation*. Bordeaux, typ. Mons, 1865. Sur ce sujet et l'influence de César Daly, directeur de la *Revue générale d'Architecture*, dans la création des sociétés provinciales d'architecture et de celle de Bordeaux en particulier, voir : Saboya, Marc. *Presse et architecture au XIX^e siècle*. Paris, Picard, 1991.
15. Schoonbaert, 2007, p. 643-644.

de la Caisse de défense mutuelle des architectes. Son *cursus honorum* ne s'arrête pas là : il fut élevé chevalier du mérite agricole pour ses importantes constructions – et nous verrons que le titre n'a pas été usurpé –, puis officier d'académie. Il ne fut cependant jamais décoré de la Légion d'honneur, en dépit de l'appui et de l'insistance de ses confrères¹⁶.

Ernest Minvielle est donc un personnage de premier plan dans le milieu de l'architecture en Gironde au tournant du siècle, et, plus largement, il appartient à la notabilité bordelaise de son temps¹⁷.

Paradoxalement, eu égard à son parcours, il n'apparaît pas comme un doctrinaire ou un théoricien de l'architecture. Il n'a, en effet, pas laissé d'écrits dans lesquels il développerait un manifeste sur l'exercice de sa pratique professionnelle. Au sein de la Société des architectes de Bordeaux, comme membre du bureau ou lorsqu'il en assure la présidence, ses prises de positions – telles qu'elles sont retranscrites dans « *L'Architecture du Sud-Ouest* »¹⁸ – s'effectuent dans le registre du pragmatisme, sur des questions de métier. Parfois est-il signataire d'un texte collectif destiné à marquer la réprobation de la Société et du Comité Girondin d'Art Public, dont il est vice-président, sur un projet d'aménagement urbain à Bordeaux, tel celui du pont à transbordeur envisagé dans les premières années du XXe siècle au droit de la place Richelieu (actuelle place Jean-Jaurès). Ses fonctions l'ont amené à représenter la corporation des architectes bordelais dans diverses instances et manifestations. Il est notamment présent à Paris pour l'Exposition universelle de 1900, où il participe au Ve congrès international des architectes, au titre des membres du comité de patronage. Mais, si l'on en croit les actes qui furent publiés *in extenso*, sa contribution aux débats a été modeste : il n'est pas rapporteur d'une motion, comme son collègue agenais Courau ; à peine intervient-il dans une séance consacrée à la conservation des monuments historiques où sa remarque sur la responsabilité des architectes, sujet qui semble lui tenir à cœur, tombe à plat¹⁹.

L'homme apparaît donc comme un notable provincial, bien inséré dans la société de son temps. Il reçoit volontiers les honneurs qui lui sont rendus mais conserve une certaine modestie, dont témoigne sa maison-atelier au 21 de la rue Servandoni à Bordeaux, ayant hébergé toute la famille jusqu'au XXe siècle, qui ne se démarque guère des immeubles avoisinants. De même, son ultime demeure, au cimetière de la Chartrreuse, ornée des insignes professionnels, est celle d'un notable, mais il n'a pas élevé pour sa postérité de monument architectural, à l'égal de chapelles funéraires qu'il a construites pour certains de ses clients²⁰. Cette discrétion est enfin confirmée par la rareté des signatures repérées sur ses constructions : il est vrai qu'il appartient à une époque de transition, premier chez les Minvielle à porter le titre d'architecte, quand ceux de

la génération suivante, qu'il contribua à former²¹, affirmaient leur statut en apposant leur signature sur leurs réalisations. Il fut avant tout un homme d'atelier, un praticien de l'architecture apprécié et reconnu de ses pairs, qui fréquenta la meilleure société de son temps, mais d'abord dans un rapport de maître d'œuvre à maître d'ouvrage.

Un héritage de pierre et de papier

Le périmètre de l'activité de l'agence Minvielle est assez bien connu car ses archives ont été conservées et versées dans un dépôt public, aux côtés d'autres fonds d'architectes en Gironde : soit aux archives départementales (fonds Augereau, Durand), soit aux archives municipales de Bordeaux (fonds Alfred-Duprat, Bac, Lafargue, Garros...). Les archives Minvielle apparaissent parmi les plus importantes pour la deuxième moitié du XIXe siècle et le début du siècle suivant, par leur volume tout au moins²². L'activité de l'agence à Bordeaux peut être mesurée aussi à l'aune des « autorisations de voirie », ancêtres des permis de construire, où l'occurrence

16. ADGir, 1 M 844 : demande de la Légion d'honneur. En 1901, une requête avait été remise au préfet de Gironde par la Société des architectes de Bordeaux, signée des architectes Mialhe, Mondet, Tauzin, Labbé, Alaux, etc., pour demander l'attribution de la Légion d'honneur à Ernest Minvielle pour « sa grande valeur artistique, son honorabilité parfaite et sa réelle notoriété » ; cf. « *L'Architecture du Sud-Ouest* », 1903, n° 3, p. 3 : « Une distinction attendue ».
17. Il était, semble-t-il aussi, membre d'une loge maçonnique, si tant est que l'on puisse accorder quelque crédit aux « divulgations » de Léo Taxil ; cf. *Supplément à « la France maçonnique »*. Paris, Téqui, 1889 : mention de Minvielle père et de Félix Minvielle.
18. Organe mensuel de la Société des architectes de Bordeaux ; collection complète à la Bibliothèque municipale de Bordeaux, années 1893, 1902-1907.
19. *Exposition universelle internationale de 1900. Congrès international des architectes tenu à Paris du 29 juillet au 4 août 1900*. Paris, Imp. Chaix, 1906, p. 181.
20. Le tombeau (situé 49e série, n° 2) porte sobrement l'inscription : MARTIAL ERNEST / MINVIELLE / ARCHITECTE / ET SA FAMILLE. Voir Prévôt, Philippe et Lassère, Madeleine. *Chants des morts. Guide des cimetières de Bordeaux*. Bordeaux, 1986, p. 153.
21. Il assura ainsi la formation de son neveu de 1868 à 1870 : Archives de l'Académie d'Architecture, Paris, demande d'admission de Paul Minvielle, 1906. Par ailleurs, il signale dans l'éloge funèbre qu'il rendit à François le Coadre, que ce dernier entra dans son cabinet en 1871, où il fit la connaissance de Lamy : *L'Architecture du Sud-Ouest*, 1905, n° 5, p. 3.
22. Don par Guy Barthe, architecte et successeur de l'agence Minvielle, aux Archives municipales de Bordeaux en 1984. Le fonds représente environ 15 mètres linéaires de documents, essentiellement iconographiques, cotés 150 S 217 à 295 ; GMR 1 à 19 ; 5 M 42, 43. Il couvre la période 1848-1930 et trois générations, de Barthélemy à Georges. Sur les fonds d'architectes en Gironde, consulter : *Archives d'architectes. Etat des fonds XIXe-XXe siècles*. Institut français d'architecture, Documentation française, 1996.

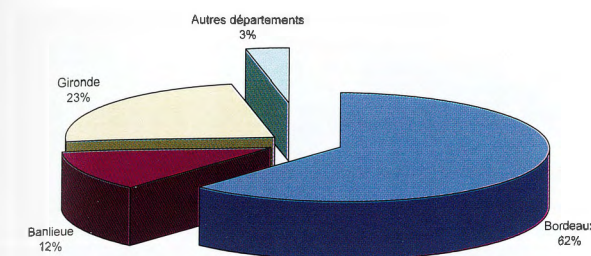


Fig. 3. - Répartition géographique des chantiers d'Ernest Minvielle (A.M.Bx, fonds Minvielle).

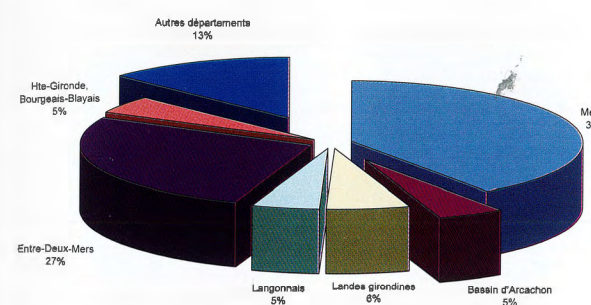


Fig. 4. - Répartition géographique des chantiers d'Ernest Minvielle, hors commune de Bordeaux (A.M.Bx, fonds Minvielle).

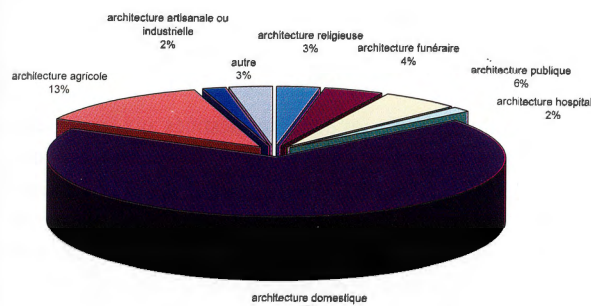


Fig. 5. - Répartition typologique des chantiers (A.M.Bx, fonds Minvielle).

« Ernest Minvielle » apparaît une soixantaine de fois²³. Par ailleurs, des fonds privés, restés chez d'anciens clients, peuvent également receler des documents relatifs aux projets et aux réalisations de l'architecte²⁴.

Le fonds des Archives municipales de Bordeaux constitue donc la source principale pour l'étude de l'œuvre d'Ernest Minvielle. S'il comporte un répertoire dactylographié qui est un

outil précieux pour la connaissance de son travail, en revanche, l'accès au fonds physique est restreint, soumis à autorisation exceptionnelle en raison du mauvais état de conservation de nombreux documents, particulièrement des calques. La seule analyse du répertoire et des autorisations de voirie permet cependant de tirer quelques enseignements sur l'activité de l'agence.

Ainsi, si l'on observe la répartition géographique des chantiers, on constate, sans surprise, que sa carrière d'architecte s'est déroulée principalement en Gironde, bien qu'on lui connaisse également des réalisations dans d'autres départements aquitains, en Lot-et-Garonne et Dordogne notamment, comme nous l'allons voir (fig. 3, 4). En Gironde, Bordeaux représente la majeure partie de son activité. Sa clientèle est principalement localisée en centre ville, entre les cours de la Marne au sud, la rue de Belfort à l'ouest et la place des Quinconces au nord ; au delà, ses réalisations sont plus dispersées, à partir du Pavé des Chartrons vers le cours Saint-Louis, avec une densité de chantiers cours du Médoc. Extra muros, il est beaucoup intervenu dans les quartiers résidentiels de la proche banlieue, au Bouscat, à Mérignac, Pessac ou Talence. Hors de l'agglomération, son activité a porté essentiellement sur les secteurs situés au sud de la Garonne et dans l'Entre-Deux-Mers, peu sur le Bassin d'Arcachon, mais beaucoup en Haut-Médoc où sa clientèle bordelaise, riches propriétaires terriens ou négociants, possédait des domaines. En revanche, la Haute-Gironde et le Libournais lui furent quasiment étanches.

L'examen de la répartition typologique de ses projets montre que son périmètre d'intervention couvre tout le champ de l'architecture, publique et privée (fig. 5). S'il n'a, cependant, guère œuvré dans le domaine de l'architecture religieuse – n'étant pas attaché, en dépit de ses travaux de jeunesse, à la commission des Monuments historiques, les portes des chantiers de restauration d'édifices religieux classés ne lui furent pas ouvertes – il a répondu à quelques commandes d'associations cultuelles (temple protestant de Lormont, sacristie de Margaux, presbytère de Cantenac...). De même, en dehors du Médoc, peu de municipalités firent appel à lui pour édifier mairies et écoles, comme à Cantenac. Dans le domaine public, il s'est surtout illustré, à la fin de sa carrière, par des réalisations d'architecture hospitalière : l'hôpital suburbain des enfants au

23. Selon les dépouillements effectués par Bertrand Charneau, chercheur au service du Patrimoine et de l'Inventaire, que je remercie ici : Archives municipales de Bordeaux, 50 O : les dossiers « d'autorisation de voirie » peuvent comporter des plans, des élévations de façade, des courriers et notes diverses, etc.

24. Ainsi pour le château Branc-Cantenac en Médoc ou pour le château de Lardimalie en Périgord.

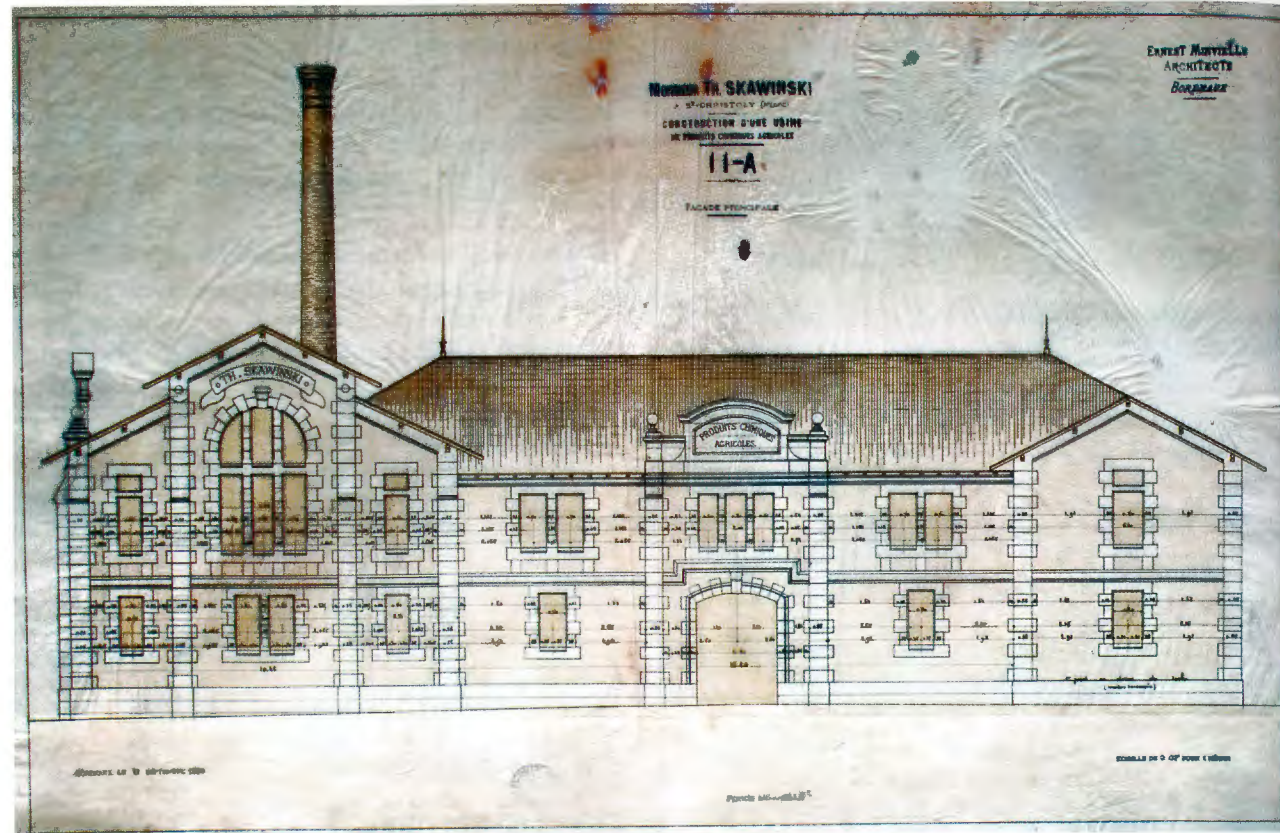


Fig. 6. - Projet de construction d'une usine de produits chimiques agricoles à Saint-Christoly-Médoc. Dessin à l'encre, par Ernest Minvielle, 1896 (A.M.Bx, fonds Minvielle). © Région Aquitaine, Inventaire général, Michel Dubau, 2008.

Bouscat, inauguré en 1900²⁵, le pavillon des adultes du Sanatorium girondin à Pessac (actuel hôpital Xavier-Arnoz), en 1902. Il édifie également des établissements bancaires, tels le Comptoir national d'escompte ou la Banque Soula (baptisée plus tard Banque de Bordeaux), vitrines urbaines de financiers investissant leurs fonds spéculatifs dans des domaines ruraux, pour lesquels Ernest Minvielle consacra une part importante de son activité.

En effet, la commande privée de particuliers l'occupa principalement : à Bordeaux, pour la majeure partie de sa clientèle, où il multiplia maisons, immeubles, magasins de commerce, mais aussi plusieurs chais ou distilleries pour des négociants dans le quartier des Chartrons²⁶ ; autour de Bordeaux et dans la région, où il exécuta de nombreux projets de résidences de villégiature, maisons et villas. Son éventail de réalisations s'étendit de l'architecture funéraire à l'architecture artisanale et industrielle. Dans ce dernier cas, avec une scierie à Pauillac, probablement destinée à alimenter des tonnelleres, et une

usine de produits chimiques agricoles destinés aux traitements anticryptogamiques de la vigne à Saint-Christoly-Médoc pour Théophile Skawinski, on touche au cœur de son travail, l'architecture viticole (fig. 6). Qu'il se soit agi d'embellir la demeure et ses abords, ou bien de moderniser les installations et bâtiments d'exploitation, Ernest Minvielle fut l'un des grands propagateurs du modèle architectural du « château viticole » bordelais.

25. Hôpital suburbain des enfants. Cérémonie de la pose de la première pierre présidée par M. Berniquet [...], le 18 février 1900. Discours de MM. E. Delaye et Bégouin. Imprimeries G. Gounouilh, 1901.

26. Notamment sur l'ancien cours Larcher pour Caimille Godard, cours Balguerie-Stutenberg pour Dobson, cours du Médoc pour Guillou et Secrestat, sur les cours Jourmu-Auber et Saint-Louis pour Garric, mais également hors des Chartrons, rue Laroche pour Flaugergues, rue du Palais-Galien pour Cuzol...



Fig. 7. - « Château du domaine de Grenade, dans le style de Jacques II ». Dessin de Henri Duphot, extrait de *L'Architecture*, 1888 (coll. Ecole nationale supérieure d'architecture et de paysage de Bordeaux).

Minvielle et la tradition de l'architecture viticole en Bordelais

La documentation qu'il m'a été donné de consulter, concernant son activité, couvre essentiellement le dernier quart du XIXe siècle et les premières années du XXe siècle. Dire que cette époque, correspondant à l'installation de la Troisième République et à son affirmation, apparaît comme une période faste pour la construction, dans tous les domaines et bien au-delà des frontières, tient de l'évidence. Mais la spécificité du vignoble girondin a fait jouer aux maîtres d'œuvre bordelais un rôle singulier dans l'histoire de l'architecture, en un temps où les architectes étaient mis à contribution pour doter les meilleurs crus d'une vitrine aristocratique digne du vin élaboré sur le domaine, autant que d'un outil de production performant.

Au moment où Ernest Minvielle entreprend sa carrière professionnelle, la tradition locale de l'architecture viticole est déjà ancienne, et marquée du sceau du classicisme. Il suffira ici de citer l'exemple fameux de la fin du XVIIIe siècle du projet de l'architecte Jean-Baptiste Dufart pour le château du Burk à Lormont. L'édifice, dont il expose les plans à l'Académie de peinture, sculpture et architecture de Bordeaux, apparaît comme un modèle de rationalité ; bien que très partiellement exécuté, ce programme a largement inspiré d'autres réalisations au siècle suivant, tel le château Phélan-Ségur à Saint-Estèphe dans les années 1830. Autre type, Château-Margaux, parfait exemple du palladianisme bordelais, conçu comme un tout par l'architecte Louis Combes dans les années 1810, avec son « village » dédié à la viticulture. Cos-d'Estournel, enfin, « château-chai » des années 1830-1840, dont l'exubérance exotique du décor ne parvient pas à masquer totalement le classicisme de façade et du parti général.

Durant la seconde moitié du XIX^e siècle, s'illustrent plusieurs architectes bordelais qui se font une spécialité d'une architecture rurale luxueuse, qu'il s'agisse d'édifier la partie résidentielle du domaine ou les communs et dépendances, constructions qui mobilisent souvent le plus de capitaux. Parmi ceux-ci, Théodore Henri Duphot (1810-1889) exerça une grande influence dans le milieu de l'architecture bordelaise et dut fortement impressionner le jeune Ernest Minvielle. Bordelais formé à Paris où il fut élève de l'Ecole des Beaux-Arts, il s'établit comme architecte dans sa ville natale en 1834. Auteur de nombreuses constructions en Gironde, il passe pour y être l'un des premiers introducteurs de l'éclectisme architectural. Il édifia, notamment, le château Grenade à Saint-Selve (fig. 7), entre 1861 et 1863, pour le plus anglophile des propriétaires bordelais, le baron de Carayon-Latour. Ce « gentleman farmer », grand admirateur du mode de vie aristocratique anglais, demanda à Duphot de lui édifier une demeure de campagne « dans le style de Jacques II d'Angleterre »²⁷. Commanditaire et maître d'œuvre prirent le temps de la réflexion et entreprirent même un voyage outre Manche afin de puiser leur inspiration *in situ*, à la source même. Le résultat fut en tout point conforme aux attendus du programme, tant pour le logis que pour l'ensemble des communs, édifiés selon des principes novateurs d'autonomie et de fonctionnalisme. Aussi atteint-il l'objectif que lui avait assigné le maître d'ouvrage d'implanter sur le sol girondin un « style étranger » qui pourrait faire date²⁸ : si après Grenade il n'y eut pas véritablement d'explosion des manoirs de type élisabéthain en Gironde, le souffle s'en ressentit cependant en Médoc, porté par Duphot lui-même à Lanessan une quinzaine d'années plus tard, mais surtout par Minvielle peu de temps après l'achèvement du chantier de Saint-Selve.

Alors qu'il fut nourri, comme nombre de ses condisciples, au classicisme gréco-romain²⁹, le jeune architecte semble avoir reçu l'expérience de Grenade comme un choc. En un temps où la profession est en pleine effervescence, travaillée par des débats entre Anciens et Modernes, où la volonté d'émancipation prend corps dans les sociétés provinciales, il apparaît comme un représentant prometteur de la nouvelle génération, mais doit encore faire ses armes. Ainsi, lorsqu'il entreprend ce qui apparaît comme son premier chantier d'importance hors de Bordeaux, sans doute est-il attaché à produire une œuvre manifeste, en résonance avec les enjeux architecturaux du moment : Armand Lalande, l'un des « princes » du négoce bordelais, propriétaire du domaine viticole de Brown à Cantenac, lui en offrit la possibilité... dans l'imitation de Duphot.

Une architecture sous influence

En effet, qu'il réponde à une demande explicite du commanditaire ou que ce soit sur proposition d'Ernest Minvielle, le château Cantenac-Brown présente bien des similitudes avec Grenade, les dépendances viticoles en plus (fig. 8, 9).

Le domaine de Brown avait été acheté en 1860 à un peintre animalier écossais par Armand Lalande qui le fit rapidement prospérer³⁰. Les anciens bâtiments s'avèrent bientôt insuffisants, et surtout indignes du lustre que le prospère négociant souhaitait donner à son cru classé. Un premier pavillon fut établi en 1866, probablement déjà par Ernest Minvielle³¹. Mais que le projet initial ait été moins ambitieux ou que le chantier ait été interrompu par l'épisode de la guerre de 1870³², ce ne fut que dans la décennie suivante qu'il mit en œuvre à Brown un dessein nettement plus abouti : un corps de logis rectangulaire fut greffé au premier pavillon, doublé d'un second pavillon symétrique à son extrémité, et de nouvelles dépendances furent édifiées. Le parti d'ensemble, le style anglais des baies à double croisées, des bow-windows, le détail du traitement des rampants des pignons, les cheminées en tuyau d'orgue... tout rappelle ici le château Grenade. Les emprunts à l'œuvre de Duphot sont tellement manifestes qu'il est évident que Minvielle a volontairement imité son aîné, soit que les deux architectes aient collaboré, soit qu'il s'agisse d'un hommage à celui qu'il considérait, peut-être plus encore que Burguet, comme son mentor. Quel qu'en fut le motif, ce morceau de bravoure, dont l'écho se répercute jusqu'en Lot-et-Garonne au château du Boscla – où

27. Château de Grenade. *L'Architecture*, 1888, p. 449-451, 464-465.

28. Coustet, Robert. « Lanessan, un château en Médoc ». *Revue Archéologique de Bordeaux*, tome XCVI, 2005, p. 225-246.

29. Le fonds Minvielle des Archives municipales de Bordeaux recèle un recueil de dessins originaux de l'architecte André Châtillon, prix de Rome en 1809, qu'il réalisa en Italie lors de son séjour à la Villa Médicis. Sans connaître encore la façon dont ces archives sont parvenues aux Minvielle, il est possible qu'Ernest ait eu ces dessins pour modèle dès sa jeunesse.

30. Lorbac, Charles, Lallemand, Charles. *Les richesses gastronomiques de la France, les vins de Bordeaux (...)*. Paris, Hetzel, 1867, p. 109.

31. La date qui figure à la base du bâtiment n'est pas accompagnée d'une signature.

32. Quoique dispensé par l'âge et chargé de famille, il était parti défendre la patrie. Ironie de l'histoire, Armand Lalande militait dès juillet 1871 pour une normalisation rapide des relations avec l'Allemagne où se trouvait une part non négligeable de sa clientèle : cf. Jeannin, Pierre. « Au cœur et autour des intérêts commerciaux. Deux documents inédits ». Dans *Négoce, Ports et Océans. Mélanges offerts à Paul Butel*. Bordeaux, P.U.B., 2000, p. 87-89.



Fig. 8. - Château de Cantenac-Brown : vue d'ensemble depuis l'est. © Région Aquitaine, Alain Beschi, Inventaire général, 2010.



Fig. 9. - Château de Cantenac-Brown : corps de logis, vue d'ensemble depuis le sud-ouest. Photographie de Jules-Alphonse Terpereau, s.d. [4^e quart XIX^e siècle] (A.M. Bordeaux, fonds Minvielle). © Région Aquitaine, Inventaire général, repr. Michel Dubau, 2008.

Ernest Minvielle intervient dans ces mêmes années³³, marqua vraisemblablement les esprits et contribua à garnir son carnet de commande pour de nombreux chantiers en Médoc³⁴.

L'examen de ses réalisations à Cantenac révèle la mécanique de la commande. Alors qu'il travaillait déjà pour Armand Lalande au château de Brown, il réalise en 1873, au château d'Issan, un ensemble de chais pour Gustave Roy, grand patron de l'industrie cotonnière investissant dans le vin. Il construit pour ce dernier d'autres chais à Brane-Cantenac en 1877. Très présent dans la commune, il exécute pour la municipalité un projet de mairie-école (1877-1879). Il travaille ensuite à Kirwan en 1878 pour Camille Godard, riche négociant, pour lequel il avait déjà œuvré à Bordeaux. La crise du phylloxéra, qui commence à faire sentir ses effets en Gironde, semble affecter momentanément l'activité constructive d'Ernest Minvielle dans le domaine viticole à Cantenac : après une éclipse d'une dizaine d'années, il renouvelle sa clientèle dans la commune avec Jules Jadouin, propriétaire de Montbrun à Issan, pour lequel il édifie un chai à barriques en 1887 et un bureau en 1890. Puis il travaille pour la paroisse avec la construction du nouveau presbytère en 1893-1896. Ce n'est qu'à la fin du siècle, à partir de 1896, qu'il renoue localement avec les chantiers de châteaux, d'abord à Angludet, puis à Montbrun, où il transforme la demeure et édifie de nouveaux chais pour Jules Lebègue, gendre de Jadouin, entre 1898 et 1906 ; il construit, enfin, un tombeau commun aux deux familles en 1909. Soit plus de quarante années d'activité dans la même commune médocaine, qui constitua, pour Minvielle, un laboratoire. On le voit, le petit monde des investisseurs fait appel à un maître d'œuvre connu et bien référencé sur la place bordelaise, que l'on se recommande entre confrères et dont on peut admirer les réalisations ici ou là. Qui fait appel à Duphot, qui à Garros... D'aucuns constituent la clientèle fidèle d'Ernest Minvielle, dont les compétences en matière d'architecture viticole font autorité.

L'invention des chais-modèles

Il convient ici d'effectuer un bref retour en arrière chronologique et de présenter succinctement l'évolution architecturale des chais. Traditionnellement en Bordelais, et encore à la fin du XIXe siècle en de nombreux endroits, le cuvier est généralement un vaisseau horizontal. C'est le lieu où, durant la période des vendanges et dans les quelques semaines qui suivent, s'effectuent toutes les opérations de vinification jusqu'au passage du vin en barrique dans les chais de vieillissement : la réception du raisin et son foulage, notamment, sont réalisés dans ce bâtiment plus ou moins vaste, mais toujours largement ouvert sur le dehors afin de faciliter les va-et-vient incessants

des vendangeurs. Or, durant le moment critique de la fermentation alcoolique, les variations de température à l'intérieur du cuvier peuvent être fortement préjudiciables à la qualité du vin, ce qui est de moins en moins acceptable pour les propriétaires de crus face aux exigences de la clientèle. Les progrès des méthodes de vinification vont imposer une évolution architecturale majeure des chais, en particulier de la partie cuvier. Sans que la paternité de l'invention de ce qu'il est convenu d'appeler le « cuvier médocain » soit clairement établie, il semble que le principe de compartimenter l'espace verticalement en deux niveaux indépendants soit dû, d'abord, à quelques viticulteurs éclairés et intéressés par les questions agronomiques et œnologiques : Bernard Phélan fut de ceux-là, en son château de Saint-Estèphe dès les années 1830³⁵, mais l'idée paraît avoir germé en plusieurs lieux du Médoc. Le procédé constitue, cependant, toujours une nouveauté dans les années 1850-1860 selon Armand d'Armailhacq, propriétaire d'un cru à Pauillac et observateur attentif des pratiques viticoles de son temps³⁶. En bas, le niveau des cuves, maintenu clos et sous contrôle thermique ; à l'étage, la réception de la vendange et tout le travail sur le raisin, dont le jus s'écoule dans les cuves par gravité³⁷. Après l'empirisme des débuts, à l'image du système encore imparfait imaginé par Delbos aîné à Lanessan – dont le dessin fut publié par le professeur d'agriculture Auguste Petit-Lafitte dès 1842³⁸ –, des hommes de l'art sont saisis de la mise en œuvre de ce programme avec les moyens des nouveaux propriétaires du vignoble, négociants, banquiers et affairistes qui investissent massivement en Médoc. S'il est convenu d'attribuer à Théodore Duphot, là encore, un rôle de précurseur, avec les dépendances de Giscours à Labarde dès avant

33. Château situé commune de Saint-Vite, remanié dans la décennie 1890 pour le négociant havrais Edmond Tardieu, proche de Gustave Roy. Incendié, il est aujourd'hui à l'abandon.
34. Outre les chantiers évoqués dans cet article, il œuvra en Médoc aux châteaux de Labégorce (Margaux), Lestage (Listrac-Médoc) et de la Tour de By (Bégadan).
35. Selon Jean-Pierre Méric, il fut l'un des premiers à installer un égrappoir au-dessus des cuves : cf. *De Phélan à Ségur. Histoire d'un vignoble du Médoc*. Bordeaux, PUB, Grappes et Millésimes, 2009, p. 190, 208-209.
36. *De la culture des vignes, de la vinification et des vins du Médoc*. 3e édition, 1867, p. 423. En dépit de quelques innovations, son jugement autorisé lui font déplorer que « les cuiviers sont presque partout assez mal disposés, quoi qu'ils le soient dans le Médoc beaucoup mieux que dans d'autres contrées ». Il préconise, pour sa part, un compartimentage longitudinal des cuiviers ou d'adopter le « nouveau système », dont celui de M. Popp, à Saint-Laurent, « est le seul qui remplisse parfaitement les conditions regardées comme essentielles » : cf. p. 438-446.
37. Cette évolution des méthodes de vinification a été bien décrite, notamment par Roudié, 1994, p. 100-104.
38. *L'Agriculture comme source de richesse, comme garantie du repos social [...]*. 1842, n° 9, p. 358-361 et fig. 1-3.



Fig. 10. - Cuvier du château d'Issan : façade sud.

© Région Aquitaine, Inventaire général, Adrienne Barroche, 2011.



Fig. 12. - Cuvier de Brane-Cantenac : façade sud-est.

© Région Aquitaine, Inventaire général, Adrienne Barroche, 2011.

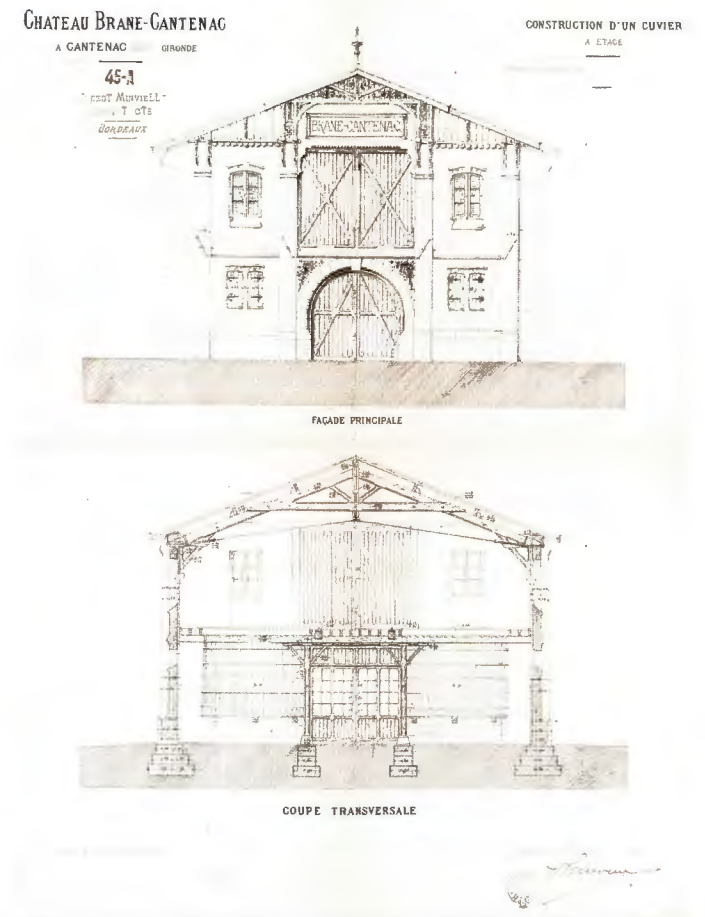


Fig. 11. - Cuvier de Brane-Cantenac : élévation de la façade principale et coupe transversale. Dessin, par Ernest Minvielle, 1877 (Archives privées) © Région Aquitaine, Inventaire général, Adrienne Barroche, 2011.



Fig. 13. - Cuvier de Cantenac-Brown : façade est.
© Région Aquitaine, Inventaire général, Alain Beschi, 2010.

1868³⁹, il est vraisemblable que d'autres architectes aient travaillé simultanément à l'élaboration de cette nouvelle génération de bâtiments viticoles. Que Duphot en ait, le premier, donné une traduction savante, ou que d'autres architectes y aient œuvré, la formule paraît d'emblée éprouvée et les premières réalisations parfaitement abouties, et ce en dépit de l'indigence de la littérature théorique et technique sur la question (contrairement à l'abondance des écrits ampélographiques et vinicoles, il n'y a pas de véritable traité sur la façon de construire les chais avant la fin du XIXe siècle⁴⁰). Toujours est-il que ce type de cuvier à étage, dit du « nouveau système », complété par tout un appareillage technique, est généralisé dans les grands domaines médocains au cours du dernier quart du XIXe siècle : par Duphot lui-même à Lanessan ; par Louis-Alfred Maître à Montrose ou Mouton-Rothschild à Pauillac ; par Simon Émerit à Pontet-Canet⁴¹ ; par Louis-Michel Garros en de nombreux endroits, dont Clément-Pichon à Parempuyre et Malescot-Saint-Exupéry à Margaux⁴². Quant à Ernest Minvielle, sa contribution à l'élaboration des morphotypes du chai-modèle paraît essentielle.

Le modèle et sa reproduction

Par la proximité d'esprit qui transparaît entre les deux hommes, il est vraisemblable que ce soit Duphot qui ait sensibilisé Ernest Minvielle aux problématiques de l'architecture viticole dans les années 1860. Il construit ainsi, dès 1869, le chai de négoce d'Armand Lalande à Bordeaux avant de reconstruire les dépendances de son château de Cantenac-Brown. Mais la réalisation majeure est celle qu'il effectue au château d'Issan. Il édifie ainsi en 1872, à la demande et d'après les instructions fournies par Gustave Roy – lequel s'étant enquis « de ce qui se faisait de mieux »⁴³ –, des chais « où se trouvent groupées les plus récentes et les plus ingénieuses applications de l'industrie moderne à la vinification »⁴⁴. Afin d'abriter ces installations, Minvielle loge dans un long vaisseau un cuvier à étage relié à un chai à barrique. Bâtiment utilitaire dont la fonction est clairement affichée – les inscriptions CHÂTEAU D'ISSAN et CUVIER figurent sur les façades – il n'en demeure pas moins une construction élégante, dont les travées sont rythmées extérieurement par des contreforts pour le raidissement des murs autant que pour l'animation des élévations (fig. 10). La rigueur du dessin de la façade sous pignon est atténuée par le cintre du portail du rez-de-chaussée, par le détail des coussinets supportant le linteau de la baie de l'étage et par le discret décor de pampres de vigne sculpté sur les écoinçons... A l'intérieur, un système de charpente à tirants métalliques offre un vaste espace dégagé sous comble pour manœuvrer aisément les équipements en période d'activité. Quand les grands crus des alentours en étaient encore aux bâtiments traditionnels en rez-de-chaussée,

le cuvier d'Issan – une fois corrigées quelques imperfections⁴⁵ – constituait un outil de production performant, qui combinait, pour le propriétaire, les avantages de propreté, de célérité et d'économie de moyens et passait, dès lors, pour un modèle du genre. Une publication du dessin des façades et d'une coupe en assure immédiatement la publicité, à la fois chez les viticulteurs et dans la profession d'architecte⁴⁶. C'est ainsi que lorsque Gustave Roy, également propriétaire de Brane-Cantenac avec les héritiers Berger, décide cinq ans plus tard de la reconstruction des bâtiments d'exploitation de ce domaine, il fait de nouveau appel à Ernest Minvielle pour édifier un cuvier identique à celui d'Issan : le « cahier des clauses et conditions générales imposées aux entrepreneurs » stipule expressément que ces derniers « reconnaissent que le cuvier du château d'Issan leur a été donné comme type de la construction de Brane-Cantenac ; ils déclarent le parfaitement connaître et ils s'engagent à exécuter leurs travaux dans les mêmes conditions et en se conformant aux modifications que l'architecte pourrait y introduire »⁴⁷. C'est un patron reproduit et adapté à la maille du domaine et à la configuration des lieux ; contrairement à Issan, où les installations sont édifiées *a novo*, le cuvier de Brane est adossé à une ancienne construction et s'intègre aux dépendances préexistantes.

L'examen de la façade révèle le mode opératoire de Minvielle (fig. 11, 12) : s'il innove par quelques aspects, comme le dessin des baies latérales à couverture de brique et pierre, il reproduit le dessin du cuvier d'Issan dans ses grandes

39. Il ne s'agit pour autant que d'une attribution, qui repose sur les caractères stylistiques des dépendances et sur le fait qu'Abel Duphot, fils de Théodore, est l'auteur de la Ferme Suzanne de Giscours en 1877.

40. Beschi, Alain. « L'invention d'un modèle : l'architecture des « chais » en Gironde au XIXe siècle ». In *Situ, Revue des patrimoines* [en ligne]. (à paraître).

41. Vraisemblablement sous les auspices d'Ernest Minvielle : les archives du domaine conservent un reçu pour le voyage en chemin de fer du propriétaire Henri Cruse accompagné des deux architectes ; cf. Sarraute, Catherine. *Le château Pontet-Canet*. T.E.R. sous la direction de Christian Taillard, Bordeaux III, 1995, p. 97.

42. Sur Louis-Michel Garros, voir Dantarribe, 2001 et 2003.

43. Roy, Gustave. 1823-1906. *Souvenirs*. Nancy, Berger-Levrault, 1906, p. 307-321.

44. Bertall. *La vigne, voyage autour des vins de France...* Paris, Plon, 1878, p. 271-277 et 321.

45. Dans ses *Souvenirs*, soucieux de son édification posthume, Gustave Roy s'attribue le mérite de la construction ; il indique que Minvielle suivit assez bien ses instructions mais « fit quelques fautes » qu'il dut s'employer à corriger.

46. ADGir, 2 Fi 3600-3601 : lithographie E. Roques, rue Poirier, Bordeaux, 30 janvier 1873. Gustave Roy était si fier de ses installations à Issan qu'il présente, à l'Exposition universelle de 1889, un plan-relief de ses vignes, chais et cuvier : *Exposition universelle internationale de 1889 à Paris. Rapports du jury international. Groupe VIII*. Paris, Imprimerie nationale, 1892, p. 650.

47. Archives privées, château de Brane-Cantenac.



Fig. 14. - Cuvier du château Loudenne à Saint-Yzans-de-Médoc. © Région Aquitaine, Inventaire général, Alain Beschi, 2009.



Fig. 16. - Cuvier du château de la Tour Geyraud à Sainte-Eulalie. © Région Aquitaine, Inventaire général, Michel Dubau, 2008.



Fig. 15. - Projet de chais pour le domaine de l'Hermitage à Martillac. Dessin, encre et lavis, par Ernest Minvielle, 1872 (A.M.Bx, fonds Minvielle). © Région Aquitaine, Inventaire général, Michel Dubau, 2008.

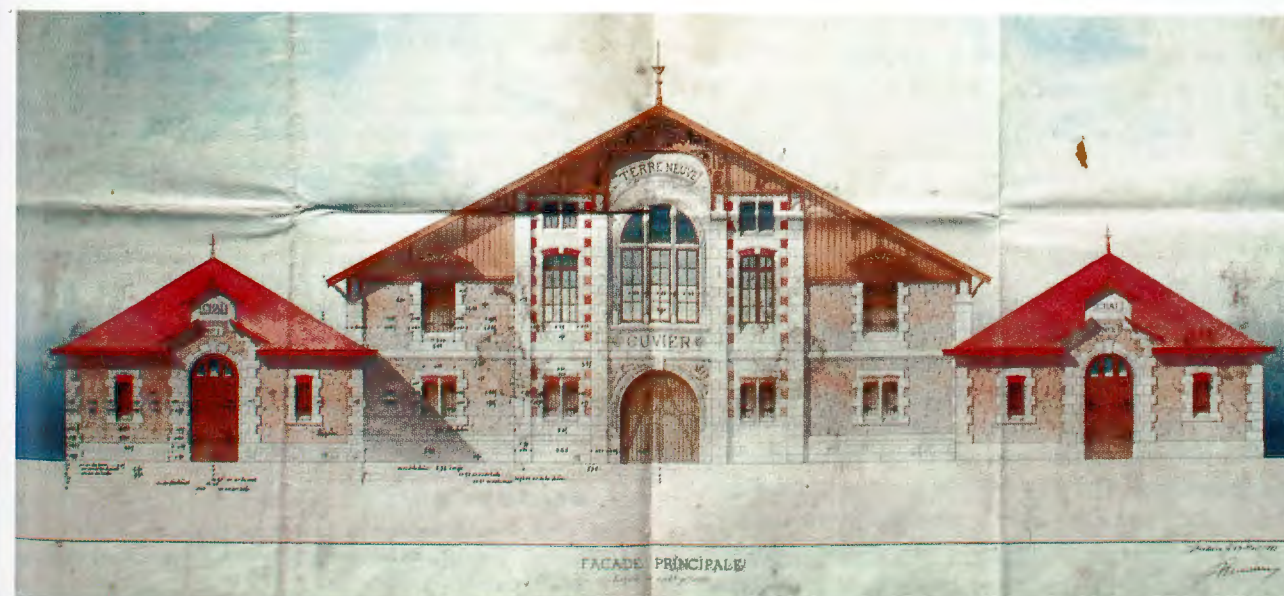


Fig. 17. - Projet de chais à Gujan-Mestras. Dessin, encre et lavis, par Ernest Minvielle, 1883. © Région Aquitaine, Inventaire général, Michel Dubau, 2008.

lignes (contreforts, portail en plein-cintre, baie de l'étage...), jusqu'à reprendre à l'identique les rinceaux sculptés occupant les écoinçons. Afin de ne pas trop accentuer la ressemblance néanmoins, une astuce lui permet d'affirmer à peu de frais une identité au bâtiment : il calque les motifs de bois découpés de l'avant-toit du cuvier de Cantenac-Brown sur celui de Brane, de sorte que la façade, comme collage de plusieurs édifices distincts, constitue pour Minvielle une auto-citation de ses réalisations récentes (fig. 13). Ces facilités de « copier-coller » ne sont cependant pas érigées en système, puisque au même moment il dessine en totalité de nouvelles dépendances pour le château Loudenne à Saint-Yzans-de-Médoc où s'affirme un style plus personnel, quoique largement tributaire de l'esthétique industrielle de son temps (fig. 14). Ce « style Minvielle » pour les bâtiments d'exploitation, rigoureux sans être sévère car mâtiné par des effets mesurés de polychromie et par les décrochements de toiture des pignons, lui permet d'atténuer l'impression de sécheresse qui ressort parfois de tels programmes aux allures de « casernement », auquel n'échappent ni Duphot à Lanessan, ni Garros à la Colonie de Malescot-Saint-Exupéry par exemple.

Cette « patte » Minvielle, forgée avant même Issan, dès 1871, à Constant-Bages Monpelou à Pauillac, est exportée très tôt hors de la presqu'île médocaine en Bordelais : dans les Graves, pour le banquier Jean Soula en son domaine de l'Hermitage à Martillac, où il dessine un ensemble de chais-cuvier en 1872-1873 (fig. 15) ; surtout, à la pointe de l'Entre-Deux-Mers, au château de la Tour Geyraud à Sainte-Eulalie, pour la famille Préveraud de Sonnevile en 1875, réalisation dont il tira sans doute une certaine fierté puisqu'il s'agit du seul bâtiment signé de lui connu (fig. 16). Les chais, là encore très modernes, étaient donnés en exemple et à ce titre régulièrement visités, par le cours d'agriculture de Bordeaux en 1878 notamment⁴⁸, ce qui assura encore un peu plus la renommée de Minvielle dans le milieu des viticulteurs. Toujours en Gironde, mais en dehors des grands vignobles, il conçut vers 1880 pour Ernest Feray, industriel de l'Essonne peut-être par trop confiant dans les promesses offertes par les « vins de sable », un ambitieux projet pour un domaine viticole modèle près du Bassin d'Arcahon, à Gujan-Mestras⁴⁹ (fig. 17).

C'est paradoxalement au moment où le cuvier médocain commence à être obsolète, dans les années 1890 – quand la mécanisation des chais, avec l'arrivée des machines à vapeur actionnant tout un système de pompes, limite l'intérêt de bâtiments à étage pour la cuvaïson – que Minvielle va trouver un débouché plus lointain pour ses projets de constructions viticoles, sans toutefois connaître le succès d'un Louis-Michel Garros dans d'autres régions⁵⁰. L'exemple le plus abouti est celui qu'il réalise en Dordogne, à Saint-Pierre-de-Chignac, en plein cœur du Périgord, pour le négociant Jules-Honoré

Sécrestat. Ayant fait fortune avec un apéritif à base de vin, le « Bitter Sécrestat », ce grand admirateur du vignoble médocain a appliqué les méthodes bordelaises pour relever le domaine de Lardimalie, décimé par le phylloxéra⁵¹. En toute logique, il confie à son architecte bordelais, déjà auteur de plusieurs projets pour lui – dont la nouvelle distillerie sur le cours du Médoc⁵² –, la réalisation, au tournant du siècle, d'un vaste ensemble comprenant cuvier à étage et chais⁵³. Vraisemblablement assisté de son fils, Ernest Minvielle, désormais « éminence grise » et référence en terme d'architecture viticole, y déploya tout son savoir-faire en la matière. Si le parti général des bâtiments, qui ne le cède en rien au rationalisme, s'inscrit bien dans le courant fonctionnaliste de son époque, transparaît ici encore la touche personnelle d'Ernest Minvielle, dans les élévations très dessinées, dans l'attention portée aux détails décoratifs, dans le goût pour les effets de polychromies, dans les décrochements de toiture qui viennent rompre la monotonie de façades régulières...

Le déclin, puis la disparition du vignoble dans les années 1950, ont valu à cet ensemble d'être parfaitement préservé, quand les réalisations médocaines de Minvielle ont toutes été remaniées dans le mouvement de modernisation perpétuel des installations viticoles. C'est pour sa représentativité, mais aussi pour sa qualité architecturale que cet ensemble viticole vient d'être protégé au titre des Monuments historiques. Déjà honoré par l'inscription de la distillerie Sécrestat⁵⁴, cette protection confirme aujourd'hui Minvielle dans le club très fermé des architectes bordelais du XIXe siècle dont l'œuvre est distinguée comme patrimoine national⁵⁵.

48. Comme le signale Roudié, 1994, p. 109 note 152.

49. De ce projet, pour lequel l'architecte s'impliqua grandement, s'il fut réalisé en totalité, ne subsistent que deux corps de bâtiments au lieu dit « le Chai du Vin », très remaniés dans une exploitation agricole sans plus de liens avec la viticulture.

50. Dantarribe, Cécile. « Le Château Garros » en Médoc et Biterrois dans la seconde moitié du XIXe siècle. *Livraisons d'histoire de l'architecture*, n° 4, 2002, p. 107-130. [en ligne] <http://www.persee.fr> [consulté en mars 2008].

51. Pijassou, Robert. « La révolution agricole en Dordogne ». *Regard sur*, cahier n° 2, 1967, p. 16.

52. Outre des travaux avenue Carnot et rue de la Rousselle, Minvielle travaillait depuis 1893 au projet d'une nouvelle distillerie, vaste bâtiment d'inspiration néo-classique construit au 40-56 cours du Médoc, ayant abrité un temps le Musée Goupil.

53. Le projet est bien connu car les archives de la construction ont été conservées au domaine.

54. La façade a été protégée au titre des Monuments historiques en 1993, sans que son auteur ait été identifié.

55. Dossier de protection réalisé par Hervé Bruno, recenseur-documentaliste à la Conservation régionale des Monuments historiques, que je remercie pour les photos et les informations qu'il a mises à ma disposition.

Ernest Minvielle, dont la longue carrière est marquée du sceau de l'éclectisme, fut confronté incessamment à la question des modèles. Formé à l'architecture classique, il dut d'abord s'abstraire des archétypes qui lui étaient proposés et qui étaient attendus par sa clientèle. Son compagnonnage supposé avec Duphot, qui reste à déterminer précisément, et sa rencontre avec Armand Lalande, commanditaire fortuné et audacieux, auront permis de lui ouvrir de nouveaux horizons. Mais là encore, il lui fallut dépasser l'imitation servile du modèle pour trouver une voie plus personnelle. Si son œuvre dans le domaine de l'architecture domestique est souvent conforme aux goûts de la bourgeoisie bordelaise, l'architecture viticole lui a offert la possibilité d'explorer un territoire de possibles. En dépit des contraintes programmatiques, il sut imprimer sa marque et contribua à fixer un nouveau modèle architectural, celui du château viticole bordelais et, surtout, de ses dépendances. Modèle dont il devint son propre prisonnier...

Bibliographie

Broichot, 2000 : Broichot, Christophe. *Être et paraître. Bâtir des châteaux... en Bordelais. Images et évolutions des architectures viticoles du XVIe au XXe siècle*. Travail personnel de fin d'études sous la direction de Jean-Marie Billa. Talence, École d'architecture et de Paysage, 2000.

Châteaux Bordeaux. Catalogue de l'exposition tenue du 16 novembre au 20 février 1989 dans la galerie du CCI au Centre national d'art et de culture Georges Pompidou à Paris. Paris : Centre Georges Pompidou, 1988 (collection Inventaire).

Coustet, Robert. « Lanessan, un château en Médoc ». *Revue Archéologique de Bordeaux*, tome XCVI, 2005, p. 225-246.

Coustet et Saboya, 1999 : Coustet, Robert et Saboya, Marc. *Bordeaux, le temps de l'histoire*. Bordeaux, Mollat, 1999.

Dantarribe, 2001 : Dantarribe, Cécile. « Les châteaux de Louis-Michel Garros en Gironde dans la seconde moitié du XIXe siècle ». *Revue archéologique de Bordeaux*, tome XCII, 2001, p. 295-312.

Dantarribe, 2003 : Dantarribe, Cécile. « Les communs des châteaux viticoles de Louis-Michel Garros en Gironde, reflet d'une culture matérielle du vignoble bordelais ». *Revue historique de Bordeaux et du Département de la Gironde*, n° 2, 2003, p. 121-130.

Cette contribution à l'étude de l'architecture viticole présentée ici est donc un travail inabouti. L'enquête doit être poursuivie et approfondie, à la fois sur l'homme, qui conserve une grande part d'ombre, et sur son œuvre, par une analyse systématique des archives confrontées aux réalisations ; sur la question des modèles dans le domaine de l'architecture viticole, enfin, à partir de l'exploration du corpus constitué dans le cadre de l'inventaire du patrimoine en cours, et par comparaison avec les bâtiments d'exploitation des vignobles ligérien, bourguignon ou languedocien. Bien des pistes restent donc à explorer, où la figure de Minvielle, parmi d'autres, occupe toute sa place. Car si nous sommes entrés, avec l'architecture du XIXe siècle, dans « le temps de l'histoire », le temps du patrimoine est désormais venu pour l'œuvre d'Ernest Minvielle.

Ferrouillat, 1896 : Ferrouillat, Paul, Charvet, M. *Les Celliers, construction et matériel vinicole, avec la description des principaux celliers du Midi, du Bordelais, de la Bourgogne et de l'Algérie*. Montpellier, C. Coulet, 1896 (Bibliothèque du « Progrès agricole et viticole »).

Maisons de campagne en Bordelais (XVIe - XIXe). Bordeaux : C.E.R.C.A.M., Art et Arts éditeur, 1994.

Pijassou, René. *Le Médoc. Un grand vignoble de qualité*. Paris, Librairie Jules Tallandier, 2 vol., 1980.

Quié, 2004 : Quié, Paul-Henri. *Trois siècles de savoir-faire architectural. Les châteaux du Médoc du XVIIIe siècle à nos jours*. Mémoire de second cycle sous la direction de Bruno Fayolle-Lussac. Talence, École d'architecture et de Paysage, 2004.

Roudié, 1994 : Roudié, Philippe. *Vignobles et vigneron du Bordelais : 1850-1980*. 2e éd. Talence : Presses universitaires de Bordeaux, 1994 (Grappes et millésimes).

Schoonbaert, 2007 : Schoonbaert, Sylvain. *La voirie bordelaise au XIXe siècle*. Paris, PUPS, 2007.



Bordeaux et la « culture coloniale » 1850-1940

Christelle Lozère *

Avec la constitution de l'empire colonial, à la fin du XIX^e siècle, Bordeaux, dont la tradition commerçante était déjà bien établie, rêvait de devenir la « capitale coloniale de la France » en concurrence avec les villes de Paris, Marseille et Lyon.

Face à la méconnaissance des Français sur ces pays et ces peuples aux « mœurs curieuses et sauvages », les élites bordelaises cherchèrent à promouvoir les produits en provenance des colonies et, en même temps, à diffuser l'idée et le goût des cultures coloniales. Les expositions industrielles, commerciales et artistiques se révéleront comme un moyen particulièrement efficace de vulgarisation populaire.

La création des salons coloniaux en province

Aussi Bordeaux, riche de son expérience et de ses échanges avec les colonies et l'étranger, fut-elle en 1850 la première ville de France, et même d'Europe, à prendre l'initiative d'inclure un salon colonial dans une exposition officielle. Organisée par la Société philomathique de Bordeaux, celle-ci ouvrit le 6 juillet, au premier étage de l'aile droite de l'ancien Palais de Justice (alors sis au 30, allées de Tourny) ¹. Artistes et industriels répondirent en grand nombre à la manifestation et les Bordelais purent admirer un véritable « bazar universel » ² d'objets d'art

et industriels venus de toute la France, mais aussi d'Algérie et des colonies — ces derniers n'étant néanmoins pas autorisés, en raison des réticences locales, à participer aux concours et à recevoir des récompenses. A l'exposition des Beaux-Arts, des sujets orientalistes dans le goût de l'époque, furent aussi présentés, tel *L'Embarquement d'Abd-El-Kader* à Bordeaux, de Stanislas Gorin, actuellement conservé au musée des beaux-arts. L'œuvre fut critiquée par la *Revue drolatique*, non pas pour son romantisme audacieux, mais pour son sujet faisant écho avec l'actualité politique ³.

Mais sans sous-estimer l'importance de cette première démarche bordelaise, l'idée en province d'une rencontre pacifique qui rassemblerait les produits et les objets du commerce, de l'industrie et des arts du monde entier s'est véritablement concrétisée après l'Exposition universelle de Londres de 1851 et celle de Paris de 1855. Symbole de progrès, la province imita la capitale en ouvrant modestement leurs

* Maître de conférences en histoire de l'art (UAG). Auteur de *Bordeaux colonial*, Editions Sud Ouest, 2007. Prix du Musée d'Orsay 2011 pour sa thèse de doctorat.

1. Bénard, 1899.

2. Ce premier salon colonial fut en réalité très modeste, seuls quelques objets furent exposés par des exposants locaux.

3. *Revue le drolatique du salon de l'exposition bordelaise*, Bordeaux, Feret frères, 1850.

concours régionaux à la mondialisation ⁴. Les expositions universelles étaient décrites par la province française comme des modèles à suivre et la filiation était proclamée dans les catalogues d'exposition. Bordeaux, en 1854, considéra son exposition comme le « champ d'essai » ⁵ de l'exposition universelle à venir et celle-ci fut estimée *a posteriori* comme « une des plus remarquables après celle de la capitale » ⁶. Nantes, en 1861, évoqua à plusieurs reprises l'impact sur les régions des expositions de Londres et de Paris. Chaumont considéra les expositions provinciales comme des « corollaires indispensables », qui permettaient à ceux qui n'ont pu se rendre aux expositions universelles de Londres ou Paris de bénéficier « de précieuses études » ⁷. Tout comme le Havre, en 1868, déclara vouloir organiser un « brillant corollaire » de l'exposition universelle de 1867 à Paris et, en 1887, affirma être le « prologue » ⁸, « la répétition générale » de l'exposition de 1889 ⁹.

Les premières expositions provinciales étaient donc perçues non pas comme des concurrentes à celles de la capitale, mais comme de grandes manifestations de la vie active de la province et d'heureuses tentatives de décentralisation. Elles symbolisaient le mouvement, la prospérité et le dynamisme des villes organisatrices. Elles faisaient partie d'une tradition locale — un projet souvent porté, comme à Bordeaux, par une société savante — qui avait pour but de stimuler en priorité le commerce régional et témoignait également d'un désir de reconnaissance nationale. Bordeaux, organisa ses expositions par le biais de sa Société philomathique, laquelle avait une double fonction : la mise en place de cours professionnels et l'organisation d'expositions périodiques. Sur le même principe, l'exposition de Cherbourg de 1879 était née grâce à sa Société artistique et industrielle, créée en 1871, qui avait pour finalité de « s'occuper de tout ce qui concerne l'Industrie, les Arts et l'Instruction Publique, dans le département de la Manche » ¹⁰. De même, depuis 1858, la ville de Chaumont, par le biais de la Société industrielle, agricole et horticole de la Haute-Marne, mettait en place dans la ville des expositions industrielles, commerciales et horticoles.

Salon colonial et identité portuaire

En étudiant la carte géographique des salons coloniaux, il semblerait que la présence des produits coloniaux dans les expositions françaises témoignait en premier lieu des activités maritimes et portuaires des villes ouvertes sur l'océan, tandis que l'objet d'art et d'ethnographie renvoyait aux nouvelles sciences (ethnologie, anthropologie, archéologie, etc.), au goût pour l'« Histoire naturelle » et pour l'exotisme qui se développait dans les milieux scientifique, maritime et marchand.

En dépit de l'absence de discours autour des salons dans les catalogues d'expositions, cette présence coloniale semblait être pour les villes portuaires une nécessité. Bordeaux, en 1850, constatait le souci des professionnels à identifier, connaître et faire découvrir aux consommateurs l'ensemble des produits commerciaux venus d'ailleurs, et notamment des colonies françaises. Ces productions étaient certes considérées comme un vivier potentiellement extraordinaire, mais leur méconnaissance restait un frein au commerce et à l'industrie. Il n'est, par conséquent, pas étonnant de constater que les premiers organisateurs des « salons coloniaux » appartiennent au milieu du négoce et étaient donc particulièrement concernés par ce genre de difficultés et attentifs à elles. Aussi, pour le jeune directeur bordelais Alexandre Léon, la présence des produits des colonies et de l'Algérie dans les expositions de la Société philomathique était un moyen de permettre l'initiation et de « fixer l'attention (...) des agriculteurs, des industriels, des commerçants sur les produits issus de pays lointains » ¹¹. Ces personnes seraient alors susceptibles d'encourager le commerce local et national, d'ouvrir des marchés, de créer des débouchés et des réseaux. Les expositions étaient alors l'occasion, pendant quelques semaines ou quelques mois, de faire découvrir aux professionnels et aux consommateurs des produits lointains mal connus. Raoul Girardet met en effet en évidence l'indifférence et l'ilotisme des Français à la fin du Second Empire sur les « choses coloniales » ¹². De même, Emile Dupont, rapporteur de l'exposition de Beauvais de 1885, remarquait cette « profonde ignorance » des Français et soulignait la nécessité de faire découvrir, à travers les expositions commerciales, les « produits si variés de nos colonies » ¹³.

4. Expositions ouvertes aux colonies en province au XIXe siècle : Bordeaux, 1850-1854-1859 ; Besançon, 1860 ; Nantes, 1861 ; Metz, 1861 ; Bordeaux, Chaumont, 1865 ; Le Havre, 1868 ; Lyon, 1872 ; Cherbourg, 1879 ; Bordeaux, 1882 ; Rochefort, 1883 ; Nice 1883/1884 ; Rouen, 1884 ; Beauvais, 1885 ; Cherbourg, Bourges 1886 ; Le Havre, Toulouse, 1887 ; Dunkerque, 1891 ; Tours, Montauban, 1892 ; Lyon, 1894 ; Bordeaux, 1895 ; Rouen, 1896.
5. *Avis sur la neuvième exposition de la Société philomathique*, Bordeaux, le 10 janvier 1854.
6. Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal de la ville de Bordeaux, 13 mai 1859.
7. Haas, Claude-Pierre-Marie, *Société industrielle, agricole et horticole de la Haute-Marne, 1865, Exposition de Chaumont, Catalogue*, Chaumont, Cavanol imprimeur, 1865, p. 8.
8. *Journal Havre-Exposition, Revue hebdomadaire illustrée*, 14 mai 1887, n° 7.
9. Boulanger, 1891.
10. « Statuts », *Société artistique et industrielle de Cherbourg, Statuts et règlement d'administration intérieure*, Cherbourg, Imprimerie Emile Le Maout, 1906, p. 1.
11. Bénard, 1899.
12. Girardet, 1972.
13. *Compte-rendu de l'Exposition industrielle, horticole, artistique et scolaire de 1885, premier fascicule*, Beauvais, Schmutz, 1888.

La peur de la concurrence étrangère et l'idée que les autres pays pourraient être en avance dans la connaissance des produits coloniaux de leurs Empires étaient aussi les premiers arguments qui conduisirent le ministre Anne-Charles Hérisson à encourager en 1883 la création des musées commerciaux et coloniaux en province.

Mais comment expliquer la présence de « salons coloniaux » dans les villes qui n'ont pas d'ouvertures maritimes ou au premier abord de liens évidents avec l'Outre-mer. Les expositions de Metz en 1861, Chaumont en 1865 ou Beauvais en 1885 avaient ouvert leurs portes aux colonies alors que ces villes ne sont pas des ports. Les intérêts et les besoins étaient-ils les mêmes ? Nous répondrons que les enjeux économiques avec l'Outre-mer n'étaient certes pas comparables aux villes maritimes, mais que, dans les discours, nous retrouvons la même volonté de s'ouvrir à la mondialisation, le même engouement pour les expositions universelles et le même patriotisme français qui poussèrent les organisateurs à recevoir du Ministère de la Marine et des Colonies, dans leurs pavillons d'expositions, les produits de l'Empire, et cela dans le principal but d'encourager le projet colonial national. Nous noterons également la proximité géographique de certaines villes avec la capitale, qui voyait dans les expositions provinciales à la fois un moyen efficace de vulgariser à l'échelle nationale la cause coloniale et un champ d'essai pour les expositions universelles. Par exemple, l'exposition algérienne de Metz semblait être en réalité une exposition parisienne transportée en province.

L'Outre-mer sur les Quinconces

Phénomène national, le goût pour l'« ailleurs » gagna toute la Gironde. Après avoir inauguré, en 1863, un casino mauresque, un an plus tard, Arcachon fit construire un buffet chinois, près de la gare, afin d'accueillir les voyageurs. Assimilés au bien-être et à la détente, la nouvelle ville balnéaire girondine accorda une place à l'orientalisme et aux chinoiseries, puisant ses formes, son inspiration dans l'architecture rêvée des palais des Mille et Une Nuits et du palais du thé du Tonkin. A Bordeaux, comme dans les autres ports, les notables — capitaines de navires, négociants, magistrats, médecins et pharmaciens — rapportaient de leurs expéditions des souvenirs : des collections d'objets exotiques et des récits de voyages. Edouard Bonie consacrait son temps libre à la création d'un musée qui fut donnée à sa mort, par testament, à la ville de Bordeaux ¹⁴. Le créole Octave Giraud, rédacteur à la *Tribune de la Gironde* et poète bordelais, né en Guadeloupe en 1826, dénonçait en 1860 l'esclavage qui perdurait dans les colonies ¹⁵. Fils d'un esclavagiste, élevé par une nourrice noire, il fit parler, à travers ses vers à la sensibilité romantique, les anciens esclaves après un retour aux sources émouvant ¹⁶. La mort prématurée de ce poète, très aimé par

les Bordelais, soutenu par Victor Hugo, eut pour conséquence malheureuse de laisser son œuvre inachevée et méconnue.

A son niveau modeste, Bordeaux poursuivit son œuvre de propagande en faveur des colonies et récompensa l'Algérie et la Guadeloupe lors de la IXe exposition philomathique de 1854, située pour la première fois sur la place des Quinconces. Le comité organisateur y édifia pour l'occasion un Palais provisoire destiné à accueillir les bals et les concerts, mais surtout 600 industriels et 2000 objets exposés.

En 1859, lors de la Xe manifestation, le salon colonial grandit en importance et accueillit en nombre des produits de Guadeloupe, de Martinique, de la Réunion, d'Algérie, mais aussi des Landes, région alors considérée comme « colonie en voie de défrichement » ¹⁷. Les îles des Antilles envoyèrent des échantillons de bois, de gommages, des liqueurs, du rhum, des tafias et du maïs ; la Réunion, du café et de la vanille ; l'Algérie expédia des substances animales et végétales, marbres, ardoises, minerais de toutes sortes, pierres, échantillons de bois, armes, collections naturelles et archéologiques ¹⁸.

Les organisateurs affirmèrent solennellement en 1865 l'« internationalité » de la XIe exposition qui intégra également l'Espagne et le Portugal. L'inauguration eut lieu le 15 juillet, et la cérémonie fut présidée par Forquade de la Roquette, vice-président du Conseil d'État, désigné par l'Empereur. L'esplanade des Quinconces fut en fête pendant trois mois, durant lesquels l'exposition, qui s'étendait sur 12 000 m² n'accueillit pas moins de 300 000 visiteurs. Parmi les nombreux stands de l'industrie française, 51 exposants représentaient les Antilles, 4 l'île de la Réunion, 2 la Guyane et 34 l'Algérie. Une exhibition spéciale fut présentée dans la nef latérale sud du Palais d'Exposition, dont l'une des sections fut consacrée aux « Antiquités celtiques et, gallo-romaines », notamment issues de la région d'Agen, mais curieusement mises en parallèle avec des instruments de la Nouvelle-Calédonie d'époque récente. Ce type de comparaison, s'inspirant directement du darwinisme, rappelle le rôle alors prépondérant de la science dans l'affirmation d'une hiérarchie des races, préfigurant et légitimant la cristallisation d'un racisme populaire. On retrouvera six ans plus tard de tels rapprochements au Musée préhistorique et ethnographique du Jardin public qui associa des objets de la préhistoire à des outils contemporains, dits primitifs.

14. Simon, 1985.
15. Giraud, Octave, *L'abolition de l'esclavage, réflexions sur le livre de M. Cochin*, Paris, Editions Auguste Aubry, novembre 1861.
16. Giraud, Octave, *Fleurs des Antilles*, poésies, Paris, Editions Poulet-Malassis, 1862.
17. Bénard, 1899.
18. *Idem*.



La défaite traumatisante de Sedan, infligée par la Prusse en 1871, alimenta la volonté de restaurer la grandeur nationale à l'étranger à travers l'exemple de la mission civilisatrice exercée dans les colonies. Le domaine colonial français s'étendait alors sur presque un million de km² et rassemblait environ 5,5 millions d'habitants. Les sections coloniales dans les expositions provinciales se multiplièrent. Le rendez-vous bordelais de 1882 propagea à son tour ces valeurs, renforcées par les récentes conquêtes de la III^e République en Indochine et en Afrique (Afrique noire, Madagascar, Maghreb). Elle fut déclarée « universelle » pour les vins et « internationale » pour l'agriculture, les beaux-arts et l'industrie. Dans le bâtiment des spiritueux, se côtoyaient des produits d'outre-mer, de Chypre, d'Australie, de Nouvelles-Galles du Sud, du Chili ou de Ténériffe. Au centre de l'exposition vinicole girondine, une magnifique « négresse » en faïence et une fontaine mauresque de la maison Vieillard, aujourd'hui conservées au musée des arts décoratifs de Bordeaux, complétaient l'ornementation de la salle (fig. 1). La négresse et la fontaine, vraisemblablement dues aux artistes Amédée de Caranza et Léon Parvillée, avaient été achetées par le collectionneur Edouard Bonie qui, avec son frère, avait fait de sa maison un musée, comportant de magnifiques pièces exotiques. Le vase porté par la « reine sauvage », parée de bijoux de l'Égypte ancienne, est inspiré, dans sa forme comme dans son décor, « d'un vase arabe ou persan en cuivre damasquiné, servant à rafraîchir les sorbets et boissons »¹⁹.

Furent aussi présentées à cette occasion d'étonnantes collections privées d'objets d'art exotiques, revenues des quatre coins du monde « dans les bagages de navires de commerce, de missionnaires, de médecins, mais aussi à la demande d'amateurs, bien souvent préhistoriens, dès le début du XIX^e siècle : « porcelaines du Japon et de Chine, salles turques et indiennes, antiquités égyptiennes et mexicaines ».

19. Branlat, Louis, *Guide général illustré de l'Exposition de 1882 et de l'étranger à Bordeaux*, Bordeaux, Imprimerie Gounouilhou, 1882.

Fig. 1. - *La reine sauvage*, collection Bonie, fut disposée au centre du pavillon des vins à l'exposition de 1882 (aujourd'hui au Musée des Arts décoratifs de Bordeaux).

Bordeaux et le Sénégal, consolidation des liens

L'Afrique noire était assez peu représentée dans les expositions provinciales du Second Empire : seulement deux exposants à Nantes en 1861. Seule la ville de Bordeaux ouvrit de manière significative les portes de ses manifestations commerciales aux produits sénégalais en 1865. La ville, en effet, avait tissé des liens de négoce avec l'Afrique noire, et en particulier avec le Sénégal, depuis les Lumières : d'abord avec la traite négrière (Bordeaux transporte 150 000 captifs en 411 expéditions, contre 1427 expéditions réalisées à Nantes pour 360 000 captifs) puis par le commerce des produits coloniaux (gomme, arachide, etc.).

En 1820, le Sénégal devint définitivement une possession française. Cette période du début de la colonisation se révéla relativement calme et permit l'installation des commerçants français et notamment de Bordelais (Maurel et Prom, Delile Jay, etc.). Paul Butel explique que ces derniers étaient « de plus en plus intéressés par l'importation de produits africains et mettent en place des comptoirs animant des réseaux de collecte au Sénégal puis en Gambie. Cette activité était déjà intense pour que, en 1823, sur 36 navires français entrés à Saint-Louis du Sénégal, 15 viennent de Bordeaux »²⁰. Ainsi des Bordelais s'étaient-ils implantés au XIX^e siècle au Sénégal ; et ce lien Sénégal/Bordeaux se renforcera au XX^e siècle. Jean Maurel, membre de la Chambre de Commerce de Bordeaux, publia d'ailleurs dans les *Annales de la Faculté de Droit de l'Université de Bordeaux*²¹, en 1953, un fascicule sur « Bordeaux et la Pacification du Sénégal », réalisé grâce aux archives de son illustre famille. Il souligna le rôle actif de la ville « dans le développement du Sénégal » et dans sa phase de pacification à partir de 1851 : cette année, le 8 décembre, une pétition est adressée au gouverneur du Sénégal Auguste-Léopold Protet (1808-1862) par « un groupe de commerçants bordelais » qui avait « jugé nécessaire de faire le point sur la situation dans laquelle se trouvait le Sénégal, et de proposer des remèdes ».

Ce fut donc sous la monarchie de Juillet et le Second Empire que la France posa ses jalons en Afrique, avec des établissements fragiles et limités en Côte d'Ivoire, au Dahomey, au Gabon et au Sénégal. Un homme joua un rôle décisif dans le développement de la domination française au Sénégal : Louis Faidherbe (1818-1889). Ce polytechnicien, officier du Génie, avait servi en Algérie et en Guadeloupe avant d'être placé en 1852 à la tête de la direction du Génie, à Saint-Louis. En décembre 1854, il fut nommé gouverneur du Sénégal et le restera jusqu'en 1865, avec une interruption de deux ans, de 1861 à 1863. Sa présence à l'exposition de Bordeaux en 1865, dans la catégorie philologie, fut hautement symbolique. Rappelons que sa nomination

comme gouverneur du Sénégal avait déjà été sollicitée par les armateurs bordelais, les frères Maurel, bien introduits au ministère²². Faidherbe était donc lié à Bordeaux. Gouverneur, mais aussi passionné par les sciences du langage, il publia plusieurs ouvrages et fascicules sur la question des dialectes africains. Notons également la participation de son compagnon Bertrand-Bocandé, qui exposait des produits coloniaux dans la catégorie agriculture. Nantais, Emmanuel Bertrand-Bocandé se faisait appeler « Bocandé », du nom de sa mère, une Bretonne de Malestroit, dans le Morbihan ; de 1859 à son départ définitif pour la France en 1866, il fut le compagnon de Pinet-Laprade et Faidherbe²³.

Par la présence symbolique de ces figures de la colonisation, cette première participation du Sénégal à Bordeaux dépassa donc le cadre de la simple exhibition de produits à des fins commerciales. Les invitations étaient stratégiques ; les enjeux étaient importants et les manœuvres perceptibles : la présence de Louis Faidherbe et d'Emmanuel Bertrand-Bocandé dans la capitale girondine montrait combien ces expositions de province servaient aussi à l'élite commerçante pour créer des alliances, pour tisser et renforcer des liens économiques, politiques et amicaux avec de grandes personnalités du monde colonial. Elles servaient donc de mises en scènes politiques.

Des expositions comme tremplins économiques et sociaux

Les exposants apparaissaient donc comme les acteurs de cette nouvelle colonisation (gouverneur, explorateur, découvreur, inventeur, cultivateur expérimental, scientifique, etc.). Comme le soulignent les historiens Pascal Blanchard et Nicolas Bancel, ce fut réellement à partir de l'Empire de Napoléon III que les prémices d'une « culture coloniale » prirent forme. Les expositions du Second Empire, systématiquement placées sous le patronage de Napoléon III ou de l'Impératrice, devinrent, par la sélection des produits exposés, par leurs provenances géographiques et par le choix des invitations, les témoins de

20. Butel, Paul, « Bordeaux et l'Afrique noire dans la première moitié du XIX^e siècle : l'exemple de la maison Delile Jay », p. 310.

21. Maurel, 1953.

22. Une pétition est envoyée par les commerçants de Saint-Louis au ministre de la Marine et des Colonies sollicitant, afin d'être mieux protégés des incursions des Maures, la nomination d'un gouverneur stable, compétent et ferme. Ils précisent le nom de Faidherbe dans cette demande en ajoutant qu'il avait « l'avantage d'avoir étudié le monde musulman en Algérie, d'avoir été au contact des Noirs, pendant deux ans à la Guadeloupe, où il a assisté à la proclamation de la liberté ». Servien, 1991, t. 2, p. 72.

23. Saint-Martin, 1989, p. 265-266.

la politique expansionniste, industrielle et agricole ultramarine et le reflet des développements économiques locaux. La scénographie, certes encore balbutiante, témoignait déjà, à travers des premiers « salons coloniaux », d'« une volonté de toucher l'opinion pour la faire vibrer en résonance avec la politique coloniale ». Les expositions apparaissaient donc, dès cette période, comme des lieux de diffusion du « fait colonial ».

Aussi on constate sans surprise que les principaux organisateurs des « salons coloniaux » bordelais appartenaient au milieu négociant qui avait encore de solides intérêts pour le commerce avec les colonies. En effet, l'idée d'introduire un « salon colonial » semblait bien provenir de l'élite commerçante installée dans les villes depuis plusieurs générations : cette élite avait des liens économiques plus ou moins importants avec les colonies et ses membres occupaient des postes stratégiques dans les municipalités et dans des sociétés savantes. A travers la création de ces salons coloniaux, certains individus se mettaient en scène auprès des autorités de l'Etat afin de s'en servir comme des tremplins économiques et sociaux. Ce fut en effet le jeune négociant Alexandre Léon, qui prit l'initiative d'ouvrir le premier salon colonial à Bordeaux ; né le 10 décembre 1824, il était directeur « d'une des maisons de commerce et d'armement les plus anciennes et les plus honorables de Bordeaux, la Maison A. Léon aîné et frères, fondée par son grand-père à la fin du siècle dernier, et dont les relations étaient étendues principalement au Mexique, dans les Mers du Sud, aux Antilles et dans l'Inde ». De même, Émile Fourcand fut l'organisateur de l'exposition de Bordeaux de 1865 ; né le 14 novembre 1819, il était négociant et juriste, ce qui lui permit d'être à trente-deux ans membre du Tribunal de Commerce, où il occupa la fonction de président de 1868 à 1872. Alfred Daney, quant à lui, sera le président du comité d'organisation de l'exposition philomathique de 1882 ; il était né à Marmande en 1832 et succéda à son père en 1870 dans la direction de la maison de commerce Ed. Daney et fils, fondée en 1847. Eugène Buhan, principal organisateur de l'exposition de 1895, était commerçant et docteur en droit ; il dirigea la maison Audinet et Buhan ; né le 29 décembre 1859 et mort le 7 décembre 1936, il siégea au conseil supérieur des colonies et présida la fédération des syndicats de commerce et des vins.

Ces organisateurs-négociants, qui occupaient aussi de hautes fonctions politiques et sociales, étaient soutenus et encouragés aussi bien par des sociétés commerciales, dont les membres du bureau représentaient l'oligarchie locale, que par la municipalité et la chambre de commerce. L'aura de ces hommes, l'estime sociale due à leur fortune, à leur histoire familiale (pour certains) et à leurs signes extérieurs de richesse (hôtels particuliers, châteaux...) entraînaient naturellement leur participation à la vie de la cité. Alexandre Léon possédait par exemple plusieurs propriétés à Bazas et Lesparre. Chaque clan

d'armateurs ou de négociants était lié à des réseaux – usine, matelots, dockers, cordiers, menuisiers – et participaient donc à la dynamique de la ville. *A priori*, leurs noms de famille étaient connus et respectés de tous et inspiraient la confiance. Ils étaient eux-mêmes les fils, voire les petits-fils, de négociants ou d'avocats. C'étaient donc tous des hommes publics : soit des hauts fonctionnaires (préfets) soit des hommes politiques (maires ou conseillers municipaux). Ces titres leur permettaient de faire jouer leurs relations pour obtenir des crédits, trouver un emplacement pour l'exposition ou acquérir les parrainages officiels des ministères. C'étaient des hommes actifs et dynamiques, membres de plusieurs sociétés savantes et de comités de charité locaux. Alexandre Léon était membre de la Société philomathique depuis 1847, et administrateur du Bureau de bienfaisance de Bordeaux depuis 1864. Alfred Daney était membre de la commission administrative des hospices civils de Bordeaux depuis 1871 et membre de la commission de surveillance de l'école normale primaire de la Sauve. Ces hommes étaient pour la plupart en milieu de carrière, encore pleins d'ambition. Par leurs activités économiques et politiques, leur expérience et leur patronyme, ces négociants et industriels avaient eux-mêmes des intérêts particuliers dans l'organisation des expositions. Hommes de pouvoirs, ils étaient chargés de tout ce qui concerne l'exposition : ils nommaient le comité d'organisation, adressaient les demandes et les réclamations, dressaient la liste des exposants et des invités, s'occupaient de la répartition et de la mise en valeur des objets et des produits dans les pavillons. Comme elle se trouvait à la tête de sociétés commerciales, l'organisation des expositions était un atout publicitaire très favorable pour les entreprises et servait de passeport pour pouvoir occuper des fonctions prestigieuses dans les expositions universelles mondiales. Les organisateurs étaient conscients du formidable tremplin politique que représentait la préparation de ces expositions. Pendant des mois, la presse parlait régulièrement d'eux ; les louanges et les remerciements à leur égard ne cessaient pas ; les catalogues et les journaux officiels relataient avec emphase l'histoire de l'exposition. Ils bénéficiaient d'un contact privilégié lors des inaugurations avec le Napoléon III ou avec le Président de la République et ses ministres, puisqu'ils étaient en charge des visites officielles des expositions. Les discours d'inauguration et de clôture devant les autorités leur permettaient de mettre en exergue leur goût pour le progrès, leur foi dans la patrie et dans le projet colonial, ainsi que leur volonté de continuer l'œuvre entreprise par l'État, en proclamant que les expositions provinciales étaient des prologues ou des répétitions des grandes expositions universelles²⁴.

24. Boulanger, 1991.

La progression de certaines carrières politiques après des expositions étaient aussi significatives. Leur organisation n'était évidemment pas le seul facteur de reconnaissance, mais elle constituait un tremplin très favorable pour l'avenir. Alexandre Léon, organisateur des expositions de Bordeaux en 1850, 1854 et 1859, devint adjoint au maire de la ville de Bordeaux de 1852 à 1861, puis président du Conseil Général de la Gironde en 1877. Émile Fourcand, organisateur de l'exposition de Bordeaux de 1865, devint maire en 1870, représentant de la Gironde à l'Assemblée Nationale et sénateur inamovible en 1875. Alfred Daney, organisateur de l'exposition bordelaise de 1882, fut titularisé en qualité de juge au Tribunal de Commerce la même année et élu maire de Bordeaux à partir de 1884 et pendant douze ans. Paul Soullié-Cottineau fut élu membre du conseil municipal de Bordeaux en 1848 et d'Arcachon en 1887.

En 1854, Jean-Adolphe Alphand, célèbre ingénieur de la ville de Paris, alors en fonction à Bordeaux, organisa l'Exposition de la Société philomathique avec Alexandre Léon. Né à Grenoble le 26 octobre 1817, il était diplômé de l'Ecole polytechnique et devint ingénieur des Ponts-et-Chaussées. Il fut envoyé à Bordeaux en 1839, où il fut chargé pendant quinze ans des ports et des chemins de fer. Membre du conseil municipal, il s'illustra dans de nombreux travaux et dans l'organisation de fêtes de charité, de 1849 à 1851. Appelé à présider la Société philomathique de Bordeaux en 1853, il organisa avec l'aide d'Alexandre Léon la neuvième exposition industrielle de Bordeaux, inaugurant ainsi une longue série d'expositions sur les Quinconces. La même année, il fut nommé à Paris administrateur et ingénieur en chef des promenades et des plantations, mais il continua de 1858 à 1867 à siéger au conseil général de la Gironde en tant que représentant du canton de Coutras et resta membre honoraire de la Société philomathique²⁵. Alphand participa à la rénovation de Paris, dirigée par le baron Haussmann entre 1852 et 1870, en compagnie de l'ingénieur Eugène Belgrand et du jardinier Jean-Pierre Barillet-Deschamps. Ayant déjà acquis à Bordeaux l'expérience de l'organisation d'expositions, il prit une grande part aux travaux des expositions universelles de 1867 et 1878 au jardin du Trocadéro. Il fut nommé directeur général des travaux de l'exposition de 1889.

Les expositions étaient aussi l'occasion pour certains de recevoir en public la légion d'honneur : Paul Soullié-Cottineau fut décoré pendant la visite de l'Empereur à l'exposition de Bordeaux de 1859 pour son action à la Société philomathique ; Émile Fourcand reçut la légion d'honneur pendant l'exposition bordelaise de 1865.

Du salon colonial aux expositions coloniales

Grâce à la création de son exposition permanente des colonies dans le palais de l'Industrie, l'administration parisienne eut pour projet, dès 1859, de prendre le contrôle progressif des expositions de province, dans un premier temps en proposant un fond d'objets conséquent, puis en devenant le principal organisateur des expositions coloniales nationales. Le but est alors d'unifier les discours afin de ne diffuser qu'un seul message, celui de l'Etat. En effet, les villes portuaires, comme Bordeaux, liées aux colonies par des liens d'affaires et d'amitiés avaient naturellement insérées les produits coloniaux dans les pavillons métropolitains en les classant par catégories d'objets. Les rhums et les liqueurs se trouvaient par exemple dans les pavillons des vins ; les objets de « curiosités ethnographiques » se trouvaient dans les pavillons artistiques. Chaque objet trouvait sa place dans le salon lui correspondant. Or cette scénographie ne permettait pas de différencier et hiérarchiser clairement les colonies au sein des expositions.

Dans ce dessein, l'Etat envoya à partir de 1885 des techniciens scénographes en province, dont Théophile Bilbaut fut la principale figure, qui à l'aide d'outils muséographiques, pédagogiques et pittoresques, facilita l'identification du « salon colonial », afin qu'il devienne une « section coloniale ». Beauvais ouvra officiellement la première section coloniale de France. Sous contrôle, elle fut constituée exclusivement des collections officielles de l'exposition permanente, dont la scénographie et la lecture de l'exposition avaient été soigneusement étudiées par des spécialistes de la colonisation. L'Etat mit en place ainsi un concept nouveau, vecteur d'enracinement d'un prototype d'exposition à vocation républicaine (c'est-à-dire non élitiste). Certes, les colonies étaient encore présentes à Beauvais dans le pavillon principal, mais elles étaient enfermées « dans un kiosque octogonal édifié au centre du bâtiment ».

La première innovation majeure, apportée par la création des « sections coloniales » consista donc à faire identifier immédiatement au public la place des colonies dans l'exposition, en leur offrant une place centrale et attractive. Le parcours du visiteur était facilité, et les produits étaient plus facilement visibles. La lecture de l'exposition était ainsi simplifiée et le message, immédiat. Certes l'objet exotique était subitement au cœur de la scénographie de l'exposition, mais il était aussi écarté des sections européennes. La séparation entre l'Oc-

25. Féret, Édouard, *Statistique générale du département de la Gironde, première partie Biographie*, Bordeaux, Féret et Fils, 1889.

cident et les mondes d'outre-mer était pour la première fois volontairement marquée. Le regard sur l'objet exotique va être profondément modifié par ce changement, car l'objet était sorti des pavillons artistiques pour être présenté parmi les produits commerciaux de même origine géographique : il n'était plus un objet esthétisé, voire même sacralisé ; il devint un objet fonctionnel, dont la présence avait pour but de servir à illustrer la politique coloniale.

Les expositions coloniales de province, financées en partie par l'État, devinrent ainsi de simples variations des expositions de la capitale. Plus attractives et plus festives, les manifestations s'ouvraient à un public plus large – elles drainaient en effet des millions de visiteurs –, où se révélaient en réalité les ambitions de la politique coloniale française, laquelle façonnait une nouvelle idéologie. En occupant toujours une place centrale, en fournissant des crédits et des collections complètes, en écartant progressivement les exposants amateurs, le ministère des colonies imposait à la province son propre discours.

Les buts poursuivis à travers ce nouveau type d'expositions coloniales étaient divers, à la fois pédagogiques et commerciaux, tout en assurant une évidente fonction de distraction. Des congrès accompagnaient leur organisation, tandis que des fêtes, feux d'artifices ou spectacles venaient égayer les présentations, tantôt savantes, tantôt promotionnelles, d'objets ou de produits importés. Mais le message fondamental tendait à imposer l'idée d'une France bienfaitrice puisque civilisatrice : chaque année, des statistiques, plans, rapports, photographies attestaient ainsi des progrès réalisés sur place. À travers l'acte colonial, la France se plaçait sous le signe du Progrès, dans une dynamique qui la poussait vers la civilisation, la grandeur nationale, la science.

Du rêve colonial : les premiers palais coloniaux

Ainsi l'exposition coloniale de Bordeaux de 1895 était désormais dirigée par l'État, qui apportait un large financement aux philomathes pour l'organisation de la partie coloniale. En effet, très impressionnées par la section coloniale parisienne de 1889, les grandes villes de province souhaitèrent se mesurer à la capitale : Lyon en premier en 1894, suivi de Bordeaux l'année suivante, et Rouen en 1896. Pour cela, seule l'aide de la capitale pouvait permettre aux villes provinciales d'être crédibles et ambitieuses.

Toujours organisée sur les Quinconces par la Société philomathique, la manifestation bordelaise de 1895 s'étendit sur 10 ha, dont 3 300 m² couverts, et accueillit 10 054 exposants, dont 302 venaient des colonies. Pour l'occasion, le célèbre architecte

de l'exposition universelle parisienne Joseph-Albert Tournaire, fut choisi pour la conception des palais et des pavillons²⁶. Parmi les nombreuses constructions (pavillon du Gouvernement, palais de la Presse...), figuraient un palais Colonial, un pavillon de l'Algérie, ainsi que ceux dits « villages exotiques ».

Le palais Colonial, situé près de la porte nord, fut édifié en partie aux frais de la Chambre de Commerce de Bordeaux. À l'intérieur de ce vaste édifice de 624 m² répartis sur deux étages, toutes les colonies étaient représentées : Cochinchine, Cambodge, Annam, Tonkin, Antilles, Tahiti, Réunion et les contrées africaines. Au rez-de-chaussée, les salles étaient aménagées à l'aide de spacieuses vitrines où s'étagaient les produits (rhums, spiritueux, tafias, épices, condiments, cafés, gommes, résines, caoutchoucs...). Le centre de la salle, outre le salon de lecture avec journaux coloniaux et bibliothèque spécialisée, était réservé à une démonstration de l'emploi que savait faire l'industrie métropolitaine des matières premières issues des colonies : le bois était employé pour confectionner des chefs-d'œuvre d'ébénisterie et de marqueterie, le nickel pour la réalisation d'objets usuels de luxe. Des scènes ethnographiques ornaient par ailleurs chaque angle du pavillon : l'une représentait la Nouvelle-Calédonie et les Nouvelles-Hébrides, l'autre la côte occidentale africaine, la troisième une maison annamite et un temple bouddhiste. À l'étage, cartes, vues et tableaux complétaient l'instruction en établissant un édifiant parallèle avec l'état des colonies telles qu'elles se présentaient vingt-cinq ans plus tôt.

Le pavillon de l'Algérie était construit dans le style du pays : un bâtiment de type arabe avec coupole centrale coiffée de deux dômes latéraux. Les staffs de la façade étaient des moulages pris directement sur des monuments algériens. Deux grandes salles organisaient l'espace intérieur : au centre de la première était disposé un grand bassin autour duquel rayonnaient des plantes exotiques, tandis que la seconde était richement garnie de tentures et d'étoffes réservées à la vente. Les vins algériens tenaient une place de choix dans ce décor où laines et peaux tapissaient les murs. Des vitrines accueillaien également des collections de coraux, de bijoux ou d'armes... Enfin, pour le folklore, des spahis, cavaliers des corps auxiliaires d'indigènes de l'armée française en Afrique du Nord, gardaient cérémonieusement l'entrée du bâtiment.

La même année, d'autres pavillons reflétaient, à travers leur décoration, l'influence alors prégnante des styles importés d'Afrique ou d'Asie. Ce fut le cas de la façade mauresque, dessinée par André Bac, de l'aquarium, ou du petit palais

26. Société philomathique, *Guide Officiel*, treizième exposition, 1895, Bordeaux, Gounouilhou, 1895.

oriental du pavillon Picon, du nom de la liqueur à base de quinquina et de plantes amères inventée par Gaëtan Picon, dont les usines étaient installées sur la rive droite de Bordeaux.

Les villages nègres et annamites

Mais, comme dans toutes les expositions coloniales depuis celle de Paris en 1889, les « villages exotiques » constituèrent la principale attraction de la manifestation bordelaise. Apparues dans le courant du siècle, les premières exhibitions humaines avaient été popularisées aux États-Unis par Phineas Taylor Barnum et son fameux Musée Américain de Manhattan, créé en 1841, avant que l'Allemand Cari Hagenbeck, surnommé le « roi des zoos », imposa en Europe le modèle de l'exposition anthropo-zoologique, « concrétisée en l'occurrence par une troupe d'hommes « exotiques » avec les animaux les accompagnant ». Le phénomène des « zoos humains » qui s'en inspira, version mercantile des tournées à caractère ethnographique qui sillonnaient le continent avec des vues éducatrices, dura jusque dans les années 1930. Le sauvage y était, selon la pensée dominante de l'époque, « valorisé par des attitudes jugées primitives comme la danse, le musique, le jeu ou le sport. C'est là, et seulement là que l'indigène sorti de son contexte trouvera une place reconnue par la société colonisatrice dans les métropoles européennes ou dans la société capitaliste américaine »²⁷.

Situé en retrait des Quinconces, un « village annamite » et un « village nègre » furent ainsi installés sur l'initiative de Ferdinand Gravier, précédemment organisateur d'un même type d'exhibition humaine à Lyon. Dans le village annamite, les visiteurs pouvaient admirer un peintre de kakemos, des sculpteurs, des bijoutiers, des vanniers... Une fumerie d'opium avait été reconstituée et un théâtre local improvisé. Tout était rassemblé pour donner l'illusion des mœurs et du travail en Extrême-Orient. Le village « nègre », quant à lui, était constitué de quelques paillotes minuscules où, là encore, hommes, femmes et enfants assuraient le spectacle : montrés dans des situations orchestrées à l'avance par l'organisateur de l'attraction, ils travaillaient à la forge, à la vannerie ou dansaient au son des tam-tam. Une simple barrière en planches séparait les deux villages : « Rien de si drôle, s'extasiait-on à l'époque, que le mélange de ces Congolais, indolents et superbes et de ces Indochinois, chétifs, remuants, fuyants, et tous, avec leur imberbe visage ridé, semblables à de vieilles femmes »²⁸.



Fig. 2. - Le village africain situé sur les Quinconces en 1907, carte postale, col. personnelle.

Cette attraction connut un grand succès, 160 000 visiteurs s'y pressèrent, rapportant 20 000 francs au Comité d'organisation, une des plus belles recettes de l'exposition. Comme dans tous les spectacles de ce type, l'événement majeur de la vie du village fut la naissance d'un petit « négrillon », événement narré par la presse. Bordeaux fut une des rares villes à critiquer et condamner ces exhibitions dégradantes. En publiant un texte critique dans le catalogue d'exposition de 1895, les philomathes ne cachèrent pas leur écœurement face à cet exotisme de pacotille, pour « esprits lents ». Malgré cette prise de position, audacieuse pour l'époque, le village réapparut sur les Quinconces en 1907 par la volonté de la Ligue maritime française (fig. 2).

27. Bancel et al., 2002.

28. Société philomathique, *Guide Officiel*, treizième exposition, 1895, Bordeaux, Gounouilhou, 1895.



Fig. 3. - Palais des Colonies, exposition maritime de Bordeaux 1907, carte postale, col. personnelle.

Le triomphe bordelais : des expositions aux foires

L'Exposition de 1895, qui remporta un vif succès, marqua l'apogée de la politique culturelle coloniale bordelaise en cette fin de siècle. Forte d'une telle réussite, la ville renforça son image de grand port colonial et, en 1907, fut choisie par la Ligue maritime française de Paris pour accueillir une nouvelle grande « exposition maritime et internationale ».

L'ouverture officielle eut lieu le 27 avril sur les Quinconces. Comme en 1895, le palais Colonial en constitua l'un des principaux monuments (fig. 3) : d'une superficie de 2500 m², il fut construit par l'architecte adjoint de la ville Léon Drouyn, sous les ordres de Tournaire, dans un style arabe, d'inspiration soudanaise, et se développait en arc de cercle. Sa façade principale était flanquée de tourelles d'angles terminées par de petits dômes. Par souci d'authenticité, les organisateurs en avaient fait surveiller l'entrée par des gardes noirs empruntés aux villages de Ferdinand Gravier, de nouveau présent au rendez-vous bordelais. Les salles renfermaient les produits industriels

et agricoles, les objets d'arts et de curiosités du monde entier. La faculté de Médecine de Bordeaux y exposa des figurines annamites, des masques et des statuettes. À l'écart des autres pavillons, le village africain, ainsi qu'un petit café maure, constitua de nouveau une attraction prisée des visiteurs.

Cependant, la concurrence étrangère, allemande en particulier, et les bouleversements, notamment économiques, causés par le premier conflit mondial, obligèrent progressivement les autorités locales à modifier leurs objectifs. Il ne suffisait plus de montrer les colonies et de vanter leurs produits, il fallait désormais les vendre et ouvrir de nouveaux marchés.

A partir de 1916, Bordeaux organisa ses premières foires modernes (fig. 4). Installées sur la place des Quinconces, elles accueillirent de nouveau les produits en provenance des colonies. Si quelques particuliers, venus des quatre coins du monde, exposaient de l'artisanat et des objets d'art locaux, les principales productions étaient représentées dans des stands spécialement aménagés par les offices et les grandes firmes coloniales. Une abondante documentation était mise à la disposition du public, ce qui ne suffit pourtant pas à masquer le



Fig. 4. - Affiche de la foire de Bordeaux en 1916.



Fig. 5. - Aquarelle de Victor Maris Louis Billard, artiste d'origine caennaise, réalisée lors de son passage à la foire coloniale de Bordeaux en 1924. Musée d'Aquitaine.



Fig. 6. - Foire coloniale de Bordeaux, affiche 1929, col. personnelle.

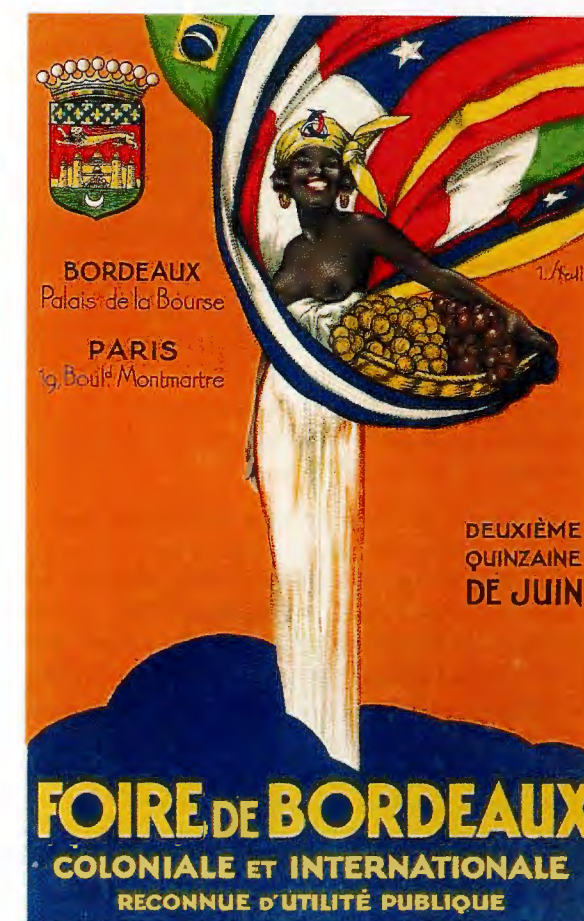


Fig. 7. - Affiche de la foire coloniale, années 30, col. personnelle.



Fig. 8. -
Camille de Buzon,
*La gloire du port
de Bordeaux*, 1938,
Bourse du travail,
Bordeaux.

racisme ambiant inhérent à ce type de manifestation : « L'Exposition sera donc non seulement universelle, mais quelque peu rastaquouèresque. Ce n'était certainement pas là le but que se proposaient les organisateurs », put ironiser un chroniqueur marseillais²⁹ (fig. 5 et 6).

De simples stands, les colonies bénéficièrent à partir de 1923 de pavillons démontables « plus dignes » : une pagode pour l'Indochine, un palais arabe pour l'Algérie et la Tunisie, un souk pour le Maroc et un bungalow pour l'AOF. « Avec les vins exportés, voyageaient rêves et espoirs. La foi coloniale anime toujours leurs descendants et une hérédité triomphante nous attire encore invinciblement vers les richesses nouvelles qui se hâteront vers Bordeaux, comme jadis les nefs de Saint-Domingue, de l'Île de France ou de Bourbon », s'exclamait-on dans le *Sud-Ouest économique* du 8 mai 1923³⁰.

Les palais coloniaux, « expressives allégories des bienfaits répandus par la France sur tous les continents », s'installèrent au milieu de jardins luxuriants et d'attractions en tout genre, assurant un dépaysement total où panoramas et dioramas vendaient à l'envi de l'illusion, du rêve colonial. Jusqu'aux années 1940, les plans de l'exposition furent dressés par l'architecte Raoul Perrier, qui composa une harmonie décorative

fortement colorée, jouant des contrastes entre la blancheur des pavillons du Maroc ou de la Tunisie et les briques marron ou terres ocre d'Afrique (fig. 7). En 1935, l'allée des Colonies exprima à la perfection l'ambition de toute une nation : véritable allée triomphale, elle proclamait l'avènement d'un empire qui se voulait moderne, qui se pensait invincible. Quelques années plus tard, sonnera pourtant le glas des illusions...

L'art au service de la propagande

Les grandes expositions bordelaises marquèrent ainsi leur époque en consolidant la vocation coloniale du port, devenu, entre 1920 et 1930, le premier de France pour ses importations venues d'Afrique ou des Antilles. Symbole de cet âge d'or, la commande passée à Marius de Buzon, pour le pavillon de la tour des Vins de l'exposition internationale des Arts décoratifs de Paris en 1925, d'un athlète noir, de dos, en position d'atlatte. Celui-ci supportait une sphère symbolisant le globe terrestre et

29. Mirador, *Le Midi colonial*, 14 septembre 1916.

30. Bourdoiseau et Khiari, 1995.

les colonies, tandis que, de chaque côté, des groupes de femmes de tous continents, représentant les diverses implantations de l'empire colonial français, proposaient des denrées exotiques. Une œuvre impressionnante autant par ses dimensions que par le traitement sculptural des figures, se référant à une esthétique robuste et archaïque qui se voulait conforme au primitivisme alors supposé de ces régions. Pour cette scène de marché allégorique, l'artiste s'inspira des nombreux séjours qu'il effectua en Afrique du Nord : pensionnaire de la villa Abd-el-Tif à Alger en 1913, il contribuera par la suite à la formation de l'école d'Alger. Achetée par la ville en 1926 pour orner la salle de conférences de l'ancien Athénée municipal, l'œuvre est aujourd'hui exposée au Musée d'Aquitaine. Quelques années plus tard, en 1938, son frère, Camille de Buzon, livrait à son tour sa vision de *La Gloire du Port de Bordeaux*, en reprenant certains de ces thèmes, pour la décoration du foyer nord de la Bourse du Travail (fig. 8).

Les musées coloniaux

Cependant, les pouvoirs publics, qui s'étaient inquiétés, dès les années 1880, de la concurrence étrangère, imaginèrent des institutions qui pourraient répondre quotidiennement aux besoins des négociants coloniaux, et créèrent une série de musées commerciaux et coloniaux dans les grandes villes françaises. Dans la même volonté commerciale et dans la même soif de connaissance, Bordeaux ouvrit, entre 1871 et 1907, cinq salles de musées consacrées aux colonies.

Une salle des colonies fut créée en 1871 dans le musée préhistorique et ethnographique de Bordeaux où des objets préhistoriques étaient comparés à des objets des « primitifs actuels », provenant de la Nouvelle-Calédonie, de l'Océanie ou de Madagascar, par exemple. En 1877 fut ouvert un musée de matières premières et de produits fabriqués dans l'École supérieure de Commerce de Bordeaux, rue Saint-Sernin, où des objets d'Afrique, d'Asie et d'Amérique du Sud étaient exposés à des fins pédagogiques. Il ferma après l'ouverture du Musée colonial de Bordeaux au Jardin Public, inauguré en 1901. Agrémenté d'un Institut colonial (place de la Bourse), d'un laboratoire et d'une bibliothèque, le Musée colonial de Bordeaux eut pour vocation de renseigner le visiteur sur les principales cultures coloniales, par la présentation d'échantillons, de cartes et de gravures, et, en même temps, d'offrir aux étudiants des universités et des écoles de commerce un complément aux enseignements qui leur étaient dispensés. En 1913, le musée bordelais proposa une grande « exposition temporaire de l'Afrique Équatoriale Française » (fig. 9). Organisée par le conservateur du musée, Lucien Beille, dans un pavillon du Jardin Public, elle fut inaugurée le 29 juin par le gouverneur général de l'AEF. Deux des quatre salles étaient consacrées

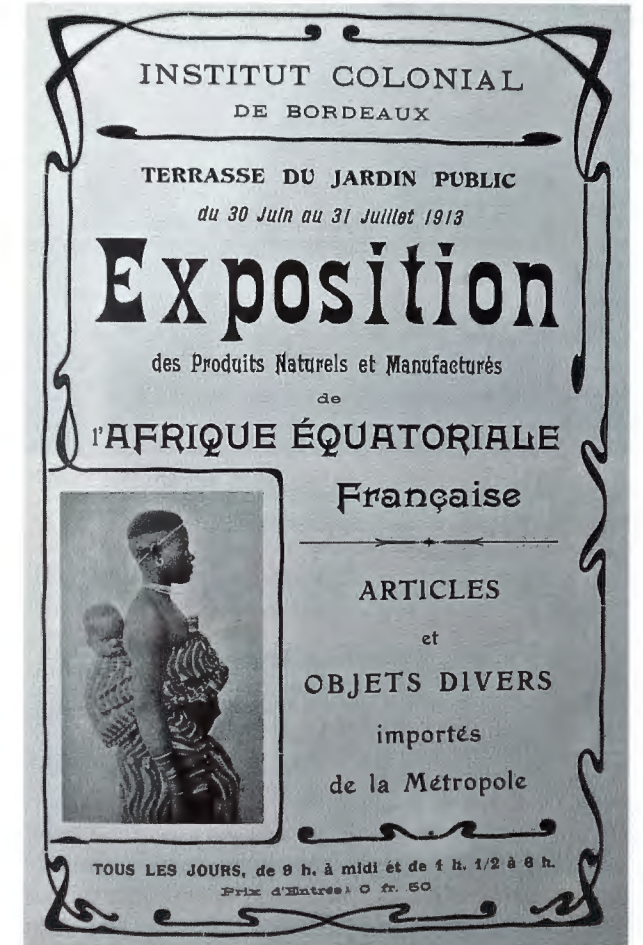


Fig. 9. - Affiche de l'Exposition de l'Afrique équatoriale organisée par l'Institut colonial de Bordeaux, 1913.

aux œuvres de l'Institut, la troisième aux produits importés des colonies et la dernière aux produits fabriqués dans la métropole, vendus dans les colonies et plus spécialement sur le continent africain. Le Congo fut particulièrement mis à l'honneur et de nombreux collectionneurs bordelais exposèrent des objets d'art et de « curiosité » : armes, bijoux, parures, statuettes, fétiches indigènes... Malgré le succès de la manifestation, contribuant à renforcer les liens entre Bordeaux et l'administration coloniale, l'Institut colonial, au budget incertain, ne renouvela pas l'expérience. Le musée resta ouvert jusqu'en 1936, date à laquelle, malgré un projet de réinstallation dans un des hangars du port, il ferma définitivement ses portes.

Dans ce même esprit pédagogique, les premières collections du musée d'ethnographie et d'études coloniales furent constituées dès 1894 au sein de la faculté de Médecine et de



Fig. 10. - Musée d'études coloniales, faculté de Médecine (aujourd'hui collections du musée d'ethnographie de l'Université Bordeaux II, Victor Segalen).

Pharmacie de Bordeaux (fig. 10). Enrichies par des fonds de l'exposition universelle et par des collections déposées dans le sous-sol du musée Guimet, le musée universitaire est officiellement consacré dans la *Petite Gironde* en 1900 et participera à l'aura coloniale de la ville de Bordeaux. A la fois ludique et pédagogique, il était destiné à former par des exemples concrets les étudiants en médecine, et en particulier, ceux de l'école de Santé navale et coloniale. Rapidement, sa renommée dépassa le musée colonial du jardin Public qui connaissait de grandes difficultés.

Enfin fut créé en 1907 le premier musée colonial normal de France à la Sauve-Majeure, près de Bordeaux, qui avait pour but de favoriser la propagation de l'idée coloniale en France en encourageant les jeunes instituteurs à susciter, dès la petite enfance, le goût des vocations coloniales. Musée prototype, il devait servir de modèle pour une étude nationale. Le projet se consuma lors de l'incendie de l'école la même année que l'ouverture.

L'enseignement colonial au cœur de toutes les préoccupations

Dès les années 1890, l'université de Bordeaux prit conscience de la richesse que pourrait lui apporter l'enseignement colonial : « Qui oserait prétendre que nous ne sommes pas dans un milieu excellent pour développer des vocations colonisatrices. L'université de Bordeaux est donc désignée par des penchants héréditaires de la population qui vit d'autour d'elle pour former des colonisateurs »³¹.

Alors que la faculté de médecine et de pharmacie avait déjà créé un diplôme de médecine coloniale et un cours de pathologie exotique, la commission de l'Institut colonial se réunit, 23 janvier 1902, pour discuter de l'organisation d'un enseignement colonial qui s'ajouterait aux cours déjà en place. Fut décidée la création d'un diplôme d'études coloniales correspondant à celui de la faculté de médecine, et, à partir de 1902, l'ouverture d'un cours d'agriculture coloniale³², de produits coloniaux³³, d'hygiène coloniale³⁴, d'histoire de la colonisation et de géographie coloniale³⁵... Les musées pédagogiques serviraient de supports à l'enseignement. Saisi des propositions du conseil d'administration de l'Institut colonial, sitôt après sa réunion du 23 janvier 1902, le recteur de l'académie de Bordeaux s'empressa de communiquer le rapport au conseil de l'Université, qui chargea une grande commission d'étudier à son tour cette affaire. Le 13 mai 1902, le directeur de l'école supérieure de commerce et le conseil de l'Université désignèrent les professeurs chargés de l'enseignement colonial. Le 4 novembre 1902, dans le grand amphithéâtre de l'école supérieure de commerce, rue Saint-Sernin, fut ouverte la section d'études coloniales fondée, avec le concours de l'Université et de l'école supérieure de commerce, par l'Institut colonial de Bordeaux³⁶. En 1910, la municipalité donna de nouveaux statuts à l'Institut colonial ; l'enseignement, jusque-là dispensé à l'école supérieure de commerce, fut transféré à la faculté des lettres grâce au recteur Thamin. Les cours avaient lieu en soirée à partir de 20 h 30 afin de permettre aux employés de commerce, aux ouvriers et aux étudiants de pouvoir les suivre sans gêner leur emploi du temps. Malheureusement, en dépit des efforts du conseil d'administration, il ne fut possible d'obtenir, pour les élèves pourvus du diplôme d'études coloniales, aucun avantage de carrière, pas plus dans les administrations publiques que dans les maisons de commerce colonial. Très vite, les élèves se désintéressèrent de l'enseignement dont ils ne tiraient aucun bénéfice immédiat. Le conseil d'administration se résigna en 1921 à supprimer les cours d'études coloniales à l'exception des cours d'arabe auxquels tous les élèves se montraient

31. Emile Laparra, « Rapport sur les travaux des Amis de l'université de Bordeaux, le 16 février 1900 », *Bulletin de la Société des amis de l'université de Bordeaux*, 1900, n° 7.

32. Professé une heure par semaine par le Dr Lucien Beille, agrégé de la faculté de médecine.

33. Deux heures par semaine, le premier semestre et une heure le deuxième par Hugot, docteur en sciences physiques.

34. Professé une heure par semaine, en deuxième année, par le professeur de la faculté de médecine Le Dantec.

35. Cours donné par Henri Lorin une heure par semaine.

36. Julien Manès, *Rapport au conseil d'administration de l'Institut Colonial, séance du 20 décembre 1902*, Gounouihou, 1903.

assidus. Mais l'Institut colonial ne demeura pas sur cet échec : dès 1919, Albert Sarraut, ministre des Colonies, montra la voie en lui suggérant de créer un cours supérieur de civilisation indochinoise subventionné par le gouvernement général de l'Indochine. Bordeaux paraissait indiqué pour être le siège d'un haut enseignement colonial « analogue à celui que les étudiants trouvaient autrefois dans les universités allemandes »³⁷.

A la suite de longs pourparlers aux cours desquels l'Institut colonial trouva l'appui le plus empressé de la part de l'Université, un arrêté du ministre de l'Instruction publique intervint le 28 octobre 1926 autorisant la faculté des lettres de l'université de Bordeaux à délivrer un certificat d'études supérieures portant le titre de certificat d'études coloniales : « L'enseignement colonial est entré officiellement dans l'enseignement supérieur de la faculté des lettres de Bordeaux et peut être choisi comme l'une des matières ouvrant le droit à la licence de lettres. »

En 1929, dans le cadre de son enseignement, l'Institut colonial, qui fut reconnu d'utilité publique, fut rattaché officiellement à la faculté des lettres de Bordeaux : « J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre du 18 décembre renfermant la copie du décret du 28 mai 1927 qui a approuvé le projet de convention intervenue entre la faculté des lettres et l'Institut colonial en vue du rattachement de l'institut à cette Faculté »³⁸.

L'école de Santé navale et coloniale

Après une lutte avec les Lyonnais, le 22 juillet 1890, Bordeaux fut désigné pour être le siège de l'école principale du service de la santé de la Marine. Pour maintenir la présence de la prestigieuse école à Bordeaux, cours de la Marne, la ville fit de gros efforts financiers pour participer à la réalisation de locaux modernes. Liés par son enseignement à la faculté de médecine, les étudiants de l'école de Santé navale, laquelle comportait deux sections, l'une navale et l'autre coloniale, furent, dès la fondation de l'Institut colonial bordelais, invités à profiter des différents musées et annexes pouvant servir à compléter leur enseignement.

Après avoir mis tout en œuvre pour affirmer sa vocation coloniale, Bordeaux dut faire face, en 1900, à « un nouveau danger » quand la Ville de Marseille tenta « d'attirer à elle » les étudiants qui se destinaient à la médecine coloniale, en créant une école coloniale. Le conseil municipal, dans sa séance du 16 juillet 1902, affirma sa volonté de conserver à Bordeaux son école d'application du service de santé coloniale. Une lettre de soutien du député d'Angoulême, Mulac, fut envoyée le 18 juillet 1902 à Charles Chaumet, chargé de l'affaire, et publiée dans *La Petite Gironde*³⁹.

En janvier 1904, l'école accueillit dans ses locaux le ministre de la Marine, Pelletan, accompagné de son chef de cabinet, Tissier, qui félicitèrent le directeur Bertrand « de la bonne organisation de l'école, de la bonne tenue et de l'excellente conduite des élèves »⁴⁰. Le ministre visita ensuite le musée de la faculté de médecine, sous la conduite du doyen Albert Pitres. Malgré le soutien de Pelletan, affirmé dans son discours, Marseille obtint satisfaction par décret du 3 octobre 1905. Un an plus tard, les Bordelais furent rassurés : « Aucune modification à l'organisation de l'École de Bordeaux » ne serait apportée, « c'est-à-dire les troupes coloniales ne seraient pas enlevées à l'école principale du service de santé et de la Marine »⁴¹.

En 1911, ce fut à son tour Lyon qui demanda le transfert de l'école de Bordeaux, projet qui inquiéta fortement les Bordelais. Comme pour Marseille, en 1906, Charles Chaumet intervint et l'idée fut abandonnée. Une nouvelle fois en 1924, Bordeaux dut justifier la présence de l'école, en mettant en avant toute l'énergie que la ville avait déployée pour son amélioration.

Perpétuellement dans l'incertitude de voir maintenir son école de Santé navale et coloniale, les Bordelais furent en compétition avec Marseille et Lyon qui, eux aussi, entendaient affirmer leurs identités coloniales à travers l'enseignement universitaire.

Bordeaux et l'outre-mer : un lien jamais rompu

Pendant plusieurs décennies, Bordeaux affirma fièrement son identité coloniale à travers ses manifestations culturelles et le dynamisme de ses activités maritimes et industrielles (fig. 11). L'élan colonisateur ne s'était pas arrêté à une simple propagande politique et mercantile : ce fut avant tout la mobilisation d'énergies humaines qui, dans la passion de l'histoire en marche, ont mis en scène leurs convictions à travers d'ambitieuses démonstrations. L'histoire oubliée parfois qu'au sein

37. Note sur l'Institut Colonial de Bordeaux, 535 F1, AM.

38. Extrait d'une lettre datée 19 décembre 1929 de la chambre de commerce au président de l'Institut colonial.

39. *La Petite Gironde*, 18 juillet 1902.

40. « Le ministre de la Marine à Bordeaux. A l'école principale de la médecine navale et coloniale », *Gazette hebdomadaire des sciences médicales*, 31 janvier 1904, n° 5, Archives du Musée ethnographique de Bordeaux II, université Victor Segalen.

41. *Maintien du mode de recrutement du corps de santé des troupes coloniales, École principale du service de santé de la Marine*, rapport présenté au conseil municipal du 19 décembre 1924.



Fig. 11. - Vue d'avion de la foire de Bordeaux en 1940.

même des élites locales, les métissages de gènes ou de cœur n'étaient pas si rares et ont pu aussi faire évoluer les discours au cours du temps.

En 2011, alors que nous fêtons l'année de l'outre-mer, la culture de l'« autre » est toujours présente. L'identité ultramarine s'inscrit encore pour de nombreuses villes comme Bordeaux, mais aussi Lyon, Marseille, Nantes, Rochefort, Cherbourg, La Rochelle, dans le patrimoine local, une présence

encore nettement perceptible *intra muros*. Les expositions se succèdent partout en France, même dans les lieux les plus inattendus : récemment le musée de Saint-Martin de Ré propose une exposition intitulée « Le goût des Autres. Regard occidental sur les sociétés extra-européennes. 1800-1914 ». Pour justifier la présence de ses collections extra-européennes, la petite ville évoque l'effervescence des liens maritimes entre l'Europe du Nord et l'Asie et la Charente-Maritime au cours de l'histoire. De même, Bordeaux inaugure en janvier 2011 son musée d'ethnographie de la Faculté de Médecine, ancien musée d'ethnographie et d'études coloniales.

De plus, la persistance des foires internationales (Paris, Bordeaux, Lyon, Marseille, Metz, etc.) montre que l'histoire des expositions universelles est encore vivante, car elle s'inscrit encore, pour de nombreuses villes dans le patrimoine local. Il y a donc une continuité devenue une réelle tradition, qui nourrit l'identité même de ces villes. La diversité des objets rapportés d'Afrique, d'Océanie, d'Amérique et d'Asie, conservés dans les musées régionaux, en est encore la preuve, et se fait le porte-parole de ce pluralisme culturel tant revendiqué par les musées, les expositions et les foires actuels. Elle témoigne aussi d'un véritable goût pour l'ailleurs et pour la différence.

Pour le meilleur comme pour le pire, la richesse incontestable des faits historiques révèle que l'histoire des outre-mers a toujours été liée à la ville de Bordeaux.

Bibliographie

N.B. Les références aux sources, même imprimées, sont données dans les notes infrapaginales.

Bancel *et al.* 2002 : Bancel, Nicolas, Blanchard, Pascal, Boëtsch, Gilles, et Lemaire, Sandrine, *Zoos humains. Au temps des exhibitions humaines*, Paris, La Découverte, 2002.

Bénard, 1899 : Bénard, Charles, *Histoire des expositions*, Bordeaux, Gounouilhou, 1899.

Boulanger, 1991 : Boulanger, Sylvie, *Les Expositions régionales, nationales et internationales en Seine-Inférieure, dans la seconde moitié du XIXe siècle*, mémoire de maîtrise sous la direction de M. Chaline, Université de Rouen, Institut d'Histoire, 1991.

Bourdoiseau et Khiari 1995 : Bourdoiseau, Georges, Khiari, Fouad, *700 ans de Foires à Bordeaux*, Editions Confluences, Comité des expositions, 1995.

Butel, Paul, « Bordeaux et l'Afrique noire dans la première moitié du XIXe siècle : l'exemple de la maison Delile Jay », *op.cit.*, p. 310.

Girardet, 1972 : Girardet, Raoul, *L'idée coloniale en France de 1871 à 1962*, La Table Ronde, 1972, réédité en Poche Pluriel en 2005.

Lozère, 2007 : Lozère, Christelle, *Bordeaux colonial*, Editions Ouest France, 2007.

Maurel, 1953 : Maurel, Jean, « Bordeaux et la Pacification du Sénégal », *Annales de la Faculté de Droit de l'Université de Bordeaux*, Bordeaux, Imprimerie Bière, 1953.

Saint-Martin, 1989 : Saint-Martin, Yves-Jean, *Le Sénégal sous le second empire, Naissance d'un empire colonial (1850-1871)*, Paris Editions Karthala, 1989, p. 265-266.

Servien, 1991 : Servien, Henri, *La fabuleuse épopée de l'Afrique française, aventuriers et missionnaires de la plus grande France*, Editions Elor, collection Chemins et aventures, 1991, Tome 2, p.72.

Simon, 1985 : Simon, Magalie, *Le Musée Bonie : une collection bordelaise au XIXe siècle*, maîtrise d'histoire de l'art, Bordeaux III, 1985.

Notes et documents



Revue archéologique de Bordeaux, tome CI, année 2010, p. 205-209

Une gravure flamande du XVIII^e siècle

Jean-François Fournier

En 2009, lors de la foire à la brocante de la place des Quinconces, j'ai découvert dans un lot de vieux papiers une curieuse gravure représentant *La Cène* comportant sur son verso une mention manuscrite (fig. 1 et 2) ; je vous présente ici cette petite œuvre.

C'est une épreuve imprimée sur une mince feuille de parchemin d'une gravure à l'eau forte ¹ ; lors de son impression, l'ouvrier chargé de l'opération employa une feuille de parchemin incomplètement sèche, ce qui provoqua une mauvaise pénétration de l'encre, le parchemin ayant réagi comme une feuille de papier buvard, en particulier pour le trait vertical et pour les deux traits obliques formant le siège sur lequel est assis l'apôtre figurant à gauche au premier plan et sur le col du vêtement de l'apôtre figurant lui aussi au premier plan mais à droite. Ensuite, l'artiste posa ses couleurs au pochoir, elles sont aujourd'hui très dégradées par le temps et aussi, sans doute, par un séjour prolongé dans un endroit humide, exception faite, toutefois, du nimbe rayonnant entourant la tête du Christ peint avec une matière plus solide dans un espace laissé libre à cet effet par le graveur.

L'œuvre mesure actuellement 7,5 cm de hauteur et 5 cm de largeur mais ses dimensions ne sont pas les dimensions originelles ; il est visible qu'elle fut maladroitement recoupée sur ses quatre côtés. Quand elle vit le jour, elle dut être imprimée sur une feuille de parchemin comportant des marges

bien plus larges. Plus tard, on la recoupa au ras de la bordure verte entourant la scène ; cette mutilation eut une conséquence fâcheuse car, pour la déplacer, son utilisateur qui, nous allons le voir, était une utilisatrice, devait nécessairement poser ses doigts - si elle se servait de la main droite - à l'endroit (en bas à droite) où l'artiste avait intitulé et signé son œuvre, ce geste répété pendant des années provoqua l'effacement de certaines lettres du titre et de la signature mais, à l'aide d'une lampe de Wood couplée à une forte loupe, on peut encore lire *Ultima Caena Joan Vereycken*. Au verso figure une mention manuscrite : *je sui a l'usage de la sœur de la Croix* dont l'écriture est datable des années 1750/1770 ². Un autre document se rapportant à cette famille figurant dans ce lot de papiers, j'ai pu, sans difficulté, mais grâce aux *Généalogies périgourdines* du Comte de Saint-Saud identifier la propriétaire de notre gravure : il s'agit de Jeanne (dite Marie-Jeanne) de La Croix, fille de Gabriel de la Croix (fig. 3) et de Jeanne Dupérrieu, baptisée en l'église de Saint-Loubès le 11 décembre

1. Cette gravure ne figure pas dans les collections de la Bibliothèque Nationale de France (lettre de M. Maxime Préaud, Conservateur Général en date du 26 juin 2009).

2. Les mots *Je sui a l'usage de la sœur de* sont écrits avec une encre pâle, les mots *La Croix* avec une encre plus foncée ; il est visible, qu'à la fin de la première séquence, la religieuse trempa sa plume dans l'encrier afin d'achever d'écrire sa phrase.



Fig. 1. - Joan Vereycken. La Cène (recto).

1743, dont la présence en tant que religieuse postulante au couvent des ursulines de Saint-Macaire est attestée en 1766³ et qui mourut dans cette ville le 27 février 1808⁴.

Nous ne possédons pas le moindre renseignement biographique la concernant à part une courte note de Virac, un historien local du XIXe siècle qui écrivit dans son *Histoire de Saint-Macaire*⁵ : *Les sœurs Lacroix et les demoiselles Virac y donnaient asile au péril de leurs vies à l'un des curés des environs qui avait refusé le serment et recevaient et cachaient chez elles Pierre de Mondenard, curé de Saint Maixent*. L'auteur ajoute (en note) que les sœurs Lacroix étaient deux anciennes ursulines du couvent de Saint-Macaire ; cet historien semble commettre là une erreur car si les deux sœurs aidèrent incontestablement des prêtres réfractaires, seule Marie-Jeanne paraît avoir été ursuline. En donnant asile à ces prêtres pourchassés, elles témoignèrent d'un grand courage car les révolutionnaires de Saint-Macaire devaient savoir que leur frère aîné Jérémie avait été condamné à mort le 17 Pluviôse de l'an II par la Commission Militaire siégeant à Bordeaux, sans que le Tribunal qui rendit la sentence⁶ ait eu grand-chose à



Fig. 2. - Joan Vereycken. La Cène (verso).

lui reprocher à part une dénonciation faite par un habitant de Saint-Loubès avec lequel, il avait eu un litige mais, surtout, le fait qu'il appartenait à la noblesse d'extraction et que son cousin Gabriel de La Croix avait été fusillé par les armées républicaines le 21 décembre 1793 à Nantes en tant qu'officier supérieur des troupes royalistes lors de la guerre de Vendée⁷.

3. Saint-Saud, 1898, p. 26 et 27.

4. Saint-Saud commit une erreur en écrivant dans ses *Généalogies périgourdines* que l'ursuline se prénomait Marie-Jeanne et qu'elle avait été baptisée le 9 décembre 1734 à la cathédrale Saint-André de Bordeaux. Ce baptême concerne Marie, sœur aînée de notre religieuse qui, elle, se prénomait Jeanne et fut baptisée en l'église de Saint-Loubès le 11 décembre 1743 ; l'erreur de Saint-Saud est bien excusable car, très tôt, elle dut être surnommée Marie, son acte de décès, dressé par l'Officier de l'État-Civil de la commune de Saint-Macaire, la prénomant Marie-Jeanne et indiquant qu'elle était âgée de 65 ans, alors que sa sœur Marie baptisée en 1734 aurait été âgée de 74 ans.

5. Virac, 1990, tome I, p. 330.

6. A.D.Gir., 5 L 22.

7. Froidefond de Boulazac, 2002, p. 173 et 174.

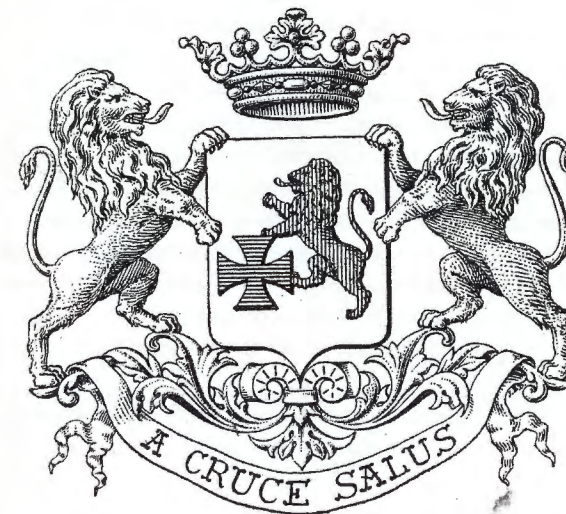


Fig. 3. - Armes de la famille de La Croix.

Comme, juridiquement, les membres du Tribunal ne pouvaient pas reprocher au frère de notre religieuse l'engagement de son cousin, ils se bornèrent à lui demander s'il connaissait les activités des membres de sa famille ; l'accusé répondit qu'il n'avait de cousin qu'au quatrième degré mais la cause était entendue... notons que cette procédure criminelle ne comporte que cinq pièces ! La condamnation à mort de Jérémie de La Croix fut un véritable crime politique.

Comme aucune référence à une œuvre peinte ne figure auprès du titre et de la signature, on peut penser que l'œuvre de Vereycken est une création personnelle mais la création d'une artiste de second plan, son dessin ne révélant pas la main d'un grand maître. A part le fait que l'artiste ne fit figurer dans sa composition que onze apôtres (dont un dont on ne voit que l'arrière de la tête), cette *Cène* n'offre rien de remarquable, elle s'inscrit dans la tradition des *Cènes* des Écoles du Nord de l'Europe ; Vereycken ayant représenté Jésus et ses apôtres en cercle autour d'une table comme le firent le plus souvent les peintres allemands, néerlandais et flamands depuis le XVe siècle. Bien qu'elle puisse être datée du XVIIIe siècle grâce à l'applique à deux branches, typique de cette époque, figurant en haut à droite de la composition, cette œuvre a un côté archaïsant qui s'explique par le fait que Vereycken, sans pour autant le copier, s'inspira grandement d'un vitrail de l'École allemande du XVIe siècle, représentant *La Cène*, conservé aujourd'hui au Victoria and Albert Museum de Londres et de *La Cène* de Rubens, peinture conservée à Milan à la *Pinacoteca di Brera*.

Le tabouret se trouvant à droite de la gravure de Vereycken est, en effet, presque identique à celui figurant sur le vitrail et, surtout, la représentation du saint Jean, encore jeune enfant, la tête posée sur la poitrine du Christ dans une attitude inhabituelle est similaire à celle que le peintre du vitrail donna à son saint Jean. On peut penser aussi que Vereycken et le peintre du vitrail eurent un modèle commun, peut-être une xylographie, qui n'a pas été retrouvée. Que ce soit l'une ou l'autre des deux hypothèses, il est certain que Vereycken se servit d'un modèle car ce tabouret, à la mode à la fin du XVe siècle, n'était plus fabriqué au XVIIIe siècle.

En revanche, notre graveur se garda bien de donner à son Christ les traits du Christ du vitrail, jugés, sans doute, trop médiévaux ; il lui donna une apparence qui s'inscrit dans les figures du Christ peintes par Rubens ; le rideau et les architectures constituant le fond de la composition sont directement inspirés, eux-aussi, du tableau précité du maître anversois. Pour résumer, on peut dire que pour concevoir sa *Cène*, Vereycken s'inspira d'un vitrail du XVIe siècle qu'il dut voir quand celui-ci occupait son emplacement primitif, (emplacement que nous ignorons, notre lettre adressée au Victoria and Albert Muséum à ce sujet étant restée sans réponse), vitrail qu'il actualisa grâce à la *Cène* de Rubens conservée à Milan. Il nous aurait été agréable de publier dans cette étude, à titre de comparaison, une reproduction du vitrail et de *la Cène* de Rubens du musée de Milan malheureusement les droits de reproduction exorbitants exigés par les musées nous en empêchent.

Joan Vereycken est un graveur inconnu de tous les dictionnaires consacrés aux artistes et dont on ne trouve aucune trace dans l'abondante documentation relative aux arts graphiques constituée par le musée du Louvre⁸. Vereycken étant un patronyme courant en Flandres, on ne saurait le confondre avec son presque homonyme le peintre Hans Verecke qui vécut à Bruges au XVIe siècle ; quant au prénom Joan, il est le diminutif du prénom néerlandais Johannes, bien qu'en cette langue la forme la plus courante de ce prénom soit Jan.

La gravure présentée ici n'est pas un chef-d'œuvre mais c'est un témoignage de ce qu'était dans les Flandres, dans le premier quart du XVIIIe siècle, le travail d'un petit maître. Elle faisait partie de ces estampes vendues dans un premier temps, par les libraires et les colporteurs ; ces images pieuses et les gravures éditées dans les Flandres eurent une importance capitale pour

8. Lettre de M. Karel Van Thuil, Directeur du département Arts Graphiques du Musée du Louvre en date du 21 juillet 2009. Le Musée du Louvre ne possède par ailleurs aucune peinture de lui.

l'histoire de l'art dans les provinces françaises car, dès le XVII^e siècle, elles étaient devenues une source d'inspiration primordiale pour les artistes locaux capables de peindre à peu près correctement un tableau mais, le plus souvent, dans l'impossibilité de concevoir eux-mêmes une composition. M. J.-Ph. Maisonave a démontré dans son étude *Tableaux religieux des églises de Bordeaux (XVII^e siècle - première moitié du XVIII^e siècle)*⁹, l'importance qu'eurent les gravures flamandes sur notre peinture régionale ; quant à moi, j'ai expliqué en 2007 dans les pages de notre revue comment le peintre qui exécuta en 1642 la *Crucifixion* destinée au retable de l'église de Lalande - de - Fronsac réalisa son œuvre en s'inspirant d'œuvres de Van Dyck qu'il ne pouvait connaître que par ses gravures¹⁰. Malgré ces découvertes, l'influence de l'art flamand sur les tableaux de nos peintres régionaux reste encore très mal connue ; en outre, si certains peintres se servirent d'estampes pour pallier leur incapacité à concevoir une composition, d'autres peignirent des tableaux d'après des gravures pour se conformer au désir d'un commanditaire, on trouve, par exemple, dans le livre de raison du magistrat libournais Jacques Dumas, à la date du 3 juillet 1700¹¹ la mention d'une commande qu'il passa au peintre Jacques Tardieu afin que ce dernier lui fasse un tableau représentant *L'Assomption d'après Rubens*¹², œuvre qu'il ne pouvait exécuter que d'après une gravure. Cette note indique qu'à cette époque, même dans une petite ville telle que l'était Libourne, les estampes circulaient et qu'un grand bourgeois et un simple artiste local connaissaient et appréciaient l'œuvre du maître anversois. Ce goût des habitants bordelais pour la peinture flamande fut souligné par le professeur Paul Roudié qui publia en 1987 dans notre revue¹³ un marché passé en 1634 entre Jean Van Mechelen, un marchand anversois et deux marchands bordelais, contrat par lequel le premier vendait aux seconds un lot de 183 tableaux de divers formats dont, malheureusement, on ne possède pas la nomenclature, pour la somme de 1 434 livres tournois.

Par ailleurs, si certaines gravures flamandes inspirèrent les artistes locaux, d'autres ne remplirent que leur destination première, celle d'orner les intérieurs bourgeois. Au XVII^e et XVIII^e siècles, elles étaient généralement mises sous vitre entourées d'une mince baguette de bois noirci. Les choses ont bien changé aujourd'hui mais, encore dans les années 1950, chaque vieille famille libournaise possédait au moins une gravure à l'eau forte de l'école flamande, souvent d'après David Téniers, présentée ainsi. Je découvris moi-même, il y a plus de cinquante ans, dans le grenier de la maison que j'habitais à Libourne, construite pour la famille de Casenove¹⁴, une épreuve originale d'une gravure de Marinus d'après *L'adoration des bergers* de Jordaens, abandonnée au XIX^e siècle par de précédents occupants.

Le goût des Bordelais au XVII^e siècle et du XVIII^e siècle pour la peinture flamande est désormais un fait acquis mais, grâce aux découvertes récentes concernant l'histoire de l'art, on peut affiner cette affirmation en précisant que ce goût portait essentiellement sur l'École anversoise. En effet, outre le marché signalé plus haut portant sur 183 tableaux originaux d'Anvers, il apparaît que presque toutes les peintures réalisées par nos artistes locaux aux XVII^e et XVIII^e siècles et dont l'inspiration flamande pu être déterminée avec certitude ont été plus ou moins copiées sur des gravures reproduisant des œuvres des maîtres anversois. En voici un résumé :

- *La Crucifixion*, église de Lalande de Fronsac, attribuée à Jean Bruno (inspirée de Van Dyck)¹⁵.

- *L'Assomption*, exécutée par Jacques Tardieu pour le magistrat libournais Jacques Dumas, œuvre aujourd'hui perdue (d'après Rubens)¹⁶.

- *Saint Michel terrassant le Démon*, église Sainte-Croix de Bordeaux, attribuée à Etienne Bineau (d'après Marten de Vos)¹⁷.

- *Apothéose de saint Augustin*, église Sainte-Croix de Bordeaux, par Antoine Gautier (inspirée de Van Dyck)¹⁸.

- *L'Adoration des mages*, église Sainte-Eulalie de Bordeaux mais pouvant provenir, d'après Marionneau, du couvent des Grands Carmes (d'après Rubens)¹⁹.

Il faut certainement ajouter à cette nomenclature les deux tableaux de Corneille de Coster (dit Duclercq) conservés dans l'église Saint Michel de Bordeaux qui représentent *L'élévation de la croix* et *Jésus dépouillé de ses vêtements*, dont les modèles gravés n'ont pas été identifiés²⁰.

Les gravures qui ornaient les intérieurs bourgeois reproduisaient, elles aussi, les tableaux peints par des maîtres anversois (Rubens, Téniers, Jordaens). Il semble donc que la clientèle bordelaise des XVII^e et XVIII^e siècles ait eu une

9. Maisonave, 2002, p. 151 et s.s.

10. Fournier, 2007, p. 171 et s.s.

11. A.D.Gir., 8 J 481.

12. Fournier, 1977, p. 64.

13. Roudié, 1987, p. 82.

14. Aujourd'hui 41 rue Waldeck Rousseau (anciennement 27 rue Sainte Catherine, puis 27 rue Waldeck Rousseau).

15. Fournier, 2007, p. 171 et s.s.

16. Fournier, 1977, p. 64.

17. Maisonave, 2002, p. 175 et 177 (fig. 17).

18. Maisonave, 2002, p. 238 (fig. 48) et 220.

19. Marionneau, 1861, p. 227.

20. Maisonave, 2002, p. 192 et 193 (fig. 29).

véritable prédilection pour les peintres de cette école. Quand on sait que le patronyme de Vereycken est particulièrement courant à Anvers, on ne s'étonnera plus de la présence de notre gravure sur parchemin en Aquitaine. Une question reste cependant posée : par qui ces gravures provenant des Flandres étaient-elles vendues à Bordeaux ? Certainement par les libraires et ce fut vraisemblablement le cas pour la gravure de Vereycken car s'il s'agit d'un cadeau fait à la religieuse par des parents, ils l'achetèrent à Bordeaux ; si c'est la communauté qui en fit l'acquisition, tout porte à croire que ce fut aussi à Bordeaux.

Après avoir été chassée de son couvent par la Révolution, Jeanne de La Croix continua à vivre à Saint-Macaire, place du Mercadiou, mais bien pauvrement car, sur le registre des successions du bureau de Cadillac (1807-1813)²¹ le fonctionnaire chargé des écritures inscrivit *Lacroix, Marie-*

Jeanne, ex-religieuse, ne possède rien, dans la colonne dévolue aux noms des héritiers, il écrivit : sa sœur Victoire, Saint-Macaire²² ; c'est cette dernière qui hérita les quelques objets personnels de l'ancienne ursuline parmi lesquels se trouvait notre gravure. Comme nous ignorons la date du décès de Victoire de La Croix, le parcours de l'œuvre de Vereycken reste inconnu jusqu'à ce jour de 2009 où elle réapparut chez un brocanteur.

21. A.D.Gir., 3 Q II 012.

22. Dans ses *Généalogies périgourdines* Saint-Saud indique bien que Jeanne de la Croix eut une sœur prénommée Victoire mais il la fait mourir à l'âge de 6 ans. Soit il commit une erreur sur la date de son décès, soit deux filles issues du même couple portèrent le prénom de Victoire.

Bibliographie

Cène. Éditions Phaidon ; s.d.

Fournier (Jean-François). *La Crucifixion de l'église de Lalande de Fronsac*. Revue archéologique de Bordeaux, 2007, p. 171 et s.s.

Fournier (Jean-François). *Les rapports entre un amateur d'art libournais et un peintre de la ville*. Revue historique et archéologique de Libourne, tome XLV, n° 164, 2^e trimestre 1977.

Froidefond de Boulazac (Albert). *Armorial de la noblesse du Périgord*. Lafitte reprints, Marseille, 2002.

Maisonave (Philippe). *Tableaux religieux des églises de Bordeaux (XVII^e siècle - première moitié du XVIII^e siècle)*. Revue archéologique de Bordeaux, année 2002, p. 151 et s.s.

Marionneau (Charles). *Description des œuvres d'art qui décorent les édifices publics de la ville de Bordeaux*. Bordeaux, 1861.

Roudié (Paul). *Documents concernant I/ La reconstruction de la chapelle du Bequet ; II La vente de tableaux flamands*. Revue archéologique de Bordeaux, tome LXXVIII, année 1987.

Saint-Saud (Comte de). *Généalogies périgourdines*. Bergerac, 1898.

Virac (Désiré-Antoine). *Histoire de Saint-Macaire*. Le livre d'histoire, 1990, réédition.



Une peinture du XIXe siècle représentant un épisode de la vie de Germaine Cousin, dite sainte Germaine de Pibrac

Jean-François Fournier

La peinture que je vous présente ici fut exécutée vers 1830-1840 sur une toile très fine sur laquelle l'artiste, avant de commencer sa composition, posa une couche d'apprêt rouge. Elle mesure actuellement 0,765 m de hauteur sur 0,565 m de largeur mais ces dimensions ne sont pas ses dimensions originelles, la toile ayant été recoupée à une date récente pour être fixée, lors de son rentoilage sur un châssis neuf. En tenant compte des parties peintes cloutées maintenant sur le bord du nouveau châssis, on peut estimer que, primitivement, elle devait mesurer 0,80 m de hauteur et 0,60 m de largeur. D'après ses dimensions et sa facture, il est certain qu'elle était l'élément d'un trumeau, ce meuble bien démodé aujourd'hui mais dont chaque Français vivant sous le règne de Louis-Philippe se croyait obligé de faire figurer au-dessus d'une cheminée de sa maison.

La scène est située à la campagne durant l'hiver ; les arbres dénudés en font foi ; devant une croix de pierre, érigée près d'une petite maison, un vieux mendiant est assis, son chapeau à ses côtés, devant lui, une jeune fille ouvre son tablier rempli de roses à la grande surprise d'un homme coiffé d'un large chapeau noir et d'une femme tenant de la main gauche un court bâton tandis qu'en retrait un couple, certainement les habitants de la petite maison, sont comme stupéfaits ; l'homme, joignant les mains en signe de prière, la femme levant un bras comme pour prendre le ciel à témoin du prodige. Sur la croix poussent des roses ; à gauche, deux moutons broutent, un autre s'abreuve. Au loin, dans ce paysage triste mais pourtant plein

de charme, on voit un château médiéval surmonté par le mur-clocher d'une église ou d'une chapelle. Nous nous trouvons là en présence de la représentation de la vie d'une sainte. Dans la vie légendaire de plusieurs d'entre elles, Isabelle de Portugal, Rosa de Viterbo et Élisabeth de Hongrie figure la légende du tablier rempli de nourriture se transformant en fleurs mais, après un examen minutieux de la scène, on peut affirmer que cette peinture a pour sujet Germaine Cousin, dite sainte Germaine de Pibrac, qui vécut de 1579 à 1601 dans cette commune de Haute-Garonne située près de Toulouse. Elle ne fut béatifiée qu'en 1854 et canonisée qu'en 1867, ce qui explique le fait que sur notre peinture l'artiste n'entoura pas sa tête d'un nimbe¹. Cette peinture est néanmoins intéressante car, bien qu'elle ait été choisie par l'Eglise pour devenir la patronne des bergères son iconographie est très pauvre².

Bergère elle-même, Germaine Cousin, fille d'un pauvre laboureur et d'une femme qui mourut peu après sa naissance, eut une vie pitoyable. Scrofuleuse, malingre, infirme d'un bras, elle fut méprisée par son père, détestée de la seconde épouse de ce dernier et mourut à vingt-deux ans dans l'indifférence générale. Bien des années plus tard, en creusant une tombe dans l'église du village, on découvrit son corps intact, corps qui fut reconnu par

1. R.R. P.P. Bénédictins, 1948, tome VI, p. 253.

2. Réau, 1958, tome III (I), p. 585.



Sainte Germaine de Pibrac ouvrant son tablier rempli de roses.

les plus anciens habitants grâce aux traits de son visage et à son bras atrophié. Le cadavre fut placé dans un cercueil et, dès lors, on commença à parler de guérisons miraculeuses. Comme si la vie édifiante de la pauvre malheureuse, pleine de bonté malgré les humiliations subies, ne suffisait pas à prouver sa sainteté, on se mit à évoquer des épisodes de sa vie dont l'exactitude est bien sujette à caution ! On prétendit qu'en traversant un ruisseau les eaux s'étaient retirées devant elle (récit calqué sur la traversée de la mer Rouge par les Hébreux) et que les croutons qu'elle

avait mis dans son tablier afin de les donner aux pauvres s'étaient transformés en fleurs (élément emprunté à la légende de sainte Élisabeth de Hongrie). C'est ce dernier événement que relata l'œuvre que nous étudions ici, le peintre ayant choisi l'instant où, selon la légende, le père et la marâtre de la sainte la sommèrent d'ouvrir son tablier qu'ils savaient rempli de nourriture destinée aux pauvres mais qui, par la grâce divine, se transforma en fleurs.

Cette toile fut exécutée par un artiste ou, plus exactement, par un ouvrier travaillant dans un atelier (les peintures ornant les trumeaux étant peintes en séries) qui ne connaissait pas le château de Pibrac, sa représentation n'ayant rien de commun avec la réalité ; ce peintre était visiblement plus à son aise dans l'art du paysage que dans le traitement des figures rendues avec une grande naïveté. Cette œuvre s'inscrit dans la production de ces innombrables trumeaux exécutés sous le règne de Louis-Philippe pour une clientèle de petits bourgeois et de paysans aisés, amateurs de sujets religieux, de scènes champêtres et, plus rarement, de sujets inspirés par une pièce de théâtre ou un ballet à la mode³ mais n'ayant guère de connaissances artistiques, se satisfaisant d'œuvres qui n'auraient pas trouvé place dans le cabinet d'un amateur averti.

Notre "Miracle des fleurs" n'est certes pas un chef-d'œuvre mais c'est un témoignage qui permet de connaître le goût des français sous le règne de Louis-Philippe. C'est aussi un document car, depuis quelques années, les brocanteurs, constatant que les trumeaux se vendent mal, coupent le sujet central de la peinture et, une fois encadrée le vendent comme étant un tableau. Cette pratique se généralisant, on peut se demander s'il restera beaucoup de trumeaux sur le marché de l'art dans les siècles à venir...

3. Il y a quelques années, un brocanteur vendait un trumeau comportant une peinture illustrant le ballet *La sylphide* dont l'action se passe en Ecosse, ce qui entraîna le digne commerçant à déclarer à ses éventuels acheteurs qu'il s'agissait d'un tableau écossais...

Bibliographie

R.R. P.P. Bénédictins de Paris. *Vie des saints et bienheureux selon l'ordre du calendrier*. Letouzy, Paris, 1948.

Réau Louis. *Iconographie de l'art chrétien*. PUF, Paris, 1956-1958.



Revue archéologique de Bordeaux, tome CI, année 2010, p. 213-256

L'archéologie girondine en 2009

(Extraits du *Bilan Scientifique régional*, DRAC Aquitaine, SRA)

Belin-Beliet

Le Passage

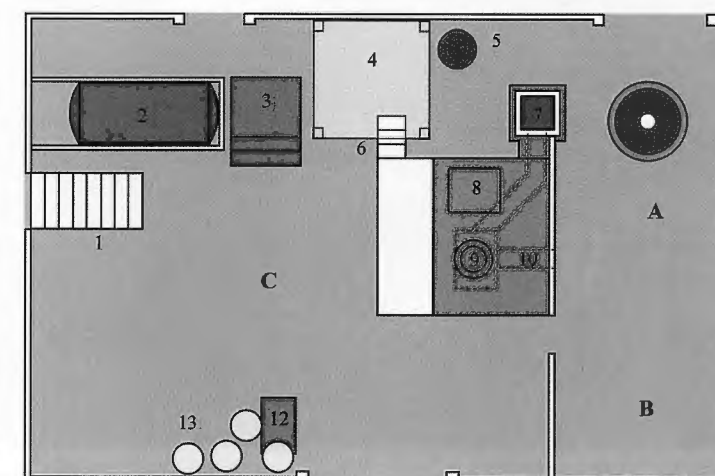
Cette opération de relevé et de sondage a été réalisée sur l'ancienne distillerie de résine Cazauviel. Elle entre dans le cadre d'une étude générale sur l'exploitation du massif forestier sud girondin, de la préhistoire à nos jours.

L'usine est située sur un terrain surplombant une zone marécageuse à proximité de la rivière l'Eyre. Edifiée dans les années 1880, elle comportait au départ deux bâtiments.

L'un abritait la première usine de distillation qui a été détruite par un incendie en 1930. L'autre, situé en vis à vis, était utilisé pour le stockage du produit fini (l'essence de térébenthine). Aujourd'hui les élévations des murs ont disparu, toutefois les substructions sont encore nettement visibles. Il s'agit d'une construction rectangulaire reposant sur des murs de pierres avec élévation en briquettes. Parmi les substructions de gros tessons ont été retrouvés, se sont des fragments de grandes jarres (environ 1 m de haut) qui, enterrées dans le sol, servaient à stocker l'essence de térébenthine. Ce système archaïque a été ensuite remplacé par une grande citerne en acier de forme cylindrique et qui repose sur quatre piliers en briquettes.

Ancienne usine de térébenthine Cazauviel -
Plan des installations de 1931.

1	Escalier
2	Grande cuve de stockage de la résine
3	Fosse avec escalier
4	Cuve à résine en briques sur pilotis
5	Petite cuve de stockage
6	Escalier
7	Cheminée
8	Bassin en tôle de bronze
9	Cuve de chauffe de la résine
10	Four en briques
11	Chaudière de 1928
12	Petite fosse
13	Plateaux à colophane



Après l'incendie de 1930 un nouveau bâtiment est édifié et utilisé à partir de 1931. Celui-ci est toujours présent, il mesure 15 m x 10 m. A l'intérieur les installations sont dans leur état d'origine, seul le serpentin de l'alambic a disparu. L'atelier est organisé de la manière suivante :

- la zone A est occupée par les activités du feu qui sont l'alimentation en bois de la chaudière n°11 et le four n° 10.
- la zone B semble destinée au magasinage comme en témoignent les étagères encore présentes sur lesquelles se trouvent des vannes d'eau de rechange ainsi que les pochoirs destinés au marquage des barriques.
- la zone C est séparée des précédentes par un mur en briques, il s'agit du laboratoire destiné au traitement de la résine.
- la zone D est située à l'extérieur du bâtiment, elle correspond au quai de déchargement des barriques de résine.

La partie centrale du bâtiment est occupée par la maçonnerie du four (n° 10) qui est liée à une imposante cheminée de section carrée (n° 7). Enchâssé dans cette structure on trouve le bac d'alimentation (n° 8) et la cuve de chauffe (n° 9) appelée également cucurbite.

Le processus de traitement s'établit de la manière suivante : la résine brute est déchargée au niveau de la zone D, elle est stockée dans la cuve n° 2, elle est ensuite placée dans le bac d'alimentation n° 8 qui communique par un tuyau avec la cuve

de chauffe n° 9 (cucurbite d'environ 3000 litres de capacité). La résine liquéfiée par la chaleur du four s'écoule naturellement « *per descendum* » dans cette dernière. Cette cucurbite est fermée par la cornue qui fait la liaison avec le serpentin de l'alambic (aujourd'hui disparu). Après chauffe pendant une heure, l'hydrodistillation (eau chaude + résine) s'opère et on obtient environ 20 % d'essence térébenthine à la sortie de l'alambic et 70 % de colophane qui reste au fond de la cucurbite. Cette dernière est extraite par un tuyau situé au bas de la cuve et elle est évacuée par une goulotte métallique vers un wagonnet. Cette colophane est ensuite disposée dans les différents plateaux stockés à l'entrée du bâtiment (n° 13) puis exposée au soleil pour un long séchage.

Ces distilleries étaient, aux XIXe/XXe siècles, présentes à plusieurs exemplaires dans chaque commune. Depuis l'abandon de la récolte de la résine à la fin des années 1970 elles ont disparus du paysage industriel régional.

Celle de Belin-Beliet est la dernière encore en état pour le sud Gironde. Sa sauvegarde scientifique, qui rentre parfaitement dans le cadre de l'archéologie industrielle, est un exemple qui devrait être renouvelé sur les autres sites industriels de la région.

Jacques Philippe



Belin-Beliet, Le Passage. Col des jarres de stockage.

Blasimon

Le Vieux Château

Malgré les fortes présomptions pesant sur la parcelle 4 dite du « Vieux Château » à Blasimon, soit à l'emplacement présumé du *castrum* initial du bourg, le seul indice archéologique exhumé ne semble pas suffisant pour témoigner d'une occupation prégnante de la zone (410 m²).

Le premier sondage a livré seulement le négatif d'une tranchée d'axe nord – sud (peut être liée à la récupération d'un mur) et dont le remplissage reste non daté par manque

d'élément caractéristique. Le second sondage, situé au plus près du bâtiment existant, n'a révélé qu'un apport de remblais récents placés directement sur le substrat calcaire.

Toutefois, nous avons remarqué qu'à l'intérieur du bâtiment sont conservés des éléments architecturaux en place sur le mur contigu à la parcelle voisine mais non accessible.

Ces éléments (passage en arc brisé et fenêtre haute) peuvent s'avérer intéressants pour comprendre le développement organique des différentes constructions qui sont encore en élévation et en confront sur l'ensemble des parcelles constituant le « Vieux Château ».

Scuiller Christian

Bordeaux

Bourse du travail

Une découverte fortuite

En pratiquant une excavation à l'aplomb d'une cage d'ascenseur en construction, des terrassiers ont découvert deux sépultures sous le niveau de fondation en béton de la bourse du travail de Bordeaux. Après un prélèvement en masse effectué par la police, on a pu observer une sépulture encore partiellement en place dans la coupe et faire quelques observations.

Le décaissement n'a pas révélé une occupation funéraire importante, d'autant plus que l'emprise était limitée. Du contenant, il restait des traces ligneuses et des clous ; les inhumations en cercueil pour la chronologie régionale sont postérieures au XVIe siècle. Cependant un abondant matériel céramique (sigillée, commune, amphore), associé à de nombreux vestiges de diaphyses osseuses d'animaux domestiques, renvoie à la fin du Ier siècle et début du IIe. Il est manifeste que les sépultures n'ont rien à voir avec le sédiment encaissant.

Un cimetière protestant

L'enceinte de la ville de Bordeaux, élevée dans ce secteur entre 1303 et 1324, coupe ce site de l'église Sainte-Eulalie, ce qui interdit tout lien avec son cimetière. Le plan de Bordeaux dressé par Albert Jouvin de Rochefort vers 1670 (A.M.Bx XL-A435) attribue à un enclos à peu près rectangulaire situé dans ces environs la mention *Cimetière des Heuguenots*. Les plans postérieurs ne la reprennent pas mais quelques documents d'archive témoignent effectivement de l'aménagement d'un cimetière sur un terrain privé qui correspondrait aux actuelles rue Tannesse et Villedieu.

Malgré la légalisation du protestantisme par l'édit de Nantes, son ouverture avait été obtenue à grand peine, vraisemblablement vers 1605 en même temps que celle du temple de Bègles. Des fortifications de la Fronde remontant aux années 1640 le voisinaient. On connaît son existence surtout par les incidents qui ont émaillé sa fréquentation lors de l'application de l'édit à la rigueur après 1660. Lors de la révocation (1685), ce cimetière a été fermé et démantelé. Certaines des pierres tombales, apparemment celles de familles influentes, servirent à la confection des dalles de la chapelle de l'hôpital de la Manufacture ; elles ont été retrouvées lors de sa démolition en 1935 et dix-sept ont été recueillies dans des grottes à Saint-Macaire.

On pourrait envisager que les deux sépultures observées étaient proches de la limite nord de ce cimetière. La courte durée de son existence justifie la faible densité des tombes.

Cambra Patrice et Régaldo-Saint Blancard Pierre

COUDROY de LILLE, Pierre. "Les tombes protestantes de Saint-Macaire", *Bulletin et mémoires de la Société Archéologique de Bordeaux*, t. 65, années 1963-1969, p. 233-240.

COULON de LABROUSSE, Bruno. *Le statut juridique du protestantisme à Bordeaux : 1598-1787*. Thèse sous la dir. de Pierre Jaubert, 1974.

PACTEAU de LUZE, Séverine. *Les protestants et Bordeaux*. Bordeaux, Mollat, 1999.

RICAUD, Théodore. Communication du 10 juin 1938. *Bulletin et mémoires de la Société Archéologique de Bordeaux*, t. 55, année 1940, p. 24.

9 cours du Maréchal Juin

Entreprise à la fin du mois de mars 2009, cette fouille occupe, 1 km à l'ouest de la Garonne, un espace de près de 1000 m² en bordure de la ville du Haut Empire, à environ 300 m du rempart du Bas-Empire et à une centaine de mètres du site de la Cité Judiciaire, dans l'ancien vallon du Peugue formé d'alluvions argileuses holocènes.

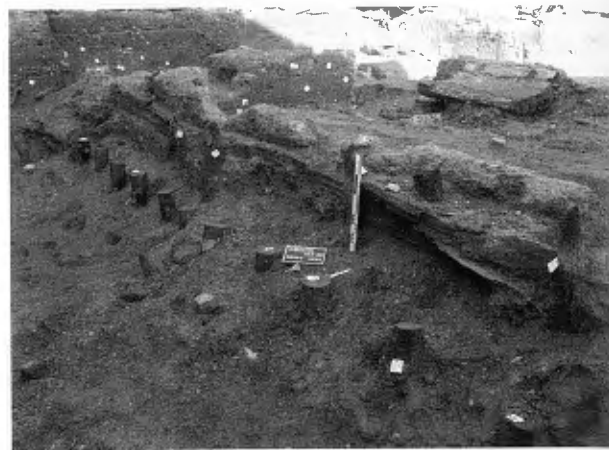
La fouille a mis en évidence une séquence stratigraphique pluriséculaire entre la fin du I^{er} siècle de notre ère et l'époque moderne. Néanmoins, conformément au cahier des charges, seules les séquences antiques ont fait l'objet d'une fouille exhaustive; les horizons médiévaux et modernes, jusqu'au sommet des niveaux gallo-romains, ont seulement fait l'objet de prélèvements pour analyses paléoenvironnementales.

Au sud de l'emprise de fouille, un large paléochenal orienté nord-ouest/sud-est, qu'il est séduisant d'identifier comme le Peugue ou comme l'un de ces bras, constitue un élément structurant au moins pour le premier siècle de notre ère. Seules la berge nord et une partie importante du comblement ont pu être observées, la paroi moulée du côté sud et l'emprise des buttons sud-est masquant la berge sud.

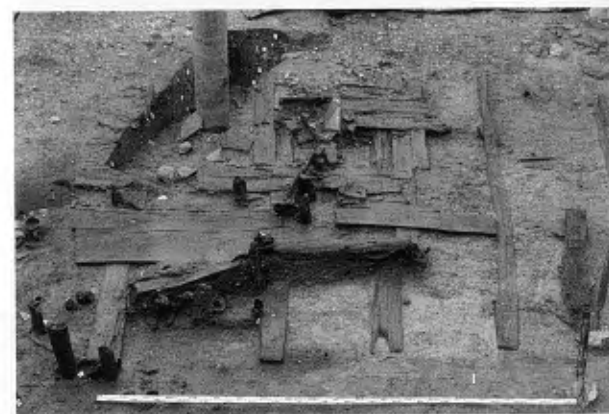
En fond de vallée, les premiers éléments d'anthropisation de ce milieu humide sont des petits chenaux plus ou moins actifs qui semblent drainer les espaces situés au nord du cours d'eau. Ils présentent un profil en U caractéristique sinon d'un creusement anthropique, du moins d'un entretien et d'un curage réguliers. Dans l'état actuel des études connexes, il est délicat de préciser la datation de ces aménagements qu'il paraît pertinent de placer dans les premières décennies de notre ère.

Les séquences suivantes (fin I^{er} siècle ap. J.-C.) sont marquées par un investissement important du secteur : aménagement et stabilisation des berges, développement d'espaces de circulation dans les secteurs riverains. La berge nord connaît d'importants aménagements de structuration et de stabilisation, illustrés notamment par la construction d'un mur de soutènement, parallèle au chenal ; un système de palplanches dont a été conservée la majorité des pieux (cf. fig.) a permis la construction de ce batardeau et la protection de la berge contre l'érosion. Tout au long de la séquence d'occupation du site, la berge fut régulièrement renforcée et maintenue par des lignes successives de pieux.

Dans le courant du I^{er} siècle, un aménagement particulier et remarquable en raison de son état de conservation complète le dispositif d'occupation et de circulation autour du chenal : à l'est de l'emprise de fouille, la berge nord est modelée, à l'aide de sables et de graviers, en une large grève en pente douce jusqu'au chenal. Cet atterrissage est équipé d'une structure en bois composée de longerons perpendiculaires au chenal



Berge nord du paléo-chenal :
pieux de stabilisation de la berge.



Plan incliné sur la berge nord.

supportant les planches d'un platelage (cf. fig.). Un pieu à tête recourbée, retrouvé à la limite du chenal profond, identifiable à une bitte d'amarrage, et le profil même de la structure indiquent un aménagement de chargement et de déchargement de barques à fond plat ou de radeaux (la profondeur du chenal n'excède jamais 1,50 m) avec un plan incliné destiné à tirer au sec les embarcations.

A l'arrière du chenal, au nord, le secteur est dès le début du I^{er} siècle équipé de larges systèmes de circulation (sol de galets, cailloutis, ou radier de terres cuites et matériaux de destruction) qui définissent un vaste espace régulièrement entretenu et majoritairement ouvert. Seules quelques séquences, présentant des alignements réguliers de trous de poteaux, laissent envisager l'existence ponctuelle d'espaces couverts ou d'apentis. Dans l'angle nord-est de la fouille, à environ 30 mètres au nord du chenal, la fouille a mis en évidence les vestiges, non circonscrits, d'un petit bâtiment construit sur solins de pierre et poutre sablière.

Aucune structure artisanale proprement dite n'a été identifiée sur le site à l'exception de deux cuves oblongues en bois, vraisemblablement liées au travail du cuir ; elles sont implantées à proximité du chenal et appartiennent aux dernières séquences de l'occupation antique, vers la seconde moitié du II^e siècle, dans une phase où l'espace riverain du chenal sert de grand dépotoir. Cependant, plusieurs indices montrent la proximité d'ateliers de traitement des peaux (tanneries et teinturerie), en particulier l'abondance, sur l'ensemble de la séquence stratigraphique, aussi bien dans les colmatages du chenal que dans les niveaux de circulation, d'une part de fragments d'amphores romaines de Lipari (Richborough 527), destinées presque exclusivement au conditionnement de l'alun qui intervient dans les processus de tannage et de teinture, d'autre part de déchets fauniques constitués en écrasante majorité de cornes et autres restes de bovidés.

Le soin apporté à la stabilisation des berges, les structures de débarquement, l'imposant espace de circulation riverain plaident en faveur de l'existence d'une zone dédiée au transit des matières premières (amphores de Lipari) et des produits finis, le chenal constituant indiscutablement un excellent vecteur de transport.

A partir du milieu II^e siècle de notre ère, l'espace est progressivement délaissé, l'entretien du chenal apparaît moins régulier (l'épaisseur des niveaux de comblement augmentent) et son colmatage s'accélère. Le secteur devient un vaste dépotoir à ciel ouvert où l'on rejette sur les berges et directement dans le chenal une multitude de déchets : moellons, mortier, éléments architecturaux, céramiques, enduits peints, bois, restes fauniques. La présence continue dans ces ensembles de fragments d'amphore de Lipari et de déchets fauniques triés (cornes de bovidé) atteste encore de la permanence à proximité d'une activité de tannerie ou de teinturerie.

Le chenal semble définitivement comblé à l'horizon du III^e siècle, sans que soient des réactivations ponctuelles lors des grandes marées ou d'épisodes orageux. L'occupation du secteur au troisième siècle reste très ténue. On note la présence de structures sur poteaux se succédant assez rapidement dans le temps. La nature de ces ensembles reste encore, dans l'état actuel des travaux, relativement incertaine : bâtiments, limites parcellaires, palissades...

De manière générale, le secteur reste un espace de dépotoir jusqu'au colmatage progressif du site, que l'on place avec prudence à partir de la fin du III^e siècle ou au début du IV^e.

Progressivement, le secteur devient un important marécage et des prairies humides qui ne seront assainies qu'au début du XVII^e siècle pour réaliser le vaste jardin d'agrément de l'archevêché. Les études étant encore en cours, la chronologie de la formation du marécage et de son évolution reste encore

délicate à déterminer. La chrono-stratigraphie montre de manière péremptoire que l'accumulation tourbeuse se place entre les derniers niveaux d'abandon antiques (III^e siècle) et les niveaux d'époque moderne. De l'occupation de ces espaces aux périodes médiévales et modernes, peu d'éléments archéologiques nous sont parvenus. Cependant, lors de la purge mécanique des niveaux de tourbes, plusieurs séries de pieux et d'éléments en bois, encaissées dans les horizons tourbeux, ont été mises au jour.

Orientées nord-ouest/sud-est, deux lignes parallèles de pieux et plusieurs assemblages de longerons et traverses forment une structure de type pont ou passerelle. Bien que très arasée, elle a été observée sur plus de trente mètres de long. Elle est large d'environ 5 m. Cette « passerelle » était très vraisemblablement destinée à franchir à pied sec la zone très humide de l'ancien chenal du Peugue. La datation précise de cette structure reste à déterminer, l'étude dendrochronologique étant en cours.

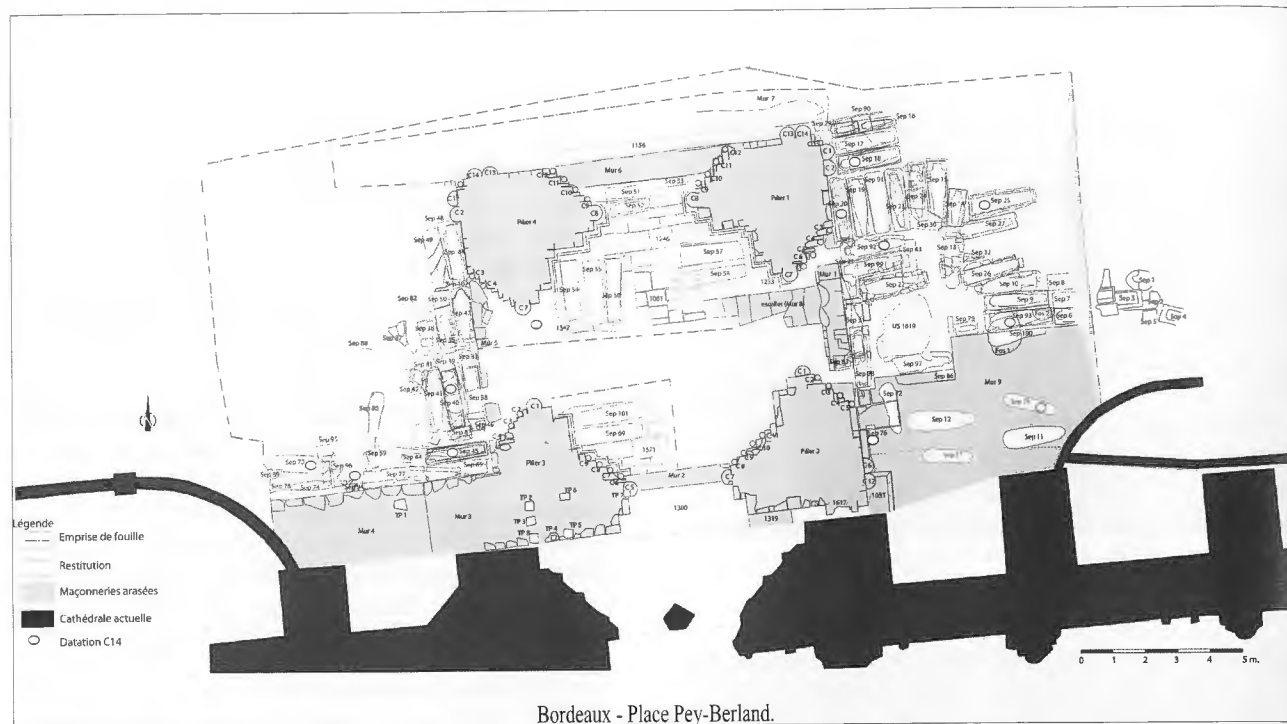
Hénique Jérôme

Place Pey-Berland

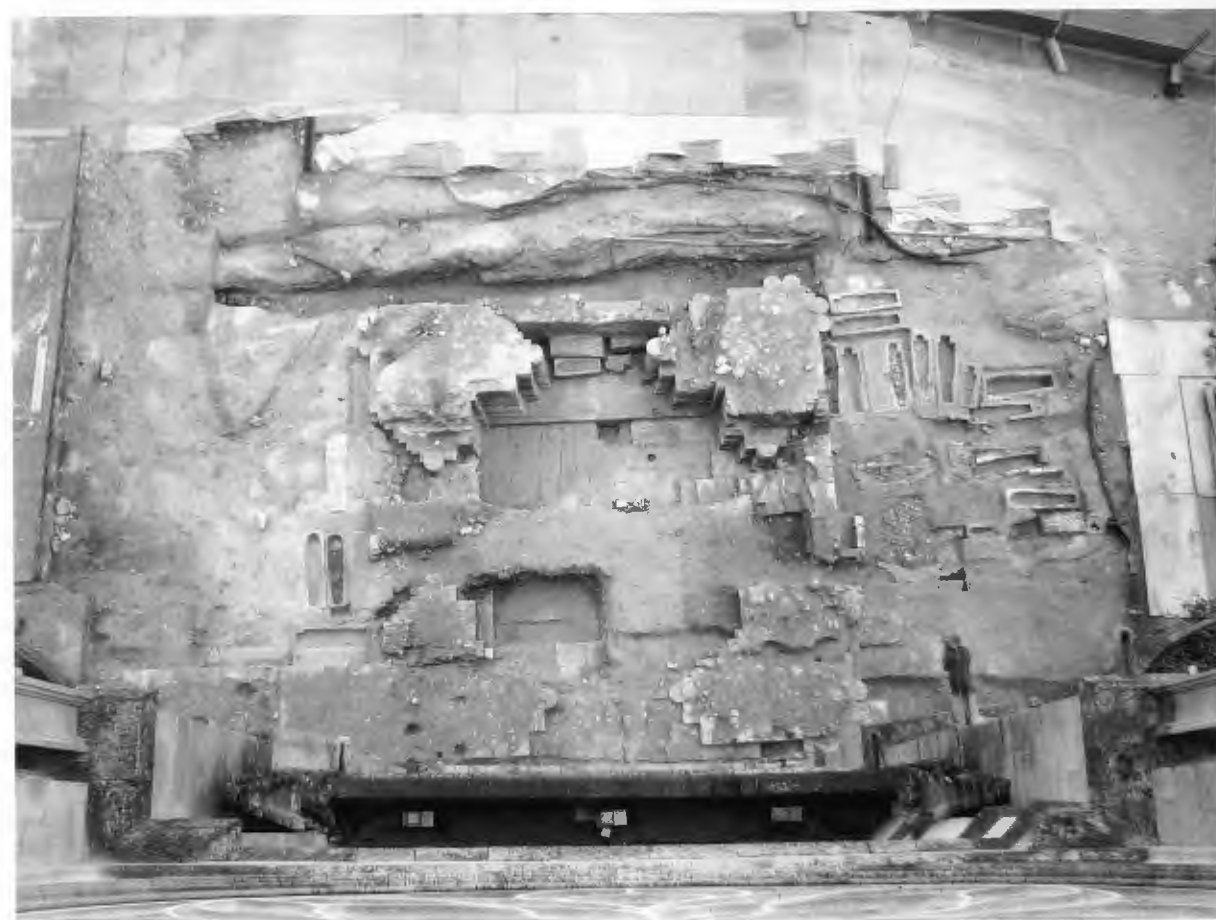
Dans le cadre des aménagements paysagers de la place Pey-Berland, les piliers d'un porche roman, devant l'entrée nord de la cathédrale Saint-André, ont été mis au jour en 2003 (opération W. Migeon, INRAP ; BSR 2003, p. 49-51). L'importance des vestiges a suscité une réflexion sur le devenir du site. Dans l'attente d'une décision, ils ont été recouverts de sable et scellés par une dalle de béton. Ce n'est qu'en 2009, une fois la décision prise de prolonger le dallage du parvis, qu'une opération préventive a pu être effectuée par la société Hadès. L'emprise de fouille était de 420 m², équivalente à celle de l'aménagement.

Le but de ces investigations était de vérifier la liaison entre le porche roman et la maçonnerie du transept de la cathédrale et de fouiller les sépultures menacées par le projet.

Cette opération archéologique a permis de renouveler nos connaissances sur la cathédrale Saint-André à l'époque romane. Le porche, construit au début de la deuxième moitié du XII^e siècle, semble avoir été indépendant de la cathédrale avant d'y être raccordé. Cette tour, en plus d'être un lieu d'accueil, avait une destination essentiellement ostentatoire aux regards des rivalités entre les différentes institutions religieuses de la ville. L'étude métrique démontre un projet ambitieux réalisé pour le rez-de-chaussée avec une grande rigueur. L'édifice a cependant connu des problèmes de stabilité. Fondé dans un sous-sol à la fois meuble (marécages) et comportant des points durs (vestiges architecturaux antérieurs), l'édification de la tour, issue d'un programme ambitieux et ostentatoire,



Bordeaux - Place Pey-Berland.
Ci-dessus : Plan général. Infographie C. Proye-Guimard, N. Sauvaître, Hadès.
Ci-dessous : Vue aérienne. Cliché N. Sauvaître, Hadès.



Bordeaux - Place Pey-Berland.
Sép. 45. Cliché C. Demangeot, Hadès.

où l'on soupçonne l'intervention de l'archevêque Geoffroy du Loroux (1136-1158), n'a peut-être jamais été achevée bien qu'un texte de la fin du XII^e siècle, évoque l'existence d'un « nouveau clocher ». Les recherches sur les pressions au sol démontreraient l'apparition précoce de signes de faiblesse entraînant, dans un premier temps, la mise en place d'un renfort dont la fonction reste floue. Son édification a peut-être même accentué la fragilité de l'édifice. Il s'en suit la condamnation de trois portails (nord, ouest et est). La structure est ainsi transformée, au début du XIII^e siècle, en chapelle, puis, quelques décennies plus tard, en crypte avec la fermeture de l'accès sud et l'adjonction d'un escalier. Le pilier nord-ouest est alors orné de peintures murales, dont la scène principale représenterait un individu allongé sur une barque (Saint Jacques ?)¹. La structure est emmottée progressivement avec l'exhaussement des niveaux de sols extérieurs. Un espace funéraire se constitue autour de l'édifice.

Deux niveaux d'inhumations ont été repérés. Sur 92 sépultures inventoriées, 55 ont été fouillées. Des individus des deux sexes et de toutes les catégories d'âges sont présents sur le site. Plusieurs modes d'inhumations ont été distingués : sarcophages, coffres bâtis, pleine terre. Des orcelles (ampoules en verre) ont été déposés avec les individus inhumés dans les sarcophages et les coffres bâtis. Deux sépultures de pèlerins ont été mises au jour. Les individus ont été enterrés avec leurs attributs (coquilles Saint-Jacques, croix). La population inhumée autour de l'ancien porche semble appartenir à une classe sociale privilégiée (chanoines, laïcs, ... ?). Leur bon état sanitaire ainsi que le dépôt de mobilier associé au défunt, boucles de ceinture, tissu (soie), cuir (chaussure) permet de suggérer cette hypothèse. Les marqueurs d'activité, identifiés sur certains individus, attestent le port de charges lourdes qui correspondent à des métiers de type maçon, charpentier, tailleur etc. Plusieurs de ces marqueurs ont été identifiés sur les individus inhumés dans deux tombes dont les couvercles sont décorés respectivement d'un taillant et d'une doloire ; ceci pourrait donner un indice sur le métier exercé par ces individus, tel que tailleur de pierre et charpentier.

Après un important dépôt d'ossements (ossuaire), dans la première moitié du XIV^e siècle, l'édifice est arasé et la crypte comblée par plusieurs remblais. L'espace ainsi dégagé est aménagé en place devant le nouveau transept gothique et la monumentale porte « des flèches ». Les inhumations semblent se poursuivre. Des sépultures en pleine terre, dépourvues de mobilier, coupent des niveaux de circulation recouvrant un mur

1. Une récente analyse stylistique (Pascal Ricarrère, Ausonius), appuyée sur une détermination des colorants (Aurélié Mounier, CRP2A), tend à démontrer qu'il s'agit en fait de l'exposition d'un défunt dans son tombeau, thème en parfait accord avec la destination funéraire des lieux. (Note SRA)

Albert Jouvin de Rochefort et estimé vers 1670 : elle occupe le milieu de la place et prend la forme d'une navette, formée d'un rectangle séparé par un trait d'une abside hémisphérique.

Cependant, plusieurs documents d'archive, notamment un procès-verbal de visite du 27 janvier 1685, intervenant dans le contentieux entre le curé et les paroissiens pour déterminer l'état de l'édifice et la nécessité d'en construire un autre, donnent des éléments de description utilisables (cf. fig.). L'église était orientée ; sa nef unique, voûtée d'ogives en trois travées, mesurant 18,50 m de long pour 7,50 de large, était bordée de quatre autels entre les piliers ; le chœur, un peu plus étroit avec 6,50 m de large, était long de 8,10 m ; derrière le retable du maître autel se trouvait une sacristie carrée de 2,75 m de côté et flanquée de deux *enfoncements* de 1 m sur 1,30 m. Des galeries latérales courraient le long de la nef ; une autre au revers de la façade portait les orgues ; il en était une quatrième qui traversait la nef, vraisemblablement une sorte de jubé. Un legs permit en 1497 l'achèvement du clocher, dont on ignore la position ; il pourrait éventuellement correspondre au *grand pignon de dessus l'arceau qui sépare le cœur de la nef* mentionné peu après l'effondrement.

Hors tout, l'église pouvait mesurer près de 33 m de long ; sa largeur, accrue de contreforts (*contremurs*), devait atteindre les 10 m (cinq toises un pied sur un document de 1691). Elle s'insère dans un élargissement ovalaire de la rue Sainte-Colombe (cf. fig.). Tous les documents d'époque et tous les commentaires soulignent l'étroitesse des espaces viaires de part et d'autre, qui en faisaient de véritables coupe-gorge. La place actuelle mesure 19 mètres de large pour une longueur théorique de 53 m prolongée de part et d'autre par la rue. La plupart des maisons ont été refaites à la fin du XIX^e siècle, mais certaines semblent assez anciennes pour étayer l'idée d'une taille identique pour la place du XVII^e.

L'église était flanquée au sud, à l'intérieur du bâti privé périphérique et y pénétrant sur plus de 21 m, au niveau de l'actuel n° 30 de la place, d'une chapelle Saint-Sébastien ou Saint-Sixte, attestée à partir de 1511. Un passage, porté par une arcade qui franchissait la rue, vraisemblablement au-dessus de la porte latérale attestée dans la travée occidentale, reliait la galerie sud de l'église à un *degré*, un escalier, de la chapelle. Cet édifice est déjà désaffecté en 1714.

L'église était paroissiale, mais on n'a pas d'attestation de son cimetière avant 1516 ; il se trouvait à l'est de cette chapelle et se développait jusque sur les terrains où la seconde église est construite à partir de 1522.

A l'est de la place se trouvait un puits. Il n'est pas attesté avant 1691, mais est alors en rapport avec l'emplacement de l'église effondrée. En 1760, la croix du Mercat (place Fernand-Lafargue) est déplacée en symétrie à l'ouest.

Le diagnostic

Le projet de réaménagement paysager de la rue Sainte-Colombe, porté par la communauté urbaine de Bordeaux, avait induit, au-delà de l'éventuelle atteinte aux vestiges archéologiques, l'idée d'une évocation de l'existence de l'église. C'est pourquoi avait été faite en 2006 une demande volontaire de diagnostic. Des difficultés dans la signature de la convention et de nombreux autres retards pour les raisons les plus variées ont fait que l'opération n'a pu se faire qu'en juillet 2009, en bonne partie en accompagnement des travaux.

Les cinq sondages finalement concédés par le chantier (cf. fig.) durent respecter les terrasses commerciales, éviter les réseaux enfouis et laisser passer la circulation. Le sous-sol ne contient plus que d'ultimes vestiges des fondations, retaillés en tous sens ; il n'a pas été observé de sépulture. Le matériel recueilli est infime et non datant, y compris une monnaie du XIV^e siècle au contact du mur observé dans le sondage 4.

Les trois ouvertures menées sur le côté nord ont révélé des maçonneries qui sont probablement les restes du mur gouttereau de l'église. La mise en place d'un nouveau transformateur électrique au droit de la rue Buhan a montré une ultime semelle maçonnerie qui pourrait indiquer le gouttereau sud ; dans les deux autres sondages, ce mur avait été détruit par un égout. Le sondage 4 a révélé devant le 30, c'est-à-dire devant l'ancienne chapelle, un tronçon de mur perpendiculaire à l'axe de la rue ; il pourrait s'agir du soubassement du passage conduisant à la galerie de l'église. La surveillance des travaux tout au long de la rue, menée en complément de l'opération, n'a pas révélé d'autres vestiges, ainsi qu'il était prévisible.

Pour limités qu'ont été les résultats, ils ont cependant fourni des arguments sérieux pour positionner précisément l'église Sainte-Colombe sur l'axe nord-sud, l'incertitude en est-ouest restant de l'ordre de quelques mètres. C'est, certes, bien moins de connaissance que ce qu'apportent les archives, mais c'est fondamental.

Régaldo-Saint Blancard Pierre

Jean-Courret, E. *La morphogenèse de Bordeaux, des origines à la fin du Moyen Âge, fabrique, paysages et représentations de l'Urbs*. Thèse, 2006.

Ricaud, Th. "Un coin du vieux Bordeaux, Lou Mercat". *Société Archéologique de Bordeaux*, 34, 1912, p. 28-80.

Ricaud, Th. "Quelques monuments religieux de l'ancienne paroisse Sainte-Colombe de Bordeaux". *Société Archéologique de Bordeaux*, 32, 1910, p. 102-135.

Tinel, V. *La paroisse Sainte-Colombe de Bordeaux, de 1300 à 1522*. TER, 1996.

L'ornementation architecturale de Burdigala

Le programme d'étude commencé en 2009-2010 s'inscrit dans une double démarche : régionale, dans le cadre d'un projet collectif du service régional d'archéologie d'Aquitaine, et nationale, dans celui d'un projet financé par l'ANR intitulé « Ornementation Architecturale des Gaules ».

Un des objectifs de ce programme consiste à faire avancer significativement la connaissance de plusieurs collections lapidaires choisies pour leur caractère représentatif et l'importance des cités auxquelles elles appartiennent. La collection de

Bordeaux s'imposait dans le cadre d'une étude de la province d'Aquitaine, déjà riche de celles de Saintes et de Périgueux.

Parmi les outils élaborés pour conduire ce projet figure une banque de données qui sera à terme disponible pour l'ensemble de la communauté scientifique via le site internet de l'ANR (<http://orag.mms.h.univ-aix.fr>), et complétée d'outils théoriques : lexicaux et analytiques. La collection bordelaise sera naturellement représentée dans ce corpus.

Un des volets d'« ORAG » à mener une réflexion sur les modalités de la représentation des blocs d'architecture afin de proposer des protocoles de dessins les mieux adaptés aux objectifs préalablement définis. Avec la collaboration de la



Bloc de corniche modillonnaire.

cellule Archéotransfert (Ausonius, université de Bordeaux 3), la collection de Bordeaux constituera un champ d'expérimentation de ces questions.

Deux missions en mars et juillet 2010 ont d'ores et déjà permis d'inventorier la totalité des blocs d'architecture conservés au musée d'Aquitaine et une partie de ceux déposés au dépôt archéologique de la Palu.

Deux caractéristiques de ces collections, provenant essentiellement du démontage du rempart du Bas-Empire, sont apparues d'emblée. D'un point de vue chronologique, les pièces attribuables au premier siècle sont rares et très marquées par les traditions du répertoire décoratif de « l'école d'Aquitaine », comme on peut l'observer sur les corniches A2 et A3.

D'un point de vue morphologique, les séries cohérentes sont peu nombreuses et bien souvent représentées par un seul bloc. Cela conduira à privilégier une réflexion typo-chronologique sur les formes et le répertoire décoratif.

Toutefois, un petit nombre d'ensembles se dessine et donnera matière à des études spécifiques étayées par un dossier graphique qui expérimentera des techniques de représentation. Deux de ces ensembles font déjà l'objet d'expérimentations de photogrammétrie numérique 3D.

Tout d'abord des éléments de colonnes de grand module (base, fûts de colonnes, et chapiteaux), puis une série de sept corniches modillonnaires appartenant à un même édifice attribuable au II^e siècle (cf. fig.). Or ces productions architecturales sont parmi les plus originales de la province, avec un répertoire décoratif qui fait la part belle aux représentations figurées et pour lesquelles l'origine des modèles est encore à déceler.

Quoi qu'il en soit, l'importance et l'originalité des collections bordelaises attribuables au II^e siècle, et plus particulièrement à sa seconde moitié, viendront enrichir de manière décisive le tableau de l'architecture monumentale du Haut Empire, sur une période peu représentée dans les autres capitales de cité de la province.

Tardy Dominique,
Badie A., Malmay J.-J. et Robert R.

Bourg-sur-Gironde

Les Cabanes

A Bourg sur Gironde, au lieu dit Les Cabanes, le projet de vente en terrain constructible, d'une parcelle située à 100 m de la villa gallo-romaine des Gogues a motivé la réalisation d'un diagnostic anticipé.

L'opération a eu lieu à la fin du mois de juillet 2009. La surface de 2 730 m² a été sondée à 10 % à partir de huit sondages implantés préférentiellement en périphérie des zones constructibles.

L'opération a mis au jour une petite occupation/fréquentation archéologique. Moins d'une dizaine de structures permet de la dater de l'époque médiévale et moderne au sens large, d'autres creusements sont restés non datés. Les structures en creux sont des fosses ou fossés, un épandage et un four à fonction indéterminée.

Le mobilier associé aux structures est peu abondant et très fragmenté.

Moreau Nathalie

Coirac

Moureau

Un projet de construction individuelle, à proximité d'un établissement gallo-romain et d'une possible voie antique, est à l'origine de cette prescription de diagnostic.

L'assiette du projet, sur le plateau de l'Entre-deux-Mers, correspond à un terrain de 1200 m² marqué par un très léger pendage d'ouest en est. Les tranchées ont été implantées autour de l'emprise de la future maison, dans le sens de la pente. Approfondis jusqu'au substrat calcaire, ils n'ont révélé aucun indice archéologique.

Gineste Marie-Christine

Le Fieu

Vigne du Juge

Cette opération de diagnostic fait suite à un projet de carrière envisagé par la société So Sa, sur la commune, au lieu-dit « les Vignes du Juge ». L'intervention a concerné les trois premières phases d'exploitation de la carrière, c'est-à-dire une surface de 228 500 m².

236 sondages ont été réalisés ce qui représentait 4,7 % de la surface concernée. Sur la plupart des tranchées, la terrasse a été atteinte, mais pour certaines cela a été impossible à cause de la compacité du sédiment. Le résultat de ce diagnostic est totalement négatif.

Sandoz Gérard

Gaillan-en-Médoc

47, route de Lesparre

Sous le nom de « Château du Mur », un important site fortifié de l'Âge du Fer reste assez mal connu. La construction d'un bâtiment à usage commercial sur ce site a provoqué une série d'interventions.

En 2007, la construction d'une moyenne surface dans la parcelle voisine, à l'est, avait permis de reconnaître de nombreux vestiges de l'Âge du Fer (BSR 2007, p. 89-90). L'année suivante, sur la parcelle objet du présent diagnostic, plusieurs structures de la même période avaient été reconnues, notamment une fosse d'extraction et un foyer (BSR 2008, p. 76) ; cette intervention faisait suite à une modification du projet et traitait l'essentiel des vestiges qui n'avaient pu être évités. En 2009, il restait à mener quelques sondages complémentaires pour des travaux annexes a priori situés dans des zones moins sensibles.

Quatre sondages ont été réalisés sous forme de tranchées. Trois ont été négatifs. Le quatrième, en revanche, situé entre la route de Lesparre et le bâtiment, a montré un fossé orienté nord-ouest/sud-est, large de 0,50 à 0,60 m, profond de 0,25 m. Décapé sur quatre mètres, il présente un tracé légèrement courbe. Le rare mobilier céramique collecté dans le comblement date la structure de la Tène moyenne.

Charpentier Xavier

Gradignan

Cours du Général de Gaulle

Rue de Canteloup

La création d'un giratoire à une vingtaine de mètres du prieuré de Cayac donnait l'occasion, avec la prescription d'un diagnostic archéologique, de vérifier l'éventualité d'un habitat à proximité du prieuré-hôpital ainsi que la possibilité d'une occupation antérieure à l'implantation monastique.

Un titre de 1229 mentionne pour la première fois Cayac, un hôpital situé sur un itinéraire de Saint-Jacques de Compostelle. En 1304, l'hôpital est transformé en prieuré. Possession des Chartreux au XVII^e siècle, il est vendu comme bien national en 1791 avant de devenir le siège d'une verrerie au XIX^e siècle (premier achat connu de la verrerie : 1837 ; dernière vente connue 1862).

Cinq tranchées correspondant à 7,1 % du terrain ont été creusées dans une parcelle boisée de 2829 m².

Les fondations d'un bâtiment sur piliers ainsi que des fossés ont été découverts. Malgré l'absence de marqueurs chronologiques précis, l'étude des cadastres a permis de les mettre en relation avec la verrerie de Gayac, portée sur le cadastre de 1845, mais absente du plan napoléonien de 1813.

Composé pour l'essentiel de tuiles et rattaché au XVe siècle par quelques tessons de poterie, un épandage venu combler une dépression dans le substrat calcaire constitue le seul véritable indice d'une occupation de la fin du Moyen Âge.

Il est également le témoin de l'occupation la plus ancienne reconnue lors de ce diagnostic.

Gineste Marie-Christine

Hourtin

Étang

L'étang d'Hourtin a abrité, de 1917 à 1950, une base de formation de pilotes d'hydravions. Lors de la seconde guerre mondiale, les débâcles françaises en 1940 et allemande en 1944 ont amené par accidents, sabotages ou faits de guerre, l'immersion de nombreux hydravions. Les premières recherches menées en 1995 et 1996 par Daniel Henri Liskowsky ont conduit à la découverte d'une épave de type Farman NC 470 dont un moteur et une partie du fuselage ont été remontés, confiés au CFN Hourtin, puis secondairement au musée de l'hydravion à Biscarosse.

L'analyse historique et différents témoignages laissent supposer que d'autres épaves d'hydravions datant de la même époque pourraient encore être immergées dans le lac. Un projet d'exploration de la rive occidentale de l'étang d'Hourtin, en collaboration avec la mairie d'Hourtin et son musée ainsi qu'avec le musée de l'Air de Paris, a donc été développé.

En août 2009, après plusieurs jours de prospection par des bateaux pneumatiques de surface équipés de sondeurs, un site retenait notre attention. Le 30 août, après plusieurs plongées, nous étions en mesure de confirmer la découverte du site du naufrage du Breguet Bizerte longtemps mouillé au centre du lac. Celui-ci se situe par 45°08'85 Nord et 01°07'490 Ouest. Le fond en pente douce varie de 4 à 6 mètres ; il est constitué de sable et de sédiments qui gênent la visibilité au-delà de 20 centimètres.

La zone environnante, explorée par divers moyens, ne montre pas de dangers particuliers et l'épave elle-même est sûre, sans filets, ni risque d'effondrement. L'épave ne comporte plus que le fuselage et est orientée sud-est/nord-ouest. Les restes d'une bombe inerte en béton d'entraînement (type ZC 250) sont identifiés dans la partie arrière. Une porte isolée a été remontée à des fins d'expertise des possibilités de restauration et de conservation.

Les travaux 2010 seront largement soumis à ces projets et à leur financement potentiel.

Ragot Patrick

Isle-Saint-Georges

Dorgès

En octobre 2008, un défonçage de vignes au lieu-dit Dorgès (parcelle 515), à la limite nord du village de l'Isle-Saint-Georges, a fait apparaître des dépôts charbonneux et des restes rubéfiés susceptibles d'appartenir à des structures de combustion ainsi que du mobilier protohistorique et antique. Ces vestiges, menacés de destruction par le passage des engins agricoles, ont fait l'objet d'un sauvetage urgent effectué du 21 au 28 février 2009 sous la direction d'Anne Colin (université de Bordeaux 3). Réalisé sous la forme d'un sondage de 5 m sur 3,80 m, celui-ci n'a pas mis en évidence de structures de combustion mais des niveaux de sol en cailloutis ou en terre, d'occupation et de destruction stratifiés sur au moins 0,80 cm d'épaisseur. L'abondant mobilier recueilli (5664 artefacts et restes fauniques), datable de La Tène finale, n'a fait l'objet que d'un examen préliminaire. La couche la plus profonde observée a livré aussi, conjointement à ces derniers, des éléments céramiques du Premier et du début du Deuxième Âge du Fer.

En juin 2009, des prospections géophysiques ont été réalisées par Vivien Mathé et Marion Druetz (université de la Rochelle) pour localiser d'éventuelles structures archéologiques situées dans le voisinage de celles mises en évidence par la fouille. Une surface supérieure à 2,5 ha a été cartographiée, dont plus de la moitié par deux méthodes complémentaires (parcelles 515, 63a, 509, 69, 70, 71).

Une prospection électromagnétique couvrant presque l'intégralité de l'aire étudiée a permis de distinguer les zones humides et argileuses (au nord et à l'est) de celles plus riches en pierres (à l'ouest). C'est donc dans le secteur ouest qu'a été effectuée une prospection électrique afin de détecter des maçonneries. Un ensemble de linéaments résistants organisé selon deux directions perpendiculaires, probablement des vestiges de murs, et formant une structure quadrangulaire d'environ 30 m de côté y a été identifié. Une prospection magnétique mise en œuvre sur la zone non plantée de vignes a également permis de repérer plusieurs structures fossoyées et deux concentrations de structures de combustion.

Les résultats de ces différentes investigations corroborent les découvertes faites lors des prospections inventaires menées dans ce secteur par Thierry Mauduit de 2004 à 2008 (présence de mobilier céramique et métallique protohistorique et antique). Ils font également écho aux travaux de Richard Boudet qui, entre 1985 et 1987, avait mis en évidence à 500 m au sud, au lieu-dit les Gravettes, des structures d'habitat et du mobilier de la même période mais aussi un assez abondant mobilier résiduel du Bronze final et du Premier Âge du Fer.

L'espace compris entre les Gravettes et Dorgès recèle lui aussi des niveaux archéologiques comme l'attestent des témoignages anciens (notamment lors de l'implantation, en 1881, du nouveau cimetière) mais aussi la mise au jour, dans les années 1980, de tessons d'amphore Dressel 1A ainsi que le sondage positif effectué par Richard Boudet en 1985 (parcelle 481, section B). Tout récemment, la surveillance par Thierry Mauduit des travaux de terrassement d'une construction individuelle située à une cinquantaine de mètres de ce dernier a confirmé cette implantation archéologique.

Préalablement au démarrage des travaux, une rapide prospection au détecteur de métaux, associée au ramassage de mobilier à l'emplacement d'arbres récemment arrachés, a permis la collecte de tessons de céramiques gallo-romaines, de tegulae, de trois demi-as de Nîmes et d'une monnaie gauloise (type CONTOVTOS), ainsi que d'un dé à jouer en bronze du type A de Biddle. Les tranchées de fondations n'ont qu'effleuré le premier niveau archéologique. Conformément à ce qui a été constaté pour les autres sites de la commune, celui-ci apparaît à 50 cm de profondeur. Il se manifeste par la présence sporadique de cailloutis situés sur un niveau intégrant des débris de tegulae (à plat), de cailloux, de petits moellons calcaires, et de petits fragments d'amphores et de céramiques oranges ou à pâte claire. Dans l'angle nord-ouest des fondations est apparue une possible structure en moellons calcaires.

Le mobilier mis au jour regroupe des céramiques antiques en petite quantité (sigillée, céramique commune) et de nombreux fragments de tegulae. Le passage du détecteur de métaux en fond de tranchée a révélé la présence de clous en fer et de lests de filets de pêche en plombs associés au niveau archéologique. Un fond de gobelet à paroi fine, pâte blanche kaolinique et engobe rouge, caractéristique des ateliers de Petit-Niort en Charente-Maritime et trouvé lors du creusement de fondation permet de situer la date du dernier niveau en place à l'époque flavienne.

Ces travaux soulignent le fort potentiel archéologique des parcelles situées au nord-ouest du Bourg. Bien que modeste, la fouille de Dorgès permet en particulier de confirmer l'importance et l'excellent état de conservation des vestiges de l'Âge du Fer sur la commune de l'Isle-Saint-Georges.

Colin Anne,
Mathé Vivien, Mauduit Thierry.

Jau-Dignac-et-Loirac

La Chapelle

La fouille du site de « La Chapelle » (qui avait débuté en 2001) s'est achevée en 2009. Nous préparons actuellement la publication de la monographie du site qui paraîtra à la fin de l'année 2010 (supplément de la revue *Aquitania*). Par ailleurs, le site sera aménagé pour une ouverture au public dans le courant de l'année 2011. En effet, la parcelle concernée avait été achetée par la municipalité de Jau-Dignac-et-Loirac qui y a vu une opportunité pour mettre en valeur son patrimoine. L'ensemble du mobilier devrait rejoindre le musée d'Aquitaine où quelques objets sont déjà exposés depuis le mois d'octobre (collections permanentes, salle du Haut Moyen Âge).

Cet ancien îlot des bords de l'estuaire de la Gironde est d'abord occupé par un temple gallo-romain dont plusieurs états ont été mis au jour. La dernière campagne de fouille a permis de retrouver le négatif d'une première *cella* carrée, située sous la seconde mais légèrement plus au nord-est. La datation de ce premier état doit être encore affinée mais pourrait se situer dans le courant du I^{er} siècle av. J.C. Le temple est ensuite reconstruit suivant un plan assez similaire comprenant d'abord une *cella* carrée à laquelle vient s'ajouter un pronaos. Plus tard, vers la fin du II^e siècle ou le début du III^e, une galerie périphérique est ajoutée. Le temple est occupé tardivement jusqu'à la fin du IV^e siècle. Même si les niveaux d'occupation antique étaient assez mal préservés, le mobilier mis au jour est assez riche et diversifié (petit mobilier métallique, monnaies, céramiques, statuettes en terre cuite, coquillages, restes fauniques ...); son étude (actuellement en cours) apportera beaucoup sur le fonctionnement de ce sanctuaire qui apparaît isolé sur le rebord de l'îlot.

Les ruines de ce temple sont ensuite réaménagées ce qui témoigne d'un grand changement dans la fonction du site. Le hiatus d'occupation est évident, mais la réoccupation n'est pas fortuite et tient compte de la présence de bâtiments anciens dont on pouvait tirer parti, tant du point de vue matériel que symbolique. Ce sont probablement les membres d'une riche famille aristocratique qui ont transformé cet espace pour en faire une nécropole patrimoniale au sein de laquelle les ruines sont converties en une petite église abritant une douzaine de sépultures assez prestigieuses. La fouille de 2009 a permis de compléter le plan de la nécropole environnante notamment au nord et à l'est de l'église. Une dizaine de sépultures, essentiellement en coffrage de bois, ont été mises au jour dans ce secteur. Au total, la nécropole apparaît donc très centrée autour du pôle ecclésial et ne s'étend pas au-delà d'une dizaine de mètres de l'édifice. La fouille, quasi exhaustive de cette nécropole du Haut Moyen Âge permettra de travailler précisément sur les modes

d'inhumation et sur le « recrutement » de ce gisement funéraire. Les résultats de plusieurs datations radiocarbone et d'analyse paléogénétique devraient apporter des informations précieuses. Des travaux ont aussi été initiés sur la restitution des coffrages de bois (Réveillas *et al.* à paraître 2010) et sur le mode de fabrication des sarcophages (Rougé *et al.* à paraître 2010).

L'église est détruite et laisse place à un petit habitat (XIe-XIIe siècle ?) venant s'installer sur les ruines et attestant de l'intensité de l'occupation de l'îlot. Au XIIIe siècle, la construction d'une chapelle médiévale sur le site vient perpétuer la mémoire de cette ancienne occupation. En effet, la présence de sépultures a pu contribuer à l'édification d'un lieu de culte chrétien à cet emplacement auquel une trentaine de tombes ont été associées.

Cartron Isabelle, Castex Dominique

Cartron I., D. Castex. « L'occupation d'un ancien îlot de l'estuaire de la Gironde » : du temple antique à la chapelle Saint-Siméon (Jau-Dignac et Loirac) », *Aquitania*, t. XXII, 2006, p. 253-282.

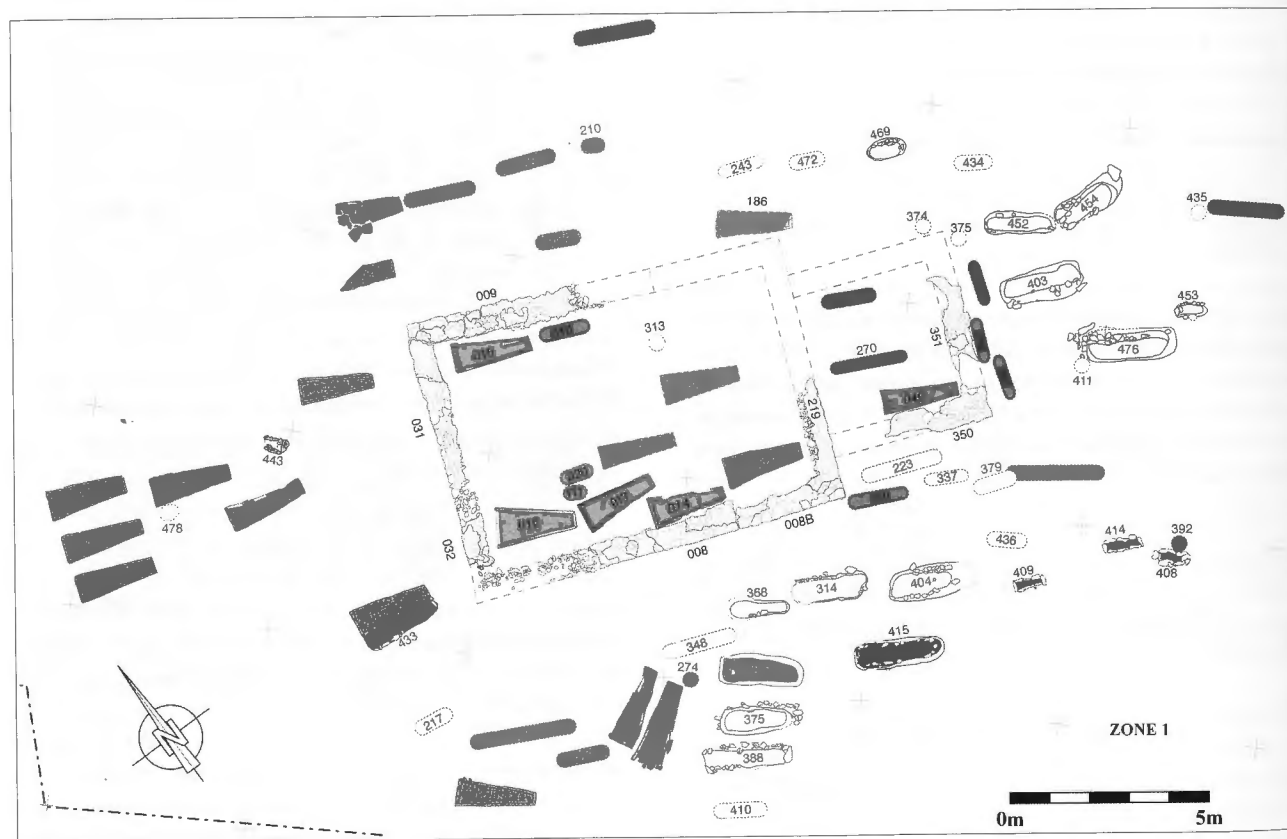
Cartron I., D. Castex. « Fastes mérovingiens à Jau-Dignac et Loirac », *Le Festin, L'Aquitaine archéologique, Hors série*, 2007, p. 100-103.

Cartron I., D. Castex. « Le site de « La Chapelle » à Jau-Dignac et Loirac (Gironde) », *Les Cahiers Méduilliens, Bulletin de la Société Archéologique et Historique du Médoc*, 2007, p. 7-16.

Cartron I., D. Castex. « Identité et mémoire d'un groupe aristocratique du haut Moyen Age : le cas du site de « la Chapelle » à Jau-Dignac et Loirac (Gironde) », ALDUC-LE-BAGOUSSE A. (dir.), *Actes de la table ronde. Inhumations de prestige ou prestige des inhumations. Expression du pouvoir dans l'Au-delà, cinquantième du CRAHM*, Université de Caen, 23-24 mars 2007, Caen, 2009, p. 151-173.

COLIN A., I. Cartron, F. TASSAUX. « Cartographier le Médoc : présentation de trois cartes historiques du peuplement du Médoc : Age du Fer, époque romaine, Haut Moyen Age, journée d'étude Géophysique et archéologie. Entre fleuves, palus et océan : sur les pas de Michel Martinaud », revue *Aquitania*. (à paraître 2010).

LAFOREST C., D. Castex, I. Cartron et P. MURAIL. « Micro-évolution d'une population historique sur les rives de l'estuaire de la Gironde », *Bulletins et Mémoires de la Société d'Anthropologie de Paris*. (à paraître 2010).



Plan de la nécropole et de l'église du Haut Moyen Age, état 2008 (relevés et DAO, D. Kawe, D. Boyer).

Lanton

Marsalat Ouest

Une opération de diagnostic archéologique a été réalisée au lieu-dit Marsalat ouest. Elle a été prescrite suite au projet d'aménagement d'un lotissement sur un terrain de 87682 m². 5 % de cette surface globale ont été sondés entre 0,60 m et 2 m de profondeur sous la forme de 60 sondages, dans le but de reconnaître et de caractériser les éléments du patrimoine archéologique se trouvant dans la zone affectée par l'emprise du projet.

Ces sondages ont été disposés selon des contraintes liées au milieu (présence d'arbres et fossés encore en activité, omniprésence de l'eau dans les sables supérieurs) ou liées à l'aménagement en lui-même (sauvegarde d'espaces verts, zones d'implantations des bâtiments ou des voies d'accès). Malgré ces contraintes, les sondages sont répartis sur l'ensemble de la parcelle, donnant une vision réaliste du potentiel archéologique de la zone. Le lieu-dit Marsalat ouest est situé à l'intérieur de la commune de Lanton. Des vestiges archéologiques datés des périodes épipaléolithique, néolithique et protohistorique ont été repérés sur la bande côtière.

Sur la commune voisine d'Audenge, au lieu dit Maignan, sur une parcelle située elle aussi à l'intérieur de la commune, un diagnostic archéologique réalisé en 2008 sous la direction de L. Wozny a permis de mettre en évidence un atelier antique de production de poix.

Malgré cet environnement géoarchéologique dense et relativement proche, aucune occupation archéologique n'a été identifiée à Lanton, lieu-dit « Marsalat Ouest ». Les seules structures identifiées sont des fossés contemporains matérialisant le parcellaire ou ayant servi au drainage des terrains spécialisés en sylviculture. Quelques tessons de pots de résinier et autres cassons de tuiles canal sont les seuls éléments mobiliers qui ont été observés dans les sables supérieurs.

Notice issue du rapport final d'opération fourni par le responsable Wozny Luc (Inrap)

Cavalin Florence

Lacanau

Déviations nord

Lacanau-Ville se trouve aux confins du Bas Médoc et du Pays de Buch. Les parcelles sondées se situent à l'est de la ville de Lacanau et du lac du même nom, elles correspondent aux formations des sables des Landes (NF) visibles sur la carte géologique.

Sur les 138 tranchées ouvertes, douze se sont révélées positives, les vestiges n'apparaissant que sur le tiers sud du tracé et se résument à des structures en creux (fosses, fossés et trous de poteau). Un locus médiéval a été détecté dans trois tranchées en limite d'emprise. Un peu plus loin, quelques fosses et fossés ont également été dégagés mais, à l'inverse des premiers, ils ne constituent pas d'ensembles organisés.

Les structures du pôle médiéval offrent toutes le même remplissage organique dans lequel ont été retrouvés des restes végétaux minéralisés par ferruginisation. Le mobilier céramique permet de proposer un créneau chronologique entre le XIIIe et le XIVe siècles bien qu'il soit plus prudent de l'élargir au Moyen Age en général étant donné le faible nombre de structures.

En effet, lorsque nous observons le plan, nous sommes à la limite interne du site, celui-ci se développant probablement à l'ouest au lieu dit le « Montagnol ».

D'après les logs pratiqués dans les tranchées, il semble que nous soyons sur une zone remblayée de façon à être hors d'eau pour pouvoir s'y installer. Les traces d'arasement de cette « butte » ont été détectées dans les coupes des sondages mais nos données ne nous permettent pas de dater le site. Il en va de même pour reconnaître sa destination puisque nous n'en avons qu'une petite partie, il est difficile de déterminer s'il s'agit d'un habitat ou d'un secteur artisanal.

Léognan

Moulin de Brisson

Cette opération de diagnostic archéologique fait suite à un projet de lotissement de terrain sur la commune de Léognan au lieu-dit Le Moulin de Brisson. L'intervention s'est déroulée du 16 novembre au 4 décembre 2009. Le projet se situe à proximité immédiate de la découverte d'une incinération gauloise en 1975.

58 tranchées ont été réalisées représentant une surface de 4200 m² c'est-à-dire 6 % de la totalité du projet (69 000 m²). Deux types d'aménagements ont été retrouvés :

- un petit aqueduc captant l'eau d'une ancienne source proche (XIXe siècle) ;
- une ancienne carrière de molasse (très probablement XIXe siècle) que l'on a pu reconstituer d'après les nombreux fronts de taille découverts à proximité du ruisseau de l'Eau Blanche, sur une superficie de plus de trois hectares.

Cette carrière existe dans les archives départementales sous la dénomination de « Carrière du Ponteilh ».

Sandoz Gérard

Marcenais

Eglise Notre-Dame

L'église Notre-Dame de Marcenais est le seul bâtiment de l'ancienne commanderie templière encore visible. Elle est datée de la fin du XIIe ou du XIIIe siècle.

La pose de drains au sud et le long de l'avant-porche a provoqué un suivi de travaux. Aucune sépulture n'est apparue. De même, aucune observation ne correspond à des bâtiments disparus dont témoignent les modillons et les corbeaux inclus dans le gouttereau sud. En fait, un remblai de près de deux mètres couvre les niveaux les plus anciens.

Aux alentours de l'église des traces des anciennes constructions apparaissent encore : un bâtiment était accolé au gouttereau nord de l'église, comme c'était le cas au sud ; des vestiges apparaissent dans une pièce servant actuellement de lieu de stockage pour les agents communaux ; la Poste pourrait correspondre à la maison du commandeur, etc. Tout le bourg mériterait une étude approfondie.

Notice rédigée par Régaldo-Saint Blancard Pierre (Sra) à partir du rapport fourni par Loeuil Pascal (Archéosphère)

Mérignac

ZAC Centre-ville – Îlot 3

Les sondages réalisés dans le cadre de l'aménagement de la ZAC de Mérignac centre (îlot 3, phase 1) se sont avérés positifs sur le plan de la connaissance archéologique et environnementale. Ils ont permis de mettre en avant deux types d'aménagements en bordure de rivière. Nous rappellerons que la Devèze, principale rivière traversant Bordeaux, prend sa source sur le territoire communal et coule à moins de 50 m de la zone sondée.

Sur le site, il a été reconnu, d'un côté à l'ouest, le tracé linéaire d'un fossé ou ruisseau bordé de pieux de bois et faisant un coude au contact de la terrasse constituant la berge dans la partie septentrionale des parcelles. Du côté oriental, un aménagement de ces berges constitué par des atterrissements en graviers a pu être identifié. Des apports à la fois anthropiques (remblais) et naturels (limons fluviaux, bois flottés), recouvrent ces aménagements. Les premiers permettent ainsi de maintenir l'espace de berge hors des arrivées d'eau quasi-permanentes dans le secteur et de gagner probablement sur la rivière. Il ne va pas sans dire que cet espace est riche en matériaux organiques naturels mais aussi travaillés.

Sur le plan chronologique, hormis un sondage, pour lequel aucun élément directement datant n'est présent, les remblais des autres sondages ont livré un important lot de matériel céramique couvrant toute la période antique, et dans une moindre mesure le Moyen Age (Haut Moyen Age plus particulièrement).

Au final, nous insisterons sur le fait que si l'ensemble de ces aménagements indique une fréquentation et une exploitation possible d'une zone humide sur différentes périodes, ils restent toutefois à les caractériser plus précisément, tant sur les plans chronologique que fonctionnel.

Scuiller Christian

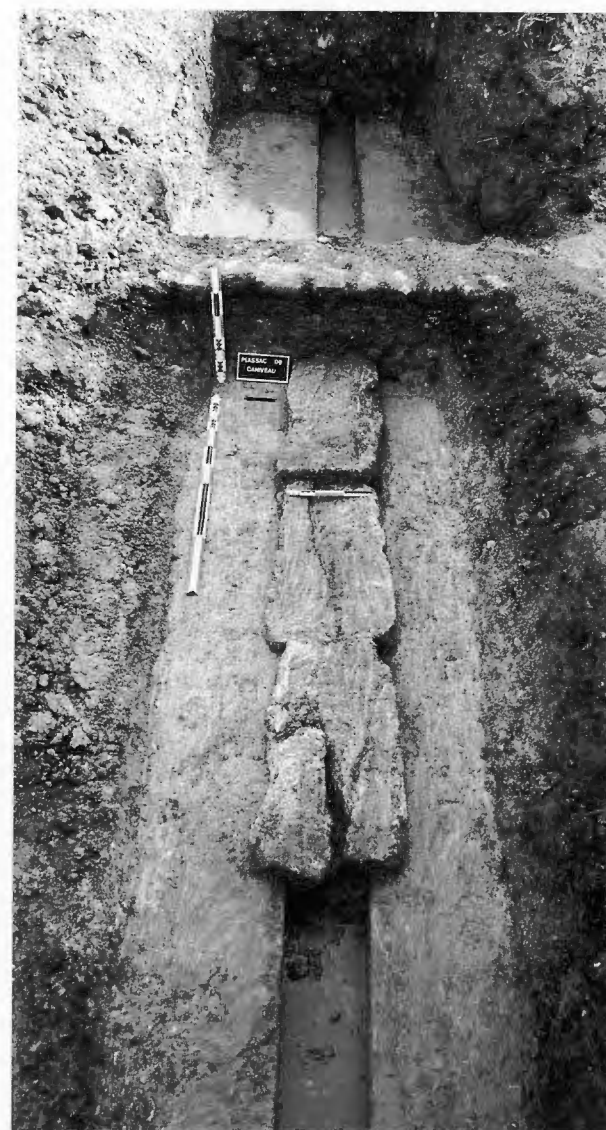
Plassac

Clos du Chardonnet

Dans le cadre de la première tranche de travaux de remise en valeur de la villa gallo-romaine de la commune de Plassac, située à quelques kilomètres au sud de Blaye, un suivi archéologique a eu lieu, entre le mois d'avril 2009 et la fin du mois de janvier 2010.

Les différents sondages et tranchées se sont concentrés sur l'aile orientale du bâtiment antique qui était déjà connue suite aux différentes campagnes de fouilles des années 1960 et 1970.

Le suivi des travaux a confirmé l'existence d'un enchevêtrement de murs, maçonneries et autres aménagements qui ont pu être regroupés en quatre phases de construction bien distinctes. Si l'essentiel des vestiges découverts concernent les deux derniers états du site qui sont aussi les mieux documentés, la mise au jour de plusieurs éléments architecturaux antérieurs



Vue, vers l'Est, d'une structure de drain appartenant à la première phase de construction de la villa.

est venue parfaire notre connaissance très partielle de ces périodes. Parmi les éléments les plus marquants de la première phase de construction, plusieurs tronçons de structures de drainage des eaux ont été dégagés (cf. fig.).

Le suivi des travaux a également mis en évidence de rares traces d'occupation postérieures à l'abandon de la villa gallo-romaine.

Cette opération a donc permis de confirmer l'existence d'un édifice antique extrêmement complexe par son plan mais qui présente aussi de nombreuses lacunes dans ses états les plus anciens, notamment pour ses niveaux de circulation.

Roudier Mathieu

Podensac

Place Garibaldi

Le diagnostic archéologique joute des vestiges d'une villa gallo-romaine mis au jour au XIXe siècle sous la place Garibaldi. Un sol et un mur de moellons ont été identifiés. Le sol mis au jour est antique et s'étend sur 7 m² au moins. Il doit correspondre à une partie couverte et entretenue d'un habitat avec une activité de combustion sur place. Ses niveaux de préparation sont datés du IVe siècle. Cette date correspond à la mosaïque découverte un siècle plus tôt à proximité.

Du mobilier daté du Haut Empire a été découvert le long du mur arasé. Quelques tessons de céramiques datés du IVe siècle ont été recueillis dans le niveau de préparation du sol. Le brassage du mobilier est une conséquence du réaménagement de l'ensemble de la zone au Moyen Age.

La fouille a permis de mettre en évidence l'arasement de l'ensemble de ces vestiges gallo-romains à l'époque médiévale, peut-être lors de la construction du château de Podensac et de l'aménagement de ses abords. Les anciennes douves jouxtent en effet la parcelle diagnostiquée. Cependant, le mobilier archéologique médiéval est rare.

De Belvata Balasy Christelle

Sadirac

Pradas

Un diagnostic archéologique a eu lieu dans la commune de Sadirac, à Lorient au lieu dit Pradas. La surface de 1 500 m², a été sondée à plus de 6 % à partir de six sondages implantés préférentiellement en périphérie de la zone constructible.

L'opération a permis de mettre au jour une occupation archéologique en rapport avec les activités potières connues à Sadirac. Trois creusements, probablement vastes, s'apparentant à de l'extraction d'argile ont été partiellement découverts.

Une cruche permet de dater l'un d'entre eux de l'époque moderne. Le reste du mobilier céramique a été prélevé dans les couches qui scellent ces structures. Il appartient à l'époque moderne et/ou contemporaine.

Moreau Nathalie

Chemin de Siron

Au nord du hameau de Lorient, au lieu-dit Sableyre, est bien attesté un regroupement d'officines potières du début du XIV^e à la fin du XVI^e siècle. A la marge de ce site, le village de Siron est le siège d'une production attestée en archives du XVII^e au XIX^e siècle. Dans ce secteur, un terrain de 600 m² est destiné à accueillir la construction d'une maison individuelle, ce qui provoqua une prescription de diagnostic.

Dans les deux sondages réalisés, une très forte densité de structures en creux a été reconnue. Le mobilier recueilli ne remonte pas au-delà de la fin du XVI^e siècle et l'occupation principale est du XVII^e siècle. Les quatre phases principales d'occupation sont toutes liées à l'activité potière de Sadirac.

La première (atelier 1) couvre le XVI^e siècle et la première moitié du XVII^e siècle. Elle est surtout représentée par trois fosses et une petite tranchée. Un fossé pourrait marquer une limite spatiale qui contraint l'atelier au nord.

La partie sud n'est investie qu'à partir de la seconde moitié du XVII^e siècle ; qui correspond à la deuxième phase. Il est possible que les parcelles séparées par le fossé aient alors fusionné. Les structures de l'atelier 1 sont abandonnées et remblayées ; une structure peut-être liée à un bâtiment est aménagée. L'atelier 2, au sud, qui regroupe trois fosses et un four, commence à fonctionner.

Un réaménagement à la fin du XVII^e siècle est illustré par l'installation d'un pavement sommaire. Enfin, d'après trois des tessonnnières, l'atelier perdure jusqu'au XIX^e siècle.

Les marques découvertes renverraient à une famille Durribaud, dont des potiers sont attestés à Siron de 1634 à 1839, ce qui concorde assez bien avec les éléments mis au jour pour l'atelier 2. Leur officine aurait succédé à une autre qui correspondrait à la diffusion, à la fin du XVI^e siècle, de la production céramique du quartier spécialisé de Sableyre à l'ensemble de la paroisse.

Etrich Christine et Régaldo-Saint Blancard Pierre

Chemin de Siron

Un diagnostic archéologique a eu lieu sur une parcelle voisine de celle évoquée à la notice précédente, à Lorient, chemin de Siron. La surface de 3 000 m², a été sondée à 5 %, par quatre sondages.

L'opération a permis de mettre au jour une petite occupation archéologique : un fossé et deux fosses, seule l'une d'elles a livré un « élément datant ». Ce fragment de céramique sans caractéristique propre appartient à une chronologie de la protohistoire sans qu'il soit possible de préciser davantage. Le reste du mobilier céramique a été prélevé au décapage dans les couches superficielles. Il appartient au contexte potier moderne et/ou contemporain de Sadirac.

Moreau Nathalie

Saint-Émilion

Épitaphe de Costaulus

Pour les besoins d'une étude de Mme Cécile Treffort (CESCM université de Poitiers) sur l'épitaphe de Costaulus située dans les monuments souterrains de Saint-Émilion, destinée à être publiée dans les actes du colloque « *Saint-Émilion au Moyen Âge. Fabrique d'une ville médiévale* », il a fallu procéder à un dégagement de la base de la pierre sous surveillance archéologique. Le but était de numériser la partie de l'inscription gravée sur la tranche que personne n'avait pu lire depuis l'étude du chanoine Tonnelier, pour la visualiser ensuite en modèle 3D.

L'inscription se développe sur un bloc calcaire parallélépipédique de 2,10 m de long sur 70 cm de large, partiellement recouvert d'une fine pellicule de mousse et brisé sur sa largeur. C'est un texte en vers de dix lignes sur la face accompagné d'un appel à la prière gravé sur la tranche, écrit en l'honneur d'un certain Costaulus, dont on suppose qu'il s'agit d'un laïc, probablement lettré et qui, d'après l'épitaphe, eut cinq enfants. Découverte en 1934 ou 1951, au-dessus d'une sépulture située sous un enfeu, puis déplacée sans raison connue dans une cave au fond de la galerie dite des « catacombes », cette inscription est passée depuis les travaux du chanoine Paul Tonnelier (1886-1977) pour être le plus ancien témoin écrit de l'existence des reliques de Saint Émilion.

Le parti de la numérisation de l'épitaphe a été pris pour détecter des traces d'inscription sur les lignes actuellement les plus altérées et, faute de pouvoir déplacer la pierre, pour

lire la ligne gravée sur la tranche où Tonnelier avait cru lire le nom d'Émilion et le millésime « 1014 ». Une première numérisation, réalisée le 9 février 2009 par Pascal Mora et Loïc Espinasse (Plate-forme technologique 3D, cellule Archéotransfert, UMR Ausonius), s'est limitée à l'acquisition de la face de l'inscription. Le scan de la tranche a été réalisé le 9 novembre 2009, par Pascal Mora et Robert Vergnien Plate-forme technologique 3D, UMR Ausonius) après dégagement de la terre sur laquelle repose la pierre et sur une profondeur d'une quinzaine de centimètres. Le remblai, meuble, sableux et constitué de matériaux divers (pierres calcaires dégradées et humides, tuiles, sédiment sableux) a révélé un maigre mobilier d'époque moderne (fragments de céramiques, un fragment de verre, ossements animaux et un os humain -phalange du carpe ?). Une conduite d'évacuation des eaux en PVC a aussi été mise au jour sous la dalle. Des cales de bois ont été posées et laissées au pied de la dalle pour éviter tout glissement. Le modèle 3D issu des deux acquisitions a ensuite été soumis à des traitements infographiques sur une application développée par Romain Vergne (laboratoire bordelais de recherches en informatique, université Bordeaux I, travaux réalisés dans le cadre du projet SEARCH, ANR-09-CORD-019) sur logiciel Meshlab permettant d'affiner le déchiffrement des parties les plus effacées.

Au final, aucun des procédés de visualisation ne fait ressortir de traces, même infimes, du nom d'Émilion et du millésime 1014 qu'avait cru lire P. Tonnelier. En revanche, par l'analyse paléographique, linguistique et littéraire de l'ins-



Saint-Émilion - Épitaphe de Costaulus - Visualisation du modèle 3D de la face de l'épitaphe (réalisation P. Mora).



Acquisition de la tranche de l'épithaphe par scanner (P. Mora et R. Vergnien, Plate-forme 3D-cellule Archéotransfert, UMR Ausonius, Cliché F. Boutoulle).

cription, grâce aussi aux comparaisons menées dans la base de données épigraphiques constituée au CESC de l'université de Poitiers, Cécile Treffort considère que cette belle inscription ne peut pas être antérieure au milieu du XII^e siècle.

Boutoulle Frédéric
avec la collaboration de Cartron Isabelle

Tonnellier, P. *Le témoignage de l'épithaphe d'Aulus. Dans la catacombe de St-Emilion*, Société d'histoire et d'archéologie de Saint-Émilion, 1976.

Château Franc-Mayne (Coutet)

Le projet de construction d'un hangar, à proximité d'un relais de poste du XVI^e siècle et d'une route dénommée « voie romaine », a provoqué la prescription d'un diagnostic archéologique.

Trois tranchées positionnées en fonction des futures fondations ont été menées. Un remblai calcaire de surface, très compact, couvre des sédiments argilo-limoneux contenant des poches charbonneuses et du matériel contemporain : débris de briques mécaniques, ardoises, clous, rafia de vigne, etc. ; une couche déliquescence précède le substrat calcaire du plateau. Aucun élément ancien n'a été observé.

Cambra Patrice

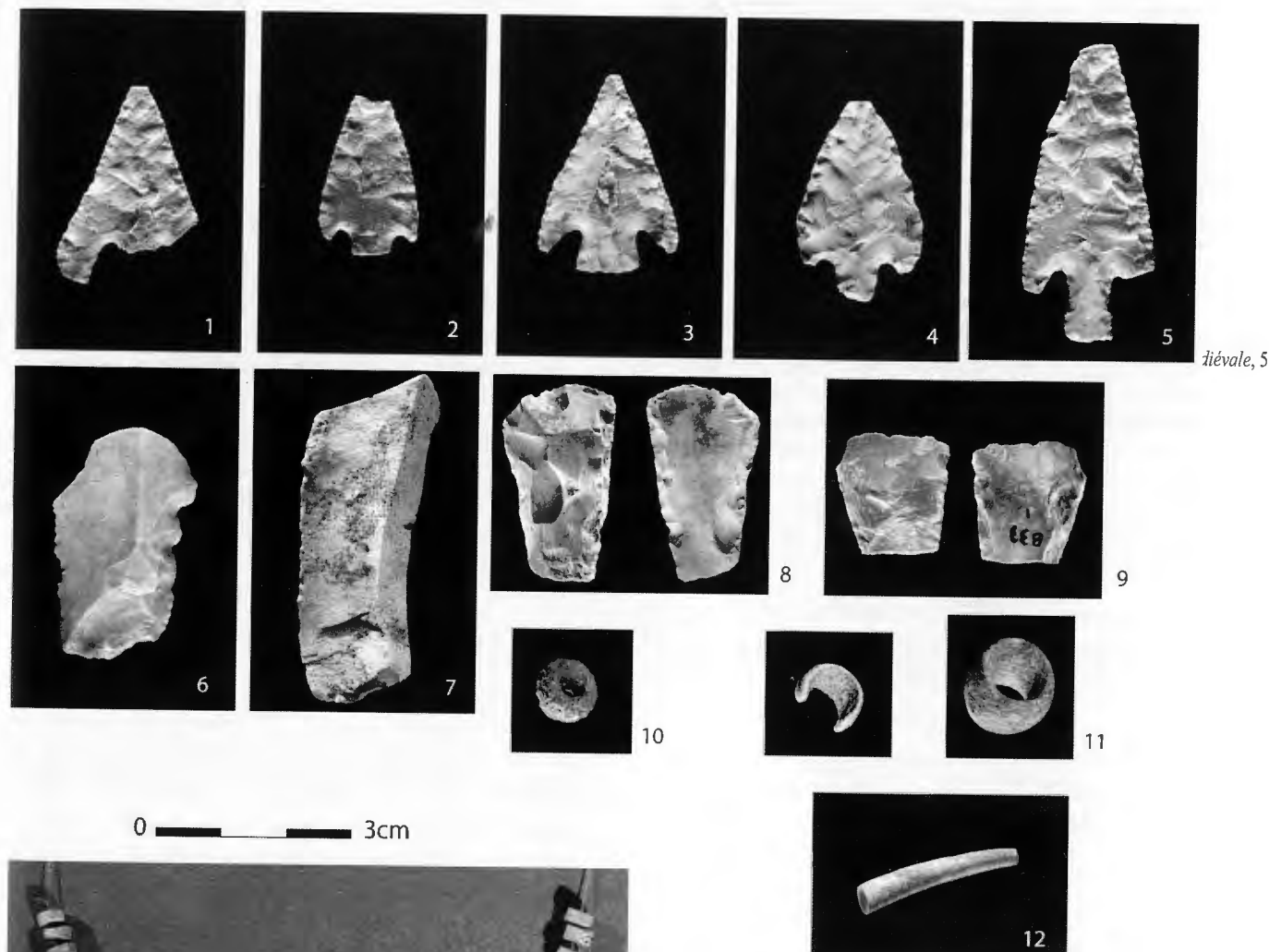
Saint-Laurent-Médoc

Le Tumulus des Sables

Nous avons réalisé la quatrième campagne de fouille de cette sépulture collective réutilisée par les Campaniformes. Son originalité principale réside dans son mode de construction en

matière périssable. Cette opération comprend en réalité deux secteurs distincts. La chambre funéraire et la zone extérieure principalement conservée dans le secteur sud.

La chambre sépulcrale, qui s'étend sur une quinzaine de m², livre encore de nombreux vestiges osseux qui, à l'exception des plus petits - éléments des extrémités et dents - sont fortement fragmentés. Leur dispersion est également importante. Nous



- 1 - 5 : Flèches à ailerons et pédoncule
- 6 : Denticulé
- 7 : Lamelle brute
- 8 - 9 : Armatures tranchantes
- 10 : Perle en lignite
- 11 : Perles en calcaire
- 12 : Dentale
- 13 : Perles en stéatite

avons mis au jour une connexion anatomique entre deux vertèbres, c'est l'unique contact articulaire encore préservé. Cette dispersion, associée à la fragmentation, témoignent d'un brassage important des couches sépulcrales en relation avec le fonctionnement de la tombe, l'action des phénomènes taphonomiques, ceci étant facilité par la fluidité du sédiment sableux. Si le dépôt funéraire n'est pas en place, la sépulture n'est toutefois pas totalement remaniée comme l'attestent certains effets de paroi très nets. L'exploration du secteur ouest a livré quelques pierres éparses seulement. Aucun indice d'un aménagement n'a pu être identifié dans ce secteur. Les vestiges mobiliers semblent moins nombreux, mais avec une fréquence plus importante, quoique toujours minoritaire, de céramiques attribuables à la fin du Néolithique. Jusqu'à maintenant ils étaient issus de la zone intermédiaire entre les deux secteurs, mais dorénavant on les retrouve dans la partie centrale de la sépulture. S'ils sont issus principalement de la partie inférieure du remplissage, certains reposaient plus hauts. L'absence de stratigraphie est évidente (cf. brassage ci-dessus évoqués). Il ne fait plus aucun doute que ce lieu funéraire a été fréquenté initialement à la fin du Néolithique, ce qui corrobore les pratiques funéraires reconnues pour les Campaniformes dans ce contexte. L'une des interrogations concerne l'architecture néolithique. Elle n'est pour l'instant documentée par un aucun indice. Nous pensons que la zone cendreuse, sous la couche funéraire dans la bande 44 pouvait témoigner de la combustion d'une structure en bois, mais elle semble ne pas trop s'étendre en dehors de ce secteur.

Le secteur sud a été largement ouvert notamment au sud et à l'ouest, ceci sur un peu plus de 100 m². Il ne présente aucun indice d'une utilisation funéraire, mais il a fourni de nombreux

vestiges, dont notamment quelques ossements humains et des dentales interprétés comme issus d'une vidange de la sépulture. Un empilement de dalles constituerait le vestige d'un parement à la fonction encore obscure. Les observations les plus discriminantes entre les deux secteurs sont la forte présence de pierres, le nombre important de tessons et d'éléments de parure. On remarque une forte dispersion des pièces lithiques et à l'inverse une relative concentration des éléments de parures et de poteries.

Les vestiges archéologiques non osseux récoltés dans la sépulture sont moins nombreux que les années précédentes, ceci en raison d'un dégagement qui a principalement porté sur les secteurs marginaux et sur la base du niveau funéraire. Des boutons en « V » de petites tailles, une perle en variscite, un denticulé et quelques lamelles en silex viennent compléter la collection. En revanche au nord, les vestiges sont nombreux et variés avec des artefacts en silex avec quelques outils (talon de hache, quatre pointes de flèches à ailerons et pédoncules...) de la parure (perles discoïdales en stéatite, dentales) et surtout de nombreux tessons de céramique très altérés pour la plupart et qui témoignent de la présence de nombreuses poteries qui se situent dans une fourchette chronologique large entre le Néolithique récent et final.

Cette structure funéraire livre une précieuse documentation sur les aménagements et le fonctionnement de ces sépultures. Il subsiste toutefois des interrogations portant principalement sur les architectures que nous essaierons de lever lors d'une prochaine et probablement ultime opération.

Courtaud Patrice,
Chancerel Antoine, Cieselski Elsa

Saint-Loubès

Chemin de Poumey

La parcelle diagnostiquée jouxte, au nord, les terrains destinés à l'établissement d'un lotissement. Ces derniers, situés à proximité d'une nécropole du Haut Moyen Age et d'un établissement gallo-romain, ont eux-mêmes fait l'objet d'une reconnaissance archéologique en 2008.

Trois sondages, ouverts sous forme de tranchées, n'ont livré aucun élément archéologique.

Charpentier Xavier

Charpentier X. Saint-Loubès, Chemin de Loustallos, Bilan scientifique de la région Aquitaine 2008, Bordeaux, 2010, p 92.

Chemin du Roy

Cette opération de diagnostic archéologique fait suite à une demande de permis de construire pour deux maisons individuelles.

L'intervention s'est déroulée du 28 au 30 septembre 2009. Le projet se situe dans une zone où des vestiges gallo-romains ont été découverts (100 m plus au sud).

Douze tranchées ont été réalisées représentant une surface de 292 m² c'est-à-dire 7,3 % de la totalité du projet (4007 m²). Quelques fragments de céramique et de silex datant de la Proto-histoire ancienne (Néolithique - Bronze) constituent un « bruit de fond » indiquant probablement la proximité d'un site de cette période mais aucun aménagement n'a été découvert.

À l'extrémité orientale, la découverte d'un fond de fosse d'époque gallo-romaine, suggère également la proximité d'une occupation de cette période mais le caractère isolé de cette structure et l'absence de mobilier gallo-romain dans l'environnement, ne permettent pas d'envisager un site sur la parcelle même.

Sandoz Gérard

Saint-Magne-de-Castillon

La Grave

Cette opération de diagnostic archéologique a été prescrite dans un secteur favorable aux occupations paléolithiques du fait d'un projet d'aménagement d'une station d'épuration.

Neuf sondages ont été réalisés sur une superficie totale de l'emprise sondée, soit 8 600 m² (ou 4,7 %) des 10 260 m² de l'emprise du projet d'aménagement.

Le diagnostic a permis de mettre au jour une ancienne gravière exploitée dans les années 1950, ce qui a entraîné la destruction des niveaux stratigraphiques pléistocènes et holocènes. La terrasse a été atteinte systématiquement, à moins de 30 cm sous la couverture végétale. Une décharge sauvage moderne a même été découverte au nord-ouest de l'emprise à 40 cm de profondeur. Aucune structure ni vestige archéologique n'ont pu être de ce fait repérés.

Defaye Sophie

Saint-Sulpice-et-Cameyrac

Rue de Peyjouan

Cette opération de diagnostic archéologique, faisant suite à une demande de permis de construire une maison individuelle s'est déroulée du 14 au 15 septembre 2009.

Le projet se situe dans une zone où des vestiges gallo-romains ont été découverts, en particulier au XIXe siècle, dans le cimetière de Saint-Sulpice où des sépultures antiques ont été retrouvées.

Les deux parcelles concernées sont de faible superficie (790 m²). Il y a été réalisé quatre sondages représentant une surface de 46 m² c'est-à-dire 5 % de la totalité du projet. Aucun élément d'occupation humaine ancienne n'a été recueilli.

Sandoz Gérard

La Teste-de-Buch

Rue Chanzy

Ce diagnostic a été réalisé en janvier 2009 sur une parcelle de 1777 m² située sur la partie nord du zonage archéologique. Il a permis de mettre en évidence une prolongation du périmètre urbain médiéval au nord/est de l'ensemble château/église paroissiale dans un secteur proche du paléorivage. Quatre tranchées ont été réalisées. Elles ont permis, notamment, de fixer une limite de l'occupation au nord/ouest de la parcelle et qui peut correspondre à celle de l'agglomération médiévale dans ce secteur de la ville.

Comme sur les autres sites de la ville déjà diagnostiqués, la première phase d'occupation correspond à la période mérovingienne, ensuite la chronologie s'étale sans interruption sur tout le Moyen Age et jusqu'à l'époque contemporaine. Le substrat naturel du site est constitué d'une épaisse couche de sable blanc sans doute d'origine éolienne recouvrant un niveau uniforme d'alias. C'est cette strate de sable qui a révélé de nombreuses structures fossoyées (trous de poteaux, tranchées, fosses) matérialisant plusieurs bâtiments de différentes époques. Les vestiges découverts appartiennent très certainement à une zone d'habitat. Les empreintes de bâtiments retrouvées matérialisent des maisons construites à partir de poteaux porteurs ou de sablières basses. Certaines fosses ont livré des éléments de terre cuite présentant, au revers d'une face lisse, des empreintes de végétaux, il s'agit vraisemblablement de fragments de torchis. C'est la première fois que ce type de matériau est découvert à La Teste. Malgré l'absence d'argile utilisable dans le sous-sol local, certains bâtiments n'étaient pas totalement en bois et utilisaient une architecture mixte (bois et terre). Il est possible que ces constructions témoignent de la présence d'une classe sociale plus aisée dans ce secteur de la ville médiévale.

Le mobilier mis au jour est essentiellement constitué par de la céramique domestique, toutefois quelques objets sortent de l'ordinaire comme la très belle plaque-boucle médiévale en bronze doré découverte au sein d'une fosse.

Ce quatrième diagnostic réalisé sur l'emprise du périmètre historique supposé de la ville de La Teste de Buch apporte un certain nombre d'informations qui viennent compléter utilement nos données sur l'urbanisation médiévale. Il a permis notamment d'étendre le périmètre urbain médiéval sur une zone qui était considérée jusqu'à présent et à tort, comme étant soumise aux fluctuations des marées.

Jacques Philippe

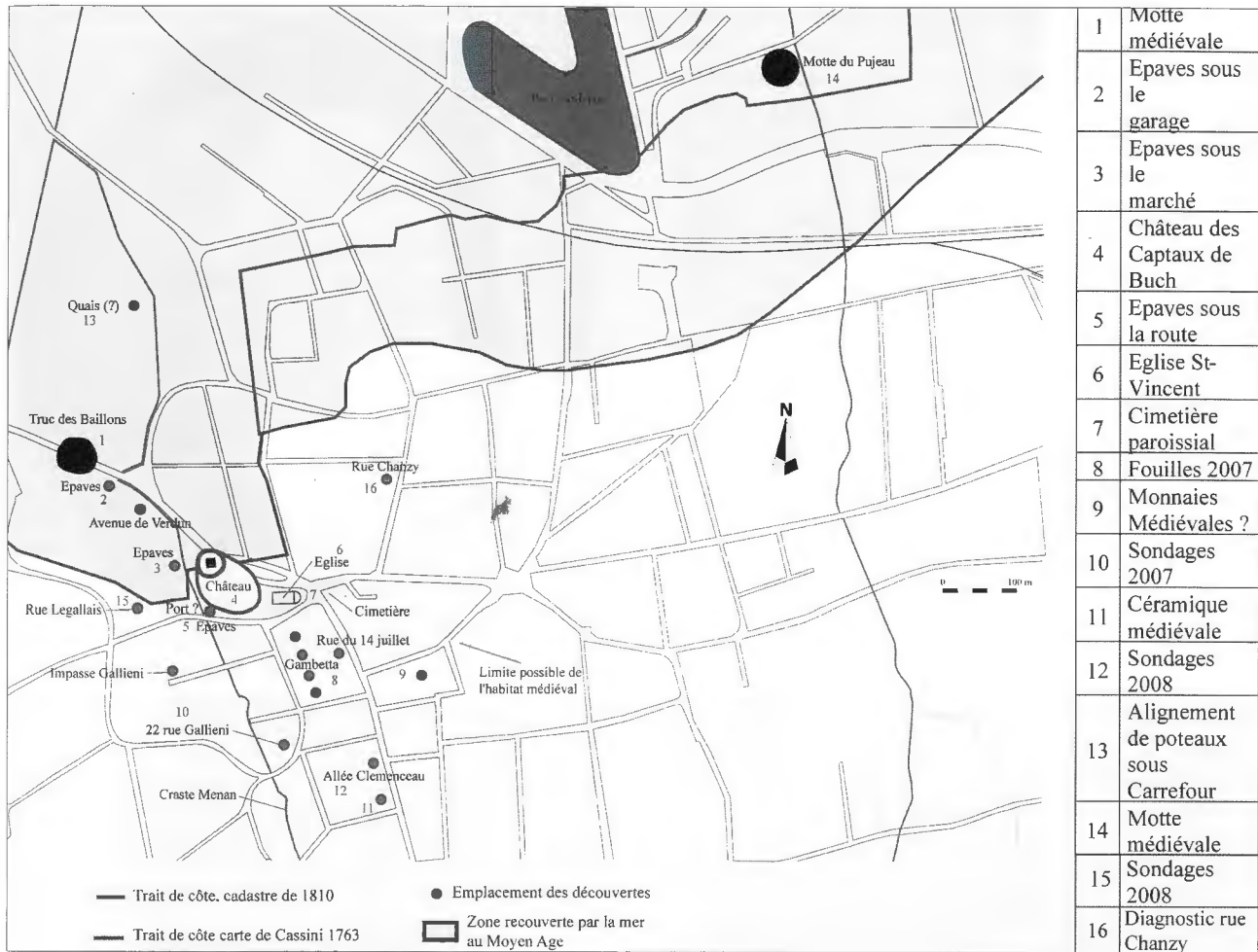


Boucle médiévale (XIIIe/XIVe siècles).

Rue Edmond Doré, Ecole Gambetta

La future restructuration du groupe scolaire Gambetta a entraîné un diagnostic qui a été réalisé en juillet 2009. Il vient en complément de la fouille programmée de 2007 qui s'est déroulée sur cette même parcelle.

Les éléments les plus anciens correspondent à quelques tessons de l'Age du Bronze découverts hors contexte dans les couches historiques. La phase antique est également carac-

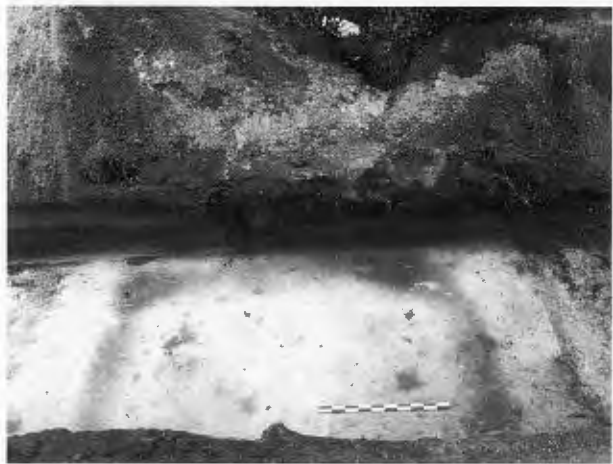


La Teste-de-Buch - Carte générale.

térisée par un peu de mobilier (céramique commune, fond d'assiette sigillée et deux monnaies du Bas Empire), également retrouvé hors stratigraphie.

C'est le Haut Moyen Age qui marque le véritable début de l'occupation du site. Cette phase est matérialisée par la découverte de fragments de céramiques uniquement dans les US au contact du substrat naturel. Dans l'espace des tranchées de sondage une seule fosse a pu être rattachée à cette période.

Les premières structures identifiables appartiennent au Bas Moyen Age. Il s'agit notamment de trous de poteaux et de fosses qui déterminent l'emplacement d'au moins un bâtiment édifié sur poteaux porteurs. La céramique associé à cette phase a révélé pour le XIVe siècle quelques importations de Sadirac et de Lamérac. Le reste du mobilier est constitué de quelques monnaies de billon (XIIe/XIIIe siècles), d'une boucle de ceinture en bronze (XIIIe/XIVe siècles) et d'une contre plaque finement incisée en bronze doré.



Empreinte d'un bâtiment (XVe siècle).

Au milieu du XVI^e siècle une sépulture est implantée (sud de la parcelle) dans une zone assez éloignée du cimetière paroissial. La position du squelette sur le ventre, son orientation nord/sud et sa chronologie font penser aux guerres de religion sans que nous puissions valider cette hypothèse pour l'instant.

C'est dans le courant de la première moitié du XVII^e siècle que de nouveaux aménagements sont réalisés. Dans le nord de la parcelle la mise au jour de deux lits d'argile parallèles, est le témoignage de l'implantation d'un bâtiment édifié sur sablières basses. Au sud, l'occupation est encore plus dense avec le creusement de nombreux trous de poteaux et de fosses. Toutes ces structures semblent chronologiquement contemporaines. Elles occupent un linéaire minimum de 24 m sur l'axe nord/sud. Le bâti bois de cette époque semble prendre le relais de celui du Moyen Age au même endroit. Cette période moderne

Boucle médiévale (XII^e/XIV^e siècles).

Fosse moderne recouvrant une fosse contenant une double barrique.



a également révélé deux fosses profondes qui descendent dans la nappe phréatique et qui contiennent chacune deux barriques emboîtées l'une dans l'autre. Ces aménagements correspondent très certainement à des puisards ou à des restes de latrines.

Au XVIII^e siècle une réorganisation complète de cette zone va s'opérer, les constructions en bois du sud de la parcelle vont disparaître au profit d'un jardin alors que la partie nord voit l'édification d'un premier bâtiment en dur dont quelques empreintes ont été mises au jour. A l'extrême fin de ce siècle, ce premier édifice est remplacé par le presbytère qui est une vaste maison dont l'ensemble des fondations est parfaitement conservé sous le goudron de la cour. Ce dernier bâtiment disparaîtra au début du XX^e siècle pour faire place à l'école Gambetta inaugurée en 1910.

Comme sur les autres sites du centre ville déjà sondés, c'est la phase médiévale qui, ici, marque la structuration de l'habitat urbain, avec toutefois une occupation inégalement répartie. En effet certains secteurs recèlent une densité de vestiges peu importante alors que d'autres ont révélé de nombreuses structures, témoignage d'une occupation plus dense. Cette physiologie de vestiges semble déterminer des îlots d'habitat.

Alors même que les premiers bâtiments en pierres apparaissent au tout début du XVII^e siècle à La Teste, il est intéressant de noter ici la permanence de l'architecture de bois, depuis le Moyen Age jusqu'à la fin de la période moderne.

La seconde moitié du XVIII^e siècle marque un tournant décisif dans l'urbanisme de cet îlot. En effet, les constructions en bois disparaissent au profit d'édifices en pierres situés plus au nord. S'agit-il d'un hasard ou d'un véritable programme architectural ?

Il est difficile actuellement de trancher définitivement, toutefois l'implantation, au Sud, de l'hôtel de Caupos (Mairie actuelle, XVII^e/XVIII^e siècles) n'est peut-être pas étrangère à cette métamorphose du quartier.

Jacques Philippe

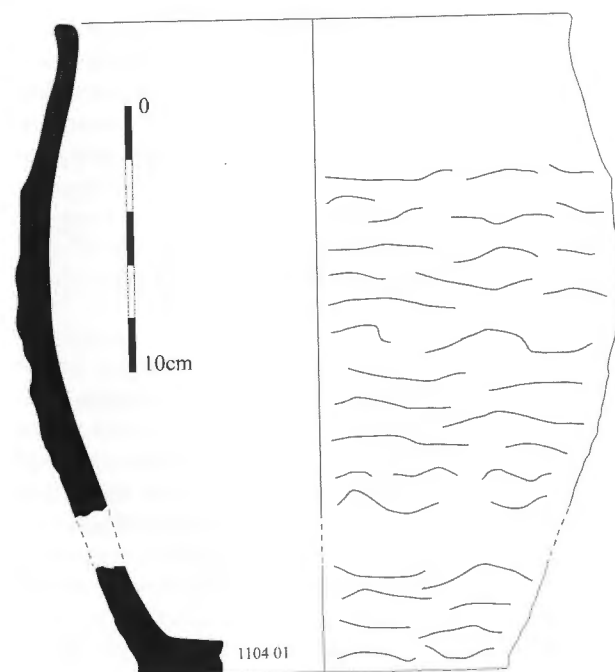
Impasse Gallieni

Ce diagnostic a été réalisé en juillet 2009 sur une parcelle de 768 m² située à la limite Ouest du zonage archéologique de l'agglomération testérine. Elle se trouve à proximité immédiate du paléorivage plus ou moins défini grâce à la cartographie ancienne et également aux sondages réalisés en septembre 2008 sur une vaste parcelle d'un hectare occupée par le centre commercial Capital et qui se trouve juste au nord de notre intervention de juillet 2009.

La découverte majeure de ce diagnostic est la mise au jour d'une importante structure fossoyée qui couvre toute la partie ouest de la parcelle. Cette excavation a une profondeur de plus de 1,50 m et une largeur dépassant 8 m, avec une seule berge (Est) reconnue. Les nombreux dépôts de végétaux retrouvés et les couches de tourbe observées indiquent que cette excavation a drainé de l'eau suivant un axe sud/nord en direction du rivage proche. Il est pour l'instant difficile de savoir si nous sommes en présence d'un paléochenal, d'une paléorivière ou des deux combinés. La chronologie de fonctionnement de cet ancien cours d'eau nous a été fournie par la céramique découverte dans la partie inférieure du comblement, elle remonte à l'Age du Bronze (Moyen ?) avec notamment la présence d'un vase à décor de pastillages. Cette structure va rapidement se combler par l'apport de sédiments tourbeux et sableux qui ont piégé de très nombreux végétaux. Une dernière couche tourbeuse vient sceller l'ensemble, toujours semble t'il à l'Age du Bronze (final ?). Cette découverte nous amène à reconsidérer la forme du trait de côte de ce secteur. En effet jusqu'à présent la forme d'estuaire qui semble caractériser cette zone était attribuée à la période historique sans doute marquée par le débouché des différents petits ruisseaux de drainage (crastes). Il est maintenant possible de présenter une autre hypothèse avec un contour côtier issu de la Protohistoire ou de la fin de la Préhistoire. Cette configuration pourrait bien être à l'origine des implantations humaines anciennes découvertes dans ce secteur de la ville.

C'est donc la première fois que de la céramique de l'Age du Bronze est découverte *in situ* dans le centre ville de La Teste. Cette découverte est à rapprocher du niveau du Premier Âge du Fer mis au jour 100 m au nord lors du diagnostic réalisé en septembre 2008 rue Legallais (Centre Capital). Il semble donc que ce secteur de la ville recèle une occupation protohistorique à ce jour insoupçonnée et dont l'importance et l'emprise sont actuellement inconnues.

Après le comblement de ce paléochenal ou paléorivière, suit une phase d'abandon. L'occupation de ce site ne va reprendre qu'à l'époque mérovingienne. Cette dernière phase est caractérisée par de la céramique et au moins une fosse. Le Bas Moyen Age (XII^e/XIV^e siècles) est représenté par de la



Vase de l'Âge du Bronze à décor de pastillages.

céramique éparse, quelques lambeaux de niveaux et un alignement de structures fossoyées, caractérisant la présence d'au moins un bâtiment dans ce secteur. Même si la phase médiévale présente ici n'est pas aussi importante que sur d'autres secteurs de l'agglomération (allée Clemenceau, école Gambetta, rue Chanzy...) elle montre tout de même la prolongation de l'agglomération médiévale plus à l'ouest de nos premières hypothèses d'emprise.

La phase moderne/contemporaine est caractérisée par des alignements de trous de poteaux qui matérialisent la présence d'au moins un bâtiment en bois sur poteaux porteurs.

Ce septième diagnostic réalisé dans le centre urbain de La Teste-de-Buch nous montre une fois de plus notre méconnaissance aussi bien sur les différentes phases d'occupation que sur l'évolution géomorphologique de l'agglomération au cours des siècles. Ainsi ces lacunes commencent à se combler de diagnostics en opérations préventives.

Jacques Philippe

Rue du 14 juillet

Ce diagnostic a été réalisé au mois de février 2009 sur un regroupement de parcelles, couvrant 1869 m², situé au centre du bourg médiéval de La Teste et au sud de l'église paroissiale. Il avait pour objectif principal de déterminer l'état de conservation des vestiges sous-jacents, afin de définir la pertinence d'une éventuelle fouille préventive. La présence de nombreux bâtiments, encore en place, a fortement diminué les fenêtres de sondage, en conséquence il a été assez difficile de cerner correctement la véritable potentialité de ce site.

Le substrat du site est constitué d'une couche de sable brun/gris de 0,60 m d'épaisseur (niveaux archéologiques) qui recouvre la strate naturelle d'alias.

Comme sur l'ensemble des autres sites sondés dans le centre ville de La Teste, la première phase d'occupation est datée du Haut Moyen Âge avec la présence d'au moins deux à trois bâtiments et de quelques couches d'occupation. Le Bas Moyen Âge est également attesté avec des vestiges plus ou moins disséminés. Les structures retrouvées concernent des fosses et des trous de poteaux visibles uniquement dans le substrat naturel (alias). Le comblement d'un de ces trous de poteaux a révélé de nombreux fragments de terre cuite assimilables à des restes de torchis. Il semble donc que nous soyons en présence ici d'un bâtiment sur poteaux porteurs et dont les parties vides des murs étaient comblées par un mélange de végétaux et d'argile lissée à l'extérieur.

La phase moderne a fortement perturbé les vestiges médiévaux, en effet de nombreuses fosses ont été creusées à travers les couches archéologiques jusque dans le substrat d'alias. La destination de ces fosses est énigmatique. Le mobilier retrouvé est assez diversifié avec une grande proportion de céramiques mais également quelques objets métalliques comme un petit poids en plomb estampillé d'une fleur de lys et un plomb de marque de fabrique posé en 1760 par la communauté des drapiers de Montauban pour un chargement de draps. Il est possible qu'une activité commerciale se soit développée dans le courant du XVIII^e siècle dans ce secteur de l'agglomération.

Même si ici les vestiges médiévaux sont moins bien conservés que sur d'autres sites du centre ville de La Teste, ils matérialisent tout de même la continuité d'occupation entre l'église paroissiale Saint-Vincent située au nord et au sud l'habitat médiéval de l'allée Clémenceau fouillé en 2008.

Jacques Philippe

Avenue de Verdun

Ce diagnostic a été réalisé en décembre 2009 sur un terrain de 1221 m² situé à la limite ouest du zonage archéologique de l'agglomération testérine. Le site de notre intervention se trouve dans un secteur soumis à l'influence des marées jusqu'au milieu du XIX^e siècle à proximité immédiate du paléorivage. Ce dernier a été plus ou moins défini grâce à la cartographie ancienne et également aux sondages réalisés en septembre 2008 sur une vaste parcelle d'un hectare occupée par le centre commercial Capital et qui jouxte, à l'est, le diagnostic de décembre 2009.

Cette opération confirme et complète utilement les observations effectuées lors du diagnostic du Centre commercial Capital. L'ensemble des sondages a révélé un milieu semi-maritime. Les dépôts marins et des cours d'eau environnant ont ainsi exhausé le terrain de presque 1,70 m. Malgré son emplacement en avant du trait de côte cette zone a été fréquentée au Moyen Âge et à l'époque moderne.

La structure la plus caractéristique a été mise au jour dans la partie ouest de la parcelle. Il s'agit vraisemblablement de la berge d'un petit ruisseau (*craste* dans la région). Le report de cette découverte sur le plan général montre une corrélation avec l'axe du ruisseau retrouvé en 2008 lors des sondages du Centre Capital. La découverte, dans le comblement, d'un deuxième batardeau de lavandière (en complément de celui découvert en 2008) renforce cette hypothèse ainsi qu'une de ses fonctions avec vraisemblablement un lavoir installé en amont. Ce ruisseau ne semble plus fonctionner au XVIII^e siècle, peut-être est-il dévié vers un ruisseau plus important.

Ce huitième diagnostic réalisé dans le centre urbain de La Teste-de-Buch complète l'évolution géomorphologique de l'agglomération et plus particulièrement celle de son réseau hydrographique.

Jacques Philippe

Vayres

Avenue du Thil

Dans le cadre de l'agrandissement de la station d'épuration de Vayres, des sondages de diagnostic ont été réalisés sur une parcelle de 2000 m², sous la forme de trois tranchées. Elles ont révélé une séquence sédimentaire d'alluvions fine, contenant deux horizons archéologiques. Attribuées à la fin de la période gauloise, ces découvertes ont justifié la prescription d'une fouille.

Les fouilles réalisées à Vayres « Avenue du Thil », dans des conditions d'intervention souvent difficiles, ouvrent une petite fenêtre, inférieure à 1000 m², sur l'historique du peuplement de cette région de la basse vallée de la Dordogne.

Le secteur observé se trouve en marge de la basse plaine inondable, au pied d'une éminence formée par les terrasses alluviales anciennes, dessinant des « marches » parallèles à la rivière. La géomorphologie montre qu'au début de l'Holocène, les reliefs étaient plus accentués qu'aujourd'hui, avec des terrasses un peu plus élevées, et surtout avec une plaine alluviale plus profonde. Celle-ci s'est progressivement comblée de limons de débordement et d'argiles fines, selon une dynamique qui est toujours à l'œuvre lors des crues. Dès les périodes anciennes, la présence de sédiments graveleux au pied du rebord de terrasse montre l'existence d'une dynamique d'érosion canalisée, qui se manifeste, semble-t-il, par la stabilisation progressive d'un chenal, dont le tracé est nettement affirmé dans les horizons postérieurs aux fossés protohistoriques. Dans l'évolution de ce drain naturel, ces structures ont probablement intégré cette contrainte dans la structuration de l'espace.

Dans cet enregistrement sédimentaire dilaté sur près de 2 m, la stratigraphie montre deux périodes d'occupation assez nettement séparées en altitude, mais faiblement distinctes au sein des sédiments, qui demeurent quasiment invariants sur tout le profil.

Les niveaux inférieurs, vers 0,70 m de profondeur, contiennent, de manière isolée et sporadique, des amas de tessons correspondant souvent à de gros fragments de vases, qui ont pu être rejetés là depuis un habitat proche, ou apportés par des dynamiques de colluvionnement en masse. Ils permettent de dater une première phase d'occupation, qui se situe pendant le deuxième quart du premier siècle avant notre ère (La Tène D). La collection confirme l'existence d'une production potière locale dont le style et la technologie sont bien affirmés. La bonne représentation des amphores pourrait aller de pair avec la

proximité d'une zone portuaire, dont l'existence est supposée, à la confluence entre Dordogne et Gestas, au pied du Château de Vayres (fouilles Ch. Sireix).

Après un épisode sédimentaire sub-stérile, qui peut signer un certain hiatus dans l'occupation du site, une seconde phase d'occupation se manifeste par la mise en place d'un système de fossés et par des structures en relation avec des travaux de mise en valeur agricole (foyers d'essartage). Deux épisodes se succèdent dans cette phase, probablement sans hiatus, comme l'indique le respect des plans antérieurs. Des fossés sinueux semblent précéder la mise en place de fossés rectilignes, au sein d'un parcellaire probablement assez vaste, mais dont on ne peut préjuger à partir du décapage observé. En l'absence de mobilier dans les structures, on ne dispose pas d'argument de datation directe. Cependant, compte tenu de leur enfouissement (niveau

d'ouverture vers -50 cm) et de la proximité de l'horizon archéologique inférieur qui a été entaillé, l'écart chronologique n'est probablement pas très grand avec les niveaux inférieurs. En d'autres termes, on considère comme hautement probable que ces fossés appartiennent à la fin de la période gauloise ou aux débuts de l'Antiquité (transition entre plans sinueux et rectilignes), même s'il demeure possible qu'ils puissent être un peu plus tardifs. Une attribution postérieure à l'Antiquité serait toutefois aberrante en regard de la stratigraphie.

Les remontages céramiques ont permis de constituer un large référentiel (A. Zobri), qui abonde la connaissance des productions locales de céramique « grise de Vayres », tant du point de vue de leurs formes que de leur technologie.

Prodéo Frédéric et Zobri Amar

Prospections intercommunales Programmes collectifs de recherche

Secteur Médoc

La deuxième campagne de prospection portant sur le secteur du Médoc a livré des résultats sur le littoral nord de la commune de Montalivet.

En décembre 2009, après une série de marées de forts coefficients combinées à un vent d'ouest soutenu, un paléosol tourbeux a été désensablé. À quelques mètres du pied de dune, à 15 cm de profondeur, un petit dépôt du Bronze moyen a été découvert.

L'ensemble présente 21 éléments : 1 hache médocaine à bords droits, 1 hache à talon, 2 talons cassés, 3 tranchants cassés (1 de hache à talon, 2 de hache médocaine), 1 fragment de hache à talon, 3 autres de hache médocaine, 3 bracelets, 5 fragments de bracelets. Les deux haches complètes composant cet ensemble étaient fichées, tranchants dans le sable, verticales, talons dirigés vers le haut, les autres éléments fragmentés disposés autour. Trois bracelets entiers étaient

placés sur les talons des haches, assurant à l'ensemble du dépôt un maintien et une ligature relative.

Si les conditions de fouille, loin d'être optimales, n'autorisent pas une grande finesse d'observation, notamment sur la disposition des objets fragmentés, l'absence de contenant céramique est néanmoins une quasi-certitude et seule une enveloppe, en une matière périssable, reste envisageable. Il est toutefois à signaler la présence de morceaux de poterie à gros pastillages pris dans les argiles probablement depuis fort longtemps, dans un rayon de 10 m autour du dépôt.

Dans le Nord-Médoc et notamment le long de la zone côtière, les découvertes sporadiques d'objets en bronze participent depuis longtemps à l'enrichissement archéologique de la Gironde. L'intérêt particulier de ce dépôt tient à son mode d'enfouissement atypique. Il alimente de ce fait réflexions et interrogations.



Montalivet - Dépôt de l'Âge du Bronze moyen.

Les objets ont-ils été assemblés par les courants dans une cuvette naturelle après la destruction du dépôt par les vagues ou doit-on y voir une cachette intentionnelle de bronzier ?

La position verticale des haches, l'effet liant des bracelets et l'absence de contenant céramique dans un environnement qui n'était sans doute pas proprement marin il y a 3500 ans, plaident en faveur d'un dépôt en position primaire.

Ce dépôt pouvait-il présenter un caractère temporaire ? La relative homogénéité des poids de la majorité des fragments permet d'envisager une volonté d'utilisation postérieure, par exemple une refonte.

Lourenço Jean-Marie

Entre-Deux-Mers

Cessac, Courpiac et Bellefond

Deux campagnes de prospection pédestre diachronique ont été réalisées au cœur de l'Entre-Deux-Mers dans le canton de Targon, sur les communes de Cessac, Courpiac et Bellefond, le long du ruisseau de l'Engranne.

Menées entre le printemps et l'automne 2009 dans le cadre d'un mémoire de Master II Archéologie, elles sont venues s'insérer dans l'étude de l'occupation du sol de cette même zone de la Préhistoire à la fin de l'Antiquité.

Ces prospections systématiques, ont livré un mobilier abondant et diversifié, parmi lequel 631 éléments ont pu être analysés et datés. Si la céramique commune domine l'ensemble, la nature des vestiges traduit elle aussi cette variété : outils paléolithiques et néolithiques, fragments d'amphore, de tegulae, ainsi qu'une probable meule d'époque gallo-romaine, une hypothétique cuillère à fard en bronze ou un instrument de chirurgie de même époque, et des monnaies de cuivre modernes. La chronologie s'étend ainsi du Paléolithique moyen, voire ancien, jusqu'à la fin de l'époque moderne, avec une certaine rareté d'indices antiques et une absence quasi-certaine d'éléments du Haut Moyen Âge.

Quelques concentrations de mobilier ou ensembles cohérents ont été repérés à l'échelle d'une parcelle ou d'un champ, dans la plaine alluvionnaire de l'Engranne et ses abords immédiats. Ils se répartissent entre le Moyen Âge (XIIe-XIIIe puis XVe-XVIe siècles) et l'époque moderne (XVIe-XVIIe siècles).

D'autre part, trois indices de sites sont à envisager, eux aussi au voisinage du ruisseau. Le premier se résume à de fines traces protohistoriques entre Courpiac et Bellefond (deux bords ainsi qu'un fragment de Dressel 1 attribués à la fin du Second Âge du Fer), qui constituent à ce jour les seuls éléments connus d'une présence gauloise dans ces communes. Nous y supposons l'emplacement d'une petite ferme de la fin du Second Âge du Fer ou du début de l'époque gallo-romaine. Un second site semble se dessiner au lieu-dit *Tertre de la Bertouse* à Courpiac, à proximité d'une motte médiévale où un mobilier très fourni des XIIIe-XVe siècles a été ramassé. Enfin, à l'est du hameau de la *Goilane* à Bellefond, la cohérence du matériel (XVIe-XVIIe siècles avec peut-être des éléments plus précoces) laisse entrevoir une probable petite ferme d'époque moderne.

Baron Damien

L'organisation des productions céramiques sur l'Arc Atlantique

l'exemple de l'Aquitaine romaine (Régions Aquitaine et Poitou-Charentes)

Le projet collectif de recherche sur l'organisation des productions céramiques sur l'arc atlantique (partenaires : UMR 5607/Bordeaux 3, INRAP, Ministère de la Culture, Région Aquitaine) a pour objectif de mesurer l'impact de la romanisation, tant dans le transfert de techniques ou de personnels, dans l'organisation et la répartition des ateliers, que dans l'adoption de pratiques de consommation au cours des trois premiers siècles de notre ère. Il s'articule autour de deux grands thèmes : les centres de production et la diffusion ; la consommation.

La multiplication des fouilles archéologiques en Aquitaine et Poitou-Charentes a motivé ce projet qui réunit les céramologues de différentes institutions et de régions limitrophes. Le champ d'intervention géographique couvre une partie non négligeable du territoire national, correspondant essentiellement aux régions Poitou-Charentes et Aquitaine. Des collaborations ont été établies avec le PCR (2007-2009) « Faciès céramique en pays picton (IIe siècle av. J.-C. - VIe siècle p.C.) » coordonné par S. Lemaître, maître de conférences à l'université de Poitiers, Equipe HERMA et D. Guitton, INRAP Grand-Sud-Ouest. D'autre part, certaines séries s'intègrent dans les recherches sur les céramiques communes gallo-romaines menées par C. Batigne au laboratoire de céramologie antique de Lyon.

En étudiant les différents centres de productions dans les limites de l'Aquitaine antique, nous avons mis en évidence un réseau d'officines qui fonctionnent en complémentarité. Les questions des limites administratives et des héritages protohistoriques ont été prises en compte. La combinaison de différentes approches (analyses chimiques, prospections géophysiques, datations archéomagnétiques) a été indispensable pour aborder ces ateliers dans toute leur complexité. Ce projet intègre donc non seulement une équipe de céramologues, mais s'appuie également sur les compétences de l'UMR LIENSS (UMR 6250) de la Rochelle pour les prospections géophysiques (V. Mathé, F. Lévêque), du laboratoire de Géosciences de Rennes pour les datations archéomagnétiques (Ph. Lanos, UMR 6118) et sur l'UMR 5138 de Lyon 2.

Ce programme est une approche interdisciplinaire qui vise à connaître l'organisation des sites de production, leur rôle dans la structuration du territoire et dans la définition des faciès culturels. Ainsi ont été réalisés :

- les *prospections géophysiques* sur les ateliers à Soubran/Petit Niort en Charente-Maritime et Siorac-de-Ribérac en Dordogne (M. Druetz, V. Mathé, M. Junca, F. Lévêque, université de la Rochelle) ;
- les *datations archéomagnétiques* des ateliers de Saint-Médard-de-Mussidan et de Siorac-de-Ribérac en Dordogne (Ph. Lanos, CNRS) ;
- les *fouilles archéologiques* sur l'atelier de Siorac-de-Ribérac en Dordogne ont permis de définir l'organisation et la production de cet atelier (C. Sanchez, CNRS et col.) ;
- la *caractérisation chimique* des ateliers de production de Soubran et Petit-Niort (C. Batigne et Y. Waksman, CNRS, Lyon 2) ainsi que ceux de Siorac et du Moustier ;
- les *analyses pétrographiques* ont été réalisées par Nadia Cantin sur le mobilier du Moustier.

Au cours de ce projet collectif, l'organisation « centralisée » de ces grands centres de productions qui se substituent à de nombreux ateliers du IIe Âge du Fer a été précisée par les études réalisées. Le changement clair et durable qui s'effectue

à l'époque augustéenne montre une volonté d'imitation de produits méditerranéens, mais aussi l'émergence d'une série de formes nouvelles qui vont constituer le répertoire des céramiques « de la côte atlantique » pour plusieurs générations de consommateurs.

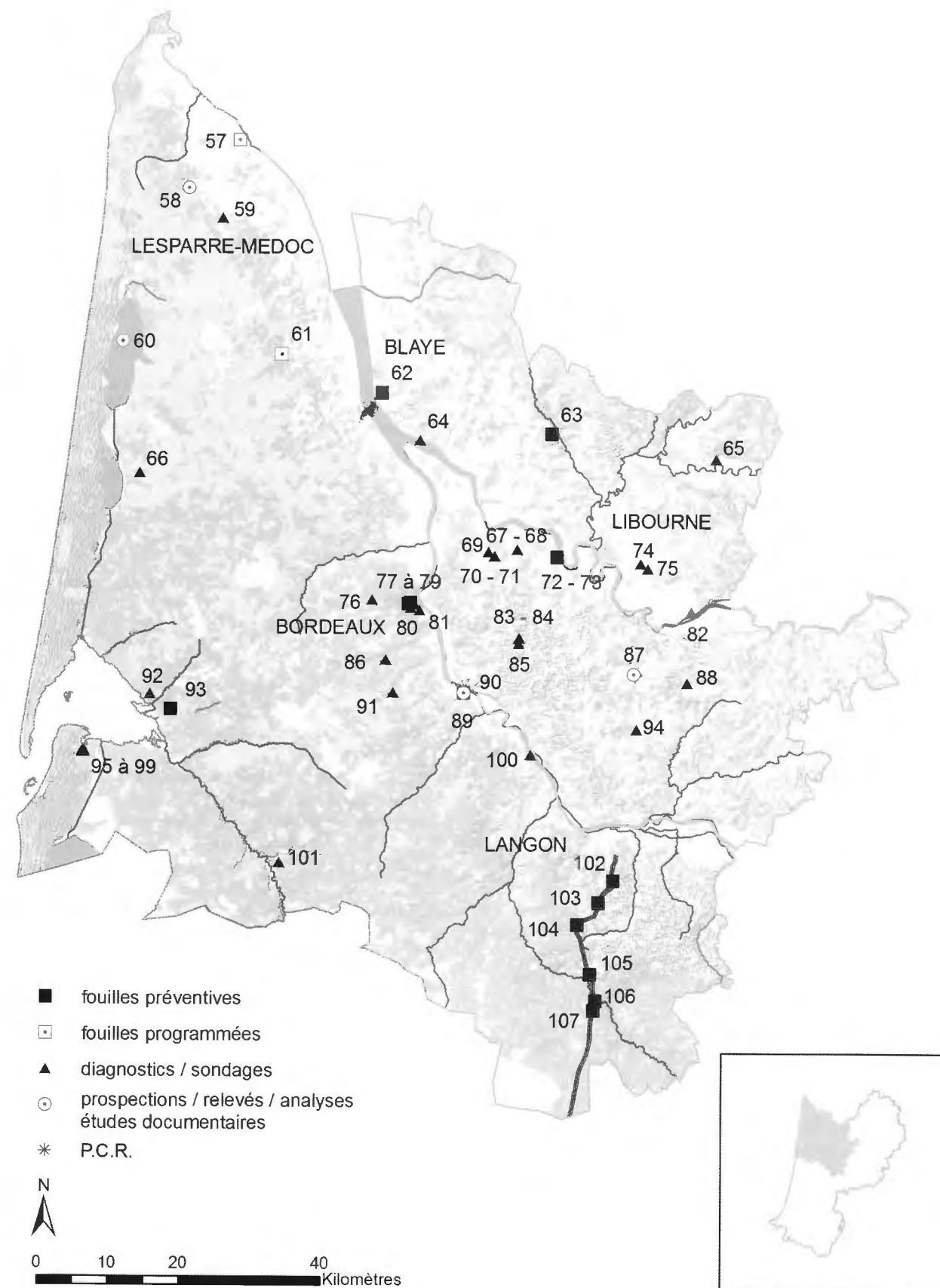
Les sites de redistribution et de consommation ont été le moyen d'analyser les réseaux de diffusion. Cet axe de recherche a permis de synthétiser les données sur les ateliers connus en Aquitaine romaine. Ainsi, plusieurs collections qui n'avaient pas fait l'objet d'étude ont pu être exploitées. Des catégories de production ont également pu être mises en évidence ou complétées par l'étude de sites de consommation. L'étude de la diffusion de ces ateliers met en évidence l'importance du commerce des céramiques communes. Cette enquête, au vu des premiers résultats (des produits qui peuvent parcourir 388 km – de Soubran en Charente-Maritime jusqu'à Bram dans l'Aude ; étude M. Passelac) est à compléter sur l'Arc Atlantique. La collaboration avec le PCR sur la céramique en pays Picton permet déjà de discuter de la présence ou de l'absence de diffusion des ateliers bituriges.

Les données de ce programme sur la diffusion des productions céramiques sur l'Arc Atlantique ont été intégrées au sein d'un Système d'Information Géographique (Y. Créteur, J. Guitart, L. Mangreault, université de la Rochelle) permettant leur consultation.

En 2009, une table ronde à l'Institut Ausonius a réuni les différents collaborateurs au programme : M. Bernier, N. Cantin, C. Chabrière, F. Convertini, Y. Créteur, R. Dusfresne, M. Druetz, N. Fraiche, S. Gauduchon, J. Guitart, D. Guitton, Ph. Lanos, S. Lemaître, F. Lévêque, L. Mangreault, V. Mathé, M. Passelac, J.-L. Piat, Ch. Sireix, J.-S. Torchut, Y. Waskman) qui ont présenté les résultats de leurs travaux. La publication de cette table ronde est prévue pour 2011.

Sanchez Corinne et Sireix Christophe

AUDENGE	Maignan	WOZNY Luc	93
BAZAS	A65 - Saint Hippolyte	SAUVAITRE Natacha	103
BELIN-BELIET	Le Passage	Jacques Philippe	101
BLASIMON	Le Vieux Château	SCUILLER Christian	88
BORDEAUX	Bourse du travail	CAMBRA Patrice	80
BORDEAUX	9 cours du Maréchal Juin	HÉNIQUE Jérôme	79
BORDEAUX	Place Pey-Berland	SAUVAITRE Natacha	77
BORDEAUX	Rue Peyronnet - Collège d'Aliénor d'Aquitaine	DE BELVATA BALASY Christelle	81
BORDEAUX	Sainte-Colombe	REGALDO Pierre	78
BOURG-SUR-GIRONDE	Les Cabanes	MOREAU Nathalie	64
COIMERES	A65 - Pehau	MONIN Gilles	102
COIRAC	Moureau	GINESTE Marie-Christine	94
CUDOS	A65 - Le Dron, Pitecq	SAUVAITRE Natacha	105
ESCAUDES	A65 - Boscage	PRODEO Frédéric	106
ESCAUDES	A65 - Pendelle	BATS Jean-Christophe	107
LE FIEU	La Vigne du Juge	SANDOZ Gérard	65
GAILLAN-EN-MEDOC	47 route de Lesparre	CHARPENTIER Xavier	59
GRADIGNAN	Cours du Général de Gaulle, rue de Canteloup	GINESTE Marie-Christine	86
HOURTIN	Étang d'Hourtin	RAGOT Patrick	60
ISLE-SAINT-GEORGES	Dorges	COLIN Anne	89
ISLE-SAINT-GEORGES	Dorges	MAUDUIT Thierry	90
JAU-DIGNAC-ET-LOIRAC	La Chapelle	CARTRON Isabelle	57
LACANAU	Déviation nord	CAVALIN Florence	66
LANTON	Marsalat	WOZNY Luc	92
LEOGNAN	Moulin de Brisson	SANDOZ Gérard	91
LIGNAN-DE-BAZAS	A65 - L'Ambrot	LEVEQUE Stéphane	104
MARCENAIS	Eglise	LOEUIL Pascal	63
MERIGNAC	ZAC Centre Ville	SCUILLER Christian	76
PLASSAC	Clos du Chardonnet, villa Gallo romaine	ROUDIER Mathieu	62
PODENSAC	Place Garibaldi	DE BELVATA BALASY Christelle	100
SADIRAC	Chemin de Siron	MOREAU Nathalie	83
SADIRAC	Chemin de Siron	ETRICH Christine	84
SADIRAC	Pradas	MOREAU Nathalie	85
SAINT-EMILION	Catacombes	BOUTOULLE Frédéric	75
SAINT-EMILION	Château Franc-Mayne	CAMBRA Patrice	74
SAINT-LAURENT-MEDOC	Ecole maternelle	COURTAUD Patrice	61
SAINT-LOUBES	Chemin de Poumey	CHARPENTIER Xavier	69
SAINT-LOUBES	Chemin du Roy - Lot	SANDOZ Gérard	70
SAINT-LOUBES	Chemin du Roy - Lot	SANDOZ Gérard	71
SAINT-MAGNE-DE-CASTILLON	La Grave	DEFAYE Sophie	82
SAINT-SULPICE-ET-CAMEYRAC	Rue de Peyjouan	SANDOZ Gérard	67
SAINT-SULPICE-ET-CAMEYRAC	Rue de Peyjouan	SANDOZ Gérard	68
LA TESTE-DE-BUCH	Rue Chanzy	JACQUES Philippe	95
LA TESTE-DE-BUCH	Ecole Gambetta	JACQUES Philippe	99
LA TESTE-DE-BUCH	Impasse Galliéni	JACQUES Philippe	98
LA TESTE-DE-BUCH	Rue du 14 juillet	JACQUES Philippe	97
LA TESTE-DE-BUCH	Avenue de Verdun	JACQUES Philippe	96
VAYRES	Avenue du Thil	PRODEO Frédéric	72
VAYRES	Avenue du Thil	PRODEO Frédéric	73



Bibliographie archéologique régionale

Cette bibliographie a été réalisée à partir des documents (revues, monographies, actes de colloques) reçus au centre de documentation de la direction régionale des affaires culturelles d'Aquitaine (Drac) et des informations transmises par les auteurs des notices ci-dessus. Les documents qui étaient encore sous presse à la fin 2008 sont inclus dans le présent bilan concernant l'année 2009.

Ces références bibliographiques, ainsi que celles publiées dans les bilans scientifiques de la région Aquitaine, depuis 1991, sont en ligne sur *Malraux* (catalogue bibliographique du Ministère de la Culture) : <http://www.culture.gouv.fr/documentation/malraux/pres.htm>.

Le catalogue des périodiques est accessible sur : <http://www.sudoc.abes.fr/> depuis 1996.

Toutes périodes

Actualité archéologique des Pyrénées-Atlantiques (extrait du bilan scientifique 2006 du Service Régional de l'Archéologie d'Aquitaine). *Archéologie des Pyrénées Occidentales et des Landes*, 2009, tome. 28, p. 75-104.

Actualité archéologique des Landes (extrait du bilan scientifique 2006 du Service Régional de l'Archéologie d'Aquitaine). *Archéologie des Pyrénées Occidentales et des Landes*, 2009, tome. 28, p. 139-156.

Bilan Scientifique Régional de la Région Aquitaine 2008. Bordeaux, Service Régional de l'Archéologie en Aquitaine, 2010, 191 p.

Travaux dans les églises landaises subventionnés par l'A.E.A.L. En 2007-2008. *Bulletin de la Société de Borda*, 2009, n°20, p. 15-24.

ARAGUAS, Philippe. Saint-Seurin de Bordeaux : les grandes étapes de l'évolution de l'église canoniale du X^e au XIX^e siècle. In CARTRON, Isabelle, BARRAUD Dany et al. *Autour de Saint-Seurin : lieu, mémoire, pouvoir : Des premiers temps chrétiens à la fin du Moyen Age*. Mémoire, n°21, 2009, p. 177-196.

AUBENEAU, Pascaline. Les grandes étapes de l'histoire de Saint-Seurin-de-Cadourne. *Les cahiers médulliens*, 2009, n° 52, p. 47-48.

BERDOY, Anne et LAVIGNE, Etienne. Mauléon (Soule, Pyrénées-Atlantiques) et son château : éléments pour une nouvelle lecture chronologique. *Archéologie des Pyrénées Occidentales et des Landes*, 2009, tome.28, p. 57-74.

CHEVILLEAU, Christian, DUTEL, Roland et al. Prospection-inventaire (Vallée de la Dronne) : XI. Le triangle Lisle/Saint-Pardoux-la-Rivière/Thiviers (2009), vallée de l'Isle et autres sites de la Dordogne. *Documents d'archéologie et d'histoire périgourdines*, 2009, n° 24, p. 149-188.

COCULA, Anne-Marie et COMBET, Michel. *Le Château « à la Une » ! Actes des Rencontres d'Archéologie et d'Histoire en Périgord 2008*. Paris, De Boccard, Bordeaux, Ausonius, Scripta Mediævalia 16, 2009, p. 401-421.

COLMONT, Gérard. Michel Martinaud (1946-2008). *Aquitania*, 2009, 2008-24, p. 246-250.

DALLA-LONGA, Mireille. Les ateliers monétaires de Bordeaux : des officines éphémères aux fameux hôtels de la Monnaie. *Aquitaine Historique*, 2009, n° 99, p. 5-8.

DELLUC, Brigitte et DELLUC, Gilles. Emplois antiques et médiévaux dans l'architecture de Dordogne. *Bulletin de la société historique et archéologique du Périgord*, 2009, tome CXXXVI-3, p. 389-410.

FLAUJAC, Robert (de). L'Eglise de Cabalsaut une interprétation ... *Revue de l'Agenais*, 2009, n°3, p. 379-394.

GERBER, Frédéric. Bordeaux un exemple d'archéologie du bord d'eau en France. *Dossiers d'archéologie*, 2009, n°331, p. 18-19.

GOURDON-PLATEL, Nicole et MAURIN, Bernard. Utilisation du fer des marais, encroûtement superficiel holocène, autour des sites sub-lacustres de Sanguinet (Landes). *Aquitania*, 2009, tome 2008-24, p. 7-20.

HENRIET, Patrick. « Lectionary with Canon of the Mass for the Use of Bordeaux » (New York, 2006) ou comment un important manuscrit de Saint-Seurin fut perdu, retrouvé, puis perdu de nouveau. Note sur l'« eucologe » de Cirot de la Ville. In CARTRON, Isabelle, BARRAUD Dany et al. *Autour de Saint-Seurin : lieu, mémoire, pouvoir : Des premiers temps chrétiens à la fin du Moyen Age*. Mémoire, n°21, 2009, p. 117-120.

JEAN-COURET, Ezechiel. Terres, vases, padouens et lotissements portuaires au sud de Bordeaux : approche plurielle de l'Antiquité à la fin du moyen Age. In *Après la Genèse. Les transformations morphologiques des agglomérations à la fin du Moyen Age*. Toulouse, Université de Toulouse II- Le Mirail, à paraître.

LAVAL, Thomas, BLANC, Jean-Baptiste et al. Prospection-inventaire en Terrassonnais. II Vallées de la Vézère et affluents, Haut Montignacois (2009). *Documents d'archéologie et d'histoire périgourdines*, 2009, n°24, p. 189-202.

LAVAUD, Sandrine, JEAN-COURET, Ezechiel. Bordeaux : I. Plans historiques. II, Notice générale : la formation de l'espace urbain des origines à nos jours. III, Sites et monuments. *Atlas Historique des Villes de France*, 2009, 3 vol. (29, 334, 451 p.).

LAVAUD, Sandrine, DOMINIQUE, Sophie et al. Les origines de Bordeaux : de la Protohistoire à la conquête romaine. In LAVAUD, Sandrine, JEAN-COURET, Ezechiel. *Atlas historique de Bordeaux : II, Notice générale : la formation de l'espace urbain des origines à nos jours*. Bordeaux, Ausonius, 2009, p. 17-39.

MARQUETTE, Jean-Bernard. Monuments disparus du Bazadais. La vallée du Beuve ; la vallée du Brion (4^e partie). *Les cahiers du Bazadais*, 2009, n°164, p. 5-44.

MARQUETTE, Jean-Bernard. Monuments disparus du Bazadais. La vallée du Beuve ; la vallée du Brion (4^e partie). *Les cahiers du Bazadais*, 2009, n°165, p. 29-68.

MARQUETTE, Jean-Bernard. Monuments disparus du Bazadais. La vallée du Beuve ; la vallée du Brion (5^e partie). *Les cahiers du Bazadais*, 2009, n°166, p. 37-56.

MARQUETTE, Jean-Bernard. Monuments disparus du Bazadais. La vallée du Beuve ; la vallée du Brion (5^e partie). *Les cahiers du Bazadais*, 2009, n°167, p. 35-52.

MERLET, Jean-Claude. L'autoroute A-65 Langon-Pau. *Archéologie des Pyrénées Occidentales et des Landes*, 2009, tome.28, p.179-181.

MIGEON, Wandel. Découvertes archéologiques récentes aux abords de la cathédrale Saint-André de Bordeaux, Gironde. *Monumental*, 2009, vol.1, p. 106-107.

MOUCHEL-DIT-BINET, Guy et FAURE, Michel. Les églises du Médoc. Canton de Lesparre. *Les cahiers médulliens*, 2009, n°52, p. 49-70.

MUNDUTEGUY, Laetitia. Les moulins à marée au Labourd. Etat des lieux. *Bulletin du Musée Basque*, 2009, n°173, p. 5-30.

PARAILLOUS, Alain. Au confluent du Lot et de la Garonne : Pélagat. Charmes et mystères d'un hameau «pélagique». *Revue de l'Agenais*, 2009, n°2, p. 153-161.

PERIGNON, Jean-Michel. Bordeaux, Gironde. Les aménagements urbains ou la fatalité d'une mise en valeur annoncée. *Monumental*, 2009, vol. 1. p. 89-91.

RAVIER, Xavier. Pour une « archéologie linguistique » de l'aquitain : un rêve impossible ? *Aquitania*, 2009, n° 2008-24, p. 21-32.

RODDAZ, Jean-Michel. Robert Etienne (1921-2009). *Aquitania*, 2009, n° 2008-24, p. 243-245.

RUDEAUX, Jean-Pierre. De la faucille à la moissonneuse-batteuse. Evolution des techniques agricoles pour la moisson et le battage en Périgord. *Bulletin de la société historique et archéologique du Périgord*, 2009, tome CXXXVI-4, p. 565-582.

SAUVAITRE, Natacha. Actualités archéologiques. *Bulletin du Groupe de recherches archéologiques et historiques de Coutras*, 2009, n°34, p. 3-4.

WOZNY, Luc, BALLARIN, Catherine et al. L'archéologie girondine en 2008 (extraits du bilan scientifique régional, DRAC Aquitaine, SRA). *Revue archéologique de Bordeaux*, 2009, t. C, p. 211-260.

Préhistoire

BALLARIN, Catherine. *Pujo-le-Plan, Hin de Diou, occupation mésolithique, Notice de site*. Bègles, INRAP Grand Sud-Ouest, 30 p.

BERTRAN, Pascal, BEAUVAL, Cédric et al. Evolution des niveaux archéologiques en contexte périglaciaire. Apport de l'expérience de Gavarnie. Paris, *Les Nouvelles de l'archéologie*, 2009, n° 118, p. 16-20.

BERTRAN, Pascal, BEAUVAL, Cédric et al. Dynamique sédimentaire et taphonomie des abris-sous-roche et des porches de grotte en milieu périglaciaire. Le programme Gavarnie. Paris, *Les Nouvelles de l'archéologie*, 2009, n°118, p. 11-16.

BERTRAN, Pascal, ALLENET, Gisèle et al. Paléoenvironnements tardiglaciaires en Aquitaine : la séquence alluviale de la Brunetière (Bergerac, France). *Quaternaire*, 2009, 20 n°2, p. 161-193.

BERTRAN, Pascal, ALLENET, Gisèle et al. Coversand and Pleistocene palaeosols in the Landes region, southwestern France. *Journal of Quaternary Science*, 24, p. 259-269.

BEYNEIX Alain. *Monuments mégalithiques en Aquitaine*. Saint-Cyr-sur-Loire, Editions Alan Sutton (collection Passé simple), Saint-Cyr-sur-Loire, 96 p., ill.

BLOYS, Dominique et CHEVILLOT, Christian. Une hache en cuivre en contexte arténacien ? La hache plate de «Aux Maynes» (commune de Montagnier, Dordogne). *Documents d'archéologie et d'histoire périgourdines*, 2009, n° 24, p. 143-148.

BOSINSKI, Gerhard. Les saïgas dans l'art magdalénien. *L'anthropologie*, 2009, vol. 113 n°3-4, p. 662-678.

BOURDIER, Camille. La frise sculptée de l'abri Reverdit (Sergeac, Dordogne) : première approche analytique des oeuvres. *Paléo*, 2008, n°20, p. 23-46.

CHIOTTI Laurent, NESPOULET Roland et al. Statut des objets « extra-ordinaires » du Gravettien final de l'abri Pataud (Les Eyzies, Dordogne) : objets abandonnés dans l'habitat ou dépôt intentionnel ? In : BONNARDIN Sandrine, HAMON Caroline et al. *Du matériel au spirituel : réalités archéologiques et historiques des « dépôts » de la Préhistoire à nos jours, XXIX^{èmes} Rencontres internationales d'archéologie et d'histoire d'Antibes, Juan-les-Pins, 16-18 octobre 2008*. Antibes, Editions APDCA, 2009, p. 305-322.

CRETIN, Catherine. «Arrêt sur» le Badegoulien. Historique, état de la question et perspectives. In : Evin J. (Dir.): *Un siècle de construction du discours scientifique en Préhistoire, Actes du XXV^e Congrès Préhistorique de France, Avignon, 21-25 septembre 2004, Congrès du Centenaire*. Société Préhistorique Française, 2007, p. 367-378.

DACHARY, Morgan. Une perception affinée du Magdalénien des Pyrénées occidentales à partir des travaux récents. *Acte du XIV colloqui internacional d'arqueologia de Puigcerdà, « Els Pirineus i les àrees circumdants durant el Tardiglacial ; mutacions i filiacions tecnoculturals, evolució paleoambiental (16000-10000 BP), Homenatge al Professor Georges Laplace », 10-11 novembre 2006*. Puigcerdà, Institut d'Estudis Ceretans 2009, 6 fig., p. 423-460.

DACHARY Morgan. Les Magdaléniens des Pyrénées occidentales. Réflexions sur l'exploitation d'un territoire. In : DJINDJIAN F. et OOSTERBEEK L., Symbolic Spaces in Prehistoric Art, Territories, travels and site locations. Proceedings of the XV. Congress of the U.I.S.P.P., Session C28. *Archaeopress*, 2009, 5 fig., p. 39-45.

DAULNY Loïc et DACHARY Morgan. Approche comportementale du Magdalénien d'après l'étude techno-fonctionnelle de l'outillage hors silex. La grotte de Bourrouilla (Arancou, Pyrénées-Atlantiques, France). In : STERNKE, F., L. J. COSTA and L. EIGELAND (eds), Non-flint Raw Material Use in Prehistory: Old Prejudices and New Directions. Proceedings of the XV. Congress of the U.I.S.P.P. Oxford, *Archaeopress*, 8 fig., p. 21-28.

DELLUC, Brigitte et DELLUC, Gilles. Art paléolithique en Périgord. Les représentations humaines pariétales. *L'anthropologie*, 2009, vol. 113 n°3-4, p. 629-661.

DELLUC, Brigitte et DELLUC, Gilles. La femme au paléolithique en Aquitaine et dans le grand sud-ouest/ Brigitte et Gilles Delluc. *Revue historique de Bordeaux et du département de la Gironde*, 2009, n°15, p. 155-167.

DRUCKER, Dorothee G., HENRY-GAMBIER, Dominique et LENOIR, Michel. Nouvelles données chronologiques sur l'enfant de la grotte de Fauroux (Lugasson, Gironde). *Paléo*, 2008, n°20, p. 59-88.

DUCASSE, Sylvain. La «parenthèse» badegoulienne : fondement et statut d'une discordance industrielle au travers de l'analyse techno-economique de plusieurs ensembles lithiques méridionaux du Dernier Maximum Glaciaire. Thèse de doctorat de Préhistoire de l'Université de Toulouse 2 Le Mirail, Ecole doctorale : Espace, Sociétés, Cultures (TESC), 2010, 460 p.

DUCASSE, Sylvain et LANGLAIS, Mathieu. Interprétation technologique et discussion autour du statut culturel des «pièces de la Bertonne». L'exemple de la série lithique de Seyresse (Landes, France). *Paléo*, 2008, n°20, p. 14-20.

FONTANA, Laure et BROCHIER, Jacques Elie. Diversification ou stabilité de la prédation au cours du Tardiglaciaire dans les Pyrénées françaises : et si on analysait les données ? . *Bulletin de la Société préhistorique française*, 2009, tome 106-3, p. 477-490.

FOUCHER, Pascal, SAN JUAN-FOUCHER, Cristina et al. Le gravettien des Pyrénées. *Paléo*, 2008, n°20, p. 331-356.

GIBEAULT, Alain. Origine et destins de l'image dans l'Art Préhistorique. Une perspective psychanalytique. *L'anthropologie*, 2009, vol. 113 n°3-4, p. 515-527.

GOUTAS, Nejma. Réflexions sur une innovation technique gravettienne importante : le double rainurage longitudinal. *Bulletin de la Société préhistorique française*, 2009, tome 106-3, p. 437-456.

GOUTAS, Nejma et SIMONET, Aurélien. Le secteur GG2 de la grotte du Pape à Brassempouy (Landes) : un dépôt intentionnel d'armes gravettiennes ? *Bulletin de la Société préhistorique française*, tome 106-2, 2009, p. 257-291.

HENRY-GAMBIER, Dominique. Comportement des populations d'Europe au gravettien : pratiques funéraires et interprétations. *Paléo*, 2008, n°20, p. 399-438.

JAUBERT, Jacques. L'«art» pariétal gravettien en France : éléments pour un bilan chronologique. *Paléo*, 2008, n°20, p. 439-474.

KLARIC, Laurent, GUILLERMIN, Patricia et AUBRY, Thierry. Des armatures variées et des modes de productions variables. Réflexions à partir de quelques exemples issus du Gravettien d'Europe occidentale (France, Portugal, Allemagne). Paris, *Gallia Préhistoire*, 2009, n° 51, p. 113-154.

LENOIR, Michel, DIBBLE, Harold-Lewis et al. Context, curation and : an evaluation of the Middle Paleolithic collections of Combe-Grenal (France). - *Journal of Archeological Science*, vol. 36 n° 11, p. 2540-2550.

LENOIR, Michel et VILLA, Paola. Hunting and hunting weapons of the Lower and Middle Paleolithic of Europe In Hublin J.-J., Richards M., (Eds.), The Evolution of Hominid Diets : Integrating approaches to the study of Palaeolithic subsistence. Leipzig, Springer, p. 59-85.

MADELAINE, Stéphane, MAUREILLE, Bruno et al. Nouveaux restes humains moustériens rapportés au squelette néandertalien de Regourdou 1 (Regourdou, commune de Montignac, Dordogne, France). *Paléo*, 2008, n°20, p. 101-114.

MARSAN, Geneviève. Nouvelles datations radiocarbone de la faune glaciaire d'Habarra (Arudy). *Archéologie des Pyrénées Occidentales et des Landes*, 2009, tome.28, p. 31-36.

MARTICORENA, Pablo. Industrie lithique néolithique en Pyrénées-Atlantiques : prospection thématique 2009. *Archéologie des Pyrénées Occidentales et des Landes*, 2009, tome.28, p. 37-42.

MARTICORENA, Pablo. *Etude typologique, technologique, pétrographique et spatiale de lames de haches polies en Pyrénées Atlantiques*, mém. de master 2, univ. Paris I Panthéon-Sorbonne, 2008, 2 vol., 276 p.

MAYNARD, Guy, LEMAIRE, Claude et al. Itinéraire des rennes au Paléolithique, du Périgord au Ségala lotois. *Préhistoire du Sud-Ouest*, 2009, n° 17-1, p. 95-113.

MENU, Michel. L'analyse de l'art préhistorique. *L'anthropologie*, 2009, vol.113 n°3-4, p. 547-558.

MERLET, Jean-Claude. Le mégalithisme dans les Landes. *Bulletin de la Société de Borda*, 2009, n°496, p. 311-334.

MERLET, Jean-Claude et MIQUEOU, Mathilde. Une approche du Mésolithique des Landes de Gascogne : Gaillèbes-2 à Sabres (Landes). *Archéologie des Pyrénées Occidentales et des Landes*, 2009, tome. 28, p.105-124.

MILLET, Dominique, MILLET, Françoise et al. Premières données sur l'anthropisation ancienne dans les basses vallées des gaves pyrénéens : gave d'Oloron, gave du Saison et Bidouze. *Archéologie des Pyrénées Occidentales et des Landes*, 2009, tome.28, p. 7-29.

MÜLLER, Katharina, CHADEFaux, C. et al. Knochen, Elfenbein oder Geweih? Die Paläolithischen Perlen aus dem Abri Pataud (-22000 BP, Dordogne, Frankreich). In *Hauptmann A. und Stege H. (eds), Archäometrie und Denkmalpflege, Metalla, Jahrestagung in der Pinakothek der Moderne, München, 25-28 März 2009*, p. 78-80.

NESPOULET, Roland. Le gravettien de l'abri Pataud. Bilan et perspectives. *Paléo*, 2008, n°20, p. 373-380.

OTTE, Marcel et REMACLE, Laurence. Arts originels, tendances actuelles. *L'anthropologie*, 2009, vol. 113 n°3-4, p. 435-546.

PESESSE, Damien. Le statut de la fléchette au sein des premières industries gravettiennes. *Paléo*, 2008, n°20, p. 277-290.

PIGEAUD, Romain. Chefs-d'œuvre de la collection Piette. Le musée d'Archéologie national rouvre une salle d'art préhistorique. *Archéologia*, 2009, n°462, p. 11-15.

RIGAUD, Jean-Philippe. Les industries lithiques du gravettien du nord de l'Aquitaine dans leur cadre chronologique. *Paléo*, 2008, n°20, p. 381-398.

SACCO, François. Origine de la forme, formes de l'origine. *L'anthropologie*, 2009, vol. 113 n°3-4, p. 528-534.

SERONIE-VIVIEN, Marie-Roger. Répartition géographique des différents types de silex à lépidorbitoïdes utilisés au Paléolithique supérieur en Aquitaine. Première contribution : Dordogne (Caminade), Lot (Le Piage – Pégourié – Cloup de l'Aze), Gironde (Beauregard). *Bulletin de la Société préhistorique française*, tome 106-2, 2009, p. 293-296.

SIMONET Aurélien. *Les gravettiens des Pyrénées. Des armes aux sociétés*. Thèse de doctorat, Université de Toulouse II-Le Mirail, 391 p.

SIMONET Aurélien. Les gravettiens des Pyrénées. Des armes aux sociétés. *Munibe*, n°60, p. 81-98.

SZMIDT, Caroline, LAROU LANDIE, Véronique et al. Actualités scientifiques. Harfang, Renne et Cerf : nouvelles dates ¹⁴C par SMA du Magdalénien supérieur du Bassin aquitain au Morin (Gironde) et Bourrouilla (Pyrénées-Atlantiques). *Bulletin de la Société préhistorique française*, 2009, tome 106-3, p. 583-601.

TAUXE, Denis. Analyse comparative des thèmes majeures du début de la culture magdalénienne, il y a 17 à 18 000 ans : Lascaux et Gabillou. *Bulletin de la société historique et archéologique du Périgord*, 2009, tome CXXXVI-2, p. 169-184.

VIALOU, Denis. L'image du sens, en préhistoire. *L'anthropologie*, 2009, vol. 113 n°3-4, p. 464-477.

VIELLEVIGNE, Emmanuelle, BOURGUIGNON, Laurence et al. Analyse croisée des données chronologiques et des industries lithiques dans le grand sud-ouest de la France (OIS 10 à 3). *Paléo*, 2008, n°20, p. 145-166.

PROTOHISTOIRE

BLANC, Claude. Une collection de haches métalliques inédite des Pyrénées-Atlantiques. *Archéologie des Pyrénées Occidentales et des Landes*, 2009, tome. 28, p. 43-52.

BLOT, Jacques. Le monolithe de Faague et la table de Lizuniaga. *Bulletin du Musée Basque*, 2009, n° 174, p. 23-26.

BROCHERIOU, Dominique. Pour un recensement des tumulus médocains. *Les cahiers médulliens*, 2009, n°51, p. 9-10.

CHEVILLOT, Christian. L'Âge du Bronze au musée Castanet à Castelmérie. Sergeac (Dordogne). *Documents d'archéologie et d'histoire périgourdines*, 2009, n° 24, p. 3-10.

DUMONTIER, Patrice et MIGEON, Wandel. Bedous (P.-A.). Indices de l'Âge du Bronze en vallée d'Aspe. *Archéologie des Pyrénées Occidentales et des Landes*, 2009, tome 28, p. 53-56.

DUMONTIER, Patrice et COURTAUD, Patrice. Sépultures de l'Âge du Bronze ancien et moyen en zone karstique : les grottes de Droundak et de l'Homme de Pouey (Pyrénées-Atlantiques, France). In *Actes du colloque AFK - Pierre Saint-Martin 2007*. *Karstologia Mémoires*, 2009, n° 17, p. 112-117.

KEROUANTON, Isabelle. Les enclos circulaires de l'Âge du fer de Font de Meaux à Coursac (Dordogne). *Bulletin de la Société préhistorique française*, 2009, tome 106-2, p. 357-371.

LAGARDE, Céline et PERNOT, Michel. Approche pluridisciplinaire d'un ensemble d'objets métalliques de l'Âge du bronze découvert à Soulac-sur-Mer (Gironde, France). *Bulletin de la Société préhistorique française*, 2009, tome 106-3, p. 553-567.

MAITAY, Christophe et MARCHADIER Emilie. Entre traditions locales et apports exogènes : évolutions et singularités du mobilier céramique du premier âge du Fer et de La Tène A ancienne entre Loire et Dordogne. In : *Tome 1. Les Gaulois entre Loire et Dordogne, Actes du XXXIe colloque international de l'AFEAF (Chauvigny, 17-20 mai 2007)*. Chauvigny, Association des publications chauvinoises, 2009, p. 291-324.

MAITAY, Christophe, BEHAGUE Bertrand et al. Forme et variabilité des habitats fortifiés des âges du Fer dans le Centre-Ouest de la France et ses marges. In *Tome 1. Les Gaulois entre Loire et Dordogne, Actes du XXXIe colloque international de l'AFEAF (Chauvigny, 17-20 mai 2007)*. Chauvigny, Association des publications chauvinoises, 2009, p. 367-417.

VIAL, Eloïse. Arts et artisans aux âges du Fer. *Dossiers d'archéologie*, 2009, n° 335, p. 6-11.

Antiquité

BARBET, Alix, BUJARD, Sophie et al. Peintures de Périgueux. Edifice de la rue des Bouquets ou la Domus de Vésone, IV. *Aquitania*, 2009, n° 2008-24, p. 41-76.

BARRAUD, Dany. Topographie de Bordeaux dans l'Antiquité tardive à la lumière des nouvelles découvertes archéologiques. In CARTRON, Isabelle, BARRAUD Dany et al. *Autour de Saint-Seurin : lieu, mémoire, pouvoir : Des premiers temps chrétiens à la fin du Moyen Age*. Mémoire, n°21, 2009, p. 23-34.

BARRAUD, Dany, CARTRON, Isabelle et al. La nécropole de Saint-Seurin à la fin de l'Antiquité : un complexe monumental revisité. In CARTRON, Isabelle, BARRAUD Dany et al. *Autour de Saint-Seurin : lieu, mémoire, pouvoir : Des premiers temps chrétiens à la fin du Moyen Age*. Mémoire, n°21, 2009, p. 45-66.

BOST, Jean-Pierre. Sur deux marques de tuiliers d'époque gallo-romaine. *Aquitania*, 2009, n° 2008-24, p. 215-217.

BOST, Jean-Pierre. A Caesaraugusta Benearno. Remarques sur la voie d'Aspe. *Aquitania*, 2009, n° 2008-24, p. 219-222.

BROQUA, Alain. Verre gallo-romain découvert à Agen, Moncrabeau et Montagnac-sur-Auvignon. *Bulletin de la Société Archéologique et Historique de l'Albret*, 2009, n°31, p. 76.

COUNILLON, Patrick. Strabon, Bourdigala et l'Aquitaine. *Aquitania*, 2009, n° 2008-24, p. 33-39.

DECRAVE, Lionel. Via Aquitania la voie impériale d'Aquitaine. *Archeologia*, 2009, n°470, p. 11-15.

GRIMBERT, Laurent. Deux exemples problématiques en Grand Sud-Ouest. Les établissements de Montignac – Le Buy, Sènièrgues – Pech Piélat. *Supplément Aquitania*, 2009, sup. 17, p. 281-290.

MARIAN, Jérôme. La villa gallo-romaine de Loupiac. Bilan des campagnes de fouilles de 2004 à 2008. *Aquitaine Historique*, 2009, n° 100, p. 13-19.

MARIAN, Jérôme. La demeure aristocratique de Loupiac (Gironde). Une évolution architecturale complexe entre la première moitié du 1er siècle p. C. et la haut Moyen Age. *Aquitania*, 2009, n° 2008-24, p. 155-171.

MATEU, André. Pour servir à l'histoire de l'antiquité agenaise : découverte d'une pièce de bronze à l'effigie d'Antonin le Pieux. *Revue de l'Agenais*, 2009, n°2, p. 149-152.

MONGIBEAUX, Stéphanie. Le tambour de colonne gallo-romaine de l'église de La Douze (Dordogne). *Documents d'archéologie et d'histoire périgourdines*, 2009, n° 24, p. 11-34.

NAVARRO CABALLERO, Milagros. Le monument du mont Judaïque et les hommages à la Gens Augusta : réflexions sur l'urbanisme de Burdigala. *Revue archéologique de Bordeaux*, 2009, tome C, p. 7-31.

ROBERT, Etienne. A propos du centre monumental de Périgueux (Vesunna Petrucoriorum). *Bulletin de la société historique et archéologique du Périgord*, 2009, tome CXXXVI-3, p. 307-312.

RONDE, Stéphane. Les mosaïques de la villa gallo-romaine de Hure (Gironde). *Aquitaine Historique*, 2009, n° 100, p. 7-11.

STEPHANUS, Francis. La villa gallo-romaine de Lamarque, commune de Castelsculier (47) : de la mise au jour à la mise en scène. *Revue de l'Agenais*, 2009, p. 263-282.

URSIE, Dominique. Compte-rendu de la conférence numismatique du samedi 11 juillet 2009, à l'espace socio-culturel de Monpazier. Les monnaies romaines découvertes sur Monpazier. *Cahiers du groupe archéologique de Monpazier*, 2009, n°19, p. 30-48.

VENDRIES, Christophe. Apollon et Marsyas sur un fragment de sarcophage de Saint-Androny (Gironde). Postures, gestuelle et attributs musicaux. *Aquitania*, 2009, n° 2008-24, p. 139-154.

Moyen Age

Services régionaux de l'archéologie. Chronique des fouilles médiévales en France en 2008. Répartition régionale des chantiers. Paris, *Archéologie médiévale*, 2009, n°39, p. 161-166.

BAILLET, Christophe. Le mémorial des saints. Les reliques de l'église Saint-Seurin de Bordeaux (Vie-XIVe siècle). CARTRON, Isabelle, BARRAUD Dany et al. *Autour de Saint-Seurin : lieu, mémoire, pouvoir : Des premiers temps chrétiens à la fin du Moyen Age*. Mémoire, n°21, 2009, p. 87-116.

BAILLET, Christophe, HENRIET, Patrick et al. Le dossier hagiographique de Saint-Seurin. In CARTRON, Isabelle, BARRAUD Dany et al. *Autour de Saint-Seurin : lieu, mémoire, pouvoir : Des premiers temps chrétiens à la fin du Moyen Age*. Mémoire, n°21, 2009, p. 79-86.

BARNABE, Patrice. Le contrôle de la Lande occidentale aquitaine par la seigneurie ducale vers 1250. In BOUTOULLE, Frédéric (coord.) et AURELL Martin (coord.). *Les seigneuries dans l'espace Plantagenêt (c. 1150-1250), Colloque international organisé à Bordeaux et Saint-Emilion 3-5 mai 2007*. Bordeaux, Ausonius, 2009, p. 337-356.

- BARROUQUERE, Hervé. Un atelier de potier médiéval à Gaston (Bostens, Landes). *Archéologie des Pyrénées Occidentales et des Landes*, 2009, tome 28, p. 131-138.
- BEAUJARD, Brigitte. Le culte des évêques en Gaule au Vie siècle. In CARTRON, Isabelle, BARRAUD Dany et al. *Autour de Saint-Seurin : lieu, mémoire, pouvoir : Des premiers temps chrétiens à la fin du Moyen Age*. Mémoire, n°21, 2009, p. 71-78.
- BERNADET, Anne. Redécouverte d'un panneau d'évêque provenant de l'ancienne vitrerie de Saint-Seurin. In CARTRON, Isabelle, BARRAUD Dany et al. *Autour de Saint-Seurin : lieu, mémoire, pouvoir : Des premiers temps chrétiens à la fin du Moyen Age*. Mémoire, n°21, 2009, p. 159-172.
- BERTHIER, Marcel. Les peintures murales de l'église Saint-Nicolas de Trémolat. *Bulletin de la société historique et archéologique du Périgord*, 2009, tome CXXXVI-1, p. 33-36.
- BISSENET, Jean-François. Cum discordia e grans guerra fos entre'l noble baron en Raymon, vescomte de Fronsac... : Raimond V (c. 1220-1280) et le château de Fronsac au XIIIe siècle. *Bulletin du Groupe de recherches archéologiques et historiques de Coutras*, 2009, n° 34, p. 19-33.
- BONNE, Lætitia. Les chapiteaux romans de la cathédrale Saint-André de Bordeaux conservés au musée d'Aquitaine. *Revue archéologique de Bordeaux*, 2009, tome C, p. 53-81.
- BOUTOULLE, Frédéric. De Grégoire de Tours à l'enceinte du bourg (fin Vie siècle- vers 1220). In LAVAUD, Sandrine, JEAN-COURRET, Ezechiel. *Atlas historique de Bordeaux : I, Plans historiques. II, Notice générale : la formation de l'espace urbain des origines à nos jours. III, Sites et monuments*. Bordeaux, Ausonius, 2009, vol. II, p. 40-65.
- BOUTOULLE, Frédéric. Par peur des Normands. Les Vikings à Bordeaux et la mémoire de leurs incursions. État des sources. *Société archéologique de Bordeaux*, 2009, t. IC-2008, p. 28-38.
- BOUTOULLE, Frédéric. Les monuments souterrains, Église collégiale, Tour du Roy et enceinte, Grandes Murailles et couvent des Cordeliers. In *La Gironde en 101 monuments. Le Festin*, numéro hors série, 2009, p. 74-77.
- BOUTOULLE, Frédéric. Le « rite d'investiture » au comté de Bordeaux à Saint-Seurin : emprunts et intentions d'une construction sans précédents locaux. In CARTRON, Isabelle, BARRAUD Dany et al. *Autour de Saint-Seurin : lieu, mémoire, pouvoir : Des premiers temps chrétiens à la fin du Moyen Age*. Mémoire, n°21, 2009, p. 255-266.
- BOUTOULLE, Frédéric. L'abbaye de Saint-Sever dans la politique des premiers Plantagenêts (1154-1216). In CABANOT, Jean, PON, Georges et CURSENTE, Benoît. *Abbaye de Saint-Sever. Nouvelles approches documentaires (988-1359). Actes des Journées d'études, Saint-Sever 13-14 septembre 2008*. Dax, Société de Borda-CEHAG, 2009, p. 179-195.
- BOUTOULLE, Frédéric (coord.) et AURELL Martin (coord.). Les seigneuries dans l'espace Plantagenêt (c. 1150-1250), *Colloque international organisé à Bordeaux et Saint-Emilion 3-5 mai 2007*. Bordeaux, Ausonius, 2009, 471 p.
- BOYER-GARDNER, Delphine, CARTRON, Isabelle. Chronique d'une mort préparée. Autour de la sépulture de Raimond Fabri, chanoine de Saint-Seurin. In CARTRON, Isabelle, BARRAUD Dany et al. *Autour de Saint-Seurin : lieu, mémoire, pouvoir : Des premiers temps chrétiens à la fin du Moyen Age*. Mémoire, n°21, 2009, p. 289-308.
- CABANOT, Jean. L'abbatiale de Saint-Sever : perspectives nouvelles. In CABANOT, Jean, PON, Georges et CURSENTE, Benoît. *Abbaye de Saint-Sever. Nouvelles approches documentaires (988-1359). Actes des journées d'études, Saint-Sever, 13-14 septembre 2008*. Société de Borda-CEHAG, 2009, p. 281-310.

- CABANOT, Jean et PON, Georges. Les origines. La légende et la fondation. In CABANOT, Jean, PON, Georges et CURSENTE, Benoît. *Abbaye de Saint-Sever. Nouvelles approches documentaires (988-1359). Actes des journées d'études, Saint-Sever, 13-14 septembre 2008*. Société de Borda-CEHAG, 2009, p. 31-54.
- CABANOT, Jean, PON, Georges et CURSENTE, Benoît. *Abbaye de Saint-Sever. Nouvelles approches documentaires (988-1359). Actes des journées d'études, Saint-Sever, 13-14 septembre 2008*. Société de Borda-CEHAG, 2009, 345 p.
- CARTRON, Isabelle, BARRAUD Dany et al. Autour de Saint-Seurin : lieu, mémoire, pouvoir : Des premiers temps chrétiens à la fin du Moyen Age. *Mémoires*, n° 21, 2009, 351 p.
- CARTRON, Isabelle et CASTEX, Dominique. Identité et mémoire d'un groupe aristocratique du haut Moyen Age : le cas du site de « la Chapelle » à Jau-Dignac et Loirac (Gironde). In *Actes de la table ronde Inhumations de prestige ou prestige des inhumations. Expression du pouvoir dans l'Audela, cinquantième de CRAHM, Université de Caen. 23-24 mars 2007*. Caen, 2009, p. 151-173.
- CEROU, Elisée. Le mystère des origines toponymiques de Sainte-Orse en Périgord. *Cahiers du groupe archéologique de Monpazier*, 2009, n°18, p. 31-61.
- CHAILLOU, Mélanie. « Périgueux, le Château Barrière ». In COCULA, Anne-Marie et COMBET, Michel. *Le château «à la une», événements et faits divers, Actes des Rencontres d'Archéologie et d'Histoire en Périgord, Périgueux, 26, 27 et 28 septembre 2008*. Paris, De Boccard, Bordeaux, Ausonius, Scripta Mediævalia 16, 2009, p. 401-421.
- CHEVILLOT, Christian et MOISSAT, Jean-Claude. Pégaux du Haut Moyen Âge de Bannes (Beaumont-du-Périgord, Dordogne), de l'ancienne collection Alexis de Gourgues. *Documents d'archéologie et d'histoire périgourdines*, 2009, n° 24, p. 35-44.
- CHEVILLOT, Christian, HESEAULT, Jean-Claude et MASSOULIER, David. Le cluzeau de «L'Ancien Moulin» (commune des Lèches, Dordogne). *Documents d'archéologie et d'histoire périgourdines*, 2009, n° 24, p. 45-64.
- COLETTE, Marie-Noël. A propos des neumes du manuscrit de l'eucologe de Saint-Seurin de Bordeaux. In CARTRON, Isabelle, BARRAUD Dany et al. *Autour de Saint-Seurin : lieu, mémoire, pouvoir : Des premiers temps chrétiens à la fin du Moyen Age*. Mémoire, n°21, 2009, p. 121-122.
- CURSENTE, Benoît. Les seigneuries béarnaises entre deux âges (milieu XIIe – fin XIIIe siècle), In BOUTOULLE, Frédéric (coord.) et AURELL Martin (coord.). *Les seigneuries dans l'espace Plantagenêt (c. 1150-1250), Colloque international organisé à Bordeaux et Saint-Emilion 3-5 mai 2007*. Bordeaux, Ausonius, 2009, p. 357-378.
- CURSENTE, Benoît. Les statuts de l'abbé Suavius. La seigneurie abbatiale et l'affirmation du bourg de Saint-Sever (fin Xe siècle- 1208). In , Jean, PON, Georges et CURSENTE, Benoît. *Abbaye de Saint-Sever. Nouvelles approches documentaires (988-1359). Actes des journées d'études, Saint-Sever, 13-14 septembre 2008*. Société de Borda-CEHAG, 2009, p. 147-173.
- CURSENTE, Benoît. Note sur la révolte anti-seigneuriale de 1208. In , Jean, PON, Georges et CURSENTE, Benoît. *Abbaye de Saint-Sever. Nouvelles approches documentaires (988-1359). Actes des journées d'études, Saint-Sever, 13-14 septembre 2008*. Société de Borda-CEHAG, 2009, p. 174-178.
- DELAFOSSÉ, Dominique et BEURIS, Clélia. L'Eglise de Sainte-Engrâce (Soule - Pays Basque). *Aquitaine Historique*, 2009, n° 99, p. 12-14.

- FARAVEL, Sylvie. Deux seigneuries nord bazadaises des bords de la Dordogne : Civrac et Gensac (XI^e siècle – 1254). In p.BOUTOULLE, Frédéric (coord.) et AURELL Martin (coord.). *Les seigneuries dans l'espace Plantagenêt (c. 1150-1250), Colloque international organisé à Bordeaux et Saint-Emilion 3-5 mai 2007*. Bordeaux, Ausonius, 2009, p. 379-416.
- FAURE, Michel. L'abbaye de l'Isle. *Les cahiers médulliens*, 2009, n°52, p. 75-77.
- FAURE, Michel. Ludon-Médoc : deux sites médiévaux. *Les cahiers médulliens*, 2009, n°51, p. 11-15.
- FLAUJAC, Robert (de). Le vieux château de Lafox et ses seigneurs. *Revue de l'Agenais*, 2009, n°3, p. 369-377.
- FOURNIOUX, Bernard. Les arbalétriers d'Alain d'Albret des châtellenies d'Ans et d'Auberoche en l'année 1471. *Documents d'archéologie et d'histoire périgourdines*, 2009, n° 24, p. 65-74.
- FRANÇOIS, Geneviève. Plaque de croix émaillée (Limoges, XIIIe siècle) sur la reliure de l'eucologe de Saint-Seurin de Bordeaux. In CARTRON, Isabelle, BARRAUD Dany et al. *Autour de Saint-Seurin : lieu, mémoire, pouvoir : Des premiers temps chrétiens à la fin du Moyen Age*. Mémoire, n°21, 2009, p. 123-126.
- GABORIT, Michèle. Le couvent des Cordeliers de Lesparre. *Les cahiers médulliens*, 2009, n°52, p. 71-73.
- GENSBETTEL, Christian. Les églises de Saint-Georges-de-Montagne et de Saint-Denis-du-Pin et la question des premiers clochers romans dans l'ancienne Aquitaine. *Revue archéologique de Bordeaux*, 2009, tome C, p. 33-51.
- GENEVIEVE, Vincent. Les monnaies médiévales de Brion. Saint-Germain d'Esteuil. *Aquitania*, 2009, n° 2008-24, p. 205-211.
- GONTIER, Frédéric et DELLUC, Marc. Redécouverte de neuf cluzeaux de la falaise de la Dordogne. *Bulletin de la société historique et archéologique du Périgord*, 2009, tome CXXXVI-3, p. 363-376.
- GONZALES, Julie. Le «monstrueux» dans la sculpture romane du Béarn. *Revue des sciences, lettres et arts de Pau et du Béarn*, 2009, n°36, p. 33-50.
- HENRIET, Patrick. Res gestas scripti memorie comendare. Ruffat et le premier cartulaire de Saint-Seurin (années 1160-1190). In CARTRON, Isabelle, BARRAUD Dany et al. *Autour de Saint-Seurin : lieu, mémoire, pouvoir : Des premiers temps chrétiens à la fin du Moyen Age*. Mémoire, n°21, 2009, p. 129-140.
- IGNACE, Jean-Claude. Modes d'exploitation et paysages agraires en Bergeracois aux X^e et XII^e siècles. *Bulletin de la société historique et archéologique du Périgord*, 2009, tome CXXXVI-4, p. 485-496.
- JACQUES, Christian. Aux origines médiévales de la Teste de Buch. Mythes et réalités. *Bulletin de la Société Historique et Archéologique d'Arcachon et du Pays de Buch*, 2009, n°140, p. 19-47.
- JEAN-COURRET, Ezechiel. L'identité communale, clé de l'urbanisation (vers 1220- vers 1304). In LAVAUD, Sandrine, JEAN-COURRET, Ezechiel. *Atlas Historique de Bordeaux : II, Notice générale : la formation de l'espace urbain des origines à nos jours*. Bordeaux, Ausonius, 2009, p. 67-97.
- LAVAL, Bernard. Le site féodal du bourg de la Clotte : sa motte, ses fossés, sa basse-cour. *Bulletin du Groupe de recherches archéologiques et historiques de Coutras*, 2009, n°34, p. 5-18.
- LAVAUD, Sandrine. Le temporel de la collégiale Saint-Seurin de Bordeaux au Moyen-Age : pouvoirs et espaces de pouvoirs. In CARTRON, Isabelle, BARRAUD Dany et al. *Autour de Saint-Seurin : lieu, mémoire, pouvoir : Des premiers temps chrétiens à la fin du Moyen Age*. Mémoire, n°21, 2009, p. 267-288.

- LAVAUD, Sandrine. Temps des ruptures et nouvel équilibre (vers 1405-1548). In LAVAUD, Sandrine, JEAN-COURRET, Ezechiel. *Atlas historique de Bordeaux : II, Notice générale : la formation de l'espace urbain des origines à nos jours*. Bordeaux, Ausonius, 2009, p. 126-149.
- LETTERON, Maëlys. Les origines de la vicomté de Gabardan (première moitié du XI^e siècle). *Bulletin de la Société de Borda*, 2009, n°493, p. 11-30.
- MARQUETTE, Jean-Bernard. Les origines de la seigneurie des archevêques de Bordeaux à Pessac (1274-1308). *Revue archéologique de Bordeaux*, 2009, tome C, p. 83-99.
- MASSON, Juliette. L'abbaye Saint-Pierre de l'Isle, Implantation de chanoines réguliers de saint Augustin dans le Médoc au XII^e siècle. In COCULA, Anne-Marie et COMBET, Michel. *Le château «à la une», événements et faits divers, Actes des Rencontres d'Archéologie et d'Histoire en Périgord, Périgueux, 26, 27 et 28 septembre 2008*. Paris, De Boccard, Bordeaux, Ausonius, Scripta Mediævalia 16, 2009, p. 385-399.
- MAUDUIT, Thierry. La tour médiévale de Bessan, place forte oubliée du marais médocain (Soussans). *Les cahiers médulliens*, 2009, n°52, p. 3-12.
- MAUDUIT, Thierry. La maison forte de Saint-Genès de Meyre (Avensan - Médoc – Gironde). *Aquitaine Historique*, 2009, n° 98, p. 8-12.
- MICHEL, Anne, CARTRON, Isabelle et al. Saint-Seurin de Bordeaux. Etude archéologique de la crypte : observations préliminaires. In CARTRON, Isabelle, BARRAUD Dany et al. *Autour de Saint-Seurin : lieu, mémoire, pouvoir : Des premiers temps chrétiens à la fin du Moyen Age*. Mémoire, n°21, 2009, p. 197-234.
- MOUSSET, Hélène. Le château de l'Herm. In COCULA, Anne-Marie et COMBET, Michel. *Le château «à la une», événements et faits divers, Actes des Rencontres d'Archéologie et d'Histoire en Périgord, Périgueux, 26, 27 et 28 septembre 2008*. Paris, De Boccard, Bordeaux, Ausonius, Scripta Mediævalia 16, 2009, p. 307-323.
- MOUSSET, Hélène. Bilan de l'archéologie médiévale en Aquitaine pour l'année 2007. In COCULA, Anne-Marie et COMBET, Michel. *Le château «à la une», événements et faits divers, Actes des Rencontres d'Archéologie et d'Histoire en Périgord, Périgueux, 26, 27 et 28 septembre 2008*. Paris, De Boccard, Bordeaux, Ausonius, Scripta Mediævalia 16, 2009, p. 345-384.
- PALUE, Marie. Le château de l'Herm à Rouffignac : synthèse de la première campagne de fouilles (2003-2006). In COCULA, Anne-Marie et COMBET, Michel. *Le château «à la une», événements et faits divers, Actes des Rencontres d'Archéologie et d'Histoire en Périgord, Périgueux, 26, 27 et 28 septembre 2008*. Paris, De Boccard, Bordeaux, Ausonius, Scripta Mediævalia 16, 2009, p. 301-306.
- PICCININI, Chiara. Le portail sud de la collégiale : hypothèses entre iconographie, datation et style. In CARTRON, Isabelle, BARRAUD Dany et al. *Autour de Saint-Seurin : lieu, mémoire, pouvoir : Des premiers temps chrétiens à la fin du Moyen Age*. Mémoire, n°21, 2009, p. 331-344.
- RAVIER, Xavier. Histoires de moulins dans la Gascogne landaise et en Pardiac. In CABANOT, Jean, PON, Georges et CURSENTE, Benoît. *Abbaye de Saint-Sever. Nouvelles approches documentaires (988-1359). Actes des journées d'études, Saint-Sever, 13-14 septembre 2008*. Société de Borda-CEHAG, 2009, p. 251-280.
- REGALDO-SAINT-BLANCARD, Pierre. Un grand siècle pour Bordeaux : 1303-1406. In LAVAUD, Sandrine, JEAN-COURRET, Ezechiel. *Atlas historique de Bordeaux : II, Notice générale : la formation de l'espace urbain des origines à nos jours*. Bordeaux, Ausonius, 2009, p. 98-125.
- SCHLICHT, Markus. La grande chapelle dite Notre-Dame-de-la-Rose. In CARTRON, Isabelle, BARRAUD Dany et al. *Autour de Saint-Seurin :*

lieu, mémoire, pouvoir : Des premiers temps chrétiens à la fin du Moyen Age. Mémoire, n°21, 2009, p. 311-330.

SPARHUBERT, Eric. Les chanoines, le saint et la collégiale : construire une identité collective autour d'une ambition monumentale. L'exemple de la collégiale limousine de Saint-Junien. In CARTRON, Isabelle, BARRAUD Dany et al. *Autour de Saint-Seurin : lieu, mémoire, pouvoir : Des premiers temps chrétiens à la fin du Moyen Age*. Mémoire, n°21, 2009, p. 235-250.

SUAU, Bernadette. Le temporel de l'abbaye de Saint-Sever : nouvel état de la question. In CABANOT, Jean, PON, Georges et CURSENTE, Benoit. *Abbaye de Saint-Sever. Nouvelles approches documentaires (988-1359). Actes des journées d'études, Saint-Sever, 13-14 septembre 2008*. Société de Borda-CEHAG, 2009, p. 95-146.

TAVERT, Cindy. Huisseries médiévales : les vantaux de la maison de l'armurier (Bordeaux). *Aquitaine Historique*, 2009, n° 99, p. 2-4.

VERDON, Jean-Pierre. Le nombre d'or : un «outil» pour l'architecte roman. L'exemple de l'église de Capdrot. *Cahiers du groupe archéologique de Monpazier*, 2009, n°18, p. 6-17.

VIGNAUD, Didier. Un lot de céramiques du Haut Moyen Age à Mouliot (Laglorieuse, Landes). *Archéologie des Pyrénées Occidentales et des Landes*, 2009, tome.28, p. 125-130.

VINCENT, Nicholas. The Plantagenêts and the Agenais (1150-1250). In BOUTOULLE, Frédéric (coord.) et AURELL Martin (coord.). *Les seigneuries dans l'espace Plantagenêt (c. 1150-1250), Colloque international organisé à Bordeaux et Saint-Emilion 3-5 mai 2007*. Bordeaux, Ausonius, 2009, p. 417-456.

VOYER, Cécile, DEBIAIS, Vincent. La mort de l'évêque fondateur : une image de la collégiale Saint-Seurin. In CARTRON, Isabelle, BARRAUD Dany et al. *Autour de Saint-Seurin : lieu, mémoire, pouvoir : Des premiers temps chrétiens à la fin du Moyen Age*. Mémoire, n°21, 2009, p. 141-158.

EPOQUE MODERNE ET CONTEMPORAINE

BLANC, Claude. Historique des recherches archéologiques sur les tumulus (Béarn et plateau de Ger). *Revue des sciences, lettres et arts de Pau et du Béarn*, 2009, n°36, p.13-32.

CARTRON, Isabelle. A la recherche des origines chrétiennes de Bordeaux : quelques jalons. In CARTRON, Isabelle, BARRAUD Dany et al. *Autour de Saint-Seurin : lieu, mémoire, pouvoir : Des premiers temps chrétiens à la fin du Moyen Age*. Mémoire, n°21, 2009, p. 35-44.

CHEVILLOT, Christian, FRESSENGEAS, Mauricette et TURMEL, Bernard. La tirelire des «Grellières» (Paussac-Saint-Vivien, Dordogne). *Documents d'archéologie et d'histoire périgourdines*, 2009, n° 24, p. 97-108.

COSTES, Alain et DESCHAMS, Liliane. Le vaisselier en faïence du Bazadais à la fin du XVIIIe siècle d'après un dépotoir de consommation découvert à Sainte-Bazeille (Lot-et-Garonne). *Les cahiers du Bazadais*, 2009, n°167, p. 5-25.

COSTE, Laurent. La première modernité bordelaise (1548-1730). In LAVAUD, Sandrine, JEAN-COURRET, Ezechiel. *Atlas historique de Bordeaux : II, Notice générale : la formation de l'espace urbain des origines à nos jours*. Bordeaux, Ausonius, 2009, p. 150-169.

COUDROY DE LILLE, Pierre. Le château Malleret au Pian. *Revue archéologique de Bordeaux*, 2009, tome C, p. 195-200.

COUDROY DE LILLE, Pierre. Vestiges de la chapelle des Feuillants de Bordeaux. *Revue archéologique de Bordeaux*, 2009, tome C, p. 179-183.

DELLUC, Brigitte et DELLUC, Gilles. Jean Estay, curé des Eyzies et inventeur impénitent. *Bulletin de la société historique et archéologique du Périgord*, 2009, tome CXXXVI-2, p. 253-270.

DELLUC, Brigitte et DELLUC, Gilles. Des tapisseries d'Aubusson à Cadouin. *Bulletin de la société historique et archéologique du Périgord*, 2009, tome CXXXVI-1, p. 101-116.

FOURNIOUX, Bernard. Cinq exercices d'histoire locale à partir de données d'archives inédites des XVIe, XVIIe et XVIIIe siècles. *Documents d'archéologie et d'histoire périgourdines*, 2009, n° 24, p. 75-96.

HEBRARD-SALINAS, Catherine. L'activité verrière au XVIe siècle en Aquitaine. *Revue archéologique de Bordeaux*, 2009, tome C, p. 101-118.

HUGUET, Jean-Claude et SAIGNAC, Jean-Pierre. Une architecture éphémère : les préparatifs pour l'entrée solennelle du duc de Mayenne à Bordeaux en 1618. *Revue archéologique de Bordeaux*, 2009, tome C, p. 119-141.

JEAN-COURRET, Ezechiel. Le plan de 1850-1855. Une image de Bordeaux au milieu du XIXe siècle. In LAVAUD, Sandrine, JEAN-COURRET, Ezechiel. *Atlas historique de Bordeaux : I, Plans historiques*. Bordeaux, Ausonius, 2009, p. 15-26.

JOURDAN, Jean-Paul. La ville au XXe siècle. In LAVAUD, Sandrine, JEAN-COURRET, Ezechiel. *Atlas historique de Bordeaux : II, Notice générale : la formation de l'espace urbain des origines à nos jours*. Bordeaux, Ausonius, 2009, p. 293-299.

KERLORC'H, Gilles. L'épave de Coslous à Téthieu (Landes). *Aquitaine Historique*, 2009, n° 100, p. 12-14.

LEBEAUX, Mélanie. L'influence de la gravure et de la tratadistique dans la sculpture monumentale en Périgord à la Renaissance (1480-1630). *Bulletin de la société historique et archéologique du Périgord*, 2009, tome CXXXVI-1, p. 117-134.

LENOIR, Michel. de Sonnevile Bordes. *Préhistoire du Sud-Ouest*, 2009, n°16 (2008-2), p. 170-172.

LENOIR, Michel. Marie Madeleine Paquereau (Bordeaux 1922-2008). *Bulletin de la Société Linnéenne de Bordeaux*, 2009, t.44-2, p.153-154.

LENOIR, Michel. Denise de Sonnevile Bordes (29 décembre 1919- 21 mars 2008). *Paléo*, 2008, n°20, p. 14-20.

LEULIER, Renée. Une transformation radicale de la ville : les embellissements de Bordeaux au XVIIIe siècle. In LAVAUD, Sandrine, JEAN-COURRET, Ezechiel. *Atlas historique de Bordeaux : II, Notice générale : la formation de l'espace urbain des origines à nos jours*. Bordeaux, Ausonius, 2009, vol. II, p. 171-225.

MIRANES, Robert. Un Néracais méconnu : Ferdinand Dubroca. Troisième partie. Restauration du château Henri IV à Nérac. *Bulletin de la Société Archéologique et Historique de l'Albret*, 2009, n°31, p. 2-51.

PETOT, Patrick. Alain de Solminihac : la réforme de Chancelade (1623-1630). *Bulletin de la société historique et archéologique du Périgord*, 2009, tome CXXXVI-1, p. 65-100.

SCHOONBAERT, Sylvain. Renouveau et continuité de l'espace urbain de 1790 à 1914. In LAVAUD, Sandrine, JEAN-COURRET, Ezechiel. *Atlas historique de Bordeaux : II, Notice générale : la formation de l'espace urbain des origines à nos jours*. Bordeaux, Ausonius, 2009, p. 226-291.

SCHOONBAERT, Sylvain. « Le paysage urbain de Bordeaux d'après les plans cadastraux du XIXe siècle », actes électroniques du colloque Descriptio urbis tenu à Rome en mars 2008. Université Roma tre, Université de Provence, Université Paris XII, 2009.

SCHOONBAERT, Sylvain. La «grande voie» de Bordeaux et le projet de Fernand-René Lapeyrère (1875-1905). *Revue archéologique de Bordeaux*, 2009, tome C, p. 143-175.

Activités et manifestations



Activités et manifestations de la Société Archéologique de Bordeaux en 2010

Assemblées mensuelles

- 9 janvier : Fabrice Leroy, « Inhumation de la Tène finale sur le site du Grand-Hôtel de Bordeaux ».
- 13 février : Sandrine Lavaud, « Présentation de l'Atlas historique de Bordeaux ».
- 20 mars : Kristell Chuniaud, « Les fouilles de l'auditorium ».
- 10 avril : Marion Provost, « L'église d'Aillas » (cf. ci-dessus p. 45-58).
- 22 mai : Pierre Régaldo-Saint Blancard, Laurent Chavier, Ezechiel Jean-Couret, « L'îlot Sud-Ouest ».
- 12 juin : Alain Beschi, « Les travaux de l'architecte Minvielle » (cf. ci-dessus p. 171-185).
- 9 octobre : Christelle Lozère, « Les expositions coloniales à Bordeaux » (cf. ci-dessus p. 187-202).
- 20 novembre : Simon Giron, « Les fouilles de Puy-Paulin ».
- 11 décembre : Laurent Coste, « Les Dominicains à Bordeaux avant la destruction du couvent médiéval » (cf. ci-dessus p. 145-150).

Cercle numismatique Bertrand-Andrieu

- 17 janvier : Dominique Ursy, « Quelques monnaies romaines retrouvées autour de Monpazier ».
- 21 février : Présentations numismatiques.
- 21 mars : Jean-Marie Debruge, « Les monnaies de Bactriane ».
- 18 avril : Sylvain Marchand, « Les monnaies de la révolte ionienne (suite) ».

- 20 juin : Michel Wiedmann, « L'iconographie du griffon ».
- 17 octobre : Robert-André Sénac, « Les monnaies de l'atelier de Bordeaux du IXe au XIe siècle ».
- 21 novembre : Présentations numismatiques.
- 19 décembre : Présentations numismatiques.

Groupe Jules-Delpit

- 23 janvier : Jacques Besson, « La Motte Saint-André, noble et maison forte en Cubzagais ; XIIIe-XVIIIe » (cf. ci-dessus p. 71-89).
- 27 février : Marguerite Stahl, « A propos du séjour de la Duchesse de Berry à Blaye » (cf. ci-dessus p. 161-170).
- 24 avril : Vincent Joineau, « Les moulins à nef de la Gironde » (cf. ci-dessus p. 59-69).
- 29 mai : Sylvain Schoonbaert, « Les ponts de Bordeaux » (cf. ci-dessus p. 105-132).
- 26 juin : Jean-François Fournier, « Une gravure flamande du XVIIIe siècle » (cf. ci-dessus p. 205-209). « Une peinture représentant un épisode de la vie de Sainte Geneviève » (cf. ci-dessus p. 211-212).
- 23 octobre : Hélène Mousset, « Le château périgourdin de parlementaires bordelais : Calvimont à l'Herm » (cf. ci-dessus p. 91-104).
- 27 novembre : Xavier Roborel de Climens, « L'hôtel de Paty rue Leyteire » (cf. ci-dessus p. 151-160).
- 18 décembre : Catherine Hebrard-Salinas, « Verreries (XIIIe-XVIIe siècles) du Musée d'Aquitaine ».

48^e Cours public

« Des hommes qui ont fait Bordeaux, notables, ecclésiastiques, intendants et maires, de l'Antiquité à nos jours ».

25 janvier : Frédéric Boutoulle, « Les évêques de la réforme grégorienne à Bordeaux : Jocelyn de Parthenay, Amat d'Oloron et Geoffroy du Loroux ».

1^{er} février : Milagros Navarro Caballero, « Au commencement, à Burdigala... ».

8 février : XVII^e : Marc Favreau, « Le Bordeaux des Sourdis, archevêques ».

15 février : XVIII^e : Renée Leulier, « Le Bordeaux de l'Intendant Tourny ».

8 mars : XIX^e : Robert Coustet, « Le Bordeaux du comte de Tournon, préfet ».

15 mars : XIX^e : Sylvain Schoonbaert, « Le Bordeaux du maire Antoine Gautier ».

29 mars : XIX^e : Marie-Françoise Bénech, « Le Bordeaux de Jacques D'Welles, architecte de la municipalité Marquet ».

12 avril : XX^e : Thierry Jeanmonod, « Le Bordeaux du maire Jacques Chaban-Delmas ».

Visites et journée d'études

6 juin : Cantenac et ses environs.

16 octobre : Arcachon.

4 décembre : Le quartier de Bacalan.

Participation à des dossiers de défense du patrimoine

- Hôtel de Montaigne,
- Chapelle de l'Hôpital Saint-Jacques,
- Hôtel Castéja, consacré aux Sourdes-Muettes.
- Hôtel Saint-François.

Par ailleurs des membres de la SAB ont participé à des activités de défense de la viographie bordelaise (place Saint-Christoly...), à diverses réunions dans le cadre de la mairie de Bordeaux.

La SAB était également représentée dans les activités de l'Union Scientifique d'Aquitaine, des Journées du Patrimoine les 18 et 19 septembre et de diverses associations.

Publications

Revue de la Société Archéologique de Bordeaux, tome 99, année 2008, 244 p. - 14 articles dont les résumés sont présentés en français et en anglais et une partie de Notes et Documents.

Par ailleurs, le travail sur l'ouvrage du Dr Michaud *Bordeaux, le vitrail civil - 1840-1940* s'est achevé (publication avril 2011)..

Un travail important de conservation, classification et répertoire des collections encore conservées dans les locaux de la SAB a continué dans deux domaines :

- Objets, documents iconographiques divers sous la conduite de Marguerite Stahl avec le concours de Pierre Bardou, Marie-Hélène Maffre, Sylvie Ometz.
- Archives qui sont traitées par Hélène Avisseau.

Internet

La boîte aux lettres électronique : soc.archeo.bordeaux@free.fr est devenue un mode de communication de plus en plus utilisé entre les membres du bureau et les sociétaires grâce à la liste de diffusion montée par Marie-France Lacoue-Labarthe.

Après des incidents, en juin, le site internet a été remonté avec le concours de la société SiteWeb studio et ouvert à la rentrée. Chacun peut y suivre l'actualité des activités de la Société. <http://www.societe-archeologique-bordeaux.fr/>

Assemblée générale

L'assemblée générale statutaire s'est tenue le dimanche 7 mars 2010 en présence de M. Ducassou, adjoint au maire, chargé de la culture, représentant M. le Maire. Elle a été présidée par M. Eric Cron, chef du service régional du Patrimoine et de l'Inventaire.

Le rapport moral et le rapport financier ont fait l'objet d'une approbation à main levée.

La remise des diplômes et des médailles s'est déroulée comme suit : la médaille de bronze de la ville de Bordeaux a été attribuée à Sandrine Lavaud et Ezéchiél-Jean Couret.

Le diplôme de la société d'archéologie à M. et Mme Besson, Kristel Chuniaud, Jérôme Hennique, Georges Pasquier, Marguerite Stahl et aux associations : *Sauvegarde de Rions* et *Les chantiers de Tramasset*

M. Eric Cron nous a ensuite présenté une conférence sur le thème : « La Seconde Renaissance en Aquitaine : approche comparative et état de la question ».

Cercle numismatique Bertrand-Andrieu procès-verbaux des séances de l'année 2010

Liste des membres de la Société archéologique ayant participé aux travaux du Cercle

Mme Costet, MM. Bost, Casse, Debruge, Desbarats, Marchand, Migeon, Pujo, Sénac, Ursy, Wiedemann.

Composition du bureau pour l'année 2010

Président : M. Sénac.
Vice-présidents : MM. Debruge et Marchand.
Conseiller et trésorier : M. Wiedemann.
Secrétaire : M. Marchand.
Secrétaire adjoint : M. Desbarats.

Séance du 17 janvier 2010

Présidence de M. Sénac, président

Communication :

M. Ursy : « Quelques monnaies romaines retrouvées autour de Monpazier ».

C'est au total 10 monnaies et un objet monétiforme d'époque romaine qui ont été retrouvés et déclarés sur cinq sites différents autour de Monpazier. Il a été possible d'en faire une synthèse grâce aux documents aimablement fournis par M. Élisée Cérou, président du Groupe archéologique de Monpazier : MONS-PACIARUS.

La plus ancienne monnaie retrouvée en 1936 est un bronze de Marc-Aurèle, découvert par un agriculteur, M. Boissérie, au lieu dit Le Parc sur la commune de Lavalade, sur l'emplacement d'une ancienne villa gallo-romaine.

Le site du Mas-Haut situé sur la commune de Saint-Marcory livra quant à lui six monnaies de bronze. Un agriculteur, M. Imberty, désirant construire un séchoir à tabac, découvrit fortuitement la sépulture d'un cavalier enterré avec sa monture. Cette découverte eut lieu en 1947. M. Cérou entreprit alors une fouille de sauvetage. Ce cavalier portait une fibule de fer très oxydée, un poignard de fer de 32 cm, ainsi qu'une bourse contenant les six monnaies, à savoir un antoninien d'Aurélien (270-275), un second de Probus (276-282), puis trois follis dont deux de Maximien Hercule (revers temple de Rome et Génie) et un de Maximin II Daza (305-313) (revers Génie), puis un follis réduit de Constantin Ier (307-337), représentant *Sol Invictus*. Cette dernière monnaie nous permet donc de penser que cette sépulture pourrait dater de la première moitié du quatrième siècle.

Une monnaie de bronze de l'empereur gaulois Postume (259-268), d'un poids de 7,5 g, fut retrouvée fortuitement en jardinant par Mme Boum en 1976 au lieu dit Jeangres sur la commune de Marsales.

Les fouilles archéologiques effectuées dans l'église de Capdrot lors de deux campagnes de fouille de la DRAC

Aquitaine en 1996–1997 ont permis de mettre au jour deux monnaies. La première était un aurélianus de Probus (276–282) et la seconde un follis de Maximien Hercule (286–310), cette seconde monnaie se trouvant associée à un fond d'assiette sigillée.

En ce qui concerne l'objet monétiforme, il est très probablement d'époque romaine, en bronze et d'un diamètre de 25 mm. Il fut découvert fortuitement en 1938 par M. André Périer, qui fut longtemps l'archiviste du Groupe archéologique de Monpazier. La découverte eut lieu sur le site de la fontaine de Bernadio, à près de 50 cm de profondeur, lors de l'arrachage d'un vieux noyer. Cette médaille représentait d'un côté la louve allaitant Remus et Romulus avec au-dessus une grappe de raisin, une feuille de vigne et une vrille. Se trouvait également la légende constituée des trois noms ONO PALLAS VENUS. Sur l'autre face, anépigraphe, se trouvait figuré un vase à sacrifice avec à sa droite un aspersoir et à sa gauche un simpule, ustensile servant à puiser le vin ou l'huile dans un récipient.

La communication est illustrée par des présentations de monnaies aux types de celles retrouvées autour de Monpazier. Des questions variées sont posées, allant des réformes monétaires aux Vénus de Monpazier.

Séance du 21 février 2010

Présidence de M. Sénac, président

Présentations numismatiques :

M. Ursy : Jeton de la compagnie d'assurances maritimes La Gironde, Bordeaux, au type du phare de Cordouan (argent 34,6 mm, 18,5 g, 12 h, de forme octogonale), poinçon Main indicatrice (1845–1860). Référence Carde 1261. Avers : vaisseau à voile ayant deux mats, sous voile, passant à droite devant le phare de Cordouan, au loin derrière deux autres petits bateaux, à l'exergue la date 1844. Revers : armes de la ville de Bordeaux surmontées d'une couronne comtale entre deux rameaux de vigne portant des grappes et de blé liés à la base par un nœud de ruban ; légende : LA GIRONDE SOCIETE ANONYME D'ASSURANCES MARITIMES, BORDEAUX.

Dr Debruge : 4 monnaies de Lycie
– statère d'un dynaste incertain (avers : sanglier à droite, revers : tortue) ;
– statère d'un dynaste de Patara (450–420 av. J.-C., avers : tête d'Apollon à droite, revers : tête d'Athéna à droite) ;
– diobole de Massikytes (168–151 av. J.-C., tête d'Apollon à droite, revers : Lyre et MA) ;
– bronze de Termessos Major (53 av. J.-C., avers : tête de Zeus à droite, revers : cheval à gauche, IH dessus, TER dessous).

Séance du 21 mars 2010

Présidence de M. Sénac, président

Communication :

Dr. Debruge : « Les monnaies de Bactriane ».

Cet exposé vise l'étude des monnaies de Bactriane et des états voisins aux temps des successeurs d'Alexandre selon le livre de F. Widemann récemment publié (fin 2009). Ce volume de quelques 500 pages remet en question l'histoire de cette région et tout particulièrement une part de la chronologie à partir d'études en laboratoire d'objets de fouilles ou de vieilles collections dont principalement des monnaies qui représentent presque toutes l'illustration de ce livre. Ceci bien sûr pour le plus grand bonheur des numismates. Il a le mérite aussi, grâce à la numismatique, d'éclairer un peu l'histoire locale qui se basait surtout jusqu'alors sur l'histoire de l'Asie à l'époque hellénistique, mal connue encore actuellement et guère mieux autrefois semble-t-il d'après les auteurs anciens et même les historiens grecs ou latins. L'Inde, par ailleurs, n'apportait quelques renseignements que par sa littérature, malheureusement faite surtout de contes et de légendes mêlant pourtant des noms historiques à des récits invraisemblables. Il faut savoir enfin que les fouilles très prometteuses de la Délégation Archéologique Française en Afghanistan ont été interrompues depuis environ trente ans en raison des événements.

Un des intérêts de ce monnayage réside dans le fait que beaucoup de ces rois de Bactriane ou de colonies grecques voisines ont vite compris la nécessité de réaliser les inscriptions en deux et même parfois trois langues comme les intéressantes monnaies bilingues et parfois trilingues utilisant couramment le grec, le karosthi et le brahmi.

Avant de présenter les spécimens de monnaies prévues pour cette étude, la géographie politique de la région est précisée sachant bien, comme on le verra plus tard, que les frontières de ces petits états étaient souvent fluctuantes, tout comme leurs monarques ou satrapes correspondants pouvaient être changés au gré des événements militaires fréquents, le plus souvent lors de conquêtes ou de reconquêtes.

Successivement sont évoqués la Bactriane, au nord, la Sogdiane, à l'ouest, les Parthes qui finirent par céder le pouvoir et peu à peu le pays à des usurpateurs et des conquérants vers 200–220 ap. J.-C., les Sassanides. Plus loin et bien avant, les Mèdes, conquis, puis alliés aux Perses, fondateurs d'un vaste empire dont l'origine géographique se situait entre la mer Caspienne et le golfe Persique.

Enfin, sont rapidement mentionnés des petits royaumes assez mal connus, mais dont quelques spécimens numismatiques sont également présentés pour leur aspect plutôt spectaculaire.

laire, tels le royaume d'Elimaïs en Susiane près de Babylone, le royaume de Characène à la confluence du Tigre et de l'Euphrate et, non loin, sur la côte nord-est du golfe le royaume de Persis ; tout ceci devant être prochainement étudié plus en détails.

Présentations numismatiques :

M. Odaert (invité) présente un louis d'or de Louis XIV avec la date de 1644 et interroge les membres sur les critères d'authenticité à retenir, la pièce étant suspectée de faux. Il présente également une monnaie grecque d'Himère (Sicile), plus précisément une litra d'argent (poids 0,9 g), datée de 450–400 av. J.-C., dont l'authenticité est aussi mise en doute.

Séance du 18 avril 2010

Présidence de M. Sénac, président

Communication :

M. Marchand : « Les monnaies de la révolte ionienne (suite) : une nouvelle monnaie pour la série d'Abydos? ».

L'Ionie correspond à la partie centrale de la côte occidentale de l'Asie Mineure (actuelle Turquie). Cette région passa du protectorat des Lydiens (Crésus) à la domination des Perses (Darius). De 499 à 493 av. J.-C., les douze cités ioniennes se révoltèrent contre les Perses, avec l'aide d'Athènes, ce qui constitua le point de départ des guerres médiques. On note alors un bref retour au monnayage d'électrum (alliage d'or et d'argent), pourtant abandonné après l'instauration du système bimétallique (or pur ou argent pur) par Crésus, et repris par les Perses.

En 2006 a été publiée une petite monnaie en électrum, une hémihecte (douzième de statère), sur laquelle on voit à l'avers la tête d'un aigle se retournant à droite (et au revers un carré creux primitif). Ce même motif se retrouve quasiment à l'identique sur un trité (tiers de statère) en électrum (Monnaies et Médailles S.A. Bâle, Vente Publique 72, 1987), lui-même proche d'un statère en électrum d'une série décrite par le British Museum comme appartenant à la révolte ionienne, le statère à l'aigle se retournant étant attribué à la cité d'Abydos.

À l'origine de cette nouvelle étude est une monnaie encore plus petite, mise en vente en 2009 (H. D. Rauch, Auction 85), avec une erreur de description dans le catalogue. Après étude, il se trouve qu'il s'agit en fait d'un vingt-quatrième de statère en électrum de la même série, provenant d'un coin très semblable si ce n'est identique aux monnaies déjà étudiées.

Avec le deuxième tiers de statère connu mis en vente récemment (Numismatica Ars Classica, Auction 59, 2011), la série supposée de la cité d'Abydos pour la période de la révolte ionienne s'agrandit, avec répertoriés : plusieurs

statères, deux tiers de statères, un douzième (publié en 2006), un vingt-quatrième (la monnaie présentée ici), et trois quarante-huitièmes. La série pourrait être complétée par la découverte d'une hecté, encore non retrouvée à ce jour.

Cette communication est illustrée sur écran au moyen d'un vidéo-projecteur, et accompagnée de la présentation de 3 monnaies de cette époque :

1. Ionie, Clazomènes (500–494 av. J.-C.), (di)drachme d'argent, 6,75 g ; avers : sanglier ailé volant à droite ; revers : carré creux quadripartite ;
2. Ionie, atelier incertain (Abydos? , VIe-Ve siècles av. J.-C.), 1/12e de statère en électrum, 1,13 g ; avers : aigle se tenant à gauche, la tête tournée à droite ; revers : carré creux quadripartite (déjà présentée en octobre 2006) ;
3. Ionie, atelier incertain (Abydos? , VIe-Ve siècles av. J.-C.), 1/24e de statère en électrum, 0,57 g ; même description (non publiée à ce jour).

Séance du 16 mai 2010

Présidence de M. Sénac, président

Communication :

M. Casse : « L'emploi monétaire du carne ».

De 1601 à 1607, dans quatre paiements effectués devant notaire à Bordeaux et Saint-Macaire, paraît le terme carne, guarnée ou caderne. Une recherche approfondie dans les dictionnaires de langues, tant généraux que spécialisé, d'oïl et d'oc, se révèle vaine quant à une définition explicitant ces mots dans un contexte monétaire, mais offre d'autres graphies : quaterne, quaderne, quarne. Seul le dictionnaire de vieux français de Frédéric Godefroy cite deux actes datés de 1572 et 1578 de notaires girondins où carne s'applique à des espèces monétaires. Mais sa définition est inexplicablement erronée. Des différentes autres acceptions de ces vocables, il ressort que le carne provient du latin quaterni : quatre à la fois, quatre à chaque fois, quatre à quatre. L'examen des quatre textes permet de dégager une première définition du carne, dans son emploi monétaire : ensemble de quatre espèces identiques.

Des recherches complémentaires ajoutent au corpus douze mentions, pour la période 1552 à 1609, géographiquement réparties majoritairement dans le Sud-Ouest de la France, avec des attestations à Nancy, Paris, Tours. La définition du carne, dans son emploi monétaire, s'en trouve confirmée et précisée : ensemble ou groupe de quatre pièces de certaines espèces en argent. La rareté des occurrences, la nature des textes où elles se rencontrent, et la disparition de l'usage du carne après 1609 peuvent justifier l'absence dans les dictionnaires d'une telle définition.

L'on s'interroge ensuite sur les raisons psychologiques d'un compte par unité de quatre et sur le choix des espèces d'argent ainsi traitées : teston, quart d'écu, pièce de 16 sols, dont le carne approche ou possède la valeur de l'écu – divisionnaires d'argent qui bénéficient d'une considération comparable à celle accordées aux espèces d'or. Cependant, à Nancy, le carne est utilisé comme mode d'expression de taille au marc d'œuvre d'espèces de billon. Enfin, le carne, dans son usage monétaire, n'est que l'un des emplois d'une famille de mots issue du latin quaterni, relatifs à des ensembles de quatre.

Néanmoins, plusieurs points demeurent à éclaircir : l'extension géographique, la plage temporelle de son usage, enfin l'existence ou non existence d'équivalent du carne monétaire dans le reste de la Romania, notamment.

Cette communication est illustrée sur écran au moyen d'un vidéo-projecteur.

Présentations numismatiques :

M. Ursy fait en suivant 2 présentations :

1. teston au nom d'Henri II, tête nue, 3e type, 1559 K Bordeaux (argent, 9,49 g, 28,5 mm, 12 h). Avers : buste d'Henri II à droite portant une cuirasse damasquinée, légende HENRICVS II . D : G . FRANCO . RE ; sous le buste se trouve la lettre M, différent du directeur Martin Malus (1558–1566), ainsi qu'une nef sur un croissant de lune, différent du graveur Charles Perreau (1551–1562). Revers : écu de France couronné accosté de 2 H couronnés, lettre K de l'atelier de Bordeaux sous l'écu, légende XPS . VINCIT . XPS . RENAT . XPS . IMP . 1559 ; nef sur croissant. Référence Sombart 4566 ;
2. quart d'écu d'Henri IV, 1603 K Bordeaux (argent, 9,5 g, 27,5 mm, 6 h). Avers : croix feuillue, légende HENRICVS IIII D G . FRAN . ET . NAVA REX 1603, 2 croissants entre les lettres D et G. Revers : écu de France couronné accosté de II de part et d'autre, lettre K de l'atelier de Bordeaux sous l'écu, légende SIT . NOMEN . DOMINI . BENEDICTVM, différents mitre du directeur Jean Malus et 3 croissants du graveur Jean de Nogaret. Référence Sombart 4686.

Séance du 20 juin 2010

Présidence de M. Sénac, président

Communication :

M. Wiedemann : « L'iconographie du griffon ».

Le griffon trouve son origine en Élam vers 1200 av. J.-C. C'est alors un génie mi homme - mi aigle (représentation au Louvre). En Iran, au VIe siècle av. J.-C., sur la frise dite « des griffons » il prend l'aspect d'un lion ailé. La Bible évoque un hybride : le kherub dont nous avons fait le chérubin. Ces hybrides sont toujours ailés.

Dans le monde grec, ces monstres sont des gardiens, volants, et d'une force phénoménale. Ils deviennent alors, en couple, généralement affrontés, parfois adossés, un motif purement décoratif. Leur représentation les montre tantôt bipèdes, tantôt quadrupèdes. Selon Hérodote, le griffon est le gardien de l'or de la terre, et il est très présent dans l'art scythe. Certaines traditions rapportent leurs combats contre les Amazones et Arimaspe, un peuple cyclope. Dans le monnayage grec, le griffon figure sur les monnaies de Téos, en Asie Mineure. Sa colonie, Abdère, reprend le thème du griffon sur ses propres monnaies, mais assis, une patte dressée, et apparaissent deux oreilles très droites, d'origine inconnue (loup, chien ?). À Olympie on connaît un bronze de griffon, une poignée sur le front. Existe également une représentation d'une griffonne, assise, allaitant, conservant sur son front la poignée comme sur les appliques, la patte droite avant levée. Se rencontrent aussi des griffons passant. Dans la littérature fantastique, il sert de monture, notamment dans un récit lié à Alexandre le Grand. Les représentations le figurent avec quatre pattes de lion, barbu, des oreilles, et un rare tapis de selle (Ve siècle av. J.-C.). Sur les monnaies de Velia on le retrouve ornant le casque d'Athéna. Consacré à Apollon, il lui sert de monture. Sur les monnaies de Bogud II de Maurétanie (49–38 av. J.-C.), le griffon personnifie l'Afrique. Il apparaît aussi sur des monnaies de Panticapée, de 340 à 325 av. J.-C., comme hybride antilope-lion.

À Rome, il se voit au revers de monnaies de Lucius Papius (79 av. J.-C.). La personnification de Rome porte sur son casque quelque chose parfois identifié comme un griffon. Sur les peintures d'Italie du Sud, il se rencontre sur des fresques funéraires, et dans les maisons privées, par couple, de part et d'autre d'un motif. Dans l'Égypte romaine, des bas-reliefs des Ier et IIe siècles de notre ère l'associent à Anubis. Sur la patère de Cherchel (VIe siècle), il n'est qu'un motif décoratif.

À Palmyre, il tire le char du dieu Aglibol. Au Xe siècle ap. J.-C., des fresques de l'église arménienne de Xaxubi illustrent l'épisode de l'envol d'Alexandre au bout du monde, où, de la couleur des charognards psychopompe, le blanc, il est attelé au char du héros. On peut le voir à Venise, au côté nord de l'église Sainte-Marie, sur un relief d'origine byzantine.

Le Moyen-Âge reçoit la traduction latine du Physiologus amputée de la notice du griffon. Ce dernier est néanmoins connu, et interprété par les docteurs de l'Église comme figure du Christ, à cause de sa nature double, mais aussi comme celle du Diable : il est capable de transporter de lourdes charges, comme le malin des pêcheurs lourdement chargés de péchés. Contrairement à l'Antiquité qui pouvait douter de son existence réelle, les hommes du Moyen-Âge occidental et chrétien sont certains de l'existence de cet être fabuleux.

Dans le domaine héraldique, le meuble désigné « pattes d'aigle » est autant des pattes de griffon. Peu fréquent, le griffon est toutefois présent dans le bestiaire fantastique du blason. Boguslav X duc de Poméranie, au XVe siècle, le prend comme emblème dynastique et national sur ses monnaies. Sur les armes des Schongauer (XVe siècle), il apparaît sous la forme non d'un hybride lion-aigle avec des oreilles de loup ou de chien, mais de bœuf-aigle, avec des oreilles de chien, arrêté, une patte avant dressée, et les ailes ouvertes à l'horizontale. Dans l'Hortus deliciarum, il est mariné (avec un arrière-train de poisson) et des pattes de lion au lieu d'aigle. Il sert surtout de support héraldique. Ainsi presque toutes les armes des chevaliers de la Table Ronde sont supportées par des griffons, qui, rappelons le, étaient capables de soulever de lourdes charges. Memling a un griffon à trois pattes. Comme charge de l'écu, c'est surtout en Poméranie qu'il se rencontre, mais aussi dans les domaines habsbourgeois. En Suisse, Klein-Basel, à côté de Bâle, possède des armes avec un griffon repris des supports de celles de ses anciens seigneurs.

Il est aussi la marque typographique, parlante, de Gryphius, soulevant une lourde charge à laquelle est attaché le monde. Il sert de filigrane au papier des registres de la comptabilité de Bordeaux, selon l'étude de Nicolai. Sur l'une des faces du piédestal de la statue de Louis XV, jadis érigée sur la place de la Bourse, à Bordeaux, l'Asie était personnifiée par le griffon.

Génie ailé très ancien, originaire d'Asie Mineure, le griffon s'est répandu dans le monde grec, puis romain, et de là en Europe, s'adaptant, physiquement et sémiologiquement à ses nouveaux « biotopes » et vit toujours comme logo (entre autre bancaire), sur les armoiries ou, autre scion, dans l'heroic fantasy.

Cette communication est illustrée sur écran au moyen d'un vidéo-projecteur. Elle est suivie de quelques questions sur cette figure fantastique, d'origine très ancienne, encore utilisée aujourd'hui.

Séance du 17 octobre 2010

Présidence de M. Sénac, président

La communication du jour, par M. Sénac et intitulée « Aperçus sur les monnaies frappées à Bordeaux du IXe au XIIe siècle », est reportée à la prochaine séance après l'échec de la mise en connexion du matériel informatique de la salle avec le vidéo-projecteur qui y est installé.

Séance du 21 novembre 2010

Présidence de M. Sénac, président

Communication :

M. Sénac : « Aperçu sur les monnaies frappées à Bordeaux du IXe au XIIe siècle ».

L'objet de cette séance est une première partie consacrée au contexte : « La place de la monnaie de Bordeaux, en Franc(i)e-Aquitaine-Gascogne : pouvoir, société, économie ». Sont successivement évoqués l'Antiquité franque, habituellement qualifiée de Haut Moyen-Âge, et le Moyen-Âge carolingien (à partir de 794). La bibliographie existante ne comporte aucun ouvrage de synthèse. L'atelier de Bordeaux actif déjà sous l'antiquité franque n'est définitivement fermé qu'en 1879. En premier lieu sont données quelques définitions : de la monnaie, des territoires aquitains et gascons, des fonctions comtales. Il ressort que le Comminges n'a jamais été aquitain, et que l'aire concernée comprenait trois marches : poitevine (de Nantes à La Rochelle), de Bordeaux (de la Saintonge au pays de Buch), et des limites de l'Océan (Gascogne et Pays basque). L'expression consacrée de monnaies féodales, pour désigner celles des émetteurs autres que le roi de France, est impropre, et il est préférable de parler de monnaies seigneuriales.

Le denier comme espèce courante, en bronze, disparaît au XVIIe siècle, deux siècles après l'obole, en billon. En 815, le capitulaire de Tourville affirme le droit de la frappe monétaire au palais (moneta palatina), non seulement le palais d'Aix-la-Chapelle, mais aussi les palais royaux en province, tenus par les comtes, qui par conséquent battent monnaie au nom du roi. Le capitulaire de Quierzy (juin 877) établit l'hérédité, provisoire mais en fait définitive, des charges, dont celle de comte.

Les sous d'or de Charlemagne et de Louis le Pieux s'avèrent être des médailles ou jetons commémoratifs du couronnement, distribués à quelques privilégiés, par la suite imités par les Frisons pour les exemplaires de piètre facture. La question de l'évolution de la valeur de la livre poids est également abordée, avec un point important à la fin du XIe siècle dans son histoire. En 743, le capitulaire d'Estive remplace le sou d'or par un sou d'argent de 12 deniers. Il est taillé à 22 sous par livre poids, soit 264 deniers. Est abordée la question de l'équivalence décimale de la livre de Charlemagne. La livre romaine contient 12 onces et pèse 325 grammes. Elle est portée, en 784–9, à 484 grammes. Fourniel, dans son « Histoire monétaire de l'Occident médiéval » (1970), donne un tableau du poids du denier royal : 1,203 gramme (ou 1,174 g) sous Pépin le Bref, environ 1,6 g sous Charlemagne. Sous Charles III, le titre est de 926 millièmes pour l'argent.

Présentations numismatiques :

M. Wiedemann présente la médaille commémorative du quadri-centenaire de l'Édit de Nantes, frappée à Montauban en 1998, œuvre du graveur Marc Dautry, ainsi qu'un élastomère représentant la deuxième étape préparatoire pour l'avvers.

Séance du 19 décembre 2010

Présidence de M. Marchand

Communication :

Dr. Debruge : « Les monnaies de la mer Noire ».

Les monnaies de cette région sont assez spécifiques, le plus souvent marquées du célèbre « Gorgonéion ». On peut évoquer aussi pour la côte méridionale de la mer Noire une hypothèse numismatique : l'éventualité d'une confédération monétaire d'états voisins comme la Paphlagonie et le royaume du Pont, dont certaines monnaies sont identiques sur une face et assez semblables sur l'autre à part le nom de la cité et quelques monogrammes spécifiques. Ces monnaies étant assez

contemporaines de la politique d'expansion de Mithridate VI roi du Pont, ce ne serait peut-être là que la conséquence d'une simple annexion. Après la présentation commentée de quelques monnaies régionales à la tête de « Méduse », d'autres monnaies assez caractéristiques sont évoquées en faisant le tour du Pont-Euxin, comme les monnaies « dauphin » d'Olbia ou les monnaies à la tête du dieu Pan de Panticapé.

La communication est illustrée par un diaporama vidéo-projeté, et suivie de présentations de nombreuses monnaies de cette région par MM. Debruge, Marchand et Ursy.

Présentations :

Après les présentations de monnaies, M. Casse fait circuler un ouvrage intitulé « L'Aquitaine au temps du Prince Noir » (Édition des Régionalismes, PyrMonde, Prince Neuge), qui constitue les actes d'un congrès où l'on retrouve pages 65-109 la communication faite par M. Casse au nom du Cercle numismatique Bertrand-Andrieu et intitulée « La monnaie du Prince Noir ».

In memoriam Pierre PUJO

Pierre Pujol nous a quittés le 20 décembre 2011 à l'âge de 78 ans.

Né à Lourdes, il effectue ses études secondaires comme pensionnaire à Pau. Déjà sans doute attiré par l'Antiquité, il choisit une filière littéraire avec grec et latin, mais il s'oriente après le baccalauréat vers la chimie et la pharmacie. Reçu au concours d'entrée de l'Ecole du Service de Santé des Armées, dans la catégorie « pharmacie », il intègre l'Ecole de Lyon en 1953.

A la fin de son cursus universitaire, nanti de son diplôme de pharmacien chimiste et de quelques certificats de spécialités, il poursuit sa carrière dans les hôpitaux militaires ou les centres spécialisés du Service de Santé, comme le Centre d'Electroradiologie de Vanves, tant en France qu'en Afrique du Nord : Marseille, Orléans, Blida. Sa dernière affectation à Bordeaux lui permet de prendre sa retraite sur place en 1988, avec le grade de pharmacien-chimiste en chef.

Cette retraite est marquée par d'autres activités d'études et de recherches, mais d'ordre historique et culturel. Son esprit curieux et « collectionneur » lui fait découvrir successivement plusieurs domaines : tapisse-



ries et tapis, arts d'Extrême-Orient, dont les Nétsukés, etc. C'est cependant la numismatique qui retient son attention.

Il rejoint dès 1975 le cercle Bertrand Andrieu de la Société archéologique de Bordeaux dont il occupe avec aisance et efficacité les postes de secrétaire et de président. Il devient aussi membre du conseil d'administration de la Société Archéologique de Bordeaux. Ses travaux se portent tout particulièrement sur le monnayage grec antique dont il apprécie avant tout l'intérêt historique et l'attrait

artistique. Ses recherches et sa culture générale lui permettent de présenter des exposés fréquents et particulièrement appréciés. Il va jusqu'à compléter ses connaissances en suivant des cours de grec ancien et moderne.

Ce collègue, cet ami était chevalier de la Légion d'Honneur et chevalier de l'Ordre National du Mérite.

Son amabilité permanente, sa façon d'instruire sans ostentation, la qualité de ses prestations ont marqué tous les membres du Cercle et de la Société. Ceux-ci garderont certainement avec un très grand regret le meilleur et le plus fervent souvenir de Pierre Pujol.

J.-M. D.

Recommandations aux auteurs

La *Revue archéologique de Bordeaux* publie des articles originaux concernant l'archéologie, l'histoire et l'histoire de l'art à Bordeaux et en Gironde.

L'appel à fournir des articles fait d'ordinaire suite à une communication présentée lors d'une des réunions de la Société. Cet appel ne constitue cependant pas un engagement de publication : les articles seront soumis à un ou des reценseurs choisis pour leur compétence sur le sujet abordé ; des modifications justifiées peuvent être demandées aux auteurs.

Les textes

Sauf accord exceptionnel, ils **ne doivent pas dépasser 20 pages**, soit environ **60 000 signes** ; en cas de non respect, le comité directeur se réserve le droit de proposer des coupures.

Ils seront fournis **sous la double forme d'un tirage papier et d'un fichier informatique** (CD ou clé USB) ; aucun dactylogramme, aucun manuscrit ne seront acceptés. Les essais de mise en page sont inutiles et peuvent même constituer une gêne : le texte doit être une saisie « au kilomètre ».

Le **style de caractères** normal est le romain. L'*italique* est réservé aux citations de textes anciens dans leur orthographe d'origine, aux mots et aux citations en latin ou en langue étrangère, aux titres d'ouvrages ou de revues. Le **gras** doit être limité à des effets exceptionnels. Le souligné, sauf cas particulier, est à prohiber. De même les mots en majuscules.

Les **titres intermédiaires** seront hiérarchisés par un système logique et clair de numérotation. Cette numérotation ne sera pas conservée dans la mise en page définitive : une hiérarchisation graphique la traduisant lui sera substituée. Aucun titre ne doit être saisi en majuscules.

Les **notes** sont consacrées à des références, à des justificatifs, éventuellement à des précisions ou à des nuances qui alourdiraient le texte. Elles ne doivent pas constituer de longs développements. Si nécessaire, il est toujours possible de fournir des annexes et d'y renvoyer.

La bibliographie

Toutes les **références seront données en notes** et non entre parenthèses dans le texte.

Les références de type « op. cit. » sont à prohiber.

Si la bibliographie est importante, il est recommandé de n'utiliser en notes que des **codes** (auteur et date, indication de la page concernée) et de rassembler en une annexe ces codes suivis des références bibliographiques ; cette annexe doit constituer un document à part du texte.

Les références doivent être complètes et rédigées selon les normes en vigueur :

- pour un ouvrage : Nom, Prénom. *Titre de l'ouvrage*. Lieu, éditeur, date.

- pour un article : Nom, Prénom. " *Titre de l'article* entre guillemets ". *Revue*, année, tomaiison, paginations.

Le résumé

Il est demandé aux auteurs de fournir un résumé de leur contribution. Il s'agit d'une présentation synthétique de la matière de l'article, qui **ne doit pas excéder 1000 signes**. Il sera édité dans la table des matières et diffusé en même temps qu'elle. En cas d'absence de ce document ou parce qu'il n'est pas jugé conforme, le comité directeur des publications le rédigera et le proposera à l'auteur. Une version en anglais est souhaitée mais non exigée.

Les figures

Elles seront **numérotées en une seule série continue**, qu'il s'agisse de photographies, de dessins, de diagrammes ou de tableaux.

Le texte comportera des **renvois précis** sous la forme « (fig. 1) ». Si ce type d'appel ne se justifie pas, des annotations portées en marge du texte papier indiqueront les liens logiques entre texte et iconographie. La liste des figures avec leurs légendes constituera un document à part.

Toutes les illustrations doivent être libres de droits.

Sauf accord exceptionnel, **leur nombre maximal** pour un article de taille normale **est de douze**. **Aucune photocopie** ne sera admise, sauf cas exceptionnel.

Les **photographies numériques** et documents scannés doivent avoir une définition d'une **résolution suffisante**. Ils seront de préférence aux formats .eps ou .tif. Ils constitueront des fichiers informatiques indépendants : en aucun cas ils ne seront intégrés dans le document texte.

Le format fini de la revue est de 210 x 270 mm. Les pages sont justifiées sur 170 mm, avec deux colonnes de 80 mm. Les illustrations seront ramenées à ces dimensions. Il importe d'en tenir compte, notamment pour les épaisseurs de traits, les corps des légendes internes aux dessins ou la résolution des documents numériques.

Le comité directeur des publications peut être amené à **refuser des illustrations de mauvaise qualité**, à en demander de nouvelles ou à leur en substituer d'autres. De même des dessins ou des tableaux peuvent être repris ou adaptés à une configuration particulière. En ces cas, l'auteur sera consulté.

*
* *

Une **prémaquette des articles** sera fournie aux auteurs **pour relecture**. Les corrections doivent être mineures : ce n'est pas le lieu des repentirs qui modifieraient gravement le texte ; dès lors qu'il a été reçu par la Société, il est considéré comme une version définitive.

Les auteurs doivent être membres de la Société : comme tels ils recevront 25 tirés à part. S'ils en désirent un plus grand nombre, ils doivent en faire impérativement la demande par écrit, au plus tard lors de la remise de la prémaquette corrigée ; le coût leur en sera indiqué et ultérieurement facturé.

Publications de la Société Archéologique de Bordeaux

Ouvrages

- J.-P. TRABUT-CUSSAC, *Livre des hommages d'Aquitaine* . 9 €
- Dr A. CHEYNIER, *Pair-Non-Pair* épuisé
- J.-A. BRUTAILS, *Les vieilles églises de la Gironde* épuisé
- A. NICOLAI, *Histoire des faïenceries de Bordeaux au XIXe siècle* épuisé
- J.-A. BRUTAILS, *Album* épuisé
- Catalogue du Centenaire*..... 10 €
- Fouilles de Parunis, de Mithra aux Carmes* 8 €

Collection «Mémoires»

- 1 *Archéologie des Eglises et des Cimetières en Gironde*, P. RÉGALDO-SAINT-BLANCARD dir., 1989 épuisé
- 2 A. COFFYN, *Aux origines de l'archéologie en Gironde : François Daleau (1845-1927)*, 1990. 12,50 €
- 3 M.-F. LACOUÉ-LABARTHE, *L'Art du Fer forgé en pays bordelais de Louis XIV à la Révolution*, broché, réédition : 2003 39,50 €
- 4 P. ROUDIÉ, *Bordeaux baroque*, 2003 15 €
- 5 *La grotte de Pair-non-Pair*, M. LENOIR dir., 2006 ... 35 €
- 6 J.-J. MICHAUD, *Bordeaux, le vitrail civil, 1840-1940*, 2011 46 €

Collection

«Pages d'Archéologie et d'histoire Girondines»

- 1 M.-F. LACOUÉ-LABARTHE, *Meubles bordelais, meubles de port* 8 €
- 2 R. COUSTET, *Le couvent de l'Assomption et les prémices de l'architecture néo-romane à Bordeaux* 8 €
- 3 C. SIREIX (dir.), *Les fouilles de la place des Grands-Hommes à Bordeaux* épuisé
- 4 M. PEYRISSAC et H. GUENET, *Bordeaux, le lycée Montaigne* épuisé
- 5 H. TOKPASSI, *L'hôtel Leberthon, chef d'œuvre de l'architecture privée du XVIIIe siècle à Bordeaux* ... 8 €
- 6 M. PEYRISSAC, *Le noviciat des Jésuites de Bordeaux*.. 8 €
- 7 R. COUSTET, *Lanessan, un château en Médoc* 8 €
- 8 C. MANDRAUT, *La faïencerie CAB (Céramique d'Art de Bordeaux), 1919-1947* 14 €

Revue archéologique de Bordeaux

Les Sociétaires reçoivent le tome de la *Revue Archéologique de Bordeaux* correspondant à l'année de leur cotisation. Il leur est demandé de prévenir le secrétariat de tout changement d'adresse les concernant. Toute personne étrangère à la Société, notamment toute personne morale, collectivité, association ou société, peut souscrire un abonnement.

Cotisation pour 2012 : 34 €.
Pour les couples : 44 €.
Pour les étudiants : 24 €.

Les cotisations doivent être réglées avant la fin du premier trimestre, par chèque bancaire ou postal au compte de la Société Archéologique de Bordeaux.

(La Banque Postale BORDEAUX 306 80 S)

Cession de tomes isolés (sauf épuisement)

- Bulletins récents (depuis 1960) 28 €
- Bulletins entre 1923 et 1960 11 €
- Bulletins anciens (entre 1873 et 1923). 18,50 €
- Tables 1924-1973..... 10 €
- Tables 1974-2000..... 10 €



Société Archéologique de Bordeaux
Hôtel des Sociétés Savantes,
1 place Bardineau, 33000 Bordeaux
Tél. : 07 86 40 43 26
www.societe-archeologique-bordeaux.fr

Société Archéologique de Bordeaux

1 place Bardineau, 33000 Bordeaux — Tél. 07 86 40 43 26
permanence le jeudi après-midi

Conseil d'administration pour l'année 2010

- Présidents d'honneur : M. le professeur J. MARCADÉ, membre de l'Institut
M. le professeur R. COUSTET
- Président : M. le professeur Ph. ARAGUAS
- Vice-présidents : Mme M.-F. LACOUÉ-LABARTHE
M. J. G. PUYRAVEAU
- Secrétaire Général : Mme N. PALARD
- Secrétaires adjoints : M. P. BARDOU
M. J.-M. DEBRUGE
- Trésorier : M. X. ROBOREL DE CLIMENS
- Bibliothécaire : Mme H. AVISSEAU
- Archiviste : Mme A. ZIÉGLÉ
- Conseillers : Mmes S. FARAVEL, M.-H. MAFFRE, M. STAHL
MM. , P. COUDROY DE LILLE,
J.-L. PIAT, P. RÉGALDO-SAINT BLANCARD

Comité directeur des publications

P. RÉGALDO-SAINT BLANCARD, X. ROBOREL DE CLIMENS

Comité de lecture

Philippe ARAGUAS, Pierre BARDOU, Robert COUSTET, Sylvie FARAVEL,
Marie-France LACOUÉ-LABARTHE, Michel LENOIR, Philippe MAFFRE,
Pierre RÉGALDO-SAINT BLANCARD, Xavier ROBOREL DE CLIMENS,
Marc SABOYA, Anne ZIÉGLÉ.





Maquette et composition :
Concept 99

Dépôt légal : avril 2012.

Impression :
Imprimerie de la Roque

Table des matières

Ezéchiel JEAN-COURRET, <i>Le quartier et la maison noble de Puy-Paulin à Bordeaux (XIIe – XVIIIe siècles)</i>	11
Marion PROYOST, <i>L'église Notre-Dame de Mouchac d'Aillas</i>	45
Vincent JOINEAU, <i>Les moulins à nef des basses vallées de la Garonne et de la Dordogne : des moulins « à la marge » (XVIe siècle -début XIXe)</i>	59
Jacques BESSON, <i>La Motte Saint-André, noble et forte maison en Cubzagues du XIIIe au XVIIIe siècle</i>	71
Hélène MOUSSET, <i>Les Calvimont à l'Herm : le château périgourdin de parlementaires bordelais</i>	91
Sylvain Schoonbaert, <i>Le port de la Lune et l'imaginaire des ponts à Bordeaux (1586-2010)</i>	105
Jean-Paul CASSE, <i>L'emploi monétaire du « carne »</i>	133
Laurent COSTE, <i>Art et spiritualité chez les Dominicains bordelais du Grand Siècle</i>	145
Xavier ROBOREL de CLIMENS, <i>L'hôtel de Paty de Rayet</i>	151
Marguerite STAHL, <i>A propos de la captivité de la Duchesse de Berry à Blaye (1832-1833)</i>	161
Alain BESCHI, <i>L'architecte et le modèle : Ernest Minvielle et l'architecture viticole</i>	171
Christelle LOZÈRE, <i>Bordeaux et la culture coloniale 1850-1940</i> ..	187
Notes et documents	
Jean-François FOURNIER, <i>Une gravure flamande du XVIIIe siècle</i>	205
Jean-François FOURNIER, <i>Une peinture du XIXe siècle représentant un épisode de la vie de Germaine Cousin, dite sainte Germaine de Pibrac</i>	211
<i>L'archéologie girondine en 2009</i>	213
Activités et manifestations	
<i>Activités et manifestations de la SAB en 2010</i>	259
<i>Cercle Bertrand-Andrieu, procès-verbaux des séances de l'année 2010</i>	261
<i>In memoriam Pierre Pujo</i>	267